

SÉRIE E — N° 13

TREIZIÈME RAPPORT ANNUEL
DE LA
COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE
(15 juin 1936 — 15 juin 1937)

PUBLICATIONS DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE
INTERNATIONALE

SÉRIE E — N° 13

TREIZIÈME RAPPORT ANNUEL

DE LA
COUR PERMANENTE DE JUSTICE
INTERNATIONALE

(15 JUIN 1936 — 15 JUIN 1937)



SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS A. W. SIJTHOFF — LEYDE
(A. W. SIJTHOFF'S UITGEVERSMAATSCHAPPIJ N. V. — LEIDEN)

Ce volume était déjà sous presse quand est survenue la mort de M. Åke Hammarskjöld, membre de la Cour permanente de Justice internationale.

Pendant quinze ans, M. Hammarskjöld avait dirigé le Greffe de la Cour ; c'est sous sa responsabilité qu'ont été éditées les publications de la Cour, et ce Rapport annuel est le premier qui n'ait pas été publié par ses soins. Le Greffe de la Cour tient, en cette occasion, à rendre hommage à sa mémoire.

Août 1937.

J. L. O.

INTRODUCTION

Le Treizième Rapport annuel de la Cour porte sur la période du 15 juin 1936 au 15 juin 1937 ; pour certaines matières, cependant, il a été tenu compte, en revisant les épreuves, de faits qui se sont produits depuis cette dernière date.

Le plan du Treizième Rapport est le même que celui des rapports précédents. Le chapitre premier rend compte des modifications survenues dans la composition de la Cour depuis la publication du Douzième Rapport annuel : nomination, en octobre 1936 et en mai 1937, de quatre nouveaux juges en remplacement de juges décédés ou démissionnaires ; décès, en juillet 1937, d'un de ces nouveaux juges.

Le chapitre III indique, pour les matières contenues dans le chapitre correspondant des précédents Rapports annuels, les faits survenus depuis le 15 juin 1936. Pour ce qui est de la compétence consultative de la Cour, notamment, il relate les mesures prises, à la suite des échanges de vues qui ont eu lieu au Conseil et à l'Assemblée de la Société des Nations, sur la procédure à suivre pour le vote des demandes d'avis. Il contient également un résumé de quelques-unes des requêtes de personnes privées contre un gouvernement, adressées à la Cour depuis le 15 juin 1935. Les Premier, Troisième, Cinquième, Septième, Neuvième et Onzième Rapports annuels ont donné déjà des exemples des cas de cette nature, auxquels est toujours opposée une fin de non-recevoir, fondée sur l'article 34 du Statut.

Le chapitre IV met à jour les tables et index parus dans le chapitre IV des précédents Rapports annuels : liste des périodes pendant lesquelles la Cour a siégé ; liste des arrêts, avis et ordonnances participant de la nature des arrêts (ces deux listes vont de 1922 au 1^{er} juillet 1937) ; index chronologique et index analytique des ordonnances (15 juin 1936 — 1^{er} juillet 1937) ; rôle général de la Cour (15 juin 1936 — 1^{er} juillet 1937).

Le chapitre V résume l'arrêt rendu par la Cour en l'affaire Pajzs, Csáky, Esterházy (16 déc. 1936), ainsi que l'ordonnance par laquelle la Cour, à la suite du désistement des parties, a radié du rôle l'affaire Losinger & C^{ie}, S. A. (14 déc. 1936). Il résume également l'arrêt de la Cour en l'affaire des prises d'eau à la Meuse (28 juin 1937).

Le chapitre VI donne un dixième addendum au digeste des décisions de la Cour portant application du Statut et du Règlement. Cet addendum est suivi de plusieurs index, comme les addenda précédents et le digeste lui-même.

Le chapitre VIII rend compte des modifications introduites par l'Assemblée de la Société des Nations, au cours de sa Dix-septième Session ordinaire, dans le Règlement concernant la gestion des finances de la Société des Nations. Il rend compte également de la constitution d'un fonds spécial de pensions pour les membres de la Cour.

Les chapitres IX et X complètent et mettent à jour les données contenues dans les chapitres correspondants des précédents Rapports annuels.

* * *

Le contenu des volumes appartenant à la Série E des Publications de la Cour, volumes élaborés et publiés par le Greffe, n'engage en aucune façon la Cour. Il y a lieu de remarquer notamment que le résumé des arrêts et des avis qui se trouve dans le chapitre V, et dont le but est simplement de donner une vue d'ensemble des travaux de la Cour, ne saurait être cité à l'encontre du texte même des arrêts et des avis et ne constitue pas une interprétation de ce texte.

La Haye, le 1^{er} août 1937.

Le Greffier de la Cour :
J. LÓPEZ OLIVÁN.

CHAPITRE PREMIER

DE LA COUR ET DU GREFFE

I. — DE LA COUR

1) COMPOSITION DE LA COUR.

Lorsque l'Assemblée de la Société des Nations se réunit à Genève, le 21 septembre 1936, pour sa Dix-septième Session ordinaire, il y avait quatre vacances au sein de la Cour, dues, la première au décès de M. Schücking (Allemagne), survenu le 25 août 1935, la seconde à la démission de M. Frank B. Kellogg (États-Unis d'Amérique), donnée par lettre en date du 9 septembre 1935, la troisième à la démission de M. Wang Chung-Hui (Chine), donnée par lettre en date du 15 janvier 1936, la quatrième au décès du baron Rolin-Jaequemyns (Belgique), survenu le 11 juillet 1936¹.

Le 3 juillet 1936, l'Assemblée avait décidé (23^{me} séance de la Seizième Session)² d'inscrire à l'ordre du jour de sa Dix-septième Session la double élection aux sièges qui avaient été occupés par MM. Schücking et Kellogg. D'autre part, le Comité de juristes nommé en mai 1936 par le Conseil de la Société des Nations en vue d'examiner les questions que faisaient surgir les mesures à prendre pour pourvoir aux trois vacances existant à cette date, avait, dans un « second rapport » en date du 11 juillet 1936³, exprimé l'avis que deux élections distinctes devaient avoir lieu : l'une pour les postes occupés par MM. Schücking et Kellogg ; l'autre pour le poste occupé par M. Wang Chung-Hui. Ce même rapport exposait également l'opinion du Comité de juristes sur la participation à l'élection des juges d'un État non Membre de la Société, partie au Statut de la Cour.

Le Conseil examina les conclusions du Comité de juristes le 25 septembre 1936 (3^{me} séance de la 93^{me} Session). A cette occasion, le rapport ci-après fut soumis au Conseil par l'un de ses membres :

¹ Voir E 12, pp. 9, 10 et 16.

² *Id.*, p. 16.

³ *Id.*, » 423.

Vacances à
la Cour.

Mesures prises
pour remplir
les postes
vacants.

« Le Conseil est saisi d'un second rapport du Comité de juristes qu'il a institué le 11 mai 1936. Ce rapport a été distribué aux Membres de la Société.

I.

Le Comité examine tout d'abord la méthode selon laquelle devraient s'effectuer les élections en vue des trois sièges qui étaient à pourvoir lorsqu'il a établi son rapport. Il estime qu'il devrait y avoir deux élections : l'une au scrutin de liste, pour les deux sièges rendus vacants par le décès de M. Schücking et par la démission de M. Kellogg, et l'autre pour le siège devenu vacant par suite de la démission de M. Wang. A chacune de ces deux élections, ne pourraient être éligibles que les candidats désignés pour les sièges en question.

Sous réserve de l'assentiment de l'Assemblée, je propose d'adopter cette méthode.

II.

En second lieu, le rapport exprime l'opinion du Comité sur l'application du dernier alinéa de l'article 4 du Statut révisé de la Cour, lequel est ainsi conçu :

« En l'absence d'accord spécial, l'Assemblée, sur la proposition du Conseil, réglera les conditions auxquelles peut participer à l'élection des membres de la Cour un État qui, tout en ayant accepté le Statut de la Cour, n'est pas Membre de la Société des Nations. »

Cette disposition vise, à l'heure actuelle, trois États : l'Allemagne, le Brésil et le Japon.

Le Comité a communiqué au Conseil, en annexe à son rapport, les renseignements qu'il a reçus quant à l'attitude de deux de ces États : le Brésil et le Japon. Il a également indiqué certaines des raisons pour lesquelles ces États estiment devoir être admis à voter au Conseil aussi bien qu'à l'Assemblée. Le Comité n'a pas cru qu'il lui appartenait de connaître de ces considérations.

Le Comité recommande que les États de la catégorie en cause soient, sur leur demande, considérés comme jouissant de la faculté de voter à l'Assemblée. D'autre part, ils ne voteraient au Conseil que s'ils en faisaient la demande et que si cette demande était agréée par l'Assemblée statuant à une majorité qualifiée.

Il semble que le Conseil puisse dès à présent proposer à l'Assemblée de se rallier au principe du vote au sein de cette dernière, principe préconisé par les juristes.

Par contre, selon les informations dont je dispose, un accord serait difficilement réalisable à l'heure actuelle quant à la réglementation définitive du vote au sein du Conseil. Il semble que, dans ces conditions, il conviendrait de proposer à l'Assemblée une solution transitoire, laquelle, sans préjudice d'aucun principe, n'affecterait que les trois États précités : ceux-ci, moyennant d'en adresser la demande au Secrétaire général, auraient la faculté de participer au vote au Conseil pour toutes élections antérieures à une date déterminée, telle que le 1^{er} janvier 1940.

Pour les élections ultérieures, le Conseil ferait en temps utile des propositions à l'Assemblée.

* * *

Ces suggestions se trouvent précisées dans les deux résolutions ci-après, que je sou mets à l'approbation du Conseil :

I. Le Conseil

Propose à l'Assemblée de pourvoir les sièges rendus vacants par le décès de M. Schücking et par la démission de M. Kellogg au moyen d'une élection au scrutin de liste, les candidats désignés pour ces sièges étant seuls éligibles, et de procéder à une élection séparée pour pourvoir le siège rendu vacant par M. Wang, les candidats désignés pour ce siège étant seuls éligibles.

II. Le Conseil,

Vu les dispositions du troisième alinéa de l'article 4 du Statut révisé de la Cour permanente de Justice internationale,

1. Propose à l'Assemblée de décider que, si un État non Membre de la Société et partie au Statut de la Cour signale au Secrétaire général son désir de participer à l'élection des membres de la Cour, cet État sera de plein droit admis à prendre part au vote au sein de l'Assemblée ;

2. Propose, en outre, que l'Assemblée décide, à titre provisoire et sans préjuger aucun principe, qu'à toute élection des membres de la Cour qui aura lieu avant le 1^{er} janvier 1940, l'Allemagne, le Brésil et le Japon, en tant qu'États non Membres de la Société mais parties au Statut de la Cour, seront, s'ils en signalent le désir au Secrétaire général, admis à voter également au Conseil ;

Se réserve de faire ultérieurement une proposition à l'Assemblée concernant la participation au vote au Conseil pour toute élection des membres de la Cour qui aurait lieu après le 1^{er} janvier 1940.

3. Le Secrétaire général serait chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour permettre aux États qui, tout en ayant accepté le Statut de la Cour, ne sont pas Membres de la Société des Nations, de participer aux élections. »

Ces résolutions furent adoptées par le Conseil sans discussion.

Saisie, l'Assemblée décida, le 26 septembre 1936, de renvoyer à sa première Commission (Questions constitutionnelles et juridiques) non seulement la question de la participation aux élections des États non Membres, mais encore les modalités de l'élection aux trois sièges qu'elle avait à pourvoir, car cette dernière question « ne comportait pas seulement des dispositions du point de vue de la procédure à suivre, mais aussi une décision de caractère juridique, à savoir : si les trois sièges

doivent faire l'objet d'une seule opération d'élection ou de deux opérations distinctes »¹.

La première Commission examina la question de la méthode d'élection au cours de ses séances du 28 et du 30 septembre 1936². Elle rejeta une motion en vue de procéder à une seule élection pour les trois sièges, puis adopta la proposition faite en la matière par le Conseil. Son rapport à l'Assemblée contient à ce propos le passage suivant³ :

« I. Méthode selon laquelle doit s'effectuer l'élection en vue des trois sièges à pourvoir.

La possibilité a été évoquée au sein de la première Commission de pourvoir les sièges vacants par une élection unique, au scrutin de liste, portant sur l'ensemble des trois sièges, chacun des candidats présentés par les groupes nationaux étant éligible pour l'un quelconque de ces sièges.

Un large débat s'est institué sur ce point. Il a été soutenu par plusieurs délégations qu'il serait plus conforme à l'esprit du Statut de la Cour de procéder par un même scrutin à l'élection pour les trois sièges. D'autres délégations furent d'avis contraire et s'associèrent au système préconisé par la résolution du Conseil du 25 septembre 1936. Finalement, par seize voix contre dix, la Commission s'est prononcée en faveur de ce système.

La Commission propose, en conséquence, à l'Assemblée le projet de résolution ci-après :

Projet de résolution :

L'Assemblée, se ralliant à la proposition du Conseil, décide qu'il sera pourvu aux sièges rendus vacants par le décès de M. Schücking et par la démission de M. Kellogg au moyen d'une élection au scrutin de liste, les candidats désignés pour ces sièges étant seuls éligibles, et qu'il sera procédé à une élection séparée pour pourvoir le siège rendu vacant par la démission de M. Wang, les candidats désignés pour ce siège étant seuls éligibles. »

Quant à la question de la participation des États non Membres, la première Commission adopta également la proposition du Conseil. La partie de son rapport y relative est ainsi conçue⁴ :

« II. Participation à l'élection des juges des États non Membres de la Société, parties au Statut de la Cour.

Déférant aux prescriptions de l'article 4 du Statut de la Cour, le Conseil, dans sa résolution du 25 septembre 1936, avait présenté à

¹ Actes de la Dix-septième Session ordinaire de l'Assemblée, Séances plénières, *Journal officiel* de la Société des Nations, Supplément spécial n° 155, pp. 50-51.

² Actes de la Dix-septième Session ordinaire de l'Assemblée, Séances des Commissions, *Journal officiel* de la Société des Nations, Supplément spécial n° 156, pp. 22 et sqq.

³ *Id.*, p. 80.

⁴ *Id.*, pp. 80-81.

l'Assemblée des propositions en vue du règlement par cette dernière des conditions auxquelles pourront participer aux élections les États se trouvant dans la situation envisagée.

Selon lesdites propositions, d'une part, il y a lieu d'admettre ces États à voter de plein droit à l'Assemblée; d'autre part, pour ce qui est de la participation au vote au sein du Conseil, il convient, à titre provisoire et sans préjuger aucun principe, d'y admettre l'Allemagne, le Brésil et le Japon pour toute élection antérieure au 1^{er} janvier 1940.

Des membres de la première Commission, sans toutefois présenter de contre-propositions, ont élevé à l'encontre de ce système certaines objections, invoquant notamment qu'il serait contraire à l'égalité des États en ce qu'il contient le principe d'une distinction en vertu de laquelle, alors que tous les États envisagés votent à l'Assemblée, certains d'entre eux seulement ont, en outre, accès au Conseil.

A ces objections, il a été opposé que l'article 4 précité faisait à l'Assemblée une obligation de statuer; que, dans l'état actuel des choses, elle ne pouvait aboutir à ce résultat sans tenir compte des nécessités politiques qui avaient conduit le Conseil à formuler les propositions contenues dans sa résolution du 25 septembre 1936; que, d'ailleurs, ces propositions ne revêtaient qu'un caractère purement provisoire en tant qu'elles visaient le point contesté, à savoir le vote au sein du Conseil.

La première Commission s'est ralliée auxdites propositions. Elle soumet à l'Assemblée le projet de résolution ci-après:

Projet de résolution.

L'Assemblée,

Vu les dispositions du troisième alinéa de l'article 4 du Statut révisé de la Cour permanente de Justice internationale;

Vu la proposition du Conseil;

Décide:

1. Que, si un État non Membre de la Société et partie au Statut de la Cour signale au Secrétaire général son désir de participer à l'élection des membres de la Cour, cet État sera de plein droit admis à prendre part au vote au sein de l'Assemblée.

2. A titre provisoire et sans préjuger aucun principe, qu'à toute élection des membres de la Cour qui aura lieu avant le 1^{er} janvier 1940, l'Allemagne, le Brésil et le Japon, en tant qu'États non Membres de la Société mais parties au Statut de la Cour, seront, s'ils en signalent le désir au Secrétaire général, admis à voter également au Conseil.

3. Le Secrétaire général est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour permettre aux États qui, tout en ayant accepté le Statut de la Cour, ne sont pas Membres de la Société des Nations, de participer aux élections. »

Le rapport de la première Commission fut examiné par l'Assemblée le 3 octobre 1936 (14^{me} séance de la Dix-septième Session). Les résolutions furent adoptées, la délégation de Norvège s'étant toutefois abstenue en ce qui concerne la participation des États non Membres à l'élection.

Élection de
MM. Manley
O. Hudson,
Hammar-
skjöld et
Cheng Tien-
Hsi.

Le 8 octobre 1936, l'Assemblée et le Conseil procédèrent simultanément aux élections. Avec les délégués des Membres de la Société des Nations siégeaient également, au sein de l'Assemblée et du Conseil, les délégués de deux États non Membres, le Brésil et le Japon, munis des pouvoirs nécessaires pour prendre part aux opérations d'élection. Aux sièges vacants par suite du décès de M. Schücking et de la démission de M. Kellogg furent élus MM. Manley O. Hudson (États-Unis d'Amérique) et M. Å. Hammarskjöld (Suède). Au siège vacant par suite de la démission de M. Wang Chung-Hui fut élu M. Cheng Tien-Hsi (Chine). Le même jour, le Secrétaire général de la Société des Nations a invité les trois juges élus à lui faire savoir s'ils acceptaient leur désignation ; il a également notifié l'élection au Président de la Cour. Le 10 octobre 1936, le Secrétaire général a fait connaître au Président que MM. Hudson, Hammarskjöld et Cheng Tien-Hsi avaient répondu affirmativement.

Décès du
baron Rolin-
Jaequemyns
et élection
de M. De
Visscher.

Comme l'a annoncé le Douzième Rapport annuel et comme il est rappelé plus haut, le baron Rolin-Jaequemyns est décédé à Bruxelles le 11 juillet 1936. Le 26 octobre 1936, en ouvrant la treizième audience publique de l'année judiciaire 1936 — la première audience publique depuis le décès du baron Rolin-Jaequemyns —, le Président de la Cour a prononcé les paroles suivantes, en hommage à la mémoire du défunt :

« Au moment où nous nous réunissons, bien des changements se sont produits dans la composition de la Cour. Une fois de plus, nous avons à déplorer la perte d'un de nos respectés collègues dans la personne du baron Rolin-Jaequemyns. Sa profonde expérience des sciences juridiques et de la vie, ses qualités personnelles, donnaient une valeur particulière à sa collaboration si constante à nos travaux. Tous nous avons pu admirer le courage avec lequel il a tenu, malgré son état de santé qui s'aggravait, à remplir pleinement son devoir jusqu'au bout, conservant, malgré les atteintes de la maladie, la clarté d'esprit, l'élévation des sentiments et l'égalité de tempérament qui le caractérisaient et le faisaient aimer et apprécier de tous. Sa place reste vide parmi nous pour le moment : elle le restera longtemps encore dans notre souvenir. Aussi suis-je bien sûr que l'hommage si sincère que je rends en ce moment à sa mémoire trouve un écho profond dans l'âme de tous nos collègues présents et de tous ceux qui l'ont connu. »

Le 27 juillet 1936, le Secrétaire général de la Société des Nations prit les mesures requises en vue d'aboutir à la présentation de candidats pour le poste devenu vacant par suite du décès du baron Rolin-Jaequemyns. Le 25 septembre 1936 (3^{me} séance de la 93^{me} Session), le Conseil adopta à ce sujet le rapport suivant :

« Mes collègues n'ignorent pas que la Cour permanente de Justice internationale a éprouvé, depuis la dernière session du Conseil, une grande perte par suite du décès d'un de ses membres, le baron Rolin-Jaequemyns.

En vertu de l'article 14 du Statut révisé de la Cour, il appartient au Conseil de fixer, au cours de la présente réunion, la date de l'élection au poste devenu ainsi vacant.

Je serais très heureux de pouvoir proposer que l'élection ait lieu pendant la session ordinaire de l'Assemblée de la présente année, mais nous devons tenir compte des dispositions de l'alinéa 1 de l'article 5 du Statut de la Cour, qui a gardé sa forme primitive et qui est ainsi conçu :

« Trois mois au moins avant la date de l'élection, le Secrétaire général de la Société des Nations invite par écrit les membres de la Cour d'Arbitrage appartenant aux États mentionnés à l'annexe au Pacte ou entrés ultérieurement dans la Société des Nations, ainsi que les personnes désignées conformément à l'alinéa 2 de l'article 4, à procéder dans un délai déterminé par groupes nationaux à la présentation de personnes en situation de remplir les fonctions de membre de la Cour. »

Le décès du baron Rolin-Jaequemyns est survenu le 11 juillet, c'est-à-dire à une date en raison de laquelle il était matériellement impossible de préparer et d'envoyer en temps voulu des invitations aux groupes nationaux, trois mois avant la date probable de la clôture de la session de l'Assemblée. En fait, les invitations ont été expédiées le 27 juillet ; un préavis de leur envoi a été adressé aux groupes par télégramme et, conformément aux précédents, la date de la réception des désignations de candidats a été fixée à trois mois après l'envoi des invitations, c'est-à-dire au 27 octobre.

Dans ces circonstances, il ne paraît pas possible de procéder à l'élection avant le 28 octobre, date à laquelle il est peu vraisemblable que l'Assemblée siège encore. J'hésite à proposer la convocation d'une Assemblée spéciale. D'autre part, il serait imprudent de décider, d'ores et déjà, que l'élection doit être nécessairement ajournée jusqu'à la session ordinaire de l'Assemblée de 1937. En conséquence, je me permets de proposer au Conseil de décider que l'élection aura lieu au cours de la session ordinaire de l'Assemblée de 1937, à moins que l'Assemblée ne tienne antérieurement une réunion durant laquelle l'élection pourra avoir lieu, et que le Conseil ne prenne la décision de faire figurer cette élection parmi les questions inscrites à l'ordre du jour de ladite réunion¹. »

La Dix-septième Session de l'Assemblée prit fin le 10 octobre 1936. Au cours de la session extraordinaire tenue en mai 1937, l'Assemblée approuva (26 mai, 1^{ère} séance) son ordre du jour, où était inscrite l'élection au siège qui avait été occupé par le baron Rolin-Jaequemyns. Le 27 mai (3^{me} séance), à la suite des élections intervenues simultanément à l'Assemblée et au Conseil (au sein desquels siégeaient également les délégués du Brésil et du Japon), le Président de l'Assemblée a proclamé élu membre de la Cour M. Charles De Visscher (Belgique). Le même jour, le Secrétaire général de la Société des Nations a invité M. De Visscher à lui faire savoir s'il acceptait sa

¹ *Journal officiel* de la Société des Nations, XVII^{me} année, n^o 11, novembre 1936, p. 1157.

désignation ; il a également notifié l'élection au Président de la Cour. Le 29 mai, le Secrétaire général a fait connaître au Président que M. De Visscher avait accepté sa désignation.

Décès de
M. Hammar-
skjöld.

Le 7 juillet 1937, M. Å. Hammarskjöld, membre de la Cour, est décédé à La Haye. Le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, a fait savoir au Président de la Cour que le Gouvernement néerlandais serait heureux de pouvoir donner un témoignage officiel de sa sympathie en offrant des funérailles solennelles ; cette offre fut acceptée avec gratitude par la Cour, et les funérailles eurent lieu le 12 juillet 1937.

2) PRÉSÉANCE, PRÉSIDENCE ET VICE-PRÉSIDENCE.

Le 25 novembre 1936 ont été élus : comme Président de la Cour, M. J. Gustavo Guerrero, et comme Vice-Président de la Cour, sir Cecil J. B. Hurst. Ils sont entrés en fonction le 1^{er} janvier 1937, et leur mandat prend fin le 31 décembre 1939.

M. Guerrero avait été élu Vice-Président de la Cour le 17 janvier 1931, son mandat se terminant le 31 décembre 1933, et réélu en la même qualité le 2 décembre 1933 pour la période du 1^{er} janvier 1934 au 31 décembre 1936. Sir Cecil Hurst avait été élu Président le 2 décembre 1933, pour la période du 1^{er} janvier 1934 au 31 décembre 1936.

Composition
de la Cour.

Le tableau des membres de la Cour, par ordre de préséance, est le suivant (depuis le décès de M. Hammarskjöld) :

M. Guerrero, <i>Président</i>	Salvador
Sir Cecil Hurst, <i>Vice-Président</i>	Grande-Bretagne
le comte Rostworowski	Pologne
MM. Fromageot	France
de Bustamante	Cuba
Altamira	Espagne
Anzilotti	Italie
Urrutia	Colombie
Negulesco	Roumanie
le jonkheer van Eysinga	Pays-Bas
Nagaoka	Japon
Cheng Tien-Hsi	Chine
Hudson	États-Unis d'Amérique
De Visscher	Belgique

3) BIOGRAPHIE DES MEMBRES DE LA COUR.

La biographie de M. Schücking, décédé, celle de MM. Kellogg et Wang, démissionnaires, et celle du baron Rolin-Jaequemyns, décédé, se trouve dans le Septième Rapport annuel (pp. 24, 15, 28 et 16). La biographie de M. Hammarskjöld, décédé, est reproduite ci-après (p. 18).

La biographie de M. Guerrero, sir Cecil Hurst, le comte Rostworowski, MM. Fromageot, de Bustamante, Altamira, Anzi-

lotti, Urrutia, Negulesco, le jonkheer van Eysinga, se trouve dans le Septième Rapport annuel (pp. 13-28). La biographie de M. Nagaoka, élu en septembre 1935, se trouve dans le Douzième Rapport annuel (p. 17). La biographie de MM. Cheng et Hudson, élus en octobre 1936, et de M. Ch. De Visscher, élu en mai 1937, est reproduite ci-après.

M. CHENG TIEN-HSI, membre de la Cour.

M. Cheng Tien-Hsi est né à Canton (Chine) le 10 juillet 1884. Il a passé ses examens de droit avec mention à l'Université de Londres en 1912 et est entré au barreau anglais en 1913. Reçu docteur en droit de l'Université de Londres en 1915, il a, en 1916, reçu le prix Quain, conféré par ladite université pour le droit international public, après quoi il a été élu membre honoraire de la Société Grotius et membre de l'*International Law Association*.

M. Cheng est retourné en Chine en 1917. De 1920 à 1925, il a résidé à Pékin, où il a été successivement juge à la Cour suprême, membre principal de la Commission de codification du droit, conseiller au Bureau des marques de fabrique et à la Commission de l'exterritorialité, expert technique de la délégation chinoise à la Conférence de Washington, directeur à l'Académie judiciaire, membre remplaçant de la Commission internationale judiciaire qui a visité la Chine en 1926, et chargé de conférences sur le droit anglais à l'Université de Pékin. De 1926 à 1930, il a eu un cabinet d'avocat à Shanghai. De 1931 à 1934, M. Cheng a été vice-ministre de la Justice à Nankin, et pendant quelque temps ministre de la Justice par intérim. De 1934 à 1936, il a été conseiller au ministère des Affaires étrangères et au ministère de la Justice. En 1935, il a été nommé délégué officiel au onzième Congrès pénal international tenu à Berlin et au sixième Congrès international sur l'unification du droit pénal tenu à Copenhague. En même temps, il a été désigné comme commissaire spécial du Gouvernement chinois pour l'Exposition internationale d'art chinois à Londres.

M. Cheng est l'auteur d'un travail intitulé: *Rules of Private International Law Governing Capacity to Contract* (thèse à la suite de laquelle il a été reçu docteur en droit), et il a traduit du chinois en anglais les Décisions de la Cour suprême chinoise, les Arrêts de la Cour des Prises et le premier projet de Code civil chinois, etc. Il est également l'auteur d'un travail intitulé: *Civilization and Art of China*.

M. MANLEY O. HUDSON, membre de la Cour.

M. Manley O. Hudson est né à St. Peters, Missouri, U. S. A., le 19 mai 1886.

Il a fait ses études principalement au Collège *William Jewell* et à l'Université Harvard, et a le titre de docteur en droit de ces deux institutions ainsi que des Universités de Missouri, de Delaware et Peter Pázmány de Budapest; il a été professeur de droit à l'Université de Missouri (1910-1919) et à l'Université Harvard (1919-1936), et a fait des cours à l'Université Columbia, à l'Université de Calcutta et à l'École des Hautes Études internationales à Genève.

En 1917-1919, M. Hudson a été membre de la Commission pour l'uniformisation des lois des États et secrétaire de la Conférence nationale des membres de cette Commission. En 1918-1919, il était attaché spécial au département d'État et a fait partie de la Commission américaine pour les négociations de paix à Paris ; il a siégé comme membre de diverses commissions de la Conférence de la Paix de Paris, dont celle des Ports, Voies d'eau et Voies ferrées, des nouveaux États et de la protection des minorités.

M. Hudson a fait partie du Secrétariat de la Société des Nations de 1919 à 1922, comme membre de la Section juridique ; il a également travaillé au Secrétariat en la même qualité pendant les étés 1923-1930. Il a été conseiller juridique des Conférences internationales du Travail de Washington (1919), de Gênes (1920) et de Genève (1924), ainsi que de la Conférence internationale sur la suppression des publications obscènes (1923). Directeur du *Research in international law* depuis 1927, il a été conseiller technique de la délégation des États-Unis d'Amérique à la Conférence sur la codification du droit international, tenue à La Haye en 1930. Il est depuis 1932 vice-président de l'*American Society of International Law*, depuis 1933 membre de la Cour permanente d'Arbitrage, depuis 1935 membre de la Commission permanente de conciliation entre le Danemark et la Grèce, et depuis 1936 membre associé de l'Institut de Droit international.

M. Hudson a été l'éditeur du *Missouri Law Bulletin* de 1914 à 1917. Il a été membre du *Board of Editors* de l'*American Journal of International Law* depuis 1924.

Il a publié de nombreux articles dans les revues juridiques, et il est l'auteur d'ouvrages sur le droit international, dont notamment les suivants : *The Permanent Court of International Justice and the Question of American Participation* (1925) ; *Les Avis consultatifs de la Cour permanente de Justice internationale* (1927) ; *Handbook on the World Court* (4^{me} éd., 1934) ; *Cases on International Law* (2^{me} éd., 1936) ; *International Legislation*, 5 vol. (1932, 1936) ; *World Court Reports*, 2 vol. (1935) ; *Treatise on the Permanent Court of International Justice* (1934 ; éd. française : 1936).

M. ÅKE HAMMARSKJÖLD, membre de la Cour.

M. Hammarskjöld était né à Upsal (Suède) le 10 avril 1893.

Après avoir terminé ses études (poursuivies en partie à l'étranger) à l'Université d'Upsal, il était entré dans la carrière diplomatique de son pays ; il avait été nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire (en disponibilité) en 1930.

Pendant la guerre, il eut à s'occuper notamment de questions de droit international, surtout dans le domaine de la neutralité ainsi que de l'organisation et de la juridiction internationales. C'est ainsi qu'il fut le secrétaire de la Commission gouvernementale suédoise chargée de préparer, en collaboration avec des commissions analogues dans les autres pays scandinaves, « la participation de la Suède à la création d'une organisation juridique internationale après la guerre » ; il fut aussi le secrétaire de la délégation suédoise auprès de la Conférence de la Paix.

En 1920, M. Hammarskjöld fut appelé à rejoindre le Secrétariat de la Société des Nations afin de participer à l'élaboration du Statut de la Cour en qualité de membre du « Secrétariat juridique » de la Commission consultative de juristes. Il s'occupa ensuite, au sein du Secrétariat, notamment de la mise en vigueur du Statut, de la préparation du premier Règlement de la Cour ainsi que de l'installation de la Cour à La Haye. Il fut aussi secrétaire de la « Commission du blocus », qui avait pour tâche d'étudier l'article 16 du Pacte.

Au début de 1922, M. Hammarskjöld fut chargé par le Secrétaire général de la Société des Nations d'assurer provisoirement le Secrétariat de la Cour. Peu après, celle-ci l'élut Greffier, élection qui fut renouvelée en 1929. En cette qualité, il a représenté la Cour, notamment aux sessions ordinaires de l'Assemblée de la Société des Nations de 1922 à 1936.

En dehors de la Cour, M. Hammarskjöld s'était occupé de questions de juridiction internationale comme secrétaire de la Commission d'enquête germano-danoise dans l'affaire « Igotz-Mendi » et de la Commission d'enquête anglo-espagnole sur certaines revendications britanniques dans la zone espagnole du Maroc. Il était membre des Commissions permanentes de conciliation entre les États-Unis d'Amérique et la Suisse et entre le Danemark et la Turquie.

M. Hammarskjöld s'était en outre consacré, soit comme délégué à des conférences internationales, soit à titre d'expert, aux questions de navigation aérienne et de protection de la population civile contre la guerre aérienne et chimique. Il avait aussi pris part au travail pour l'unification de la Croix-Rouge internationale (1923-1928).

Élu associé de l'Institut de Droit international en 1925, M. Hammarskjöld en était membre depuis 1936. Il a professé à l'Académie de Droit international de La Haye et était *Dr. Jur. utr. h. c.* de l'Université de Berne et *Dr. jur. h. c.* de l'Université de Stockholm.

M. Hammarskjöld a été responsable des publications de la Société des Nations concernant la Cour (1920-1921) et des publications de la Cour elle-même (1922-1936). Il a en outre publié de nombreuses études sur des sujets de droit international, et collaboré à plusieurs ouvrages dans le domaine du droit international.

M. CH. DE VISSCHER, membre de la Cour.

M. Charles De Visscher est né à Gand le 2 août 1884. Il a fait ses études à la Faculté de droit de l'Université de Gand, puis à la Faculté de droit de Paris. Il a été lauréat du Concours universitaire (groupe droit civil) en 1908. Nommé professeur à la Faculté de droit de l'Université de Gand en 1911, il y a enseigné le droit civil, le droit criminel et le droit international privé. En 1930, il a été nommé à l'Université de Louvain, où il a enseigné le droit international privé et le droit international public.

Conseiller juridique du ministère des Affaires étrangères de Belgique depuis 1919, il était membre de la Commission de droit international privé de ce ministère, ainsi que de la Commission des examens diplomatiques. Il est membre de l'Institut de Droit interna-

tional depuis 1921, et secrétaire général du même institut depuis 1927. Membre de la Cour permanente d'Arbitrage depuis 1923, il est également membre des Commissions de conciliation instituées entre la Finlande et la Suède, entre le Danemark et la Suède, entre la Belgique et la Finlande, entre le Danemark et la Lettonie, entre les Pays-Bas et la Yougoslavie, entre le Portugal et la Suisse.

M. De Visscher a dirigé depuis 1920 la *Revue de Droit international et de Législation comparée*. Il est membre correspondant de l'Académie royale de Belgique et délégué de cette académie à l'Union académique internationale. Nommé membre du Curatorium de l'Académie de Droit international de La Haye, il a enseigné à cette académie en 1923, en 1925, en 1929 et en 1935. Il est docteur *honoris causa* des Universités de Nancy et de Montpellier.

M. De Visscher a rempli diverses fonctions à la Société des Nations, notamment celles de membre-rapporteur de la Commission des amendements au Pacte et de la Commission pour l'étude des procédures de conciliation, de membre du Comité des juristes institué par la Société des Nations au lendemain du différend italo-grec, de membre du Comité d'experts pour la codification progressive du droit des gens, de délégué du Gouvernement belge à la Première Conférence de codification du droit international, et de rapporteur de la troisième Commission de cette conférence. Il a plaidé devant la Cour permanente de Justice internationale dans les affaires de la Commission européenne du Danube, de la Commission internationale de l'Oder, de l'accès et du stationnement des navires de guerre polonais à Dantzig, du traitement des nationaux polonais à Dantzig, et du Groënland oriental.

M. De Visscher a publié de nombreuses études sur le droit international public et sur le droit international privé. La plupart ont paru, depuis 1920, dans la *Revue de Droit international et de Législation comparée*, dans le Recueil des Cours de l'Académie de La Haye, et dans diverses revues et annuaires de langue française.

4) DES JUGES « AD HOC ». (Voir E I, p. 25.)

Les personnes suivantes ont fait l'objet d'une présentation en conformité des articles 4 et 5 du Statut aux dates ci-après :

- 1921 Élection des membres de la Cour
- 1923 Remplacement de M. Barbosa, décédé
- 1928 Remplacement de M. Moore, démissionnaire
- 1929 Remplacement de M. André Weiss et de lord Finlay, décédés
- 1930 Remplacement de M. Charles Evans Hughes, démissionnaire, et renouvellement général de la Cour
- 1935 Remplacement de M. Adatci, décédé
- 1936 Remplacement de M. Schücking, décédé, de M. Kellogg, démissionnaire, et de M. Wang Chung-Hui, démissionnaire
- 1937 Remplacement du baron Rolin-Jaequemyns, décédé

Les noms imprimés en caractères **gras** sont ceux des candidats qui ont été élus à la Cour ; les noms imprimés en caractères **gras** mais entre parenthèses sont ceux des personnes qui ont occupé les fonctions de juge (ou de juge suppléant) à la Cour ; les noms imprimés en *italique* sont ceux des personnes dont le décès a été annoncé à la Cour.

<i>Adatci</i> , Minéitcirô	Japon
<i>Ador</i> , Gustave	Suisse
AIYAR, Sir P. S. Sivaswami	Inde
ALFARO, F. A. Guzman	Venezuela
ALFARO, Ricardo J.	Panama
Altamira , Rafael	Espagne
ALVAREZ, Alexandre	Chili
AMEER ALI, Saiyid	Inde
ANDRÉ, Paul	France
<i>Anglin</i> , Franck A.	Canada
Anzilotti , Dionisio	Italie
ARENDET, Ernest	Luxembourg
ARSEBÜK, Sadettin	Turquie
AYON, Alfonso	Nicaragua
BAGGE, Algot	Suède
BAKER, Newton D.	États-Unis d'Amérique
BALAMÉZOV, St. G.	Bulgarie
BALOGH, Eugène de	Hongrie
<i>Barbosa</i> , Ruy	Brésil
BARRA, F. L. de la	Mexique
BARTHÉLÉMY, Joseph	France
BASDEVANT, Jules	France
BATLLE Y ORDOÑEZ, José	Uruguay
(Beichmann , Frederik Waldemar, N.)	Norvège
BENUSSI, Balthazar	Albanie
BEVILAQUA, Clovis	Brésil
BLANCO USTÁRIAZ, Julio	Venezuela
BÆG, Niels Vilhelm	Danemark
<i>Bonamy</i> , Auguste	Haïti
BORDEN, Sir Robert	Canada
BOREL, Eugène	Suisse
BORJA, Alejandro Ponce	Équateur
BORNO, Louis	Haïti
BOSSA, Simon	Colombie
<i>Bourgeois</i> , Léon	France
BOURQUIN, Maurice	Belgique
<i>Boyden</i> , William Roland	États-Unis d'Amérique
BROWN, Philip Marshall	États-Unis d'Amérique
BRUM, Baltasar	Uruguay
BRUNS, Victor	Allemagne
BUCKMASTER, Lord	Grande-Bretagne
BUERO, Juan A.	Uruguay
Bustamante , Antonio S. de	Cuba
<i>Bustamante</i> , Daniel Sanchez	Bolivie
BUSTILLOS, Juan Francisco	Venezuela

CABRAL MONCADA, Luiz de	Portugal
(Caeiro da Matta, José)	Portugal
CEMIL BILSEL	Turquie
CHAMBERLAIN, Joseph E.	États-Unis d'Amérique
Cheng Tien-Hsi	Chine
CHINDAPIROM, Phya	Siam
CHYDENIUS, Jacob Wilhelm	Finlande
<i>Colin</i> , Ambroise	France
CRUCHAGA TOCORNAL, Miguel	Chili
DANEFF, Stoyan	Bulgarie
DAS, S. R.	Inde
DEVIDUR, Phya	Siam
<i>Descamps</i> (Le baron)	Belgique
<i>Doherty</i> , Charles	Canada
<i>Dreyfus</i> , Eugène	France
DUFF, Lyman Poore	Canada
DUPUIS, Charles	France
DUZMANS, Charles	Lettonie
ELIZALDE, Rafael	Équateur
(Erich, Rafael)	Finlande
ETHEART, Emmanuel	Haïti
Eysinga , le jonkheer W. J. M. van	Pays-Bas
FADENHEHT, Joseph	Bulgarie
FARRERA, Celestino	Venezuela
<i>Fauchille</i> , Paul	France
FERNANDEZ Y MEDINA, Benjamin	Uruguay
<i>Finlay</i> , Robert Bannatyne, Viscount	Grande-Bretagne
FRACHERI, Mehdi	Albanie
FRIIS, M. P.	Danemark
Fromageot , Henri	France
FURRIOL, Alfredo	Uruguay
GAJZAGO, Ladislav	Hongrie
GIL BORGES, Esteban	Venezuela
GODDYN, Arthur	Belgique
<i>Gonzalez</i> , Joaquin V.	Argentine
GOYENA, J. Y.	Uruguay
<i>Gram</i> , G.	Norvège
GRISANTI, Carlos F.	Venezuela
GUANI, Alberto	Uruguay
Guerrero , J. Gustavo	Salvador
HAILSHAM, Lord	Grande-Bretagne
<i>Halban</i> , Alfred	Pologne
HAMMARSKJÖLD, Hj. L.	Suède
<i>Hammarskjöld</i> , Åke	Suède
HANOTAUX, Gabriel	France
HANSSON, Michael	Norvège
HANWORTH, Lord	Grande-Bretagne
HASSAN KHAN MOCHIROD DOVLEH (S. A.)	Iran
HERMANN-OTAVSKÝ, Charles	Tchécoslovaquie
HIGGINS, A. Pearce	Grande-Bretagne
HONTORIA, Manuel Gonzalez	Espagne
Hoz, Julian de la	Uruguay
(Huber, Max)	Suisse

HUDICOURT, Pierre	Haïti
Hudson , Manley O.	États-Unis d'Amérique
(Hughes , Charles Evans)	États-Unis d'Amérique
Hurst , Sir Cecil	Grande-Bretagne
HYDE, Charles Cheney	États-Unis d'Amérique
HYMANS, Paul	Belgique
IMAM, Sir Saiyid Ali	Inde
JESSUP, Philip	États-Unis d'Amérique
KADLETZ, Karel	Tchécoslovaquie
KARAGUIOZOV, Anguel	Bulgarie
(Kellogg , Frank B.)	États-Unis d'Amérique
KEY AYALA, Santiago	Venezuela
KLAESTAD, Helge	Norvège
<i>Klein</i> , Franz	Autriche
KOSTERS, J.	Pays-Bas
KRAMARZ, Charles	Tchécoslovaquie
KRIEGE, Johannes	Allemagne
KRITIKANUKORNKITCH, Chowphya Bij- aiyati	Siam
<i>Lafleur</i> , Eugène	Canada
LANGE, Christian	Norvège
LAPRADELLE, Albert de	France
LARNAUDE	France
LEE, Frank William Chinglun	Chine
LE FUR, Louis	France
LÉGER, Abel-Nicolas	Haïti
LEMONON, Ernest	France
LESPINASSE, Edmond de	Haïti
LIANG, Chi-Chao	Chine
LIMBURG, J.	Pays-Bas
<i>Loder</i> , B. C. J.	Pays-Bas
MACEDO SOARES, José Carlos	Brésil
<i>Magyary</i> , Géza de	Hongrie
<i>Manolesco Ramniceano</i>	Roumanie
<i>Marks de Wurtemberg</i> , baron Erik Teodor	Suède
MASTNY, Vojtěch	Tchécoslovaquie
MAÚRTUA, Victor	Pérou
MEYER, Cosmus A. C.	Danemark
MOHAMMED ALI KHAN ZOKAOL MOLK	Iran
MØLLER, Axel	Danemark
(Moore , John Bassett)	États-Unis d'Amérique
MORALES, Eusebio	Panama
MORENA, Alfredo Baquerizo	Équateur
MÜNIR ERTEKIN	Turquie
MURNAGHAN, James Augustine	État libre d'Irlande
Nagaoka , Harukazu	Japon
Negulesco , Demètre	Roumanie
(Novacovitch , Miléta)	Yougoslavie
<i>Nyholm</i> , Dídrik Galtrup Gjedde	Danemark
OCA, Manuel Montès de	Argentine
OCTAVIO DE LANGAARD MENEZES, Rodrigo	Brésil
(Oda , Yorozu)	Japon

OROLOGA, Thoma	Albanie
PAPAZOFF, Théohar	Bulgarie
PAREJO, F. A.	Venezuela
PARRA PÉREZ, C.	Venezuela
(Pessôa , Epitacio da Silva)	Brésil
<i>Phillimore</i> , Lord Walter George Frank	Grande-Bretagne
PIOLA-CASELLI, Edoardo	Italie
<i>Poincaré</i> , Raymond	France
POLITIS, Nicolas	Grèce
<i>Pollock</i> , Sir Frederick	Grande-Bretagne
POUND, Roscoe	États-Unis d'Amérique
RAHIM, Sir Abdur	Inde
<i>Reading</i> , Marquess of	Grande-Bretagne
(Redlich , Joseph)	Autriche
REYES, Pedro Miguel	Venezuela
RIBEIRO, Arthur Rodrigues de Almeida	Portugal
<i>Richards</i> , Sir Henry Erle	Grande-Bretagne
ROLIN, Henri	Belgique
<i>Rolin-Jaequemyns</i> (Le baron)	Belgique
<i>Roct</i> , Elihu	États-Unis d'Amérique
Rostworowski , Michel (Le comte).	Pologne
<i>Rougier</i> , Antoine	France
RUIZ MORENO, Isidoro	Argentine
SALAZAR, Carlos	Guatemala
SANTOS, Abel	Venezuela
SAPRU, Sir Tej Bahadur	Inde
SATO, Naotake	Japon
SCHEY, Joseph	Autriche
SCHLYTER, Karl	Suède
<i>Schücking</i> , Walther	Allemagne
SCHUMACHER, Franz	Autriche
SCOTT, James Brown	États-Unis d'Amérique
SCOTT, Sir Leslie	Grande-Bretagne
SÉFÉRIADÈS, Stélio	Grèce
SETALVAD, Sir C. H.	Inde
SIMONS, Walther	Allemagne
SLAMECKA, Alfred	Autriche
SMUTS, le général J. C.	Union sud-africaine
SOARES, Auguste Luis Vieira	Portugal
STIMSON, H. L.	États-Unis d'Amérique
STREIT, Georges	Grèce
STRUPP, Karl	Allemagne
<i>Struycken</i> , A. A. H.	Pays-Bas
SUÁREZ, Eduardo	Mexique
TCHIMITCH, Ernest	Yougoslavie
<i>Tybjerg</i> , Erland	Danemark
UNDÉN, Östen	Suède
Urrutia , Francisco José	Colombie
VARELA, José Pedro	Uruguay
VELEZ, Fernando	Colombie
VERDROSS, Alfred	Autriche
VILLAZON, Eliodoro	Bolivie
VILLIERS, Sir Étienne de	Union sud-africaine

Vischer , Charles De	Belgique
VRYAKAS, Constantin	Grèce
WALKER, Gustave	Autriche
WALLACH, William	Inde
(Wang Chung-Hui)	Chine
Weiss, André	France
Wessels, Sir Johannes Wilhelmus	Union sud-africaine
Wickersham, George Woodward	États-Unis d'Amérique
WIGMORE, John H.	États-Unis d'Amérique
WILSON, George Grafton	États-Unis d'Amérique
WREDE, baron R. A.	Finlande
YAMADA, Saburo	Japon
YEPES, J. M.	Colombie
(Yovanovitch, Michel)	Yougoslavie
Zeballos, Estanislao	Argentine
ZEPEDA, Maximo	Nicaragua
Zolger, Ivan	Yougoslavie
ZORILLA DE SAN MARTIN, Juan	Uruguay
ZORIČIĆ, Milovan	Yougoslavie

Les précédents Rapports annuels ont indiqué que des juges *Juges ad hoc* *ad hoc* ont siégé au sein de la Cour dans les affaires contentieuses suivantes :

- « Wimbledon » (rôle gén. n° 5) ¹,
- Mavrommatis (compétence et fond) (rôle gén. nos 10 et 12) ²,
- Intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise (compétence et fond) (rôle gén. nos 18, 18 bis et 19) ³,
- « Lotus » (rôle gén. n° 24) ⁴,
- Demande en indemnité relative à l'usine de Chorzów (compétence et fond) (rôle gén. nos 25 et 26) ⁵,
- Réadaptation des concessions Mavrommatis à Jérusalem (rôle gén. nos 27 et 28) ⁶,
- Droits des minorités en Haute-Silésie polonaise (écoles minoritaires) (rôle gén. n° 31) ⁷,
- Paiement de divers emprunts serbes émis en France (rôle gén. n° 34) ⁸,
- Paiement, en or, des emprunts fédéraux brésiliens contractés en France (rôle gén. n° 33) ⁹,
- Zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex (1^{ère}, 2^{me} et 3^{me} phases) (rôle gén. n° 32) ¹⁰,
- Étendue territoriale de la juridiction de la Commission de l'Oder (rôle gén. n° 36) ¹¹,
- Affaire relative à l'interprétation du Statut de Memel (rôle gén. nos 47 et 50) ¹²,

¹ Voir E 1, p. 159.

² » » », » 164.

³ » E 2, » 101.

⁴ » E 4, » 157.

⁵ » » », » 147.

et E 5, p. 171.

⁶ Voir E 4, p. 167.

⁷ Voir E 4, » 182.

⁸ » E 5, » 192.

⁹ » » », » 202.

¹⁰ » E 6, » 192, E 7,

p. 221, et E 8, p. 183.

¹¹ Voir E 6, p. 203.

¹² » E 8, » 198, et E 9, p. 112.

Affaire du Groënland oriental (rôle gén. n° 43) ¹,

Affaire du Groënland du Sud-Est (indication de mesures conservatoires) (rôle gén. n° 52) ²,

Affaire concernant l'appel contre une sentence rendue le 3 février 1933 par le Tribunal arbitral mixte hungaro-tchécoslovaque (rôle gén. n° 58) ³,

Affaire franco-hellénique des phares (rôle gén. n° 59) ⁴,
et dans les affaires consultatives suivantes (art. 83 du Règlement) :

Compétence des tribunaux de Dantzig (rôle gén. n° 29) ⁵,

Affaire des Communautés gréco-bulgares (rôle gén. n° 37) ⁶,

Trafic ferroviaire entre la Lithuanie et la Pologne (rôle gén. n° 39) ⁷,

Accès et stationnement des navires de guerre polonais dans le port de Dantzig (rôle gén. n° 44) ⁸,

Traitement des nationaux polonais et des autres personnes d'origine ou de langue polonaise dans le territoire de Dantzig (rôle gén. n° 42) ⁹,

Interprétation de l'Accord gréco-bulgare du 9 décembre 1927 (Accord Caphandaris-Molloff) (rôle gén. n° 45) ¹⁰,

Affaire Losinger & C^{ie} (rôle gén. nos 64 et 67) ¹¹,

Affaire Pajzs, Csáky, Esterházy (rôle gén. nos 65 et 66) ¹².

Depuis le 15 juin 1936, la Cour a été saisie des trois affaires contentieuses suivantes, qui ont donné lieu à la désignation de juges *ad hoc* :

Affaire des prises d'eau à la Meuse (rôle gén. n° 69) ¹³, introduite par requête du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas contre le Gouvernement du Royaume de Belgique.

(La biographie de M. Ch. De Visscher, désigné par le Gouvernement du Royaume de Belgique, et qui a été ultérieurement nommé membre de la Cour, est reproduite à la p. 19.)

Affaire des phares en Crète et à Samos (rôle gén. n° 70), entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Grèce, introduite par un compromis notifié à la Cour par le Gouvernement français.

(La biographie de M. Séfériadès, désigné par le Gouvernement hellénique comme juge *ad hoc*, figure dans le Neuvième Rapport annuel, pp. 16-17.)

Affaire Borchgrave (rôle gén. n° 72), entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République

¹ Voir E 9, p. 131.

² » » », » 109.

³ » » 10, » 122.

⁴ » » », » 129.

⁵ » E 4, » 203.

⁶ » » 7, » 233.

⁷ » » 8, » 211.

⁸ Voir E 8, p. 216.

⁹ » » », » 222.

¹⁰ » » », » 229.

¹¹ » » 12, p. 176, et E 13, p. 117.

¹² » » », » 172, » E 13, » 119.

¹³ » p. 125.

espagnole, soumise à la Cour par un compromis notifié par le Gouvernement belge.

(La biographie de M. Ch. De Visscher, désigné par le Gouvernement du Royaume de Belgique, et qui a été ultérieurement nommé membre de la Cour, est reproduite à la p. 19.)

5) CHAMBRES SPÉCIALES. (Voir E I, p. 52.)

Composition de la Chambre pour litiges de travail.

Le Douzième Rapport annuel a indiqué (p. 25) que la Chambre pour les litiges de travail, telle qu'elle avait été constituée en 1933 pour la période du 1^{er} janvier 1934 au 31 décembre 1936, puis remaniée à la suite du décès de M. Adatci et de M. Schücking et de la démission de M. Wang comme membre de la Cour, était ainsi composée :

Membres : Sir CECIL HURST, *Président*, le comte ROSTWOROWSKI, MM. ALTAMIRA, URRUTIA, NEGULESCO. — *Membres remplaçants* : le jonkheer VAN EYSINGA, M. NAGAOKA.

Le mandat des membres de cette Chambre expirant le 31 décembre 1936, la Cour, en exécution des articles 26 et 27 de son Statut et 24 de son Règlement, a, le 15 décembre 1936, procédé aux élections suivantes :

Membres : Sir CECIL HURST, *Président*, MM. ALTAMIRA, URRUTIA, NEGULESCO, HUDSON. — *Membres remplaçants* : le jonkheer VAN EYSINGA, M. NAGAOKA.

Le mandat de ces juges, comme membres de la Chambre pour les litiges de travail, expire le 31 décembre 1939.

Composition de la Chambre pour les litiges de communications et de transit.

Le Douzième Rapport annuel a indiqué (p. 26) que la Chambre pour les litiges de communications et de transit, telle qu'elle avait été constituée en 1933 pour la période du 1^{er} janvier 1934 au 31 décembre 1936, puis remaniée à la suite du décès de M. Schücking et de la démission de M. Wang comme membre de la Cour, était ainsi composée :

Membres : M. GUERRERO, *Président*, (le baron ROLIN-JAEQUEMYNS ¹), MM. FROMAGEOT, ANZILOTTI, le jonkheer VAN EYSINGA. — *Membres remplaçants* : le comte ROSTWOROWSKI, M. NAGAOKA.

Le mandat des membres de cette Chambre expirant le 31 décembre 1936, la Cour, en exécution des articles 26 et 27 de son Statut et 24 de son Règlement, a, le 15 décembre 1936, procédé aux élections suivantes :

¹ Décédé le 11 juillet 1936.

Membres : M. GUERRERO, *Président*, MM. FROMAGEOT, ANZILOTTI, le jonkheer VAN EYSINGA, M. HAMMARSKJÖLD¹. — *Membres remplaçants* : le comte ROSTWOROWSKI, M. NAGAOKA.

Le mandat de ces juges comme membres de la Chambre pour les litiges de transit et de communications expire le 31 décembre 1939.

Composition de la Chambre de procédure sommaire.

Le Douzième Rapport annuel a indiqué (p. 26) que la Chambre de procédure sommaire était, pour l'année 1936, composée comme suit :

Membres : Sir CECIL HURST, *Président*, M. GUERRERO, le comte ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, ANZILOTTI. — *Membres remplaçants* : (le baron ROLIN-JAEQUEMYS²), M. NEGULESCO.

En exécution de l'article 29 de son Statut et de l'article 24 de son Règlement, la Cour a, le 15 décembre 1936, désigné comme suit les membres de la Chambre de procédure sommaire pour l'année 1937 :

Membres : M. GUERRERO, *Président*, sir CECIL HURST, le comte ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, ANZILOTTI. — *Membres remplaçants* : MM. NAGAOKA, HAMMARSKJÖLD¹.

6) ASSESSEURS. (Voir E I, p. 55.)

Le tableau A suivant donne la liste, au 15 juin 1937, des assesseurs pour litiges de travail désignés par les Membres de la Société des Nations et par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail; ces assesseurs sont classés par pays. Le tableau B donne les mêmes renseignements à la même date, en ce qui concerne les assesseurs pour litiges de transit et de communications désignés par les Membres de la Société des Nations. Le tableau C donne la liste générale des assesseurs (travail et transit) en suivant l'ordre alphabétique des noms des assesseurs. Pour les qualifications des assesseurs dont la désignation a été notifiée au Greffe avant le 15 juin 1936, voir les Rapports précédents.

¹ Décédé le 7 juillet 1937.

² Décédé le 11 juillet 1936.

A. — LISTE DES ASSESSEURS POUR LITIGES DE TRAVAIL
(CLASSIFICATION PAR PAYS).

Pays.	Nom.	Présenté par :	Représen- tant :	Asses- seurs pour litiges de travail.	
<i>Union sud- africaine.</i>	—	—	—		
	—	—	—		
	FRYE, C. C. BRIGGS, J. D. I.	B.I.T. B.I.T.	Patrons. Employés.		
<i>Allemagne.</i>	—	—	—		
	—	—	—		
	BRAUWEILER, R., GRASSMANN, P.,	B.I.T. B.I.T.	Patrons. Employés.		
<i>Autriche.</i>	ADLER, Emmanuel,	Gouv ^t .			
	MAYER-MALLENAU, Félix,	Gouv ^t .			
	CAMUZZI, Dr Siegfried,	B.I.T.			Patrons.
	HEINDL, Hermann,	B.I.T.			Employés.
<i>Belgique.</i>	JULIN, Armand,	Gouv ^t .			
	MAHAIM, Ernest,	Gouv ^t .			
	DALLEMAGNE, G.,	B.I.T.			Patrons.
	BONDAS, Joseph,	B.I.T.			Employés.
<i>Bolivie.</i>	—	—	—		
	—	—	—		
<i>Brésil.</i>	GARCIA, E., IBANEZ, Juan,	B.I.T. B.I.T.	Patrons. Employés.		
	PELLES, Godefredo Silva, PEREIRA, Manoel Carlos Goncalves,	Gouv ^t .			
	DUTRA, Ildefonso, BEZERRA, Andrade,	B.I.T. B.I.T.			Patrons. Employés.
<i>Bulgarie.</i>	NICOLOFF, A.,	Gouv ^t .			
	NICOLTCHOFF, V.,	Gouv ^t .			
	BOUROFF, Ivan D.,	B.I.T.			Patrons.
	DANOFF, Grigor,	B.I.T.			Employés.
<i>Canada.</i>	—	—	—		
	—	—	—		
	COULTER, W. C., SIMPSON, James,	B.I.T. B.I.T.	Patrons. Employés.		
<i>Chili.</i>	VICUÑA, Manuel Rivas,	Gouv ^t .			
	—	—			
	—	—			
<i>Chine.</i>	HOO-CHI-TSAI,	Gouv ^t .			
	TCHOU YIN,	Gouv ^t .			
	HO TING-TSENG,	B.I.T.			Patrons.
	LONG, J.,	B.I.T.			Employés.

Pays.	Nom.	Présenté par :	Représen- tant :
<i>Colombie.</i>	SANTOS, Eduardo, JARAMILLO, Esteban, — —	Gouv't. Gouv't. — —	— — — —
<i>Danemark.</i>	BERGSØ, J. Fr., HANSEN, J. A., VESTESSEN, H., HEDEBOL, Peder,	Gouv't. Gouv't. B.I.T. B.I.T.	Patrons. Employés.
<i>Espagne.</i>	ORMAECHEA, Rafael Garcia, OYUELOS, Ricardo, JUNOY RABAT, Francisco, CABALLERO, Francisco Largo,	Gouv't. Gouv't. B.I.T. B.I.T.	Patrons. Employés.
<i>Estonie.</i>	— — LUTHER, Martin, ROI, Auguste,	— — B.I.T. B.I.T.	— — Patrons. Employés.
<i>Finlande.</i>	MANNIO, Niilo Anton, HALLSTEN, Gustaf Onni Immanuel, PALMGREN, Axel, HUTTUNEN, Edvard,	Gouv't. Gouv't. B.I.T. B.I.T.	Patrons. Employés.
<i>France.</i>	— — LAVERGNE, A. DE, MILAN, Pierre,	— — B.I.T. B.I.T.	— — Patrons. Employés.
<i>Grande-Bre- tagne.</i>	CHAMBERLAIN, Sir Arthur Neville, MACASSEY, Sir Lynden Livingstone, DUNCAN, Sir Andrew Rae, THOMAS, The Right Hon. J. H.,	Gouv't. Gouv't. B.I.T. B.I.T.	Patrons. Employés.
<i>Grèce.</i>	CHOIDAS, TOTOMIS, M. D., NEGRIS, Constantin, LAMBRINOPOULOS, Timoléon,	Gouv't. Gouv't. B.I.T. B.I.T.	Patrons. Employés.
<i>Haïti.</i>	DENNIS, Fernand, — — —	Gouv't. — — —	— — — —
<i>Hongrie.</i>	— — — — KNOB, Alexandre, PEYER, Charles,	— — — — B.I.T. B.I.T.	— — — — Patrons. Employés.

Pays.	Nom.	Présenté par :	Représen- tant :
<i>Inde.</i>	CHOUDHURI,	Gouvt.	
	Low, Sir Charles Ernest,	Gouvt.	
	KAY, J. A.,	B.I.T.	Patrons.
	MUNAWAR, S.,	B.I.T.	Employés.
<i>État libre d'Irlande.</i>	—	—	—
	HALPIN, J. J.,	B.I.T.	Patrons.
	DUFFY, L. J.,	B.I.T.	Employés.
<i>Italie.</i>	PERASSI, Tomaso,	Gouvt.	
	MICELI, Giuseppe,	Gouvt.	
	BALELLA, Dr Giovanni,	B.I.T.	Patrons.
	CUCINI, Bramante,	B.I.T.	Employés.
<i>Japon.</i>	KAWANISHI, Jitsuzo,	Gouvt.	
	YOSHIZAKA, Shunzo,	Gouvt.	
	MUTO, Sanji,	B.I.T.	Patrons.
	HAMADA, Kunitaro,	B.I.T.	Employés.
<i>Lettonie.</i>	SCHUMANS, V.,	Gouvt.	
	ROZE, Fr.,	Gouvt.	
	—	—	—
<i>Lithuanie.</i>	SLIZYS, François,	Gouvt.	
	RAULINAITIS, François,	Gouvt.	
	—	—	—
<i>Luxembourg.</i>	—	—	—
	—	—	—
	WEBER, Paul,	B.I.T.	Patrons.
<i>Norvège.</i>	BARBEL, Barthélémy,	B.I.T.	Employés.
	BACKER, M. C.,	Gouvt.	
	BERG, Paal,	Gouvt.	
	ERLANDSEN, Christian,	B.I.T.	Patrons.
	MADSEN, Alfred,	B.I.T.	Employés.
<i>Panama.</i>	—	—	—
	—	—	—
	ZUBIETA, José Antonio,	B.I.T.	Patrons.
<i>Pays-Bas.</i>	ADAMES, Énoch,	B.I.T.	Employés.
	KOOLEN, Dr D. A. P. N.,	Gouvt.	
	VOOYS, J. P. DE,	Gouvt.	
	VERKADE, A. E.,	B.I.T.	Patrons.
	SERRARENS, P. J. S.,	B.I.T.	Employés.
<i>Pologne.</i>	KUMANIECKI, Dr Casimir		
	Ladislav,	Gouvt.	
	MLYNARSKI, Dr Félix,	Gouvt.	
	ZAGLENICZNY, Jan,	B.I.T.	Patrons.
	ZULAWSKI, Sigismond,	B.I.T.	Employés.

Pays.	Nom.	Présenté par:	Représentant:
<i>Roumanie.</i>	JANCOVICI, Dimitrie, VOINESCU, Barvu, FICSINESCU, Teodor, GHERMAN, Eftimie,	Gouvt. Gouvt. B.I.T. B.I.T.	Patrons. Employés.
<i>Suède.</i>	HAMMARSKJÖLD, B. G. H., RIBBING, Sigurd, HAY, B., BERGMAN, P.,	Gouvt. Gouvt. B.I.T. B.I.T.	Patrons. Employés.
<i>Suisse.</i>	MERZ, Léo, RENAUD, Edgar, BUSCH, O., ROBERT, René,	Gouvt. Gouvt. B.I.T. B.I.T.	Patrons. Employés.
<i>Tchécoslovaquie.</i>	FRANCKE, Emil, HOROWSKY, Zdenek, WALDES, Henri, TAYERLE, Rudolf,	Gouvt. Gouvt. B.I.T. B.I.T.	Patrons. Employés.
<i>Uruguay.</i>	BERNARDEZ, Manuel, BLANCO, Dr Juan Carlos, ALVAREZ-LISTA, Dr Ramon, DEBENE, Alejandro,	Gouvt. Gouvt. B.I.T. B.I.T.	Patrons. Employés.
<i>Yougoslavie.</i>	— — YOVANOVITCH, Vasa V., URATNIK, Filip,	— — B.I.T. B.I.T.	— — Patrons. Employés.

B. — LISTE DES ASSESSEURS POUR LITIGES DE TRANSIT
ET DE COMMUNICATIONS
(CLASSIFICATION PAR PAYS).

Pays.	Nom.	Assesseeurs pour litiges de transit.
<i>Autriche.</i>	SCHEIKL, Gustave RINALDINI, Théodore	
<i>Belgique.</i>	LAMALLE, V. U. PIERRARD, A.	
<i>Brésil.</i>	PERRETI, Medeiros Joao RIBEIRO, Edgard	
<i>Bulgarie.</i>	BOCHKOFF, Lubomir DINTCHEFF, Urdan	
<i>Chili.</i>	ALVAREZ, Alejandro AMUNATEGUI, Francisco Lira	
<i>Chine.</i>	SHU-CHE LIN-KAI	
<i>Colombie.</i>	—	
<i>Danemark.</i>	HYLLESTAD, E. LILLELUND, C. F.	
<i>Espagne.</i>	MACHIMBARRENA, Vicente PUIG DE LA BELLACASA, Narcise	
<i>Finlande.</i>	SNELLMAN, Karl WREDE, baron Gustav Oskar Axel	
<i>France.</i>	SIBILLE, M. FONTANEILLES, P.	
<i>Grande-Bretagne.</i>	DENT, Sir Francis MANCE, Lieut.-col. H. O.	
<i>Grèce.</i>	PHOCAS, Démétrius VLANGHALI, Alexandre	
<i>Haïti.</i>	ADDOR, M.	
<i>Hongrie.</i>	TOLNAY, Kornél de NEUMANN, Charles	
<i>Inde.</i>	BARNES, Sir George Stapylton LOW, Sir Charles Ernest	
<i>Italie.</i>	CIAPPI, Anselmo MAURO, Francesco	
<i>Japon.</i>	IZAWA, Michio TAKATORI, Yasutaro	

	Pays.	Nom.
<i>Lettonie.</i>		ALBAT, G. PAULUKS, J.
<i>Lithuanie.</i>		KLIMAS, Petras SIMOLIUNAS, Jean
<i>Norvège.</i>		RUUD, N. SMITH, G.
<i>Pays-Bas.</i>		ELIAS, le jonkheer P. BRUINS, G. W. J.
<i>Pologne.</i>		TYSZYNSKI, M. Casimir WINIARSKI, D ^r Bohdan
<i>Roumanie.</i>		PERIETZEANU, Alexandre POPESCU, Georges
<i>Suède.</i>		GRANHOLM, A. M. MALM, C. G. O.
<i>Suisse.</i>		HAAB, R. SCHRAFL
<i>Tchécoslovaquie.</i>		MUELLER, Bohuslav FIALA, Ctibor
<i>Uruguay.</i>		FERNANDEZ Y MEDINA, Benjamin GUANI, D ^r Alberto

LISTE GÉNÉRALE DES ASSESSEURS

Nom.	Pays.	Travail ¹ ou transit.	Date de nomination.
ADAMES, E.	Panama	Travail (E)	11 nov. 1921
ADDOR, M.	Haïti	Transit	26 nov. 1921
ADLER, Em.	Autriche	Travail (G)	11 nov. 1921
ALBAT, G.	Lettonie	Transit	23 déc. 1921
ALVAREZ, A.	Chili	»	10 déc. 1921
ALVAREZ-LISTA, R.	Uruguay	Travail (P)	11 nov. 1921
AMUNATEGUI, Fr.	Chili	Transit	10 déc. 1921
BACKER, M. C.	Norvège	Travail (G)	10 nov. 1921
BALELLA, G.	Italie	» (P)	11 nov. 1921
BARBEL, B.	Luxembourg	» (E)	17 oct. 1931
BARNES, G. S.	Inde	Transit	12 oct. 1921
BERG, P.	Norvège	Travail (G)	10 nov. 1921
BERGMAN, P.	Suède	» (E)	28 oct. 1932
BERGSE, J. Fr.	Danemark	» (G)	6 janv. 1922
BERNARDEZ, M.	Uruguay	» (G)	4 nov. 1921
BEZERRA, A.	Bésil	» (E)	12 juin 1923
BLANCO, J. C.	Uruguay	» (G)	4 nov. 1921
BOCHKOFF, L.	Bulgarie	Transit	23 déc. 1921
BONDAS, J.	Belgique	Travail (E)	17 oct. 1931
BOUROFF, I. D.	Bulgarie	» (P)	11 nov. 1921
BRAUWEILER, R.	Allemagne	» (P)	9 avril 1932
BRIGGS, J. D. I.	Union sud- africaine	» (E)	28 oct. 1932
BRUINS, G. W. J.	Pays-Bas	Transit	27 févr. 1933
BUSCH, O.	Suisse	Travail (P)	17 oct. 1931
CABALLERO, F. L.	Espagne	» (E)	11 nov. 1921
CAMUZZI, S.	Autriche	» (P)	17 oct. 1931
CHAMBERLAIN, A. N.	Grande-Bre- tagne	» (G)	23 déc. 1921
CHOIDAS	Grèce	» (G)	17 févr. 1922
CHOUDHURI	Inde	» (G)	12 oct. 1921
CIAPPI, A.	Italie	Transit	15 nov. 1921

¹ Les assesseurs pour litiges de travail sont choisis par la Cour sur une liste composée de noms présentés à raison de deux par chaque Membre de la Société des Nations et d'un nombre égal présenté par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, le Conseil désignant par moitié des représentants des employés et par moitié des représentants des patrons.

(G) : représentants des gouvernements des Membres de la S. d. N.

(P) : » » patrons présentés par le B. I. T.

(E) : » » employés » » » » .

Nom.	Pays.	Travail ou transit.	Date de nomination.
COULTER, W. C.	Canada	Travail (P)	9 avril 1932
CUCINI, B.	Italie	» (E)	16 mars 1929
DALLEMAGNE, G.	Belgique	» (P)	11 nov. 1921
DANOFF, Gr.	Bulgarie	» (E)	11 nov. 1921
DEBENE, A.	Uruguay	» (E)	11 nov. 1921
DENNIS, F.	Haïti	» (G)	26 nov. 1921
DENT, Fr.	Grande-Bre- tagne	Transit	23 déc. 1921
DINTCHEFF, U.	Bulgarie	»	23 déc. 1921
DUFFY, L. J.	État libre d'Irlande	Travail (E)	28 oct. 1932
DUNCAN, A. R.	Grande-Bre- tagne	» (P)	11 nov. 1921
DUTRA, I.	Brésil	» (P)	12 juin 1923
ELIAS, P.	Pays-Bas	Transit	2 déc. 1921
ERLANDSEN, Chr.	Norvège	Travail (P)	9 avril 1932
FERNANDEZ Y MEDINA, B.	Uruguay	Transit	4 nov. 1921
FIALA, C.	Tchécoslova- quie	»	27 nov. 1925
FICSINESCU, T.	Roumanie	Travail (P)	17 oct. 1931
FONTANEILLES, E.	France	Transit	7 nov. 1921
FRANCKE, E.	Tchécoslova- quie	Travail (G)	13 avril 1922
FRYE, C. C.	Union sud- africaine	» (P)	28 oct. 1932
GARCIA, E.	Bolivie	» (P)	11 nov. 1921
GHERMAN, E.	Roumanie	» (E)	17 oct. 1931
GRANHOLM, A. M.	Suède	Transit	10 janv. 1930
GRASSMANN, P.	Allemagne	Travail (E)	11 nov. 1921
GUANI, Al.	Uruguay	Transit	4 nov. 1921
HAAB, R.	Suisse	»	10 nov. 1932
HALLSTEN, G. O. I.	Finlande	Travail (G)	27 mars 1922
HALPIN, J. J.	État libre d'Irlande	» (P)	25 oct. 1933
HAMADA, K.	Japon	» (E)	9 avril 1932
HAMMARSKJÖLD, B. G. H.	Suède	» (G)	22 déc. 1933
HANSEN, J. A.	Danemark	» (G)	6 janv. 1922
HAY, B.	Suède	» (P)	11 nov. 1921
HEDEBOL	Danemark	» (E)	11 nov. 1921
HEINDL, H.	Autriche	» (E)	16 janv. 1932
HOO CHI-TSAI	Chine	» (G)	23 déc. 1921
HOROWSKY, Z.	Tchécoslova- quie	» (G)	15 nov. 1921
HO TING-TSENG	Chine	» (P)	3 févr. 1933
HUTTUNEN, E.	Finlande	» (E)	17 oct. 1931
HYLLESTAD, E.	Danemark	Transit	15 mai 1935
IBANEZ, J.	Bolivie	Travail (E)	11 nov. 1921
IZAWA, M.	Japon	Transit	4 nov. 1921

Nom.	Pays.	Travail ou transit.	Date de nomination.
JANCOVICI, D.	Roumanie	Travail (G)	12 déc. 1921
JARAMILLO, E.	Colombie	» (G)	15 juill. 1936
JULIN, A.	Belgique	» (G)	21 oct. 1921
JUNOY RABAT, F.	Espagne	» (P)	17 oct. 1931
KAWANISHI, J.	Japon	» (G)	4 nov. 1921
KAY, J. A.	Inde	» (P)	11 nov. 1921
KLIMAS, P.	Lithuanie	Transit	27 nov. 1935
KNOB, A.	Hongrie	Travail (P)	16 janv. 1932
KOOLEN, D. A. P. N.	Pays-Bas	» (G)	1 ^{er} avril 1932
KUMANIECKI, C. L.	Pologne	» (G)	7 déc. 1921
LAMALLE, V. U.	Belgique	Transit	12 nov. 1925
LAMBRINOPOULOS, T.	Grèce	Travail (E)	11 nov. 1921
LAVERGNE, A. de	France	» (P)	9 avril 1932
LILLELUND, C. F.	Danemark	Transit	6 janv. 1922
LIN KAI	Chine	»	23 déc. 1921
LONG, J.	»	Travail (E)	3 févr. 1933
LOW, Ch. E.	Inde	» (G)	12 oct. 1921
LOW, Ch. E.	»	Transit	12 oct. 1921
LUTHER, M.	Estonie	Travail (P)	31 janv. 1931
MACASSEY, L. L.	Grande-Bre- tagne	» (G)	23 déc. 1921
MACHIMBARRENA, V.	Espagne	Transit	21 nov. 1921
MADSEN, A.	Norvège	Travail (E)	9 avril 1932
MAHAIM, E.	Belgique	» (G)	21 oct. 1921
MALM, C. G. O.	Suède	Transit	10 janv. 1930
MANCE, H. O.	Grande-Bre- tagne	»	23 déc. 1921
MANNIO, N. A.	Finlande	Travail (G)	27 mars 1922
MAURO, Fr.	Italie	Transit	15 nov. 1921
MAYER-MALLE- NAU, F.	Autriche	Travail (G)	11 nov. 1921
MERZ, L.	Suisse	» (G)	8 déc. 1921
MICELI, G.	Italie	» (G)	20 oct. 1928
MILAN, P.	France	» (E)	11 nov. 1921
MLYNARSKI, F.	Pologne	» (G)	7 déc. 1921
MUELLER, B.	Tchécoslova- quie	Transit	15 nov. 1921
MUNAWAR, S.	Inde	Travail (E)	28 oct. 1932
MUTO, S.	Japon	» (P)	11 nov. 1921
NEGRIS, C.	Grèce	» (P)	9 avril 1932
NEUMANN, Ch.	Hongrie	Transit	4 mai 1926
NICOLOFF, A.	Bulgarie	Travail (G)	2 janv. 1922
NICOLTCHOFF, V.	»	» (G)	2 janv. 1922
ORMAECHEA, R. G.	Espagne	» (G)	21 nov. 1921
OYUELOS, R.	»	» (G)	21 nov. 1921
PALMGREN, A.	Finlande	» (P)	11 nov. 1921
PAULUKS, J.	Lettonie	Transit	28 sept. 1925
PELLES, G. S.	Brésil	Travail (G)	24 déc. 1921
PERASSI, T.	Italie	» (G)	20 oct. 1928
PEREIRA, M. C. G.	Brésil	» (G)	24 déc. 1921

Nom.	Pays.	Travail ou transit.	Date de nomination.
PERIETZEANU, A.	Roumanie	Transit	24 nov. 1921
PERRETI, M. J.	Brésil	»	24 déc. 1921
PEYER, Ch.	Hongrie	Travail (E)	16 janv. 1932
PHOCAS, D.	Grèce	Transit	23 déc. 1921
PIERRARD, A.	Belgique	»	12 nov. 1925
POPESCU, G.	Roumanie	»	24 nov. 1921
PUIG DE LA BELLA- CASA, N.	Espagne	»	21 nov. 1921
RAULINAITIS, Fr.	Lithuanie	Travail (G)	5 juill. 1921
RENAUD, Ed.	Suisse	» (G)	8 déc. 1921
RIBBING, S.	Suède	» (G)	25 nov. 1921
RIBEIRO, Ed.	Brésil	Transit	24 déc. 1921
RINALDINI, Th.	Autriche	»	14 nov. 1921
ROBERT, R.	Suisse	Travail (E)	9 avril 1932
ROI, Aug.	Estonie	» (E)	31 janv. 1931
ROZE, Fr.	Lettonie	» (G)	12 août 1926
RUUD, N.	Norvège	Transit	10 nov. 1921
SANTOS, E.	Colombie	Travail (G)	15 juill. 1936
SCHEIKL, G.	Autriche	Transit	14 nov. 1921
SCHRAFL	Suisse	»	6 janv. 1922
SCHUMANS, V.	Lettonie	Travail (G)	23 déc. 1921
SERRARENS, P. J. S.	Pays-Bas	» (E)	28 oct. 1932
SHU-CHE	Chine	Transit	23 déc. 1921
SIBILLE, M.	France	»	7 nov. 1921
SIMOLIUNAS, J.	Lithuanie	»	5 juill. 1922
SIMPSON, J.	Canada	Travail (E)	9 avril 1932
SLIZYS, Fr.	Lithuanie	» (G)	5 juill. 1922
SMITH, G.	Norvège	Transit	10 nov. 1921
SNELLMAN, K.	Finlande	»	29 oct. 1921
TAKATORI, Y.	Japon	»	4 nov. 1921
TAYERLE, R.	Tchécoslova- quie	Travail (E)	11 nov. 1921
TCHOU YIN	Chine	» (G)	23 déc. 1921
THOMAS, J. H.	Grande-Bre- tagne	» (E)	11 nov. 1921
TOLNAY, K. de	Hongrie	Transit	15 juin 1929
TOTOMIS, M. D.	Grèce	Travail (G)	17 févr. 1922
TYSZYNSKI, M. C.	Pologne	Transit	7 déc. 1921
URATNIK, F.	Yougoslavie	Travail (E)	9 avril 1932
VERKADE, A. E.	Pays-Bas	» (P)	11 nov. 1921
VESTESSEN, H.	Danemark	» (P)	11 nov. 1921
VICUÑA, M. R.	Chili	» (G)	10 déc. 1921
VLANGHALI, Al.	Grèce	Transit	23 déc. 1921
VOINESCU, B.	Roumanie	Travail (G)	12 déc. 1921
VOOYS, J. P. de	Pays-Bas	» (G)	23 nov. 1921
WALDES, H.	Tchécoslova- quie	» (P)	11 nov. 1921
WEBER, P.	Luxembourg	» (P)	17 oct. 1931
WINIARSKI, B.	Pologne	Transit	7 déc. 1921
WREDE, G. O. A.	Finlande	»	29 oct. 1921

Nom.	Pays.	Travail ou transit.	Date de nomination.
YOSHIZAKA, Sh.	Japon	Travail (G)	4 nov. 1921
YOVANOVITCH, V.	Yougoslavie	» (P)	11 nov. 1921
ZAGLENICZNY, J.	Pologne	» (P)	11 nov. 1921
ZUBIETA, J. A.	Panama	» (P)	11 nov. 1921
ZULAWSKI, S.	Pologne	» (E)	11 nov. 1921

7) EXPERTS.

L'article 50 du Statut stipule qu'à tout moment la Cour peut confier une enquête ou une expertise à toute personne, corps, bureau, commission ou organe de son choix.

La Cour n'a fait usage de cette faculté qu'une seule fois, en l'affaire de la demande en indemnité relative à l'usine de Chorzów (fond) ¹.

II. — DU GREFFIER (Voir E I, p. 77.)

M. ÅKE HAMMARSKJÖLD, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi de Suède, membre de l'Institut de Droit international, qui avait été nommé Greffier le 3 février 1922, réélu le 16 août 1929, et dont le mandat se terminait le 31 décembre 1936, avait été élu membre de la Cour le 8 octobre 1936 (voir p. 14) ².

En remplacement de M. Hammarskjöld, la Cour a nommé le 5 décembre 1936, comme Greffier, M. JULIO LÓPEZ OLIVÁN, ancien ambassadeur d'Espagne à Londres. M. López Oliván avait occupé les fonctions de Greffier-adjoint de la Cour de janvier 1929 à février 1931.

Greffier-adjoint : M. L. J. H. JORSTAD, chef de division au ministère des Affaires étrangères de Norvège, entré en fonctions le 1^{er} février 1931.

III. — DU GREFFE (Voir E I, p. 77.)

Les fonctionnaires du Greffe (autres que les fonctionnaires auxiliaires ³) sont les suivants :

¹ Voir à ce sujet, dans le Cinquième Rapport annuel, le résumé de l'Arrêt n° 13, du 13 septembre 1928 (p. 171), et des ordonnances du 13 septembre 1928 (p. 183) et du 25 mai 1929 (p. 187).

² M. Hammarskjöld est décédé le 7 juillet 1937.

³ Les fonctionnaires auxiliaires sont ceux qui sont désignés pour une période inférieure à six mois.

Liste des fonctionnaires du Greffe.

Nom.	Date d'engagement.	Nationalité
<i>Greffier-adjoint :</i>		
M. L. J. H. Jorstad	1 ^{er} février 1931	Norvégien
<i>Premiers Secrétaires-rédacteurs :</i>		
M. J. P. Garnier-Coignet, Secrétaire de la Présidence	1 ^{er} mars 1922	Français
M. C. Hardy	1 ^{er} juin 1922	Anglais
<i>Secrétaires-rédacteurs :</i>		
Baron T. M. A. d'Honincthun	1 ^{er} janvier 1925	Français
M. H. A. I. H. Wade	1 ^{er} janvier 1931	Anglais
<i>Secrétaires privées :</i>		
Miss M. G. Recaño	1 ^{er} mars 1922	Anglaise
Miss E. M. Fisher	1 ^{er} janvier 1930	"
M ^{lle} M. Joki	(temporaire ¹)	Française
<i>Service intérieur :</i>		
M. D. J. Bruinsma, Chancelier-comptable, Chef de Service	1 ^{er} août 1922	Néerlandais
Jhr. F. C. Beelaerts van Blokland	1 ^{er} janvier 1937 ²	Néerlandais
<i>Service des impressions :</i>		
M. M. J. Tercier, Chef de Service	19 mai 1924	Suisse
M. R. Knaap	1 ^{er} janvier 1932	Néerlandais
<i>Service des archives :</i>		
M ^{lle} L. P. M. Loeff, Chef de Service	1 ^{er} janvier 1925	Néerlandaise
Miss E. C. Olden	1 ^{er} janvier 1929	État libre d'Irlande
M ^{lle} R. B. Valck-Lucassen	1 ^{er} janvier 1937 ³	Néerlandaise
<i>Service d'indexage :</i>		
Miss A. H. Welsby	1 ^{er} janvier 1927	Anglaise
<i>Service de documentation :</i>		
M. J. Douma, Chef de Service	1 ^{er} janvier 1931	Néerlandais

¹ Les fonctionnaires temporaires sont ceux qui sont désignés pour une période supérieure à six mois, mais inférieure à sept ans.

² Temporaire depuis le 30 janvier 1931.

³ " " " 15 septembre 1933.

Nom.	Date d'engagement.	Nationalité.
<i>Service de sténographie, dactylographie et multicopie :</i>		
Melle J. C. Lamberts, Chef de Service	1 ^{er} mars 1922	Belge
Melle M. L. Estoup, Sténographe parlementaire	1 ^{er} janvier 1927	Française
Miss A. M. Driscoll	1 ^{er} janvier 1930	Anglaise
Mme F. Lurié-Sloutzky	1 ^{er} janvier 1931	Belge
Mme C. van Meurs	(temporaire ¹)	Néerlandaise

Huissiers :

M. H. C. van der Leeden	1 ^{er} janvier 1929	Néerlandais
M. K. Pronk	1 ^{er} janvier 1929	»
M. J. W. H. Janssen	1 ^{er} janvier 1930	»
M. A. Maas	1 ^{er} janvier 1936	»
M. G. Korpel	(temporaire ¹)	»
M. H. van der Kooy	(»)	»

* * *

(Voir E 7, pp. 57-62 ; E II, p. 30.)

Organisation
du Greffe.

* * *

(Voir E 6, pp. 36-38 ; E 7, pp. 63-67 ; E 8, pp. 35-37 ; E 9,
p. 25.)« Rendement
de l'adminis-
tration. »

* * *

(Voir E 6, pp. 39-42 ; E 7, pp. 67-68 ; E 8, pp. 37-38.)

Pensions pour
les fonction-
naires.

* * *

(Voir E 7, pp. 68-74 ; E 12, pp. 40-45.)

Statut du
personnel.

* * *

(Voir E 3, p. 33 ; E 4, p. 47 ; E 9, pp. 25-26.)

La composition pour 1937 du Tribunal administratif de la Société des Nations est la suivante : *Juges titulaires* : M. Devèze (Belge), *Président*, M. Eide (Danois), M. Montagna (Italien). — *Juges suppléants* : M. van Ryckevorsel (Néerlandais), M. de Tomcsányi (Hongrois), M. Vesensky (Tchécoslovaque).

Tribunal ad-
ministratif de
la S. d. N.¹ Voir note 1, page précédente.

IV. — PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DIPLOMATIQUES
DES JUGES ET DES FONCTIONNAIRES DU GREFFE

(Voir E 1, pp. 100-101 ; E 4, pp. 48-58 ; E 6, p. 43 ; E 10, pp. 22-23 ; E 12, pp. 45-46.)

V. — LOCAUX ET BIBLIOTHÈQUE

(Voir E 1, pp. 101-116 ; E 2, p. 42 ; E 4, pp. 58-65 ; E 5, pp. 69-72 ; E 6, p. 44 ; E 7, pp. 75-76 ; E 8, pp. 39-44 ; E 9, pp. 26-43 ; E 10, pp. 24-25 ; E 11, pp. 31-32 ; E 12, p. 46.)

Le Comité de la Bibliothèque a tenu sa onzième réunion le 15 décembre 1936. Au cours de cette réunion, le Comité a examiné et arrêté des projets de listes d'achats concernant notamment les pays dont les noms suivent : Afghanistan, Afrique du Sud, Allemagne, Amérique (États-Unis d'—), Belgique, Colombie, Congo, Costa-Rica, France, Grande-Bretagne, Haïti, Inde anglaise, Indes néerlandaises, Irlande, Islande, Italie, Lithuanie, Maroc, Mexique, Mozambique, Nicaragua, Nouvelle-Zélande, Palestine, Pays-Bas, Roumanie, Suède, Tanganyika, Yougoslavie.

A la date du 15 juin 1937, le nombre des volumes remis en dépôt par la Cour à la Bibliothèque Carnegie, en vertu de l'accord de 1931¹, était de 3566.

VI. — COMMUNICATIONS POSTALES, ETC.

(Voir E 10, pp. 25-26.)

¹ Voir E 7, pp. 78-80.

CHAPITRE II

DU STATUT ET DU RÉGLEMENT

I. — LE STATUT

Le Statut de la Cour, joint au Protocole de signature du 16 décembre 1920, a été amendé par le Protocole de revision du 14 septembre 1929.

Le Protocole de signature de 1920, dressé conformément à la décision de l'Assemblée du 13 décembre 1920, et qui reste ouvert à la signature des États visés à l'annexe au Pacte de la Société des Nations¹, a, à la date du 15 juin 1937, été signé par cinquante-sept États ou Membres de la Société des Nations. Ces États sont : l'Union sud-africaine, l'Albanie, l'Allemagne, les États-Unis d'Amérique, l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Bulgarie, le Canada, le Chili, la Chine, la Colombie, le Costa-Rica², Cuba, le Danemark, la République dominicaine, l'Espagne, l'Estonie, l'Éthiopie, la Finlande, la France, la Grèce, le Guatemala, le Haïti, la Hongrie, l'Inde, l'Iran, l'État libre d'Irlande, l'Italie, le Japon, la Lettonie, le Libéria, la Lithuanie, le Luxembourg, le Nicaragua, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Salvador, le Siam, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Turquie³, l'Uruguay, le Venezuela, la Yougoslavie.

Protocole de
signature de
1920.

¹ Les États mentionnés à l'annexe au Pacte de la Société des Nations et qui, à la date du 15 juin 1937, n'ont pas signé le Protocole de signature du Statut, sont : l'Équateur, l'Arabie saoudienne (Hedjaz) et le Honduras.

² Le Costa-Rica a notifié, le 24 décembre 1924, au Secrétaire général sa décision de se retirer de la Société des Nations, cette décision devant porter effet à partir du 1^{er} janvier 1927. Avant cette date, le Costa-Rica n'avait pas ratifié le Protocole de signature du Statut ; d'autre part, le Costa-Rica n'est pas mentionné à l'annexe au Pacte de la Société des Nations. Ceci porterait à conclure que l'engagement résultant, pour le Costa-Rica, de sa signature du Protocole du 16 décembre 1920 est devenu caduc.

³ Le Protocole de signature du Statut a été signé au nom du Gouvernement de la République turque le 12 mars 1936, c'est-à-dire après l'entrée en vigueur du Protocole de revision (voir plus loin).

Tous ces États ont ratifié le Protocole de 1920, sauf les États-Unis d'Amérique, l'Argentine, le Costa-Rica, le Guatemala, le Libéria, le Nicaragua, la Turquie.

Protocole de
revision de
1929.

Le Protocole de revision a été adopté par l'Assemblée de la Société des Nations le 14 septembre 1929, en même temps que les amendements au Statut qui y sont annexés. Conformément à la résolution de l'Assemblée du 27 septembre 1935 et au rapport adopté par le Conseil le 23 janvier 1936, il est entré en vigueur le 1^{er} février 1936¹.

Aux termes des paragraphes 5 et 6 du protocole, dès son entrée en vigueur, les nouvelles dispositions feront partie du Statut adopté en 1920, les dispositions des articles primitifs objet de la revision seront abrogées, et toute acceptation du Statut de la Cour signifiera acceptation du Statut révisé.

Depuis l'entrée en vigueur du protocole, le nouveau texte du Statut régit les activités de la Cour ; il a été publié par la Société des Nations sous le n° C. 80. M. 28. 1936. V, et par la Cour dans la troisième édition (mars 1936) du volume n° 1 de la Série D de ses publications.

II. — LE RÈGLEMENT

Élaboré lors de la session préliminaire de la Cour (janvier-mars 1922), le Règlement de la Cour a été révisé en 1926. En septembre 1927, puis en janvier-février 1931, des amendements y furent introduits. En 1931, la Cour entreprit l'étude méthodique du Règlement en vue de le reviser dans son ensemble. Ce travail fut achevé le 11 mars 1936. Le texte du Règlement adopté à cette date est reproduit dans la troisième édition, datée de mars 1936, du volume n° 1 de la Série D. Ce volume contient également le Statut de la Cour tel qu'il est entré en vigueur le 1^{er} février 1936, ainsi que d'autres textes constitutionnels et réglementaires (notamment les suivants : art. 14 du Pacte de la Société des Nations ; Protocole de signature du Statut du 16 déc. 1920 ; résolution de l'Assemblée de la Société des Nations et Protocole concernant la revision du Statut, du 14 sept. 1929 ; résolution du Conseil du 17 mai 1922, relative à l'accès à la Cour des États non Membres de la

¹ Voir à ce sujet le chapitre II de E 6 à E 12, et notamment E 12, pp. 48-55. Depuis le 15 juin 1936, le Protocole de revision de 1929 a été ratifié par le Brésil (dépôt de l'instrument de ratification : 26 janv. 1937) ; par lettre en date du 8 novembre 1935 (voir E 12, p. 52, note), le Brésil, annonçant que le protocole avait été soumis au pouvoir législatif brésilien, n'avait formulé aucune objection à son entrée en vigueur.

Société des Nations ou mentionnés à l'annexe au Pacte ; résolutions de l'Assemblée de la Société des Nations relatives au traitement des juges, aux pensions des juges, aux frais de voyage des juges, des assesseurs techniques, etc. ; documents relatifs aux privilèges et immunités diplomatiques des juges et des fonctionnaires du Greffe).

Les travaux préparatoires relatifs à l'élaboration du Règlement ont été publiés dans le volume n° 2 de la Série D (1922) ; pour les amendements apportés en 1926, voir le premier addendum à ce volume ; pour les amendements de 1927, voir le Quatrième Rapport annuel, pages 68-74 ; pour les amendements de 1931 et de 1936, voir les second et troisième addenda au volume n° 2 de la Série D.

CHAPITRE III

DE LA COMPÉTENCE DE LA COUR

I. — COMPÉTENCE EN MATIÈRE CONTENTIEUSE

1) *Compétence* rati^one materiæ.

L'article 36 du Statut dispose, dans son alinéa premier, que la compétence de la Cour s'étend à toutes affaires que les parties lui soumettront ainsi qu'à tous les cas spécialement prévus dans les traités et conventions en vigueur.

Pour les affaires que les parties soumettent, par accord spécial, à la Cour, la pièce introductive d'instance est l'acte portant notification du compromis où est stipulé l'accord. Afin que la Cour soit valablement saisie, la notification doit être faite par toutes les parties, à moins qu'il ne résulte d'une des stipulations du compromis que la Cour puisse connaître de l'affaire après notification par l'une des parties seulement¹.

Le tableau ci-dessous donne la liste des affaires qui ont été introduites par un compromis²; y sont également indiquées les parties à l'affaire ainsi que la date du compromis.

AFFAIRES INTRODUITES PAR COMPROMIS

N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Parties à l'affaire.	Date du compromis.
11	Interprétation du paragraphe 4 de l'annexe suivant l'article 179 du Traité de Neuilly	Bulgarie et Grèce	18 III 24
24	Affaire du <i>Lotus</i>	France et Turquie	12 X 26

¹ Il y a lieu de mentionner ici qu'à plusieurs reprises la Cour a reconnu, à propos d'affaires à elle soumises par requête unilatérale, que sa compétence pouvait être établie par le moyen d'un accord intervenu entre les parties au cours de la procédure, l'acceptation de la juridiction de la Cour n'étant pas soumise par le Statut à l'observation de certaines formes telles, par exemple, que l'établissement d'un compromis formel préalable. Voir, à ce sujet, E 10, p. 31, note.

² Pour la liste des affaires introduites par requête unilatérale, voir pp. 57-58, et pour la liste des affaires consultatives, pp. 69-71.

N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Parties à l'affaire.	Date du compromis.
32	Zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex	France et Suisse	30 X 24
33	Emprunts fédéraux brésiliens émis en France	Brésil et France	27 VIII 27
34	Emprunts serbes émis en France	France et Yougoslavie	19 IV 28
36	Jurisdiction territoriale de la Commission internationale de l'Oder	Allemagne, Danemark, France, Grande-Bretagne, Suède, Tchécoslovaquie, et Pologne	30 X 28
46	Eaux territoriales entre Castellorizo et l'Anatolie	Italie et Turquie	30 V 29
59	Affaire franco-hellénique des phares	France et Grèce	15 VII 31
61	Affaire Oscar Chinn	Belgique et Grande-Bretagne	13 IV 34
70	Affaire des phares en Crète et à Samos	France et Grèce	28 VIII 36
72	Affaire Borchgrave	Belgique et Espagne	20 II 37

Compétence en vertu de traités et de conventions.

Pour ce qui est des traités et conventions en vigueur, ceux qui sont parvenus à la connaissance de la Cour sont rassemblés dans une publication spéciale intitulée : *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour*, dont la quatrième édition, mise à jour et complétée, a paru au début de 1932¹. La *Collection* (qui contient aussi le texte d'actes non encore entrés en vigueur) se fonde exclusivement sur deux ordres de données officielles : publications officielles soit de la Société des Nations et des organes de celle-ci, soit des gouvernements ; communications directes émanant de ces mêmes sources. Les actes ayant pour objet le règlement pacifique des différends sont reproduits intégralement dans la *Collection*, qui donne simplement des extraits pertinents des autres actes.

A ce propos, il y a lieu de signaler qu'à la date du 24 mars 1927, le Greffier de la Cour a demandé à tous les gouvernements admis à ester devant la Cour de communiquer régulièrement au Greffe le texte des nouveaux accords par eux conclus et contenant des dispositions relatives à la juridiction de la Cour. Cette communication fut rappelée à ceux des gouvernements qui n'y avaient pas encore répondu à la date du

¹ La première édition de cette publication avait paru le 15 mai 1923 (Série D, n° 3). La seconde édition est datée de juin 1924 (Série D, n° 4), et la troisième du 15 décembre 1926 (Série D, n° 5). La quatrième édition porte la date du 31 janvier 1932 (Série D, n° 6) ; des addenda à cette édition constituent les chapitres X des Rapports annuels depuis le huitième volume (y compris le présent volume).

5 juin 1928¹. Le 15 juin 1937, avaient accepté cette suggestion les États suivants (par ordre alphabétique) : Union sud-africaine, Allemagne, États-Unis d'Amérique, Autriche, Belgique, Brésil, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Chili, Chine, Colombie, Danemark, Égypte, Équateur, Espagne, Estonie, Finlande, France, Hongrie, Inde, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Mexique, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Pays-Bas, Pérou, Pologne (pour la Pologne et pour la Ville libre de Dantzig), Siam, Union des Républiques soviétiques socialistes, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie, Venezuela.

Les actes parvenus à la connaissance du Greffe au 15 juin 1937 peuvent être répartis en plusieurs catégories² :

A. — *Traités de paix*. (Voir E 3, p. 40.)

B. — *Dispositions relatives à la protection des minorités*.
(Voir E 3, pp. 40-41 ; E 9, p. 59.)

C. — *Mandats confiés à certains Membres de la Société des Nations sur quelques colonies et territoires, en vertu de l'article 22 du Pacte de la Société des Nations*. (Voir E 3, pp. 42-43.)

D. — *Accords généraux internationaux*. (Voir E 3, pp. 43-46 ; E 4, pp. 76-77 ; E 5, pp. 90-91 ; E 6, p. 96 ; E 7, p. 106 ; E 8, p. 56 ; E 9, pp. 59-60 ; E 10, pp. 33-34 ; E 11, p. 39 ; E 12, pp. 95-96.)

Aux listes qui ont paru dans les précédents Rapports annuels, il y a lieu d'ajouter les conventions suivantes :

Convention internationale pour l'unification des méthodes de prélèvement des échantillons et d'analyse des fromages. — Rome, 26 avril 1934.

Convention pour la répression du trafic illicite des drogues nuisibles. — Genève, 26 juin 1936.

D'autre part, lors de ses 20^{me}, 21^{me} et 22^{me} Sessions, tenues à Genève en juin et en octobre 1936, la Conférence internationale du Travail a adopté les conventions suivantes³ :

¹ A la date du 5 octobre 1931, en vue de la préparation de la quatrième édition de la *Collection*, le Greffier adressa une nouvelle communication spéciale aux gouvernements de tous les États admis à ester en justice devant la Cour (voir E 8, p. 55).

² Voir pp. 332-368 du présent volume la liste de ces actes par ordre chronologique.

³ L'article 423 du Traité de Versailles et les articles correspondants des autres traités de paix donnent compétence à la Cour pour apprécier, entre autres, toutes questions ou difficultés relatives à l'interprétation des conventions conclues, après la mise en vigueur du traité et en vertu de la partie intitulée « Travail », par les Membres de l'Organisation internationale du Travail. (Voir E 3, pp. 45-46 ; E 4, p. 77 ; E 5, p. 91 ; E 6, p. 96 ; E 7, p. 108 ; E 8, p. 57 ; E 9, p. 60 ; E 10, p. 34 ; E 11, p. 40, et E 12, pp. 95-96, les conventions adoptées par la Conférence du Travail au cours de ses sessions première à dix-neuvième.)

Convention concernant la réglementation de certains systèmes particuliers de recrutement des travailleurs.

Convention concernant la réduction de la durée du travail dans les travaux publics.

Convention concernant les congés annuels payés.

Convention concernant le minimum de capacité professionnelle des capitaines et officiers de la marine marchande.

Convention concernant les congés annuels payés des marins.

Convention concernant les obligations de l'armateur en cas de maladie, d'accident ou de décès des gens de mer.

Convention concernant l'assurance-maladie des gens de mer.

Convention concernant la durée du travail à bord des navires et les effectifs.

Convention fixant l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime (« révisée en 1936 »).

E. — *Traités politiques (d'alliance, de commerce et de navigation) et divers.* (Voir E 4, pp. 77-81 ; E 5, pp. 91-92 ; E 6, pp. 97-98 ; E 7, pp. 106-107 ; E 8, pp. 57-58 ; E 9, p. 60 ; E 10, p. 35 ; E 11, p. 40 ; E 12, p. 96.)

Aux listes qui ont paru jusqu'à présent dans les Rapports annuels, il y a lieu d'ajouter les traités suivants, qui, avec ceux qui ont été énumérés précédemment, concernent quarante-cinq Puissances :

Convention concernant le règlement des questions découlant de la délimitation de la frontière entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie. — Prague, 15 juillet 1930.

Convention d'établissement entre la France et la Roumanie. — Paris, 27 août 1930.

Convention d'établissement et de travail entre la Belgique et les Pays-Bas. — Genève, 20 février 1933.

Traité d'amitié, d'établissement et de commerce entre le Danemark et l'Iran. — Téhéran, 20 février 1934.

Traité d'amitié entre l'Iran et la Suisse. — Berne, 25 avril 1934.

F. — *Actes et conventions divers sur le transit, les voies navigables et les communications en général.* (Voir E 3, pp. 49-50 ; E 4, p. 81 ; E 5, p. 92 ; E 6, p. 98 ; E 7, p. 107 ; E 8, p. 59 ; E 9, pp. 60-61 ; E 10, p. 35 ; E 11, p. 41 ; E 12, pp. 96-97.)

Aux listes qui ont paru jusqu'à présent dans les Rapports annuels, il y a lieu d'ajouter les traités suivants :

Convention concernant la navigation aérienne entre l'Estonie et la Suède. — Tallinn, 20 mai 1935.

Convention provisoire réglant la circulation aérienne entre la Hongrie et la Suisse. — Berne, 18 juin 1935.

G. — *Traité d'arbitrage et de conciliation*. (Voir E 4, pp. 81-85 ; E 5, p. 93 ; E 6, p. 98 ; E 7, pp. 108-109 ; E 8, pp. 59-62 ; E 9, p. 61 ; E 10, p. 36 ; E 11, p. 41 ; E 12, p. 97.)

Aux listes qui ont paru jusqu'à présent dans les Rapports annuels, il y a lieu d'ajouter les traités suivants, qui, avec ceux qui ont été énumérés précédemment, concernent quarante Puissances :

Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage entre la Bulgarie et l'Espagne. — Sofia, 26 juin 1931.

Traité d'amitié, de non-agression, d'arbitrage et de conciliation entre la Roumanie et la Turquie. — Ankara, 17 octobre 1933.

Traité d'amitié et de non-agression, de règlement judiciaire et d'arbitrage et de conciliation entre la Turquie et la Yougoslavie. — Belgrade, 27 novembre 1933.

Traité d'arbitrage, de règlement judiciaire et de conciliation entre le Danemark et le Venezuela. — La Haye, 19 décembre 1933.

* * *

Outre les affaires soumises par les parties et les cas spécialement prévus dans les traités et conventions mentionnés plus haut, la compétence de la Cour s'étend à d'autres différends en vertu des instruments suivants :

Disposition facultative annexée au Statut de la Cour ;

Résolution adoptée par le Conseil le 17 mai 1922 ;

Acte général de conciliation, de règlement judiciaire et de règlement arbitral, adopté le 26 septembre 1928 par l'Assemblée de la Société des Nations dans sa Neuvième Session.

Ces instruments sont ouverts à l'accession d'un nombre considérable d'États. Chacun d'eux fait naître des rapports entre tout État qui y accède et tous les autres États qui y ont accédé auparavant ou qui y accéderaient par la suite¹.

Le premier de ces instruments, savoir la « Disposition facultative », est visé par les alinéas 2 et 3 de l'article 36 du Statut, qui sont ainsi conçus : Disposition facultative.

« Les Membres de la Société et États mentionnés à l'annexe au Pacte pourront, soit lors de la signature ou de la ratification du Protocole, auquel le présent Acte est joint, soit ultérieurement, déclarer reconnaître dès à présent comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre

¹ Dans la quatrième édition de la *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour*, la Disposition facultative annexée au Statut et l'Acte général de 1928 sont rangés sous le titre d'« Actes collectifs ayant pour objet le règlement pacifique des différends ». La résolution du Conseil en date du 17 mai 1922 est rangée sous le titre de « Textes constitutionnels fixant la compétence de la Cour ».

Membre ou État acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour sur toutes ou quelques-unes des catégories de différends d'ordre juridique ayant pour objet :

a) l'interprétation d'un traité ;

b) tout point de droit international ;

c) la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international ;

d) la nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.

La déclaration ci-dessus visée pourra être faite purement et simplement ou sous condition de réciprocité de la part de plusieurs ou de certains Membres ou États, ou pour un délai déterminé. »

C'est le protocole spécial annexé au « Protocole de signature du Statut » du 16 décembre 1920 qui est intitulé « Disposition facultative ». Ce protocole est ainsi conçu :

« Les soussignés, dûment autorisés, déclarent en outre, au nom de leur Gouvernement, reconnaître dès à présent, comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, la juridiction de la Cour conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour et dans les termes suivants : »

La déclaration par laquelle les gouvernements mentionnent les conditions auxquelles ils reconnaissent la juridiction de la Cour comme obligatoire est habituellement apposée ou reproduite au bas de la « Disposition facultative ».

Le tableau inséré dans le chapitre X du présent Rapport (p. 269) donne le nom des cinquante-deux États ou Membres de la Société des Nations qui ont souscrit à la Disposition facultative (ou qui ont renouvelé leur acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour) et indique les conditions de leur acceptation (ou de leur renouvellement). La date à laquelle les déclarations ont été apposées est inscrite au tableau lorsqu'elle est documentairement connue. Le texte des déclarations faites avant le 31 janvier 1932 est reproduit dans la quatrième édition de la *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour*. Le texte des déclarations faites depuis se trouve dans les chapitres X des Huitième, Neuvième, Dixième, Onzième et Douzième Rapports annuels, ainsi que dans le chapitre X du présent Rapport (pp. 266-268).

Ci-après sont indiquées les conclusions de fait qui se dégagent du tableau mentionné à l'alinéa précédent ; voir aussi le résumé synoptique, page 55.

I.

A. *États ayant souscrit à la Disposition facultative* : l'Union sud-africaine, l'Albanie, l'Allemagne, l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Brésil, la Bulgarie, le Canada, la Chine, la Colombie, le Costa-Rica ¹, le Danemark, la République dominicaine, l'Espagne, l'Estonie, l'Éthiopie, la Finlande, la France, la Grèce, le Guatemala, le Haïti, la Hongrie, l'Inde, l'Iran, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, le Libéria, la Lithuanie, le Luxembourg, le Nicaragua, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Salvador, le Siam, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Turquie, l'Uruguay, la Yougoslavie.

II.

B. *Parmi ceux-ci, ont souscrit sous réserve de ratification et ont ratifié* : l'Union sud-africaine, l'Albanie ², l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Canada, le Danemark, la République dominicaine, la Finlande ², la France ², la Grèce, la Hongrie, l'Inde, l'Iran, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Norvège ², la Nouvelle-Zélande, le Pérou, la Roumanie ², le Siam, la Suisse, la Yougoslavie.

C. *Ont souscrit sous réserve de ratification, mais n'ont pas ratifié* : l'Argentine, le Guatemala, le Libéria, la Pologne, la Tchécoslovaquie.

D. *Ont souscrit sans condition de ratification* ³ : la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, la Chine, la Colombie, le Costa-Rica ¹, l'Espagne, l'Estonie, l'Éthiopie, le Haïti, la Lithuanie, le Luxembourg, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, le Portugal, le Salvador, la Suède, la Turquie, l'Uruguay.

¹ Le Costa-Rica a notifié le 24 décembre 1924 au Secrétaire général sa décision de se retirer de la Société des Nations, cette décision devant porter effet à dater du 1^{er} janvier 1927. Avant cette date, le Costa-Rica n'avait pas ratifié le Protocole de signature du Statut ; d'autre part, le Costa-Rica n'est pas mentionné à l'annexe au Pacte de la Société des Nations. Ceci porterait à conclure que l'engagement résultant, pour le Costa-Rica, de sa signature du protocole précité est devenu caduc, ainsi, par suite, que l'engagement résultant de sa signature de la Disposition facultative.

² Cet État avait souscrit à la Disposition sous condition de ratification, mais a renouvelé son acceptation sans cette condition.

³ Certains de ces États n'en ont pas moins ratifié leur déclaration, bien que la ratification ne fût point exigée par la Disposition facultative.

E. *Ont souscrit sans condition de ratification, mais n'ont pas ratifié le Protocole de signature du Statut* : le Costa-Rica¹, le Nicaragua, la Turquie.

F. *États pour lesquels la période d'acceptation est arrivée à terme* : la Chine (date d'expiration : 13 mai 1927) ; l'Éthiopie (date d'expiration : 18 sept. 1936) ; l'Italie (date d'expiration : 7 sept. 1936) ; la Yougoslavie (date d'expiration : 24 nov. 1935).

III.

G. *État ayant accepté la juridiction obligatoire de la Cour conformément à l'article 36, alinéa 2, du Statut et à la résolution du Conseil du 17 mai 1922*² : Monaco.

IV.

H. *États actuellement liés* : l'Union sud-africaine, l'Albanie, l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Bulgarie, le Canada, la Colombie, le Danemark, la République dominicaine, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, le Haïti, la Hongrie, l'Inde, l'Iran, l'Irlande, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Monaco³, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, le Portugal, la Roumanie, le Salvador, le Siam, la Suède, la Suisse, l'Uruguay.

¹ Voir p. 53, note 1.

² Cette résolution prévoit, pour les États non Membres de la Société des Nations ni mentionnés à l'annexe au Pacte, la faculté d'accepter comme obligatoire la juridiction de la Cour, sans que cette acceptation puisse, hors le cas de convention spéciale, être opposée soit aux États Membres soit aux États mentionnés à l'annexe au Pacte qui ont signé ou signeraient la Disposition facultative. (Voir p. 56.)

³ Voir p. 56.

RÉSUMÉ SYNOPTIQUE.

ÉTATS AYANT SIGNÉ LA DISPOSITION FACULTATIVE (52)				ÉTAT AYANT ACCEPTÉ la juridiction obli- gatoire de la Cour conformément à l'art. 36, al. 2, du Statut et à la réso- lution du Conseil du 17 mai 1922 ¹
sans condition de ratification ou autre condition suspensive		sous condition de ratification ou autre condition suspensive		
mais n'ayant pas ratifié le Protocole de signature du Statut	et ayant ratifié le Protocole de signature du Statut	et pour lesquels la ou les conditions sont intervenues	et pour lesquels la ou les conditions ne sont pas interve- nues au 15 juin 1937	
Costa-Rica ² Nicaragua Turquie	Bolivie Brésil Bulgarie Colombie Espagne Estonie Haïti Lithuanie Luxembourg Panama Paraguay Pays-Bas Portugal Salvador Suède Uruguay	Union sud- africaine Albanie ³ Allemagne Australie Autriche Belgique Royaume-Uni Canada Danemark Rép. dominicaine Finlande ³ France ³ Grèce Hongrie Inde Iran É. libre d'Irlande Lettonie Norvège ³ Nouvelle-Zélande Pérou Roumanie ³ Siam Suisse	Argentine Guatemala Libéria Pologne Tchécoslovaquie	Chine Éthiopie Italie Yougoslavie
États non liés	ÉTATS LIÉS (40)		États non liés	ÉTAT LIÉ (1)

JURIDICTION OBLIGATOIRE

¹ Voir p. 54, note 2

² Voir p. 53, note 1.

³ Cet État avait souscrit à la Disposition sous condition de ratification, mais a renouvelé son acceptation sans cette condition.

* * *

Résolution du Conseil du 17 mai 1922. Le second des trois instruments mentionnés plus haut est la résolution adoptée par le Conseil le 17 mai 1922.

Aux termes de cette résolution (dont le texte est reproduit dans le Premier Rapport annuel, pp. 139-140¹), la Cour est ouverte à tout État non Membre de la Société des Nations et non mentionné à l'annexe au Pacte, à condition que cet État ait déposé préalablement au Greffe une déclaration par laquelle il accepte la juridiction de la Cour conformément au Pacte de la Société des Nations, et aux termes et conditions du Statut et Règlement de la Cour, en s'engageant à exécuter de bonne foi les sentences rendues et à ne pas recourir à la guerre contre tout État qui s'y conformera. La résolution prévoit également que cette déclaration peut avoir soit un caractère particulier, soit un caractère général.

A la date du 26 avril 1937 a été déposée au Greffe de la Cour une déclaration de caractère général signée au nom de la Principauté de Monaco².

* * *

L'Acte général de 1928. Le troisième de ces instruments est l'Acte général de conciliation, de règlement judiciaire et de règlement arbitral, adopté le 26 septembre 1928 par l'Assemblée de la Société des Nations dans sa Neuvième Session. Cet Acte prévoit les modalités du règlement pacifique des différends pouvant surgir entre les États qui y adhèrent.

La quatrième édition de la *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour* reproduit sous le n° 11 le texte de cet acte.

A la date du 15 juin 1937, les États dont les noms suivent avaient adhéré à l'Acte général³ (la dernière en date des adhésions est celle de la Lettonie, qui est intervenue le 17 septembre 1935) :

¹ Voir aussi E 5, pp. 128-129, E 8, p. 106.

² » ci-après, p. 63.

³ Aux termes de l'article 38 de l'Acte, les Parties contractantes peuvent adhérer :

« A. Soit à l'ensemble de l'Acte (chapitres I, II, III et IV) ;

B. Soit seulement aux dispositions relatives à la conciliation et au règlement judiciaire (chapitres I et II), ainsi qu'aux dispositions générales concernant ces procédures (chapitre IV) ;

C. Soit seulement aux dispositions relatives à la conciliation (chapitre I), ainsi qu'aux dispositions générales concernant cette procédure (chapitre IV). »

Australie	(A)	21	v	31	État libre			
Belgique	(A)	18	v	29	d'Irlande	(A)	26	IX 31
Canada	(A)	1	VII	31	Italie	(A)	7	IX 31
Danemark	(A)	14	IV	30	Lettonie	(A)	17	IX 35
Espagne	(A)	16	IX	30	Luxembourg	(A)	15	IX 30
Estonie	(A)	3	IX	31	Norvège	(A)	11	VI 30 ¹
Éthiopie	(A)	15	III	35	Nouvelle-			
Finlande	(A)	6	IX	30	Zélande	(A)	21	v 31
France	(A)	21	v	31	Pays-Bas	(B)	8	VIII 30
Grande-					Pérou	(A)	21	XI 31
Bretagne	(A)	21	v	31	Suède	(B)	13	v 29
Grèce	(A)	14	IX	31	Suisse	(A)	7	XII 34
Inde	(A)	21	v	31	Turquie	(A)	26	VI 34

* * *

Le tableau suivant donne la liste des affaires soumises à la Cour par requête unilatérale (ou par demande unilatérale d'interprétation)². Y sont également indiqués le numéro du rôle général, les parties à l'affaire ainsi que la date de la requête introductive d'instance. Affaires
soumises par
requête uni-
latérale.

N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Parties à l'affaire.	Date de la requête.
5	Vapeur <i>Wimbledon</i>	Grande-Bretagne, France, Italie, Japon/Allemagne	16 I 23
10	Concessions Mavrommatis en Palestine	Grèce/Grande-Bretagne	12 v 24
14	Interprétation de l'Arrêt n° 3 (Traité de Neuilly)	Grèce/Bulgarie	27 XI 24
18	Intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise	Allemagne/Pologne	15 v 25
18 bis	Intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise	Allemagne/Pologne	25 VIII 25
22	Dénonciation du Traité sino-belge du 2 nov. 1865	Belgique/Chine	25 XI 26
25	Demande en indemnité relative à l'usine de Chor-zów	Allemagne/Pologne	8 II 27
27	Réadaptation des concessions Mavrommatis à Jérusalem	Grèce/Grande-Bretagne	28 v 27

¹ La Norvège avait adhéré le 11 juin 1929 aux chapitres I, II et IV; elle a étendu son adhésion au chapitre III le 11 juin 1930.

² Pour la liste des affaires introduites par compromis, voir pp. 47-48; pour la liste des affaires consultatives, voir pp. 69-71.

58 AFFAIRES SOUMISES PAR REQUÊTE UNILATÉRALE

N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Parties à l'affaire.	Date de la requête.
30	Interprétation des Arrêts 7 et 8 (usine de Chorzów)	Allemagne/Pologne	17 X 27
31	Droits de minorités en Haute-Silésie (écoles minoritaires)	Allemagne/Pologne	2 I 28
43	Groënland oriental	Danemark/Norvège	II VII 31
47	Interprétation du Statut de Memel	Grande-Bretagne, France, Italie, Japon/Lithuanie	II IV 32
49	Prince von Pless	Allemagne/Pologne	18 v 32
51	Appel contre deux sentences rendues le 21 déc. 1931 par le T. A. M. hungaro-tchécoslovaque	Tchécoslovaquie/Hongrie	7 VII 32
52	Territoire du sud-est du Groënland	Norvège/Danemark	18 VII 32
53	Groënland du Sud-Est	Danemark/Norvège	18 VII 32
54	Appel contre une sentence rendue le 13 avril 1932 par le T. A. M. hungaro-tchécoslovaque	Tchécoslovaquie/Hongrie	20 VII 32
58	Appel contre une sentence rendue le 3 févr. 1933 par le T. A. M. hungaro-tchécoslovaque	Tchécoslovaquie/Hongrie	3 v 33
60	Réforme agraire polonaise et minorité allemande	Allemagne/Pologne	I VII 33
64	Losinger & Cie, S. A.	Suisse/Yougoslavie	23 XI 35
65	Pajzs, Csáky, Esterházy (sentences rendues le 22 juillet 1935 par le T. A. M. hungaro-yougoslave)	Hongrie/Yougoslavie	6 XII 35
68	Phosphates marocains	Italie/France	30 III 36
69	Eaux de la Meuse	Pays-Bas/Belgique	I VIII 36

Dans la première de ces affaires, celle du vapeur *Wimbledon*, la requête se fondait sur l'article 386 du Traité de Versailles. Dans les affaires des concessions Mavrommatis, elle invoquait l'article 26 du Mandat sur la Palestine, et dans les affaires relatives à certains intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise et à l'usine de Chorzów, l'article 23 de la Convention de Genève relative à la Haute-Silésie. L'article 72 de cette même convention fut invoqué par la requête introduisant l'affaire relative à certains droits de minorités en Haute-Silésie, ainsi que par la requête concernant l'administration du prince von Pless. La requête relative à l'application de la réforme agraire

polonaise à la minorité allemande invoque l'article 12 du Traité des Minorités conclu avec la Pologne. La requête dans l'affaire relative à l'interprétation du Statut de Memel se base sur l'article 17 de la Convention relative à Memel, signée à Paris le 8 août 1924. Sept requêtes ont été fondées sur la disposition facultative du Statut de la Cour; ce sont celles qui ont introduit l'affaire relative à la dénonciation par la Chine du Traité sino-belge, l'affaire du Groënland oriental, l'affaire du Groënland du Sud-Est (deux requêtes du 18 juillet 1932, l'une du Gouvernement norvégien et l'autre du Gouvernement danois), l'affaire Losinger & C^{ie} ¹, l'affaire des gisements de phosphates au Maroc ², l'affaire des prises d'eau de la Meuse ³. Les quatre requêtes concernant des sentences rendues par les tribunaux arbitraux mixtes invoquent notamment l'article X de l'Accord n° II de Paris, du 28 avril 1930, pour le règlement des questions relatives aux réformes agraires et aux tribunaux arbitraux mixtes. Enfin, dans les affaires de l'interprétation de l'Arrêt n° 3 et de l'interprétation des Arrêts nos 7 et 8, il s'est agi d'une demande d'interprétation fondée sur l'article 60 du Statut de la Cour.

*

(Voir E 6, p. 137; E 7, p. 152; E 8, pp. 110-111; E 10, pp. 43-44; E 12, p. 105.)
 Voir, page 121 du présent Rapport, le résumé de l'arrêt rendu par la Cour en l'affaire Pajzs, Csáky, Esterházy.

Compétence
comme
instance de
recours.

*

(Voir E 5, p. 129; E 7, pp. 152-153; E 9, p. 68; E 10, pp. 44-45; E 12, p. 105.)

Mesures
conserva-
toires.

* * *

(Voir E 5, pp. 129-130; E 7, p. 153; E 8, pp. 111-112; E 9, pp. 68-70.)

Compétence
en matière de
compétence.

Le tableau suivant donne la liste des affaires dans lesquelles une exception préliminaire a été soulevée *in limine litis* ⁴ et qui, par conséquent, ont donné lieu à une procédure spéciale, conformément à l'article 62 du Règlement.

¹ Voir E 12, p. 176, et p. 119 ci-après.

² » » » » 157.

³ » » p. 127.

⁴ La liste des affaires introduites par requête unilatérale se trouve aux pp. 57-58

N° du rôle gén. (relatif à l'exception).	Intitulé de l'affaire.	Parties à l'affaire qui a donné lieu à l'exception ¹ .	Date du dépôt de l'acte introductif de l'exception.
12	Concessions Mavrommatis en Palestine	Grèce/Grande-Bretagne	3 VI 24
19	Intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise	Allemagne/Pologne	18 VI 25
26	Demande en indemnité relative à l'usine de Chorzów	Allemagne/Pologne	8 IV 27
28	Réadaptation des concessions Mavrommatis à Jérusalem	Grèce/Grande-Bretagne	9 VIII 27
50	Interprétation du Statut de Memel	Grande-Bretagne, France, Italie, Japon/Lithuanie	26 V 32
55	Prince von Pless	Allemagne/Pologne	I X 32
56	Appel contre deux sentences rendues le 21 déc. 1931 par le T. A. M. hungaro-tchécoslovaque	Tchécoslovaquie/Hongrie	20 X 32
57	Appel contre une sentence rendue le 13 avril 1932 par le T. A. M. hungaro-tchécoslovaque	Tchécoslovaquie/Hongrie	20 X 32
66	Pajzs, Csáky, Esterházy ²	Hongrie/Yougoslavie	4 III 36
67	Losinger & Cie ³	Suisse/Yougoslavie	27 III 36

Depuis le 15 juin 1936, les affaires suivantes ont donné lieu à des exceptions préliminaires :

71	Phosphates marocains	Italie/France	16 XII 36
72	Borchgrave ⁴	Belgique/Espagne	29 VI 37

Aux termes de l'ordonnance rendue par le Président de la Cour le 13 avril 1937, la procédure écrite sur les exceptions en l'affaire des phosphates sera close le 15 juillet 1937.

Aux termes de l'ordonnance rendue par la Cour le 1^{er} juillet 1937, la procédure écrite sur les exceptions soulevées en l'affaire Borchgrave sera close le 2 août 1937.

*

Interprétation d'un arrêt.

(Voir E 5, p. 130.)

¹ Dans cette colonne, l'État qui est cité en second lieu — c'est-à-dire le défendeur pour le fond de l'affaire — est celui qui a présenté l'acte introductif de l'exception.

² Voir p. 121.

³ Voir p. 119.

⁴ Cette affaire a été introduite par compromis conclu entre le Gouvernement belge et le Gouvernement espagnol (voir p. 48). C'est le Gouvernement espagnol qui, à la date du 29 juin 1937, a déposé au Greffe un document intitulé : « Mémoire introductif d'exceptions préliminaires déposé par le Gouvernement espagnol ».

* * *

2) *Compétence* ratione personæ.

Seuls, les États ou les Membres de la Société des Nations ont qualité pour se présenter devant la Cour¹. Le Statut distingue entre les États selon qu'ils sont, d'une part, Membres de la Société des Nations ou mentionnés à l'annexe au Pacte, et, d'autre part, étrangers à la Société des Nations².

États auxquels
la Cour est
ouverte.

A. — La Cour est ouverte aux Membres de la Société des Nations (art. 35 du Statut, al. 1).

A la date du 28 juin 1937, le Secrétaire général de la Société des Nations a communiqué au Greffier la liste suivante des États Membres de la Société des Nations : l'Afghanistan, l'Union sud-africaine, l'Albanie, la République argentine, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Bulgarie, le Canada, le Chili, la Chine, la Colombie, Cuba, le Danemark, la République dominicaine, l'Égypte³, l'Équateur, l'Espagne, l'Estonie, l'Éthiopie, la Finlande, la France, la Grèce, le Guatemala⁴, le Haïti, le Honduras⁵, la Hongrie, l'Inde, l'Irak, l'Iran, l'État libre d'Irlande, l'Italie, la Lettonie, le Libéria, la Lithuanie, le Luxembourg, les États-Unis du Mexique, le Nicaragua⁶, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Panama, le Paraguay⁷, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne,

¹ Article 34 du Statut.

² Article 35 du Statut.

³ Membre de la Société des Nations depuis le 26 mai 1937.

⁴ Par télégramme en date de Guatemala, le 14 mai 1936 (lettre circulaire du Secrétaire général aux Membres de la Société des Nations, datée du 15 mai 1936), le secrétaire par intérim aux Affaires étrangères du Guatemala a fait savoir au Secrétaire général que son Gouvernement avait décidé de se retirer de la Société des Nations. Le Secrétaire général a accusé réception de ce télégramme le 15 mai en se référant à l'article premier, paragraphe 3, du Pacte, qui est ainsi conçu : « Tout Membre de la Société peut, après un préavis de deux ans, se retirer de la Société, à la condition d'avoir rempli à ce moment toutes ses obligations internationales y compris celles du présent Pacte. »

⁵ Par lettre en date du 22 juin 1936 (lettre circulaire du Secrétaire général de la Société des Nations datée du 10 juillet 1936), le ministre des Affaires étrangères du Honduras a fait savoir que son Gouvernement avait décidé de se retirer de la Société des Nations. Le Secrétaire général a accusé la réception de cette lettre le 10 juillet 1936 dans les termes d'usage (voir note précédente).

⁶ Par télégramme en date de Managua, le 26 juin 1936 (lettre circulaire du Secrétaire général aux Membres de la Société des Nations, datée du 27 juin 1936), le ministre des Affaires étrangères du Nicaragua a fait savoir au Secrétaire général que son Gouvernement avait l'intention de se retirer de la Société des Nations. Le Secrétaire général a accusé réception de ce télégramme le 27 juin 1936 dans les termes d'usage (voir note 4 ci-dessus).

⁷ L'Assemblée de la Société des Nations a adopté, le 28 septembre 1935, un rapport du « Comité pour le règlement des contributions arriérées » tel qu'il a été approuvé par la quatrième Commission (voir n° officiel A. 15. 1935. X et n° officiel A. 76. 1935. X), dans lequel figure la mention suivante :

« 13. *Paraguay*. — Cet État a donné un préavis de retrait de la Société des Nations. Conformément à l'article premier du Pacte, il devra, avant de pouvoir se retirer de la Société, avoir rempli ses obligations financières intégralement jusqu'à la date effective de son retrait. »

le Portugal, la Roumanie, le Salvador, le Siam, l'Union des Républiques soviétistes socialistes, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Turquie, l'Uruguay, le Venezuela, la Yougoslavie.

B. — La Cour est également ouverte aux États mentionnés à l'annexe au Pacte et qui ne font pas partie de la Société des Nations (art. 35 du Statut, al. 1). Aux termes du quatrième alinéa du Protocole de signature du Statut de la Cour en date du 16 décembre 1920, ledit protocole reste ouvert à la signature de ces États¹.

A la date du 15 juin 1937, les États mentionnés à l'annexe au Pacte et qui ne sont pas mentionnés dans la liste des Membres de la Société des Nations communiquée au Greffier par le Secrétaire général de la Société des Nations à la date du 28 juin 1937, sont les suivants : les États-Unis d'Amérique, le Brésil, le Japon, le Hedjaz (qui fait maintenant partie de l'Arabie saoudienne).

Les États-Unis d'Amérique ont signé le Protocole de signature du Statut du 16 décembre 1920 en même temps que les Protocoles du 14 septembre 1929 relatifs à l'adhésion des États-Unis à la Cour et à la revision du Statut, mais ils ne les ont pas ratifiés. Le Brésil et le Japon ont signé le Protocole du 16 décembre 1920 ; ils l'ont ratifié respectivement les 1^{er} novembre 1921 et 16 novembre 1921, alors qu'ils étaient encore Membres de la Société des Nations².

*

(Voir E 2, pp. 85-88 ; E 3, pp. 91-96 ; E 4, pp. 119-122 ; E 5, pp. 131-139 ; E 6, pp. 139-163 ; E 7, pp. 154-169 ; E 8, pp. 113-134 ; E 9, p. 71 ; E 10, pp. 47-48 ; E 11, pp. 51-54.)

A la date du 15 juin 1937, le Protocole du 14 septembre 1929 relatif à l'adhésion des États-Unis à la Cour réunissait les signatures des États suivants : l'Union sud-africaine, l'Albanie, l'Allemagne, les États-Unis d'Amérique, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Bulgarie, le Canada, le Chili, la Chine, la Colombie, Cuba, le Danemark, la République dominicaine, l'Espagne, l'Estonie, l'Éthiopie, la Finlande, la France, la Grèce, le Guatemala, le Haïti, la Hongrie, l'Inde, l'Iran, l'État libre d'Irlande, l'Italie, le Japon, la Lettonie, le Libéria, la Lithuanie, le Luxembourg, le Nicaragua, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le

¹ Le Protocole de revision de 1929, entré en vigueur le 1^{er} février 1936, contient le paragraphe suivant : « 6. Dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, toute acceptation du Statut de la Cour signifiera acceptation du Statut révisé. »

² Le retrait du Brésil de la Société des Nations est devenu effectif en juin 1928 ; celui du Japon en mars 1935.

Salvador, le Siam, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Turquie, l'Uruguay, le Venezuela, la Yougoslavie.

Tous ces États l'ont ratifié, sauf : les États-Unis d'Amérique, la Bolivie, le Brésil, le Chili, le Guatemala, le Haïti, le Libéria, le Nicaragua, le Paraguay, le Pérou, le Salvador, la Turquie.

*

C. — Quant aux États non Membres de la Société des Nations ni mentionnés à l'annexe au Pacte, l'article 35 du Statut stipule que les conditions auxquelles la Cour leur est ouverte sont, sous réserve des dispositions particulières des traités en vigueur, réglées par le Conseil, et dans tous les cas, sans qu'il puisse en résulter pour les parties aucune inégalité devant la Cour.

Conformément à cet article, le Conseil a pris, le 17 mai 1922, une résolution qui règle la matière et dont il est fait mention plus haut (compétence de la Cour *ratione materiæ*, p. 56). Le texte de cette résolution est reproduit dans le Premier Rapport annuel (pp. 139-140) et dans la troisième édition, de mars 1936, du volume n° 1 de la Série D (pp. 58-59).

Pour la liste des États auxquels la résolution du 17 mai 1922 a été transmise, voir le Premier Rapport annuel, page 140.

Par lettre en date du 22 avril 1937, le ministre d'État de la Principauté de Monaco — un des États auxquels la résolution du 17 mai 1922 avait été transmise — a fait tenir au Greffe de la Cour une Déclaration, portant la même date, par laquelle la Principauté accepte la juridiction de la Cour et reconnaît comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale la juridiction de la Cour conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour et au chiffre 2, alinéa 4, de la résolution du Conseil du 17 mai 1922¹.

Cette déclaration, sur laquelle le prince souverain de Monaco a apposé sa ratification, et qui a été enregistrée au Greffe le 26 avril 1937, est ainsi conçue :

« DÉCLARATION.

La Principauté de Monaco, représentée par son ministre d'État, directeur des Relations extérieures, déclare accepter la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale, conformément au Pacte de la Société des Nations et aux termes du Statut et du Règlement de la Cour, pour tous différends nés ou à naître. La Principauté de Monaco s'engage à exécuter de bonne foi les sentences rendues, et à ne pas recourir à la guerre contre tout État qui s'y conformera.

¹ La résolution du Conseil du 17 mai 1922 avait été transmise par le Greffier de la Cour à la Principauté de Monaco le 30 juin 1922. (Voir E 1, pp. 140-141.)

En même temps, la Principauté de Monaco déclare accepter comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, la juridiction de la Cour, conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour et au chiffre 2, alinéa 4, de la résolution du Conseil du 17 mai 1922 pour une durée de cinq années sur tous les différends qui s'élèveraient après la présente Déclaration au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette Déclaration, sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.

Monaco, le 22 avril 1937.

(L. S.)

Le Ministre d'État,
Directeur des Relations extérieures,
(Signé) M. BOUILLOUX-LAFONT.

Voulant agréer, confirmer et ratifier dans toutes ses clauses la Déclaration ci-dessus, Nous disons par les Présentes, agréer, confirmer et ratifier de la manière la plus formelle la susdite Déclaration, pour Nous et Nos Successeurs, engageant Notre Parole de Prince et promettant pour Nous et pour Eux de remplir, d'observer et d'exécuter fidèlement et loyalement la présente Déclaration.

EN FOI DE QUOI, Nous avons signé cette Ratification de Notre propre main et y avons fait apposer Notre Sceau.

Donné en Notre Palais à Monaco, le vingt-deux avril mil neuf cent trente-sept et de Notre Règne, le quinzième.

(L. S.)

(Signé) LOUIS. »

Conformément aux prescriptions du chiffre 3 de la résolution du Conseil du 17 mai 1922, le texte original de la Déclaration de la Principauté de Monaco est conservé au Greffe de la Cour, et des exemplaires certifiés conformes en ont été transmis par les soins du Greffier à tous les Membres de la Société des Nations ou États mentionnés dans l'annexe au Pacte, aux autres États auxquels la Cour est ouverte, ainsi qu'au Secrétaire général de la Société des Nations.

* * *

(Voir E 5, p. 140.)

Contribution
aux frais de
procédure.

* * *

3) *Des voies de communication avec les gouvernements.*

A la date du 15 juin 1937, les communications directes émanant de la Cour et destinées aux gouvernements des États admis à ester en justice devant elle sont adressées selon les voies suivantes, qui ont été indiquées par les gouvernements eux-mêmes ¹.

Afghanistan	Le ministre des Affaires étrangères, Kaboul	par l'intermédiaire de la légation royale d'Afghanistan à Londres
Union sud-africaine	Le premier ministre de l'Union sud-africaine, à Capetown	
Allemagne	Légation d'Allemagne à La Haye	
États-Unis d'Amérique	Le secrétaire d'État, à Washington	par l'intermédiaire de la légation des États-Unis à La Haye
République argentine	Ministère des Affaires étrangères, Buenos-Ayres	par l'intermédiaire de la légation de la République argentine à La Haye
Australie	Le premier ministre du Commonwealth d'Australie, à Canberra	
Autriche	Chancellerie fédérale, Département des Affaires étrangères, à Vienne	
Belgique	Le ministre des Affaires étrangères, à Bruxelles	
Brésil	Ministère des Affaires étrangères, Rio-de-Janeiro	par l'intermédiaire de la légation du Brésil à La Haye
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Le secrétaire d'État pour les Affaires étrangères — Ministère des Affaires étrangères, Whitehall, Londres S. W. 1	

¹ Voir E 1, p. 141, et E 4, pp. 123-124.

Bulgarie	Le ministère des Affaires étrangères, à Sofia	
Canada	Le secrétaire d'État des Affaires extérieures, à Ottawa	
Chili	Le ministre des Affaires étrangères, à Santiago	
Chine	La légation de Chine à La Haye	
Colombie	Ministère des Affaires étrangères, à Bogotá	
Cuba	Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, à La Havane	
Danemark	La légation de Danemark à La Haye	En cas d'extrême urgence : le ministère des Affaires étrangères à Copenhague
Dantzig	Le ministre de Pologne à La Haye	
République dominicaine	Le secrétariat d'État des Affaires étrangères, à Ciudad-Trujillo	
Égypte	Ministère des Affaires étrangères, Le Caire	
Équateur	Ministère des Affaires étrangères de l'Équateur, à Quito	
Espagne	Ministère d'État, à Madrid	par l'intermédiaire de la légation d'Espagne à La Haye
Estonie	Ministère des Affaires étrangères, à Tallinn	
Finlande	Le chargé d'affaires de Finlande à La Haye	
France	Ministère des Affaires étrangères, Service français de la Société des Nations, à Paris	
Grèce	Ministère des Affaires étrangères, à Athènes	Copie à la délégation hellénique auprès de la S. d. N. à Genève
Haïti	Le secrétaire d'État aux Relations extérieures, à Port-au-Prince	
Honduras	Ministère des Affaires étrangères du Honduras, à Tegucigalpa	
Hongrie	Le ministre de Hongrie à La Haye	Pour les communications faites en vertu de l'article 44 du Statut : Ministère royal hongrois de la Justice, Budapest

Inde	Bureau de l'Inde, Whitehall, Londres S. W. 1	
Iran	Ministère des Affaires étrangères, 3 ^{me} Section, à Téhéran	
État libre d'Irlande	Ministère des Affaires extérieures, à Dublin	
Italie	Ministère des Affaires étrangères, Section pour la Société des Nations, à Rome	
Japon	Le ministre des Affaires étrangères, à Tokio	par l'intermédiaire du consulat général du Japon à Genève
Lettonie	Ministère des Affaires étrangères, à Riga	
Libéria	Le secrétaire d'État du Libéria, à Monrovia	
Lithuanie	Le ministre des Affaires étrangères de la République lithuanienne, à Kaunas	
Luxembourg	Le ministre d'État, président du Gouvernement grand-ducal, à Luxembourg	(lettre recommandée)
Mexique	Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, à Mexico	par l'intermédiaire de la légation du Mexique à La Haye
Monaco	Le ministre d'État, directeur des Relations extérieures de la Principauté de Monaco	
Nicaragua	Ministère des Affaires étrangères, à Managua	
Norvège	Ministère des Affaires étrangères, à Oslo	par l'intermédiaire de la légation de Norvège à La Haye
Nouvelle-Zélande	Le haut-commissaire pour la Nouvelle-Zélande à Londres, Bureaux gouvernementaux de la Nouvelle-Zélande, Strand, W. C. 2	
Panama	Ministère des Affaires étrangères, à Panama	
Paraguay	Le ministre des Affaires étrangères du Paraguay, à Asunción	
Pays-Bas	Ministère des Affaires étrangères, à La Haye	

Pérou	Le chargé d'affaires du Pérou à La Haye	Les publications de la Cour sont adressées directement au ministère des Affaires étrangères à Lima
Pologne	Le ministre de Pologne à La Haye	
Portugal	Le ministre des Affaires étrangères, à Lisbonne	
Roumanie	Le ministre des Affaires étrangères, à Bucarest	Copie au ministre de Roumanie à La Haye, avec prière de bien vouloir transmettre à Bucarest
Salvador	Ministère des Affaires étrangères, à San-Salvador	
Siam	Ministère des Affaires étrangères, à Bangkok	Copie à la légation de Siam à Londres
Union des Républiques soviétiques socialistes	Le commissaire du peuple pour les affaires étrangères, Moscou	aux bons soins de l'ambassade de l'Union à Berlin
Suède	Le ministre de Suède à La Haye	
Suisse	Le ministre de Suisse à La Haye	
Tchécoslovaquie	Le ministre de Tchécoslovaquie à La Haye	
Turquie	Le ministre des Affaires étrangères (quatrième département), à Ankara	
Uruguay	Ministère des Affaires étrangères, à Montevideo	
Venezuela	Légation du Venezuela à La Haye	
Yougoslavie	Le ministre de Yougoslavie à La Haye	

Pour les gouvernements ne figurant pas dans la liste ci-dessus, la Cour s'adresse soit à leur légation à La Haye, soit, le cas échéant, à leur ministère des Affaires étrangères.

II. — COMPÉTENCE EN MATIÈRE CONSULTATIVE

(Voir E 1, pp. 145-147.)

Les vingt-huit requêtes pour avis consultatif que le Conseil a soumises à la Cour peuvent se répartir en deux catégories : celles qui trouvent leur origine à proprement parler dans le Conseil même, et celles, plus nombreuses, qui ont été présentées à l'instigation ou à la demande d'un État ou d'un organisme international.

Les tableaux suivants donnent la liste des affaires consultatives soumises à la Cour, réparties selon ces deux catégories. Sont également indiqués le numéro du rôle général, les gouvernements ou organisations internationales directement intéressés en l'affaire, et la date de la requête pour avis consultatif.

<i>Appartiennent à la première catégorie :</i>				Requêtes du Conseil <i>proprio motu.</i>
N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Gouvts et organisations directement intéressés.	Date de la requête.	
6	Colons allemands en Pologne	Allemagne/Pologne	2 III 23	
8	Acquisition de la nationalité polonaise	Allemagne/Pologne	11 VII 23	
16	Service postal polonais à Dantzig	Dantzig/Pologne	14 III 25	
17	Expulsion du Patriarche œcuménique		21 III 25	
20	Frontière entre la Turquie et l'Irak (affaire de Mossoul)	Grande-Bretagne/ Turquie	23 IX 25	
29	Compétence des tribunaux de Dantzig	Dantzig/Pologne	24 IX 27	
39	Trafic ferroviaire entre la Lithuanie et la Pologne	Lithuanie/Pologne	28 I 31	
41	Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche (Protocole du 19 mars 1931)	Allemagne, Autriche/France, Italie, Tchécoslovaquie	19 V 31	
44	Accès et stationnement des navires de guerre polonais dans le port de Dantzig	Dantzig/Pologne	25 IX 31	
45	Accord Caphandaris-Molloff du 9 déc. 1927	Bulgarie/Grèce	26 IX 31	
62	Écoles minoritaires en Albanie	Albanie/Grèce	21 I 35	
63	Constitution de la Ville libre de Dantzig	Dantzig	27 IX 35	

<i>Appartiennent à la seconde catégorie :</i>				Autres requêtes.
N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Gouvts et organisations directement intéressés.	Date de la requête.	
1	Organisation internationale du Travail et les conditions de travail dans l'agriculture	France, Grande-Bretagne, Hongrie, Italie, Portugal, Suède, B. I. T., Commission internationale	22 V 22	

N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Gouvts et organisations directement intéressés.	Date de la requête.
		d'Agriculture, Fédération internationale des Travailleurs de la Terre, Syndicat central des Agriculteurs de France, Institut international d'Agriculture, Fédération internationale des Syndicats chrétiens des Travailleurs de la Terre, Confédération internationale des Syndicats agricoles	
2	Désignation du délégué ouvrier à la Conférence internationale du Travail	Grande-Bretagne, Pays-Bas, Suède, B. I. T., Fédération professionn. générale néerlandaise, Fédération syndicale internationale, Confédération internationale des Syndicats chrétiens	22 V 22
3	Organisation internationale du Travail et les moyens de production agricole	Estonie, France, Haïti, Suède, B. I. T., Institut international d'Agriculture, Confédération internationale des Syndicats agricoles	18 VII 22
4	Décrets de nationalité en Tunisie et au Maroc	France/Grande-Bretagne	6 XI 22
7	Statut de la Carélie orientale	Finlande/Union des Républiques socialistes	27 IV 23
9	Frontière polono-tchécoslovaque (affaire de Jaworzina)	Pologne/Tchécoslovaquie	29 IX 23
13	Monastère de Saint-Naoum (frontière serbo-albanaise)	Albanie/Yougoslavie	17 VI 24
15	Échange des populations grecques et turques	Grèce, Turquie, Commission mixte pour l'échange des populations grecques et turques	18 XII 24

N° du rôle gén.	Intitulé de l'affaire.	Gouvts et organisations directement intéressés.	Date de la requête.
21	Organisation internationale du Travail et le travail personnel du patron	O. I. T., Organisation internationale des Employeurs industriels, Fédération syndicale internationale, Confédération internationale des Syndicats chrétiens	20 III 26
23	Compétence de la Commission européenne du Danube	France, Grande-Bretagne, Italie/Roumanie	18 XII 26
35	Interprétation de l'Accord gréco-turc du 1 ^{er} déc. 1926 (Protocole final, art. IV)	Grèce/Turquie	7 VI 28
37	« Communautés » gréco-bulgares	Bulgarie/Grèce	17 I 30
38	Dantzig et l'Organisation internationale du Travail	Dantzig, Pologne, O. I. T.	15 V 30
40	Accès aux écoles minoritaires allemandes en Haute-Silésie polonaise	Allemagne/Pologne	31 I 31
42	Traitement des nationaux polonais, etc., à Dantzig	Dantzig/Pologne	23 V 31
48	Travail de nuit des femmes	O. I. T., Fédération syndicale internationale, Confédération internationale des Syndicats chrétiens, Grande-Bretagne, Allemagne	10 V 32

* * *

(Voir E 5, pp. 147-148 ; E 6, pp. 171-172 ; E 7, pp. 176-177 ; E 8, p. 144 ; E 11, pp. 61-62.)

Le Douzième Rapport annuel (pp. 115-125) a relaté, pour la période du 15 juin 1935 au 15 juin 1936, les suites données aux résolutions de l'Assemblée de la Société des Nations relatives à la procédure pour le vote des demandes d'avis consultatifs.

Il s'agissait d'une part de la résolution du 25 septembre 1931, par laquelle l'Assemblée avait décidé de constituer une commission en vue de rechercher un accord unanime sur les bases indiquées dans le rapport adopté en mars 1930 par le « Comité pour l'amendement du Pacte de la Société des Nations en vue

Procédure pour le vote des demandes d'avis.

de le mettre en harmonie avec le Pacte de Paris ». Dans ce rapport, le Comité avait formulé un texte, à insérer entre les alinéas 7 et 8 de l'article 15 du Pacte de la Société des Nations, selon lequel, à tout moment de la procédure d'examen d'un différend, le Conseil peut demander un avis consultatif sans qu'il soit besoin d'un vote unanime¹. Le 11 septembre 1935, l'Assemblée avait décidé, comme les années précédentes, de renvoyer la question à sa prochaine session.

Il s'agissait d'autre part de la résolution du 24 septembre 1928, par laquelle l'Assemblée avait adopté le vœu que le Conseil mette à l'étude la question de savoir si les avis peuvent être demandés à la majorité. Le 28 septembre 1935, l'Assemblée avait renouvelé ce vœu et, conformément à une décision prise par le Conseil le 23 janvier 1936, le Secrétaire général de la Société des Nations avait fait tenir aux États Membres, par lettre circulaire du 8 avril 1936, un mémorandum² sur la question, en les priant de lui faire connaître leurs vues.

*

La première de ces questions (« amendement du Pacte de la Société des Nations en vue de le mettre en harmonie avec le Pacte de Paris ») fut inscrite à l'ordre du jour de la Dix-septième Session ordinaire de l'Assemblée, tenue du 21 septembre au 10 octobre 1936. A cet ordre du jour était également inscrite une autre question ayant trait au Pacte : celle de la « mise en œuvre des principes du Pacte »³. Le 8 octobre 1936 (15^{me} séance), l'Assemblée, constatant la liaison qui existait entre ces deux questions, chargea une « Commission générale spéciale au sens de l'article 14 du Règlement intérieur » de lui présenter des recommandations.

Le 10 octobre 1936 (16^{me} séance), l'Assemblée, sur la proposition de cette Commission, adopta la résolution suivante :

« L'Assemblée,

Rappelant le vœu qu'elle a émis le 4 juillet 1936, ainsi que la résolution adoptée par elle le 8 octobre 1936 :

Adopte le rapport ci-dessus⁴ ;

Et décide de créer le Comité prévu par ce rapport pour étudier toutes propositions qui ont été ou seront formulées par les gouvernements concernant la mise en œuvre des principes du Pacte et les problèmes s'y rattachant.

S'inspirant de cette étude, le Comité fera aussitôt que possible un rapport indiquant les dispositions concrètes dont il recom-

¹ Voir E 7, pp. 176-177.

² Voir E 12, pp. 124-125.

³ Cette question, née à la suite du conflit italo-éthiopien, faisait l'objet du vœu émis par l'Assemblée à la majorité le 4 juillet 1936 (dernière séance de la Seizième Session ordinaire).

⁴ Non reproduit.

mande l'adoption en vue de la réalisation pratique du vœu précité du 4 juillet 1936.

Ce rapport sera soumis aux gouvernements des États Membres de la Société des Nations pour servir de base aux décisions à prendre en cette matière.

Le Comité sera autorisé à proposer la convocation d'une session spéciale de l'Assemblée, s'il le juge opportun. »

Le Comité prévu par cette résolution a tenu sa première session à Genève du 14 au 16 décembre 1936. Il a dressé la liste des questions qu'il lui incombait d'examiner et a chargé un certain nombre de rapporteurs de procéder, à la lumière de la documentation que rassemblera le Secrétariat, à une mise au point objective de ces questions.

*

Quant à la résolution de l'Assemblée du 24 septembre 1928, elle avait, comme il a été rappelé plus haut, fait l'objet d'une lettre circulaire en date du 8 avril 1936 aux États Membres, pour connaître leurs vues sur la question de savoir si les avis consultatifs peuvent être demandés à la majorité.

Le 22 janvier 1937 (2^{me} séance de la 96^{me} Session), le Conseil de la Société des Nations fut saisi des réponses des gouvernements à la circulaire du Secrétaire général¹. Un rapport, soumis au Conseil en la matière par son président, contient le passage suivant :

« La question d'interprétation du Pacte, que l'Assemblée nous a priés d'étudier, constitue un problème fort complexe, et la très grande divergence de vues qui s'est manifestée à ce sujet au cours des débats de la première Commission de l'Assemblée en 1928 et 1935 en montre toute la difficulté. Les mêmes divergences d'opinions se retrouvent dans les réponses des gouvernements dont nous sommes actuellement saisis et qui, à cet égard, ne sont guère de nature à faciliter notre tâche, bien qu'elles nous fassent connaître de nombreux arguments importants en faveur des différentes solutions.

Il appartient à présent au Conseil de décider quelles nouvelles mesures il conviendrait de prendre pour donner effet à la demande de l'Assemblée. J'estime, en particulier, que nous devons rechercher

¹ Les réponses sont reproduites, ainsi qu'un mémorandum du Bureau international du Travail, aux pages 170-186 du *Journal officiel* de la Société des Nations, numéro de février 1937. A signaler également à ce propos la déclaration suivante, contenue dans le discours prononcé le 28 septembre 1936 par le délégué de la Hongrie à la Dix-septième Session de l'Assemblée, lors de la discussion générale (*compte rendu des séances*, pp. 57 et sq.) :

« Le Gouvernement hongrois est d'avis que, pour la sécurité juridique des Membres de la Société des Nations, il importe de faciliter les demandes d'avis consultatifs, et qu'à cet effet il faudrait formuler des règles interprétatives assouplies, en poursuivant, avec toute diligence possible, les études déjà commencées sur cette question à la suite de la résolution adoptée par l'Assemblée le 28 septembre 1935. »

si les chances d'aboutir à une solution sont, à l'heure actuelle, assez grandes pour justifier la nomination d'un comité chargé d'étudier la question soulevée par l'Assemblée, ou s'il serait sage de suivre quelque autre méthode. Avant de soumettre une proposition au Conseil, je serais heureux d'entendre l'opinion de mes collègues. »

Le représentant de la Suède fit alors la proposition suivante :

« La procédure pour ainsi dire normale serait, sans doute, la nomination d'un comité d'étude chargé d'examiner le problème. Toutefois, pour éviter la création d'un nouveau comité, on pourrait peut-être prier le Comité spécial pour la mise en œuvre des principes du Pacte d'examiner aussi la présente question. Même sans mandat exprès, ce Comité sera probablement amené à s'en occuper dans une certaine mesure quand il étudiera les procédures appliquées par le Conseil pour la solution des différends internationaux. »

Cette proposition — à laquelle aucun membre du Conseil ne s'opposa, quoique certains se fussent demandé « si les divergences de vues entre les gouvernements n'étaient pas trop grandes pour qu'il fût possible d'escompter des résultats pratiques d'un renvoi de la question à un comité quelconque » — fut acceptée par le Conseil le 26 janvier 1937 (4^{me} séance de la 96^{me} Session).

III. — AUTRES ACTIVITÉS

A plusieurs reprises, certaines tâches — désignations éventuelles d'arbitres, d'experts, de présidents de commissions de conciliation — ont été confiées à la Cour ou à son Président, soit en vertu d'un acte de droit international, soit en vertu d'un contrat de droit privé. En général, les parties à ces actes ou contrats demandent, avant que l'accord à conclure entre elles soit signé, le consentement de la Cour ou du Président à l'insertion d'une clause à cet effet. Ou bien encore, elles notifient l'accord dès sa conclusion et attirent l'attention sur la clause, en demandant s'il y aurait des objections à effectuer la tâche prévue.

Les cas de ce genre parvenus à la connaissance du Greffe de la Cour au 15 juin 1936 ont été mentionnés et classifiés dans les listes de la partie III du chapitre III des précédents Rapports annuels ¹.

¹ Pour ce qui est des actes de droit international prévoyant des cas de ce genre et parvenus à la connaissance du Greffe au 15 juin 1936, le texte des clauses pertinentes a été reproduit dans la *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour* (4^{me} éd., 1932) et dans ses addenda (chap. X des Huitième, Neuvième, Dixième, Onzième et Douzième Rapports annuels); pour ceux qui sont parvenus à la connaissance du Greffe depuis le 15 juin 1936, ils sont cités dans le chapitre X du présent Rapport annuel. D'autre part, l'aperçu systématique qui précède la troisième édition (1926) de la *Collection* contient une analyse et une classification de celles de ces clauses qui étaient alors connues.

Ces listes doivent être complétées comme suit pour la période allant du 15 juin 1936 au 15 juin 1937 :

a) NOMINATIONS PAR LA COUR. (Voir E 3, p. 104 ; E 4, p. 130 ; E 6, pp. 172-173 ; E 7, pp. 178-179 ; E 10, p. 56 ; E 11, p. 63 ; E 12, p. 125.)

1. — *En vertu d'un acte de droit international public.*

Depuis le 15 juin 1936, il n'a pas été notifié à la Cour d'acte par lequel elle serait éventuellement invitée à effectuer une nomination.

2. — *En vertu d'un contrat de droit privé.*

Depuis le 15 juin 1936, il n'a pas été demandé à la Cour d'effectuer une nomination en vertu d'un contrat de droit privé.

b) NOMINATIONS PAR LE PRÉSIDENT (LE VICE-PRÉSIDENT OU LE JUGE LE PLUS ANCIEN DE LA COUR).

1. — *En vertu d'un acte de droit international public.* (Voir E 3, pp. 104-107 ; E 4, pp. 131 et 132 ; E 5, pp. 149 et 150 ; E 6, p. 173 ; E 7, pp. 179-181 ; E 8, pp. 145-149 ; E 9, p. 76 ; E 10, pp. 56-57 ; E 11, p. 64 ; E 12, p. 126.)

Accords pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Désignation éventuelle du président et de deux membres d'une commission de conciliation :

Traité d'arbitrage, de règlement judiciaire et de conciliation entre le Danemark et le Venezuela. — La Haye, 19 décembre 1933.

Désignation éventuelle du président d'une commission de conciliation :

Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage entre la Bulgarie et l'Espagne. — Sofia, 26 juin 1931.

Le Gouvernement du Danemark (par lettre du 29 juillet 1936) et le Gouvernement de Lithuanie (par lettre du 26 août 1936) ont demandé au Président de la Cour de procéder à la désignation du président de la Commission permanente de conciliation prévue à l'article 3 du Traité du 11 décembre 1926 entre le Danemark et la Lithuanie¹. A la date du 12 septembre 1936, le Président de la Cour a désigné à ce poste le jonkheer H. A. van Karnebeek, ancien ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, ministre d'État, commissaire de la Reine dans la province de la Hollande méridionale. M. van Karnebeek a accepté cette désignation.

¹ Ce traité est reproduit aux pages 205 et sqq. de la *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour* (4^{me} éd., 1932).

Désignation éventuelle de deux arbitres et d'un surarbitre :

Traité d'amitié et de non-agression, de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation entre la Turquie et la Yougoslavie. — Belgrade, 27 novembre 1933.

Traités de paix et conventions diverses.

Désignation éventuelle d'un arbitre et d'un tiers-arbitre :

Traité d'amitié entre l'Iran et la Suisse. — Berne, 25 avril 1934.

Convention provisoire réglant la circulation aérienne entre la Hongrie et la Suisse. — Berne, 18 juin 1935.

Désignation éventuelle d'un tiers-arbitre :

Traité d'amitié, d'établissement et de commerce entre le Danemark et l'Iran. — Téhéran, 20 février 1934.

2. — *En vertu d'un contrat de droit privé.* (Voir E 1, pp. 152-153 ; E 2, pp. 97-98 ; E 5, p. 150 ; E 7, pp. 180-181 ; E 8, p. 149 ; E 9, pp. 76-77 ; E 10, pp. 57-58 ; E 11, p. 65 ; E 12, p. 126.)

Depuis le 15 juin 1936, il n'a pas été notifié de contrat de droit privé par lequel le Président serait éventuellement prié d'effectuer une nomination.

* * *

Requêtes de
personnes
privées contre
un gouverne-
ment.

Il arrive fréquemment que des personnes privées s'adressent à la Cour dans le dessein de lui soumettre des affaires qui les mettent aux prises avec un gouvernement. Ce sont en général des recours en indemnité pour dépossession, qui naissent le plus souvent du fait que les requérants ont perdu leur statut national primitif sans en avoir acquis un autre et se voient opposer pour ce motif, par les tribunaux auxquels ils ont fait appel, une fin de non-recevoir. La plupart de ces conflits ont surgi dans les pays qui ont subi des remaniements territoriaux ; par exemple, des titulaires de pensions (anciens fonctionnaires, mutilés de guerre, veuves) qui ont changé de nationalité se plaignent de se voir refuser leurs pensions par l'État au service duquel ils se sont trouvés ainsi que par l'État successeur. Il se présente aussi souvent des recours en indemnité pour préjudices causés par la guerre, pour dettes nées avant la guerre et pour dévalorisation d'avoirs en numéraire et en titres. Il est également arrivé que des particuliers ont voulu interjeter appel contre des décisions d'un tribunal arbitral mixte. (Cf., dans la *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour*, 4^{me} éd., 1932, p. 620, l'Accord de Paris du 28 avril 1930.)

Le Premier Rapport annuel (pp. 153 *et sqq.*), le Troisième Rapport annuel (pp. 108 *et sqq.*), le Cinquième Rapport annuel

(pp. 151 *et sqq.*), le Septième Rapport annuel (pp. 182 *et sqq.*), le Neuvième Rapport annuel (pp. 77 *et sqq.*) et le Onzième Rapport annuel (pp. 66 *et sqq.*) ont donné quelques exemples qui montrent de quelle nature sont en général ces demandes, auxquelles le Greffier oppose toujours une fin de non-recevoir fondée sur l'article 34 du Statut de la Cour, où il est stipulé que « seuls, les États ou les Membres de la Société des Nations ont qualité pour se présenter devant la Cour ».

En voici quelques nouveaux exemples¹ :

Le mari de l'intéressée, Allemand, était, avant la guerre, employé de chemins de fer en Haute-Silésie polonaise ; à l'époque du plébiscite, il demanda à rester Allemand. En 1922 il fut, contre son désir, transféré à l'Administration polonaise des chemins de fer à Katowice, mais, comme il résidait du côté allemand de la frontière, il subit des pertes sérieuses du fait que son salaire lui était payé en monnaie polonaise. En 1924, il fut contraint d'opter pour la Pologne. Lorsqu'en 1934 il eut atteint l'âge de la retraite, cette retraite lui fut refusée pour divers motifs. Il allègue que la manière d'agir des autorités polonaises et allemandes lui a fait perdre de l'argent, et la Cour est priée d'intervenir en sa faveur.

L'intéressé est ressortissant tchécoslovaque, vivant actuellement à Prague. Possesseur de deux affaires qu'il exploitait en Allemagne, il dit avoir été boycotté comme étranger et, après avoir fait en vain appel aux autorités, avoir été contraint de cesser ses activités. Il allègue que, selon les traités de commerce entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie, il avait droit au même traitement qu'un ressortissant allemand, et il demande à la Cour de l'aider à poursuivre le Gouvernement allemand.

L'intéressé, Sarrois, est entré avant la guerre au service de l'Administration prussienne des chemins de fer et, après la guerre, est passé au service des chemins de fer de la Sarre sous la Commission du gouvernement du territoire. En 1930, il avait obtenu la situation d'employé permanent et ne pouvait en conséquence être congédié que pour faute grave. Après le plébiscite, il fut informé que le Gouvernement allemand, exerçant le droit que lui réservait l'Accord de Rome, conclu avec la Commission du gouvernement, refusait de le reprendre. Mis à la retraite, il réclame maintenant le montant de la différence entre sa retraite et le plein traitement auquel il aurait eu droit jusqu'à sa 65^{me} année, ainsi que le maximum de la pension viagère accordée aux employés après 65 ans. Il soutient que l'Accord de Rome était destiné à sauvegarder les droits des fonctionnaires du Territoire de la Sarre. Le Secrétariat de Genève ayant déclaré n'avoir pas compétence en l'espèce, l'intéressé s'adresse à la Cour.

Une union d'officiers autrichiens mis d'office à la retraite s'adresse à la Cour en faveur de certains de ses membres qui, après la guerre, optèrent pour l'Autriche. En 1923, les États successeurs conclurent

¹ Les résumés rapportent les faits tels que les présentent les requêtes ; le Greffe ne saurait évidemment assumer aucune responsabilité quant à l'exactitude de ces faits.

un accord qui réglait l'octroi de pensions à ces anciens officiers ; cet accord entra en vigueur en 1930. L'Autriche, cependant, fait valoir que les optants sont soumis à la loi autrichienne et ne peuvent être admis au bénéfice de l'accord. Les intéressés allèguent que l'Autriche, Partie contractante à l'accord, ne peut elle-même être juge des obligations assumées par elle en vertu dudit accord. Ils demandent quelle est la juridiction internationale devant laquelle ils pourraient faire valoir leur revendication.

L'intéressé, ressortissant italien vivant à Vienne, allègue qu'en vertu du Traité de Trianon le Gouvernement hongrois lui doit une somme d'argent. En 1915, un vapour hongrois s'abrita dans un port d'Espagne sous la pression des circonstances et y vendit une cargaison de bois qui était la propriété de l'intéressé. Le Gouvernement hongrois expropria le navire et le remit, en vertu du traité de paix, au Gouvernement italien, qui porta la pleine valeur de ce navire au crédit du Gouvernement hongrois. L'intéressé fait valoir que, selon le traité, la Hongrie était tenue, avant de remettre le navire, de satisfaire toutes les créances que détenaient de tierces parties sur ce navire. Quand il s'adressa aux autorités hongroises en 1931 pour obtenir son argent, il lui fut simplement répondu qu'il aurait dû présenter plus tôt sa demande.

Les deux intéressées, Autrichiennes de naissance, étaient, avant la guerre, employées au service des postes, télégraphes et téléphones à Trieste ; leur emploi leur fut confirmé en 1919 par l'Administration italienne. En 1928, lors du transfert du service des téléphones à des sociétés privées, les deux employées furent mises en disponibilité. Elles avaient presque achevé les quinze ans de service qui leur donnaient droit à une pension de retraite, et se trouvent depuis 1928 sans moyen d'existence. Elles se plaignent d'avoir été injustement traitées, par comparaison avec les fonctionnaires des autres branches de l'administration, et, ayant épuisé les voies d'appel aux autorités italiennes, demandent aide à la Cour.

L'intéressé est né en Belgique, en 1901, de parents belges qui, en 1893, ont été naturalisés Allemands comme résidant en Alsace-Lorraine. Il a servi pendant une courte période à la fin de la guerre, comme volontaire dans la Légion étrangère. En 1921, il fut appelé sous les drapeaux en Belgique, mais exempté en raison de son service durant la guerre. Depuis quelque temps il vit en France, mais, là et en Belgique, les autorités lui ont dit qu'il était Allemand. Il s'est adressé à la police allemande, qui l'a informé qu'aux termes du Traité de Versailles il est maintenant Français et non Allemand. Il demande à la Cour de déterminer sa nationalité.

L'intéressé, qui appartient à la minorité allemande en Haute-Silésie polonaise, fut blessé pendant la guerre et se vit accorder une pension pour incapacité partielle. En 1919, il obtint du travail dans les mines, mais fut congédié en 1927 par les Polonais comme membre de la minorité allemande. Sa pension, réduite d'un tiers à ce moment, lui fut complètement supprimée en 1934. Il réclame d'urgence que sa pension lui soit rendue, afin d'avoir de quoi vivre.

L'intéressé est dentiste, domicilié depuis 1905 dans une ville située à cette époque sur le territoire de l'Empire austro-hongrois, mais passée depuis sur le territoire d'un État successeur. Aux termes du Traité de Trianon, il a perdu la nationalité hongroise. Toutes les tentatives faites par lui pour acquérir la nationalité tchécoslovaque sont restées vaines, bien qu'il ait servi dans l'armée tchèque et qu'il ait obtenu son diplôme à l'Institut dentaire tchèque à Prague. Il demande à la Cour de s'adresser à la Tchécoslovaquie pour obtenir que la nationalité tchécoslovaque lui soit conférée.

L'intéressé, ancien commissaire de police sous la Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre, demande si la Cour est en mesure de trancher en sa faveur une revendication introduite contre la Société des Nations, en vue d'obtenir le paiement d'une pension ou la continuation de son emploi, ainsi qu'une indemnité pour pertes subies durant son temps de service sous la Commission de gouvernement. Il ne peut faire appel à la Cour suprême du plébiscite à Sarrebruck, parce qu'il n'a pas résidé, durant les trois années requises, sur le territoire de la Sarre.

L'intéressé demande à la Cour de déterminer sa nationalité. Son père, Alsacien, était passé en Allemagne après la guerre de 1870 et avait épousé une Allemande. Lui-même a épousé une Allemande en 1903. Durant quarante ans, il était en possession d'une patente de colporteur, qui lui a été retirée en 1934 sans qu'aucune raison lui ait été fournie. En réponse à ses demandes, on lui a dit qu'il était Français, ayant été traité comme tel depuis 1919. En mai 1934, les autorités allemandes l'ont informé qu'il avait cessé d'être Français pour devenir Allemand. Son passeport français n'a pu, pour ce motif, être renouvelé.

L'intéressé est un ancien maître d'école de Haute-Silésie, qui fut pensionné en 1917 par le Gouvernement allemand. Il demande à la Cour d'appuyer la revendication présentée par lui contre le Gouvernement polonais, ce dernier ayant réduit sa pension annuelle de 2.800 marks allemands à 120 zlotys. Il allègue que cette réduction constitue une infraction aux engagements qu'a pris la Pologne en signant les traités et accords qui règlent le partage de la Haute-Silésie.

CHAPITRE IV

SESSIONS ET DÉCISIONS DE LA COUR;
RÔLE GÉNÉRAL¹

(Voir E 12, p. 129.)

La liste à la page 83 indique les dates des sessions tenues par la Cour jusqu'au 1^{er} février 1936, date de l'entrée en vigueur du Statut amendé conformément au Protocole du 15 septembre 1929. A partir du 1^{er} février 1936, la liste indique pour chaque année judiciaire et jusqu'au 10 juillet 1937 les périodes pendant lesquelles la Cour a siégé.

Liste des sessions.

* * *

Aux pages 84 à 98 est reproduite la liste des arrêts et avis, ainsi que de certaines ordonnances participant de la nature des arrêts, rendus par la Cour pendant les trente-cinq sessions tenues par elle jusqu'au 1^{er} février 1936 et pendant les années judiciaires 1936 et 1937, jusqu'au mois de juillet 1937. Cette liste indique : 1) le sommaire de chaque décision ; 2) le Rapport annuel où elle a été résumée, et 3) les numéros des publications de la Cour où ont paru ou paraîtront le texte de la décision ainsi que les documents y afférents.

Liste des arrêts et avis, etc.

* * *

Le Onzième Rapport annuel a reproduit, aux pages 88 à 121, une liste chronologique et un index par sujet des ordonnances rendues par la Cour ou par son Président jusqu'au 1^{er} janvier 1935. Ces tables portaient sur toutes les ordonnances, tant sur celles qui participent de la nature des arrêts (mesures conservatoires, jonction de requêtes, clôture, etc.) et qui sont mentionnées dans la liste des arrêts et avis, que sur celles qui

Index des ordonnances.

¹ Comme pour les Neuvième, Dixième, Onzième et Douzième Rapports annuels, le présent Rapport groupe dans le chapitre IV les données qui, pour les Rapports 1 à 8, étaient réunies dans l'introduction aux chapitres IV et V.

avaient été rendues exclusivement « pour la direction du procès » (art. 48 du Statut). Le Douzième Rapport annuel (pp. 146-153) reproduisait les données destinées à compléter ces tables pour la période du 1^{er} juin 1935 au 15 juin 1936. Ci-après sont reproduites les données relatives à la période du 15 juin 1936 au 1^{er} juillet 1937.

Dans la table du Onzième Rapport annuel, la grande majorité des références visaient les volumes des Séries A, B, A/B et C des publications de la Cour. Les autres références visaient les dossiers de la Cour : il s'agissait, dans ces derniers cas, d'ordonnances qui n'avaient pas été imprimées et publiées. En ce qui concerne la table contenue dans le présent Rapport, on remarquera que, pour quelques ordonnances récentes, il n'est pas donné de référence aux pages et, dans certains cas, aux volumes : il s'agit alors d'ordonnances destinées à être publiées dans les prochains volumes de la Série C, volumes dont la mise en pages n'a pas encore été faite ou dont la numérotation n'a pu être fixée.

* * *

Rôle général. Les tableaux qui figurent aux pages 112 à 117 reproduisent les folios du rôle général qui ont fait l'objet de nouvelles inscriptions depuis le 15 juin 1936.

DATES DES SESSIONS TENUES PAR LA COUR

(Périodes pendant lesquelles la Cour a siégé.)

Numéro d'ordre.		Année.	Date	
			d'ouverture.	de clôture.
<i>Préliminaire</i>	—	1922	30 janv.	24 mars
Première	O ¹	»	15 juin	12 août
Deuxième	E	1923	8 janv.	7 févr.
Troisième	O	»	15 juin	15 sept.
Quatrième	E	»	12 nov.	6 déc.
Cinquième	O	1924	16 juin	4 sept.
Sixième	E	1925	12 janv.	26 mars
Septième	E	»	14 avril	16 mai
Huitième	O	»	15 juin	19 juin
			15 juillet	25 août
Neuvième	E	»	22 oct.	21 nov.
Dixième	E	1926	2 févr.	25 mai
Onzième	O	»	15 juin	31 juillet
Douzième	O	1927	15 juin	16 déc.
Treizième	E	1928	6 févr.	26 avril
Quatorzième	O	»	15 juin	13 sept.
Quinzième	E	»	12 nov.	21 nov.
Seizième	E	1929	13 mai	12 juillet
Dix-septième	O	»	17 juin	10 sept.
Dix-huitième	O	1930	16 juin	26 août
Dix-neuvième	E	»	23 oct.	6 déc.
Vingtième	O	1931	15 janv.	21 févr.
Vingt-et-unième	E	»	20 avril	15 mai
Vingt-deuxième	E	»	16 juillet	15 oct.
Vingt-troisième	E	1931-32	5 nov.	4 févr.
Vingt-quatrième	O	1932	1 ^{er} févr.	8 mars
Vingt-cinquième	E	»	18 avril	11 août
Vingt-sixième	E	1932-33	14 oct.	5 avril
Vingt-septième	O	1933	1 ^{er} févr.	19 avril
Vingt-huitième	E	»	10 mai	16 mai
Vingt-neuvième	E	»	10 juillet	29 juillet
Trentième	E	»	20 oct.	15 déc.
Trente-et-unième	O	1934	1 ^{er} févr.	22 mars
Trente-deuxième	E	»	15 mai	1 ^{er} juin
Trente-troisième	E	»	22 oct.	12 déc.
Trente-quatrième	O	1935	1 ^{er} févr.	10 avril
Trente-cinquième	E	»	28 oct.	4 déc.
		Année judiciaire 1936 :	1 ^{er} févr.	17 mars
			28 avril	19 mai
			3 juin	25 juin
			26 oct.	16 déc.
		Année judiciaire 1937 :	3 mai	10 juillet

¹ O : Session ordinaire. — E : Session extraordinaire.

LISTE DES ARRÊTS, ORDONNANCES ET AVIS

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Désignation du délégué ouvrier à la Conférence internationale du Travail. Date : 31 VII 22. Rôle gén. : 2. (Avis n° 1.)	Conférences internationales du Travail. Désignation des délégués non gouvernementaux ; devoirs des gouvernements. Art. 389, al. 3, du Traité de Versailles.	E 1, p. 179	B 1 ; C 1.
Organisation internationale du Travail et les conditions du travail dans l'agriculture. Date : 12 VIII 22. Rôle gén. : 1. (Avis n° 2.)	Organisation internationale du Travail. Sa compétence en matière agricole. L'« industrie » (Partie XIII du Traité de Versailles) comprend l'agriculture. Sources pour l'interprétation d'un texte : la manière dont il s'est trouvé appliqué et ses travaux préparatoires.	E 1, p. 183	B 2 et 3 ; C 1.
Organisation internationale du Travail et les moyens de production agricole. Date : 12 VIII 22. Rôle gén. : 3. (Avis n° 3.)	Organisation internationale du Travail. Sa compétence en matière de production (agricole ou autre).	E 1, p. 183	B 2 et 3 ; C 1.
Décrets de nationalité en Tunisie et au Maroc. Date : 7 II 23. Rôle gén. : 4. (Avis n° 4.)	Conseil de la S. d. N. Compétence exclusive d'une Partie à un différend (art. 15, al. 8, du Pacte). Les questions de nationalité sont en principe d'ordre intérieur ; mais n'est pas d'ordre intérieur une question qui implique l'interprétation d'actes internationaux.	E 1, p. 188	B 4 ; C 2, et vol. supplément.
Statut de la Carélie orientale. Date : 23 VII 23. Rôle gén. : 7. (Avis n° 5.)	Différend entre un Membre de la S. d. N. et un État non Membre (art. 17 du Pacte). Le consentement des États comme condition du règlement en droit du différend. Refus par la Cour de donner un avis à elle demandé. Motifs du refus.	E 1, p. 193	B 5 ; C 3, vol. I et II.
Vapeur <i>Wimbledon</i> . Date : 17 VIII 23. Rôle gén. : 5. (Arrêt n° 1.)	Légitimation du demandeur. Régime du canal de Kiel ; voies d'eau intérieures et canaux maritimes ; temps de paix et temps de guerre : belligérants et neutres. Interprétations restrictives. Neutralité et souveraineté. — Le droit d'intervenir en vertu de l'art. 63 du Statut de la Cour.	E 1, p. 159	A 1 ; C 3, vol. I, II, et vol. supplém.
Colons allemands en Pologne.	Conseil de la S. d. N. Sa compétence en matière de minorités. Les contrats de droit privé et la succession d'États. Détermina-	E 1, p. 197	B 6 ; C 3,

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Date : 10 IX 23. Rôle gén. : 6. (Avis n° 6.)	tion de la date du transfert de souveraineté sur un territoire cédé. Traité polonais de Minorités. Traité de Versailles, art. 256.		vol. I, III ¹ et III ^u .
Acquisition de la nationalité polonaise. Date : 15 IX 23. Rôle gén. : 8. (Avis n° 7.)	Conseil de la S. d. N. Sa compétence sur les questions de nationalité en vertu des Traités de Minorités. Influence du transfert d'un territoire sur la nationalité des habitants. Conditions d'acquisition de la nationalité : origine, domicile (Traité de Minorités avec la Pologne, art. 4).	E I, p. 203	B 7 ; C 3, vol. I, III ¹ et III ^u .
Frontière polono-tchécoslovaque (affaire de Jaworzina). Date : 6 XII 23. Rôle gén. : 9. (Avis n° 8.)	Conférence des Ambassadeurs. Caractère arbitral de certaines de ses décisions. Sa compétence pour les interpréter. Fixation d'une ligne frontière. Pouvoirs des commissions de délimitation.	E I, p. 208	B 8 ; C 4.
Concessions Mavrommatis en Palestine (compétence). Date : 30 VIII 24. Rôle gén. : 12. (Arrêt n° 2.)	Nature d'une exception d'incompétence. Des négociations comme condition préalable d'une instance. La notion de « contrôle public ». Des obligations internationales acceptées par le mandataire. Des concessions que maintient le Protocole XII de Lausanne. De la rétroactivité et des considérations de forme en droit international.	E I, p. 164	A 2 ; C 5.
Monastère de Saint-Naoum (frontière serbo-albanaise). Date : 4 IX 24. Rôle gén. : 13. (Avis n° 9.)	Conférence des Ambassadeurs. Caractère définitif de certaines de ses décisions. Sa compétence pour les reviser. Existence d'une erreur essentielle ou d'un fait nouveau.	E I, p. 214 ; E 2, p. 139	B 9 ; C 5—II.
Interprétation du par. 4 de l'annexe suivant l'art. 179 du Traité de Neuilly. Date : 12 IX 24. Rôle gén. : 11. (Arrêt n° 3.)	Extension personnelle et territoriale de l'application du par. 4. Rapports entre les « actes commis » et les réparations.	E I, p. 175	A 3 ; C 6.
Échange des populations grecques et turques. Date : 21 II 25. Rôle gén. : 15. (Avis n° 10.)	Établissement et domicile. Législation nationale comme moyen d'interprétation d'actes internationaux. Commission mixte : compétence concurrente des tribunaux nationaux.	E I, p. 219	B 10 ; C 7—I.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
<p>Interprétation de l'Arrêt n° 3 (interprétation du par. 4 de l'annexe suivant l'art. 179 du Traité de Neuilly). Date : 26 III 25. Rôle gén. : 14. (Arrêt n° 4.)</p>	<p>Demande d'interprétation en vertu de l'art. 60 du Statut.</p>	<p>E 1, p. 177</p>	<p>A 3 et 4 ; C 6, vol. supplém.</p>
<p>Concessions Mavrommatis en Palestine (fond). Date : 26 III 25. Rôle gén. : 10. (Arrêt n° 5.)</p>	<p>Conditions pour la validité des concessions Mavrommatis à Jérusalem. La violation partielle ou transitoire d'une obligation internationale suffit à établir la responsabilité. Pas d'indemnité si un lien de causalité entre la violation et le dommage n'est pas prouvé. Protocole XII : droit à la réadaptation des concessions valides.</p>	<p>E 1, p. 171</p>	<p>A 5 ; C 7—II.</p>
<p>Service postal polonais à Dantzig. Date : 16 v 25. Rôle gén. : 16. (Avis n° 11.)</p>	<p>Caractère définitif d'une décision en droit international. Force obligatoire des motifs et du dispositif d'une sentence. Valeur relative du texte d'une sentence et de l'intention de l'arbitre. Interprétation restrictive d'un texte : conditions.</p>	<p>E 1, p. 224 ; E 2, p. 141</p>	<p>B 11 ; C 8.</p>
<p>Intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise (compétence). Date : 25 VIII 25. Rôle gén. : 19. (Arrêt n° 6.)</p>	<p>Des négociations diplomatiques comme condition préalable à l'introduction d'une instance. Interprétation de l'art. 23 de la Convention de H.-Silésie. Faculté pour la Cour de motiver son jugement quant aux exceptions par des éléments appartenant au fond de l'affaire. Sa compétence pour interpréter incidemment, aux mêmes fins, des actes autres que la convention invoquée. Litispendance : La Cour et les tribunaux arbitraux mixtes. La notification de l'intention d'exproprier constitue une restriction au droit de propriété.</p>	<p>E 2, p. 102</p>	<p>A 6 ; C 9—I.</p>
<p>Frontière entre la Turquie et l'Irak (aff. de Mossoul). Date : 21 XI 25. Rôle gén. : 20. (Avis n° 12.)</p>	<p>Conseil de la S. d. N. Nature de ses attributions en vertu de l'art. 3 du Traité de Lausanne ; sentence arbitrale, recommandation, médiation. La volonté commune des Parties, source de compétence. Dans le doute, les décisions du Conseil, autres que celles de procédure, sont prises à l'unanimité (art. 5 du Pacte), le vote des Parties en cause non compté (art. 15 du Pacte).</p>	<p>E 2, p. 142</p>	<p>B 12 ; C 10.</p>

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
<p>Intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise (fond). Date : 25 v 26. Rôle gén. : 18, 18 bis. (Arrêt n° 7.)</p>	<p>La Cour peut rendre des arrêts déclaratoires. Compatibilité de la loi polonaise du 14 juillet 1920 et de la Convention de H.-Silésie. Les dérogations au principe du respect des droits acquis sont de nature exceptionnelle. Droit pour la Pologne de se prévaloir de la Convention d'armistice et du Protocole de Spa du 1^{er} déc. 1918. La capacité d'aliéner de l'Allemagne après le Traité de Versailles. — Forme d'une notification d'expropriation. Interprétation de l'art. 9 de la Convention de H.-Silésie : la notion des « dommages de mine ». La notion du « contrôle » d'après la Convention de H.-Silésie. Preuves de l'acquisition de la nationalité. Pour les questions de liquidation, on peut assimiler une commune à une personne. De la notion de domicile.</p>	<p>E 2, p. III</p>	<p>A 7 ; C II, vol. I, II et III.</p>
<p>Organisation internationale du Travail et le travail personnel du patron. Date : 23 VII 26. Rôle gén. : 21. (Avis n° 13.)</p>	<p>L'Organisation internationale du Travail. Sa compétence accessoire en matière de travail patronal. Parallèle avec l'Avis n° 3. Les pouvoirs discrétionnaires de l'Organisation et leur limite ; l'art. 423 du Traité de Versailles.</p>	<p>E 3, p. 131</p>	<p>B 13 ; C 12.</p>
<p>Dénonciation du Traité sino-belge du 2 nov. 1865. Date : 8 I 27. Rôle gén. : 22. (Ordonnance.)</p>	<p>Nécessité des mesures conservatoires en l'espèce. L'objet des mesures conservatoires est la sauvegarde des droits des Parties au cours de l'instance, le préjudice causé par la violation de ces droits pouvant être irrémédiable. Indication desdites mesures.</p>	<p>E 3, p. 125</p>	<p>A 8 ; C 16—I.</p>
<p>Retrait, à la requête du demandeur, des mesures conservatoires indiquées par l'ordonnance du 8 I 27. Date : 15 II 27. Rôle gén. : 22. (Ordonnance.)</p>	<p>Du fait de la conclusion entre les plaideurs d'un <i>modus vivendi</i> comportant un règlement provisoire de la situation, abstraction faite des droits en jeu, le demandeur ne saurait être ultérieurement admis à invoquer la violation d'un de ces droits ; l'ordonnance précédente, ayant eu pour but de les sauvegarder, est désormais devenue sans objet.</p>	<p>E 3, p. 129</p>	<p>A 8 ; C 16—I.</p>
<p>Demande en indemnité relative à l'usine de Chorzów (compétence). Date : 26 VII 27.</p>	<p>Sens et portée de la Convention de Genève et notamment de son art. 23. En vertu de cet article, la Cour connaît de différends portant sur l'application comme sur l'applicabilité des art. 6 à 22 de ladite convention ; la notion d'application par rapport au défaut d'application, et la compétence en</p>	<p>E 4, p. 147</p>	<p>A 9 ; C 13—I.</p>

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Rôle gén. : 26. (Arrêt n° 8.)	matière d'application par rapport à la compétence pour connaître des actions en réparation de préjudice introduits du chef de défaut d'application. Conflits de compétence dans l'ordre international.		
Affaire du <i>Lotus</i> . Date : 7 IX 27. Rôle gén. : 24. (Arrêt n° 9.)	Les termes du compromis. Les « principes du droit international » au sens de l'art. 15 de la Convention de Lausanne. De la souveraineté des États, fondement du droit international, comme critère pour la compétence des tribunaux de l'un d'entre eux : prétention à compétence fondée sur 1) la nationalité de la victime ; 2) le pavillon du navire où s'est trouvée la victime. Du principe de la liberté des mers. De l'indivisibilité des éléments d'un délit, source d'une concurrence de juridictions.	E 4, p. 157	A 10 ; C 13—II.
Réadaptation des concessions Mavrommatis à Jérusalem (compétence). Date : 10 X 27. Rôle gén. : 28. (Arrêt n° 10.)	Mandat pour la Palestine (art. 26). La Cour est compétente pour connaître d'une violation alléguée du Protocole de Lausanne dans tous les cas — mais seulement dans ces cas — où la violation relèverait de l'exercice de pleins pouvoirs pour décider quant au <i>public control</i> (art. 11). Cette condition faisant défaut en l'espèce, il n'est pas besoin d'examiner les autres moyens de défense invoqués.	E 4, p. 167	A 11 ; C 13— III.
Demande de mesures conservatoires en l'affaire relative à l'usine de Chorzów (indemnités). Date : 21 XI 27. Rôle gén. : 25. (Ordonnance.)	Demande de mesures conservatoires et conclusions quant au fond. Composition de la Cour.	E 4, p. 155	A 12 ; C 15—II.
Compétence de la Commission européenne du Danube. Date : 8 XII 27. Rôle gén. : 23. (Avis n° 14.)	Le droit en vigueur sur le Danube. En ce qui concerne la compétence de la C. E. D., le Statut définitif consacre la situation de fait existant avant la guerre. Détermination de cette situation. Les principes de liberté de navigation et d'égalité des pavillons, principes dont la C. E. D. doit assurer l'application, permettent d'établir le départ entre la compétence de la C. E. D. et celle de l'État territorial.	E 4, p. 191 ; E 5, p. 209	B 14 ; C 13—IV (4 vol.).
Interprétation des Arrêts nos 7 et 8 (usine de Chorzów).	Conditions requises pour l'admissibilité d'une demande en interprétation (art. 60 du Statut) ; la notion d'interprétation. Sens et portée du point litigieux de l'Arrêt n° 7. La Cour n'a pas rendu en l'espèce une décision	E 4, p. 175	A 13 ; C 13—V.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Date : 16 XII 27. Rôle gén. : 30. (Arrêt n° 11.)	conditionnelle ; du principe de la chose jugée (art. 59 du Statut).		
Dénonciation du Traité sino-belge du 2 nov. 1865. Date : 21 II 28. Rôle gén. : 22. (Ordonnance.)	Prorogation de délai.	E 4, p. 144	A 14 ; C 16—I.
Compétence des tribunaux de Dantzig. Date : 3 III 28. Rôle gén. : 29. (Avis n° 15.)	Un acte international ne constitue pas une source directe de droits et d'obligations à l'égard des personnes du droit interne, sauf intention contraire des Parties résultant 1) du texte même, et 2) des faits relatifs à son application. Fondement de la compétence des tribunaux de Dantzig. Obligation d'exécuter les sentences rendues, sous réserve d'un droit de recours dans l'ordre international. Une Partie devant la Cour ne saurait se prévaloir d'un moyen fondé sur l'inexécution par elle-même de ses engagements internationaux.	E 4, p. 203	B 15 ; C 14—I.
Droits de minorités en Haute-Silésie (écoles minoritaires). Date : 26 IV 28. Rôle gén. : 31. (Arrêt n° 12.)	Exception d'incompétence : stade de la procédure auquel elle peut être soulevée. La compétence de la Cour est fondée sur le consentement des Parties, exprès, tacite, implicite. Le fait de plaider au fond démontre la volonté d'obtenir un arrêt sur le fond. Fin de non-recevoir : Nature des juridictions du Conseil de la S. d. N. et de la Cour. Interprétation de la Convention germano-polonaise : Conditions posées à l'admission d'enfants aux écoles minoritaires.	E 4, p. 182	A 15 ; C 14—II.
Dénonciation du Traité sino-belge du 2 nov. 1865. Date : 13 VIII 28. Rôle gén. : 22. (Ordonnance.)	Prorogation de délai.	E 5, p. 190	A 16 ; C 16—I.
Interprétation de l'Accord gréco-turc du 1 ^{er} déc. 1926 (Protocole final, art. IV). Date : 28 VIII 28. Rôle gén. : 35. (Avis n° 16.)	Analyse de la requête adressée à la Cour. Établissement du libellé de la question à laquelle la Cour entend répondre. Attributions de la Commission mixte d'échange en matière de solution de différends. Interprétation des textes pertinents ; l'esprit des textes.	E 5, p. 213	B 16 ; C 15—I.
Demande en indemnité relative à l'usine de	Sens de la requête. Toute violation d'un droit entraîne l'obligation de réparer. La réparation en droit international : dommage subi par un	E 5, p. 171	A 17 ; C 15—II.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Chorzów (fond). Date : 13 IX 28. Rôle gén. : 25. (Arrêt n° 13.)	État ; dommage subi par un particulier. Pertinence en l'espèce de l'art. 256 du Traité de Versailles. Constatation du fait que les sociétés intéressées ont subi un dommage. Son évaluation : fixation des principes et institution d'une expertise. Mode de paiement ; la compensation en droit international.		
<i>Idem.</i> Date : 13 IX 28. Rôle gén. : 25. (Ordonnance.)	Institution d'une expertise. Détermination des faits qui en font l'objet. Composition du Comité d'experts ; sa procédure. Répartition des frais.	E 5, p. 183	A 17 ; C 15—II.
Dénonciation du Traité sino-belge du 2 nov. 1865. Date : 25 V 29. Rôle gén. : 22. (Ordonnance.)	Clôture de la procédure par désistement.	E 5, p. 190	A 18 ; C 16—I.
Demande en indemnité relative à l'usine de Chorzów (fond). Date : 25 V 29. Rôle gén. : 25. (Ordonnance.)	Clôture de la procédure par accord.	E 5, p. 187	A 19 ; C 16—II.
Emprunts serbes émis en France. Date : 12 VII 29. Rôle gén. : 34. (Arrêt n° 14.)	Juridiction de la Cour : recevabilité de la requête, qualité des Parties, objet du litige. Interprétation des contrats : des documents préparatoires, de l'exécution du contrat. Existence de la clause or : sa signification, son efficacité. Loi applicable aux emprunts.	E 5, p. 192	A 20 ; C 16— III.
Emprunts fédéraux brésiliens émis en France. Date : 12 VII 29. Rôle gén. : 33. (Arrêt n° 15.)	Juridiction de la Cour. Interprétation des contrats : des documents préparatoires, de l'exécution du contrat. Existence de la clause or : sa signification, son efficacité. Loi applicable aux emprunts ; appréciation par la Cour de la jurisprudence française, aux termes du compromis.	E 5, p. 202	A 21 ; C 16— IV.
Juridiction territoriale de la Commission internationale de l'Oder. Date : 15 VIII 29. Rôle gén. : 36. (Ordonnance.)	Dans une affaire soumise par compromis, une Partie ne peut prétendre à ne conclure qu'oralement sur l'une des questions posées.	E 6, p. 207	A 23 ; C 17—II.
Zones franches de la Haute-Savoie et du	Il n'appartient pas aux Parties devant la Cour de déroger aux dispositions du Statut. Interprétation du compromis : recherche de la	E 6, p. 192	A 22 ; C 17—I (4 vol.).

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Pays de Gex. Date : 19 VIII 29. Rôle gén. : 32. (Ordonnance.)	volonté commune des Parties et de la construction qui, dans le cadre du Statut, permet d'y donner suite. Définition de la mission de la Cour. Interprétation de l'art. 435 du Traité de Versailles. Fixation d'un délai.	E 6, p. 207	A 23 ; C 17—II.
Jurisdiction territoriale de la Commission internationale de l'Oder. Date : 20 VIII 29. Rôle gén. : 36. (Ordonnance.)	Inadmissibilité comme éléments de preuve de travaux préparatoires auxquels n'ont point participé toutes les Parties en cause.	E 6, p. 207	A 23 ; C 17—II.
Jurisdiction territoriale de la Commission internationale de l'Oder. Date : 10 IX 29. Rôle gén. : 36. (Arrêt n° 16.)	Textes applicables à l'espèce. Compétence de la Commission aux termes du Traité de Versailles. Conditions de l'interprétation d'un texte dans le sens le plus favorable à la liberté des États. Fondement du droit fluvial du Traité de Versailles.	E 6, p. 208	A 23 ; C 17—II.
Communautés gréco-bulgares. Date : 31 VII 30. Rôle gén. : 37. (Avis n° 17.)	Interprétation de la Convention gréco-bulgare d'émigration réciproque du 27 nov. 1919 : les communautés, leurs droits, leur dissolution ; les pouvoirs de la Commission mixte.	E 7, p. 233	B 17 ; C 18—I.
Dantzig et l'Organisation internationale du Travail. Date : 26 VIII 30. Rôle gén. : 38. (Avis n° 18.)	Interprétation de la question posée. Compatibilité de la situation juridique spéciale de la Ville libre et de la qualité de Membre de l'Organisation : conduite par la Pologne des affaires extérieures de la Ville libre, nature des activités de l'Organisation. Admissibilité de la Ville libre, en vertu d'un accord entre la Pologne et la Ville libre, approuvé par la S. d. N.	E 7, p. 242	B 18 ; C 18—II.
Zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex (2 ^{me} phase). Date : 6 XII 30. Rôle gén. : 32. (Ordonnance.)	Interprétation de l'art. 435 du Traité de Versailles : l'ordonnance du 19 août 1929. Respect du droit conventionnel de la Suisse ; respect de la souveraineté française. Mission de la Cour en vertu du compromis d'espèce ; interprétation du compromis. Fixation d'un nouveau délai, à l'expiration duquel sera rendu l'arrêt définitif.	E 7, p. 221	A 24 ; C 19, vol. I, II, III, IV et V.
Accès aux écoles minoritaires allemandes en Haute-Silésie. Date : 15 V 31. Rôle gén. : 40. (Avis.)	Minorités allemandes en Haute-Silésie polonaise. Régime scolaire, admission aux écoles minoritaires, déclaration concernant la langue des enfants. Convention germano-polonaise de Genève, 15 mai 1922, art. 69, 74, 131, 132 et 149. Résolutions du Conseil de la S. d. N. des 12 mars et 8 déc. 1927, instauration exceptionnelle d'examens linguistiques. Arrêt de la C. P. J. I. du 26 avril 1928, Gouv ^t allemand c/ Gouv ^t polonais, interprétation de la convention, effet rétroactif. Portée des examens linguistiques instaurés en 1927 par le Conseil. Force probante des déclarations de langue.	E 7, p. 248	A/B 40 ; C 52.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche (Protocole du 19 mars 1931). Date : 5 IX 31. Rôle gén. : 41. (Avis.)	Traité de paix de Saint-Germain du 10 sept. 1919, art. 88, et Protocole de Genève n° I du 4 oct. 1922. Inaliénabilité de l'indépendance de l'Autriche. Actes de nature à compromettre cette indépendance. Projet d'union douanière austro-allemande. Question de compatibilité.	E 8, p. 206	A/B 41 ; C 53.
Trafic ferroviaire entre la Lithuanie et la Pologne. Date : 15 X 31. Rôle gén. : 39. (Avis.)	Transit par voie ferrée. Pacte de la S. d. N., art. 23 e) ; Convention de Paris relative à Memel de 1924, annexe III, art. 3 ; Convention de Barcelone de 1921 concernant le transit ; Statut, art. 2 et 7. Relations entre la Lithuanie et la Pologne : résolutions du Conseil de la S. d. N. des 10 déc. 1927 et 14 déc. 1928.	E 8, p. 211	A/B 42 ; C 54.
Accès et stationnement des navires de guerre polonais dans le port de Dantzig. Date : 11 XII 31. Rôle gén. : 44. (Avis.)	Relations entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig : le libre et sûr accès à la mer de la Pologne par le port de Dantzig ; la protection de Dantzig par la S. d. N. (défense de la Ville libre). Traité de Versailles, art. 102-104. Convention dantzikopolonaise du 9 nov. 1920, art. 20, 26, 28. Résolutions du Conseil de la S. d. N. des 17 nov. 1920 et 22 juin 1921.	E 8, p. 216	A/B 43 ; C 55.
Traitement des nationaux polonais, etc., à Dantzig. Date : 4 II 32. Rôle gén. : 42. (Avis.)	Statut juridique de la Ville libre de Dantzig. Traité de Versailles du 28 juin 1919 ; Convention de Paris entre la Pologne et la Ville libre du 9 nov. 1920 ; Constitution de la Ville libre ; garantie de la Constitution par la S. d. N. Droit pour la Pologne de soumettre au Haut-Commissaire de la S. d. N. à Dantzig des différends concernant la Constitution (Traité de Versailles, art. 103 ; Convention de Paris, art. 39). Interprétation de l'art. 104 : 5 du Traité de Versailles ; relations entre cette disposition et l'art. 33, al. 1, de la Convention de Paris ; interprétation de cette dernière disposition.	E 8, p. 222	A/B 44 ; C 56.
Accord Caphandaris-Molloff du 9 déc. 1927. Date : 8 III 32. Rôle gén. : 45. (Avis.)	Interprétation de l'Accord Caphandaris-Molloff. Compétence du Conseil de la S. d. N. d'après l'art. 8 dudit accord. Dette bulgare au titre des réparations (Traité de paix de Neuilly du 27 nov. 1919, art. 121 ; Accord de La Haye du 20 janv. 1930 ; Contrat de trust du 5 mars 1931). Dette grecque envers la Bulgarie au titre de l'émigration réciproque et volontaire (Convention de Neuilly du 27 nov. 1919 ; Règlement d'émigration du 6 mars 1922 ; Plan de paiements du 8 déc. 1922 ; Accord Caphandaris-Molloff du 9 déc. 1927). Application aux dites dettes de la proposition Hoover du 20 juin 1931 (rapport du Comité d'experts du 11 août 1931 ; résolutions du Conseil de la	E 8, p. 229	A/B 45 ; C 57.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex. Date : 7 VI 32. Rôle gén. : 32. (Arrêt.)	S. d. N. du 19 sept. 1931 ; Arrangement gréco-bulgare du 11 nov. 1931). Compétence de la Cour en procédure consultative (art. 14 du Pacte de la S. d. N.).	E 8, p. 183	A/B 46 ; C 58.
Interprétation du Statut de Memel (compétence). Date : 24 VI 32. Rôle gén. : 50. (Arrêt.)	Interprétation de l'art. 435, al. 2, du Traité de Versailles, avec ses annexes (note suisse du 5 mai 1919 ; note française du 18 mai 1919) : cette disposition a-t-elle abrogé ou a-t-elle pour but de faire abroger « les stipulations anciennes » relatives aux zones franches suivantes : zone du Pays de Gex ; zone « sarde » ; zone de Saint-Gingolph et zone « lacustre » ? (Traité de Paris des 30 mai 1814 et 20 nov. 1815 ; Acte du Congrès de Vienne du 9 juin 1815 ; déclarations des Puissances des 20 et 29 mars et 20 nov. 1815 ; Protocole du 3 nov. 1815 ; actes d'accession de la Diète helvétique des 27 mai et 12 août 1815 ; Traité de Turin du 16 mars 1816 ; Manifeste, etc., du 9 sept. 1829.) Réglementation du « nouveau régime » des zones franches : Nouveaux moyens présentés dans la dernière phase de la procédure (<i>clausula rebus sic stantibus</i>) ; leur admissibilité. Importations en franchise : pouvoir de la Cour de les régler ; pouvoir de la Cour, s'étant déclarée incompétente pour une partie de la tâche à elle confiée, de rendre un arrêt. Limitations à la compétence de la Cour résultant de la souveraineté des pays en cause. Cordon douanier et cordon de surveillance.	E 8, p. 198	A/B 47 ; C 59.
Territoire sud-est du Groënland. Date : 2 VIII 32. Rôle gén. : 52 et 53. (Ordonnance.)	Jonction de deux requêtes.	E 9, p. 109	A/B 48 ; C 69.
Territoire sud-est du Groënland. Date : 3 VIII 32. Rôle gén. : 52 et 53. (Ordonnance.)	Rejet d'une demande en indication de mesures conservatoires ; art. 41 du Statut : indication de mesures conservatoires à la demande des Parties ou d'office ; indication ultérieure éventuelle de mesures conservatoires réservée.	E 9, p. 109	A/B 48 ; C 69.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Interprétation du Statut de Memel. Date : 11 VIII 32. Rôle gén. : 47. (Arrêt.)	Convention du 8 mai 1924 relative à Memel ; Statut du Territoire de Memel annexé à ladite convention. Interprétation notamment des art. 1, 2 et 17 de la convention, et des art. 2, 6, 7, 10, 12, 16 et 17 du Statut. Pouvoirs du gouverneur du Territoire par rapport : a) à la révocation du président et des membres du Directoire du Territoire ; b) à la constitution d'un Directoire ; c) à la dissolution de la Chambre des Représentants du Territoire. Conditions dans lesquelles ces pouvoirs peuvent être exercés.	E 9, p. 112	A/B 49 ; C 59.
Travail de nuit des femmes. Date : 15 XI 32. Rôle gén. : 48. (Avis.)	La Convention de Washington (1919) concernant « le travail de nuit des femmes » : applicabilité à certaines catégories de femmes, autres que celles qui sont employées à des travaux manuels. Principes d'interprétation. Influence du fait qu'il s'agit d'une convention du travail (Partie XIII du Traité de Versailles). Influence des origines et genèse de la convention (Convention de Berne de 1906). Travaux préparatoires et textes conventionnels adoptés simultanément avec celui de la Convention concernant le travail de nuit des femmes (Convention « des huit heures »).	E 9, p. 121	A/B 50 ; C 60.
Eaux territoriales entre Castellorizo et l'Anatolie. Date : 26 I 33. Rôle gén. : 46. (Ordonnance.)	Prise d'acte du désistement des Parties. Clôture de la procédure.	E 9, p. 126	A/B 51 ; C 61.
Prince von Pless. Date : 4 II 33. Rôle gén. : 49. (Ordonnance.)	Jonction de l'exception préliminaire au fond de l'affaire et fixation de nouveaux délais.	E 9, p. 128	A/B 52 ; C 70.
Groënland oriental. Date : 5 IV 33. Rôle gén. : 43. (Arrêt.)	Déclaration norvégienne d'occupation du 10 juillet 1931 ; sa légalité, sa validité. — Titre danois à la souveraineté sur le Groënland résultant d'un exercice pacifique et continu de l'autorité étatique. Faits établissant l'intention et la volonté d'agir comme souverain et la manifestation ou exercice effectif de cette autorité (avant 1915 ; après 1921). Influence sur ce titre des démarches danoises de 1915 à 1921 en vue d'obtenir la reconnaissance par les Puissances de la souveraineté du Danemark sur l'ensemble du Groënland. — Engagements de la Norvège portant reconnaissance de la souveraineté danoise sur le Groënland, ou obligation de ne pas contester cette souveraineté ou de ne pas occuper des territoires au Groën-	E 9, p. 131	A/B 53 ; C 62 à 67, et vol. annexe (cartes).

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
	land : renonciation expresse ; conclusion d'accords internationaux impliquant la reconnaissance de la souveraineté danoise ; « déclaration Ihlen » (juillet 1919). — Signification du terme « Groënland » : territoires colonisés ou Groënland tout entier. Fardeau de la preuve. Traité de Kiel du 14 janv. 1814. — Convention de Stockholm du 1 ^{er} sept. 1819. Convention de Copenhague du 9 juillet 1924, et notes signées le même jour par les Parties à cette convention.		
Prince von Pless (mesures conservatoires). Date : 11 v 33. Rôle gén. : 49 et 55. (Ordonnance.)	Demande en indication de mesures conservatoires. Prise d'acte des déclarations des Parties relatives à cette demande. Demande devenue sans objet.	E 9, p. 143	A/B 54 ; C 70.
Territoire sud-est du Groënland. Date : 11 v 33. Rôle gén. : 52 et 53. (Ordonnance.)	Prise d'acte du désistement des Parties. Clôture de la procédure.	E 9, p. 146	A/B 55 ; C 69.
Appels contre certains jugements du T.A.M. hungaro-tchécoslovaque. Date : 12 v 33. Rôle gén. : 51, 54, 56, 57. (Ordonnance.)	Prise d'acte du désistement des Parties. Clôture de la procédure.	E 9, p. 147	A/B 56 ; C 68.
Affaire relative à l'administration du prince von Pless. Date : 4 VII 33. Rôle gén. : 49 et 55. (Ordonnance.)	Prorogation des délais.	E 10, p. 121	A/B 57 ; C 70.
Affaire concernant la réforme agraire polonaise et la minorité allemande. Date : 29 VII 33. Rôle gén. : 60. (Ordonnance.)	Demande de mesures conservatoires. Son rejet du fait qu'elle n'est pas considérée comme tendant uniquement à sauvegarder l'objet du différend.	E 10, p. 118	A/B 58 ; C 71.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Affaire relative à l'administration du prince von Pless. Date : 2 XII 33. Rôle gén. : 49 et 55. (Ordonnance.)	Désistement du requérant accepté par le défendeur. Clôture de la procédure.	E 10, p. 121	A/B 59 ; C 70.
Affaire concernant la réforme agraire polonaise et la minorité allemande. Date : 2 XII 33. Rôle gén. : 60. (Ordonnance.)	Désistement du requérant accepté par le défendeur. Clôture de la procédure.	E 10, p. 120	A/B 60 ; C 71.
Appel contre une sentence du T.A.M. hungaro-tchécoslovaque (Université Peter Pázmány c/ État tchécoslovaque). Date : 15 XII 33. Rôle gén. : 58. (Arrêt.)	Sentence du T. A. M. hungaro-tchécoslovaque du 3 févr. 1933 ; son bien-fondé quant à la compétence et quant au fond. — La C. P. J. I. comme « instance d'appel » : art. X de l'Accord II signé à Paris le 28 avril 1930. — Art. 250 du Traité de Trianon : conditions de son application. — L'Université de Budapest, personne morale, de nationalité hongroise (art. 246 du Traité de Trianon). Droit de propriété de l'Université sur certains biens-fonds situés en territoire transféré. Caractère de ces biens-fonds comme biens privés au sens du traité. Nature des mesures visées par l'art. 250 du Traité de Trianon ; cf. art. 232 et l'annexe suivant l'art. 233 : question de la « différentialité ». Les biens dont il s'agit, objet de mesures discriminatoires d'administration forcée et de surveillance au sens de l'article. Droit de l'Université à la restitution de ces biens libérés desdites mesures. Art. 249 et 256 du Traité de Trianon ; Protocole signé à Paris le 26 avril 1930.	E 10, p. 122	A/B 61 ; C 72, 73.
Affaire franco-hellénique des phares. Date : 17 III 34. Rôle gén. : 59. (Arrêt.)	Contrat de concession conclu en 1913 entre le Gouvernement ottoman et une société française, visant entre autres des territoires ultérieurement cédés à la Grèce. — Interprétation du compromis, eu égard au Protocole XII de Lausanne (24 juill. 1923) et aux travaux préparatoires. — Objet du contrat, eu égard à l'intention des Parties. — Validité du contrat de concession en droit ottoman ; art. 36 de la Constitution turque de 1876 (amendé en 1909) ; loi turque de 1910 sur les concessions. — Opposabilité du contrat à la Grèce, eu égard à l'occupation militaire de certains territoires lors de la conclusion du contrat, ainsi qu'au Protocole XII de Lausanne.	E 10, p. 129	A/B 62 ; C 74.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Affaire Oscar Chinn. Date : 12 XII 34. Rôle gén. : 61. (Arrêt.)	Décision ministérielle imposant à une société de transports fluviaux au Congo belge contrôlée par le Gouvernement la réduction de ses tarifs, contre promesse de remboursement — éventuellement temporaire — de ses pertes. — Convention de Saint-Germain du 10 sept. 1919 portant révision de l'Acte général de Berlin du 26 févr. 1885 et de l'Acte général et de la Déclaration de Bruxelles du 2 juillet 1890. Principes de la liberté de la navigation, de la liberté du commerce et de l'égalité de traitement. — Droit international général : principe du respect des droits acquis. — « Monopole de fait » ; situation spéciale accordée à une société contrôlée ; concurrence commerciale. Discrimination fondée sur la nationalité. Intérêts par opposition aux droits acquis.	E II, p. 125	A/B 63 ; C 75.
Écoles minoritaires en Albanie. Date : 6 IV 35. Rôle gén. : 62. (Avis.)	Déclaration albanaise du 2 oct. 1921 relative à la protection des minorités. — Principes généraux des traités de minorités. — Notions d'« égalité de droit » et d'« égalité en droit et en fait ». — Obligation de permettre aux minorités de créer et de maintenir des écoles privées.	E II, p. 131 ; E 12, p. 159	A/B 64 ; C 76.
Constitution de la Ville libre de Dantzig. Date : 4 XII 35. Rôle gén. : 63. (Avis.)	Élément international du problème soulevé par la contestation du caractère constitutionnel des décrets-lois du 29 août 1935 (rapport Ishii du 17 nov. 1920 ; Avis consultatif de la Cour du 4 févr. 1932). — Modifications apportées par ces décrets au droit pénal antérieurement en vigueur. — Principes de la Constitution de Dantzig : la Ville libre est un <i>Rechtsstaat</i> (État de droit) ; la Constitution tend à garantir les droits fondamentaux des individus (art. 71, 74, 85 et 79). — Incompatibilité des décrets avec ce dernier principe ainsi qu'avec les dispositions qui l'expriment.	E 12, p. 167	A/B 65 ; C 77.
Affaire Pajzs, Csáky, Esterházy (exception préliminaire). Date : 23 V 36. Rôle gén. : 65, 66. (Ordonnance.)	Jonction des exceptions au fond et fixation de nouveaux délais.	E 12, p. 172	A/B 66 ; C 79, 80.
Affaire Losinger & Cie, S. A. (exception préliminaire). Date : 27 VI 36. Rôle gén. : 64, 67. (Ordonnance.)	Jonction de l'exception au fond et fixation de nouveaux délais.	E 12, p. 176	A/B 67 ; C 78.

Titre.	Sommaire.	Résumé.	Actes et documents.
Affaire Pajzs, Csáky, Estcrházy. Date : 16 XII 36. Rôle gén. : 65, 66. (Arrêt.)	Réforme agraire en Yougoslavie. Accords de Paris du 28 avril 1930. — Sentences du T. A. M. hungaro-yougoslave du 22 juillet 1935. Appel interjeté contre ces sentences devant la C. P. J. I. en vertu de l'art. X de l'Accord II de Paris ; conditions de recevabilité de cet appel ; sens des expressions « procès visés par l'article premier » de l'Accord II de Paris et « procès à propos de la réforme agraire ». — Divergence sur l'interprétation et application des Accords II et III de Paris ; demande introduite à ce sujet, à titre subsidiaire, sur la base de l'art. XVII de l'Accord II et de l'art. 22 de l'Accord III. Prétendu refus du Gouvernement yougoslave de payer directement aux ressortissants hongrois touchés par la réforme agraire en Yougoslavie, les indemnités d'expropriation dites « locales ». Régime consacré à l'égard de ces ressortissants par les Accords de Paris.	E 13, p. 121	A/B 68 ; C 79, 80.
Affaire Losinger & Cie, S. A. Date : 14 XII 36. Rôle gén. : 64, 67. (Ordonnance.)	Prise d'acte du désistement des Parties. Radiation de l'affaire sur le rôle.	E 13, p. 119	A/B 69 ; C 78.
Affaire des prises d'eau à la Meuse. Date : 28 VI 36. Rôle gén. : 69. (Arrêt.)	Interprétation du Traité du 12 mai 1863 entre la Belgique et les Pays-Bas sur le régime des prises d'eau à la Meuse : ce traité n'a pas créé, au profit de l'un des contractants, un droit de contrôle que l'autre ne pourrait exercer. — L'obligation de puiser l'eau exclusivement à la rigole d'alimentation de Maestricht s'impose aux deux contractants ; l'usage normal par eux d'écluses n'est pas incompatible avec le traité, à condition qu'aucune atteinte ne soit portée au régime institué par le traité ; sous la même condition, droit pour chacune des Parties de modifier et d'agrandir les canaux soumis au traité, s'il s'agit de canaux situés sur son territoire et qui n'en sortent pas. — Les Pays-Bas étaient en droit de modifier, sans l'agrément de la Belgique, la hauteur d'eau dans la Meuse à Maestricht, du moment qu'aucune atteinte n'était portée au régime institué par le traité. — Le canal Juliana ne peut être considéré et traité comme un canal en aval de Maestricht, au sens du traité.	E 13, p. 127	A/B 70 ; C 81.

ORDONNANCES
(18 juin 1936 — 1^{er} juillet 1937)

I. — INDEX CHRONOLOGIQUE ¹
(Supplément.)

ABRÉVIATION : aff., affaire

1936.

18 juin :

Phosphates marocains (Aff. des —). Délais fixés pour la présentation du mémoire et du contre-mémoire ; une ordonnance à rendre ultérieurement fixera les délais pour une réplique et une duplique. (*A paraître dans la Série C.*)

27 juin :

Losinger & Cie, S. A. (Aff. —). Jonction de l'exception au fond de l'instance, et fixation des délais pour le dépôt des pièces ultérieures sur le fond : **A/B. 67.**

6 août :

Meuse (Aff. des prises d'eau à la —). Délais fixés pour la présentation du mémoire, du contre-mémoire, de la réplique et de la duplique. (*A paraître dans la Série C, n° 81.*)

11 août :

Losinger & Cie, S. A. (Aff. —). Prolongation des délais fixés en dernier lieu pour le dépôt de la réplique et de la duplique ; une ordonnance à rendre ultérieurement fixera la date du dépôt de ce dernier document : **78. 439-440.**

30 septembre :

Phosphates marocains (Aff. des —). Prolongation du délai fixé pour le dépôt du contre-mémoire. (*A paraître dans la Série C.*)

6 octobre :

Losinger & Cie, S. A. (Aff. —). Nouvelle prolongation du délai fixé en dernier lieu pour le dépôt de la réplique : **78. 440-441.**

14 décembre :

Losinger & Cie, S. A. (Aff. —). Prise d'acte des communications portant désistement et radiation de l'affaire du rôle : **A/B. 69.**

18 décembre :

Phosphates marocains (Aff. des —). Délai fixé pour le dépôt d'observations et de conclusions visant l'exception. (*A paraître dans la Série C.*)

1937.

13 janvier :

Phares en Crète et à Samos (Aff. des —). Date à partir de laquelle les délais commenceront à courir ; délais fixés pour le dépôt des mémoires et contre-mémoires. (*A paraître dans la Série C, n° 82.*)

¹ Lorsqu'elles ne sont pas précédées des lettres **A/B** (*Série A/B*), les références renvoient aux volumes de la **Série C** des Publications de la Cour.

1937 (*suite*).

1^{er} avril :

Borchgrave (Aff. —). Délais fixés pour la présentation du mémoire, du contre-mémoire, de la réplique et de la duplique. (*A paraître dans la Série C.*)

13 avril :

Phosphates marocains (Aff. des —). Prolongation du délai fixé pour le dépôt d'observations et de conclusions visant les exceptions. (*A paraître dans la Série C.*)

13 mai :

Meuse (Aff. des prises d'eau à la —). Descente sur les lieux effectuée par la Cour; itinéraire établi de commun accord entre les agents. (*A paraître dans la Série C, n° 81.*)

13 mai :

Borchgrave (Aff. —). Autorisation de présenter les exposés oraux en langue espagnole, en les faisant suivre d'une traduction orale, assurée par les soins de l'agent du Gouv^t espagnol, dans l'une des langues officielles de la Cour. (*A paraître dans la Série C.*)

1^{er} juillet :

Borchgrave (Aff. —). Délai fixé pour le dépôt d'observations et de conclusions visant les exceptions. (*A paraître dans la Série C.*)

II. — INDEX ANALYTIQUE DES ORDONNANCES ¹(18 juin 1936 — 1^{er} juillet 1937 ².)

ABRÉVIATIONS :

aff. affaire.
 gouv^t gouvernement.
 S. d. N. Société des Nations.

ACCORDS ENTRE LES PARTIES, voir *Arrangements amiables et désistements*, et *Parties en cause*.

ACTES INTRODUCTIFS D'INSTANCE :

Assimilation d'exceptions préliminaires aux — : **A/B. 67.** 23.

Distinction entre les — et les pièces de la procédure écrite : **A/B. 67.** 22-23.

Voir aussi *Requêtes introductives d'instance*.

ADMISSIBILITÉ D'UNE REQUÊTE, voir *Requêtes introductives d'instance*.

AFFAIRES RAYÉES DU RÔLE, voir *Arrangements amiables et désistements*.

AGENTS :

Demande présentée par un agent à fin d'emploi de la langue espagnole au cours de la procédure ; Borchgrave (aff. —), 13 v 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Désignation d'un agent non effectuée lors de la fixation des délais ; phosphates marocains (aff. des —), 18 vi 36. (*A paraître dans la Série C.*)

Notification de la désignation :

Dans les affaires soumises par compromis :

Borchgrave (Aff. —), 1 iv 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Phares en Crète et à Samos (Aff. des —), 13 i 37. (*A paraître dans la Série C, n° 82.*)

Dans les affaires soumises par requête :

Meuse (Aff. des prises d'eau à la —), 6 viii 36. (*A paraître dans la Série C, n° 81.*)

Phosphates marocains (Aff. des —), 18 vi 36. (*A paraître dans la Série C.*)

Voir aussi *Parties en cause*.

ARRANGEMENTS AMIABLES ET DÉSISTEMENTS ; Losinger & C^{ie} (aff. —) ; prise d'acte des communications portant désistement et radiation de l'aff. du rôle (14 xii 36) : **A/B. 69.**

AUDIENCES, voir *Procédure orale*.

BELGIQUE : Borchgrave (aff. —) ; Meuse (aff. des prises d'eau à la —).

BORCHGRAVE (Aff. —) :

1 iv 37 (délais fixés pour la présentation du mémoire, du contre-mémoire, de la réplique et de la duplique). (*A paraître dans la Série C.*)

13 v 37 (autorisation de présenter les exposés oraux en langue espagnole, en les faisant suivre d'une traduction orale, assurée par les soins de l'agent du Gouv^t espagnol, dans l'une des langues officielles de la Cour). (*A paraître dans la Série C.*)

1 vii 37 (délai fixé pour le dépôt d'observations et de conclusions visant les exceptions). (*A paraître dans la Série C.*)

¹ Lorsqu'elles ne sont pas précédées des lettres **A/B** (*Série A/B*), les références renvoient aux volumes de la **Série C** des Publications de la Cour.

CLÔTURE DE L'INSTANCE, voir *Arrangements amiables et désistements*.

COMPÉTENCE DE LA COUR :

Contre-exceptions soulevées contre une exception préliminaire ; il n'y a pas lieu de tenir pour non valable en la forme l'acte introductif de l'exception : **A/B. 67.** 18, 22-23.

Exceptions préliminaires :

Assimilation de l'acte introductif d'exception aux pièces introductives d'instance : **A/B. 67.** 22-23.

Délai fixé pour le dépôt d'un exposé contenant les observations et conclusions sur l'exception ; phosphates marocains (aff. des —), 18 XII 36. (*A paraître dans la Série C.*)

Jonction d'une exception au fond ; Losinger & Cie (aff. —), 27 VI 36 : **A/B. 67.** 23-25.

Objet véritable d'une exception : **A/B. 67.** 23.

Suspension de la procédure sur le fond, en attendant que la Cour statue sur l'exception :

Losinger & Cie (Aff. —), 27 VI 36 : **A/B. 67.** 17, 24-25.

Phosphates marocains (Aff. des —), 18 XII 36. (*A paraître dans la Série C.*)

Observations et conclusions sur les exceptions préliminaires :

Délai fixé pour le dépôt des — ; Borchgrave (aff. —), 1 VII 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Délai fixé pour le dépôt des — ; phosphates marocains (aff. des —), 18 XII 36. (*A paraître dans la Série C.*)

Prolongation du délai fixé pour le dépôt des — (Octroi d'une requête visant la —) ; phosphates marocains (aff. des —), 13 IV 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Réserve visant la faculté de répondre aux — (art. 62 [4] du Règlement) ; phosphates marocains (aff. des —), 13 IV 37. (*A paraître dans la Série C.*)

COMPROMIS :

Date à partir de laquelle commencent à courir les délais en vertu d'un —, voir *Date*, etc.

Délais fixés en vertu du —, voir *Délais*, Fixation des —.

Notification unilatérale prévue dans le compromis lui-même :

Borchgrave (Aff. —), 1 IV 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Phares en Crète et à Samos (Aff. des —), 13 I 37. (*A paraître dans la Série C, n° 82.*)

CONCLUSIONS DES PARTIES :

Énoncées dans le mémoire, dans l'acte introduisant l'exception préliminaire, et dans les observations sur l'exception ; Losinger & Cie (aff. —) : **A/B. 67.** 17-18.

Formulées à nouveau à l'issue de la plaidoirie : **A/B. 67.** 18-19.

DATE A PARTIR DE LAQUELLE COMMENCENT A COURIR LES DÉLAIS EN VERTU D'UN COMPROMIS (« DIES A QUO ») ; à partir de la date déterminée dans l'ordonnance rendue par la Cour ; phares en Crète et à Samos (aff. des —), 13 I 37. (*A paraître dans la Série C, n° 82.*)

DÉLAIS DE LA PROCÉDURE ÉCRITE :

Dies a quo, voir *Date*, etc.

Exceptions préliminaires déposées à la date d'expiration du délai fixé en dernier lieu pour le dépôt du contre-mémoire, après l'octroi d'une prolongation pour celui-ci ; phosphates marocains (aff. des —), 18 XII 36 ; 13 IV 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Expiration (Document déposé après l'— des —) ; pouvoir de la Cour aux termes de l'art. 37 (4) du Règlement : **A/B. 67.** 22.

Fixation des — :

Base équitable pour la —, eu égard notamment à la nature de l'affaire en cause ; phosphates marocains (aff. des —), 18 VI 36. (*A paraître dans la Série C.*)

DÉLAIS DE LA PROCÉDURE ÉCRITE (suite) :

Fixation des — (suite) :

Dans la procédure contentieuse (compromis) :

Mémoires et contre-mémoires seulement ; phares en Crète et à Samos (aff. des —), 13 I 37. (*A paraître dans la Série C, n° 82.*)

Mémoire, contre-mémoire, réplique et duplique ; même procédure que dans le cas d'une aff. déposée par requête ; Borchgrave (aff. —), 1 IV 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Dans la procédure contentieuse (requête) :

Contre-mémoire, réplique et duplique (fixation de nouveaux délais à la suite de la jonction de l'exception au fond de l'instance) ; Losinger & C^{ie} (aff. —) : **A/B. 67.** 25.

Mémoire, contre-mémoire, réplique et duplique ; Meuse (aff. des prises d'eau à la —), 6 VIII 36. (*A paraître dans la Série C, n° 81.*)

Mémoire et contre-mémoire, avec réserve visant la fixation par une ordonnance à rendre ultérieurement des délais afférents à une réplique et à une duplique ; phosphates marocains (aff. des —), 18 VI 36. (*A paraître dans la Série C.*)

Exceptions préliminaires ; observations et conclusions :

Borchgrave (Aff. —), 1 VII 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Phosphates marocains (Aff. des —), 18 XII 36. (*A paraître dans la Série C.*)

Pièces ultérieures sur le fond, après la jonction de l'exception préliminaire au fond de l'instance : **A/B. 67.** 24-25.

Réplique et duplique (La Cour se réserve de fixer par une ordonnance à rendre ultérieurement les délais afférents aux —) ; phosphates marocains (aff. des —), 18 VI 36. (*A paraître dans la Série C.*)

Sans préjudice des modifications qui pourraient paraître désirables en cas de certaines démarches à faire par les intéressés : **A/B. 67.** 24.

Prolongation de — :

Contre-mémoire (les délais pour le dépôt de la réplique et de la duplique n'étant pas encore fixés) ; phosphates marocains (aff. des —), 30 IX 36. (*A paraître dans la Série C.*)

Dépôt d'une exception préliminaire après l'octroi de deux prolongations pour le contre-mémoire : **A/B. 67.** 17, 22-23.

Motifs à l'appui d'une demande ou d'une décision visant une — :

En attendant des négociations entre les parties en vue d'un arrangement amiable : **A/B. 69.** 100 ; **78.** 440, 441.

Nécessité de procéder à de nouvelles recherches et d'obtenir de nouveaux documents à l'étranger au vu des exceptions préliminaires ; phosphates marocains (aff. des —), 13 IV 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Observations et conclusions visant les exceptions préliminaires ; phosphates marocains (aff. des —), 13 IV 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Réplique et duplique ; une ordonnance à rendre ultérieurement fixera la date du dépôt de la duplique : **A/B. 69.** 100 ; **78.** 440, 441.

Un délai prolongé est à toutes fins le même délai que le délai primitivement fixé : **A/B. 67.** 22-23.

Prolongation nouvelle de — ; réplique ; Losinger & C^{ie} (aff. —) : **78.** 441.

Propositions des parties visant les —, voir *Parties en cause.*

Prorogation des — ; phosphates marocains (aff. des —), 13 IV 37. (Voir aussi ci-dessus « Prolongation ».) (*A paraître dans la Série C.*)

Suspension de la procédure sur le fond, voir *Procédure écrite*, et *Suspension*, etc.

DESCENTE SUR LES LIEUX EFFECTUÉE PAR LA COUR ; décision prise de procéder à une —, et de suivre l'itinéraire établi de commun accord entre les agents ; Meuse (aff. des prises d'eau à la —), 13 V 37. (*A paraître dans la Série C.*)

DÉSISTEMENTS, voir *Arrangements amiables et désistements.*

DISPOSITION FACULTATIVE (art. 36 du Statut de la Cour) :

Déclarations d'acceptation de la — ; Suisse, Yougoslavie (textes) ; Losinger & Cie (aff. —) : **A/B. 67.** 16.

Référence aux requêtes où la — est citée :

Losinger & Cie (Aff. —) :

27 VI 36 : **A/B. 67.** 16, 23-24.

14 XII 36 : **A/B. 69.** 99.

Meuse (Aff. des prises d'eau à la —), 6 VIII 36. (*A paraître dans la Série C, n° 81.*)

Phosphates marocains (Aff. des —), 18 VI 36. (*A paraître dans la Série C.*)

DISSIDENTE (Opinion — relative aux ordonnances) ; Losinger & Cie (aff. —), 27 VI 36 ; constatation de dissentiment : **A/B. 67.** 25.

DOCUMENTS PRODUITS PAR LES PARTIES (Traduction des — dans l'une des langues officielles), voir *Traduction*, etc.

DROIT INTERNE :

Épuisement des voies de recours ouvertes par le — (Principe de l'—) :

A/B. 67. 18, 19, 21, 24 ; **A/B. 69.** 100.

Yougoslavie (loi du 19 VII 34) ; Losinger & Cie (aff. —) : **A/B. 67.** 20-21.

ENQUÊTE SUR LES LIEUX, voir *Descente sur les lieux*.

ESPAGNE : Borchgrave (aff. —).

ESPAGNOLE (Langue —) ; emploi de la —, voir *Langues*, etc.

ÉTATS VISÉS PAR LES ORDONNANCES : Belgique, Espagne, France, Grèce, Italie, Pays-Bas, Suisse, Yougoslavie.

EXCEPTION D'IRRECEVABILITÉ SOULEVÉE CONTRE UNE REQUÊTE, voir *Requêtes introductives d'instance*.

EXCEPTION PRÉLIMINAIRE D'INCOMPÉTENCE, voir *Compétence de la Cour*.

FAITS DE LA CAUSE (Résumé des —) ; Losinger & Cie (aff. —), 27 VI 36 : **A/B. 67.** 19-21.

INTERPRÉTATION A L'AUDIENCE, voir *Traductions orales*.

JONCTION D'UNE EXCEPTION PRÉLIMINAIRE AU FOND ; Losinger & Cie (aff. —), 27 VI 36 : **A/B. 67.** 23-25.

JURIDICTION DE LA COUR, voir *Compétence de la Cour*.

JUGES « AD HOC » (Désignation des —) ; Losinger & Cie (aff. —), 27 VI 36 : **A/B. 67.** 17.

LANGUES OFFICIELLES DE LA COUR :

Procédure écrite ; l'emploi d'une langue autre que l'une des deux — pourrait présenter des inconvénients ; Borchgrave (aff. —), 13 V 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Procédure orale ; autorisation d'employer la langue espagnole ; Borchgrave (aff. —), 13 V 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Traduction des documents, voir cette rubrique.

Traductions orales, voir cette rubrique.

LOSINGER & Cie, S. A. (Aff. —) :

27 VI 36 (jonction de l'exception au fond de l'instance, et fixation des délais pour le dépôt des pièces ultérieures sur le fond) : **A/B. 67.**

11 VIII 36 (prolongation des délais fixés en dernier lieu pour le dépôt de la réplique et de la duplique ; une ordonnance à rendre ultérieurement fixera la date du dépôt de ce dernier document) : **78.** 439-440.

6 X 36 (nouvelle prolongation du délai fixé en dernier lieu pour le dépôt de la réplique) : **78.** 440-441.

14 XII 36 (prise d'acte des communications portant désistement, et radiation du rôle) : **A/B. 69.**

MEUSE (Aff. des prises d'eau à la —) :

- 6 VIII 36 (délais fixés pour la présentation du mémoire, du contre-mémoire, de la réplique et de la duplique). (*A paraître dans la Série C, n° 81.*)
 13 V 37 (descente sur les lieux effectuée par la Cour; itinéraire établi de commun accord entre les agents). (*A paraître dans la Série C, n° 81.*)

NÉERLANDAIS (Gouv^t —) : Meuse (aff. des prises d'eau à la —).

NÉGOCIATIONS EN VUE D'UN RÈGLEMENT A L'AMIABLE :

- Dispositions prévoyant des —; Losinger & C^{ie} (aff. —) : **A/B. 67.** 24.
 En cours; Losinger & C^{ie} (aff. —) : **A/B. 69.** 100; **78.** 440, 441.

OBSERVATIONS ET CONCLUSIONS VISANT LES EXCEPTIONS PRÉLIMINAIRES, voir *Compétence de la Cour.*

OPINION DISSIDENTE, voir *Dissidente*, etc.

PARTIES EN CAUSE :

Accords :

En vue du retrait d'une affaire, voir *Arrangements amiables et désistements.*

Notification d'un accord non encore reçue au moment de la fixation des délais :

Meuse (Aff. des prises d'eau à la —), 6 VIII 36. (*A paraître dans la Série C, n° 81.*)

Phosphates marocains (Aff. des —), 18 VI 36. (*A paraître dans la Série C.*)

Notification unilatérale d'un compromis :

Borchgrave (Aff. —), 1 IV 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Phares en Crète et à Samos (Aff. des —), 13 I 37. (*A paraître dans la Série C, n° 82.*)

Renonciation au droit de déposer une réplique; l'accord est implicite; phares en Crète et à Samos (aff. des —), 13 I 37. (*A paraître dans la Série C, n° 82.*)

Propositions visant les délais; procédure contentieuse (compromis) :

Borchgrave (Aff. —), 1 IV 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Phares en Crète et à Samos (Aff. des —), 13 I 37. (*A paraître dans la Série C, n° 82.*)

Question soulevée par une partie en ce qui concerne la prétendue invalidité en la forme d'un acte introductif; cette question concerne moins les droits des parties que l'organisation et l'administration internes de la Cour : **A/B. 67.** 22.

Renseignements obtenus par le Président auprès des parties sur des questions se rattachant à la procédure :

Borchgrave (Aff. —), 1 IV 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Meuse (Aff. des prises d'eau à la —), 6 VIII 36. (*A paraître dans la Série C, n° 81.*)

Phares en Crète et à Samos (Aff. des —), 13 I 37. (*A paraître dans la Série C, n° 82.*)

Phosphates marocains (Aff. des —), 18 XII 36. (*A paraître dans la Série C.*)

Réserve faite par une partie visant la faculté de demander à la Cour de faire usage du pouvoir que lui accorde l'art. 62 (4) du Règlement; phosphates marocains (aff. des —), 13 IV 37. (*A paraître dans la Série C.*)

PAYS-BAS, voir *Néerlandais* (Gouv^t —).

PHARES EN CRÈTE ET A SAMOS (Aff. des —), 13 I 37 (date à partir de laquelle les délais commenceront à courir; délais fixés pour le dépôt des mémoires et contre-mémoires). (*A paraître dans la Série C, n° 82.*)

PHOSPHATES MAROCAINS (Aff. des —) :

- 18 VI 36 (délais fixés pour la présentation du mémoire et du contre-mémoire ; une ordonnance à rendre ultérieurement fixera les délais pour une réplique et une duplique). (*A paraître dans la Série C.*)
 30 IX 36 (prolongation du délai fixé pour le dépôt du contre-mémoire). (*A paraître dans la Série C.*)
 18 XII 36 (délai fixé pour le dépôt d'observations et de conclusions visant l'exception). (*A paraître dans la Série C.*)
 13 IV 37 (prolongation du délai fixé pour le dépôt d'observations et de conclusions visant les exceptions). (*A paraître dans la Série C.*)

PIÈCES DE LA PROCÉDURE ÉCRITE, voir *Procédure écrite*.

PRÉSIDENT DE LA COUR :

Ordonnances rendues par le — :

Borchgrave (Aff. —), 1 IV 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Losinger & C^{ie} (Aff. —) :

11 VIII 36 (rendue par le Président en fonctions) : 78. 439-440.

6 x 36 : 78. 440-441.

Meuse (Aff. des prises d'eau à la —), 6 VIII 36 (rendue par le Président en fonctions). (*A paraître dans la Série C, n° 81.*)

Phares en Crète et à Samos (Aff. des —), 13 I 37. (*A paraître dans la Série C, n° 82.*)

Phosphates marocains (Aff. des —) :

30 IX 36. (*A paraître dans la Série C.*)

18 XII 36. (*Id.*)

13 IV 37. (*Id.*)

Renseignements obtenus par le — auprès des parties sur des questions se rattachant à la procédure ; Borchgrave (aff. —), 1 IV 37 ; Meuse (aff. des prises d'eau à la —), 6 VIII 36 ; phares en Crète et à Samos (aff. des —), 13 I 37 ; phosphates marocains (aff. des —), 18 XII 36. (*A paraître dans la Série C.*)

PRÉSIDENT EN FONCTIONS :

Entretien avec les agents à fin de connaître leur manière de voir en matière de procédure écrite, etc. ; Meuse (aff. des prises d'eau à la —), 6 VIII 36. (*A paraître dans la Série C.*)

Ordonnances rendues par le — :

Losinger & C^{ie} (Aff. —), 11 VIII 36 : 78. 439-440.

Meuse (Aff. des prises d'eau à la —), 6 VIII 36. (*A paraître dans la Série C, n° 81.*)

PROCÉDURE ÉCRITE :

Distinction établie entre les pièces de la — et les actes introductifs d'instance : **A/B. 67.** 22-23.

Langues employées dans la —, voir *Langues*, etc.

« Mémoire introductif d'exceptions préliminaires » ; Borchgrave (aff. —), 1 VII 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Réplique ; renonciation au droit de déposer une — ; accord entre les parties ; cet accord est implicite ; phares en Crète et à Samos (aff. des —), 13 I 37. (*A paraître dans la Série C, n° 82.*)

Réplique et duplique ; réserve du droit de la Cour de fixer ultérieurement des dates en vue du dépôt des — ; phosphates marocains (aff. des —), 18 VI 36. (*A paraître dans la Série C.*)

Similitude entre la présentation des pièces de la — dans une certaine aff. introduite par compromis et la présentation des pièces de la — dans la procédure par requête ; les propositions des parties ne soulèvent pas d'objections ; Borchgrave (aff. —), 1 IV 37. (*A paraître dans la Série C.*)

PROCÉDURE ÉCRITE (*suite*) :

- Suspension de la procédure sur le fond, en attendant que la Cour statue sur l'exception :
- Borchgrave (Aff. —), 1 VII 37. (*A paraître dans la Série C.*)
 - Losinger & Cie (Aff. —), 27 VI 36 : **A/B. 67.** 17, 24-25.
 - Phosphates marocains (Aff. des —), 18 XII 36. (*A paraître dans la Série C.*)
- Un agent annonce son intention de déposer le mémoire de son gouv^t à une certaine date, bien que les délais n'aient pas encore été fixés ; phosphates marocains (aff. des —), 18 VI 36. (*A paraître dans la Série C.*)

PROCÉDURE ORALE :

- Langues employées dans la —, voir *Langues*, etc. (Voir aussi *Traductions orales.*)
- Losinger & Cie (Aff. —) : **A/B. 67.** 17, 18, 19, 23.
- RADIATION (d'affaires) du rôle de la Cour, voir *Arrangements amiables et désistements.*
- RECEVABILITÉ D'UNE REQUÊTE, voir *Requêtes introductives d'instance.*
- RÈGLEMENT DE LA COUR (*en vigueur avant le 11 III 36*) :

Art. 33 :

Phares en Crète et à Samos, 13 I 37. (*A paraître dans la Série C, n° 82.*)

Art. 38 :

Losinger & Cie, 27 VI 36 : **A/B. 67.** 22.

RÈGLEMENT DE LA COUR (*en vigueur à partir du 11 III 36*) :

Entrée en vigueur : **A/B. 67.** 17.

Art. 20 :

Losinger & Cie, 27 VI 36 : **A/B. 67.** 22-23.

Art. 31 :

Borchgrave, 1 IV 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Phares en Crète et à Samos, 13 I 37. (*A paraître dans la Série C, n° 82.*)

Art. 32 :

Borchgrave, 1 IV 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Meuse (Prises d'eau à la —), 6 VIII 36. (*A paraître dans la Série C, n° 81.*)

Phares en Crète et à Samos, 13 I 37. (*A paraître dans la Série C, n° 82.*)

Phosphates marocains, 18 VI 36. (*A paraître dans la Série C.*)

Art. 33 :

Borchgrave, 1 IV 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Phares en Crète et à Samos, 13 I 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Art. 35 :

Borchgrave, 1 IV 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Losinger & Cie, 27 VI 36 : **A/B. 67.** 16.

Meuse (Prises d'eau à la —), 6 VIII 36. (*A paraître dans la Série C, n° 81.*)

Phares en Crète et à Samos, 13 I 37. (*A paraître dans la Série C, n° 82.*)

Phosphates marocains, 18 VI 36. (*A paraître dans la Série C.*)

Art. 37 :

Borchgrave :

1 IV 37. (*A paraître dans la Série C.*)

13 V 37. (*Id.*)

Losinger & Cie :

27 VI 36 : **A/B. 67.** 22.

11 VIII 36 : **78.** 439.

6 X 36 : **78.** 440.

Meuse (Prises d'eau à la —), 6 VIII 36. (*A paraître dans la Série C, n° 81.*)

RÈGLEMENT DE LA COUR (en vigueur à partir du 11 III 36) (suite) :

Art. 37 (suite) :

Phares en Crète et à Samos, 13 I 37. (*A paraître dans la Série C, n° 82.*)

Phosphates marocains :

18 VI 36. (*A paraître dans la Série C.*)

30 IX 36. (*Id.*)

13 IV 37. (*Id.*)

Art. 38 :

Borchgrave, 1 IV 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Phares en Crète et à Samos, 13 I 37. (*A paraître dans la Série C, n° 82.*)

Phosphates marocains, 18 VI 36. (*A paraître dans la Série C.*)

Art. 39 :

Losinger & Cie, 27 VI 36 : **A/B. 67.** 22.

Art. 40 :

Losinger & Cie, 27 VI 36 : **A/B. 67.** 16, 22.

Art. 41 :

Borchgrave :

1 IV 37. (*A paraître dans la Série C.*)

13 V 37. (*Id.*)

Losinger & Cie :

27 VI 36 : **A/B. 67.** 22.

11 VIII 36 : **78.** 439.

6 X 36 : **78.** 440.

Meuse (Prises d'eau à la —), 6 VIII 36. (*A paraître dans la Série C, n° 81.*)

Phares en Crète et à Samos, 13 I 37. (*A paraître dans la Série C, n° 82.*)

Phosphates marocains :

18 VI 36. (*A paraître dans la Série C.*)

30 IX 36. (*Id.*)

Art. 43 :

Borchgrave, 13 V 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Art. 58 :

Borchgrave, 13 V 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Art. 62 :

Borchgrave, 1 VII 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Losinger & Cie, 27 VI 36 : **A/B. 67.** 15, 17, 19, 22, 24.

Phosphates marocains :

18 XII 36. (*A paraître dans la Série C.*)

13 IV 37. (*Id.*)

Al. 4 ; réserve faite par une partie visant une demande éventuelle à adresser à la Cour en vertu de l'— ; phosphates marocains, 13 IV 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Art. 68 :

Losinger & Cie, 14 XII 36 : **A/B. 69.** 99, 101.

REQUÊTES INTRODUCTIVES D'INSTANCE :

Conditions de forme prescrites par le Statut et le Règlement (il est constaté que ces conditions sont remplies) :

Meuse (Prises d'eau à la —), 6 VIII 36. (*A paraître dans la Série C, n° 81.*)

Phosphates marocains, 18 VI 36. (*A paraître dans la Série C.*)

Exception visant la recevabilité d'une requête jointe au fond : **A/B. 67.** 23, 24.

Jurisdiction (Clause conférant — à la Cour citée dans l'ordonnance) :

Losinger & Cie (Aff. —) :

27 VI 36 : **A/B. 67.** 16-17.

14 XII 36 : **A/B. 69.** 99.

Meuse (Aff. des prises d'eau à la —), 6 VIII 36. (*A paraître dans la Série C, n° 81.*)

Phosphates marocains, 18 VI 36. (*A paraître dans la Série C.*)

RÉSERVE DU DROIT DE LA COUR DE FIXER LES DÉLAIS AFFÉRENTS à une réplique et à une duplique par une ordonnance à rendre ultérieurement; phosphates marocains (aff. des —), 18 VI 36. (*A paraître dans la Série C.*)

RÉSERVE FAITE PAR UNE PARTIE EN CAUSE, voir *Parties en cause.*

RETRAIT D'INSTANCE, voir *Arrangements amiables et désistements.*

RÔLE GÉNÉRAL :

Principes (Les —) régissant la tenue du — : **A/B. 67.** 22.

Radiation du —, voir *Arrangements amiables et désistements.*

STATUT DE LA COUR :

Art. 31 :

Losinger & Cie, 27 VI 36 : **A/B. 67.** 17.

Art. 35 :

Phosphates marocains, 18 XII 36. (*A paraître dans la Série C.*)

Art. 36 :

Borchgrave, 1 IV 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Losinger & Cie :

27 VI 36 : **A/B. 67.** 16, 18, 22.

14 XII 36 : **A/B. 69.** 99, 100.

Meuse (Prises d'eau à la —), 6 VIII 36. (*A paraître dans la Série C, n° 81.*)

Phosphates marocains, 18 VI 36. (*A paraître dans la Série C.*)

Art. 39 :

Borchgrave, 13 V 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Art. 40 :

Borchgrave, 1 IV 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Losinger & Cie :

27 VI 36 : **A/B. 67.** 15, 16.

11 VIII 36 : **78.** 439.

6 X 36 : **78.** 440.

Meuse (Prises d'eau à la —), 6 VIII 36. (*A paraître dans la Série C, n° 81.*)

Phares en Crète et à Samos, 13 I 37. (*A paraître dans la Série C, n° 82.*)

Phosphates marocains :

18 VI 36. (*A paraître dans la Série C.*)

30 IX 36. (*Id.*)

18 XII 36. (*Id.*)

13 IV 37. (*Id.*)

Art. 43 :

Losinger & Cie, 27 VI 36 : **A/B. 67.** 22.

Art. 48 :

Borchgrave :

1 IV 37. (*A paraître dans la Série C.*)

13 V 37. (*Id.*)

1 VII 37. (*Id.*)

Losinger & Cie :

27 VI 36 : **A/B. 67.** 15.

11 VIII 36 : **78.** 439.

6 X 36 : **78.** 440.

14 XII 36 : **A/B. 69.** 99.

Meuse (Prises d'eau à la —) :

6 VIII 36. (*A paraître dans la Série C, n° 81.*)

13 V 37. (*Id.*)

Phares en Crète et à Samos, 13 I 37. (*A paraître dans la Série C, n° 82.*)

Phosphates marocains :

18 VI 36. (*A paraître dans la Série C.*)

30 IX 36. (*Id.*)

18 XII 36. (*Id.*)

13 IV 37. (*Id.*)

IIO INDEX ANALYTIQUE DES ORDONNANCES

STATUT DE LA COUR (*suite*):

Art. 50:

Meuse (Prises d'eau à la —), 13 v 37. (*A paraître dans la Série C, n° 81.*)

SUISSE: Losinger & C^{ie} (aff. —).

SUSPENSION DE LA PROCÉDURE SUR LE FOND, EN ATTENDANT QUE LA COUR STATUE SUR L'EXCEPTION:

Borchgrave (Aff. —), I VII 37. (*A paraître dans la Série C.*)

Losinger & C^{ie} (Aff. —), 27 VI 36: **A/B. 67.** 17, 24-25.

Phosphates marocains (Aff. des —), 18 XII 36. (*A paraître dans la Série C.*)

TRADUCTION DES DOCUMENTS PRODUITS PAR LES PARTIES S'ILS NE SONT PAS ÉTABLIS DANS L'UNE DES LANGUES OFFICIELLES; Borchgrave (aff. —), 13 v 37. (*A paraître dans la Série C.*)

TRADUCTIONS ORALES; exposés oraux (les —) faits en langue espagnole doivent être suivis immédiatement d'une traduction en l'une des langues officielles assurée par les soins de l'agent du Gouv^t espagnol; Borchgrave (aff. —), 13 v 37. (*A paraître dans la Série C.*)

YOUgoslavie: Losinger & C^{ie} (aff. —).

RÔLE GÉNÉRAL DE LA COUR

Le Septième Rapport annuel a reproduit, aux pages 189 à 220, les données du rôle général pour les quarante-trois affaires soumises à la Cour jusqu'au 12 juillet 1931. Ces données ont été complétées dans les rapports annuels suivants: E 8, pp. 170-182; E 9, pp. 96-104; E 10, pp. 75-78; E 11, p. 123; E 12, pp. 155-157.

Les tableaux des pages 112 à 117 du présent Rapport reproduisent les folios du rôle général qui ont fait l'objet de nouvelles inscriptions du 15 juin 1936 au 1^{er} juillet 1937.

Le rôle général comporte les rubriques suivantes:

- I. *Numéro d'ordre.*
 - II. *Titre abrégé.*
 - III. *Date d'enregistrement au Greffe.*
 - IV. *Numéro d'enregistrement au Greffe.*
 - V. *Classement du dossier aux archives.*
 - VI. *Catégorie d'affaires.*
 - VII. *Parties.*
 - VIII. *Interventions.*
 - IX. *Voies d'introduction.*
 - X. *Date de la pièce introductive d'instance.*
 - XI. *Délais pour le dépôt des pièces de la procédure écrite.*
 - XII. *Prorogation éventuelle des délais.*
 - XIII. *Date de la clôture de la procédure écrite.*
 - XIV. *Remises.*
 - XV. *Date d'ouverture de la procédure orale (date de la première audience).*
 - XVI. *Observations.*
 - XVII. *Renvoi aux inscriptions antérieures ou ultérieures.*
 - XVIII. *Solution (nature et date).*
 - XIX. *Radiation (nature et date).*
 - XX. *Références aux publications de la Cour relatives à l'affaire.*
- Notes.
-

Fol. n° 64.

- I. 64.
- II. **Losinger & C^{ie} (fond).**
- III. 23 XI 35.
- IV. I. II. 13717.
- V. E. c. XXXIV. I.
- VI. Affaire contentieuse.
- VII. *Demandeur* : Suisse.
Défendeur : Yougoslavie.
- VIII.
- IX. Requête du Gouv^t suisse.
- X. 23 XI 35.
- XI. 15 I 36 (mémoire).
17 II 36 (contre-mémoire).
- XII. *Première prorogation* :
2 III 36 (contre-mémoire).
18 III 36 (réplique).
3 IV 36 (duplique).
Deuxième prorogation :
27 III 36 (contre-mémoire).
10 IV 36 (réplique).
24 IV 36 (duplique).
Troisième prorogation :
3 VIII 36 (contre-mémoire).
21 VIII 36 (réplique).
11 IX 36 (duplique).
Quatrième prorogation :
15 X 36 (réplique).
Cinquième prorogation :
1 XII 36 (réplique).
- XIII.
- XIV.
- XV.
- XVI. Année judiciaire 1936.

- Inscription approuvée le 23 XI 35.
XVII. N° 67.
- XVIII. Ordonnance par laquelle la Cour prend acte du désistement des Parties, 14 XII 36.
- XIX. Rayé du rôle général, 14 XII 36.
- XX. Série A/B, vol. 69.
» C, » 78.
» E, » 12, p. 179.
» », » 13, » 119.

Notes.

1) Par ordonnance du 11 XII 35, la Cour, en fixant les délais pour la présentation du mémoire et du contre-mémoire, s'est réservé de fixer, par une ordonnance ultérieure, les délais pour la présentation de la réplique et de la duplique.

2) Par ordonnance du 27 VI 36, la Cour joignit au fond de l'affaire l'exception prélimin. soulevée par le Gouv^t yougoslave.

3) Par ordonnance du 11 VIII 36, le Président en fonctions de la Cour a prorogé le délai pour le dépôt de la duplique en réservant, pour une ordonnance à rendre ultérieurement, la fixation de la date de ce dépôt.

Fol. n° 65.

- I. 65.
- II. **Pajzs, Csáky, Esterházy (fond).**
- III. 6 XII 35.
- IV. I. II. 13795.
- V. E. c. XXXV. I.
- VI. Affaire contentieuse.
- VII. *Demandeur* : Hongrie.
Défendeur : Yougoslavie.
- VIII.

- Inscription approuvée le 6 XII 35.
- IX. Requête du Gouv^t hongrois.
- X. 1 XII 35.
- XI. 20 I 36 (mémoire).
24 II 36 (contre-mémoire).
24 III 36 (réplique).
28 IV 36 (duplique).
- XII. *Première prorogation* :
5 III 36 (contre-mémoire).
3 IV 36 (réplique).
8 V 36 (duplique).

Deuxième prorogation :

- 3 VII 36 (réplique).
 14 VIII 36 (dupliche).
 XIII. 14 VIII 36.
 XIV.
 XV. 26 X 36.
 XVI. Année judiciaire 1936.
 XVII. N° 66.
 XVIII. Arrêt : 16 XII 36.
 XIX.
 XX. Série A/B, vol. 68.
 » C, » 79, 80.
 » E, » 12, p. 175.
 » », » 13, » 121.

Notes.

1) Conformément à l'art. 63 du Statut et à l'art. 66 du Règlement, les Parties au Traité de Trianon du 4 VI 20 et aux Accords (nos II et III) de Paris du 28 IV 30 autres que les États en cause ont été avisées du dépôt de la requête.

2) Par ordonnance du 23 V 36, la Cour joignit au fond de l'affaire l'exception prélimin. soulevée par le Gouv^t yougoslave.

Fol. n° 66.

- I. 66.
 II. **Pajzs, Csáky, Esterházy**
(exception préliminaire).
 III. 4 III 36.
 IV. I. II. 14453.
 V. E. c. XXXV. 3.
 VI. Affaire contentieuse.
 VII. *Demandeur* : Hongrie.
 Défendeur : Yougoslavie.
 VIII.
 IX. Exception prélimin. soulevée par le Gouv^t yougoslave.
 X. 29 II 36.
 XI. 3 IV 36 (réponse à l'exception).
 XII.
 XIII. 3 IV 36.
 XIV.
 XV. 29 IV 36.

Inscription approuvée le 4 III 36.

- XVI. Année judiciaire 1936.
 XVII. N° 65.
 XVIII. Par ordonnance du 23 V 36, la Cour joignit au fond de l'affaire l'exception prélimin. soulevée par le Gouv^t yougoslave.
 XIX.
 XX. Série A/B, vol. 66.
 » C, » 79, 80.
 » E, » 12, p. 172.
 » », » 13, » 122.

Notes.

1) Conformément à l'art. 63 du Statut et à l'art. 66 du Règlement, les Parties aux Accords (nos II et III) de Paris du 28 IV 30 autres que les États en cause ont été avisées du dépôt de l'exception.

Fol. n° 67.

- I. 67.
- II. **Losinger & C^{ie} (exception préliminaire).**
- III. 27 III 36.
- IV. I. II. 14654.
- V. E. c. XXXIV. 3.
- VI. Affaire contentieuse.
- VII. *Demandeur* : Suisse.
Défendeur : Yougoslavie.
- VIII.
- IX. Exception prélimin. soulevée par le Gouv^t yougoslave.
- X. 27 III 36.
- XI. 24 IV 36 (réponse à l'exception).
- XII.
- XIII. 24 IV 36.
- XIV.
- XV. 3 VI 36.

- Inscription approuvée le 27 III 36.
 XVI. Année judiciaire 1936.
 XVII. N° 64.
 XVIII. Par ordonnance du 27 VI 36, la Cour joignit au fond de l'affaire l'exception prélimin. soulevée par le Gouv^t yougoslave.
 XIX.
 XX. Série A/B, vol. 67.
 » C, » 78.
 » E, » 12, p. 176.
 » », » 13, » 119.

Notes.

Fol. n° 68.

- I. 68.
- II. **Phosphates marocains (fond).**
- III. 30 III 36.
- IV. I. II. 14688.
- V. E. c. XXXVI. 1.
- VI. Affaire contentieuse.
- VII. *Demandeur* : Italie.
Défendeur : France.
- VIII.
- IX. Requête du Gouv^t italien.
- X. 30 III 36.
- XI. 15 VII 36 (mémoire).
15 X 36 (contre-mémoire).
- XII. 17 XII 36 (contre-mémoire).
- XIII.
- XIV.
- XV.
- XVI.
- XVII. N° 71.
- XVIII.
- XIX.
- XX.

Inscription approuvée le 30 III 36.

Notes.

- 1) Conformément à l'art. 63 du Statut et à l'art. 66 du Règlement, la Grande-Bretagne, la Belgique, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, les Pays-Bas, le Portugal et la Suède, signataires de l'Acte général d'Algésiras du 7 IV 06 et adhérents à la Convention relative au Maroc du 4 XI 11, ont été avisés du dépôt de la requête.
- 2) Par ordonnance du 18 VI 36, la Cour, en fixant les délais pour la présentation du mémoire et du contre-mémoire, s'est réservé de fixer, par une ordonnance ultérieure, les délais pour la présentation de la réplique et de la duplique.

Fol. n° 69.

- I. 69.
- II. **Eaux de la Meuse.**
- III. I VIII 36.
- IV. I. II. 15512.
- V. E. c. XXXVII. I.
- VI. Affaire contentieuse.
- VII. *Demandeur* : Pays-Bas.
Défendeur : Belgique.
- VIII.
- IX. Requête du Gouv^t néerlandais.
- X. I VIII 36.
- XI. 2 XI 36 (mémoire).
I II 37 (contre-mémoire).
8 III 37 (réplique).
12 IV 37 (duplique).

Inscription approuvée le I VIII 36.

- XII.
- XIII. 12 IV 37.
- XIV.
- XV. 4 V 37.
- XVI. Année judiciaire 1937.
- XVII.
- XVIII. Arrêt : 28 VI 37.
- XIX.
- XX. Série A/B, vol. 70.
» C, » 81.
» E, » 13, p. 127.

Notes.

1) Par ordonnance du 13 V 37, la Cour a décidé de procéder à une descente sur les lieux.

Fol. n° 70.

- I. 70.
- II. **Phares en Crète et à Samos.**
- III. 27 X 36.
- IV. I. II. 16065.
- V. E. c. XXXVIII. I.
- VI. Affaire contentieuse.
- VII. France.
Grèce.
- VIII.
- IX. Compromis d'arbitrage.
- X. Date du compromis, 28 VIII 36.
Date de l'acte notifiant le compromis, 23 X 36.

Inscription approuvée le 27 X 36.

- XI. 17 III 37 (mémoires).
17 VI 37 (contre-mémoires).
- XII.
- XIII. 10 VI 37.
- XIV.
- XV. 28 VI 37.
- XVI. Année judiciaire 1937.
- XVII. N° 59.
- XVIII.
- XIX.
- XX. Série C, vol. 82.

Fol. n° 71.	Inscription approuvée le 16 XII 36.
I. 71.	XV.
II. Phosphates marocains (exceptions préliminaires).	XVI.
III. 16 XII 36.	XVII. N° 68.
IV. I. II. 16394.	XVIII.
V. E. c. XXXVI. 4.	XIX.
VI. Affaire contentieuse.	XX.
VII. <i>Demandeur</i> : Italie. <i>Défendeur</i> : France.	
VIII.	<i>Notes.</i>
IX. Exceptions prélimin. soulevées par le Gouv ^t français.	1) Conformément à l'art. 63 du Statut et à l'art. 66 du Règlement, la Grande-Bretagne, la Belgique, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, les Pays-Bas, le Portugal et la Suède, signataires de l'Acte général d'Algésiras du 7 IV 06 et adhérents à la Convention relative au Maroc du 4 XI 11, ont été avisés du dépôt des exceptions.
X. 14 XII 36.	
XI. 23 IV 37 (réponse aux exceptions).	
XII. 15 VII 37 (réponse aux exceptions).	
XIII.	
XIV.	

Fol. n° 72.	Inscription approuvée le 5 III 37.
I. 72.	XI. 15 V 37 (Mémoire du Gouv ^t belge).
II. Borchgrave (fond).	1 VII 37 (Contre-Mémoire du Gouv ^t espagnol).
III. 5 III 37.	14 VIII 37 (Réplique du Gouv ^t belge).
IV. I. II. 16896.	30 IX 37 (Duplique du Gouv ^t espagnol).
V. E. c. XXXIX. 1.	
VI. Affaire contentieuse.	XII.
VII. Belgique.	XIII.
Espagne.	XIV.
VIII.	XV.
IX. Compromis d'arbitrage.	XVI.
X. Date du compromis, 20 II 37.	XVII. N° 73.
Date de l'acte notifiant le compromis, 4 III 37.	XVIII.
	XIX.
	XX.

Fol. n° 73.

I. 73.	Inscription approuvée le 29 VI 37.
II. Borchgrave (exceptions préliminaires).	X. 28 VI 37.
III. 29 VI 37.	XI. 2 VIII 37 (réponse aux exceptions).
IV. I. II. 17588.	XII.
V. E. c. XXIX. 3.	XIII.
VI. Affaire contentieuse.	XIV.
VII. Belgique.	XV.
Espagne.	XVI.
VIII.	XVII. N° 72.
IX. Exceptions prélimin. soulevées par le Gouv ^t espagnol.	XVIII.
	XIX.
	XX.

CHAPITRE V

ARRÊTS, ORDONNANCES
ET AVIS CONSULTATIFSORDONNANCE DU 14 DÉCEMBRE 1936¹AFFAIRE LOSINGER & C^{ie}, S. A.

(DÉSISTEMENT)

L'affaire Losinger & C^{ie}, introduite par une requête du Gouvernement fédéral suisse contre le Gouvernement de Yougoslavie, déposée au Greffe le 23 novembre 1935, avait fait l'objet, de la part du défendeur, d'une exception préliminaire que la Cour joignit au fond par ordonnance du 27 juin 1936². Par cette ordonnance, la Cour avait fixé les délais pour le dépôt du Contre-Mémoire yougoslave, de la Réplique suisse et de la Duplique yougoslave, de telle sorte que l'affaire pût être en état le 11 septembre 1936; et elle avait spécifié que ces délais étaient fixés sans préjudice des modifications qu'il pourrait apparaître comme désirable d'y apporter au cas notamment où les Parties entreraient en pourparlers pour un arrangement amiable.

Le dépôt du Contre-Mémoire yougoslave fut effectué dans le délai fixé (3 août 1936); mais, par une lettre du 7 août 1936, l'agent du Gouvernement suisse, invoquant le considérant de l'ordonnance mentionné plus haut, demanda la prorogation au 15 octobre 1936 du délai pour le dépôt de la Réplique suisse, en raison des négociations en cours. Cette prorogation fut accordée par ordonnance du Président en fonctions en date du 11 août 1936. Le délai pour le dépôt de la Réplique fut encore prorogé jusqu'au 1^{er} décembre 1936, par une ordonnance rendue le 6 octobre par le Président de la Cour sur une nouvelle demande

¹ Série A/B, fasc. n° 69.

² Série A/B, fasc. n° 67. Le résumé de cette ordonnance se trouve à la page 176 du Douzième Rapport annuel.

de l'agent du Gouvernement suisse, qui invoquait l'état des négociations.

Par lettre du 23 novembre 1936, l'agent du Gouvernement yougoslave fit savoir au Greffe qu'une entente définitive était intervenue entre les Parties pour ne pas poursuivre l'instance engagée par la requête suisse; il notifia que les Parties renonçaient à poursuivre l'instance, et pria la Cour de leur donner acte de leur arrangement amiable. L'agent du Gouvernement suisse fit au Greffe une communication analogue, datée du 27 novembre.

Par une ordonnance rendue le 14 décembre 1936, la Cour, invoquant l'article 68 de son Règlement, a pris acte des communications des agents, portant désistement de leurs Gouvernements respectifs de l'instance engagée par la requête du Gouvernement fédéral suisse, et a ordonné la radiation de l'affaire sur le rôle.

ARRÊT DU 16 DÉCEMBRE 1936¹

AFFAIRE PAJZS, CSÁKY, ESTERHÁZY

Dès avant l'organisation définitive du nouvel État yougo-Historique. slave, à l'issue de la guerre de 1914 à 1918, une réforme agraire fut envisagée dans ce pays. A cette fin furent promulgués, à partir de février 1919, une série de textes ayant force de loi, relatifs à l'expropriation des grands domaines fonciers.

Les mesures prises conformément à cette législation à l'égard des grandes propriétés se trouvant sur le territoire yougoslave et appartenant à des ressortissants hongrois donnèrent lieu à des procès, introduits par ces ressortissants devant le Tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave en invoquant l'article 250 du Traité de Trianon.

Une situation analogue s'était produite par rapport aux autres Puissances de la Petite-Entente et devant les Tribunaux arbitraux mixtes hungaro-roumain et hungaro-tchécoslovaque. Par des décisions rendues sur des affaires types, ces tribunaux s'étaient déclarés compétents pour connaître du fond des réclamations dont ils avaient été saisis. Les divergences de vues qui se produisirent à ce sujet entre la Hongrie et la Roumanie furent portées devant le Conseil de la Société des Nations ; elles n'étaient pas encore résolues quand se réunirent à La Haye en août 1929 et en janvier 1930 les conférences convoquées pour régler les questions concernant les dettes de réparations de guerre. La seconde des conférences de La Haye aboutit à l'adoption de textes établissant les bases sur lesquelles, lors d'une conférence tenue ultérieurement à Paris, furent conclus, le 28 avril 1930, quatre Accords relatifs aux obligations résultant du Traité de Trianon. Ces Accords, ainsi que le préambule général qui les précédait, furent signés par la Hongrie (sauf l'Accord IV, dans lequel la Hongrie n'était pas intéressée) et par les États de la Petite-Entente.

L'article premier de l'Accord II stipule que, dans les « procès que des ressortissants hongrois pourraient encore intenter, à propos de la réforme agraire, devant les tribunaux arbitraux mixtes, à la Yougoslavie », les responsabilités, dans certaines conditions, incomberont exclusivement à un fonds, dit « Fonds agraire ». Ce même article déclare en outre qu'« il a été convenu que la Yougoslavie promulguerait avant le 20 juillet 1931 la loi définitive » sur la réforme agraire dans ce pays. Selon l'article XVI du même Accord, « après la promulgation de la

¹ Série A/B, fasc. n° 68.

loi définitive, les Gouvernements de la Hongrie et de la Yougoslavie se mettront d'accord pour établir à partir de quel acte prévu par cette loi le délai de forclusion (six mois) commencera à courir ». Jusqu'à la promulgation de la loi yougoslave, les délais impartis pour présenter des requêtes étaient ceux des règlements de procédure du tribunal. Enfin, par l'article X de l'Accord II, les États de la Petite-Entente et la Hongrie reconnaissent, dans certaines circonstances, à la Cour permanente de Justice internationale « compétence comme instance d'appel », tandis qu'aux termes des articles XVII de l'Accord II et 22 de l'Accord III, tout État intéressé aura, en cas de divergence sur l'interprétation et l'application desdits Accords et sous certaines réserves, le droit de s'adresser par voie de requête à la Cour.

Parmi les propriétaires en Yougoslavie, frappés par les mesures de réforme agraire, se trouvaient les ressortissants hongrois Pajzs, Csáky et Esterházy. Ils intentèrent en décembre 1931, devant le Tribunal arbitral mixte, des procès contre le Fonds agraire créé par les Accords de Paris, demandant notamment des indemnités pour les terres dont ils avaient été expropriés. Mais, par des sentences du mois d'avril 1933, le Tribunal arbitral mixte déclara les requêtes tardives et débouta les requérants.

Ceux-ci intentèrent alors de nouveaux procès devant le Tribunal arbitral mixte, dirigés cette fois contre la Yougoslavie comme défendeur. Les requérants, invoquant l'article 250 du Traité de Trianon, demandaient au tribunal de condamner la Yougoslavie à leur verser une indemnité pour les propriétés dont il s'agit. Cette indemnité était, dans deux des requêtes, décrite comme l'indemnité « locale » que la Yougoslavie verse à ses propres ressortissants, propriétaires de grands domaines expropriés en vertu de la réforme agraire.

Le Gouvernement yougoslave opposa à ces requêtes une exception préliminaire, et, à la date du 22 juillet 1935, le Tribunal arbitral mixte rendit dans les trois procès des sentences par lesquelles il déclara irrecevables les requêtes en tant que fondées sur l'article 250 du Traité de Trianon.

C'est à la suite de ces sentences que le Gouvernement hongrois déposa au Greffe de la Cour, le 6 décembre 1935, une requête introductive d'instance. Le Douzième Rapport annuel (pp. 172-175) a résumé cette requête, ainsi que les exceptions d'incompétence présentées en la matière par le Gouvernement yougoslave, et l'ordonnance en date du 23 mai 1936¹, par laquelle la Cour a joint les exceptions au fond. Par cette ordonnance, la Cour a fixé les délais pour le dépôt des pièces ultérieures sur le fond — savoir, la Réplique hongroise et la Duplique yougoslave, la pièce déposée par le Gouvernement

¹ Série A/B, fasc. n° 66.

yougoslave et contenant ses exceptions constituant déjà, tant d'après son intitulé que d'après son texte, un Contre-Mémoire sur le fond.

Les pièces furent déposées dans les délais ainsi prévus. Et, au cours d'audiences tenues du 26 octobre au 13 novembre, la Cour entendit les représentants des Parties. A cette occasion, elle était ainsi composée: sir CECIL HURST, *Président*; M. GUERRERO, *Vice-Président*; le comte ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, DE BUSTAMANTE, ALTAMIRA, ANZILOTTI, NEGULESCO, jonkheer VAN EYSINGA, MM. NAGAOKA, HUDSON, HAMMARSKJÖLD, *juges*. Faisaient également partie de la Cour, aux fins de l'espèce, MM. DE TOMCSÁNYI et ZORIČIĆ, désignés comme *juges ad hoc* respectivement par le Gouvernement hongrois et par le Gouvernement yougoslave.

Composition
de la Cour.

* * *

L'arrêt de la Cour sur la requête du Gouvernement hongrois et sur les exceptions du Gouvernement yougoslave fut rendu le 16 décembre 1936. Arrêt (analyse).

Dans ses conclusions finales devant la Cour, le Gouvernement hongrois a demandé notamment que la Cour se déclare compétente, accepte l'appel en vertu de l'article X de l'Accord II de Paris et, de préférence, réforme les sentences attaquées, en jugeant que le Tribunal arbitral mixte était compétent. Subsidièrement, le Gouvernement hongrois a demandé à la Cour de juger, par voie d'interprétation et d'application des Accords II et III, en vertu de l'article XVII de l'Accord II et de l'article 22 de l'Accord III, que l'attitude de la Yougoslavie, manifestée à l'égard de tous les ressortissants hongrois et décrite dans les conclusions hongroises, n'était pas conforme aux dispositions des Accords II et III.

De son côté, le Gouvernement yougoslave a conclu notamment à ce que la Cour, avant l'examen du fond, déclare l'appel du Gouvernement hongrois irrecevable et contraire à l'article X de l'Accord II, et qu'elle déclare que la demande du Gouvernement hongrois en interprétation est irrecevable par suite de l'inaccomplissement des conditions essentielles posées par l'article XVII de l'Accord II et l'article 22 de l'Accord III. Subsidièrement, le Gouvernement yougoslave a conclu notamment, d'une part, à ce que les trois sentences soient confirmées, et, d'autre part, à ce que les trois procès dont il s'agit soient déclarés être compris dans le règlement forfaitaire des Accords de Paris.

Il incombe donc à la Cour d'examiner en premier lieu la recevabilité de l'appel interjeté par le Gouvernement hongrois. A cette fin, elle procède à l'analyse de l'article X de l'Accord II, qui est ainsi conçu :

« Pour toutes les sentences de compétence ou de fond rendues désormais par les tribunaux arbitraux mixtes dans tous les procès autres que ceux visés par l'article premier du présent Accord, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, d'une part, et la Hongrie, d'autre part, conviennent de reconnaître à la Cour permanente de Justice internationale, sans qu'il y ait besoin de compromis spécial, compétence comme instance d'appel.

Le droit d'appel pourra être exercé par voie de requête par chacun des deux Gouvernements entre lesquels se trouve constitué le Tribunal arbitral mixte, dans un délai de trois mois à dater de la notification faite à son agent de la sentence dudit tribunal. »

Et elle constate que, dans les procès Pajzs, Csáky, Esterházy, les sentences du Tribunal arbitral mixte concluant à l'irrecevabilité des demandes sont fondées sur l'applicabilité des Accords de Paris, c'est-à-dire précisément sur le fond même des demandes.

Reste à savoir si les procès Pajzs, Csáky, Esterházy étaient ou non, comme le prescrit l'article X de l'Accord II, des procès visés à l'article premier de cet Accord ; à cette fin, la Cour doit examiner les trois requêtes non seulement quant à la forme, mais encore quant au fond. Après avoir analysé l'article premier de l'Accord II, la Cour constate que les procès Pajzs, Csáky, Esterházy sont en conformité avec les caractéristiques énumérées par cet article, qui sont les suivantes : procès *a*) intentés par des ressortissants hongrois ; *b*) postérieurement au 20 janvier 1930 ; *c*) à propos de la réforme agraire en Yougoslavie ; *d*) devant les tribunaux arbitraux mixtes ; *e*) à raison de propriétés déjà mises par les lois et ordonnances en vigueur sous le coup de la réforme agraire et à l'égard desquelles la libre disposition du propriétaire a été limitée par l'application effective de ces lois et ordonnances avant le 20 janvier 1930.

Cette constatation n'est pas modifiée par les conditions et termes dans lesquels les procès Pajzs, Csáky, Esterházy ont été engagés. Un des principaux arguments avancés par le Gouvernement hongrois est que deux des requérants ont invoqué leur droit à être traités sur pied d'égalité avec les ressortissants yougoslaves, ce qui, selon eux, les aurait fondés à invoquer la responsabilité de l'État yougoslave pour obtenir les indemnités d'expropriation allouées aux ressortissants yougoslaves par leur législation nationale. Selon le Gouvernement hongrois, les Accords de Paris laisseraient intacte l'applicabilité éventuelle aux ressortissants hongrois du régime national yougoslave. Les procès visés à l'article premier seraient seulement des procès tendant, comme ceux qui étaient en cours en 1930, à contester l'application de la réforme agraire et à obtenir soit la restitution soit la valeur intégrale des propriétés expropriées.

La Cour n'estime pas qu'une telle interprétation soit conciliable avec la généralité du texte dont il s'agit. En outre, si

la portée des Accords de Paris se trouvait restreinte, comme le soutient le Gouvernement hongrois, on comprendrait mal le caractère forfaitaire du règlement que les Accords de Paris ont entendu consacrer.

En présence des termes exprès de l'article premier de l'Accord II, la Cour est d'avis que les trois sentences n'ont pas été rendues dans des procès autres que ceux visés par ledit article. Elle estime donc que l'appel interjeté contre les sentences n'est pas recevable.

L'appel ayant été rejeté, la tâche de la Cour est de procéder à l'examen de la conclusion subsidiaire du Gouvernement hongrois visant l'interprétation et l'application des Accords II et III.

A cet égard, elle établit d'abord que l'exception préliminaire opposée par le Gouvernement yougoslave à ladite conclusion n'est pas fondée.

Quant au fond même de la conclusion subsidiaire hongroise, la Cour fait observer que cette conclusion se réfère à l'attitude de la Yougoslavie, qui est caractérisée par le fait que cet État exclut les ressortissants hongrois qui se trouvent dans le même cas que les trois requérants, ainsi que ceux qui n'auraient jamais eu l'intention de demander autre chose que le traitement national yougoslave, du versement des indemnités « locales », qui, selon la législation agraire yougoslave, sont payables aux autres propriétaires expropriés.

A l'égard des ressortissants hongrois dont la situation est celle des trois requérants, la Cour fait remarquer que ce sont l'interprétation et l'application des Accords de Paris qui fournissent les raisons pour lesquelles l'appel contre les trois sentences du 22 juillet 1935 n'est pas recevable devant la Cour. La même interprétation et la même application ne sauraient qu'être répétées en présence des mêmes cas.

En ce qui concerne les ressortissants hongrois qui n'auraient jamais eu l'intention de demander autre chose que le régime national, la Cour fait observer que la thèse hongroise est, en somme, que le régime national yougoslave est resté applicable à tous les ressortissants hongrois qui ne sont pas admis devant le Fonds agraire. Selon la Cour, ici encore on se trouve en réalité devant la même thèse qu'a soutenu le Gouvernement hongrois relativement à une prétendue portée restreinte des Accords de Paris, thèse que la Cour, par interprétation et application des Accords de Paris, a été précisément conduite à écarter.

La Cour conclut que l'attitude de la Yougoslavie à l'égard des ressortissants hongrois frappés par les mesures concernant la réforme agraire a été conforme aux dispositions desdits Accords.

Elle rejette une conclusion subsidiaire yougoslave lui demandant de déclarer que les trois requérants dont il s'agit doivent être admis à faire valoir leurs réclamations contre le Fonds agraire.

* * *

Opinions dis- L'arrêt de la Cour a été rendu par huit voix contre six.
sidentes. MM. Anzilotti, Nagaoka, Hudson, Hammarskjöld, juges, et de Tomcsányi, juge *ad hoc*, déclarant ne pas pouvoir se rallier à l'arrêt rendu par la Cour, et se prévalant du droit que leur confère l'article 57 du Statut, ont joint à l'arrêt les exposés de leurs opinions individuelles.

Le jonkheer van Eysinga, juge, a déclaré se rallier à l'opinion exprimée par M. Hudson.

ARRÊT DU 28 JUIN 1937¹

AFFAIRE DES PRISES D'EAU A LA MEUSE

La Meuse, fleuve international qui prend sa source en France Historique. puis traverse la Belgique et les Pays-Bas, a comme principale fonction, tout au moins dans ces deux derniers pays, de servir de réservoir pour alimenter les autres voies d'eau. Or, au XIX^{me} siècle, la construction de canaux — Zuid-Willemsvaart, de Maestricht à Bois-le-Duc, mis en exploitation en 1826 ; canal de Liège-Maestricht (1845) ; canaux de la Campine, de Hasselt, etc., destinés à établir une liaison avec l'Escaut et à fournir des voies de communication à la région de la Campine — ainsi que les projets d'irrigation de la Campine, obligèrent à puiser dans le fleuve de plus grandes quantités d'eau. La Belgique se vit amenée à faire des travaux pour tirer l'eau du canal Liège-Maestricht, mais il en résulta dans le Zuid-Willemsvaart (par suite de la nouvelle frontière entre la Belgique et les Pays-Bas, ce canal, dont les deux extrémités étaient sur territoire néerlandais, traversait le territoire belge) un accroissement du courant qui rendait la navigation difficile. D'autre part, à certaines époques, les travaux d'irrigation de la Campine provoquaient des inondations dans la région néerlandaise du Brabant.

Les Gouvernements belge et néerlandais négocièrent pendant quelque dix années pour trouver la solution du problème. Ils conclurent un traité, relatif au régime des prises d'eau à la Meuse, qui fut signé le 12 mai 1863, en même temps que deux autres traités relatifs à la suppression des péages sur l'Escaut et aux relations commerciales entre les deux pays.

Le problème principal à résoudre en ce qui concerne les eaux de la Meuse était, on vient de le voir, la rapidité excessive du courant dans le Zuid-Willemsvaart. Le Traité de 1863 surmonta cette difficulté grâce à l'effet combiné de trois groupes de dispositions : relèvement du niveau du Zuid-Willemsvaart sur tout le parcours de Maestricht à Bocholt, de façon à accroître la section transversale et, par conséquent, de manière à laisser écouler plus d'eau sans augmenter la vitesse du courant ; concentration des prélèvements d'eau à la Meuse en une prise d'eau nouvelle, située à Maestricht, c'est-à-dire plus en amont, en un point où elle pouvait alimenter le canal, malgré le relèvement du niveau de ce dernier ; développement du programme des travaux à exécuter sur la Meuse mitoyenne de manière à pouvoir prélever plus d'eau à la Meuse, sans porter préjudice à la navigabilité de la section mitoyenne du fleuve, question qui, à l'époque, présentait de l'intérêt pour les deux pays.

Au début du XX^{me} siècle, le développement du commerce amena les deux Gouvernements à entrer en négociations en vue

¹ Série A/B, fasc. n° 70.

d'améliorer la navigation sur la Meuse par des travaux effectués d'un commun accord. Ces négociations n'étaient pas encore terminées lorsque la guerre de 1914-1918 éclata. En 1925, elles aboutirent à la signature d'un traité qui aurait permis de construire les voies d'eau désirées de part et d'autre; mais ce traité fut rejeté par la Première Chambre néerlandaise. Les Pays-Bas entreprirent alors la construction du canal Juliana, de Maestricht à Maasbracht, ainsi que du barrage de Borgharen et de l'écluse du Bosscheveld. Et, en 1930, la Belgique, de son côté, commença la construction du canal Albert, destiné à relier Liège à Anvers, avec, entre autres, l'écluse de Neerhaeren. Ce double programme provoqua une correspondance diplomatique, au cours de laquelle chacun des deux Gouvernements émit des doutes quant à la compatibilité, avec le Traité de 1863, des travaux entrepris par l'autre. Le règlement de ces désaccords n'ayant pu progresser, les Pays-Bas introduisirent devant la Cour, le 1^{er} août 1936, une instance contre la Belgique, en invoquant les déclarations par lesquelles ces deux États reconnaissent comme obligatoire la juridiction de la Cour, conformément à l'article 36, alinéa 2, du Statut.

L'instance avait trait à la question de savoir si, d'une part, la construction par la Belgique de divers ouvrages se rattachant au creusement du canal Albert, et d'autre part, la façon dont, sans le consentement des Pays-Bas, la Belgique assure à l'heure actuelle et semble vouloir assurer à l'avenir l'alimentation en eau des canaux existants ou à creuser dans le nord de son territoire, est compatible avec les droits découlant pour les Pays-Bas du Traité néerland-belge du 12 mai 1863 concernant le régime des prises d'eau à la Meuse.

Procédure.

Dans les délais fixés, les Parties déposèrent les pièces de la procédure écrite (Mémoire néerlandais, Contre-Mémoire belge, Réplique néerlandaise, Duplique belge). Dans son Contre-Mémoire, le Gouvernement belge se porta reconventionnellement demandeur, priant la Cour de dire que le Gouvernement néerlandais avait commis une violation du Traité de 1863 en établissant le barrage de Borgharen, et que le canal Juliana, étant un canal en aval de Maestricht, au sens de l'article premier du traité, était soumis, quant à son alimentation, aux mêmes prescriptions que les canaux de la rive gauche de la Meuse en aval de Maestricht.

Descente sur les lieux.

Au cours d'audiences tenues les 4, 5, 7, 10, 11, 12, 18, 20 et 21 mai 1937, la Cour a entendu les représentants des Parties. Lors de l'audience du 7 mai 1937, l'agent du Gouvernement belge suggéra à la Cour de procéder à une descente sur les lieux afin de voir sur place l'ensemble des installations, canaux et voies d'eau auxquels a trait le présent litige. Cette suggestion ne rencontra pas d'opposition de la part de l'agent du Gouvernement néerlandais, et la Cour décida, par une ordonnance datée du 13 mai 1937, d'y donner suite. Adoptant l'iti-

néraire proposé de commun accord par les agents des Parties, elle se rendit sur les lieux les 13, 14 et 15 mai 1937. Elle a entendu les explications qui lui ont été fournies par les représentants que les Parties avaient désignés à cet effet, et elle a assisté à des démonstrations pratiques de la manœuvre des écluses et installations connexes.

A cette occasion, la Cour était ainsi composée : M. GUERRERO, *Président*; sir CECIL HURST, *Vice-Président*; le comte ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, DE BUSTAMANTE, ALTAMIRA, ANZILOTTI, NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA, MM. NAGAOKA, CHENG, HUDSON, DE VISSCHER. (M. De Visscher, qui a été élu membre de la Cour par l'Assemblée et le Conseil de la Société des Nations le 27 mai 1937, avait, au début de l'instance, été désigné comme juge *ad hoc* par le Gouvernement belge.

Composition
de la Cour.

* * *

L'arrêt de la Cour fut rendu le 28 juin 1937.

Arrêt
(analyse).

Après avoir résumé les faits, la Cour constate que les questions litigieuses telles qu'elles lui sont posées doivent être tranchées seulement par l'interprétation et l'application du Traité de 1863 et sans faire appel aux règles générales du droit international général. Puis, ayant rappelé les dispositions pertinentes de ce traité, elle en vient à l'examen des conclusions de la Partie demanderesse.

Dans une première conclusion, le Gouvernement néerlandais avait prié la Cour de dire contraire au Traité de 1863 la construction par la Belgique de travaux rendant possible l'alimentation d'un canal situé en aval de Maestricht avec de l'eau puisée à la Meuse ailleurs que par la prise située en cette ville; ces travaux porteraient atteinte au privilège néerlandais de contrôle sur les puisements d'eau, et les quantités d'eau puisées excéderaient le maximum exigé par le traité. A ce propos, l'agent néerlandais avait insisté sur le fait que l'écluse de Neerhaeren comportait des aqueducs latéraux, destinés au remplissage et à la vidange des sas, mais qui pouvaient aisément être transformés en rigole latérale permettant de déverser de l'eau en grande quantité.

Selon la Cour, le Traité de 1863 n'a pas placé les Parties dans une situation d'inégalité juridique en créant, en faveur de l'une, un droit de contrôle que l'autre ne pourrait invoquer: le traité se présente, en effet, comme un accord librement consenti par deux États qui cherchaient à concilier leurs intérêts matériels en vue d'améliorer une situation de fait. L'article premier du traité est une disposition qui lie également les Pays-Bas et la Belgique. Si donc on revendique au nom du Gouvernement néerlandais, en sus des droits qui résultent nécessairement de la situation en territoire néerlandais de la nouvelle prise d'eau, certains privilèges, en ce sens que le

traité imposerait à la Belgique et non aux Pays-Bas une obligation de ne pas faire, relativement à l'alimentation des canaux situés à l'aval de Maestricht par de l'eau puisée à la Meuse ailleurs que par la rigole conventionnelle, la thèse va au delà de ce qui trouve appui dans le texte du traité.

Dans sa seconde conclusion, le demandeur avait prié la Cour de dire contraire au traité l'alimentation de certains canaux situés en Belgique (section belge du Zuid-Willemsvaart, du canal de la Campine, canal de Hasselt, etc.) par de l'eau prise à la Meuse ailleurs qu'à Maestricht.

Analysant le régime d'alimentation d'eau établi par le traité, la Cour constate que ce régime est constitué à la fois par la construction, en territoire néerlandais, d'une prise d'eau destinée à constituer la rigole d'alimentation pour tous les canaux situés en aval de Maestricht, et par la fixation d'un certain volume d'eau à écouler dans le Zuid-Willemsvaart pour y maintenir un niveau minimum de flottaison, mais de façon que la vitesse du courant ne dépasse pas un maximum fixé. Quant aux canaux que le traité a en vue lorsqu'il parle de canaux situés en aval de Maestricht, ce sont : le Zuid-Willemsvaart, ainsi que les canaux issus de celui-ci et alimentés par lui.

Tel étant le régime conventionnel, il est clair, déclare la Cour, que tout ouvrage portant atteinte à l'état de choses ainsi établi constitue une violation du traité : et ceci doit être appliqué aussi bien à un ouvrage en amont de Maestricht qu'à un ouvrage en aval. C'est ainsi que le fonctionnement d'une prise d'eau autre que la rigole de Maestricht instituée par le traité ne serait pas compatible avec le traité. Mais le passage d'eau par une écluse constitue-t-il une infraction à cette disposition ? Le Gouvernement néerlandais le soutient, et le Gouvernement belge le nie. La Cour estime que ni la thèse belge ni la thèse néerlandaise ne sauraient être intégralement acceptées. Adopter la thèse belge, selon laquelle aucune écluse, lorsqu'elle sert à la navigation, ni aucune quantité d'eau passant à travers cette écluse quand elle est ainsi utilisée, ne peut constituer une infraction à l'article premier, rendrait possibles la construction de travaux et l'écoulement d'eau en quantités telles que les intentions du traité se trouveraient entièrement frustrées. D'autre part, adopter la thèse néerlandaise et estimer que toute eau passant dans le Zuid-Willemsvaart par l'écluse de Neerhaeren et non par la rigole conventionnelle doit impliquer une infraction à l'article premier — et cela sans égard aux conséquences que pourrait exercer l'écoulement de l'eau sur la vitesse du courant dans le Zuid-Willemsvaart ou sur la navigabilité de la Meuse mitoyenne — équivaudrait à laisser de côté les fins pour lesquelles le traité a été conclu. Selon la Cour, le fonctionnement de l'écluse de Neerhaeren contreviendrait à l'objet du traité s'il produisait un excès de courant

dans le Zuid-Willemsvaart ou un manque d'eau dans la Meuse : or, cela n'a pas été démontré. Une autre circonstance dont il y a lieu de tenir compte à propos de la conclusion du Gouvernement néerlandais au sujet de l'écluse de Neerhaeren est la construction par ce Gouvernement au Bosscheveld d'une autre écluse, encore plus grande que celle de Neerhaeren, et qui conduit directement de la Meuse au Zuid-Willemsvaart. La Cour ne peut s'empêcher de rapprocher le cas des deux écluses, et elle estime qu'il n'y a pas lieu de traiter l'une plus défavorablement que l'autre. Aucune des deux, en effet, ne constitue une rigole d'alimentation, mais toutes les deux déversent leur eau d'éclusage dans le canal et contribuent ainsi à son alimentation autrement que par la rigole conventionnelle, sans provoquer, d'ailleurs, un courant excessif dans le Zuid-Willemsvaart. Dans ces conditions, la Cour estime difficile d'admettre que les Pays-Bas soient fondés à critiquer aujourd'hui la construction et le fonctionnement d'une écluse dont eux-mêmes avaient antérieurement donné l'exemple.

La troisième conclusion du Gouvernement néerlandais se rattache essentiellement à la construction et à la mise en service du canal Albert, de Liège à Anvers. Ce canal, alimenté par une prise d'eau à Liège-Monsin, suit sur une certaine distance le tracé de l'ancien canal de Hasselt, et la Cour est priée de dire que l'alimentation de cette section par de l'eau puisée à la Meuse ailleurs qu'à Maestricht serait contraire au traité. La Cour écarte cette conclusion. En effet, elle estime que le traité n'interdit ni aux Pays-Bas ni à la Belgique de faire tel usage qui leur convient des canaux soumis au traité, lorsqu'il s'agit de canaux qui, situés sur le territoire des Pays-Bas ou de la Belgique respectivement, n'en sortent pas. A leur égard, chacun des deux États a la liberté, agissant sur son propre territoire, de les modifier, de les agrandir, de les transformer, de les combler et même d'en augmenter le volume d'eau par des apports nouveaux, du moment qu'il n'est pas porté atteinte au puisement d'eau à la rigole conventionnelle et au volume d'eau que celle-ci doit débiter pour assurer au Zuid-Willemsvaart à la fois son niveau de flottaison et la vitesse moyenne de son courant.

La thèse soutenue par le Gouvernement des Pays-Bas se trouve d'ailleurs écartée par le singulier résultat pratique auquel elle aboutirait. Car elle reviendrait à reprocher à la Belgique d'avoir établi le tracé du nouveau canal sur l'emplacement de l'ancien. Il lui eût suffi de l'établir à côté pour ne pas contrevenir au traité. Une semblable conséquence ne saurait avoir été dans l'intention des Parties contractantes ou résulter d'une juste interprétation du texte du traité.

Pour les mêmes raisons, la Cour écarte la quatrième conclusion du Gouvernement néerlandais, qui est analogue à la précédente.

La Cour ayant ainsi été amenée à estimer que les différentes critiques élevées par le Gouvernement des Pays-Bas contre le Gouvernement de Belgique ne sont pas justifiées, passe à l'examen de la demande reconventionnelle de ce dernier Gouvernement, dont elle constate au préalable la connexité avec la demande principale.

Dans sa première conclusion, le Gouvernement belge prie la Cour de dire que le barrage de Borgharen a, en relevant le niveau de la Meuse, modifié l'état des lieux à Maestricht, ce qui, ayant été effectué sans le consentement de la Belgique, serait contraire au traité. La Cour écarte cette conclusion. En effet, le traité n'interdit pas aux Pays-Bas de modifier sans l'agrément de la Belgique la hauteur d'eau dans la Meuse à Maestricht, du moment qu'il n'en résulte aucune atteinte, ni au puisement d'eau par la rigole, ni au volume d'eau qu'elle doit ou peut débiter, ni au courant du Zuid-Willemsvaart. D'autre part, le Gouvernement belge n'a pas apporté la preuve qu'atteinte ait été portée à la navigabilité sur la Meuse ; d'ailleurs, la batellerie, quel qu'en soit le pavillon, dispose aujourd'hui du canal Juliana, qui est beaucoup mieux adapté à ses besoins.

Dans la seconde conclusion de sa demande reconventionnelle, le Gouvernement belge a prié la Cour de dire que le canal Juliana est soumis, quant à son alimentation, aux mêmes prescriptions que les canaux de la rive gauche à l'aval de Maestricht. La Cour estime que le canal Juliana, établi sur la rive droite de la Meuse, ne peut être considéré comme un « canal en aval de Maestricht », au sens de l'article premier du traité. La question de savoir comment est, en réalité, effectuée aujourd'hui l'alimentation du canal Juliana n'aurait à être envisagée que s'il était prétendu que cette alimentation porte atteinte au régime établi par le traité pour les canaux situés sur la rive gauche. Or, la Belgique ne le prétend pas.

Par ces motifs, la Cour rejette les diverses conclusions tant du Mémoire produit par les Pays-Bas que de la demande reconventionnelle jointe au Contre-Mémoire belge.

* * *

En ce qui concerne la demande principale, la Cour s'est prononcée par dix voix contre trois. C'est également par dix voix contre trois que la Cour a rejeté la demande reconventionnelle.

Opinions
dissidentes.

A l'arrêt sont jointes les opinions individuelles : de M. Anzilotti, qui ne peut se rallier à l'arrêt ; de M. Altamira et du jonkheer van Eysinga, qui ne peuvent se rallier à toutes les conclusions auxquelles arrive la Cour ; de sir Cecil Hurst, qui ne peut se rallier aux conclusions de l'arrêt quant à la demande reconventionnelle. M. Hudson, tout en se ralliant à l'arrêt, y joint ses observations. M. De Visscher déclare ne pouvoir se rallier aux conclusions de l'arrêt quant à la demande reconventionnelle.

CHAPITRE VI

DÉCISIONS DE LA COUR

PORTANT APPLICATION DU STATUT ET DU RÈGLEMENT

DIXIÈME ADDENDUM AU DIGESTE, ET INDEX

(Voir E 3, p. 173 ; E 4, p. 261 ; E 5, p. 229 ; E 6, p. 271 ; E 7, p. 261 ; E 8, p. 237 ; E 9, p. 149 ; E 10, pp. 135-136 ; E 11, pp. 139-140 ; E 12, pp. 181-211.)

Le chapitre VI du Troisième Rapport annuel rendait compte des décisions portant application du Statut et du Règlement prises par la Cour depuis ses débuts jusqu'au 15 juin 1927. Le chapitre VI de chacun des Rapports annuels parus depuis lors constituait un addendum mettant à jour ce Digeste et le complétant. La première partie du présent chapitre est le dixième de ces addenda¹.

Le dixième addendum rend compte des décisions prises par la Cour depuis qu'a paru le Douzième Rapport annuel, et, le cas échéant, complète ou modifie les points déjà signalés dans le Digeste ou les addenda précédents. Il a été élaboré selon la même méthode : la documentation est groupée sous le titre de l'article du Statut auquel elle a trait, et, éventuellement, la section consacrée à un article du Statut est subdivisée d'après les articles du Règlement y afférents.

Il convient d'observer que le présent addendum, ainsi que celui qui le précède, groupent les décisions de la Cour sur la base du Statut en vigueur depuis le 1^{er} février 1936, et que les références aux articles du Règlement qu'ils contiennent se réfèrent au Règlement en vigueur depuis le 11 mars 1936². Le Douzième Rapport annuel, aux pages 197 à 200, reproduit une double table de concordance, d'une part, entre le Règlement en vigueur depuis le 11 mars 1936 et le Règlement antérieurement en vigueur ; d'autre part, entre le Règlement en vigueur avant le 11 mars 1936 et le Règlement en

¹ Depuis la publication du Neuvième Rapport annuel, un ouvrage intitulé : *Statut et Règlement de la Cour permanente de Justice internationale (éléments d'interprétation)*, a été publié par l'*Institut für Ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht*, de Berlin. Cet ouvrage contient entre autres objets un digeste des décisions prises par la Cour en application du Statut et du Règlement jusqu'à celles (inclusivement) qui ont été mentionnées dans le sixième addendum (Série E, n° 9).

² Voir à ce sujet l'Introduction au neuvième addendum (E 12, pp. 181-182).

vigueur depuis cette date. Cette table est destinée à faciliter la comparaison entre d'une part le Digeste et ses huit premiers addenda (lesquels étaient basés sur le Règlement en vigueur avant le 11 mars 1936), et d'autre part les addenda suivants.

* * *

La seconde partie du présent chapitre contient trois index :

Sous la section A se trouve l'index analytique du dixième addendum. L'index analytique du Digeste et de ses cinq premiers addenda se trouve dans le Huitième Rapport annuel (pp. 267-298) ; les Rapports annuels parus depuis donnent chacun l'index qui se rapporte à l'addendum qu'ils contiennent.

La section B contient un index qui, pour chaque article du Statut, se réfère aux décisions de la Cour y relatives. Cet index porte sur le Digeste et sur ses dix addenda.

Quant à la section C, elle contient un index qui, pour chaque article du Règlement, se réfère aux décisions de la Cour y relatives. Cet index, établi sur la base de la version du Règlement en vigueur depuis le 11 mars 1936, porte sur les neuvième et dixième addenda. Pour le Digeste et ses huit premiers addenda, le Onzième Rapport annuel contient, aux pages 154 à 156, un index des articles du Règlement selon la version alors en vigueur ; la table de concordance qui se trouve aux pages 197 à 200 du Douzième Rapport annuel facilitera la comparaison entre l'index du Onzième Rapport et celui du présent volume.

PREMIÈRE PARTIE

DIXIÈME ADDENDUM
 AU DIGESTE DES DÉCISIONS DE LA COUR
 PORTANT APPLICATION DU STATUT ET DU RÈGLEMENT

SECTION I. — STATUT : PROCÉDURE CONTENTIEUSE

ARTICLE 13.

Lorsque la Cour se réunit de nouveau, au mois d'octobre 1936, Composition pour connaître au fond de l'affaire Pajzs, Csáky, Esterházy, sa com- position était différente de celle qu'elle avait eue au début de l'année, au moment où elle avait examiné les exceptions préliminaires qui avaient été soulevées dans la même affaire. En conséquence, les juges nouvellement élus et les agents des parties avaient le droit de demander que l'affaire fût replaidée dans son ensemble. Ni les juges ni les agents, toutefois, n'insistèrent sur leur droit, et il fut convenu entre le Président et les agents que ceux-ci pourraient se contenter de renvoyer dans leurs plaidoiries au volume qui contenait le compte rendu de la procédure orale relative aux exceptions préliminaires.

A l'ouverture des audiences dans cette affaire, le Président annonça que, d'accord avec les deux juges nouvellement élus, présents au sein de la Cour, et les agents des parties en cause, les comptes rendus des débats oraux auxquels avaient donné lieu les exceptions préliminaires ainsi que les documents écrits déjà déposés seraient considérés comme étant devant la Cour.

ARTICLE 17.

Au cours de l'année 1936, le gouvernement d'un certain État Incompatibi- demanda au Président de la Cour s'il accepterait la présidence d'une lités. commission permanente de conciliation, constituée entre l'État dont il s'agissait et un autre État, en vertu d'un traité de conciliation et d'arbitrage, le président de cette commission s'étant démis de ses fonctions. Le Président de la Cour estima ne pouvoir accepter cette mission pour le motif suivant : aux termes du traité, un différend soumis à la commission de conciliation pouvait, par la suite, être porté devant la Cour, si la procédure devant la commission n'aboutissait pas à un règlement amiable et, dans ce cas, l'article 17 du Statut de la Cour empêcherait le Président de celle-ci de siéger dans l'affaire.

Par la suite, cependant, le Président de la Cour fut invité par les deux États intéressés à désigner, aux termes du traité d'arbitrage et de conciliation mentionné plus haut, le président de cette commission de conciliation, les deux États ne pouvant se mettre d'accord

sur cette désignation. Le Président de la Cour accepta de se charger de cette mission (voir Section III).

ARTICLE 21.

Représentant de la Cour devant la Commission de contrôle. A la fin de 1936 (121^{me} séance), la Cour, comme d'habitude, confia au Greffier la mission de la représenter devant la Commission de contrôle, durant l'année 1937.

RÈGLEMENT, ARTICLE 14.

Élection du Greffier. A la date du 26 octobre 1936, lorsqu'elle se réunit après les vacances judiciaires, la Cour examina les questions relatives à la désignation de son Greffier, dont le poste avait été laissé vacant par suite de l'élection comme juge du titulaire précédent de ce poste.

Il fut décidé de fixer au 26 novembre 1936 la clôture du délai pour la présentation des candidats, car on estima qu'un mois suffirait pour permettre aux juges, absents à ce moment, d'exercer le droit que leur réservait l'article 14 du Règlement de proposer des candidats. Dans cet ordre d'idées, le Président fit savoir qu'il avait reçu un certain nombre de lettres de candidature; comme il lui paraissait désirable qu'un candidat ne fût pas exclu du fait que sa candidature ne serait pas « proposée par un membre de la Cour », il s'était engagé à transmettre à la Cour, dans chaque cas, la lettre du candidat éventuel, tout en spécifiant, bien entendu, que cette manière d'agir de sa part ne comportait aucunement un appui donné à la candidature dont il s'agissait.

La Cour examina également la proposition qu'il lui incombait de faire à l'Assemblée au sujet du traitement du Greffier (voir Statut, art. 32); elle prit sa décision au sujet de cette proposition le 12 novembre, c'est-à-dire quelque temps avant l'expiration du délai de clôture pour la présentation des candidats.

Lorsque la liste des candidats fut close, la Cour décida de procéder en séance privée à un échange non officiel de vues et de renseignements au sujet des candidats, avant la séance qu'elle tiendrait pour procéder à l'élection du Greffier. La procédure adoptée pour cette élection fut la suivante: copie de la liste complète des candidats fut remise à chacun des membres de la Cour, qui n'eurent qu'à mettre un signe en regard du nom du candidat auquel ils désiraient donner leur voix.

ARTICLE 23.

RÈGLEMENT, ARTICLE 25.

Observation d'un jour férié. Au cours de l'examen d'une affaire (en mai 1937), une question se posa quant à l'observation par la Cour d'un jour considéré comme jour de fête officiel dans le pays où elle a son siège. Il fut estimé que la question était réglée par le n° 4 de l'article 25 du Règlement, et la Cour ne tint pas séance ce jour-là.

RÈGLEMENT, ARTICLE 26.

Longs congés. A propos de l'établissement du tableau des longs congés pour 1937-1939, on fit observer que l'interprétation de l'article 23 du Statut, selon laquelle les juges appartenant à des pays très éloignés du siège de la Cour devaient, pour que leur nom pût figurer au

tableau des longs congés, élire domicile près du siège de la Cour, avait été définitivement adoptée en 1931 par la Cour et avait été incorporée dans l'article 27, alinéa 5, de l'ancien Règlement. A la suite de l'entrée en vigueur du Statut révisé, il avait été jugé superflu de répéter cette disposition dans le Règlement, mais la Cour avait expressément confirmé l'interprétation ci-dessus mentionnée de l'article 23 du Statut révisé.

ARTICLE 25.

A l'ouverture des débats oraux dans l'affaire des prises d'eau à la Meuse (mai 1937), un juge était absent pour raisons de santé. Aucune objection n'ayant été soulevée par les agents des parties, il fut entendu que, conformément aux précédents, ce juge pourrait néanmoins continuer à siéger dans l'affaire, s'il se rétablissait en temps voulu.

Absence d'un juge à l'ouverture des débats oraux.

Ultérieurement, au cours de la même affaire, un autre juge, appelé dans son pays par un devoir important à remplir, ne put, pendant deux jours, assister aux débats oraux. Les agents des parties n'ayant soulevé aucune objection, il continua, à son retour, à siéger dans l'affaire.

ARTICLES 26, 27, 29.

RÈGLEMENT, ARTICLE 24.

A l'occasion de l'élection des membres des Chambres spéciales et de la Chambre de procédure sommaire à la fin de 1936, la question fut soulevée de savoir si un juge pouvait, au sujet de cette élection, exprimer une préférence quant à la Chambre dont il désirerait faire partie. Une disposition de l'article 14 du Règlement antérieur prévoyait la possibilité d'exprimer cette préférence, mais cette disposition ne figure plus dans l'article correspondant du Règlement actuel (art. 24). La Cour décida qu'il n'était pas compatible avec l'article 24 du Règlement de tenir compte de préférences éventuellement exprimées par les juges, à l'occasion des élections aux Chambres constituées en vertu des articles 26, 27 et 29 du Statut.

Élections aux Chambres spéciales : question relative à l'expression d'une préférence.

ARTICLE 32.

Lorsqu'il s'agit d'élire un nouveau Greffier, la Cour, au mois de novembre 1936, constitua une commission qu'elle chargea d'examiner la proposition à faire à l'Assemblée au sujet du traitement afférent au poste de Greffier.

Proposition faite par la Cour relative au traitement du Greffier.

La commission arriva à la conclusion — approuvée ensuite par la Cour — que le traitement du Greffier devrait être fixé sans égard aux échelles ou aux traitements fixes en vigueur dans d'autres organisations et en tenant compte seulement du niveau des traitements, d'une part des membres de la Cour, d'autre part des fonctionnaires du Greffe. La commission estima également qu'il valait mieux prévoir pour le Greffier une situation particulière correspondant à la position indépendante de la Cour. La proposition visant le traitement du Greffier fut faite pour une période de fonction de sept ans. Quant au traitement afférent à une deuxième période éventuelle de fonction, la commission renonça à faire une proposition, de manière à laisser les mains entièrement libres à la Cour telle qu'elle serait composée à la suite de la prochaine élection générale.

ARTICLE 39.

Adoption du Dans l'affaire Pajzs, Csáky, Esterházy (procédure sur le fond, 1936), la Cour adopta, comme faisant foi, le texte français d'un texte faisant foi d'un arrêt. arrêt, lors de l'approbation de ce texte en première lecture. Ceci constituait une dérogation aux précédents, car en général la décision à ce sujet n'avait pas été prise avant l'adoption définitive en seconde lecture des textes anglais et français de l'arrêt. La Cour adopta ultérieurement le texte anglais comme conforme au texte français faisant foi.

Accord entre Dans l'affaire des prises d'eau à la Meuse (mai-juin 1937), les parties, se référant à l'article 39 du Statut, avaient convenu que toute la procédure aurait lieu en français. Par suite, en vertu de ce même article, l'arrêt a été rendu en français, ce texte faisant foi *ipso facto*, et la version en anglais faite par le Greffe a, comme de coutume, été précédée de l'indication « traduction » et n'a pas été soumise à la Cour.

Méthode à Au cours de l'élaboration d'un arrêt (116^{me} séance, année judiciaire 1936), une question fut soulevée au sujet de la méthode à suivre pour citer dans les arrêts de la Cour des textes législatifs ou conventionnels. Il fut proposé que, chaque fois que l'occasion se présenterait de citer, dans un arrêt ou avis consultatif, une loi ou un traité rédigé par exemple en français et en anglais, les deux textes fussent reproduits dans les textes français et anglais de l'arrêt ou de l'avis consultatif, afin notamment de montrer clairement que la Cour, lorsqu'elle avait pris sa décision, avait eu effectivement sous les yeux les deux textes législatifs ou conventionnels qui étaient pareillement authentiques.

A cet égard, on fit observer qu'au début la Cour avait eu tendance à reproduire dans les deux textes de ses arrêts et avis les textes anglais et français des dispositions citées par elle, quand ces textes étaient tous deux authentiques. Par la suite, elle avait renoncé à cette manière de procéder — qui risquait de rendre ses arrêts trop volumineux —, sauf dans les cas où une différence était constatée entre les textes anglais et français de l'acte qu'il incombe à la Cour d'interpréter; la méthode actuelle, qui consistait à reproduire simplement, d'une part le texte français, et d'autre part le texte anglais dans le texte correspondant de l'arrêt, avait été adoptée.

La Cour procéda à un vote sur le point de savoir si, dans l'arrêt dont il s'agissait alors, le texte anglais — également authentique — de certaines dispositions serait inséré dans le texte français de l'arrêt chaque fois que le texte français desdites dispositions serait cité. Ce vote ayant donné lieu à un partage égal de voix, le Président fit usage de sa voix prépondérante (art. 55 du Statut) dans le sens négatif; la pratique actuelle de la Cour fut donc maintenue, mais il demeura entendu que, dans les cas où une question se poserait quant à la divergence des deux textes à interpréter, ces deux textes devraient être cités.

RÈGLEMENT, ARTICLES 39 ET 58.

Usage d'une Dans une affaire soumise à la Cour par compromis, la Cour (mai langue autre 1937) prit connaissance d'une lettre par laquelle l'agent de l'une

des parties demandait l'autorisation de faire usage de sa langue maternelle pour toute la procédure. que l'une des
deux langues
officielles.

La Cour examina en premier lieu le point de savoir si elle pouvait prendre une décision, au sujet de cette demande, en l'absence du juge *ad hoc* de l'autre partie en cause. Il fut estimé que la décision envisagée par l'article 39, n° 3, du Règlement n'exigeait pas la présence des juges *ad hoc*. La Cour examina également la question de savoir si sa décision devrait être rendue par ordonnance. Les seuls précédents existants visaient l'usage d'une langue autre que l'une des langues officielles de la Cour durant la procédure orale, et jusqu'à présent les décisions en cette matière n'avaient pas été rendues sous forme d'ordonnance. Étant donné, cependant, que la question avait trait à la direction du procès, la Cour décida de statuer par une ordonnance.

Quant à la demande elle-même, visant l'autorisation de faire usage, pour toute la procédure, d'une langue autre que les langues officielles de la Cour, celle-ci décida de ne pas y faire droit pour la procédure écrite, mais d'y donner suite pour la procédure orale : pour cette dernière, en effet, il existait des précédents, mais pour la première on eût risqué de créer un précédent qui aurait pu dans l'avenir provoquer des difficultés. On estima que l'expression « procédure écrite » visait les mémoires, etc., établis par la partie elle-même et non les documents joints en annexe, dont il est question à l'article 43, alinéa 2, du Règlement. On considéra également que, comme la Cour n'autorisait pas la présentation de documents de la procédure écrite dans une langue autre que l'une des langues officielles de la Cour, mais qu'elle se contentait de suivre un précédent en autorisant l'emploi d'une autre langue dans la procédure orale, il n'était pas nécessaire de se renseigner sur la manière de voir de l'agent de l'autre partie.

L'ordonnance rendue par la Cour autorisa, pour la procédure orale, l'usage de leur langue maternelle par l'agent et le conseil de la partie dont il s'agissait, étant entendu que des dispositions seraient prises par eux pour faire traduire immédiatement leurs exposés dans l'une des langues officielles de la Cour. Quant à la procédure écrite, l'ordonnance écarta la demande et ajouta que les documents produits par les parties à l'appui de leur thèse devraient, s'ils n'étaient pas établis dans l'une des langues officielles de la Cour, être accompagnés d'une traduction dans l'une de ces langues, ainsi que le prévoit l'article 43 du Règlement.

ARTICLE 43, ALINÉAS 2 ET 3.

RÈGLEMENT, ARTICLE 37.

Dans certaines affaires soumises à la Cour, un retard considérable, dans les arrangements à prendre pour la procédure et notamment dans la fixation des délais, a résulté du fait que les parties avaient laissé passer beaucoup de temps avant de désigner leurs agents, ce qui empêchait le Président de tenir la réunion envisagée au n° 1 de l'article 37 du Règlement.

Dans une certaine affaire, un délai de quatre mois s'écoula entre la date du dépôt de la requête et la désignation de l'agent du défendeur.

RÈGLEMENT, ARTICLES 37-38.

Délais; pro-
longation
sine die.

Dans l'affaire Losinger & C^{ie}, l'agent de l'une des parties présenta une demande à la Cour (août 1936) en vue d'obtenir une prolongation du délai qui lui avait été imparti pour le dépôt d'un document de la procédure écrite (la Réplique); cet agent invoquait, comme motif à l'appui de sa demande, des négociations engagées en vue du règlement de l'affaire. Le Président en exercice de la Cour rendit une ordonnance par laquelle il prorogea à la date demandée le délai dont il s'agissait et, en même temps, prolongea *sine die* le délai afférent au dépôt de la Duplique par l'autre partie, la date du dépôt de ce dernier document devant être fixée ultérieurement. Par la suite, une nouvelle demande de prolongation du délai afférent au dépôt de la Réplique fut présentée, à raison de l'état des négociations relatives au règlement de l'affaire; il fut également fait droit à cette demande, et le délai fixant la présentation de la Duplique resta prolongé *sine die*. (La procédure fut ultérieurement l'objet d'un désistement. Voir Statut, art. 56.)

Dans l'affaire des phares en Crète et à Samos, les parties, dans leur compromis notifié à la Cour au mois d'octobre 1936, demandèrent à la Cour, sauf disposition prévoyant le contraire, de se conformer au compromis par lequel avait été soumise à la Cour la première affaire des phares (Arrêt du 17 mars 1934). Le compromis du mois d'octobre 1936 stipulait notamment que la disposition du compromis antérieur qui visait les délais demeurait en vigueur, étant entendu que ces délais ne commenceraient à courir qu'à dater du 15 octobre 1936. Comme *terminus a quo*, le Président de la Cour, dans son ordonnance du 13 janvier 1937 relative aux délais, adopta la date à laquelle, conformément à l'article 37, alinéa 1, du Règlement, il s'était renseigné auprès des parties pour ce qui se rattachait à la procédure. Cette manière de procéder constitue une dérogation à la pratique qui résultait du Règlement antérieurement en vigueur. (Voir E 10, pp. 143-144.)

RÈGLEMENT, ARTICLE 41.

Suppression
des répliques
dans la procé-
dure écrite.

Dans l'ordonnance précitée, le Président, rappelant que la Cour, dans l'affaire précédente, avait estimé qu'une disposition du compromis dans cette affaire impliquait un accord pour renoncer au droit de présenter des répliques, se borna à fixer les délais afférents au dépôt des mémoires et contre-mémoires (voir E 10, p. 143).

Dans l'affaire Borchgrave, soumise à la Cour par compromis au mois de mars 1937, les agents des parties, au cours d'un entretien auquel ils furent convoqués par le Président de la Cour conformément à l'article 37, n° 1, du Règlement, proposèrent une dérogation à la procédure normale en ce qui est de la présentation des pièces de la procédure écrite dans une affaire introduite par compromis (Règlement, art. 41, n° 1). Les agents exprimèrent le désir, confirmé par une lettre rédigée en commun, que ces pièces fussent présentées successivement comme dans une affaire introduite par requête (Règlement, art. 41, n° 2), à savoir un Mémoire par le Gouvernement belge, un Contre-Mémoire par le Gouvernement espagnol, une Réplique par le Gouvernement belge, et une Duplique par le Gouvernement espagnol. Le Président, dans l'ordonnance par laquelle il fixa les délais de la procédure écrite, exerça le pouvoir que lui

confère l'article 37, n° 5, du Règlement, et donna suite au désir ainsi exprimé par les parties.

ARTICLE 43, ALINÉA 5.

RÈGLEMENT, ARTICLE 54.

Dans l'affaire Pajzs, Csáky, Esterházy (procédure au fond, oct.-déc. 1936), l'agent de l'une des parties demanda à la Cour d'appliquer l'article 54 du Règlement et de l'inviter à citer comme témoin une personne désignée par lui. La Cour examina cette demande en séance privée ; l'agent ayant invoqué l'article 54 du Règlement, il fut estimé que la décision appartenait à la Cour. Quoique la demande de l'agent soit demeurée sans réponse, il résulte du débat au sein de la Cour que le sentiment général était de considérer comme inutile l'audition de ce témoin.

Demande présentée par un agent en vue d'obtenir l'application de l'article 54 du Règlement.

ARTICLE 45.

RÈGLEMENT, ARTICLE 52.

Au cours des débats oraux dans une certaine affaire (mai 1937), un membre de la Cour exerça le droit à lui réservé par l'article 52, n° 2, du Règlement de poser des questions aux agents — cet article ne faisant pas mention expresse du droit de demander la production de documents — et demanda à l'agent de l'une des parties s'il était en mesure de déposer certaines pièces. L'agent de la partie adverse ne souleva pas d'objection au sujet de l'un des documents demandés, mais il s'opposa à la production d'un autre document pour le motif, notamment, que la pièce dont il s'agissait était confidentielle. On estima que, bien que la Cour eût toujours insisté, en vertu de l'article 49 du Statut, pour obtenir la production de tous documents, il était préférable, dans l'espèce, de ne pas agir ainsi ; en conséquence, le Président, lors de l'audience suivante, annonça qu'il considérait comme inutile la production du document dont il s'agissait et demanda à l'agent intéressé de ne pas produire ce document.

ARTICLE 47.

RÈGLEMENT, ARTICLE 60.

Dans l'affaire Pajzs, Csáky, Esterházy (procédure sur le fond, oct.-déc. 1936), l'agent de l'une des parties — qui avait procédé de même dans la procédure préliminaire sur le fond en la même affaire — fit un usage étendu de son droit d'apporter des modifications aux comptes rendus sténographiques des exposés oraux faits par lui devant la Cour. La même procédure fut suivie que dans le cas précédent (voir E 12, pp. 188-190), et la Cour, de nouveau, confia à son Comité de publications l'examen des corrections proposées. Il fut convenu que le Comité examinerait les modifications et présenterait son rapport à la Cour lorsque cette dernière se réunirait de nouveau après les vacances de Noël.

Corrections apportées aux comptes rendus des exposés oraux.

ARTICLE 48.

Dans l'affaire Pajzs, Csáky, Esterházy (procédure au fond, oct.-déc. 1936), l'agent de l'une des parties qui, au cours de ses exposés oraux, avait déposé des conclusions supplémentaires, fut invité par la Cour à formuler de nouveau ses conclusions dans leur ensemble. Ses conclusions finales furent déposées à l'issue de la duplique orale,

Conclusions définitives : la Cour autorise le dépôt par écrit de conclusions

supplémentaires à l'issue des débats oraux.

mais l'agent de l'autre partie, remarquant qu'elles n'étaient pas identiques à celles qui avaient été présentées antérieurement, demanda, pour ce motif, à pouvoir modifier la numérotation de ses propres conclusions finales, et à inclure une conclusion correspondant à un nouvel alinéa des conclusions définitives de l'autre agent.

La Cour fit droit à cette demande : l'agent fut autorisé à modifier la numérotation de ses conclusions et à présenter par écrit une conclusion supplémentaire.

RÈGLEMENT, ARTICLE 48.

Démonstration faite à l'aide de maquettes et de modèles au cours des débats oraux.

Au cours d'une affaire plaidée au mois de mai 1937, l'agent de l'une des parties proposa de faire des démonstrations à l'aide de maquettes et de modèles spécialement établis dans cette intention.

La Cour décida d'inviter l'agent de l'autre partie à faire connaître sa manière de voir au sujet de cette proposition. Cet agent n'ayant pas soulevé d'objection, à la condition d'être autorisé à présenter ses observations au sujet des maquettes et modèles, la Cour examina ensuite la question de savoir si les démonstrations proposées auraient lieu à l'audience ou au cours d'une séance privée. Il fut décidé qu'elles seraient faites à l'audience, étant donné qu'elles faisaient partie de la plaidoirie de l'agent.

ARTICLE 50.

Descente sur les lieux.

Dans l'affaire des prises d'eau à la Meuse (mai 1937), l'agent de l'une des parties suggéra à la Cour, lors des débats oraux, une descente sur les lieux qui permettrait à la Cour de se rendre compte par elle-même et sur place de certains faits. Cette proposition ne souleva pas d'objection de la part de l'agent de l'autre partie. La Cour décida d'y donner suite et de rendre sa décision sous forme d'ordonnance. Le programme de la descente sur les lieux fut établi de commun accord par les agents des parties, sous réserve de l'approbation de la Cour. On chargea le Greffier de régler, d'accord avec les parties, la question du nombre de représentants de chacune d'elles appelés à accompagner la Cour.

Quant aux frais de la descente sur les lieux, il fut décidé qu'ils seraient supportés par la Cour, étant donnée l'existence d'une résolution de l'Assemblée de la Société des Nations qui visait, entre autres, ces frais¹. Il fut également décidé qu'un compte rendu succinct de la descente sur les lieux serait établi et que l'on se bornerait à y mentionner les étapes successives et le fait que des explications avaient été fournies par telle ou telle personne.

ARTICLE 52.

RÈGLEMENT, ARTICLE 48.

Admissibilité de nouveaux documents produits à l'audience.

Dans l'affaire Pajzs, Csáky, Esterházy (oct.-déc. 1936), au cours des débats oraux, l'un des agents exprima le désir de donner lecture d'un certain document. Le Président attira son attention sur le

¹ Résolution du 14 septembre 1929, concernant le règlement régissant le remboursement des frais de voyage des juges ; art. 2, 1°. Voir Série D, n° 1, 3^{me} éd., 1936, p. 65.

n° 1 de l'article 48 du Règlement et demanda à l'agent de l'autre partie s'il donnait son assentiment à ce que le document dont il s'agissait fût produit. Ce dernier ayant répondu négativement, l'agent renonça à son intention de donner lecture dudit document.

Au cours de la même affaire, la Cour fut, à deux reprises, appelée à prendre des décisions en vertu de l'article 52 du Statut et de l'article 48 du Règlement.

1. — Au cours de la procédure orale sur les exceptions préliminaires (avril-mai 1936), l'agent du Gouvernement hongrois produisit, sur la demande de la Cour, la requête par laquelle avait été soumise au Tribunal arbitral mixte hungaro-yougoslave l'une des trois affaires qui avaient abouti aux arrêts faisant l'objet de la procédure devant la Cour. Durant la procédure orale sur le fond (oct.-nov. 1936), cet agent se référa à la requête par laquelle avait été introduite devant le Tribunal arbitral mixte une autre des trois affaires et exprima l'intention d'en produire le texte. L'agent du Gouvernement yougoslave donna son assentiment à la production de cette requête, mais sous réserve d'une condition qui — cela fut constaté plus tard — n'avait pas été remplie. La Cour décida d'autoriser la production du document, étant donné l'intérêt qu'il y avait pour elle à être en possession des pièces qui avaient été soumises au Tribunal arbitral mixte lorsqu'il avait rendu les arrêts qui faisaient l'objet de la procédure actuellement devant la Cour.

2. — Au cours de son exposé oral sur le fond ainsi qu'au cours des débats oraux sur les exceptions, l'agent du Gouvernement yougoslave se référa au compte rendu des travaux d'une certaine commission intergouvernementale et, à cet égard, pria la Cour de demander à l'autorité qualifiée une copie certifiée conforme du document cité par lui, dont il ne possédait lui-même qu'un texte non officiel. La Cour ne donna pas suite à cette suggestion, et quand, au cours des débats oraux, l'agent du Gouvernement yougoslave invoqua de nouveau le texte dont il s'agissait, l'agent du Gouvernement hongrois déclara qu'il ne pouvait consentir à l'usage que l'autre partie se proposait de faire de ce document, lequel n'avait pas encore été produit. La Cour décida de ne pas admettre le document.

ARTICLE 54.

Après la clôture des débats dans l'affaire Pajzs, Csáky, Esterházy (procédure sur le fond, oct.-déc. 1936), l'un des agents adressa au Greffier-adjoint — faisant alors fonction de Greffier — une lettre dans laquelle il faisait observer que l'agent de l'autre partie avait, au cours de sa duplique orale, eu recours à de nouveaux arguments, et demandait que la Cour l'autorisât à traiter plus en détail des questions auxquelles se réfèrent ces arguments. La Cour estima qu'en fait cet agent lui demandait d'exercer le droit — que le Président réserve toujours à la Cour lors de la clôture des débats oraux — d'inviter les parties à fournir des renseignements ou explications complémentaires. Quant à la question de savoir s'il y avait lieu de donner suite à cette demande, la Cour estima que la question mentionnée dans la lettre dudit agent avait été traitée avec une ampleur suffisante au cours des débats et qu'il n'y avait pas lieu d'autoriser la présentation de nouveaux arguments. Il fut décidé à cet égard que,

Demande visant l'autorisation de présenter de nouveaux arguments après la clôture des débats.

la lettre de l'agent paraissant contenir une réfutation de certains des arguments de l'autre partie, cette lettre ne figurerait pas au dossier de l'affaire (ce qui eût obligé à la communiquer à l'autre partie) et ne serait pas distribuée aux membres de la Cour; le Greffier-adjoint se contenterait de répondre que la procédure orale était close et que, si la Cour estimait utile de demander des renseignements complémentaires, elle le ferait savoir aux agents.

ARTICLE 55.

Voix prépondérante du Président.

Les voix s'étant partagées également lors d'un vote portant sur une question qui visait la pratique de la Cour en matière de citation, dans des arrêts, d'extraits de textes législatifs ou conventionnels établis en anglais et en français, le Président fit usage de sa voix prépondérante en faveur du maintien de la pratique actuelle (voir Statut, art. 39).

ARTICLE 56.

RÈGLEMENT, ARTICLE 68.

Arrangement amiable et désistement : prise d'acte par voie d'ordonnance. — Question relative à la présence des juges *ad hoc*.

A propos de l'affaire Losinger & C^{ie}, la Cour eut, pour la première fois, l'occasion (en déc. 1936) d'appliquer l'article 68 du Règlement adopté par elle le 11 mars 1936. A cet égard, la question se posa de savoir si la présence des juges *ad hoc* était nécessaire pour l'élaboration de l'ordonnance prenant acte du désistement. Il fut constaté que, dans l'affaire dont il s'agissait, aucun doute ne se présentait quant à l'intention des deux parties et que la radiation de l'affaire du rôle constituait plutôt une formalité administrative qu'une décision; on cita comme précédent l'ordonnance qui avait mis fin à la procédure de l'affaire du Groënland du Sud-Est (mai 1933), ordonnance à laquelle n'avaient point participé les juges *ad hoc*. Mais, pour éviter de créer un précédent, on suggéra l'insertion d'une phrase indiquant que, dans l'affaire actuelle, la présence des juges *ad hoc* n'était pas jugée nécessaire¹. Finalement, il fut décidé de ne pas insérer cette mention dans l'ordonnance, mais il fut entendu que le Président, dans une déclaration enregistrée au procès-verbal, indiquerait que, aucun doute ne régnant quant à l'accord des deux parties sur la radiation de l'affaire du rôle, et eu égard aux précédents, il jugeait inutile de convoquer les juges *ad hoc* aux fins de l'élaboration de l'ordonnance prescrivant la radiation de l'affaire du rôle.

La Cour décida de ne pas donner lecture à l'audience de l'ordonnance prescrivant la radiation de l'affaire du rôle, mais d'imprimer comme d'habitude cette ordonnance dans le volume pertinent de la Série A/B.

¹ Dans l'affaire Pajzs, Csáky, Esterházy (compétence, mai 1936), la Cour eut à prendre une décision en vertu de l'article 60 du Règlement (voir E 12, pp. 184-185), quelque temps après la clôture des débats dans cette phase de la procédure. La Cour estima qu'en principe les juges *ad hoc* devaient être présents, mais, en fait, l'un d'eux, qui avait quitté La Haye, répondit, lorsqu'il fut prévenu de la date à laquelle la décision serait prise, qu'il ne pourrait être présent et qu'il s'en remettait de la décision à la Cour. L'autre juge *ad hoc* était présent.

SECTION II. — STATUT : PROCÉDURE CONSULTATIVE

Depuis le 15 juin 1936, il n'y a rien de nouveau à signaler dans ce domaine.

SECTION III. — AUTRES ACTIVITÉS

Au mois de septembre 1936, le Président de la Cour, à la demande de deux États, désigna le président d'une commission de conciliation constituée entre ces États en vertu d'un traité d'arbitrage et de conciliation. Ce traité disposait que, dans le cas où les deux parties ne pourraient se mettre d'accord sur la désignation du président de la commission, le soin d'effectuer cette désignation serait confié au Président de la Cour permanente de Justice internationale.

Désignation
du président
d'une com-
mission de
conciliation.

SECTION A. — INDEX ANALYTIQUE DU CHAPITRE VI

ABRÉVIATIONS :

Gouv^t Gouvernement.
S. d. N. Société des Nations.

	<i>Statut.</i>	<i>Règlement.</i>	<i>Pages.</i>
ADMISSIBILITÉ DE MOYENS DE PREUVE ET DE DOCUMENTS : voir <i>Preuve</i> (Moyens de —), et <i>Documents</i> (en général).			
AGENTS :			
Consultation des — avant la fixation des délais (Pratique suivie pour la —)	43 (2 et 3)	37	139-140
Délai en matière de désignation des — ayant entraîné un retard dans les arrangements à prendre pour la procédure	43 (2 et 3)	37	139
Demande présentée par un agent afin d'obtenir que la Cour l'invite à citer un témoin désigné par lui	43 (5)	54	141
Droit des — de demander qu'une affaire soit replaidée dans son ensemble, lorsque la Cour examine le fond dans une composition différente de celle dans laquelle elle a examiné les exceptions préliminaires	13	—	135
ARBITRES ET SURARBITRES (Désignation) :			
Par le Président			135-136
Désignation du président d'une commission permanente de conciliation			145
Président (Le —) de la Cour estime ne pouvoir accepter la présidence d'une commission permanente de conciliation	17	—	135
ARRANGEMENTS AMIABLES ET DÉSISTEMENTS :			
Ordonnance de la Cour prenant acte du désistement non lue en séance publique, mais imprimée dans la Série A/B	56	68	144
Principe établi au sujet d'une décision prévoyant que la présence de juges <i>ad hoc</i> n'est pas nécessaire aux fins de l'élaboration d'une ordonnance par laquelle la Cour prend acte d'un désistement	56	68	144

INDEX ANALYTIQUE DU CHAPITRE VI

147

	<i>Statut.</i>	<i>Règlement.</i>	<i>Pages.</i>
ARRÊT :			
Méthode à suivre pour citer dans les arrêts, etc., des textes législatifs ou conventionnels établis en français et en anglais	39	—	138
Texte faisant foi adopté par la Cour lors de l'approbation du texte d'un — en première lecture (dérogation aux précédents)	39	—	138
AVIS CONSULTATIF :			
Méthode à suivre pour citer des textes législatifs ou conventionnels rédigés dans les deux langues officielles dans un —	39	—	138
CHAMBRES DE LA COUR :			
Expression (L'—) d'une préférence par les juges à l'occasion des élections aux — n'est pas compatible avec l'art. 24 du Règlement	26, 27, 29	24	137
CITATION DANS LES ARRÊTS, etc., de textes législatifs ou conventionnels : voir <i>Arrêts</i> . Voir aussi <i>Langues officielles de la Cour</i> .			
COMITÉ DES PUBLICATIONS DE LA COUR :			
Rapport du — sur l'usage étendu fait par un agent de son droit d'introduire des modifications dans le compte rendu sténographique de ses exposés oraux	47	60	141
COMMISSION DE CONCILIATION : voir <i>Arbitres et surarbitres</i> .			
COMMISSION DE CONTRÔLE (Représentation de la Cour devant la —) : voir <i>Cour</i> , <i>Représentation</i> , etc.			
COMPLÉMENT D'INFORMATION :			
Demande visant l'autorisation de présenter de nouveaux arguments après la clôture des débats ; procédure suivie	54	—	143-144
COMPOSITION DE LA COUR : voir <i>Cour</i> , <i>Composition de la —</i> .			
COMPROMIS :			
Dérogation à la procédure normale en matière de présentation des pièces de la procédure écrite dans une affaire introduite par —	43 (2 et 3)	41	140-141
Procédure conforme à un — antérieur notifié par les mêmes parties	43 (2 et 3)	37, 38, 41	140

	<i>Statut.</i>	<i>Règlement.</i>	<i>Pages.</i>
COMPTE RENDU STÉNOGRAPHIQUE : voir <i>Procédure orale</i> .			
CONCLUSIONS DES PARTIES :			
Autorisation par la Cour de déposer par écrit des conclusions supplémentaires à l'issue des débats oraux	48	—	141-142
CONGÉS DES JUGES : voir <i>Juges</i> , Vacances et congés.			
CORRECTION DES COMPTES RENDUS DES EXPOSÉS ORAUX : voir <i>Procédure orale</i> , Comptes rendus, etc.			
COUR :			
Complément d'information demandé par la — : voir <i>Complément d'information</i> .			
Composition de la — :			
Examen d'une affaire au fond dans une composition différente de celle que la Cour avait lors de l'examen de l'exception préliminaire	13	—	135
Présence (La —) des juges <i>ad hoc</i> n'est pas jugée nécessaire dans certaines circonstances	39 56	39 68	139 144
Décisions (Forme des —) :			
Descente sur les lieux ; décision rendue sous forme d'ordonnance	50	—	142
Usage d'une langue autre que l'une des deux langues officielles ; décision rendue sous forme d'ordonnance	39	39, 58	138-139
Membres de la — : voir <i>Juges</i> .			
Pratique de la — :			
Déroations aux précédents	39 43 (2 et 3)	— 37, 38	138 140
Voir aussi <i>Voix prépondérante</i> .			
Président de la — : voir <i>Président</i> .			
Publications de la — : voir <i>Publications</i> .			
Questions ne rentrant pas strictement dans le domaine d'activité de la — (autres activités)	—	—	145
Représentation de la — devant la Commission de contrôle (1937)	21	—	136
DÉBATS ORAUX : voir <i>Procédure orale</i> .			
DÉLAIS : voir <i>Procédure écrite</i> (Délais de la —).			
DÉMONSTRATION FAITE A L'AIDE DE MAQUETTES ET DE MODÈLES AU COURS DES AUDIENCES	48	48	142

	<i>Statut.</i>	<i>Règlement.</i>	<i>Pages.</i>
DESCENTE SUR LES LIEUX : Proposition visant une — adoptée par la Cour, et procédure à suivre	50	—	142
DÉSISTEMENT DES PARTIES : voir <i>Arrangements amiables et désistements.</i>			
DOCUMENTS (en général) :			
Demande d'un agent priant la Cour de demander une copie certifiée conforme d'un certain document ; il n'a pas été donné suite à cette suggestion	52	48	143
Objection soulevée par un agent au sujet d'un document produit par l'agent de la partie adverse à la suite d'une question posée à l'audience par un membre de la Cour	45	52	141
Production de nouveaux documents après la fin de la procédure écrite (assentiment ou défaut d'assentiment)	52	48	142-143
Traduction des — dans l'une des langues officielles de la Cour : voir <i>Langues officielles</i> , et <i>Traductions écrites.</i>			
ÉLECTION DU NOUVEAU GREFFIER : voir <i>Greffier.</i>			
ÉLECTIONS AUX CHAMBRES DE LA COUR (l'expression d'une préférence par les juges n'est pas compatible avec l'art. 24 du Règlement)	26, 27, 29	24	137
FORMES DES DÉCISIONS DE LA COUR : voir <i>Cour</i> , Décisions de la —.			
GREFFIER :			
Élection d'un nouveau — (Procédure suivie pour l'—)	21	14	136
Représentation de la Cour par le — : voir <i>Cour</i> , Représentation, etc.			
Traitement du — (Principes établis lors de la fixation du —)	32	—	136, 137
INCOMPATIBILITÉ DE FONCTIONS : voir <i>Juges.</i>			
INTERPRÉTATION A L'AUDIENCE : voir <i>Traductions orales.</i>			
JOURS FÉRIÉS ; débats oraux (interruption des — à l'occasion d'un jour férié)	23	25 (4)	136
JUGES :			
Absence d'un juge :			
A l'ouverture des débats oraux, aucune objection n'ayant été soulevée par les agents, ce juge pourrait continuer à siéger dans l'affaire	25	—	137

	<i>Statut.</i>	<i>Règlement.</i>	<i>Pages.</i>
JUGES (suite) :			
Absence d'un juge (<i>suite</i>) :			
Pendant deux jours au cours des débats oraux ; les agents ne font aucunement objection à ce qu'il continue à siéger dans l'affaire	25	—	137
Documents demandés par un membre de la Cour au cours des débats oraux : voir <i>Questions</i> , etc.			
Droit des — nouvellement élus, lorsqu'ils siègent pour connaître du fond d'une affaire qui a fait l'objet d'exceptions préliminaires, de demander que cette affaire soit replaidée dans son ensemble	13	—	135
Incompatibilité de fonctions ; non-acceptation de la présidence d'une commission permanente de conciliation	17	—	135
Vacances et congés ; tableau de longs congés ; l'inscription au — est subordonnée à la condition que le juge intéressé ait son domicile près du siège de la Cour	23	26	136-137
JUGES « AD HOC » :			
Présence (La —) des — n'est pas jugée nécessaire :			
Aux fins d'une décision visant l'usage d'une langue autre que l'une des deux langues officielles	39	39	139
Principe posé aux fins de l'élaboration d'une ordonnance prenant acte d'un désistement	56	68	144
LANGUES OFFICIELLES DE LA COUR :			
Documents (Les —) produits par les parties, s'ils ne sont pas établis dans l'une des —, doivent être accompagnés d'une traduction	39	39, 43	139
Méthode à suivre pour citer dans les arrêts, etc., des textes législatifs ou conventionnels établis en français et en anglais	39	—	138
Texte faisant foi : voir <i>Texte faisant foi</i> .			
Traductions écrites : voir <i>Traductions écrites</i> .			
Traductions orales : voir <i>Traductions orales</i> .			
Usage d'une langue autre que l'une des — :			
Autorisation donnée par la Cour pour la procédure orale	39	39 (3), 58	139
Décision de la Cour rendue sous forme d'ordonnance	39	39 (3), 58	139

	<i>Statut.</i>	<i>Règlement.</i>	<i>Pages.</i>
LANGUES OFFICIELLES DE LA COUR (suite) :			
Usage d'une langue autre, etc. (suite) :			
Demande écartée quant à la procédure écrite	39	39 (3)	139
Présence (La —) du juge <i>ad hoc</i> aux fins d'une décision sur l'— n'est pas exigée	39	39 (3), 58	139
MAQUETTES ET MODÈLES ; démonstration faite à l'aide de — au cours des débats oraux			
	48	48	142
MEMBRES DE LA COUR : voir <i>Juges.</i>			
ORDONNANCES DE LA COUR :			
Arrangements amiables et désistements	56	68	144
Décisions de la Cour rendues sous forme d'— :			
Sur la demande d'un agent visant l'autorisation de faire usage d'une langue autre que l'une des langues officielles	39	39	138-139
Sur la proposition d'un agent visant une descente sur les lieux	50	—	142
Non lue en séance publique	56	68	144
Publication des —	56	68	144
PARTIES DEVANT LA COUR :			
Accord concernant un désistement : voir <i>Arrangements amiables et désistements.</i>			
Agents des — : voir <i>Agents.</i>			
Les — ne font aucunement objection à ce que certains juges, empêchés d'assister pendant les débats oraux, continuent à siéger dans l'affaire en cause	25	—	137
PIÈCES DE LA PROCÉDURE ÉCRITE : voir <i>Procédure écrite</i> (Pièces de la —).			
PRATIQUE DE LA COUR : voir <i>Cour.</i>			
PRÉSIDENT :			
Désignation par le — du président d'une commission permanente de conciliation	—	—	135-136, 145
Pouvoirs du — exercés selon les termes de l'art. 37 (5) du Règlement	43 (2 et 3)	37, 38, 41	139-141
Voix prépondérante du — (Usage de la — en faveur du maintien de la pratique actuelle)	55	—	144
PREUVE (Moyens de —) :			
Assentiment ou défaut d'assentiment à la production de nouveaux documents après la fin de la procédure écrite	52	48	142-143

	<i>Statut.</i>	<i>Règlement.</i>	<i>Pages.</i>
PREUVE (Moyens de —) (<i>suite</i>) :			
Démonstration faite à l'aide de modèles au cours des débats	48	48	142
PROCÉDURE CONSULTATIVE (rien de nouveau à signaler depuis le 15 VI 36)	—	—	145
PROCÉDURE ÉCRITE (Délais de la —) :			
Fixation des délais dans une affaire introduite par compromis, sur la base des dispositions d'un compromis antérieur	43 (2 et 3)	37, 38	140
Fixation du <i>terminus a quo</i> à la date au sujet de laquelle le Président s'était renseigné auprès des parties conformément à l'art. 37, al. 1, du Règlement	43 (2 et 3)	37, 38	140
Pouvoirs exercés par le Président aux termes de l'art. 37 (5) du Règlement en matière de fixation des —	43 (2 et 3)	37, 38, 41	139-141
Prolongation des délais accordée par la Cour à raison de négociations engagées entre les parties relativement au règlement de l'affaire	43 (2 et 3)	37, 38	140
Prolongation <i>sine die</i> du délai afférent au dépôt de la Duplique	43 (2 et 3)	37, 38	140
Retard dans la fixation des — entraîné par un retard dans la désignation des agents des parties	43 (2 et 3)	37	139
PROCÉDURE ÉCRITE (Pièces de la —) :			
Demande visant l'usage d'une langue autre que l'une des langues officielles : voir <i>Langues officielles</i> .			
Présentation successive des pièces dans une affaire introduite par compromis, comme dans une affaire introduite par requête	43 (2 et 3)	41, 37 (5)	140-141
Suppression des Répliques dans la —, conformément à une disposition du compromis	43 (2 et 3)	41	140
PROCÉDURE ORALE :			
Compte rendu sténographique des débats oraux ; usage étendu fait par un agent de son droit d'introduire des modifications dans le — ; procédure suivie par la Cour	47	60	141

	<i>Statut.</i>	<i>Règlement.</i>	<i>Pages.</i>
PROCÉDURE ORALE (<i>suite</i>) :			
Demande visant l'autorisation de faire usage d'une langue autre que l'une des langues officielles : voir <i>Langues officielles</i> .			
Demande visant l'autorisation de présenter de nouveaux arguments après la clôture des débats ; procédure suivie			
	54	—	143-144
Démonstration faite à l'aide de maquettes et de modèles au cours des débats oraux			
	48	48	142
Dépôt des conclusions des parties par écrit à l'issue de la —			
	48	—	141-142
Production de nouveaux moyens de preuve et de nouveaux documents au cours de la —			
	48	48	141-142
	52	48	142-143
Questions posées aux agents des parties au cours de la — : voir <i>Questions</i> , etc.			
Traductions orales : voir <i>Traductions orales</i> .			
PROCÉDURE SOMMAIRE (Chambre de —) : voir <i>Chambres de la Cour</i> .			
QUESTIONS POSÉES AUX PARTIES AU COURS DES DÉBATS ; objection soulevée par un agent contre la production d'un document par l'agent de la partie adverse à la suite d'une demande faite par un membre de la Cour sous forme de question			
	45	52	141
REPRÉSENTATION DE LA COUR DEVANT LA COMMISSION DE CONTRÔLE : voir <i>Cour</i> , Représentation de la —.			
RETRAIT D'AFFAIRES : voir <i>Arrangements amiables et désistements</i> .			
TÉMOINS ; demande présentée par un agent afin d'obtenir que la Cour l'invite à citer certain témoin			
	43 (5)	54	141
TEXTE FAISANT FOI : voir <i>Arrêt</i> .			
TEXTES LÉGISLATIFS OU CONVENTIONNELS CITÉS DANS UN ARRÊT : voir <i>Arrêt</i> .			
TRADUCTIONS ÉCRITES ; les documents produits par les parties, s'ils ne sont pas établis dans l'une des langues officielles, doivent être accompagnés d'une traduction			
	39	39, 43	139
TRADUCTIONS ORALES ; traductions des exposés faits dans une langue autre que l'une des deux langues officielles			
	39	39 (3), 58	138- 139

	<i>Statut.</i>	<i>Règlement.</i>	<i>Pages.</i>
TRAITEMENT DU GREFFIER : voir <i>Greffier</i> .			
VACANCES DES JUGES : voir <i>Juges</i> , <i>Vacances</i> et congés.			
VOIX PRÉPONDÉRANTE DU PRÉSIDENT ; usage de la — en faveur du maintien de la pratique actuelle	55	—	144

SECTION B. — INDEX DES ARTICLES DU STATUT

<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>	<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>
I	3	174	19	4	262
»	5	230	20	3	179
2	3	174	»	7	267
»	5	230	21	3	180
»	6	272	»	4	263
3	3	174	»	5	232
»	7	262	»	6	273
4-6	3	174	»	7	267
»	5	230	»	8	239
»	6	272	»	9	150
»	7	262	»	10	137
7	3	175	»	11	141
»	5	231	»	12	183
»	6	272	»	13	136
»	7	262	22	3	183
8-II	3	175	»	7	272
»	5	231	23	3	183
»	6	272	»	4	264
»	7	262	»	5	233
12	3	175	»	6	274
13	3	175	»	7	272
»	5	231	»	8	240
»	7	262	»	9	150
»	8	238	»	10	137
»	13	135	»	11	141
14	3	175	»	12	183-184
»	4	262	»	13	136-137
»	5	231	24	3	186
15	3	176	»	7	276
»	7	264	»	8	242
»	10	137	25	3	187
16	3	177	»	4	265
»	4	262	»	5	235
»	5	232	»	6	274
»	6	273	»	7	277
»	7	264	»	8	243
»	11	141	»	9	151
17	3	177	»	10	138
»	4	262	»	11	142
»	5	232	»	12	184
»	6	272	»	13	137
»	7	264	26	3	189
»	8	239	»	13	137
»	13	135-136	27	3	189
18	3	178	»	13	137
»	6	273	28	3	189
19	3	178	29	3	191

<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>	<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>
29	13	137	39	10	140
30	3	192	»	11	142
»	7	279	»	12	185
»	10	139	»	13	138-139
»	12	184	40	3	203
31	3	193	»	5	241
»	4	267	»	6	279
»	5	238	»	8	247
»	6	275	»	9	153
»	7	280	»	10	141
»	8	243	»	12	185-186
»	9	151	41	3	205
»	12	184-185	»	4	271
32	3	194	»	6	280
»	5	238	»	7	283
»	6	276	»	9	154
»	7	281	»	10	142
»	8	245	42	3	205
»	13	137	»	4	271
33	3	196	»	5	241
»	4	267	»	7	283
»	5	239	»	8	248
»	6	276	»	10	143
»	7	281	43	3	206
»	8	246	»	4	272
34	3	197	»	5	241
35	3	197	»	6	280
»	4	268	»	7	284
»	5	239	»	8	248
»	6	276	»	9	155
»	8	246	»	10	143, 144
36	3	200	»	11	143
»	4	268	»	12	186-188
»	5	239	» (2)	13	139-140
»	6	277	» (3)	13	140-141
»	7	283	» (5)	13	141
»	8	246	44	3	210
»	10	139	»	4	279
37	3	200	»	6	284
»	4	268	45	3	210
»	5	239	»	5	243
»	6	277	»	13	141
»	7	282	46	3	210
38	3	200	»	4	279
»	4	268	»	6	284
»	5	239	»	7	286
»	6	277	47	3	211
»	7	282	»	10	144
39	3	201	»	12	188-190
»	4	269	»	13	141
»	6	278	48	3	211
»	9	152	»	4	280

INDEX DES ARTICLES DU STATUT

157

<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>	<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>
48	5	243	55	9	163
»	6	285	»	10	148
»	7	287	»	11	144
»	8	257	»	12	194
»	9	161	»	13	144
»	10	144	56	3	218
»	11	143	»	9	164
»	12	191-192	»	12	194
»	13	141-142	»	13	144
49	3	215	57	3	218
»	4	282	»	4	284
»	6	287	»	6	290
»	8	259	»	7	288
»	9	162	»	8	261
»	10	146	»	11	144
»	12	192	»	12	194
50	3	214	58	3	219
»	5	244	»	4	286
»	13	142	»	6	290
51	3	214	»	7	289
52	3	215	»	8	262
»	6	288	»	9	165
»	8	259	»	10	148
»	9	163	»	11	144
»	10	146	59	3	219
»	12	192	»	4	286
»	13	142-143	»	6	290
53	3	215	»	7	289
»	4	283	»	8	263
»	5	244	60	3	220
54	3	215	»	4	287
»	4	283	»	5	245
»	5	245	»	7	289
»	6	289	61	3	221
»	7	287	62	3	221
»	8	260	63	3	222
»	9	163	»	7	289
»	10	147	»	8	263
»	11	143	»	9	165
»	12	192-194	»	12	194-195
»	13	143-144	64	3	223
55	3	218	»	5	246
»	4	284	»	9	166
»	6	289	66	12	196
»	7	288	68	12	196

SECTION C. — INDEX DES ARTICLES DU RÈGLEMENT

<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>	<i>Article.</i>	<i>Volume.</i>	<i>Pages.</i>
14	13	136	48	12	192
24	13	137	»	13	142-143
25 (2)	12	183-184	52	»	141
25 (4)	»	184	54	»	141
» »	13	136	58	»	138-139
26	13	136-137	59	12	188
30	12	192-194	60	»	188-190
33 (1)	»	185	»	13	141
37	»	186-187, 187-188	62	12	185-186, 191-192
»	13	139-140	66	»	194-195
38	»	140	68	13	144
39	»	138, 139	74 (2)	12	194
41	»	140-141	83	»	184-185
46 (1)	12	187-188			

CHAPITRE VII

PUBLICATIONS DE LA COUR

Les publications de la Cour paraissent dans les cinq séries suivantes : *Série A/B*, Arrêts, Ordonnances et Avis consultatifs ; *Série C*, Plaidoiries, Exposés oraux et Documents relatifs aux affaires ; *Série D*, Actes et Documents relatifs à l'organisation de la Cour ; *Série E*, Rapports annuels ; *Série F*, Index généraux. (Voir les listes dans E 8, pp. 300-311.)

Séries des publications.

Le catalogue des publications de la Cour donne la liste détaillée de ces volumes, accompagnée d'un sommaire ou d'un extrait de la table des matières. (Pour les publications récentes, voir le catalogue n° 13 — paru en février 1937 (édition française) et en avril 1937 (édition anglaise) —, ainsi que la liste ci-dessous. Voir aussi, pour les Séries A/B et C, le tableau reproduit au chap. IV du présent volume, pp. 84-98.)

*Nouvelles publications parues dans la Série A/B
depuis le 15 juin 1936 :*

Fascicule

- N° 68.** AFFAIRE PAJZS, CSÁKY, ESTERHÁZY. — Arrêt du 16 décembre 1936.
- N° 69.** AFFAIRE LOSINGER & C^{ie}, S. A. (DÉSISTEMENT). — Ordonnance du 14 décembre 1936.
- N° 70.** AFFAIRE DES PRISES D'EAU A LA MEUSE. — Arrêt du 28 juin 1937.

Nouvelles publications parues dans la Série C :

- N° 78.** Année judiciaire 1936. — AFFAIRE LOSINGER & C^{ie} (requête retirée ultérieurement).
- Nos 79 et 80.** Année judiciaire 1936. — Documents relatifs à l'Arrêt du 16 décembre 1936 (AFFAIRE PAJZS, CSÁKY, ESTERHÁZY).

Pour paraître au cours de l'année 1937 :

- N° 81.** Année judiciaire 1937. — Documents relatifs à l'Arrêt du 28 juin 1937 (AFFAIRE DES PRISES D'EAU A LA MEUSE).

Nouvelle publication parue dans la Série D :

- N° 2.** Troisième addendum.
Préparation du Règlement du 11 mars 1936 (procès-verbaux des séances de la Cour [1934, 1935, 1936]; travaux préparatoires et annexes aux procès-verbaux; rapports des Commissions; propositions des membres de la Cour et du Greffier; textes adoptés par la Cour en première et en seconde lecture; texte du Règlement révisé; index, etc.). — Textes français et anglais; 1100 pp. gr. in-4°.

Nouvelle publication parue dans la Série F :

- N° 3.** *Troisième Index général des Publications de la Cour (Séries A/B et C)*. — Vingtième à trente-cinquième Sessions (1931-1935). Textes français et anglais réunis en un volume.

* * *

Le tableau ci-après (p. 161) indique, depuis 1922 et pour chaque année, le nombre de volumes parus dans les diverses séries de publications, ainsi que le nombre total de pages dans chacune des séries.

* * *

Édition
allemande.

(Voir notamment E 5, p. 277.)

Les volumes suivants de l'édition allemande des publications de la Série A/B ont paru à la date du 15 juin 1937: I (1922-1923); II (1924); III (1925); IV (1926); V (1927); VI (1928); VII (1929-1930); VIII (1931); IX (1932); X (1933); XI (1934); XII (1935).

PUBLICATIONS
DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

Paru en	Séries A, B et A/B.		Série C.		Série D.		Série E.		Série F.		TOTAL.	
	Vol.	Pages.	Vol.	Pages.	Vol.	Pages.	Vol.	Pages.	Vol.	Pages.		
1922	2	88	—	—	1	642	—	—	—	—	3	730
1923	6	426	6	4095	2	788	—	—	—	—	14	5309
1924	3	243	6	2846	1	392	—	—	—	—	10	3481
1925	6	378	4	1362	—	—	2	869	—	—	12	2609
1926	2	244	7	3006	3	882	2	748	—	—	14	4880
1927	7	793	2	764	—	—	2	852	—	—	11	2409
1928	6	536	9	5137	—	—	2	1099	1	251	18	7023
1929	6	510	6	2919	—	—	2	986	—	—	14	4415
1930	3	235	9	5699	—	—	2	1155	—	—	14	7089
1931	4	294	7	3623	—	—	2	932	—	—	13	4849
1932	7	725	4	2456	1	981	2	974	1	292	15	5428
1933	11	520	8	4216	—	—	2	746	—	—	21	5482
1934	2	323	9	3871	—	—	2	728	—	—	13	4922
1935	2	186	4	2288	—	—	2	690	—	—	8	3164
1936	4	220	1	372	1	158	2	866	1	272	9	1888
1937 (1 ^{er} janv.- 30 juin)	1	170	3	2040	1	1128	2	754	—	—	7	4092
	73	5.891	85	44.694	10	4.971	26	11.399	3	815	196	67.770
											vol.	pages.

11

N. B. Les chiffres ci-dessus ne comprennent pas les documents non destinés à la vente (requêtes, compromis d'arbitrage, « volumes préliminaires » à l'usage des membres de la Cour, etc.).

PUBLICATIONS DE LA COUR

161

CHAPITRE VIII

FINANCES DE LA COUR

1. — RÈGLES POUR LA GESTION DES FINANCES

A. — BASES ET HISTORIQUE. (Voir E 1, p. 271.)

B. — LE RÈGLEMENT FINANCIER.

(Voir E 1, pp. 273-281; E 6, pp. 331-334; E 11, pp. 161-163; E 12, pp. 217-225.)

1) « *Crédits supplémentaires* » (art. 16 a du Règlement financier).

Le 10 octobre 1936 (17^{me} séance de sa Dix-Septième Session ordinaire), l'Assemblée a adopté l'amendement au paragraphe 1 de l'article 16 a du Règlement financier, qui lui avait été proposé par la Commission de contrôle dans son premier rapport à l'Assemblée de 1936 (en date du 25 mai 1936). Cet article a désormais la teneur suivante :

« 1. Toutes propositions de dépenses autres que celles comprises au budget primitivement communiqué aux Membres de la Société doivent parvenir au Secrétaire général un mois au moins avant la date fixée pour l'ouverture de la session de l'Assemblée.

Si une proposition de cette nature parvient moins d'un mois avant l'ouverture de la session ou est déposée au cours de la session, la procédure suivante lui sera appliquée :

a) elle sera renvoyée directement par le Secrétaire général à la Commission de contrôle, qui fera rapport sur ses conséquences financières d'ordre général ;

b) à moins que l'Assemblée ou la Commission des finances, sur le vu du rapport de la Commission de contrôle, et par une résolution spéciale adoptée à la majorité des deux tiers, ne décide de l'examiner pendant la session en cours, la proposition sera ajournée jusqu'à la session suivante de l'Assemblée ;

c) s'il est décidé d'examiner la proposition pendant la session en cours, la procédure ordinaire prévue pour les crédits supplémentaires sera appliquée, sauf que le vote d'un crédit par la Commission des finances exigera une majorité des deux tiers.

2. Le Secrétaire général insère les estimations visées par l'alinéa 1 ci-dessus, ainsi que les estimations relatives à toutes

augmentations du budget du Secrétariat qu'il juge lui-même nécessaire de proposer, dans un budget supplémentaire unique qui est communiqué aux Membres de la Société, ainsi qu'à la Commission de contrôle, deux semaines au moins avant l'ouverture de la session de l'Assemblée. »

2) *Fonds de garantie* (nouvel art. 33 a du Règlement financier).

Le Douzième Rapport annuel (pp. 219-224) a relaté les conditions dans lesquelles la Commission de contrôle avait été amenée, en septembre 1935, à proposer la création d'un Fonds de garantie.

Dans son premier rapport à l'Assemblée de 1936, la Commission de contrôle avait exposé qu'elle soumettrait à l'Assemblée le texte de nouvelles dispositions, relatives à ce Fonds, à insérer au Règlement financier. Le 10 octobre 1936 (17^{me} séance de la Dix-Septième Session ordinaire), l'Assemblée a adopté à ce sujet le texte proposé par la Commission de contrôle et amendé par la quatrième Commission (Questions financières); ce texte est le suivant (art. 33 a du Règlement financier) :

« I. Il est institué, sous la dénomination de « Fonds de garantie », un fonds spécial dont la gestion et l'utilisation sont régies par les dispositions du présent article. Le Fonds ne pourra être affecté à aucun autre objet.

2. a) Lorsque l'Assemblée, sur la base d'un rapport de la Commission de contrôle, estimera probable que les dépenses effectives afférentes à un chapitre d'une partie du budget concernant le Secrétariat ou une organisation autonome seront inférieures au montant total des crédits qu'il est désirable de voter pour faire face à toutes les éventualités, elle pourra :

i) voter intégralement les crédits en question, et

ii) décider qu'une fraction seulement du montant total prévu pour ledit chapitre sera perçue, par voie de contributions, auprès des États Membres et que le solde, s'il devient nécessaire de le dépenser, sera prélevé sur le Fonds de garantie.

b) Les réductions de contributions opérées par application du paragraphe a) ci-dessus ne pourront être faites que dans la limite des sommes disponibles au Fonds de garantie.

3. En ce qui concerne le Secrétariat, les prélèvements seront opérés directement par le trésorier. Pour les organisations autonomes, les fonctionnaires compétents s'adresseront au Secrétaire général, qui donnera suite à leurs demandes.

4. L'application, au Secrétariat et aux organisations autonomes, des dispositions du présent article est soumise au contrôle prévu au chapitre X du présent règlement.

5. Le Fonds de garantie sera alimenté par les sommes que l'Assemblée décidera d'y consacrer. Il ne fera pas partie du budget visé au chapitre III du présent règlement, mais fera l'objet d'un compte séparé et sera géré comme tel. Un relevé de la situation du Fonds de garantie, vérifié par le commissaire aux comptes, sera joint en annexe aux comptes annuels présentés à l'Assemblée.

6. a) S'il ressort du relevé que des retraits ont été opérés sur le Fonds de garantie, les sommes en question seront restituées au Fonds, sur le budget, dans les deux années suivant la date où le retrait aura été effectué, à moins que l'Assemblée n'en décide autrement.

b) Si, à la fin de l'exercice, les montants indiqués dans le relevé comme existant au crédit du Fonds de garantie, ainsi que toutes sommes prélevées sur le Fonds et non encore remboursées, dépassent les montants dont l'Assemblée aura, de temps à autre, décidé le versement au Fonds, le montant dudit excédent sera retiré du Fonds et considéré comme recettes pour l'exercice en question. »

3) *Fonds de réserve* (nouvel art. 33 b du Règlement financier).

Le 10 octobre 1936 (17^{me} séance de sa Dix-Septième Session ordinaire), l'Assemblée a adopté sans modification le texte du nouvel article 33 b, relatif au Fonds de réserve, dont la Commission de contrôle, dans son premier rapport à l'Assemblée de 1936 (en date du 25 mai 1936), avait proposé l'insertion dans le Règlement financier.

Ce texte est reproduit dans le Douzième Rapport annuel, page 225.

C. — AUTRES RÈGLES.

1) MEMBRES DE LA COUR. (Voir E 1, p. 281; E 5, p. 281; E 6, p. 334; E 8, p. 313; E 9, p. 183; E 10, p. 165; E 12, pp. 226-227.)

Le Douzième Rapport annuel a relaté que la trésorerie de la Société des Nations avait proposé de créer un fonds spécial pour le financement des pensions des juges à la Cour. Fonds de pensions.

Dans son deuxième rapport à l'Assemblée de 1936 (24 sept. 1936), la Commission de contrôle a soumis un projet de règlement sur l'administration du Fonds. Ce projet, avec quelques amendements apportés par la quatrième Commission (Questions financières), a été adopté par l'Assemblée le 10 octobre 1936 (17^{me} séance de la Dix-septième Session); il est ainsi conçu:

« *Administration du Fonds de pensions des membres de la Cour permanente de Justice internationale.*

Règlement.

1. Pour faire face aux obligations résultant de l'application de la résolution adoptée par l'Assemblée de 1929, « concernant le règlement « régissant l'octroi de pensions aux membres et au Greffier de la « Cour permanente de Justice internationale », il sera établi, à partir du 1^{er} janvier 1937, un Fonds de pensions dont l'administration sera distincte de celle des autres actifs de la Société et qui ne pourra être utilisé qu'aux fins prévues par ladite résolution.

2. Le Fonds de pensions sera alimenté :
- a) par un capital de 343.135 florins, prélevé sur l'excédent général de la Société pour l'exercice 1935 ;
 - b) par une somme de 45.000 florins déjà réservée pour les pensions des juges ;
 - c) par une annuité de 80.766 florins, à verser de 1937 à 1951, et destinée à parfaire la somme requise pour faire face aux obligations envers les juges en fonction ou retraités à la date du 1^{er} septembre 1936 ;
 - d) par une contribution annuelle de 6.125 florins pendant la période de fonction de chacun des nouveaux juges élus après le 1^{er} septembre 1936 ;
 - e) par les intérêts des placements du Fonds.
3. Le Secrétaire général de la Société des Nations sera responsable de la gestion du Fonds. Les montants inscrits au budget seront versés par le Greffier au Secrétaire général aux époques de l'année qui seront fixées par eux, d'un commun accord, compte tenu des versements à faire au titre des pensions courantes.
4. Les placements du Fonds seront effectués par le Secrétaire général de la Société, qui prendra l'avis du Comité des placements de la Caisse des pensions du personnel ou de tel autre comité que l'Assemblée pourra instituer à cette fin.
5. Le Fonds fera l'objet d'une évaluation tous les cinq ans ou à des intervalles plus rapprochés, selon décision du Secrétaire général. Le rapport sur l'évaluation sera soumis à l'Assemblée par l'intermédiaire de la Commission de contrôle.
6. a) Le Greffier calculera tous les paiements dus au titre des pensions et les effectuera par prélèvements sur les crédits fournis comme il est prévu à l'article 3.
- b) Le calcul de la somme due à titre de pension annuelle, effectué par le Greffier, sera confirmé par le Secrétaire général.
- c) Le Secrétaire général assurera l'établissement et la mise à jour de toutes les données actuarielles et relatives aux placements. Le Greffier aura droit de regard sur l'ensemble de cette documentation.
7. a) Les comptes et le bilan annuel seront préparés, chaque année, par le Secrétaire général et vérifiés par le commissaire aux comptes de la Société des Nations, dont le rapport sera communiqué à la Commission de contrôle, au Conseil, au Greffier de la Cour et à tous les Membres de la Société des Nations.
- b) Le Greffier sera chargé de tenir une comptabilité spéciale pour tous les versements effectués par lui au titre des pensions ; cette comptabilité sera communiquée au Secrétaire général. En outre, le Greffier communiquera au Secrétaire général un relevé mensuel des dépenses.
8. Le Secrétaire général, en collaboration avec le Greffier, établira les règles administratives requises pour l'administration du Fonds. Ces règles seront soumises à la Commission de contrôle. »

2) GREFFIER. (Voir E 1, p. 285 ; E 8, p. 315.)

Pension du
Greffier.

Le Greffier de la Cour, nommé en 1922, réélu en 1929 et élu membre de la Cour le 8 octobre 1936, faisait partie du système de pensions institué par les résolutions de l'Assemblée

de la Société des Nations du 30 septembre 1924 et 14 septembre 1929, comme l'a relaté le Douzième Rapport annuel (p. 227). L'actuaire conseil consulté par la Commission de contrôle au sujet de la création d'un fonds pour les pensions des juges (voir ci-dessus) avait suggéré que les greffiers futurs fissent partie, non de ce fonds, mais de la Caisse des pensions du personnel de la Société des Nations ; et cette suggestion avait eu l'agrément de la Commission.

Pour y donner effet, il convenait d'apporter des amendements aux textes applicables en la matière, savoir, d'une part, la résolution de l'Assemblée du 14 septembre 1929 mentionnée plus haut, laquelle, aux termes de son article 6, peut être amendée par l'Assemblée sur la proposition du Conseil, et, d'autre part, le règlement de la Caisse de pensions du personnel. Dans un rapport au Conseil (voir troisième rapport de la Commission de contrôle à l'Assemblée de 1936, en date du 12 oct. 1936, p. 5), la Commission propose l'insertion, dans le Règlement régissant l'octroi de pensions aux membres et au Greffier de la Cour, d'un nouvel article 7, ainsi conçu :

« Les dispositions du présent règlement visant l'octroi d'une pension au Greffier de la Cour s'appliqueront seulement tant que le titulaire actuel du poste (élu le 3 févr. 1922, réélu le 16 août 1929) restera en fonctions. Pour les conditions dans lesquelles une pension sera allouée aux titulaires futurs dudit poste, il est renvoyé au « Règlement établissant un système de pensions pour le personnel [de la Société des Nations] » adopté par l'Assemblée le 3 octobre 1930 avec les amendements qui y ont été introduits ou qui pourraient y être introduits par la suite. »

D'autre part, en ce qui concerne le Règlement de la caisse des pensions du personnel (lequel peut être modifié par l'Assemblée), la Commission de contrôle estimait qu'il y aurait lieu d'y apporter les deux amendements suivants :

« a) Ajouter la phrase suivante au paragraphe 1 de l'article premier : « Aux fins du présent règlement, les greffiers de la Cour permanents, autres que le premier titulaire du poste, seront considérés comme fonctionnaires du Greffe de la Cour. »

« b) Au paragraphe 3 c), avant les mots : « Le Greffier-adjoint », ajouter : « Le Greffier et ». »

Le 2 octobre 1936, le Conseil a résolu de proposer à l'Assemblée de prendre en considération le rapport de la Commission de contrôle, et en outre d'amender le premier alinéa de l'article 6 du Règlement régissant l'octroi de pensions aux membres et au Greffier de la Cour en supprimant les mots « sur la proposition du Conseil ».

L'Assemblée a adopté les propositions du Conseil le 10 octobre 1936.

* * *

Traitement
du Greffier.

Le Greffier nommé par la Cour le 3 février 1922 ayant été appelé à d'autres fonctions¹, la Cour a élu son successeur le 5 décembre 1936.

A la date du 12 novembre 1936, la Cour avait adopté la proposition qu'aux termes de l'article 32 de son Statut, il lui incombait de présenter à l'Assemblée en vue de la fixation du traitement du Greffier. Cette proposition est ainsi conçue :

« AIDE-MÉMOIRE.

1. Les antécédents de la question de la fixation du traitement du titulaire du poste de Greffier de la Cour permanente de Justice internationale sont brièvement indiqués dans une note préparée par le Greffe et dont copie est jointe au présent aide-mémoire.

2. L'élément essentiel des données ainsi exposées est, aux yeux de la Cour, que, depuis 1932, les fonctionnaires de la haute direction tant du Secrétariat que du Bureau international du Travail reçoivent des traitements annuels fixés de façon uniforme pour toute leur période de fonction et qui ne sont pas sujets à des augmentations périodiques, ni à des minima et des maxima.

3. Par ailleurs, la Cour estime que le traitement du Greffier doit être fixé sans égard aux échelles ou aux traitements fixes en vigueur dans d'autres organisations et en tenant compte seulement du niveau des traitements, d'une part des membres de la Cour, d'autre part des fonctionnaires du Greffe.

4. Sur la base de ces considérations, la Cour propose de prévoir, pour le titulaire du poste de Greffier, pendant la période 1937-1943, un traitement annuel de 25.000 florins des Pays-Bas (vingt-cinq mille florins P.-B.). Elle se réserve de soumettre, avant l'expiration de ladite période et pour la période suivante, de nouvelles propositions, même au cas où le Greffier qui sera prochainement élu ferait, en 1943, l'objet d'une réélection conformément à l'article 14, alinéa 4, du Règlement.

5. On peut signaler, à titre de simple indication, que le traitement ainsi proposé correspond, calculé au pair, à une somme légèrement supérieure au traitement maximum d'un directeur de section au Secrétariat de la Société des Nations, diminué de 10 % ; dans ces conditions, la Cour se réserve, en cas d'augmentation importante du coût de la vie, de suggérer un amendement à sa proposition actuelle. Elle rappelle à cet égard que la Commission dite « des Treize » avait proposé l'assimilation, au point de vue du traitement, du poste de Greffier à celui de sous-secrétaire général au Secrétariat.

6. En attendant la décision que prendra l'Assemblée, lors de sa prochaine session, sur la proposition formulée au paragraphe 4 ci-dessus, le Greffier sera, à défaut de toute autre base, rémunéré

¹ Voir pp. 14 et 16.

selon cette proposition, c'est-à-dire qu'il touchera, à la fin de chaque mois de service accompli avant qu'intervienne la décision de l'Assemblée, un douzième de 25.000 florins. Les versements ainsi faits seront considérés comme définitifs. La Cour rappelle à cet égard que son budget pour l'exercice 1937, de même d'ailleurs que le budget en vigueur, contient, au titre du traitement du Greffier, un crédit de 32.000 florins P.-B.

7. Le crédit à insérer à ce titre au projet de budget de la Cour pour l'exercice 1938 sera fondé sur la même proposition. Le présent aide-mémoire figurera en note à l'article pertinent du projet de budget. »

La proposition de la Cour fut transmise au Secrétaire général de la Société des Nations, en sa qualité de Secrétaire général de l'Assemblée, le 9 décembre 1936. Approuvée par la Commission de contrôle au cours de sa session de janvier 1937, elle est soumise, avec le budget du vingtième exercice (1938), à la Dix-huitième Session de l'Assemblée, qui doit se réunir en septembre 1937.

3) FONCTIONNAIRES DU GREFFE. (Voir E 2, p. 203 ; E 4, p. 323 ; E 5, p. 68 ; E 8, pp. 315-316 ; E 9, pp. 183-185 ; E 10, p. 166.)

D. — MESURES SPÉCIALES.

1) BUDGET DE 1936.

Le Douzième Rapport annuel (pp. 227-228) a relaté que, pour l'exercice 1936 comme pour les exercices 1931 à 1935, le Greffier avait élaboré et soumis à l'approbation de l'Assemblée de la Société des Nations deux projets de budget : l'un, intitulé budget A, était fondé sur le Statut tel qu'il avait été adopté en 1920 ; l'autre, intitulé budget B, était fondé sur le texte du Statut qui avait été révisé en 1929, mais qui, au moment de la préparation des prévisions budgétaires pour 1936, n'était pas encore entré en vigueur. Cette procédure avait été suivie dans la pensée que l'entrée en vigueur du Statut révisé pouvait à tout moment se produire et que, par suite, il fallait être en mesure de faire face aux conséquences financières qui en résulteraient. Afin d'éviter des difficultés d'ordre technique, les deux états de prévisions avaient, en 1936 comme dans les cinq années précédentes, été dressés de manière que leurs totaux coïncident.

Le 28 septembre 1935 (13^{me} séance de sa Seizième Session), l'Assemblée a approuvé le budget de la Cour pour 1936 dans cette double forme ; elle a également autorisé le Greffier, comme elle l'avait fait pour les exercices précédents, à procéder exceptionnellement à des virements de chapitre à chapitre, dans les limites du budget B, si le Statut révisé entrait en vigueur.

Cette éventualité s'étant produite le 1^{er} février 1936, le Greffier a procédé le même jour aux virements en question, avec ce résultat que l'administration financière de la Cour s'est trouvée régie en 1936 par le budget B.

2) BUDGET DE 1937.

Le budget de 1937 (qui, comme l'expose le Douzième Rapport annuel, pp. 228-229, se présentait sous une forme différente des budgets précédents) a été approuvé par l'Assemblée le 10 octobre 1936.

* * *

La Commission de contrôle, puis, après elle, la quatrième Commission et l'Assemblée de 1936, ont été amenées à s'occuper des répercussions de la dévaluation du franc suisse (et de la dépréciation du florin) sur les finances de la Société des Nations. A ce sujet, la Commission de contrôle a présenté à la quatrième Commission un rapport, que celle-ci a approuvé et dont elle a incorporé le texte (avec quelques amendements) dans son rapport général à l'Assemblée (doc. A. 80. 1936. X, du 9 oct. 1936).

Voici le texte de ce rapport, tel qu'il est reproduit dans le document précité :

« a) A sa troisième séance, tenue le 28 septembre 1936, la quatrième Commission a invité la Commission de contrôle à examiner les répercussions sur les finances de la Société des Nations, de la dévaluation du franc suisse et du florin.

b) La Commission a estimé que le sujet était trop vaste et trop complexe et qu'on était trop insuffisamment fixé sur les effets directs et indirects du nouvel alignement des monnaies pour lui permettre de soumettre à l'Assemblée un rapport traitant du problème dans toute son ampleur. Elle continuera de suivre attentivement cette question au cours de ses prochaines sessions.

c) La Commission a donc porté son attention sur les problèmes qui doivent être résolus avant la fin de l'Assemblée : celui de l'unité monétaire dans laquelle doivent être versées les contributions arriérées en cours et futures et celui de la répercussion des événements monétaires sur le budget de 1937.

d) Sur le premier point, la Commission est d'avis qu'il ne saurait être question, pour le moment, de modifier la règle que les recettes de la Société des Nations doivent être calculées en francs-or.

Tout d'abord, pour les contributions arriérées qui représentent un retard sur des paiements dus en francs-or, il est clair que toute modification à cette règle représenterait un nouvel abandon par la Société des Nations, qui ne se justifierait d'aucune façon après les réductions qui viennent d'être opérées par la Commission des contributions arriérées.

Pour les contributions de l'année 1936, aucune hésitation non plus ne saurait se produire. Abandonner en cours d'année le franc-or serait commettre une injustice à l'égard des États Membres qui ont effectué des versements avant le dernier trimestre de l'exercice.

Il a paru cependant tout à fait équitable à la Commission d'accepter à leur valeur-or les contributions qui étaient en cours de transmission au moment où s'est produit de façon inopinée la dévaluation du franc suisse, c'est-à-dire, pour préciser, dans tous les cas où les États avaient effectivement acheté avant le 26 septembre 1936 à midi les devises nécessaires.

En ce qui concerne les contributions restant à verser pour l'exercice 1936, les profits qui résulteront de l'application de ce système seront versés à un compte spécial sur la disposition duquel la Commission de contrôle soumettra un rapport à l'Assemblée en 1937.

e) En ce qui concerne la deuxième question, celle du montant total à répartir entre les États en 1937, la Commission a estimé que sur ce point encore elle ne disposait pas des éléments nécessaires pour procéder à une refonte des divers budgets, ou tout au moins des articles de ces budgets qui correspondent à des dépenses en monnaies autres que le franc suisse ou le florin.

Étant bien entendu qu'il s'agit de parer à des circonstances exceptionnelles, la Commission propose donc que, pour l'exercice 1937, les budgets particuliers de dépenses soient définitivement approuvés tels qu'ils ont été adoptés par la quatrième Commission, c'est-à-dire tels qu'ils ont été établis avant la dévaluation, et qu'une réduction appropriée soit apportée à l'ensemble du budget de recettes de la Société des Nations. Pour l'évaluation du coefficient de réduction, il convient de tenir compte des considérations suivantes: 1) La distribution des montants reçus par le Secrétaire général au titre de contributions doit être opérée de telle sorte que, dans la limite des recouvrements, les diverses organisations puissent disposer des montants requis pour faire face à leurs dépenses en francs suisses et en florins dans le cadre du budget, et notamment qu'en fin d'exercice elles puissent avoir reçu des fonds jusqu'à concurrence de la totalité de leur budget respectif dans la monnaie dans laquelle ceux-ci ont été établis. 2) La dévaluation du florin est, quant au présent, moindre que celle du franc suisse. 3) Pour les trois organisations, des dépenses assez considérables doivent être soldées en monnaies étrangères. Il faut donc une certaine adaptation, qui ne pourra se faire qu'après une étude approfondie et selon le développement de la conjoncture. La Commission est d'avis que la meilleure solution consiste à créer un fonds spécial qui serait soumis à son contrôle direct (voir *g* ci-dessous) et qui serait alimenté du reliquat des contributions une fois effectués les versements aux diverses organisations, visés ci-dessus. Sur ce fonds, la Commission pourrait, à la demande des fonctionnaires compétents, autoriser des prélèvements pour alimenter les articles des budgets qui, en raison de la nouvelle situation, s'avéreraient insuffisamment dotés. A cette fin, les diverses organisations présenteront, pour le 1^{er} janvier 1937, leurs prévisions en ce qui concerne les montants qui, selon eux, devraient être prélevés sur le fonds afin de faire face aux éventualités visées ci-dessus.

En ce qui concerne les dons et subventions, il serait loisible aux fonctionnaires compétents de dépenser, sous réserve de l'accord des donateurs et de la Commission de contrôle, le montant intégral du don ou de la subvention dans la monnaie dans laquelle il était libellé.

f) Le franc-or, tel qu'il a été adopté par la Société des Nations au titre de 100 % d'or fin, représente 0,290 gr., c'est-à-dire la même valeur que l'ancien franc suisse. Le nouveau franc suisse variera entre 0,215 et 0,190 gr. ; sa dévaluation oscillera donc entre 25,86 et 34,48 %, soit une moyenne approximative de 30 %.

Au 6 octobre, la dévaluation du florin, qui n'est plus lié à l'or, est de l'ordre de 20 %.

g) La Commission propose que le total qui sera mis à la charge des États Membres en francs-or soit fixé à un coefficient de 20 % inférieur au total des dépenses arrêté en francs suisses parité ancienne. La somme correspondant à la différence entre ladite proportion de 20 % et les versements aux diverses organisations visés ci-dessus, c'est-à-dire, pratiquement parlant, entre les 20 % dont il s'agit et la dévaluation effective du franc suisse, sera versée au fonds visé ci-dessus (voir f). En fin d'exercice, le reliquat de ce compte serait remboursé aux États Membres selon les modalités que la Commission de contrôle proposera à l'Assemblée. »

Lorsque la quatrième Commission examina, le 8 octobre 1936, le rapport de la Commission de contrôle sur la dévaluation, le Greffier de la Cour fit la déclaration suivante (9^{me} séance de la quatrième Commission) ¹ :

« M. HAMMARSKJÖLD, Greffier de la Cour permanente de Justice internationale, rappelle qu'il y a quelques jours le rapporteur de la Commission de contrôle, en parlant des règles relatives au fonctionnement du Fonds de garantie, a exposé l'importance qu'elles présentaient au point de vue des fonctionnaires compétents des organisations autonomes, car c'est seulement en raison de ces règles qu'ils ont pu accepter de faire à leur budget les réductions que l'on sait.

Pour des raisons analogues, le rapport qui est aujourd'hui soumis à la Commission présente, pour les fonctionnaires compétents, une importance au moins aussi grande. C'est pourquoi M. Hammarskjöld a cru pouvoir demander la parole, d'autant qu'il a déjà eu l'occasion, il y a quelques jours, de souligner la situation particulière de la Cour relativement au problème que posent les récentes dévaluations monétaires.

S'il comprend bien le rapport, celui-ci présente trois traits essentiels, qui sont les suivants :

D'abord, il a un caractère provisoire, transitoire ; il vaut pour l'année 1937, et son objet est de tenir compte d'une série de circonstances exceptionnelles. En second lieu, le système garanti à la Cour l'obtention de la totalité de son budget en florins, bien entendu, au cas où les recouvrements opérés par la Société des Nations le permettraient ; si les recouvrements ne le permettent pas parce qu'ils sont insuffisants, ou bien si le florin se stabilise trop haut, c'est-à-dire est dévalué de moins de 20 % par rapport à sa parité ancienne en or, il n'y a néanmoins rien à craindre au point de vue des finances de la Cour, car le système proposé par la Commission ne

¹ *Journal officiel de la Société des Nations*, Procès-verbal de la quatrième Commission, p. 53.

touche point aux règles concernant le compte d'avances et les matières connexes.

Son troisième trait essentiel est que, dans le cas où les calculs sur lesquels sont basés certains postes du budget en florins s'avèreraient insuffisants en conséquence de la dévaluation de certaines autres monnaies, la Cour pourrait bénéficier de prélèvements sur le fonds nouveau dont on propose l'institution ; M. Hammarskjöld ne pense pas révéler un secret en disant que, au sein de la Commission de contrôle, on a même parlé d'une certaine priorité, que pourrait avoir la Cour du fait que la dévaluation du florin est inférieure à celle du franc suisse ; mais il a la conviction profonde qu'il ne sera pas nécessaire de faire usage de cette priorité. Enfin, il croit comprendre que quand la Commission de contrôle aura approuvé les prévisions qui, d'après le rapport, doivent lui être soumises au début de l'année prochaine, le fonctionnaire compétent de la Cour pourra recourir au nouveau fonds dans les limites de ces prévisions, et cela de la même façon qu'il peut dès maintenant recourir au Fonds de garantie.

Partant de l'idée que le rapport de la Commission de contrôle a bien le sens qu'il vient d'exposer, M. Hammarskjöld a estimé qu'il n'y avait pas lieu, pour lui, de soulever certaines questions de principe, qui pourraient tout naturellement se présenter à l'esprit ; ainsi, en 1937, la Cour n'obtiendra pas, comme elle l'a toujours fait depuis 1923, une quote-part fixée d'avance de chacune des contributions en or reçues par la Société des Nations ; et, d'autre part, il a à maintes occasions été reconnu par des Assemblées précédentes qu'une Cour de Justice ne devait pas dépendre, pour les fonds nécessaires à son fonctionnement, de décisions d'organismes administratifs. Il a, en effet, estimé que les garanties pratiques données par le rapport pour l'exercice 1937 étaient telles qu'il n'était nullement nécessaire de soulever ces questions ; toutefois, la Commission comprendra qu'il soit obligé de faire toutes réserves pour le cas où le système qui lui est soumis devrait se prolonger et prendre un caractère plus ou moins permanent.

La Commission voudra également bien comprendre que M. Hammarskjöld a tenu à faire cette déclaration pour qu'elle fût insérée au procès-verbal, car il est clair qu'en acceptant le rapport de la Commission de contrôle, il a assumé certaines responsabilités d'un poids considérable. »

Les conclusions de la Commission de contrôle, incorporées dans le rapport général de la quatrième Commission, furent adoptées par l'Assemblée le 10 octobre 1936.

* * *

La Commission de contrôle, au cours de la session qu'elle a tenue à Genève les 28 et 29 janvier 1937, a examiné les demandes présentées par les fonctionnaires compétents en vue d'obtenir des prélèvements au Fonds spécial pour alimenter les articles des budgets qui, en raison de la nouvelle situation, s'avéraient

insuffisamment dotés (voir *litt. e* du rapport relatif à la dévaluation, second alinéa, *in fine*).

Le montant des crédits prévus au budget de la Cour pour 1937, y compris les prélèvements au Fonds spécial autorisés par la Commission à cette occasion, est indiqué à la colonne 2 de la page 178.

3) PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR 1938.

Les prévisions budgétaires pour 1938 correspondent étroitement aux chiffres atteints par le budget pour 1937, augmentés, comme il vient d'être dit, avec l'autorisation de la Commission de contrôle à la suite de la dévaluation.

Il y a lieu de noter que, d'après les prévisions pour 1938, la déduction effectuée eu égard au Fonds de garantie est au total de fl. 98.200, la Cour pouvant, le cas échéant, obtenir des prélèvements dudit Fonds jusqu'à concurrence de ladite somme.

Dans son premier rapport à l'Assemblée de 1937, la Commission de contrôle recommande, dans les termes suivants, l'adoption du budget de la Cour :

« 54. Sauf une légère modification dans la présentation de l'article 10 dont il a été tenu compte dans le document soumis à l'Assemblée, le budget de la Cour pour 1938 a été adopté sans modifications. Par suite notamment de l'élimination d'un crédit exceptionnel, ce budget s'élève à une somme *inférieure* de 23.588,06 florins à celui de 1937. Il importe donc de signaler que l'augmentation de 333.183 francs suisses par rapport à 1937 indiquée à la page 6 du budget général de la Société des Nations, provient exclusivement de la moindre dépréciation du florin des Pays-Bas par rapport au franc suisse. »

2. — COMPTABILITÉ ANNUELLE¹

EXERCICE 1936.

1. — BUDGET (Voir E 12, p. 232.)

2. — COMPTES

	Crédits ² .	Dépenses.
	Florins P.-B.	
SECTION 1. — DÉPENSES ORDINAIRES.		
<i>Chapitre I.</i> Sessions de la Cour	117.600.—	69.035,60
<i>Chapitre II.</i> Services généraux de la Cour	1.058.508,75	872.062,89
<i>Chapitre III.</i> Frais de gestion des fonds de la Cour	100.—	1.465,24
<i>Chapitre IV.</i> Contribution à la constitution d'un fonds destiné à couvrir les frais résultant de l'application du « Règlement régissant l'octroi de pensions aux membres et au Greffier de la C. P. J. I. »	30.160,83	30.160,83
SECTION 2. — COMPTE CAPITAL.		
<i>Chapitre V.</i> Matériel permanent, etc.	4.500.—	4.459,46
	1.210.869,58	977.184,02
Recettes venant en déduction :		
Intérêts de banque	500.—	230,89
A reporter	1.210.369,58	976.953,13

¹ Pour les détails, consulter : a) pour le budget 1936, *S. d. N., Journal officiel*, XVI^{me} année, n° 10 (oct. 1935), p. 1083; b) pour les comptes 1936, *Document de la S. d. N. A.* 3. 1937. X, p. 63; c) pour le budget 1937, *S. d. N., Journal officiel*, XVII^{me} année, n° 10 (oct. 1936), p. 1089; d) pour le projet de budget 1938, *Document de la S. d. N. A.* 4 (b). 1937. X.

² Cette colonne fait état des crédits prévus dans le Budget « B », fondé sur le Statut révisé de la Cour, lequel est entré en vigueur le 1^{er} février 1936 (voir E 12, pp. 227-228, et p. 232.)

	Crédits.	Dépenses.
	Florins P.-B.	
Report . . .	1.210.369,58	976,953,13
Déduction à opérer au titre du chap. I eu égard à la création d'un fonds spécial de garantie (200.000 frs.-or, calculés au taux de 1 fl. = 2,083 frs.-or)	96.015,36	48.000.—
	1.114.354,22	928.953,13
Francs-or	2.321.200.—	1.940.299,63

3. — RÉSUMÉ DE L'ACTIF ET DU PASSIF AU 31 DÉCEMBRE 1936

<i>Passif.</i>			<i>Actif.</i>		
	Florins P.-B.	Francs-or.		Florins P.-B.	Francs-or.
Compte amortissement	22.153,54½	46.137,61	Ameublement, machines à écrire, etc. (Somme dépensée à ce jour : fl. 118.581,88.)	1.—	2.—
Compte d'attente (<i>per contra</i>): Fonds destiné à couvrir les frais résultant de l'application du « Rè- glement régissant l'octroi de pen- sions aux membres et au Greffier de la C. P. J. I. »			Bibliothèque	22.153,54½	46.137,61
Solde en banque	60.612,84	102.120,76	Compte d'attente (<i>per contra</i>): Fonds destiné à couvrir les frais résultant de l'application du « Règlement régissant l'octroi de pensions aux membres et au Greffier de la C. P. J. I. »		
(Au cours du mois de janvier 1937, ce solde a été remis au Secrét. gén. de la S. d. N.)			Solde en banque	60.612,84	102.120,76
Compte spécial des profits au change résultant de la dépréciation (e. a.) du florin (cette somme fut mise entre les mains du Secrét. gén. le 26 janvier 1937) (<i>per contra</i>) . .	61.998,08	105.013,73	(Au cours du mois de janvier 1937, ce solde a été remis au Secrét. gén. de la S. d. N.)		
Excédent de l'actif sur le passif . .	307.937.—	563.741,99	Contributions à percevoir selon détails ci-dessous :		
			« Consolidated	Fl. P.-B.	Fr.-or.
			contributions »	22.031,19	45.890,95
			16 ^{me} exercice	3.589,38	7.476,43
			17 ^{me} »	4.041,60	9.460,63
			18 ^{me} »	80.550,09	167.786,20
				110.212,26	230.614,21
			Numéraire en banque et en caisse (470.977,95 francs suisses)	197.723,74	333.125,78
			Compte spécial des profits au change résultant de la dépréciation (e. a.) du florin (dépôt se trouvant entre les mains du Secrét. gén.) (<i>per contra</i>) (148.469,90 francs suisses)	61.998,08	105.013,73
				452.701,46½	817.014,09
				452.701,46½	817.014,09

FINANCES DE LA COUR

177

EXERCICE 1937.

I. — BUDGET ¹

	Crédits primi- tifs.	Crédits primi- tifs, y compris les prélève- ments sur le Fondsspécial.
	Florins	P.-B.
SECTION I. — DÉPENSES ORDINAIRES.		
<i>Chapitre I.</i> Les membres de la Cour . . .	727.000.—	732.460.—
<i>Chapitre II.</i> Le Greffier et les fonctionnaires du Greffe	281.938,75	283.833,75
<i>Chapitre III.</i> Les juges <i>ad hoc</i> , les asses- seurs, etc.	57.800.—	59.960.—
<i>Chapitre IV.</i> Les locaux	60.000.—	60.000.—
<i>Chapitre V.</i> L'administration	55.135.—	61.015.—
<i>Chapitre VI.</i> Frais de gestion des fonds de la Cour	200.—	200.—
<i>Chapitre VII.</i> Contribution à la constitu- tion d'un fonds destiné à couvrir les frais résultant de l'application du « Règle- ment régissant l'octroi de pensions aux membres et au Greffier de la C. P. J. I. » .	140.078.—	140.078.—
SECTION 2. — COMPTE CAPITAL.		
<i>Chapitre VIII.</i> Matériel permanent, etc.	4.000.—	4.880.—
	<u>1.326.151,75</u>	<u>1.342.426,75</u>
Recettes venant en déduction :		
Intérêts de banque	500.—	500.—
	<u>1.325.651,75</u>	<u>1.341.926,75</u>
Déductions à opérer au titre des chapitres I, II, III et V, eu égard à la création d'un fonds spécial de garantie :		
	Florins.	
Chapitre I	12.001,92	
» II	20.163,23	
» III	57.609,21	
» V	6.241.—	
	<u>96.015,36</u>	
	96.015,36	96.015,36
	<u>1.229.636,39</u>	<u>1.245.911,39</u>

¹ Pour la soumission du projet de budget 1937 à l'Assemblée, voir pp. 170-174.

EXERCICE 1938.

I. — PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ¹

SECTION I. — DÉPENSES ORDINAIRES.

	Florins P.-B.
<i>Chapitre I.</i> Membres de la Cour	731.680.—
<i>Chapitre II.</i> Greffier et fonctionnaires du Greffe	281.965.—
<i>Chapitre III.</i> Juges <i>ad hoc</i> , assesseurs, etc.	66.000.—
<i>Chapitre IV.</i> Locaux	60.000.—
<i>Chapitre V.</i> Administration	56.435.—
<i>Chapitre VI.</i> Frais de gestion des fonds de la Cour	200.—
<i>Chapitre VII.</i> Contribution au fonds des membres de la Cour	109.769,33
Total de la Section I	1.306.049,33
A déduire de la Section I :	
Contribution aux frais de la Cour d'États non Membres	6.101.—
	<u>1.299.948,33</u>

SECTION 2. — COMPTE CAPITAL.

<i>Chapitre VIII.</i> Matériel permanent, etc.	4.800.—
Total de la Section I et de la Section 2	1.304.748,33
Recettes venant en déduction :	
Intérêts de banque	500.—
	<u>1.304.248,33</u>

Déductions à opérer au titre des chapitres I, II, III et V, eu égard à la création d'un fonds spécial de garantie :

	Florins.
Chapitre I	11.000.—
» II	20.200.—
» III	66.000.—
» V	1.000.—
	<u>98.200.—</u>
	<u>98.200.—</u>
	1.206.048,33

¹ Présentées à la 18^{me} Session de l'Assemblée de la Société des Nations (sept. 1937).

CHAPITRE IX

N° 13.

LISTE BIBLIOGRAPHIQUE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES ET NON OFFICIELLES RELATIVES A LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE¹

La présente liste fait suite aux listes bibliographiques parues dans les chapitres IX des précédents Rapports annuels (Série E, nos 2 à 12²). Elle les complète et s'y réfère, le groupement systématique étant le même.

Les indications bibliographiques ne sont uniformes que pour les titres rédigés au Greffe ; les autres ont été reproduites telles qu'elles figurent dans les bibliographies nationales ou dans les lettres des correspondants occasionnels ; c'est ce qui explique les légères divergences que l'on constatera dans le système suivi pour lesdites indications ainsi que pour la composition typographique de la présente Bibliographie.

¹ Cette liste, de même que celles des douze précédents Rapports annuels de la Cour, a été dressée par M. J. Douma, anciennement bibliothécaire-adjoint de la Bibliothèque Carnegie du Palais de la Paix. Depuis le 1^{er} janvier 1931, M. Douma fait partie du Greffe de la Cour au titre de chef du Service de documentation.

² Explication des abréviations employées pour les références :

E 2 : Deuxième Rapport annuel.

E 3 : Troisième " " , etc.

TABLE DES MATIÈRES

	Numéros.
INTRODUCTION	5730-5734
<i>Bibliographies relatives à la Cour</i>	5730-5734
A. — AVANT-PROJETS OFFICIELS ET PRIVÉS	—
1. <i>Depuis la deuxième Conférence de la Paix de La Haye (1907) jusqu'à la guerre mondiale</i>	—
2. <i>Pendant la guerre mondiale</i>	—
3. <i>La Conférence de la Paix de Versailles. Avant-projets des Puissances neutres. Comité consultatif de Juristes</i>	—
B. — LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE (SA CONSTITUTION. — SON ORGANISATION. — SA PROCÉDURE. — SA COMPÉTENCE)	5735-5852
1. <i>L'élaboration du Statut par le Conseil et par la Première Assemblée de la S. d. N.</i>	—
A. Documents officiels	—
B. Publications non officielles	—
1 bis. <i>Revision du Statut de la Cour à la suite d'une décision de la Neuvième Assemblée de la S. d. N.</i>	5735-5736
A. Documents officiels	—
B. Publications non officielles	5735-5736
2. <i>Textes des Protocoles de signature et du Statut</i>	5737-5741
A. Textes officiels	5737-5738
B. Publications non officielles — Commentaires	5739-5741
3. <i>Actes législatifs des divers pays. Documents et débats parlementaires. Lois et décrets d'approbation et de publication</i>	5742-5756
3 bis. <i>Ratification des divers pays</i>	5757-5760
4. <i>Élection des juges. Jugés ad hoc. Biographies des juges</i>	5761-5815
5. <i>Inauguration de la Cour</i>	—
6. <i>Préparation du Règlement. Procédure. Textes du Règlement et du Règlement révisé</i>	5816-5825
A. Documents officiels	5816
B. Publications non officielles — Commentaires	5817-5825
7. <i>Compétence et extension de la compétence de la Cour. — Compétence consultative de la Cour. Conditions de vote des demandes d'avis consultatif adressées à la Cour</i>	5826-5850
A. Documents officiels	5826-5830
B. Publications non officielles	5831-5850
8. <i>Privilèges et immunités diplomatiques des juges et des fonctionnaires du Greffe</i>	5851-5852

9. <i>Organisation du Greffe de la Cour.</i>	—
10. <i>Locaux de la Cour dans le Palais de la Paix</i>	—
C. — L'ACTIVITÉ JUDICIAIRE ET CONSULTATIVE DE LA COUR	5853-5920
1. <i>Actes et documents relatifs aux arrêts et aux avis</i>	5853-5855
2. <i>Textes des arrêts et des avis</i>	5856-5866
A. Textes officiels	5856-5858
B. Publications non officielles	5859-5866
3. <i>Études sur les arrêts et les avis</i>	5867-5915
4. <i>Suites des arrêts et des avis</i>	5916-5920
D. — GÉNÉRALITÉS	5921-5952
1. <i>Sources officielles</i>	5921-5938
2. <i>Monographies sur la Cour en général</i>	5939-5952
A. Ouvrages de fond et brochures	5939-5941
B. Études générales publiées dans les revues	5942-5952
E. — OUVRAGES CONTENANT DES CHAPITRES RELATIFS A LA COUR	5953-6002
1. <i>Ouvrages sur la S. d. N.</i>	5953-5964
2. <i>Ouvrages sur l'Organisation internationale du Travail</i>	—
3. <i>La Cour dans les manuels récents du droit des gens. Codification du droit des gens</i>	5965-5983
4. <i>Solution pacifique des différends internationaux</i>	5984-5995
A. En général	—
B. Arbitrage et Justice	5984-5990
C. Le Protocole de Genève	—
D. Les Accords de Locarno	5991-5995
E. Acte général d'arbitrage adopté par la Neuvième Assemblée de la S. d. N.	—
F. Le Pacte Kellogg	—
5. <i>Rapports entre les États. Politique. Diplomatie</i>	5996-5997
6. <i>Pacifisme. Désarmement. Internationalisme</i>	5998-6000
7. <i>Histoire. Encyclopédies. Journaux. Annuaire</i>	6001-6002
F. — QUESTIONS SPÉCIALES	6003-6032
1. <i>Les États-Unis d'Amérique et la Cour</i>	6003-6021
2. <i>La Grande-Bretagne et la Clause facultative</i>	6022-6023
3. <i>Une Cour permanente de Justice criminelle internationale</i>	6024-6026
4. <i>Le différend roumano-hongrois</i>	—
5. <i>Divers</i>	6027-6032

Index cumulatif des noms d'auteurs	Page 224
» » » matières	» 249

INTRODUCTION

BIBLIOGRAPHIES RELATIVES A LA COUR.

(Voir E 5, pp. 294-296; E 6, pp. 350-351; E 7, p. 355; E 8, p. 337; E 9, p. 204; E 10, p. 176; E 11, p. 172; E 12, p. 238.)

5730. [*United States*] *Library of Congress. Division of Bibliography. Permanent Court of International Justice. References supplementing previous lists.* Compiled by FLORENCE S. HELLMAN. 1937. In-4°, 8 pages. [Mimeographed.]

5731. *Catalogue n° 13 (févr. 1937) [des] Publications de la Cour permanente de Justice internationale, La Haye. [Avec sommaires et extraits de la table des matières.]* Ce catalogue, périodiquement mis à jour, est envoyé gratuitement sur demande. Les prix s'entendent en florins hollandais. Leyde, Société d'éditions A. W. Sijthoff, 1937. In-8°, 38 pages.

5732. *Catalogue No. 13 (April 1937) [of the] Publications of the Permanent Court of International Justice, The Hague. [With summaries and extracts of contents.]* This catalogue, periodically completed, is sent free of cost on demand. The prices are noted in Dutch currency. Leyden, A. W. Sijthoff's Publishing Company, 1937. In-8°, 38 pages.

5733. *Liste bibliographique des publications officielles et non officielles relatives à la Cour permanente de Justice internationale. Supplément 1936, contenant les numéros 5200-5729 et deux index incorporés à ceux des listes précédentes.* Dressée pour le Douzième Rapport annuel de la Cour par J. DOUMA. Extrait du Douzième Rapport annuel de la Cour. La Haye, 1936. In-8°, 97 pages.

5734. *Bibliographical list of official and unofficial publications concerning the Permanent Court of International Justice. Supplement 1936, containing numbers 5200-5729, with combined indexes to the preceding lists.* Prepared for the Twelfth Annual Report of the Court by J. DOUMA. Reprinted from the Twelfth Annual Report. The Hague, 1936. In-8°, 97 pages.

A. — AVANT-PROJETS OFFICIELS ET PRIVÉS

1. DEPUIS LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE LA PAIX DE LA HAYE
(1907) JUSQU'À LA GUERRE MONDIALE.

(Voir E 2, pp. 215-218; la note, *ibidem*, p. 215; E 4, p. 335;
E 5, p. 296; E 7, p. 355; E 8, p. 338.)

2. PENDANT LA GUERRE MONDIALE.

(Voir E 2, pp. 218-221; E 4, pp. 335-336; E 6, p. 351.)

3. LA CONFÉRENCE DE LA PAIX DE VERSAILLES. — AVANT-
PROJETS DES PUISSANCES NEUTRES. — COMITÉ CONSULTATIF
DE JURISTES.

(Voir E 2, pp. 221-228; E 4, pp. 336-338; E 5, p. 297; E 6,
p. 351; E 8, p. 338.)

B. — LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNA-
TIONALE (SA CONSTITUTION — SON ORGANISATION —
SA PROCÉDURE — SA COMPÉTENCE)1. L'ÉLABORATION DU STATUT PAR LE CONSEIL
ET PAR LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.A. — *Documents officiels.*

(Voir E 2, pp. 228-229.)

B. — *Publications non officielles.*

(Voir E 2, pp. 229-234; E 3, pp. 261-262; E 4, pp. 338-339;
E 7, p. 356; E 8, p. 339; E 11, p. 173.)

1 bis. REVISION DU STATUT DE LA COUR A LA SUITE D'UNE
DÉCISION DE LA NEUVIÈME ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.A. — *Documents officiels.*

(Voir E 5, p. 298; E 6, pp. 352-353; E 7, pp. 356-357;
E 9, p. 205; E 12, pp. 239-240.)

B. — *Publications non officielles.*

(Voir E 5, p. 299; E 6, pp. 353-354; E 7, pp. 357-358; E 8,
p. 339; E 9, pp. 205-206; E 10, p. 177; E 12, pp. 240-241.)

5735. ODA (Y.), [*On the revision of the Statute of the Permanent Court
of International Justice. In Japanese.*] (Hōgaku Ronsō, Kyoto,
Vol. 23, No. 1, 1930, Jan.)

5736. P[ERASSI] (T.), *La revisione dello Statuto della Corte perma-
nente di Giustizia internazionale.* (Rivista di Diritto internazionale,
Anno XXVIII, Serie III, Volume XV (1936), Fasc. 1, 1° gennaio-
31 marzo, pp. 55-60.)

2. TEXTES DES PROTOCOLES DE SIGNATURE ET DU STATUT.

A. — *Textes officiels.*

(Voir E 2, p. 234 ; E 3, p. 262 ; E 4, p. 339 ; E 6, pp. 354-355 ;
E 7, p. 358 ; E 12, p. 241.)

5737. *Protocole concernant la revision du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, avec annexe* [: *Amendements au Statut de la C. P. J. I.*]. Signé à Genève, le 14 sept. 1929. (Société des Nations — Recueil des Traités. Traités et engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la S. d. N., vol. CLXV, 1936, n° 3822, pp. 353-370.)

5738. *Protocol concerning the Revision of the Statute of the Permanent Court of International Justice. With Annex* [: *Amendments to the Statute of the P. C. I. J.*]. Signed at Geneva, Sept. 14th, 1929. (League of Nations—Treaty Series. Treaties and international engagements registered with the Secretariat of the L. of N., Vol. CLXV, 1936, No. 3822, pp. 353-371.)

B. — *Publications non officielles. — Commentaires.*

(Voir E 2, pp. 235-236 ; E 3, p. 263 ; E 4, p. 339 ; E 6, p. 355 ;
E 8, p. 340 ; E 10, pp. 177-178 ; E 12, p. 242.)

5739. *Permanent Court of International Justice. Statute of the Court provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations as amended in accordance with the Protocol of Sept. 14, 1929. In force Feb. 1, 1936.* (Supplement to The American Journal of International Law, Vol. 30, No. 3, 1936, July, pp. 115-128.)

5740. *Statuto della Corte permanente di Giustizia internazionale con le modificazioni portate dal Protocollo 14 settembre 1929. Con nota.* [Texte français.] (Rivista di Diritto internazionale, Anno XXVIII, Serie III, Volume XV (1936), Fasc. 1, 1° gennaio-31 marzo, pp. 77-89.)

5741. *Permanent Court of International Justice. Revision protocol,* by A. P. F[ACHIRI]. (The British Year Book of International Law, 17th year of issue, 1936, p. 171.)

3. ACTES LÉGISLATIFS DES DIVERS PAYS. — DOCUMENTS
ET DÉBATS PARLEMENTAIRES. — LOIS ET DÉCRETS
D'APPROBATION ET DE PUBLICATION.

(Voir E 2, pp. 237-262 ; E 3, pp. 263-272 ; E 4, pp. 340-344 ;
E 5, pp. 299-301 ; E 6, pp. 355-368 ; E 7, pp. 358-367 ; E 8,
pp. 340-346 ; E 9, pp. 206-208 ; E 10, pp. 178-179 ; E 11,
pp. 174-178 ; E 12, pp. 242-244.)

ARGENTINE.

5742. *Decreto prestando su adhesión al Protocolo de la firma, relativo al Estatuto de la Corte Permanente de Justicia Internacional y declaración sobre "Disposición Facultativa", aprobados en Ginebra.* Buenos Aires, Octubre 14 de 1935. 68.112—170.— (Boletín oficial de la República Argentina, Año XLIV, Núm. 12.477, 28 de Enero de 1936, p. 1044.)

AUTRICHE. — AUSTRIA.

5743. *Kundmachung des Bundeskanzleramtes, betreffend Abänderungen des Statutes des Ständigen Internationalen Gerichtshofes und betreffend das Unterzeichnungsprotokoll hiezu.* Anlage 1: Protokoll.... Anlage 2: Statut des in Artikel 14 der Völkerbundsatzung vorgesehenen Ständigen Internationalen Gerichtshofes mit den am 14. September 1929 beschlossenen Abänderungen. (Bundesgesetzblatt für den Bundesstaat Österreich, 1936, 15. Stück, 14. März, S. 87-95.)

BRÉSIL. — BRAZIL.

5744. *Lei N. 290—de 5 de Novembro de 1936. Approva o Protocollo de Revisão do Estatuto da Corte Permanente de Justiça Internacional, concluído em Genebra a 14 de setembro de 1929.* (Diário official—Estados Unidos do Brasil, Anno LXXV, N. 262, 12 de novembro de 1936, p. 24426.)

FRANCE.

5745. *Loi [du 28 mars 1936] tendant à autoriser le renouvellement, pour une durée de cinq ans, de l'adhésion de la France à la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale, telle qu'elle est décrite à l'article 36 du Statut.* (Journal officiel de la République française, 1936, n° 78, 1^{er} avril, p. 3618.)

HONGRIE. — HUNGARY.

5746. 1936. évi VI. Törvénycikk az Állandó Nemzetközi Biróság Szabályzatának módosításáról. [Loi n° VI de 1936 concernant les modifications du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.] [Eredeti francia és angol, hiv. magy. ford. szöveg. Textes français, anglais et hongrois.] (1936. évi Országos Törvénytar 3. sz. pp. 55-80.)

NORVÈGE. — NORWAY.

5747. *Protokoll om revisjon av vedtektene for den faste domstol for mellemfolkelig rettspleie.* Genève, 14 september 1929. *Revision du Statut.... Protocole. Annexe : Amendements au Statut.... Revision of the Statute.... Protokol. Annex : Amendments to the Statute.... Bilag : Endringer i vedtektene for den faste domsto for mellemfolkelig rettspleie. Oversettelse : Vedtekter for den faste domstol for mellemfolkelig rettspleie, som endret ved protokoll av 14 september 1929.* (Overenskomster med fremmede Stater, 1936, Nr. 2, Utgitt 25 april.)

PAYS-BAS. — NETHERLANDS.

5748. *Besluit van den 22sten Februari 1936, bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het Protocol van Genève van 14 September 1929, met bijlage, nopens de herziening van het Statuut van het Permanente Hof van Internationale Justitie.* Protocole.... Annexe.... Protocol.... Annex.... Protocol.... Bijlage.... (Vertaling.) (Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden, 1936, N° 87.)

5749. *Wet van den 17den Juli 1936, houdende goedkeuring van de hernieuwde aanvaarding van de verplichte rechtspraak overeenkomstig artikel 36 lid 2 van het Statuut van het Permanente Hof van Internationale Justitie.* (Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden, 1936, N° 97.)

INDES NÉERLANDAISES. — NETHERLANDS INDIES.

5750. *Aanteekening van het Koninklijk Besluit van 22 Februari 1936, bepalende de bekendmaking van het Protocol van Genève van 14 September 1929, met bijlagen, nopens de herziening van het Statuut van het Permanente Hof van Internationale Justitie. Besluit van den Gouverneur-Generaal van Nederlandsch-Indië van 28 Maart 1936, No. 16. Protocole.... Annexe.... Protocol.... Annex.... Protocol.... Bijlage.... (Vertaling.)* (Staatsblad van Nederlandsch-Indië, 1936, N° 167).

PÉROU. — PERU.

5751. Poder legislativo. Ministerio de relaciones exteriores. Res. Leg. No. 8177. [*El Congreso ha resuelto aprobar el protocolo de revisión del Estatuto del Tribunal Permanente de Justicia Internacional y el anexo del 14 de setiembre de 1929. Cúmplase, registrese, comuníquese, publíquese y archívese....*] (El Peruano, Diario oficial, Año 96, Tomo I, Trimestre I, No. 37, 14 de Febrero de 1936, p. 1.)

POLOGNE. — POLAND.

5752. *Protokół Międzynarodowy, podpisany w Genewie dnia 14 września 1929 r., dotyczący rewizji Statutu Stałego Trybunału Sprawiedliwości Międzynarodowej. Przekład. Protokół.... Załącznik do Protokółu.... Protocole.... Annexe.... Protocol.... Annex....* (Dziennik Ustaw Rzeczypospolitej Polskiej, Rok 1936, N° 47, 25 czerwca, pp. 783-796.)

SUISSE. — SWITZERLAND.

5753. *Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant la reconnaissance de la juridiction obligatoire de la Cour permanente de Justice internationale. Protocole.... Annexe....* (Du 29 sept. 1936.) (Feuille fédérale, 88^{me} année, 1936, II, pp. 705-706.)
5754. *Arrêté fédéral concernant la reconnaissance de la juridiction obligatoire de la Cour permanente de Justice internationale.* (Du 23 déc. 1936.) (Feuille fédérale, 88^{me} année, vol. III, 1936, pp. 769-770.)
5755. *Arrêté fédéral approuvant le protocole, du 14 septembre 1929, relatif à la révision du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.* (Du 15 mars 1930.) (Recueil des lois fédérales, 1936, n° 9, 18 mars.)

TCHÉCOSLOVAQUIE. — CZECHOSLOVAKIA.

5756. *Protokoll über Änderungen des Statuts des Ständigen Internationalen Gerichtshofes. Protokoll.... (Übersetzung.) Anlage.... Änderungen des Statuts.... [Wird mit dem Beifügen kundgemacht, dass die Ratifikationsurkunde am 30. Oktober 1930 hinterlegt wurde.]* (Sammlung der Gesetze und Verordnungen des tschechoslovakischen Staates, Jahrgang 1936. 27. Stück. Ausgegeben am 25. April, Nr. 103, S. 371-378.)

3 bis. RATIFICATION DES DIVERS PAYS.

(Voir E 7, pp. 367-368; E 8, pp. 346-347; E 9, pp. 208-209; E 10, p. 179; E 11, pp. 178-179; E 12, p. 244.)

5757. *Ratification des accords et conventions conclus sous les auspices de la Société des Nations: Dix-septième liste.* (Annexe au Rapport sur l'œuvre de la Société pour l'année 1935/36.) Genève, le 10 sept. 1936. N° officiel: A 6 (a). 1936. Annexe I. (V.) Série de publications de la S. d. N. V. Questions juridiques. 1936. V. 4. In-f°, 131 pages. [C. P. J. I., chap. I et XXII, pp. 9-15, 69-71.]

5758. *Ratification of agreements and conventions concluded under the auspices of the League of Nations: Seventeenth list.* (Annex to the Report on the work of the League for the year 1935/36.) Geneva, September 10th, 1936. Official No.: A 6 (a). 1936. Annex I. (V.) Series of L. of N. publications. V. Legal. 1936. V. 4. F°, 131 pages. [P. C. I. J., Chapters I and XXII, pp. 9-15, 69-71.]

5759. *État actuel des accords et conventions conclus sous les auspices de la Société des Nations.* (Journal officiel [de la] S. d. N., XVII^{me} année, n° 12, 1936, déc., pp. 1403-1407; *ibidem*, XVIII^{me} année, nos 3-4, 1937, mars-avril, pp. 253-259.) [Cette liste forme un supplément à la liste complète des signatures et ratifications publiée dans le document A. 6 (a) 1936. Annexe I. (V).]

5760. *Present situation as regards agreements and conventions concluded under the auspices of the League of Nations.* (Official Journal [of the] L. of N., 17th year, No. 12, 1936, Dec., pp. 1403-1407; *ibidem*, 18th year, Nos. 3-4, 1937, March-April, pp. 253-259.) [This list forms a supplement to the complete list of signatures and ratifications published in document A. 6 (a) 1936. Annex I. (V).]

4. ÉLECTION DES JUGES. — JUGES « AD HOC ». — BIOGRAPHIES DES JUGES.

(Voir E 2, pp. 262-263; E 3, pp. 272-273; E 4, p. 344; E 5, pp. 301-303; E 6, pp. 368-369; E 7, pp. 368-370; E 8, p. 347; E 9, p. 209; E 10, pp. 179-180; E 11, pp. 179-181; E 12, pp. 244-251.)

5761. LA PRADELLE (A. [DE GEOUFFRE] DE), WALTHER SCHÜCKING. (6 janvier 1875 — 25 août 1935.) (Revue de Droit international, fondée et dirigée par A. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, t. XVII, X^{me} année, n° 2, 1936, avril-mai-juin, pp. 405-412.)

5762. SCOTT (JAMES BROWN), WALTHER SCHÜCKING. (The American Journal of International Law, Vol. 31, No. 1, 1937, Jan., pp. 107-110.)
5763. EYSINGA (W. J. M. VAN), WALTHER SCHÜCKING's *Porträt im Friedenspalaste*. (Die Friedens-Warte, XXXVI. Jahrg., Nr. VI, 1936, p. 259.)
-
5764. BĚRUĚL (ERIK)], *Baron E. ROLIN-JAEQUEMYS* †. (Nordisk Tidsskrift for International Ret, Vol. 7, 1936, Fasc. 4, p. 267.)
5765. LA PRADELLE (A. DE [GEOUFFRE] DE), *In Memoriam: ÉDOUARD ROLIN-JAEQUEMYS*. (Revue de Droit international, fondée et dirigée par A. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, t. XIX, XI^{me} année, 1937, n^o 1, janv.-février-mars, pp. 3-6.)
5766. VISSCHER (CHARLES DE), *Le Baron ROLIN-JAEQUEMYS*. 1863-1936. (Revue de Droit international et de Législation comparée, 3^{me} série, t. XVII, 63^{me} année, 1936, n^o 2, pp. 221-224.)
5767. WEHBERG (HANS), ÉDOUARD *Baron ROLIN-JAEQUEMYS* †. (Die Friedens-Warte, XXXVI. Jahrg., Nr. V, 1936, pp. 201-203.)
-
5768. BENEDIKT, JOSEF REDLICH †. (Pester Lloyd, 1936, 18. Nov.)
5769. BURLINGHAM (CHARLES C.), JOSEF REDLICH. (Harvard Law Review, Vol. L, No. 3, 1937, Jan., pp. 392-394.)
5770. FRANKFURTER (FELIX), JOSEF REDLICH. (Harvard Law Review, Vol. L, No. 3, 1937, Jan., pp. 389-391.)
-
5771. KUČERA (BOHUMIL). KAREL HERMANN-OTAVSKÝ *mezinárodním soudcem*. (Kniha o Karlu Hermanu-Otavském, Praha, 1936.) [KAREL HERMANN-OTAVSKÝ *comme juge international*. Extrait de l'ouvrage publié à l'occasion de son 70^{me} anniversaire. En tchèque.]
-
5772. *Conseil de la Société des Nations*. 92^{me} Session, 1^{ère} partie, tenue à Genève du 11 au 13 mai 1936. 1^{ère} séance, tenue le 11 mai 1936. 3741. *Élection de membres de la Cour permanente de Justice internationale*. a) *Mesures à adopter à la suite de la démission de M. WANG CHUNG-HUI*; b) *Participation des États non Membres de la Société, parties au Statut de la Cour, à l'élection des membres de la Cour*. Le baron ALOISI soumet le rapport suivant: (Document C. 213. 1936. V.) *Les conclusions du rapport sont adoptées*. (Journal officiel [de la] S. d. N., XVII^{me} année, n^o 6, 1936, juin, p. 539.)

5773. *Council of the League of Nations*. 92nd Session, 1st part, held at Geneva from May 11th to May 13th, 1936. 1st Meeting, held on May 11th, 1936. 3741. *Election of Members of the Permanent Court of International Justice*. (a) *Measures necessitated by the Resignation of M. WANG CHUNG-HUI*; (b) *Participation of States not Members of the League, which are Parties to the Statute of the Court, in the Election of Members of the Court*. Baron ALOISI presented the following report: ... (Document C. 213. 1936. V.) *The conclusions of the report were adopted*. (Official Journal [of the] L. N., XVIIth year, No. 6, 1936, June, p. 539.)
5774. *Conseil de la Société des Nations*. 92^{me} Session, 1^{ère} partie, tenue à Genève du 11 au 13 mai 1936. 3^{me} séance, tenue le 13 mai 1936. 3757. *Élection de membres de la Cour permanente de Justice internationale: Rapport du Comité de Juristes*. a) *Mesures à adopter à la suite de la démission de M. WANG CHUNG-HUI*; b) *Participation des États non Membres de la Société, parties au Statut de la Cour, à l'élection des membres de la Cour*. Le Président rappelle.... Le rapport des juristes.... (Document C. 245. 1936. V.) *La proposition du Président est adoptée*. (Journal officiel [de la] S. d. N., XVII^{me} année, n° 6, 1936, juin, pp. 556-557.)
5775. *Council of the League of Nations*. 92nd Session, 1st part, held at Geneva from May 11th to May 13th, 1936. 3rd Meeting, held on May 13th, 1936. 3757. *Election of Members of the Permanent Court of International Justice: Report by the Committee of Jurists*. (a) *Measures necessitated by the Resignation of M. WANG CHUNG-HUI*; (b) *Participation of States not Members of the League of Nations, which are Parties to the Statute of the Court, in the Election of Members of the Court*. The President recalled.... The Jurists' report.... (Document C. 245. 1936. V.) *The President's proposal was adopted*. (Official Journal [of the] L. N., XVIIth year, No. 6, 1936, June, pp. 556-557.)
5776. *Conseil de la Société des Nations*. 92^{me} Session, 2^{me} partie, tenue à Genève du 26 juin au 4 juillet 1936. 4^{me} séance, tenue le 26 juin, 1936. 3764. *Élection de deux juges à la Cour permanente de Justice internationale: Ajournement de la question*. Le Secrétaire général déclare.... La proposition du Secrétaire général est adoptée. (Journal officiel [de la] S. d. N., XVII^{me} année, n° 7, 1936, juillet, p. 756.) [Voir les textes des télégrammes des 6 et 12 juin 1936. (*Ibidem*, p. 783.)]
5777. *Council of the League of Nations*. 92nd Session, 2nd part, held at Geneva from June 26th to July 4th, 1936. 4th Meeting, held on June 26th, 1936. 3764. *Election of Two Judges to the Permanent Court of International Justice: Adjournment of the Question*. The Secretary-General said.... The Secretary-General's proposal was adopted. (Official Journal [of the] L. N., XVIIth year, No. 7, 1936, July, p. 756.) [See texts of telegrams of June 6th and June 12th, 1936. (*Ibidem*, p. 783.)]
5778. *Conseil de la Société des Nations*. 93^{me} Session, tenue à Genève du 18 au 26 sept. 1936. 3^{me} séance, tenue le 25 sept.

1936. 3788. *Élection de membres de la Cour permanente de Justice internationale. Deuxième rapport du Comité de juristes désigné par le Conseil à sa séance du 11 mai 1936. M. MUNCH soumet le rapport et les résolutions ci-après....* (Document C. 412. 1936. V.) *Les résolutions sont adoptées.* (Journal officiel [de la] S. d. N., XVII^{me} année, n° 11, 1936, nov., pp. 1155-1157.)
- 5779.** *Council of the League of Nations. 93rd Session, held at Geneva from Sept. 18th to Sept. 26th, 1936. 3rd Meeting, held on Sept. 25th, 1936. 3788. Election of Members of the Permanent Court of International Justice: Second Report of the Committee of Jurists appointed by the Council on May 11th, 1936. M. MUNCH presented the following report and draft resolutions....* (Document C. 412. 1936. V.) *The resolutions were adopted.* (Official Journal [of the] L. N., XVIIth year, No. 11, 1936, Nov., pp. 1155-1157.)
- 5780.** *Conseil de la Société des Nations. 93^{me} Session, tenue à Genève du 18 au 26 sept. 1936. 3^{me} séance, tenue le 25 sept. 1936. 3789. Cour permanente de Justice internationale: Date de l'élection destinée à pourvoir au siège devenu vacant par suite du décès du baron ROLIN-JAEQUEMYS. M. MUNCH soumet le rapport suivant:* (Document C. 411. 1936. V.) *Les conclusions du rapport sont adoptées.* (Journal officiel [de la] S. d. N., XVII^{me} année, n° 11, 1936, nov., p. 1157.)
- 5781.** *Council of the League of Nations. 93rd Session, held at Geneva from Sept. 18th to Sept. 26th, 1936. 3rd Meeting, held on Sept. 25th, 1936. 3789. Permanent Court of International Justice: Date of the Election to fill the Vacancy created by the Death of Baron ROLIN-JAEQUEMYS. M. MUNCH presented the following report:* (Document C. 411. 1936. V.) *The conclusions of the report were adopted.* (Official Journal [of the] L. N., XVIIth year, No. 11, 1936, Nov., p. 1157.)
- 5782.** *Élection des Membres de la Cour permanente de Justice internationale. Deuxième Rapport du Comité de Juristes désigné par le Conseil à sa séance du 11 mai 1936: Rapport soumis au Conseil le 25 sept. 1936. Appendice. [I:] Note verbale, en date du 24 juin 1936, du Consul général du Brésil au Secrétaire général. [II:] Lettre, en date du 29 juin 1936, du Consul général ad interim du Japon au Secrétaire général.* (Journal officiel [de la] S. d. N., XVII^{me} année, n° 11, 1936, nov., pp. 1243-1244.)
- 5783.** *Election of Members of the Permanent Court of International Justice. Second Report of the Committee of Jurists appointed by the Council on May 11th, 1936, submitted to the Council on Sept. 25th, 1936. Appendix. [I:] Note verbale, dated June 24th, 1936, from the Consul-General of Brazil to the Secretary-General. [II:] Letter, dated June 29th, 1936, from the Consul-General ad interim of Japan to the Secretary-General.* (Official Journal [of the] L. N., XVIIth year, No. 11, 1936, Nov. pp. 1243-1244.)
- 5784.** *Cour permanente de Justice internationale: Propositions du Conseil au sujet de l'élection des Membres de la Cour. Société des Nations, Dix-septième session ordinaire de l'Assemblée. N° officiel: A. 42. 1936. V. Genève, le 26 sept. 1936. In-f°, 4 pages.*

- 5785.** *Permanent Court of International Justice: Proposals of the Council concerning the election of Members of the Court.* League of Nations, Seventeenth Ordinary Session of the Assembly. Official No.: A. 42. 1936. V. Geneva, Sept. 26th, 1936. F°, 4 pages.
- 5786.** *Assemblée de la Société des Nations. 17^{me} Session ordinaire. 1936. Première Commission. Cour permanente de Justice internationale: [1.] Méthode selon laquelle doit s'effectuer l'élection aux trois sièges vacants. [2.] Participation à l'élection des juges d'un État non Membre de la Société des Nations partie au Statut de la Cour. Discussion. Rapport (et résolution) de la 1^{ère} Commission à l'Assemblée.* (Journal officiel [de la] S. d. N., Supplément spécial n° 156: Actes de la 17^{me} Session ordinaire de l'Assemblée, Séances des commissions, Procès-verbal de la 1^{ère} Commission, pp. 22-34, 76-81.)
- 5787.** *Assembly of the League of Nations. 17th Ordinary Session. 1936. First Committee. Permanent Court of International Justice: [1.] Method of Election to the three vacant Seats. [2.] Participation in the Election of the judges of a State which is not a member of the League but is a party to the Statute of the Court. Discussion. Report (and resolution) of the First Committee to the Assembly.* (Official Journal [of the] L. N., Special Supplement No. 156: Records of the 17th Ordinary Session of the Assembly, Meetings of the Committees, Minutes of the First Committee, pp. 22-34, 76-81.)
- 5788.** *Cour permanente de Justice internationale. I: Méthode selon laquelle doit s'effectuer l'élection en vue des trois sièges à pourvoir. II: Participation à l'élection des juges d'un État non Membre de la Société, partie au Statut de la Cour. Rapport présenté à l'Assemblée par la première Commission.* Société des Nations. N° officiel: A. 49. 1936. V. Genève, le 1^{er} oct. 1936. In-f°, 2 pages.
- 5789.** *Permanent Court of International Justice. I: Method of Election to the three seats which are to be filled. II: Participation in the Election of the judges of a State which is not a Member of the League but is a Party to the Statute of the Court. Report submitted by the First Committee to the Assembly.* League of Nations. Official No.: A. 49. 1936. V. Geneva, Oct. 1st, 1936. F°, 2 pages.
- 5790.** *Assemblée de la Société des Nations. 17^{me} Session ordinaire. 1936. Cour permanente de Justice internationale: 1° Méthode selon laquelle doit s'effectuer l'élection aux trois sièges laissés vacants par M. KELLOGG, M. SCHÜCKING et M. WANG CHUNG-HUI; 2° Participation à l'élection des juges d'un État non Membre de la Société. Rapport de la 1^{ère} Commission. Résolutions adoptées par l'Assemblée.* (Journal officiel [de la] S. d. N., Supplément spécial n° 155: Actes de la 17^{me} Session ordinaire de l'Assemblée, Séances plénières, Compte rendu des débats, pp. 105-106, 130.)
- 5791.** *Assembly of the League of Nations. 17th Ordinary Session. 1936. Permanent Court of International Justice: (1) Method of election to the three seats vacated by Mr. KELLOGG, M. SCHÜCKING and M. WANG CHUNG-HUI; (2) Participation in the election of*

the judges of a State which is not a Member of the League but is a party to the Statute of the Court. Report of the First Committee. Resolutions adopted by the Assembly. (Official Journal [of the] L. N., Special Supplement No. 155: Records of the 17th Ordinary Session of the Assembly, Plenary meetings, Text of the debates, pp. 105-106, 130.)

5792. *Cour permanente de Justice internationale: Élection pour pourvoir les sièges devenus vacants par suite du décès de M. WALTHER SCHÜCKING et de la démission de M. FRANK B. KELLOGG. Liste des candidats désignés par les groupes nationaux.* Société des Nations. No. officiel: A. 8 (1). 1936. V. Genève, le 19 sept. 1936. In-f°, 14 pages.
5793. *Permanent Court of International Justice: Election to the vacancies created by the death of M. WALTHER SCHÜCKING and the resignation of Mr. FRANK B. KELLOGG. List of candidates nominated by the national groups.* League of Nations. Official No.: A. 8 (1). 1936. V. Geneva, Sept. 19th, 1936. F°, 14 pages.
5794. *Cour permanente de Justice internationale: Élection pour pourvoir le siège devenu vacant par suite de la démission de M. WANG CHUNG-HUI. Liste des candidats désignés par les groupes nationaux.* Société des Nations. N° officiel: A. 21 (1). 1936. V. Genève, le 19 sept. 1936. In-f°, 5 pages.
5795. *Permanent Court of International Justice: Election to the vacancy created by the resignation of M. WANG CHUNG-HUI. List of candidates nominated by the national groups.* League of Nations. Official No.: A. 21 (1). 1936. V. Geneva, Sept. 19th, 1936. F°, 5 pages.
5796. *Élection aux sièges vacants de juges à la Cour permanente de Justice internationale. Note du Président de l'Assemblée sur la procédure à suivre pour les élections.* Société des Nations. N° officiel: A. 51. 1936. V. Genève, le 3 oct. 1936. In-f°, 2 pages.
5797. *Election to fill the vacancies among the judges of the Permanent Court of International Justice. Note by the President of the Assembly on the procedure to be followed in the elections.* League of Nations. Official No.: A. 51. 1936. V. Geneva, Oct. 3rd, 1936. F°, 2 pages.
5798. *Assemblée de la Société des Nations. 17^{me} Session ordinaire. 1936. Cour permanente de Justice internationale: Élection: Vote et résultats. Acceptation de leur élection par les juges.* (Journal officiel [de la] S. d. N. Supplément spécial n° 155: Actes de la 17^{me} Session ordinaire de l'Assemblée, Séances plénières, Compte rendu des débats, pp. 110, 111, 116.)
5799. *Assembly of the League of Nations. 17th Ordinary Session. 1936. Permanent Court of International Justice: Election: Voting and results. Acceptance of election by judges.* (Official Journal [of the] L. N. Special Supplement No. 155. Records of the 17th Ordinary Session of the Assembly, Plenary meetings, Text of the debates, pp. 110, 111, 116.)

- 5800.** *Cour permanente de Justice internationale: Élection pour pourvoir le siège devenu vacant par suite du décès du baron ROLIN-JAEQUEMYS. Liste des candidats désignés par les groupes nationaux.* Société des Nations. N° officiel: A (extr.). 3. 1937. V. [C. 501 (I). M. 314 (I). 1936. V.] Genève, le 20 mai 1937. In-f°, 7 pages.
- 5801.** *Permanent Court of International Justice: Election to the vacancy created by the death of baron ROLIN-JAEQUEMYS. List of candidates nominated by the national groups.* League of Nations. Official No.: A (extr.). 1937. V. [C. 501 (I). M. 314 (I). 1936. V.] Geneva, May 20th, 1937. F°, 7 pages.
- 5802.** *Cour permanente de Justice internationale: Élection pour pourvoir le siège devenu vacant par suite du décès du baron ROLIN-JAEQUEMYS. Liste des candidats désignés par les groupes nationaux. Deuxième partie: États de service des candidats.* Société des Nations. N° officiel: A (extr.). 3 (a). 1937. V. [C. 501 (I). M. 314 (I). 1936. V.] Genève, le 21 mai 1937. In-f°, 2 pages.
- 5803.** *Permanent Court of International Justice: Election to the vacancy created by the death of baron ROLIN-JAEQUEMYS. List of candidates nominated by the national groups. Part II: Statements of the careers of candidates.* League of Nations. Official No.: A (extr.). 3 (a). 1937. V. [C. 501 (I). M. 314 (I). 1936. V.] Geneva, May 21st, 1937. F°, 2 pages.
-
- 5804.** GARNER (JAMES W.), MANLEY O. HUDSON *elected to Membership on the Permanent Court of International Justice. Fourth American Jurist to receive that honour. His work and long experience in the field of international law.* (American Bar Association Journal, Vol. XXII, No. 11, 1936, Nov., pp. 753-754.)
- 5805.** HUDSON (MANLEY O.) *is elected to World tribunal.* (New York Times, 1936, Oct. 9, p. 10; Washington Post, 1936, Oct. 9, p. 9; Washington Evening Star, 1936, Oct. 8, p. 1.)
- 5806.** HUDSON (Drs. M. O.), Å. W. H. HAMMARSKJÖLD¹ and CHENG TIEN-HSI *elected to vacancies.* (New York Times, 1936, Oct. 9, p. 10; Editorial 1936, Oct. 11, pt. IV, p. 8.)
- 5807.** HUDSON (M. O.) *and two others elected to judgeships in World tribunal.* (Commercial and financial Chronicle, 1936, Oct. 17, V. 143: 2447.)
- 5808.** *De Nye Medlemmer af Haager domstolen.* [ÅKE HAMMARSKJÖLD¹, MANLEY O. HUDSON, CHENG TIEN-HSI.] (Nordisk Tidsskrift for International Ret, Vol. 7, 1936, Fasc. 4, pp. 263-266.)
- 5809.** *Les nouveaux juges de la Cour permanente de Justice internationale.* M. MANLEY O. HUDSON, M. ÅKE HAMMARSKJÖLD¹, Dr. CHENG TIEN-HSI. (Union, Bulletin des fonctionnaires internationaux; Genève, année 1936-1937, n° 2, 1936, déc., p. 6.)

¹ Les articles biographiques et nécrologiques consacrés à M. Hammarskjöld — dont le décès est survenu le 7 juillet 1937, alors que la présente Bibliographie se trouvait sous presse — seront mentionnés dans la Bibliographie du prochain Rapport annuel.

5810. STREIT (CLARENCE K.), *America sends a new judge to the Hague. HUDSON takes to World Court experience of years in the League's service.* (New York Times Magazine, 1937, March 7, Sect. 8, pp 7, 23.)
5811. WEHBERG (HANS), ÅKE HAMMARSKJÖLD *Richter des Ständigen Internationalen Gerichtshofs.* (Die Friedens-Warte, XXXVI. Jahrg., Nr. VI, 1936, p. 260.)
5812. WEHBERG (HANS), MANLEY O. HUDSON *50 Jahre alt.* (Die Friedens-Warte, XXXVI. Jahrg., Nr. II, 1936, pp. 76-77.)

-
5813. FREYTAGH-LORINGHOVEN (A. VON), *Den Ergänzungswahlen zum Ständigen Internationalen Gerichtshof....* (Völkerbund und Völkerrecht, 3. Jahrg., Heft 9, 1936, Dez., pp. 543-547.) [Voir aussi : „Eine vermeintliche Unregelmässigkeit im St. I. G.“ (*Ibidem*, Heft 12, p. 767.)]
5814. STAUFFENBERG [B. SCHENK Graf VON], *Die Richterwahl zum Ständigen Internationalen Gerichtshof.* (Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, Band VII, Nr. 1, 1937, Febr., pp. 146-148.)

-
5815. J. G. GUERRERO *named President, and Sir CECIL HURST Vice-President.* (New York Times, 1936, Nov. 27, p. 16.)

5. INAUGURATION DE LA COUR.

(Voir E 2, pp. 263-264 ; E 3, p. 273.)

6. PRÉPARATION DU RÈGLEMENT. — PROCÉDURE. — TEXTES DU RÈGLEMENT ET DU RÈGLEMENT RÉVISÉ.

(Voir E 2, pp. 264-265 ; E 3, pp. 273-274 ; E 4, pp. 344-345 ; E 5, pp. 303-304 ; E 6, p. 370 ; E 7, p. 371 ; E 8, p. 348 ; E 9, p. 209 ; E 10, p. 180 ; E 11, pp. 181-182 ; E 12, p. 252.)

A. — Documents officiels.

5816. *Préparation du Règlement du 11 mars 1936.* [Publications de la] Cour permanente de Justice internationale, Série D : Actes et Documents relatifs à l'organisation de la Cour. 3^{me} Addendum au n° 2. — *Elaboration of the Rules of Court of March 11th, 1936.* [Publications of the] Permanent Court of International Justice, Series D.: Acts and Documents concerning the Organization of the Court. 3rd Addendum to No. 2. Leyde, Sijthoff, 1936. 4°, 1092 pages.

B. — Publications non officielles. — Commentaires.

5817. *Permanent Court of International Justice. Rules of Court, adopted on March 11, 1936.* (Supplement to the American Journal of International Law, Vol. 30, No. 3, 1936, July, pp. 128-153.)

5818. *Règlement de la Cour adopté à la date du 11 mars 1936.* (Revue internationale française du Droit des gens, publiée par RAOUL GENET, 1^{ère} année, t. 1, n° 5, 1936, 15 mai, pp. 487-509.)
5819. *Regolamento della Corte permanente di Giustizia internazionale.* 11 marzo 1936. Con nota. [Texte français.] (Rivista di Diritto internazionale, Anno XXVIII, Serie III, Volume XV (1936), Fasc. 1, 1^o gennaio-31 marzo, pp. 90-112.)
5820. GUERRERO (J. G.), *Le nouveau règlement de la Cour permanente de Justice internationale.* (Revue internationale française du Droit des gens, publiée par RAOUL GENET, 1^{ère} année, t. 1, n° 5, 1936, 15 mai, pp. 425-438.)
5821. HUDSON (MANLEY O.), *The 1936 Rules of the Permanent Court of International Justice.* (The American Journal of International Law, Vol. 30, No. 3, 1936, July, pp. 463-470.)
5822. RALSTON (JACKSON H.), *Supplement to 1926 revised edition of "The law and procedure of international tribunals".* Stanford University, California, Stanford University Press; London, Humphrey Milford, 1936. In-8°, XX+231 pages. [P. C. I. J., *passim*.]
5823. ROSTWOROWSKI (MICHEL), [*La procédure de la Cour permanente de Justice internationale.* (Article en polonais paru dans la « Revue polonaise juridique et économique », Cracovie, 1935.)]
5824. WITENBERG (J. C.), *L'organisation judiciaire, la procédure et la sentence internationales.* Traité pratique par —, en collaboration avec JACQUES DESRIOUX. Paris, Pedone, 1937. In-8°, VI+436 pages. [C. P. J. I., *passim*.]
5825. WITENBERG (J. C.), *La théorie des preuves devant les juridictions internationales.* (Recueil des Cours [professés à l'] Académie de Droit international, établie avec le concours de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, t. 56 = 1936 : II, pp. 5-105.) [C. P. J. I., *passim*.]

7. COMPÉTENCE ET EXTENSION DE LA COMPÉTENCE DE LA COUR.
— COMPÉTENCE CONSULTATIVE DE LA COUR. — CONDITIONS DE
VOTE DES DEMANDES D'AVIS CONSULTATIF ADRESSÉES A LA COUR.

A. — Documents officiels.

- (Voir E 2, p. 265 ; E 3, p. 274 ; E 4, p. 345 ; E 5, p. 304 ; E 6, p. 371 ; E 8, p. 349 ; E 10, p. 181 ; E 11, p. 182 ; E 12, pp. 253-254.)
5826. *Cinquième Addendum à la quatrième édition de la Collection des Textes régissant la compétence de la Cour.* (Publications de la Cour, Série D, n° 6.) [Extrait du Douzième Rapport annuel de la Cour permanente de Justice internationale (Série E, n° 12).] — *Fifth Addendum to the fourth edition of the Collection of Texts governing the jurisdiction of the Court.* (Publications of the Court, Series D., No. 6.) [Extract from the Twelfth Annual Report of the Permanent Court of International Justice (Series E., No. 12).] Leyde, Sijthoff, 1936. In-8°, 97 pages.

- 5827.** *Conditions de vote des demandes d'avis consultatif adressées à la Cour permanente de Justice internationale. Observations reçues des Gouvernements et du Bureau international du Travail.* Société des Nations. N° officiel : C. 543. M. 351. 1936. V. Genève, le 4 janv. 1937. Série de publications de la S. d. N. V. Questions juridiques. 1936. V. 9. F°, 17 pages.
- 5828.** *Conditions of voting requests for advisory opinions from the Permanent Court of International Justice. Observations received from Governments and from the International Labour Office.* League of Nations. Official No. : C. 543. M. 351. 1936. V. Geneva, Jan. 4th, 1937. Series of L. N. publications. V. Legal. 1936. V. 9. F°, 17 pages.
- 5829.** *Conseil de la Société des Nations. 96^{me} Session, tenue à Genève du 21 au 27 janv. 1937. 2^{me} séance, tenue le 22 janv. 1937. 3852. Conditions de vote des demandes d'avis consultatif adressées à la Cour permanente de Justice internationale. Le PRÉSIDENT soumet le rapport suivant....* [Document C. 53. 1937. V.] M. UNDÉN.... M. ANTONESCO.... M. LITVINOF.... Sir WILLIAM MALKIN.... M. KOMARNICKI.... M. ALVAREZ DEL VAYO.... *Le PRÉSIDENT....* (Journal officiel [de la] S. d. N., XVIII^{me} année, n° 2, 1937, févr., pp. 77-79.) *Idem, suite.* 4^{me} séance tenue le 26 janv. 1937. 3865. *Le PRÉSIDENT soumet le rapport et la résolution ci-après....* (Document C. 78. 1937. V.) *La résolution est adoptée. (Ibidem, p. 108.)*
- 5830.** *Council of the League of Nations. 96th Session held at Geneva from Jan. 21st to Jan. 27th, 1937. 2nd Meeting held on Jan. 22nd, 1937. 3852. Conditions of voting Requests for Advisory Opinions addressed to the Permanent Court of International Justice. The PRESIDENT presented the following report:* [Document C. 53. 1937. V.] M. UNDÉN.... M. ANTONESCO.... M. LITVINOFF.... Sir WILLIAM MALKIN.... M. KOMARNICKI.... M. ALVAREZ DEL VAYO.... *The PRESIDENT....* (Official Journal [of the] L. N., XVIIIth year, No. 2, 1937, Feb., pp. 77-79.) *Idem, continuation.* 4th Meeting held on Jan. 26th, 1937. 3865. *The PRESIDENT presented the following report and resolution....* [Document C. 78. 1937. V.] *The resolution was adopted. (Ibidem, p. 108.)*

B. — *Publications non officielles.*

(Voir E 2, pp. 265-266 ; E 3, pp. 274-276 ; E 4, pp. 345-347 ; E 5, pp. 305-306 ; E 6, pp. 371-373 ; E 7, pp. 372-373 ; E 8, pp. 349-352 ; E 9, pp. 209-211 ; E 10, pp. 181-184 ; E 11, pp. 182-184 ; E 12, pp. 254-257.)

- 5831.** KAMIKAWA (H.), [*On the acceptance of the Optional Clause of the Permanent Court of International Justice.* In Japanese.] (Revue diplomatique, vol. 52, n° 1, 1929, 1^{er} oct.)
- 5832.** ODA (Y.), [*On the importance of the acceptance of the Optional Clause.* In Japanese.] (International Understanding, Vol. 11, No. 11, 1931, Nov.)

5833. SAITO (T.), [*The obligatory jurisdiction of the Permanent Court of International Justice*. In Japanese.] (Revue diplomatique, vol. 58, n° 4, 1931, 15 mai.)
5834. YOKOTA (K.), [*Prospect of the Obligatory Arbitration. Acceptance of the Optional Clause*. In Japanese.] (International Understanding, Vol. 9, No. 11, 1929, Nov.)
-
5835. KLEINTJES (PH.), *Stemmenverhouding bij 's Raads besluit tot het inwinnen van een consultatief advies*. I. (De Volkenbond, 12e jaargang, No. 5, 1937, Febr., pp. 120-124.) *Idem*, II. (*Ibidem*, No. 6, Maart, pp. 150-153.)
-
5836. ENGEL (S.), *La force obligatoire des avis consultatifs de la Cour permanente de Justice internationale*. (Revue de Droit international et de Législation comparée, 3^{me} série, t. XVII, 63^{me} année, 1936, n° 4, pp. 768-800.)
5837. IZDEBSKI (ZYGUNT), *Funkcja Opiniodawcza Statego Trybunału Sprawiedliwości Międzynarodowej*. [*La fonction consultative de la Cour permanente de Justice internationale*. En polonais. Avec une introduction de BOHDAN WINIARSKI.] Poznań, 1935.
5838. NEGULESCO (DÉMÈTRE), *La nature juridique des avis consultatifs de la Cour permanente de Justice internationale*. Rapport supplémentaire [et] Deuxième rapport supplémentaire, présentés par M. —. Procès-verbal de la séance du 20 avril 1936 de la Septième Commission. Projet de résolution. (Annuaire de l'Institut de Droit international, 39, Session de Bruxelles, 1936, vol. I, pp. 215-232, 468-497.)
5839. NEGULESCO (DÉMÈTRE), *L'évolution de la procédure des Avis consultatifs de la Cour permanente de Justice internationale*. (Recueil des Cours [professés à l']Académie de Droit international, 1936: III, t. 57 de la collection, pp. 1-96.)
-
5840. JASPAR (EDMOND-JOSEPH-EUGÈNE-MARIE-HUBERT), *La compétence législative et réglementaire des organes collectifs en droit des gens*. Proefschrift [Thèse], Utrecht, 1936. Liège, Bénard. [1936.] In-8°, 150 pages. [C. P. J. I., pp. 71-75, 129-131.]
5841. MEITANI (RADU), *Competența contentioasă a Curții permanente de Justiție internațională*. (Professorului G. MEITANI 25 de ani de învățământ, omagiul elevilor săi, București 1936, pp. 219-260.)
-

5842. BORCHARD (M.), *La théorie et les sources du droit international*. [Textes anglais et français.] (Recueil d'études sur les sources du droit en l'honneur de FRANÇOIS GÉNY. Paris, Recueil Sirey, 1936, t. III, pp. 328-361.) [Art. 38 du Statut de la C. P. J. I.]
5843. KAUFMANN (ERICH), *Règles générales du droit de la paix*. (Recueil des Cours [professés à l'] Académie de Droit international, 1935: IV = t. 54 de la collection, pp. 308-620.) [C. P. J. I., *passim*.]
5844. LE FUR (LOUIS), *Règles générales du droit de la paix*. (Recueil des Cours [professés à l'] Académie de Droit international, 1935: IV = t. 54 de la collection, pp. 1-307.) [Les avis consultatifs de la Cour permanente de Justice internationale, pp. 261-271.]
5845. POLITIS (N.), *Méthodes d'interprétation du droit international conventionnel*. (Recueil d'études sur les sources du droit, en l'honneur de FRANÇOIS GÉNY. Paris, Recueil Sirey, 1936, t. III, pp. 375-382.) [C. P. J. I., *passim*.]
5846. SCELLE (GEORGES), *Essai sur les sources formelles du droit international*. (Recueil d'études sur les sources du droit, en l'honneur de FRANÇOIS GÉNY. Paris, Recueil Sirey, 1936, t. III, pp. 400-430.) [Art. 38 du Statut de la C. P. J. I.]
5847. TAOKA (R.), [On Article 38, No. 3, of the Statute of the Permanent Court of International Justice. In Japanese.] (Hōgaku Ronsō, Vol. 28, No. 1, 1932, Jan.)
5848. VERDROSS (ALFRED), *Les principes généraux du droit comme source du droit des gens*. (Recueil d'études sur les sources du droit, en l'honneur de FRANÇOIS GÉNY. Paris, Recueil Sirey, 1936, t. III, pp. 383-388.) [Art. 38^s du Statut de la C. P. J. I.]
5849. VISSCHER (CHARLES DE), *Contribution à l'étude des sources de droit international*. (Recueil d'études sur les sources du droit, en l'honneur de FRANÇOIS GÉNY. Paris, Recueil Sirey, 1936, t. III, pp. 389-399.) [Art. 38^s du Statut de la C. P. J. I.]
5850. YOKOTA (K.), [On the general principles of law. In Japanese.] (Law and Economics, Vol. 2, Nos. 3, 5, 1934, Sept., Nov.)

8. PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DIPLOMATIQUES DES JUGES ET DES FONCTIONNAIRES DU GREFFE.

(Voir E 2, p. 350 [n° 1292]; E 3, p. 316 [n° 1847]; E 4, p. 347; E 5, p. 306; E 6, p. 373; E 7, pp. 373-374; E 8, p. 351; E 9, p. 211; E 10, p. 184; E 11, p. 184; E 12, pp. 257-258.)

5851. HAMMARSKJÖLD (Å.), *Les immunités des personnes investies de fonctions internationales*. (Recueil des Cours [professés à l'] Académie de Droit international, établie avec le concours de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, t. 56 = 1936: II, pp. 110-209.) [C. P. J. I., pp. 120-122, 165-167, 174-180.]

5852. OGDON (MONTELL), *Juridical bases of diplomatic immunity. A study in the Origin, Growth and Purpose of the law.* Washington, John Byrne & Co., 1936. 8°, 274 pages.

9. ORGANISATION DU GREFFE DE LA COUR.

(Voir E 7, p. 374 ; E 12, p. 258.)

10. LOCAUX DE LA COUR DANS LE PALAIS DE LA PAIX.

(Voir E 9, pp. 211-212 ; E 10, p. 185 ; E 11, pp. 184-185.)

C. — L'ACTIVITÉ JUDICIAIRE ET CONSULTATIVE
DE LA COUR

I. ACTES ET DOCUMENTS RELATIFS AUX ARRÊTS ET AUX AVIS.

(Voir E 2, pp. 266-268 ; E 3, pp. 276-277 ; E 4, p. 348 ; E 5, p. 307 ; E 6, pp. 374-375 ; E 7, pp. 375-376 ; E 8, pp. 351-352 ; E 9, pp. 212-213 ; E 10, pp. 185-186 ; E 11, pp. 185-186 ; E 12, pp. 258-259.)

[Publications de la] Cour permanente de Justice internationale. Série C. Plaidoiries, Exposés oraux et Documents. Nos 78-80. — [Publications of the] Permanent Court of International Justice. Series C. Pleadings, Oral Statements and Documents. Nos. 78-80. Leyde, Sijthoff, 1936-1937. In-8°. [Continuation.]

5853. Année judiciaire 1936. N° 78. *Affaire Losinger & Cie, S. A. Ordonnances des 27 juin et 14 décembre 1936.* (Série A/B, fasc. nos 67 et 69.) — Judicial Year 1936. No. 78. *The Losinger & Co. case. Orders of June 27th and December 14th, 1936.* (Series A./B., Fasc. Nos. 67 and 69.)

5854. Année judiciaire 1936. N° 79. *Affaire Pajzs, Csáky, Esterházy. Ordonnance du 23 mai 1936. Arrêt du 16 décembre 1936.* (Série A/B, fasc. nos 66 et 68.) [I:] *Requête.* — *Pièces de procédure écrite.* — Judicial Year 1936. No. 79. *The Pajzs, Csáky, Esterházy case. Order of May 23rd, 1936. Judgment of December 16th, 1936.* (Series A./B., Fasc. Nos. 66 and 68.) [I:] *Application.*—*Documents of the written proceedings.*

5855. Année judiciaire 1936. N° 80. *Affaire Pajzs, Csáky, Esterházy. Ordonnance du 23 mai 1936. Arrêt du 16 décembre 1936.* (Série A/B, fasc. nos 66 et 68.) [II:] *Procès-verbaux.* — *Plaidoiries.* — *Documents déposés. Correspondance.* — *Tables.* — Judicial Year 1936. No. 80. *The Pajzs, Csáky, Esterházy case. Order of May 23rd, 1936. Judgment of December 16th, 1936.* (Series A./B., Fasc. Nos. 66 and 68.) [II:] *Minutes.*—*Pleadings.*—*Documents filed. Correspondence.*—*Tables.* [Sous presse.]

2. TEXTES DES ARRÊTS ET DES AVIS.

A. — Textes officiels.

(Voir E 2, pp. 269-270 ; E 3, p. 277 ; E 4, p. 349 ; E 5, pp. 308-309 ; E 6, p. 375 ; E 7, p. 376 ; E 8, pp. 352-353 ; E 9, pp. 213-215 ; E 10, p. 187 ; E 11, p. 186 ; E 12, p. 259.)

[Publications de la] Cour permanente de Justice internationale. Série A/B. Arrêts, Ordonnances et Avis consultatifs. Fascicules nos 68-70. — [Publications of the] Permanent Court of International Justice. Series A./B. Judgments, Orders and Advisory Opinions. Fascicules Nos. 68-70. Leyde, Sijthoff, 1936. In-8°. [Continuation.]

5856. Fasc. n° 68. *Affaire Pajzs, Csáky, Esterházy. Arrêt du 16 décembre 1936.* 1936. *Judgment of December 16th, 1936.* Fasc. No. 68. *The Pajzs, Csáky, Esterházy case.*

- 5857.** Fasc. n° 69. *Affaire Losinger & C^{ie}, S. A. (Désistement.)*
Ordonnance du 14 décembre 1936. 1936. *Order of December 14th,*
 1936. Fasc. No. 69. *The Losinger & Co. case. (Discontinuance.)*
- 5858.** Fasc. n° 70. *Affaire des prises d'eau à la Meuse. Arrêt du*
28 juin 1937. 1937. *Judgment of June 28th,* 1937. Fasc. No. 70.
The diversion of water from the Meuse.

B. — *Publications non officielles* (in extenso ou en résumé).

(Voir E 2, pp. 270-278; E 3, pp. 278-279; E 4, pp. 350-353;
 E 5, pp. 309-310; E 6, pp. 376-379; E 7, pp. 376-378; E 8,
 pp. 353-357; E 9, pp. 215-217; E 10, pp. 187-189; E 11,
 pp. 186-189; E 12, pp. 259-261.)

- 5859.** *Entscheidungen des Ständigen Internationalen Gerichtshofs, nach*
der Zeitfolge geordnet. Ausgabe in deutscher Übersetzung unter
 Leitung von [C.] RÜHLAND und [W.] SCHOENBORN. [Übersetzung
 von [H.] LORENZ.] Herausgegeben vom Institut für Inter-
 nationales Recht an der Universität Kiel. II. Band, enthaltend
 zwei Urteile aus dem Jahre 1934. Kiel, Schmidt & Klaunig, 1936.
 In-8°, 189 pages.

INHALTSVERZEICHNIS :

	Seite
A/B 62 — Urteil vom 17. März 1934 in Sachen betreffend den französisch-griechischen Leuchtturmstreit.	9
Abweichende Ansicht des Herrn ANZILOTTI	43
Abweichende Ansicht des Herrn SÉFÉRIADÈS	55
Anlagenverzeichnis	75
A/B 63 — Urteil vom 12. Dezember 1934 in Sachen betreffend Oscar Chinn	81
Abweichende Ansicht des Herrn ALTAMIRA	113
Eigene Ansicht des Herrn ANZILOTTI	133
Eigene Ansicht von Sir CECIL HURST	143
Eigene Ansicht des Jonkheer VAN EYSINGA	162
Eigene Ansicht des Herrn SCHÜCKING	183
Anlagenverzeichnis	187

- 5860.** *Idem,* 12. Band, enthaltend zwei Rechtsgutachten aus dem
 Jahre 1935. Leipzig, Koehler, 1937. In-8°, 88 pages.

INHALTSVERZEICHNIS :

	Seite
A/B 64 — Rechtsgutachten vom 6. April 1935 betreffend die Min- derheitenschulen in Albanien	9
Abweichende Ansicht von Sir CECIL HURST, Graf ROSTWOROWSKI und Herrn NEGULESCO	35
Urkundenverzeichnis	47
A/B 65 — Rechtsgutachten vom 4. Dezember 1935 betreffend die Vereinbarkeit gewisser Danziger Verordnungen mit der Verfassung der Freien Stadt	53
Erklärung des Grafen ROSTWOROWSKI	74
Abweichende Ansicht des Herrn ANZILOTTI	75
Abweichende Ansicht des Herrn NAGAOKA	83
Anlage 1 : Verfügung vom 31. Oktober 1935 betreffend die Ernennung eines Richters <i>ad hoc</i>	85
Anlage 2 : Urkundenverzeichnis	87

5861. *Corte Permanente di Giustizia internazionale, 5 aprile 1933. Danimarca-Norvegia.* [Textes français de l'Arrêt de la Cour et des Opinions dissidentes.] (Rivista di Diritto internazionale, Anno XXVIII, Fasc. II-III, Serie III, Vol. XV (1936), 1^o aprile-30 settembre, pp. 236-289.)

5862. *Advisory Opinions of the Permanent Court of International Justice. Advisory Opinion delivered April 6, 1935: Minority schools in Albania. Advisory Opinion delivered December 4, 1935: Consistency of certain Danzig legislative decrees with the Constitution of the Free City.* By ALEXANDER P. FACHIRI. (The British Year Book of International Law, 17th year of issue, 1936, pp. 195-204.)

5863. *Arrêt du 16 déc. 1936. Affaire Pajzs, Csáky, Esterházy.* (Bulletin de l'Institut juridique international, t. XXXVI:1, 1937, janv., pp. 74-77.)

5864. *Cour permanente de Justice internationale. 16 déc. 1936. Affaire Pajzs, Csáky, Esterházy.* [Textes de l'Arrêt de la Cour et des Opinions individuelles de MM. ANZILOTTI, NAGAOKA, HUDSON, HAMMARSKJÖLD, DE TOMCSÁNYI.] (Recueil général périodique et critique des décisions, conventions et lois relatives au droit international public et privé, fondé et dirigé par ALBERT [DE GEOUFFRE] DE LA PRADELLE, 3^{me} année, 1936, 3^{me} livraison, pp. 29-46.)

5865. *Cour permanente de Justice internationale. Arrêt du 16 décembre 1936 (fasc. A/B 68). Affaire Pajzs, Csáky, Esterházy.* (Revue internationale française du Droit des gens, publiée par RAOUL GENET, 2^{me} année, t. III, nos 1-2, 1937, janv.-févr., pp. 89-96.)

5866. *Sprüche des Ständigen Internationalen Gerichtshofes. I: Ordonnanz vom 23. Mai 1936 betreffend Präliminareinwendung in der Affäre Pajzs, Csáky, Esterházy. II: Ordonnanz vom 27. Juni 1936 betreffend Präliminareinwendung in der Affäre Losinger & Cie, S. A.* [Textes français.] (Niemeyers Zeitschrift für Internationales Recht, LI. Band, 5.-6. Heft, 1936, pp. 389-409.)

3. ÉTUDES SUR LES ARRÊTS ET LES AVIS.

(Voir E 2, pp. 294-302; E 3, pp. 281-285; E 4, pp. 354-360; E 5, pp. 311-316; E 6, pp. 380-386; E 7, pp. 379-384; E 8, pp. 360-369; E 9, pp. 220-227; E 10, pp. 194-204; E 11, pp. 189-194; E 12, pp. 261-268.)

5867. HÄRLE (ELFRIED). *Aus der Praxis des Ständigen Internationalen Gerichtshofs.* [Fortsetzungen.] (Völkerbund und Völkerrecht, 3. Jahrgang, Heft 5, 1936, August, pp. 344-349.) *Idem.* (*Ibidem*, Heft 6/7, 1936, Sept./Okt., pp. 416-420.) *Idem.* (*Ibidem*, Heft 8, 1936, Nov., pp. 487-490.) *Idem.* (*Ibidem*, Heft 9, 1936, Dez., pp. 557-561.) *Idem.* (*Ibidem*, Heft 10, 1937, Jan., pp. 636-638.)

- Idem.* (*Ibidem*, Heft 11, 1937, Febr., pp. 701-705.) *Idem.* (*Ibidem*, 4. Jahrgang, Heft 1, 1937, April, pp. 43-47.) *Idem.* (*Ibidem*, Heft 2, 1937, Mai, pp. 107-110.) *Idem.* (*Ibidem*, Heft 3, 1937, Juni, pp. 178-181.)
- 5868.** HOSTIE (J.), *Les affaires de communications devant la Cour permanente de Justice internationale.* (Revue de Droit international, fondée et dirigée par A. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, X^{me} année, t. XVIII, n° 4, 1936, oct.-nov.-déc., pp. 481-537.)
- 5869.** HUDSON (MANLEY O.), *The fifteenth year of the Permanent Court of International Justice.* (The American Journal of International Law, Vol. 31, No. 1, 1937, Jan., pp. 1-16.)
- 5870.** IMBERG (KURT ED.), *Veröffentlichungen des Ständigen Internationalen Gerichtshofes im Haag. (Fortsetzung.)* (Zeitschrift für vergleichende Rechtswissenschaft, 51. Band: I./II. Heft, 1936, 20. Nov., pp. 194-209.)
- 5871.** JENKS (WILFRED), *La compétence de l'Organisation internationale du Travail. Examen de quatre avis consultatifs rendus par la Cour permanente de Justice internationale.* [I.] (Revue de Droit international et de Législation comparée, 3^{me} série, t. XVIII, 64^{me} année, n° 1, 1937, pp. 156-183.)
- 5872.** LE FUR (LOUIS), *L'activité de la Cour permanente de Justice internationale en 1934-1936.* (Revue politique et parlementaire, n° 506, 1937, 10 janv., pp. 48-62.)
- 5873.** MATSCHKE (HERBERT), *Die Grundlagen des Internationalen Statuts von Danzig.* Berlin, Georg Stilke, 1936. In-8°, 152 pages. [Die Vermittlung und Entscheidung Danzig-Polnischer Streitigkeiten durch Organe des Völkerbundes, pp. 139-147.]
- 5874.** MORROW (IAN F. D.) assisted by L. M. SIEVEKING, *The peace settlement in the German Polish borderlands. A study of conditions to-day in the pre-war Prussian provinces of East and West Prussia.* Oxford University Press, London, Humphrey Wilford, 1936. In-8°, XIV+588 pages. [P. C. I. J., pp. 48, 62, 76, 87-89, 97, 99-100, 104-105, 117-118, 124 (n.), 136, 173-174, 435-436, 437, 441-442, 450-455, 477.]
- 5875.** ODA (Y.) [*Works of the Permanent Court of International Justice.* In Japanese.] (Revue diplomatique, vol. 47, n° 9, 1928, 1^{er} mai.)
- 5876.** ROTHHOLZ (W.), *La nature juridique des ordonnances de la Cour permanente de Justice internationale.* (Revue générale de Droit international public, 43^{me} année, 3^{me} série, t. X, n° 6, 1936, nov.-déc., pp. 643-686.)
- 5877.** ROTHHOLZ (WALTER), *La naturaleza jurídica de los autos del Tribunal permanente de Justicia internacional.* I. (Revista de Derecho internacional, Año XV, N° 59, T. XXX, 1936, 30 sept., pp. 49-79.) *Idem*, II. (*Ibidem*, N° 60, T. XXX, 1936, 31 Dic., pp. 198-240.)

5878. STEINER (H. ARTHUR), *Fundamental conceptions of international law in the jurisprudence of the Permanent Court of International Justice*. (The American Journal of International Law, Vol. 30, No. 3, 1936, July, pp. 414-438.)
5879. YOKOTA (K.), [*Studies in International Cases*. 1933. In Japanese.]
-
5880. WERNER (AUGUSTE-RAYNALD), *Essai sur la réglementation de la nationalité dans le droit colonial français*. Paris, Recueil Sirey, 1936. In-8°, 261 pages. [Avis consultatif de la C. P. J. I., n° 4, pp. 212-219.]
-
5881. BRUËL (ERIK), *Les détroits danois au point de vue du droit international*. (Recueil des Cours [professés à l'Académie de Droit international, établie avec le concours de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, 1936 : I = tome 55 de la collection, pp. 595-695.] [L'Internationalisation du Canal de Kiel (Arrêt n° 1 : Affaire du Wimbledon), pp. 676-679.]
-
5882. YOKOTA (K.), [*Judgments of the Permanent Court of International Justice*. (3:) *The Mavrommatis Cases*. (Merits; Readaptation). In Japanese.] (The Journal of International Law and Diplomacy, Tokyo, Vol. XXVIII, No. 5, 1929, May.)
-
5883. YOKOTA (K.), [*Judgments of the Permanent Court of International Justice*. (4:) *Cases on Treaty of Neuilly*. In Japanese.] (The Journal of International Law and Diplomacy, Tokyo, Vol. XXVIII, No. 7, 1929, Sept.)
-
5884. YOKOTA (K.), [*Judgments of the Permanent Court of International Justice*. (5:) *German interests in Upper Silesia*. (Jurisdiction.) In Japanese.] (The Journal of International Law and Diplomacy, Tokyo, Vol. XXVIII, No. 8, 1929, Oct.)
5885. YOKOTA (K.), [*Judgments of the Permanent Court of International Justice*. (6:) *German interests in Upper Silesia* (Merits). In Japanese.] (The Journal of International Law and Diplomacy, Tokyo, Vol. XXVIII, No. 9, 1929, Nov.)
-
5886. AOKI (S.), [*The Lotus Case*. In Japanese.] (The Journal of International Law and Diplomacy, Tokyo, Vol. XXVI, No. 10, 1927, Dec.)

5887. YAMADA (S.), [*The Lotus Case*. In Japanese.] (Hōgaku Kyōkai Zasshi, Vol. 46, Nos. 4, 6, 7; 1928, April, June, July.)
-
5888. MARCANTONATO (LÉON G.), *Les pouvoirs juridictionnels de la Commission européenne du Danube*. (Revue de Droit international, fondée et dirigée par A. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, t. XVII, X^{me} année, n^o 2, 1936, avril-mai-juin, pp. 469-533.)
-
5889. *Affaire des Emprunts brésiliens*. (Collection: Causes célèbres du Droit des gens.) Paris, Les Éditions internationales, 1936. In-4^o.
-
5890. BALL (MARGARET), *Die deutsch-österreichische Anschlussbewegung vom völkerrechtlichen Standpunkt*. Inaugural-dissertation... Köln. Aus dem englischen übersetzt von HANS WALTER. Emsdetten, H. & J. Lechte, 1934. In-8^o, VII+93 pages. [C. P. J. I., pp. 55. 58-72.]
5891. WEHBERG (HANS), *Das Votum des Weltgerichtshofs in der Frage des deutsch-österreichischen Zollanschlusses*. (Die Friedens-Warte, XXXVI. Jahrg., Nr. VI, 1936, pp. 261-262.)
-
5892. TEODOROFF (T. P.), [*La Bulgarie devant la justice internationale*. En bulgare.] (Pravna misl, 1935, oct.)
-
5893. ANYSAS (MARTYNAS), *Klaipėdos Krašto Konvencija ir Statutas einant Nuolatinio Tarptautinio Teismo aprendimu iš 1932 m. rugpiūčio 11 d.* [*La convention et le Statut du Territoire de Memel selon l'arrêt de la Cour du 11 août 1932*. En lithuanien.] („Ryto“ b-vė Klaipėdoje.)
5894. RÖMER'IS (MICHEL), *La juridiction dite « statutaire » en Lithuanie en ce qui concerne le Territoire autonome de Memel*. (Revue internationale française du Droit des gens, publiée par RAOUL GENET, 1^{ère} année, t. II, n^o 5, 1936, 31 déc., pp. 360-376.)
-
5895. BERLIN (KNUD), *Ueber dolus bonus und dolus malus im Völkerrecht*. (Zeitschrift für Völkerrecht, XX. Band, Heft 2, 1936, pp. 165-184.)
5896. SMEDAL (GUSTAV), *Die Revisionsfrage im Norden*. (Völkerbund und Völkerrecht, 3. Jahrgang, Heft 5, 1936, August, pp. 303-309.)
-

5897. METZNER (HANS), *Der Gleichheitsgedanke im Minderheitenrecht und das Gutachten des Ständigen Internationalen Gerichtshofes im albanisch-griechischen Schulstreit*. Inaugural-Dissertation.... Jena. Glogau, Glogauer Druckerei, 1937. In-8°, IX+102 pages.
5898. *Das Minderheitenrecht durchgesetzt in Albanien*.... (Glasul Minorităților, XIII, 1935, Dez., p. 362.)
5899. *Haag entscheidet gegen Albanien*. (Nation und Staat, VIII. Jahrgang, S. 483-484.)
5900. *Une violation du Traité des Minorités par l'Albanie constatée par la Cour permanente de La Haye*. (Glasul Minorităților, XIII, pp. 110-113.)
-
5901. GLEISPACH (W.), *Die jüngsten Strafrechtsnovellen Danzigs vor dem Permanenten Gerichtshof für internationales Recht im Haag*. Berlin, Deutsche Rechts- und Wirtschafts-Wissenschaft Verlagsgesellschaft, 1936.
5902. *Haager Gerichtshof und Strafrechtsreform*. (Der Danziger Vorposten, 5, 1935, 12. Nov., p. 265.)
5903. JOKL (M.), *La Ville libre de Dantzig devant la Cour permanente de Justice internationale*. (Revue de Droit international et de Législation comparée, 3^{me} série, t. XVII, 63^{me} année, 1936, n° 4, pp. 759-767.)
5904. KOPELMANAS (L.), *Compatibilité de certains décrets-lois dantziens avec la constitution de la Ville libre*. (Revue générale de Droit international public, 43^{me} année, n° 4, 1936, juillet-août, pp. 437-483.)
5905. KOPELMANAS (LAZARE), *Compatibilité de certains décrets-lois dantziens avec la constitution de la Ville libre*. [Textes de l'Ordonnance du 31 oct. 1935, de l'Avis consultatif du 4 déc. 1935, et de l'Opinion individuelle de M. ANZILOTTI. Avec deux notes de M. LAZARE KOPELMANAS.] (Recueil général périodique et critique des décisions, conventions et lois relatives au droit international public et privé, fondé et dirigé par ALBERT [DE GEOUFFRE] DE LA PRADELLE, 1936, 3^{me} livraison, pp. 17-28.)
5906. METHNER, *Danziger Verfassung und Völkerbund*. (Völkerbund und Völkerrecht, 3. Jahrgang, Heft 5, 1936, August, pp. 309-313.)
5907. ROBINZONAS (J.), *Tarptautinio Tribunolo Hagoje 1935 m. gruodžio 4 d. sprendimas dėl. Dancigo dekretų, įvedusių analogiją baudžiamoj teisei*. [L'avis consultatif de la C. P. J. I. du 4 déc. 1935 concernant l'application de l'analogie dans le droit pénal de Dantzig. En lithuanien.] (Teisė, N. 34, 1936, avril-juin, pp. 149-153.)
5908. STRASBURGER (HENRYK), *Sprawa Gdańska*. [La question de Dantzig. En polonais. Varsovie, 1937.]

5909. TAVERNE (B. M.), *Nulla poena...* *Het oordeel van het Permanente Hof van Internationale Justitie over den regel „Nullum crimen, nulla poena sine lege”. Eene juridische kritiek en een pleidooi voor de analogie-gedachte.* (Tijdschrift voor Strafrecht, deel XLVI, afl. 1, pp. 1-35.)
5910. WOLTER (WŁADYSŁAW), *Zasada nullum crimen sine lege przed Trybunałem Haskim.* [*Le principe nullum crimen sine lege devant la Cour de La Haye.* En polonais.] (Przegląd Prawa i Administracji, 61, 2, 1936, pp. 67-81.)
-
5911. FRIEDE [WILHELM], *Urteil des Ständigen Internationalen Gerichtshofs vom 16. Dezember 1936 in der Sache Pajzs, Czáky, Esterházy.* (Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, Band VII, Nr. 1, 1937, Febr., pp. 198-211.)
5912. VÁLI (FERENC), *Magyarország és Jugoszlávia pere az Allandó Nemzetközi Bíróság előtt.* [*Le litige foncier hungaro-yougoslave devant la C. P. J. I.* En hongrois.] (Külügyi Szemle, 1937, Jan., pp. 84-85.)
5913. VÁLI (FERENC), *Magyarország és Jugoszlávia pere az Allandó Nemzetközi Bíróság előtt.* [*Le litige foncier hungaro-yougoslave devant la C. P. J. I.* En hongrois.] (Külügyi Szemle, XIV. Évf. 2. Szám., 1937, Ápr., pp. 199-203.)
5914. VERZIJL (J. H. W.), *Een gerechtelijk naspel van het treurspel der Hongaarsche optanten.* I. (Nederlandsch Juristenblad, 12e jaargang, N° 6, 1937, 6 Febr., pp. 129-139.) *Idem*, II (slot). (*Ibidem*, N° 7, 1937, 13 Febr., pp. 161-172.)
-

5915. DEHOUSSE (FERNAND), *L’Affaire des Eaux de la Meuse* (avec deux cartes en hors-texte.) [I.] (Revue de Droit international, fondée et dirigée par A. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, t. XIX, XI^{me} année, 1937, n° 1, janv.-févr.-mars, pp. 177-263.)

4. SUITES DES ARRÊTS ET DES AVIS.

(Voir E 2, pp. 278-294; E 3, pp. 279-281; E 4, pp. 353-354; E 5, pp. 310-311; E 7, pp. 378-379; E 8, pp. 357-360; E 9, pp. 217-220; E 10, pp. 189-194; E 11, pp. 195-196; E 12, pp. 268-271.)

5916. HAMBRO (EDVARD), *L’exécution des sentences internationales.* Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1936. In-8°, IV+148 pages. [C. P. J. I., pp. 1, 24, 32, 35, 37, 41-42, 45, 62, 77, 96.]

ARRÊT DU 7 JUIN 1932. AFFAIRE DES ZONES FRANCHES DE LA HAUTE-SAVOIE ET DU PAYS DE GEX.

5917. *Mémorial des séances du Grand Conseil de Genève.* 1936. [T. I, pp. 19-50: *Projet d’arrêté législatif relatif à la revision du régime des Zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de*

- Gex.* — *Rapport du Conseil d'État. — Tour de préconsultation.* — Pp. 621-635: *Rapport de la Commission.* — Pp. 636-643: *Rapport de MM. ALPHONSE BERNOUD et GUSTAVE MÉGEVAND, députés.* — Pp. 643-651: *Rapport de M. A. PICOT, conseiller d'État.* — Pp. 651-652: *Débat.* — Pp. 1100-1104: *Réponse du Conseil d'État à l'interpellation du 26 sept. 1936 de M. ALBERT HOTTELIER sur la question des zones.*]
- 5918.** PICTET (PAUL), *A la recherche de la prospérité disparue. Exposé fait devant la Commission du Grand Conseil de Genève, saisie d'une proposition de supprimer la zone franche.* Genève, Imprimerie Sonor, S. A., 1936. In-8°, 23 pages.
- 5919.** *Soixante-douzième rapport annuel de la Chambre de commerce de Genève. Exercice 1936.* Genève, Imprimerie du Journal de Genève, 1937. In-8°. [Zones franches, pp. 12-19.]
- 5920.** *Les Zones franches en Haute-Savoie.* [La Commission permanente franco-suisse des zones franches réunie du 28 au 31 oct. 1936....] (Bulletin de l'Institut juridique international, t. XXXVI: 1, 1937, janv., pp. 32-33.)
-

D. — GÉNÉRALITÉS

I. SOURCES OFFICIELLES.

- (Voir E 2, pp. 303-305; E 3, pp. 285-286; E 4, pp. 360-362; E 5, pp. 316-318; E 6, pp. 386-388; E 7, pp. 384-385; E 8, pp. 369-371; E 9, pp. 227-229; E 10, pp. 204-205; E 11, pp. 196-198; E 12, pp. 272-274.)
- 5921.** *Journal officiel [de la] Société des Nations [et] Suppléments spéciaux.* 1936-1937. [Voir l'Index sous les mots « Cour permanente de Justice internationale ».]
- 5922.** *Official Journal [of the] League of Nations [and] Special Supplements.* 1936-1937. [See Index under the heading "Court of International Justice (Permanent)".]
- 5923.** *Société des Nations. Actes [et Documents] de la Septième Assemblée, 1936, [et de la] Session extraordinaire de l'Assemblée, 1937.* Genève, 1936-1937. [Voir l'Index sous les mots « Cour permanente de Justice internationale ».]
- 5924.** *League of Nations. Records [and Documents] of the Seventeenth Assembly, 1936, [and of the] Special Session of the Assembly, 1937.* Geneva, 1936-1937. [See Index under the heading "Court of International Justice (Permanent)".]
- 5925.** *Procès-verbaux des sessions du Conseil de la Société des Nations, 1936-1937.* [Voir l'Index sous les mots « Cour permanente de Justice internationale ».]
- 5926.** *Minutes of the sessions of the Council of the League of Nations, 1936-1937.* [See Index under the heading "Court of International Justice (Permanent)".]
- 5927.** *Résumé mensuel des travaux de la Société des Nations, 1936-1937.* [Il existe des éditions française, anglaise, allemande, italienne, espagnole et tchèque de ce Résumé.]
- 5928.** *Monthly summary of the League of Nations, 1936-1937.* [Published in separate editions in English, French, German, Italian, Spanish and Czech.]
- 5929.** *Troisième Index général des Publications de la Cour (Séries A/B et C), Vingtième — Trente-cinquième Sessions (1931-1935). Série A/B, vol. 40-65. Série C, vol. 52-77. [Publications de la] Cour permanente de Justice internationale, Série F, n° 3. — Third general Index of the Publications of the Court (Series A./B. and C.), Twentieth—Thirty-fifth Sessions (1931-1935). Series A./B., Vol. 40-65. Series C., Vol. 52-77. [Publications of the] Permanent Court of International Justice, Series F., No. 3.* Leyde, Sijthoff, 1936. In-8°, 258 pages.
- 5930.** *Treizième Rapport annuel de la Cour permanente de Justice internationale (15 juin 1936 — 15 juin 1937).* Leyde, Sijthoff, 1936. In-8°. (Publications de la Cour permanente de Justice internationale, Série E, n° 13.)

- 5931.** *Thirteenth Annual Report of the Permanent Court of International Justice (June 15th, 1936—June 15th, 1937)*. Leyden, Sijthoff, 1937. In-8°. (Publications of the Permanent Court of International Justice, Series E., No. 13.)
- 5932.** *Société des Nations. Rapport sur l'œuvre de la Société, 1935/36. Deuxième partie*. Genève, le 15 sept. 1936. N° officiel: A. 6 (a). 1936. Série de Publications de la S. d. N. Questions générales. 1936. 6. In-8°, 106 pages. [C. P. J. I., pp. 82-106. Voir aussi 1^{ère} partie, p. 238.]
- 5933.** *League of Nations. Report on the work of the League, 1935/36. Part II*. Geneva, Sept. 15th, 1936. Official No.: A. 6 (a). 1936. Series of League of Nations Publications. General. 1936. 6. 8°, 105 pages. [P. C. I. J., pp. 81-105. See also Part I, p. 230.]
- 5934.** [*Comptes rendus annuels du Gouvernement norvégien au Storting relatifs aux Assemblées de la Société des Nations*, publiés dans « Stortings Melding », n° 3, 1936, et n° 3, 1937.]
- 5935.** *Verslag van de Zeventiende Zitting van de Vergadering van den Volkenbond te Genève, 21 September—10 October 1936*. Overgelegd door den Minister van Buitenlandsche Zaken aan de beide Kamers van de Staten-Generaal. November 1936. 's-Gravenhage, Algemeene Landsdrukkerij, 1936. In-f°, 35 pages. [Hoofdstuk V: Internationale rechtspraak, pp. 7-9.]
- 5936.** *Nationernas Förbunds Församlings sjuttionde ordinarie möte i Genève 1936 M. M.* (Aktstycken utgivna av Kungl. Utrikesdepartementet.) Stockholm, Norstedt & söner, 1937. In-8°, IV + 216 pages. [Den fasta mellanfolkliga domstolen, pp. 54-57, 95-96, 135-137, 215.]
- 5937.** [Suisse.] *Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur la fin de la XVI^{ème} et sur la XVII^{ème} Assemblée de la Société des Nations*. (Du 18 décembre 1936.) N° 3505. (Feuille fédérale, 88^{me} année, vol. III, 1936, n° 52, 23 déc., pp. 469-564.) [C. P. J. I., pp. 487-489, 532-533, 545-546.]
- 5938.** [Schweiz.] *Bericht des Bundesrates an die Bundesversammlung über die 16. und 17. Völkerbundsversammlung*. (Vom 18. Dezember 1936.) Nr. 3505. (Schweizerisches Bundesblatt, 88. Jahrgang, III. Band, 1936, Nr. 52, 23. Dez., S. 469-564.) [St. I. G., S. 487-489, 532-533, 545-546.]

2. MONOGRAPHIES SUR LA COUR EN GÉNÉRAL.

A. — Ouvrages de fond et brochures.

(Voir E 2, pp. 305-306; E 3, p. 286; E 4, pp. 362-363; E 5, pp. 318-319; E 6, pp. 388-389; E 7, p. 386; E 8, pp. 371-372; E 9, p. 229; E 10, p. 205; E 11, p. 198; E 12, pp. 274-275.)

- 5939.** CHOW TUNG-LIH, [*The Permanent Court of International Justice*. In Chinese.] Nanking, 1937.

5940. FRICKE-LEMOINE (ERNESTO), *La Corte permanente de Justicia internacional*. Prague, 1936. 129 pages.
5941. KUČERA (BOHUMIL), *Mezinárodní soudnictví*. (Slovník veřejného práva československého, Praha, 1936.) [*La justice internationale. L'organisation et les fonctions de la C. P. J. I.* Extrait du « Dictionnaire du droit public tchécoslovaque ». En tchèque.]

B. — *Études générales publiées dans les revues.*

(Voir E 2, pp. 306-313; E 3, pp. 287-291; E 4, pp. 363-366; E 5, pp. 319-322; E 6, pp. 389-392; E 7, pp. 386-388; E 8, pp. 372-375; E 9, pp. 229-231; E 10, pp. 205-207; E 11, pp. 198-199; E 12, pp. 275-277.)

5942. GRIMANELLI (G.), *Pour une réforme de la Cour de La Haye*. (La Paix par le Droit, 46^{me} année, n° 7, 1936, juillet, pp. 290-292.)
5943. HERBATSCHER (H.), *Der Ständige Internationale Gerichtshof*. (Internationales Anwaltsblatt, Vol. 22, Nr. 3, 1936, Juni, pp. 60-61.)
5944. [JORSTAD (J.)] *Den Faste Domstol for Mellemfolkelig Rettspleie. Domstolens sammensetning. Domstolens avdelinger. Den fakultative bestemmelse. Opnevneelse av formann for en forliksnevnd. Losingersaken. Pajz, Csáky, Esterházy-saken. Fosfalleier i Marokko. Maas-saken. Den fransk-hellenske frysak: Kreta og Samos*. (Nordisk Tidsskrift for International Ret, Vol. 7, 1936, Fasc. 4, pp. 274-276.)
5945. VISSCHER (CHARLES DE), *La Cour permanente de Justice internationale et sa contribution au développement du Droit international*. (Bulletin de l'Académie royale de Belgique, 5^{me} série, XXII, 1936, 5, pp. 151-163.)
5946. VISSCHER (CHARLES DE), *La justice internationale et les limites présentes de son action*. (Contribution aux Mélanges ARTHUR VERMEERSCH, Rome, 1935.)
5947. YAMADA (S.), [*On the Permanent Court of International Justice*. In Japanese. Prof. TACHI's Sixty-First Birthday's Congratulatory Publication: Treatises on International Law, 1934, April.]

5948. *Cour permanente de Justice internationale*. [Faits et Informations.] (Revue de Droit international, de Sciences diplomatiques et politiques fondée et publiée par ANTOINE SOTTILE, 14^{me} année, n° 3, 1936, juillet-sept., pp. 229-231.)
5949. *Cour permanente de Justice internationale*. [Faits et informations.] (Revue internationale française du Droit des gens, publiée par RAOUL GENET, 1^{ère} année, t. I, n° 5, 1936, 15 mai, pp. 472-474.)
5950. *Cour permanente de Justice internationale*. [Faits et informations.] (Revue internationale française du Droit des gens, publiée par RAOUL GENET, 1^{ère} année, t. II, n° 2, 1936, août-sept., pp. 187-189.)

- 5951.** *Cour permanente de Justice internationale.* [Faits et informations.] (Revue internationale française du Droit des gens, publiée par RAOUL GENET, 1^{ère} année, t. II, nos 3-4, 1936, 15 oct.-15 nov., pp. 324-327.)
- 5952.** *Cour permanente de Justice internationale.* [Faits et informations.] (Revue internationale française du Droit des gens, publiée par RAOUL GENET, 1^{ère} année, t. II, n° 5, 1936, 31 déc., pp. 411-413.)
-

E. — OUVRAGES CONTENANT DES CHAPITRES RELATIFS
A LA COUR

I. OUVRAGES SUR LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

(Voir E 2, pp. 313-318; E 3, pp. 291-295; E 4, pp. 366-369; E 5, pp. 322-325; E 6, pp. 392-395; E 7, pp. 388-391; E 8, pp. 376-378; E 9, pp. 231-234; E 10, pp. 207-209; E 11, pp. 199-201; E 12, pp. 277-280.)

5953. AKHAVI (ALI AKBAR), *L'échec de la S. d. N. dans l'organisation de la paix. Ses causes, son avenir.* Paris, Recueil Sirey, 1937. In-8°, 216 pages. [C. P. J. I., pp. 99-102.]

5954. *Annuaire de la Société des Nations.* 1936. 6^{me} Année. Préparé sous la direction de GEORGES OTTLIK. Genève, Éditions de l'Annuaire. [1936.] In-8°, XIX+1025 pages. [C. P. J. I., pp. 7, 31, 80, 175-182, 252-255, 325-336, 465-467, 468, 743-749.]

5955. BACKLUND (S.), *Nationernas förbunds uppgift.* Stockholm, 1936.

5956. LA PRADELLE (A. DE [GEOUFFRE DE]), *L'insuffisance de l'esprit de justice dans la Société des Nations.* (Nouvelle Revue de Hongrie, 1937, mai, pp. 387-393.)

5957. *The League of Nations and associated agencies.* (American Year Book, a record of events and progress, year 1936. New York, Thomas Nelson & Sons, 1937, pp. 96-107.) [World Court, p. 105.]

5958. *Petit Manuel de la Société des Nations.* 7^{me} édition, révisée et complétée. Genève, Section d'information [du Secrétariat de la S. d. N.]. 1937. In-8°, 346 pages. [VI: C. P. J. I., pp. 94-100.]

5959. *Essential facts about the League of Nations.* 8th edition (revised). Geneva, Information Section [of the Secretariat of the L. N.]. 1937. In-8°, 346 pages. [VI: P. C. I. J., pp. 95-101.]

5960. *La Société des Nations en 1936.* Genève, Section d'information [du] Secrétariat de la S. d. N., 1937. In-8°, 267 pages. [C. P. J. I., pp. 21-35, 39-40.]

5961. *The League from year to year* (1936). Geneva, Information Section [of the] League of Nations, 1937. In-8°, 256 pages. [P. C. I. J., pp. 21-35, 39.]

5962. RAMSTRÖM (EDWARD), *Världsbygget. En bok om Nationernas förbund.* Stockholm, 1936. In-8°.

5963. *Samling kring Nationernas förbund.* (Skrifter utg. av Informationsbyråu mellanfolkligt samarbete för fred, Nr. 20.) Stockholm, 1936.

5964. VINK (JEANNETTE CORNELIA HENDRIKA HUBERTINA DE), *Het einde van het lidmaatschap van den Volkenbond.* Proefschrift.... Utrecht. Maastricht, Gebrs. van Aelst, 1936. In-8°, IX+160 pages. [Het Internationaal Gerechtshof, pp. 82-94.]

2. OUVRAGES SUR L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL.

(Voir E 2, pp. 318-319; E 3, pp. 295-296; E 4, p. 369; E 5, p. 326; E 6, pp. 395-396; E 7, p. 391; E 9, p. 234; E 10, p. 209; E 11, p. 201; E 12, p. 280.)

3. LA COUR DANS LES MANUELS RÉCENTS DU DROIT DES GENS.
— CODIFICATION DU DROIT DES GENS.

(Voir E 2, pp. 319-323; E 3, pp. 296-299; E 4, pp. 369-374; E 5, pp. 326-329; E 6, pp. 396-399; E 7, pp. 391-393; E 8, pp. 378-381; E 9, pp. 234-236; E 10, pp. 209-212; E 11, pp. 201-203; E 12, pp. 280-284.)

5965. ANZILOTTI (DIONISIO), *Curso de derecho internacional*. Traducción de la tercera edición italiana por JULIO LÓPEZ OLIVÁN. Tomo I. Biblioteca jurídica de autores españoles y extranjeros, CLXXIX. Madrid, Editorial Reus S. A., 1935. In-8°, XII+480 pages.

5966. BILSEL (CEMIL [= DJEMIL]), *Devletler arasinda andlaşma*. [*Traitées internationaux*. En langue turque.] Istanbul matbaacilik ve neşriyat, 1936. In-8°, 407 pages. [C. P. J. I., pp. 160-170, 172-183, 216-224, 331-346.]

5967. BUSTAMANTE Y SIRVEN (ANTONIO SANCHEZ DE), *Droit international public*. Traduction par PAUL GOULÉ. Tome III. Paris, Recueil Sirey, 1936. In-8°, 624 pages. [C. P. J. I., pp. 151-152, 465-468.]

5968. *Cases and other materials on international law, edited by* MANLEY O. HUDSON. 2nd edition. (American casebook series, WARREN A. SEAVEY, General editor.) St. Paul, Minn., West Publishing Co., 1936. 8°, XL+1440 pages. [P. C. I. J., pp. 18, 24, 797 (n.), 1001, 1205-1224.]

5969. FUSCO (GIOVANNI SCALFATI), *La clausula "rebus sic stantibus" nel diritto internazionale*. Napoli, Alvano, 1936. In-8°, IV+98 pages. [C. P. J. I., pp. 61-64.]

5970. HUANG (TING-YOUNG), *The doctrine of rebus sic stantibus in international law*. A dissertation submitted to the Board of University studies of the Johns Hopkins University in conformity with the requirements for the degree of Doctor of philosophy. Shanghai, 1935. In-8°, XII+191 pages. [Cases in the P. C. I. J., pp. 131-144.]

5971. KLEINTJES (PH.), *Inleiding tot het volkenrecht*. (Volksuniversiteitsbibliotheek, 67.) Haarlem, Erven F. Bohn, 1936. In-8°, IX+216 pages. [Permanente Hof van Internationale Justitie, pp. 110, 111, 149, 155-168.]

5972. KOPELMANAS (LAZARE), *Du conflit entre le traité international et la loi interne*. I. (Revue de Droit international et de Législation comparée, 3^{me} série, t. XVIII, 64^{me} année, n° 1, 1937, pp. 88-143.) [C. P. J. I., pp. 119-132.]

5973. LE FUR (LOUIS), *Précis de droit international public*. 3^{me} édition. Paris, Dalloz, 1937. In-8°, 656 pages. (Petits Précis Dalloz.) [C. P. J. I., pp. 493-515, 525.]
5974. LISSITZYN (OLIVER J.), *The meaning of the term denial of justice in international law*. (The American Journal of International Law, Vol. 30, No. 4, 1936, Oct., pp. 632-646.)
5975. LUNDSTEDT (VILHELM), *Folkrätten— en livsfara för folken*. Stockholm, 1937. In-8°.
5976. MOORE (JOHN BASSETT), *Fifty years of international law*. (Harvard Law Review, Vol. L, No. 3, 1937, Jan., pp. 395-448.) [P. C. I. J., pp. 412-419.]
5977. NEGULESCO (PAUL), *Principes du droit international administratif*. (Recueil des Cours [professés à l'] Académie de Droit international, établie avec le concours de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, t. 51 = 1935 : I, pp. 579-691.) [C. P. J. I., pp. 602-603, 676-682.]
5978. RAUCHHAUPT (FRIEDRICH WILHELM VON), *Völkerrecht*. (Leitfaden der Rechtslehre, Bd. 30.) Leipzig, Voglrieder, 1936. In-8°, 150 pages. [St. I. G., pp. 21, 23 f., 39, 45, 50, 57, 87, 95, 96-98, 102.]
5979. *Recueil des Cours [professés à l'] Académie de Droit international, établie avec le concours de la Dotation Carnegie pour la paix internationale*. [Suite.] Tomes 54, 55, 56 et 57 de la collection = 1935 : IV ; 1936 : I, II, III. Paris, Recueil Sirey. [1936-1937.] In-8°. [C. P. J. I., *passim*. Voir l'Index à la fin de chaque volume.]
5980. REDSLOB (ROBERT), *Les principes du droit des gens moderne*. Paris, Arthur Rousseau, 1937. In-8°, 329 pages.
5981. TAHSIN (H.), *No man's land du droit des gens*. Préface de FREDE CASTBERG. Paris, Éditions Jel, 1936. In-8°, 142 pages. [C. P. J. I., *passim*.]
5982. VERDROSS (ALFRED VON), *Völkerrecht*. (Enzyklopädie der Rechts- und Staatswissenschaft, herausgegeben von E. KOHLRAUSCH, H. PETERS [und] A. SPIETHOFF. Abteilung Rechtswissenschaft, XXX.) Berlin, Julius Springer, 1937. In-8°, XVI+362 pages. [Ständiger Internationaler Gerichtshof, *passim*. (Voir index p. 355.)]
5983. VOLLENHOVEN (C. VAN), *The law of peace*. Translated by W. HORSFALL CARTER. With a preface by W. J. M. VAN EYSINGA. London, Macmillan and Co., 1936. In-8°, XVI+261 pages. [P. C. I. J., *passim*.]

4. SOLUTION PACIFIQUE DES DIFFÉRENDIS INTERNATIONAUX.

A. — *En général*.

(Voir E 2, pp. 323-325 ; E 3, pp. 299-300 ; E 4, p. 374 ; E 5, pp. 329-330 ; E 6, p. 399 ; E 7, pp. 393-394 ; E 8, p. 381 ; E 9, p. 236 ; E 10, pp. 212-213 ; E 11, pp. 203-204 ; E 12, p. 284.)

B. — *Arbitrage et Justice.*

(Voir E 2, pp. 325-326 ; E 3, pp. 300-301 ; E 4, pp. 374-375 ; E 5, pp. 330-331 ; E 6, pp. 400-401 ; E 7, p. 394 ; E 8, pp. 381-382 ; E 9, pp. 236-237 ; E 10, p. 213 ; E 11, p. 204 ; E 12, pp. 284-285.)

5984. *L'arbitrage en 1935.* (La Paix par le Droit, 46^{me} année, n° 11, 1936, nov., pp. 438-445.) *Idem*, suite et fin. (*Ibidem*, 47^{me} année, n° 1, 1937, janv., pp. 15-19.)

5985. *Les engagements en matière de règlement pacifique des différends.* Année 1935. (Revue de Droit international et de Législation comparée, 3^{me} série, t. XVII, 63^{me} année, 1936, n° 4, pp. 834-847.)

5986. BENTWICH (NORMAN) and others, *Justice and equity in the international sphere.* (New Commonwealth Institute Monographs.) London, Constable, 1936. 69 pages.

5987. FENWICK (CHARLES G.), *Arbitration and the World Court...* Washington, Catholic Association for International Peace, Pamphlet No. 23, 1937. 46 pages.

5988. LINDHAGEN (C.), *Drömmen om en internationell rättsordning, den glömda grundvalar.* Stockholm, 1936.

5989. OHSAWA (A.), [*International arbitration and judicial settlement.* In Japanese.] (Revue diplomatique, vol. 53, n° 1, 1930, 1^{er} janv.)

5990. SHIBUSAWA (S.), [*International arbitration and judicial settlement.* In Japanese.] (Revue diplomatique, vol. 55, n° 1, 1930, 1^{er} juillet.)

C. — *Le Protocole de Genève.*

(Voir E 2, pp. 326-328 ; E 3, p. 301 ; E 4, p. 375 ; E 6, p. 401 ; E 10, p. 213 ; E 12, p. 285.)

D. — *Les Accords de Locarno.*

(Voir E 2, p. 328 ; E 3, p. 302 ; E 4, p. 375 ; E 5, p. 331 ; E 7, p. 394 ; E 9, p. 237 ; E 12, p. 285.)

5991. [*Cour permanente de Justice internationale. Question d'une demande d'avis consultatif en ce qui concerne la compatibilité du Pacte franco-soviétique avec le Traité de Locarno. Discussion. Propositions rédigées par quatre Puissances signataires du Traité de Locarno. Projet de résolution.*] (Conseil de la Société des Nations, Procès-verbal de la 91^{me} Session (extraordinaire), 1^{ère} partie, tenue à Londres du 14 au 24 mars 1936 : Journal officiel de la S. d. N., XVII^{me} année, n° 4, 1^{ère} partie, 1936, mars, pp. 313, 324, 331, 332, 341, 349, 350.)

5992. [*Permanent Court of International Justice. Question of applying to Court for Opinion on compatibility of Franco-Soviet Pact with Locarno Treaty. Discussion. Proposals of four signatories of Locarno Treaty. Draft resolution.* (Council of the League of Nations,

Minutes of the 91st (extraordinary) Session. Part I, held at London from March 14th to March 24th, 1936: Official Journal of the L. N., XVIIth year, No. 4, Part I, 1936, March, pp. 313, 324, 331, 332, 341, 349, 350.)

5993. *La fin de Locarno.... La question de l'appel à la Cour permanente de Justice internationale.* (Völkerbund, Association allemande pour l'étude des problèmes de la Société des Nations, nos 161-163, 1936, 30 juin, p. 13.)

5994. *The End of Locarno.... The question of the Appeal to the Permanent Court of International Justice.* (Völkerbund, Journal of the German Association for League of Nations questions, Nos. 161-163, 1936, June 30, pp. 12-13.)

5995. *Das Ende von Locarno.... Die Frage der Anrufung des Ständigen Internationalen Gerichtshofes im Haag.* (Völkerbund, Zeitschrift der deutschen Gesellschaft für Völkerbundfragen, Nr. 161-163, 1936, 30. Juni, pp. 13-14.)

E. — *Acte général d'arbitrage adopté par la IX^{me} Assemblée de la Société des Nations.*

(Voir E 5, pp. 332-333; E 6, p. 401; E 7, p. 395; E 8, pp. 382-383; E 9, p. 237; E 10, pp. 213-214; E 12, pp. 285-286.)

F. — *Le Pacte Kellogg.*

(Voir E 5, p. 333; E 6, p. 402; E 7, p. 395; E 10, p. 214; E 11, p. 205; E 12, p. 286.)

5. RAPPORTS ENTRE LES ÉTATS. — POLITIQUE. — DIPLOMATIE.

(Voir E 2, pp. 329-330; E 3, p. 302; E 4, p. 376; E 5, p. 333; E 6, p. 402; E 7, pp. 395-396; E 8, pp. 383-384; E 9, p. 238; E 10, p. 214; E 11, p. 205; E 12, p. 286.)

5996. CARR (E. H.), *International relations since the Peace treaties.* London, Macmillan, 1937. In-8°, VIII+285 pages. [P. C. I. J., pp. 72, 90, 105, 108, 111-112, 117, 138, 250-251.]

5997. SCHUMAN (FREDERICK LEWIS), *International politics; an introduction to the Western state system.* 2nd ed. New York, McGraw-Hill, 1937. 8°, 810 pages. [P. C. I. J., *passim*.]

6. PACIFISME. — DÉSARMEMENT. — INTERNATIONALISME.

(Voir E 2, pp. 330-331; E 3, pp. 302-303; E 4, pp. 376-377; E 5, p. 334; E 6, p. 403; E 7, p. 396; E 8, pp. 384-385; E 9, p. 238; E 10, p. 215; E 11, p. 206; E 12, p. 287.)

5998. SHOTWELL (JAMES T.), *On the rim of the abyss.* New York, The Macmillan Comp., 1936. In-8°, XIV+400 pages. [P. C. I. J., pp. 4, 5, 17, 40, 107, 135, 153, 157, 162, 171.]

- 5999.** SHOTWELL (JAMES T.), *Hors du gouffre. (On the rim of the abyss.)* Traduction de ROGER PINTO. Préface de ÉDOUARD HENRIOT. Publié sous les auspices de la Conciliation internationale, Centre européen de la Dotation Carnegie pour la paix internationale. Paris, Hachette, 1936. In-8°, X+464 pages. [C. P. J. I., pp. 5, 6, 18, 43, 121, 154, 174, 178, 183.]
- 6000.** STERNBERGER-MILLER (ESTELLE), *The supreme cause ; a practical book about peace.* New York, Dodd Mead & Co., 1936. 218 pages. [The World Court in the peace scheme, pp. 173-180.]

7. HISTOIRE. — ENCYCLOPÉDIES. — JOURNAUX. — ANNUAIRES.

(Voir E 2, pp. 321-322 ; E 3, p. 303 ; E 4, p. 378 ; E 5, p. 334 ; E 6, pp. 403-404 ; E 7, pp. 396-397 ; E 8, p. 386 ; E 9, pp. 238-239 ; E 10, p. 215 ; E 11, p. 206 ; E 12, p. 287.)

- 6001.** *Carnegie Endowment for International Peace. Year Book 1936.* Washington. Published by the Endowment. 1936. In-8°, XIII+239 pages. [P. C. I. J., pp. 21, 22, 33, 121, 122, 141.]
- 6002.** *The New International Year Book. A compendium of the World's progress for the year 1935.* Editor FRANK H. VIZETELLY. Associate editors RONALD S. KAIN, PHILIP COAN, CHARLES E. FUNK, HELEN READY BIRD. New York and London, Funk & Wagnalls Comp., 1936. In-8°, XIV+776 pages. [World Court, pp. 765-767.]

F. — QUESTIONS SPÉCIALES

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA COUR.

(Voir E 2, pp. 332-348; E 3, pp. 303-314; E 4, pp. 378-381; E 5, pp. 335-342; E 6, pp. 404-411; E 7, pp. 397-401; E 8, pp. 386-393; E 9, pp. 239-243; E 10, pp. 215-218; E 11, pp. 206-210; E 12, pp. 288-290.)

- 6003.** BEMIS (SAMUEL FLAGG), *A diplomatic history of the United States*. New York, Henry Holt and Comp. [1936.] 8°, XII + 881 pages. [P. C. I. J., pp. 707, 726-728.]
- 6004.** BORAH (Senator WILLIAM E.) *opposed to Senator VANDENBERG for U.S. President because of stand on World Court*. (New York Times, 1936, March 29, p. 1.)
- 6005.** BORAH (Senator WILLIAM E.) *pledges to keep U.S. out of World Court, if elected President*. (New York Times, 1936, April 11, p. 4.)
- 6006.** *Congregational and Christian Churches of U.S. favor U.S. membership*. (New York Times, 1936, June 23, p. 8.)
- 6007.** COUGHLIN (Rev. C. E.) *predicts U.S. entry*. (New York Times, 1936, Nov. 8, p. 1; Text: p. 32.)
- 6008.** EISEMAN (RUTH C.), *Appraising the World Court*. (Christian Science Monitor, Weekly magazine section, 1936, Sept. 30, p. 3.)
- 6009.** *Election raises backers hopes of World Court. ROOSEVELT stand stressed; foes of adherence lose strength*. (Washington Post, 1936, Nov. 11, p. 6.)
- 6010.** *Federal council of Churches of Christ in America urges U.S. to join World Court*. (New York Times, 1936, Dec. 12, p. 21.)
- 6011.** HEALY (THOMAS H.), *A handbook of national defense and peace*. Washington, Ransdell Inc., 1936. In-8°, XII + 336 pages. [P. C. I. J., pp. 14, 38, 43, 202-203.]
- 6012.** HOUGHTON (NEALIE DOYLE), *Situation actuelle de la Société des Nations. Les États-Unis et l'organisation mondiale en 1935*. Geneva special studies, n° 10, 1935. Traduction publiée avec l'autorisation du Geneva Research Centre, Genève, Suisse. Paris, Publications de la Conciliation internationale [1936], 128 pages. [C. P. J. I., pp. 116-121.]
- 6013.** LANDON (Gov. FRANK) *assails World Court in campaign speech at Indianapolis*. (New York Times, 1936, Oct. 25, p. 1; Text: p. 32; Editorial: 1936, Oct. 26, p. 16; Letter on: 1936, Oct. 29, p. 24.)
- 6014.** NATANSON (WOJCIECH), *Przystąpienie Stanów Zjednoczonych do Stałego Trybunału Sprawiedliwości Międzynarodowej w Hadze. [L'adhésion des États-Unis d'Amérique à la Cour permanente de Justice internationale. En polonais. Tirage à part du «Czasopismo Prawnicze». Cracovie, 1931.]*

- 6015.** *New York state League of women voters favors U.S. participation.* (New York Times, 1936, Oct. 16, p. 20.)
- 6016.** *Republican platform pledges U.S. shall not join World Court.* (New York Times, 1936, June 12, p. 1; Text, p. 14; Editorial, p. 22; Editorial, 1936, June 17, p. 22.)
- 6017.** *The United States and World organizations during 1936.* Geneva special studies, Vol. VII, No. 9, 1936. Geneva Research Centre, 1937. 4°, 39 pages. [IV: P. C. I. J., pp. 29-31.]
- 6018.** *The United States and World organization during 1936.* (International Conciliation, No. 331, 1937, June, pp. 543-609.) [P. C. I. J., pp. 593-597.]
- 6019.** *Les États-Unis et l'Organisation mondiale en 1936.* (Bulletin nos 3-4, 1937 [des] Publications de la Conciliation internationale, pp. 271-367.) [C. P. J. I., pp. 341-348.]
- 6020.** WILLIAMS (BENJAMIN H.), *American diplomacy. Policies and practice.* 1st edition, 2nd impression. New York-London, McGraw-Hill, 1936. In-8°, XII+517 pages. [P. C. I. J., pp. 303-308, 476.]
- 6021.** YOKOTA (K.), [*The United States and the Permanent Court of International Justice.* In Japanese.] (International Understanding, Vol. 9, Nos. 5, 7; 1929, May, July.)

2. LA GRANDE-BRETAGNE ET LA CLAUSE FACULTATIVE.

(Voir E 2, p. 349; E 3, p. 314; E 4, pp. 381-382; E 5, p. 342; E 6, pp. 411-413; E 7, p. 401; E 8, p. 393; E 9, p. 243; E 11, p. 210; E 12, p. 290.)

- 6022.** HANCOCK (W. K.), *Survey of British Commonwealth affairs.* Vol. I. *Problems of nationality 1918-1936. With a supplementary legal chapter by R. T. E. LATHAM.* London [etc.], Oxford University Press, 1937. 8°, XII+673 pages. [P. C. I. J.: Optional clause, pp. 289, 290, 606-607.]
- 6023.** *The British Empire. A report on its structure and problem by a study group of members of the Royal institute of international affairs.* London [etc.], Oxford University Press, 1937. 8°, VII+336 pages. [P. C. I. J.: Statute with "Optional clause", pp. 220, 269, 271, 273-274.]

3. UNE COUR PERMANENTE DE JUSTICE CRIMINELLE INTERNATIONALE.

(Voir E 2, pp. 349-350; E 3, pp. 314-315; E 4, p. 382; E 5, p. 343; E 6, p. 413; E 8, p. 393; E 10, p. 218; E 11, pp. 210-211; E 12, p. 290.)

- 6024.** EUSTATHIADÈS (C.), *La Cour pénale internationale pour la répression du terrorisme et le problème de la responsabilité internationale des États.* (Revue générale de Droit international public, 43^{me} année, n° 4, 1936, juillet-août, pp. 385-415.)
- 6025.** *Projet de convention pour la création d'une Cour pénale internationale.* (Comité pour la répression internationale du terrorisme. Rapport adopté par le Comité le 26 avril 1937. Société des

Nations. N° officiel: C. 222. M. 162. 1937. V. Série de Publications de la S. d. N. V. Questions juridiques, 1937. V. 1.) [Voir l'art. 14:2, p. 9.]

- 6026.** *Draft Convention for the Creation of an International Criminal Court.* (Committee for the International Repression of Terrorism. Report adopted by the Committee on April 26th, 1937. League of Nations. Official No.: C. 222. M. 162. 1937. V. Series of L. N. Publications, V. Legal, 1937. V. 1.) [See Art. 14:2, p. 9.]

4. LE DIFFÉREND ROUMANO-HONGROIS.

(Voir E 4, pp. 383-385; E 5, p. 344.)

5. DIVERS.

(Voir E 2, pp. 350-351; E 3, p. 316; E 4, p. 386; E 5, p. 344; E 6, p. 413; E 7, pp. 401-402; E 8, p. 394; E 9, pp. 243-245; E 10, pp. 219-220; E 11, pp. 211-212; E 12, pp. 291-292.)

- 6027.** KISCH (I.), *A propos d'une Cour centrale de droit international privé.* (Mededeelingen van de Nederlandsche Vereeniging voor Internationaal Recht, N° 21, 1936, Aug., pp. 28-40.)

- 6028.** MOSKOV (ATHANASE), *La garantie internationale en droit des minorités.* Préface de HENRI ROLIN. Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1936. VI+234 pages. [C. P. J. I., pp. 150-179.]

- 6029.** ABENDROTH (WOLFGANG), *Die völkerrechtliche Stellung der B- und C-Mandate.* (Abhandlungen aus dem Staats- und Verwaltungsrecht mit Einschluss des Völkerrechts, begründet von SIEGFRIED BRIE, fortgeführt von MAX FLEISCHMANN, herausgegeben von FRIEDRICH GIESE, 54. Heft.) Breslau, M. & H. Marcus, 1936. In-8°, X + 378 pages. [Die Tätigkeit des Ständigen Internationalen Gerichtshofs, pp. 77-88.]

- 6030.** FEINBERG (NATHAN), *Some problems of the Palestine Mandate.* Tel-Aviv, Palestine, 1936. In-8°. 125 pages. [The functions of the Permanent Court of International Justice in the Mandates System, pp. 95-107.]

- 6031.** SEBILLEAU (PIERRE), *Le Canada et la doctrine de Monroe. Étude historique sur l'influence de l'impérialisme américain dans l'évolution de l'Empire britannique.* Préface de PATRICK BURY. Paris, Recueil Sirey, 1937. In-8°, VII+219 pages. [Rapports avec la S. d. N. et la C. P. J. I., pp. 201-204.]

- 6032.** ODA (Y.), [*Japan and the Permanent Court of International Justice.* In Japanese.] (International Understanding, Vol. II, No. 6, 1931, June.)

INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS D'AUTEURS ET DES NOMS CITÉS

DE LA LISTE BIBLIOGRAPHIQUE ¹

(Les numéros indiqués sont ceux qui précèdent les titres
des publications et non ceux des pages.)

- AALL (A.) **9** : 4320. **10** : 4626.
 ABENDROTH (W.) **13** : 6029.
 ABRAHAM (G.) **4** : 2100.
 ACCIOLY (H.) **10** : 4747. **11** : 5077.
 ACHORN (E.) **12** : 5677.
 ADAMS (R. G.) **2** : 1082.
 ADATCI (M.) **5** : 2365, 2366. **8** : 3790. **9** :
 4090. **10** : 4778. **11** : 4886-4896, 4903-
 4904. **12** : 5246-5249, 5304-5309, 5312,
 5380, 5557, 5559.
 ADELSWÄRD (Th.) **12** : 5563.
 ADSHEAD **4** : 1879. **5** : 2295. **6** : 2700, 2702,
 2705, 2706.
 AGUESSE (L.) **7** : 3319.
 AIREY (W.) **10** : 4706.
 AJTAY (G.) **4** : 2153. **10** : 4730.
 AKAGI (R. H.) **12** : 5729.
 AKHAVI (A. A.) **13** : 5953.
 AKZIN (B.) **4** : 2122.
 ALEXANDER **12** : 5230.
 ALEXANDER (F.) **5** : 2513.
 ALEXANDER (H. G.) **2** : 858. **3** : 1586, 1646.
 ALLEN (E. W.) **8** : 3825.
 ALLEN (J.) **2** : 376.
 ALOISI (Baron) **11** : 4903-4904. **12** : 5209-
 5210, 5316-5319, 5345-5346, 5486-5491.
13 : 5772, 5773.
 ALT (A.) **10** : 4579.
 ALTAMIRA Y CREVEA (R.) **2** : 136, 137,
 143, 913. **3** : 1550. **4** : 1946, 2074.
5 : 2321. **6** : 2826. **8** : 3634, 3834. **9** :
 4090. **10** : 4504. **12** : 5540. **13** : 5859.
 ALTEN (E.) **10** : 4627.
 ALTOMARE (G.) **6** : 2945.
 ALVAR (M. F.) **12** : 5594.
 ALVAREZ (A.) **3** : 1641. **4** : 2246. **6** : 2973,
 2974, 2980. **7** : 3441, 3442. **8** : 3803,
 3868. **9** : 4302. **10** : 4778.
 AMERY (L. S.) **2** : 607, 608, 622, 623.
4 : 1889.
 ANCEL (J.) **8** : 3741.
 ANDERSEN (H.) **7** : 3413.
 ANDERSON (Ch. P.) **2** : 273. **8** : 3708.
 ANDERSON (H. W.) **2** : 844.
 ANDRASSY (J.) **7** : 3424.
 ANDRÉ (F.) **9** : 4410.
 ANDREÆ (J. P. FOCKEMA) : voir
 FOCKEMA ANDREÆ (J. P.).
 ANDRÉ-PRUDHOMME **4** : 2231, 2246. **6** :
 2857, 2858.
 ANEMA **2** : 387. **6** : 2758. **9** : 4071.
 ANGELL (N.) **5** : 2605.
 ANGYALL (P.) **10** : 4657.
 ANSCHÜTZ (G.) **2** : 1036. **9** : 4410.
 ANTOKOLETZ (D.) **2** : 781, 949. **3** : 1574,
 1580, 1594. **5** : 2494.
 ANTONELLI (E.) **2** : 931.
 ANTONESCU **13** : 5829-5830.
 ANTONESCU (M.) **6** : 2671, 2996.
 ANTONIADE **5** : 2363, 2364. **9** : 4105, 4106.
 ANYSAS (M.) **10** : 4598. **13** : 5893.
 ANZILOTTI (D.) **4** : 1897, 1898, 1905,
 1919, 2138. **5** : 2345, 2504, 2519. **6** :
 2782-2784, 2822, 2824, 2826, 2930,
 2969. **7** : 3247. **8** : 3634, 3645, 3730.
9 : 4090. **10** : 4442, 4504, 4625. **11** : 4941.
12 : 5859, 5860, 5864, 5905, 5965.
 AOKI (S.) **13** : 5886.

¹ Le présent Index, de même que l'Index des matières qui figure à la page 249, est cumulatif, en ce sens qu'il se rapporte aux bibliographies des Second, Troisième, Quatrième, Cinquième, Sixième, Septième, Huitième, Neuvième, Dixième, Onzième et Douzième Rapports annuels (Série E, nos 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12), aussi bien qu'à celle du présent volume (pages 184-223).

Les chiffres **gras** qui précèdent les numéros des titres renvoient au volume correspondant de la Série E (**2** : Série E, n° 2 ; **3** : Série E, n° 3 ; **4** : Série E, n° 4 ; **5** : Série E, n° 5 ; **6** : Série E, n° 6 ; **7** : Série E, n° 7 ; **8** : Série E, n° 8 ; **9** : Série E, n° 9 ; **10** : Série E, n° 10 ; **11** : Série E, n° 11 ; **12** : Série E, n° 12 ; **13** : Série E, n° 13 (c'est-à-dire le présent volume). Aucun renvoi n'a été fait à la Bibliographie du Premier Rapport annuel, étant donné qu'elle a été incorporée dans celle du Second Rapport.

- APPLETON (J.) **4** : 2246.
 APPONYI (A.) **10** : 4719, 4833.
 ARGENTIER (C.) **7** : 3432.
 ARMINJON (P.) **9** : 4312.
 ARMSTRONG (H. F.) **9** : 4006.
 ARNOLD-FORSTER (W.) **3** : 1647. **4** : 2213.
5 : 2647.
 ARNSKOV (L. Th.) **2** : 903.
 ASBECK (F. M. van) **2** : 782. **3** : 1765.
12 : 5292.
 ASCARELLI (R.) **6** : 2859.
 ASCHER (A.) **6** : 2997.
 ASHER (P. F.) **12** : 5672.
 ASHURST (H. F.) **3** : 1348.
 ASLANI **12** : 5490-5493.
 ASSELIN (H.) **2** : 628.
 ASTOR **5** : 2296. **6** : 2738 *bis*.
 ASTRAUDDO **7** : 3334. **8** : 3696. **10** : 4605.
 ATWOOD (J. H.) **3** : 1702.
 AUBAIN (L.) **10** : 4480.
 AUBURTIN (A.) **11** : 4926.
 AUER (P. de) **2** : 1296.
 AUFRICHT (H.) **12** : 5366.
 AUSTIN **8** : 3963. **9** : 4389.
 AVILA LIMA (Lobo d'—) **9** : 4015.
 AVRAMOFF (D.) **9** : 4059.
 AYLES **2** : 356 *a*.
- B. 4** : 2023.
 B. (L.) **5** : 2559.
 B. (T. R.) **11** : 5140.
 BABIŃSKI (L.) **4** : 2155.
 BAČKIS (S. A.) **9** : 4265.
 BACKLUND (S.) **13** : 5955.
 BACON (R.) **2** : 1038. **6** : 3074.
 BAETZGEN **10** : 4654.
 BAILEY **11** : 4861, 4863.
 BAILEY (L. W.) **8** : 3557.
 BAKER (N. D.) **6** : 2910. **7** : 3382. **10** : 4782.
 BAKER (P. J. N.) **2** : 824, 842, 1018, 1272, 1273. **3** : 1595, 1766. **4** : 1861. **5** : 2560. **6** : 2739.
 BAKER (Ph.) **5** : 2279.
 BAKER (R. S.) **2** : 73.
 BAKKER-VAN BOSSE (C.) **4** : 2022. **12** : 5250, 5251.
 BALCH (Th. W.) **2** : 68, 69, 976, 981.
 BALDONI (C.) **3** : 1812. **5** : 2606.
 BALDWIN (E. F.) **2** : 843.
 BALDWIN (J.) **10** : 4525.
 BALDWIN (S.) **2** : 356 *b*, 622. **5** : 2296. **6** : 2738 *bis*. **7** : 3181. **11** : 5061.
 BALDWIN (S. E.) **2** : 67.
 BALFOUR OF BURLEIGH **5** : 2296.
 BALL (A. M.) **3** : 1724.
 BALL (M.) **13** : 5890.
 BALLADORE PALLIERI (G.) : voir PALLIERI (G. B.).
 BALOGH (A.) **12** : 5536.
- « BALTICUS » **2** : 708.
 BALUTIS (B. K.) **9** : 4182.
 BALZ (H. R.) **10** : 4481.
 BANCROFT (E. A.) **3** : 1531.
 BARANDON (P.) **9** : 4290, 4291.
 BARANYAI (Z.) **10** : 4821.
 BARBOSA (RUY) **4** : 1899, 1900.
 BARBOSA CARNEIRO (J. A.) **2** : 884, 895.
 BARBOUR **9** : 4382. **10** : 4812.
 BARCLAY (Th.) **2** : 52.
 BARDA (M.) **7** : 3247.
 BARKLEY **8** : 3993. **11** : 4866.
 BARNARD (W. E.) **6** : 2754.
 BARRA (F. L. DE LA) **6** : 3131. **10** : 4464.
 BARTHÉLEMY (J.) **2** : 350, 351. **7** : 3404
 BARTIN (E.) **4** : 2232, 2246. **5** : 2312.
 BARTLETT (V.) **9** : 4241.
 BASDEVANT (J.) **3** : 1404, 1444. **4** : 2109, 2246. **12** : 5430.
 BASDEVANT (S.) **7** : 3269.
 BASSETT (J. S.) **4** : 2101.
 BASTID (P.) **5** : 2520. **8** : 3563, 3565, 3566. **12** : 5292.
 BATTLE **5** : 2606 *a*.
 BATY (T.) **7** : 3434.
 BATY (Th.) **5** : 2368.
 BAUER (Ch. C.) **8** : 3556.
 BAUMGARTEN **8** : 3693.
 BAUMGARTEN (F.) **7** : 3253. **9** : 4405.
 BAUMGARTEN (N.) **10** : 4450, 4548.
 BEALE (J. H.) **12** : 5371.
 BEALES (A. C. F.) **7** : 3139.
 BEAMISH **6** : 2730.
 BEAUBIEN (C. P.) **6** : 2704.
 BEAUCHAMP **3** : 1364. **6** : 2742. **7** : 3195.
 BECK **10** : 4521, 4522. **12** : 5498, 5499.
 BECK (J. M.) **6** : 2911.
 BECKER (A.) **9** : 4242.
 BECKER (K.) **11** : 4978.
 BECKETT (W. E.) **4** : 1981. **6** : 2837. **7** : 3314. **8** : 3667. **9** : 4121. **12** : 5407.
 BEELAERTS VAN BLOKLAND **4** : 1919. **6** : 2756, 2758. **9** : 4071.
 BEER **3** : 1453.
 BEER (Max) **8** : 3854. **9** : 4292.
 BÉGUIN (E.) **9** : 4173.
 BEHRENS (E. B.) **5** : 2491.
 BEICHMANN (F. V. N.) **2** : 54.
 BÉIQUE **6** : 2704.
 BEITER (A. F.) **10** : 4804.
 BEKE (A.) **4** : 2045.
 BÉLAND (H. S.) **3** : 1334, 1336. **6** : 2703, 2704.
 BELAUNDE (V. A.) **8** : 3933.
 BELCOURT (N. A.) **4** : 1880. **6** : 2704.
 BELLOT (H. H. L.) **2** : 141, 145, 146, 664, 944, 1279, 1283. **3** : 1823.
 BELLQUIST (E. C.) **12** : 5665.
 BELMONT (A. E.) **8** : 3891. **9** : 4349.
 BEMIS (S. F.) **13** : 6003.

- BENEDIKT **13** : 5768.
 BENEŠ (E.) **5** : 2540. **9** : 4274. **10** : 4778.
 BENITO (E. de) **3** : 1824.
 BENNETT (R. B.) **6** : 2706-2707.
 BENOIST (Ch.) **2** : 430.
 BENTLAY (M. L.) **2** : 1195.
 BENTLEY (R. E.) **8** : 3971.
 BENTSCHIEFF (Chr.) **2** : 255.
 BENTWICH (N.) **5** : 2370. **6** : 2841. **7** : 3530. **13** : 5986.
 BÉRARD (V.) **8** : 3804.
 BERBER (F.) **11** : 5078.
 BERDAHL (C. A.) **9** : 4350.
 BERGE (G. W.) **4** : 1982.
 BERGE (W.) **7** : 3435.
 BERGER (E.) **7** : 3431.
 BERGMANN (F.) **12** : 5723.
 BERKELEY **2** : 356 a, 534.
 BERLIN (K.) **12** : 5442. **13** : 5895.
 BERNHOFT (H. A.) **8** : 3802. **10** : 4778.
 BERNOUD (A.) **12** : 5480. **13** : 5917.
 BERNSTEIN (H.) **2** : 1054.
 BERNSTORFF (J. H. von) **12** : 5252.
 BERNUS (P.) **6** : 2866. **9** : 4162.
 BEROLZHEIMER (F.) **2** : 1036.
 BERRIEN (L.) **9** : 4351.
 BERTHÉLÉMY (H.) **3** : 1415. **4** : 2246.
 BERTIE OF THAME (Viscount) **7** : 3195.
 BESSON (A.) **3** : 1441.
 BEUCKER ANDRÆ (W. C.) **6** : 3113.
 BEUMER **6** : 2756.
 BEUS (J. G. de) **11** : 5185. **12** : 5454.
 BEUVE-MÉRY (M.) **3** : 1397.
 BEVERIDGE (A. J.) **2** : 1096.
 BEVILAQUA (C.) **2** : 96, 111, 112.
 BIANCHERI **10** : 4521, 4522.
 BIBIÉ (M.) **6** : 2721. **8** : 3564.
 BIDAU (E. L.) **4** : 2110.
 BIKKAL (D.) **10** : 4783.
 BILFINGER (C.) **8** : 3709, 3710.
 BILSEL (C.) **12** : 5423. **13** : 5966.
 BINET (H. T. P.) **7** : 3270.
 BING (F.) **8** : 3725. **9** : 4189.
 BINGHAM **2** : 327.
 BINTER (R.) **5** : 2484.
 BIOUX (J.) **11** : 5195.
 BIRD (H. R.) **13** : 6002.
 BIRKÁS (G.) **6** : 3128.
 BIRKENHEAD (F. E. SMITH, Earl of) **3** : 1635.
 BISE (E.) **2** : 59.
 BISHOP (C. M.) **7** : 3454.
 BITTER (F. W.) **8** : 3896.
 BJORGBJERG **2** : 261.
 BLACK **2** : 302.
 BLAGOYEVITCH (D. O.) **8** : 3797.
 BLAGOYEVITCH (V. O.) **8** : 3797.
 BLAINE **4** : 1883.
 BLAKESLEE (G. H.) **2** : 1083. **8** : 3933.
 BLANCK Y MENOCAL (G. de) **7** : 3147.
 BLANCO (C.) **7** : 3526, 3527. **9** : 4324.
 BLANTON (Th. L.) **8** : 3902.
 BLEASE **2** : 291, 319, 320, 322, 323, 325, 326, 329. **3** : 1353. **5** : 2607.
 BLISS (T. H.) **2** : 73. **4** : 1860.
 BŁOCISZEWSKI (J.) **2** : 441. **3** : 1641. **7** : 3442.
 BLÜHDORN (R.) **10** : 4760.
 BLUM (H.) **11** : 4975.
 BLYNYER (W. H.) **2** : 1097.
 BOCOCK (W. H.) **12** : 5682.
 BODKIN (M. M.) **3** : 1300.
 BOECKEL (F. B.) **4** : 2174. **5** : 2548. **6** : 3012. **7** : 3469. **12** : 5533.
 BÖHL **2** : 398, 399.
 BÖHMERT (V.) **7** : 3347. **8** : 3766, 3850. **9** : 4157, 4183, 4286. **12** : 5429.
 BÖLCSEY (R.) **7** : 3414. **8** : 3845.
 BÖTTCHER **9** : 4098.
 BOGAEVSKI (P.) **4** : 2111.
 BOK (E. W.) **2** : 1049, 1161, 1196. **7** : 3380, 3486, 3488, 3498, 3501, 3514, 3520.
 BOK (W. C.) **7** : 3498. **8** : 3711.
 BOLLES (S.) **3** : 1767.
 BOLLI **2** : 398, 399.
 BOMLI (P. E. J.) **5** : 2374.
 BONCOUR (P.) **10** : 4521, 4522.
 BONDE (A.) **2** : 950.
 BONFILS (H.) **2** : 962.
 BONNECASE (J.) **5** : 2313.
 BONVALOT (G.) **2** : 697.
 BORAH (W. E.) **2** : 312, 314, 319, 322, 325, 327, 329, 1098, 1105, 1122, 1179, 1214. **3** : 1353, 1517, 1538, 1748, 1749, 1755. **4** : 1883, 1886. **5** : 2608. **6** : 3063, 3088. **7** : 3499. **8** : 3557. **11** : 4851, 4853, 4855, 4856, 4861, 4863, 4866. **12** : 5706. **13** : 6004, 6005.
 BORCHARD (E. M.) **2** : 147, 689, 783, 813, 814, 1143, 1162, 1163. **3** : 1539. **6** : 3106, 3130. **8** : 3712. **9** : 4262, 4352. **10** : 4464, 4827, 4828. **12** : 5335-5336, 5618.
 BORCHARD (M.) **13** : 5842.
 BORDEN (Robert) **5** : 2279.
 BOREL (A.) **12** : 5484.
 BOREL (E.) **2** : 1099. **4** : 1911, 1914, 1915. **5** : 2521. **6** : 2796, 2797. **12** : 5350, 5362, 5380.
 BORNSCHIER (H.) **3** : 1507.
 BOSCH (J. F. M.) **5** : 2505.
 BOSCO (G.) **9** : 4321.
 BOSE (S.) **11** : 5121.
 BOSTOCK (H.) **6** : 2704.
 BOUGENOT (A.) **6** : 3007.
 BOULTER (V. M.) **4** : 2187. **6** : 3021. **7** : 3476. **9** : 4341. **10** : 4788. **11** : 5120.
 BOURASSA **6** : 2705.
 BOURGEOIS (L.) **2** : 98, 102, 113, 885, 1055. **3** : 1572.

- BOURNE JR. (J.) **2** : 275, 322, 1231, 1232
5 : 1551.
 BOURQUIN (M.) **2** : 148. **7** : 3481. **8** :
 3860.
 BOUSCHARAIN (P.) **9** : 4336.
 BOUTANT (C. A.) **12** : 5727.
 BOVET (E.) **6** : 2961. **9** : 4147.
 BOWER (G.) **4** : 2194.
 BOWERMAN (G. F.) **3** : 1532.
 BOWMAN (E. H.) **6** : 3076.
 BOYDEN (R. W.) **6** : 2772.
 BOYE (Th.) **9** : 4305.
 BOZON (R.) **11** : 4979.
 BRADLEY (Ph.) **12** : 5673.
 BRAILSFORD (H. N.) **6** : 3114.
 BRAMSNAES **2** : 261 a.
 BRANDES **2** : 261 a.
 BRATTON (S. G.) **4** : 2064. **8** : 3930.
 BREGMAN (A.) **9** : 4275.
 BRENDT (W.) **7** : 3450.
 BRENT (Bishop) **3** : 1692, 1736.
 BRENT (C. H.) **3** : 1725.
 BREUKELMANN (J. B.) **2** : 221.
 BREWER (J. W.) **8** : 3889.
 BRIAND (A.) **2** : 347. **4** : 1983. **7** : 3304,
 3305.
 BRIANT **4** : 1889.
 BRIDGMAN (R. L.) **4** : 1849.
 BRIE (S.) **13** : 6029.
 BRIÈRE (Y. de la) **4** : 2175, 2246. **10** :
 4464.
 BRIERLY (J. L.) **2** : 982. **3** : 1648. **4** :
 1984, 2139, 2223, 2246. **7** : 3459. **8** :
 3713, 3714. **10** : 4464. **12** : 5635.
 BRIGGS (H. W.) **4** : 1977.
 BRIGHT (C. J.) **5** : 2502.
 BRILLARD (A.) **3** : 1621.
 BRODE (H.) **4** : 2148. **5** : 2509.
 BRØGGER (A. W.) **10** : 4628, 4629. **12** :
 5443.
 BROOKHART (S. W.) **2** : 321.
 BROUSSARD **8** : 3970. **9** : 4380.
 BROWN **10** : 4810.
 BROWN (A. L.) **3** : 1504. **4** : 2196. **5** :
 2379.
 BROWN (Ph. M.) **2** : 983, 997, 998, 999,
 1033, 1233. **3** : 1768. **4** : 2181. **5** : 2578.
8 : 3715.
 BRUCCOLERI (A.) **7** : 3383. **12** : 5586.
 BRUCE **2** : 314, 315, 321. **4** : 1886.
 BRUCE (H.) **4** : 1848.
 BRUCE (S. M.) **3** : 1330, 1331, 1822.
 BRÜCK (O.) **10** : 4748. **12** : 5044.
 BRÜGGER **2** : 398, 399.
 BRÜEL (E.) **13** : 5764, 5881.
 BRUM (B.) **4** : 1893.
 BRUNET (R.) **2** : 904.
 BRUNS (C.) **9** : 4393.
 BRUNS (C. G.) **9** : 4395.
 BRUNS (G.) **4** : 2025. **6** : 2841, 2842, 2969,
 2970, 2979.
 BRUNS (V.) **7** : 3308. **8** : 3594, 3714. **10** :
 4675, 4749. **11** : 4889, 4960, 5079.
12 : 5326, 5349.
 BRYAN (W. J.) **2** : 10, 11.
 BRYCE (J.) **2** : 66, 1031.
 BUCKMASTER **5** : 2296.
 BUDAY DE CSIKMO (K.) **7** : 3379.
 BUELL (R. L.) **2** : 637, 1034. **3** : 1405.
6 : 3015. **8** : 3940. **11** : 5141. **12** : 5666.
 BÜLOW (B. W. von) **2** : 886.
 BUIGAS (M.) **6** : 2940.
 BULKLEY **11** : 4855.
 BULLARD (A.) **2** : 1164.
 BULLOCK **6** : 2724.
 BUNN (C.) **6** : 2912.
 BURCKHARDT (C. J.) **11** : 4898.
 BURCKHARDT (W.) **6** : 2867, 2868.
 BURDICK (Ch. K.) **8** : 3556.
 BURKE (Th.) **2** : 1101.
 BURLINGHAM (Ch. C.) **13** : 5769.
 BURNHAM **6** : 2956.
 BURTON **2** : 299, 305.
 BURTON (H. R.) **7** : 3395, 3464.
 BURTON (Th. E.) **4** : 1852.
 BURY (P.) **13** : 6031.
 BUSSMANN (O.) **3** : 1649.
 BUSTAMANTE Y SIRVEN (A. S. de) **2** : 444,
 445, 764, 765, 773, 774, 775, 776,
 892. **5** : 2609. **6** : 2823. **7** : 3225-3229,
 3419. **8** : 3634. **9** : 4313. **10** : 4440,
 4504. **11** : 5080-5081, 5093. **12** : 5636.
13 : 5967.
 BUTLER (G.) **2** : 905. **4** : 2164. **5** : 2474.
 BUTLER (N. M.) **2** : 731, 1089, 1102.
3 : 1354, 1822. **4** : 1860, 2201. **8** : 3975
9 : 4417. **10** : 4700.
 BUTTER **7** : 3192.
 BUXTON **5** : 2296.
 BUZA (L.) **12** : 5614.
 C. (S. D.) **3** : 1762.
 CABALLERO DE BEDOYA (R. V.) **9** : 4042,
 4043. **10** : 4778.
 CACHIN (M.) **6** : 2721.
 CACLAMANOS **2** : 594, 595.
 CAHAN (C. H.) **6** : 2705.
 CAHILL **3** : 1334.
 CALHOUN (H.) **11** : 5123.
 CALL (A. D.) **3** : 1679.
 CALOYANNI (M. A.) **2** : 1284. **3** : 1825,
 1826, 1827. **4** : 2224, 2228. **5** : 2649-
 2652, 2655. **6** : 2676, 2826, 3125. **7** :
 3148. **8** : 3806. **9** : 4236. **12** : 5711, 5712.
 CANNON (L.) **2** : 256. **3** : 1336.
 CANONNE (G.) **6** : 2852.
 CANSACCHI (G. P.) **6** : 3126.
 CAPDEQUI (J. M. O.) **5** : 2321.
 CAPITANT (H.) **4** : 2233, 2246.

- CAPPER **2** : 1214. **7** : 3480, 3487. **8** : 3928
 3964. **9** : 4379. **11** : 4847.
 CARAWAY **9** : 4381.
 CARENA (A.) **6** : 2944.
 CAREY (Ch. H.) **2** : 1103.
 CARNEGIE (D.) **4** : 2215.
 CARNIER (H.) **8** : 3545.
 CARNOVALE (L.) **3** : 1726.
 CARR (E. H.) **13** : 5996.
 CARROLL (M. J.) **8** : 3539.
 CARSON (Lord) **7** : 3195.
 CARTER (B. B.) **5** : 2510.
 CARTER (W. HORSFALL) **13** : 5983.
 CARTON DE WIART **2** : 240, 245.
 CASGRAIN **6** : 2704.
 CASSIDY (L. C.) **8** : 3716.
 CASSIN (R.) **4** : 2246. **5** : 2285, 2544
6 : 2677, 2678, 2679.
 CASTBERG (F.) **2** : 447. **3** : 1581, 1592,
 1651. **8** : 3602, 3603. **9** : 4094. **10** :
 4466, 4467. **11** : 5082.
 CASTLE JR. (W. R.) **2** : 1197.
 CASULLI (A.) **9** : 4276.
 CATCHINGS (B.) **3** : 1737.
 CATELLANI (E.) **6** : 2945, 3134. **10** : 4740.
 CATT (C. Ch.) **2** : 1220. **3** : 1727. **6** : 3035.
 CAVAGLIERI (A.) **4** : 2246. **11** : 5083.
 CAVARÉ (L.) **8** : 3680. **9** : 4149. **10** : 4630.
12 : 5444, 5616.
 CAVE **2** : 145. **3** : 1364.
 CAVENDISH-BENTINCK (H.) **5** : 2296.
 CECIL OF CHELWOOD (R.) **2** : 566, 567,
 622, 905. **3** : 1364. **4** : 1860, 1889,
 2092, 2156. **5** : 2279, 2296, 2474, 2522.
6 : 2740, 2741, 2956, 3106. **8** : 3662,
 3663, 3664, 3665. **10** : 4724.
 CEGLA (W. W.) **12** : 5367.
 CEMIL BEY (D.) **10** : 4575, 4580, 4707,
 4731, 4732.
 CERETTI (C.) **6** : 2991.
 CHALANDAR (A. de) **6** : 2956.
 CHAMBERLAIN (A.) **2** : 356 *b*, 607, 608,
 619, 620, 623, 1275. **3** : 1363. **4** : 1889,
 2232, 2243. **5** : 2296, 2425-2428, 2523.
6 : 2733, 2738, 2738 *bis*, 2900, 2901.
7 : 3181, 3191. **12** : 5233.
 CHANG (CHÜN-CH'Ï) **10** : 4722.
 CHANG (YI-TING) **10** : 4750.
 CHARLES (Garfield) **2** : 9.
 CHARLTON (M.) **5** : 2291.
 CHARRÈRE **2** : 616.
 CHARTERIS (A. H.) **2** : 1104. **3** : 1301, 1518.
 CHATEAU (J.) **2** : 627.
 CHATTERJÉE (A.) **6** : 2956.
 CHEN (C. C.) **12** : 5603.
 CHEN (H. T.) **12** : 5683.
 CHENG (YU-LIOU) **10** : 4712.
 CHENG TIEN-HSI **13** : 5806, 5808, 5809.
 CHEYNEY (A. S.) **9** : 4297.
 CHIANG (KËN-YUAN) **10** : 4713.
 CHILD (R. W.) **3** : 1769. **6** : 2913.
 CHKLAVER (G.) **4** : 1874. **10** : 4764.
 CHOU (Wei) **9** : 4266.
 CHOW (K.-S.) **9** : 4237. **10** : 4424, 4451,
 4708, 4733. **12** : 5537.
 CHOW (S. R.) **3** : 1508. **4** : 2061, 2176.
10 : 4424, 4451, 4708, 4733.
 CHOW TUNG-LIH **13** : 5939.
 CIMMERMANN (M. A.) **3** : 1552; voir
 aussi ZIMMERMANN.
 CLAD (C.) **5** : 2524.
 CLARK (E.) **9** : 4417.
 CLARK (J. R.) **2** : 977.
 CLARKE (J. H.) **2** : 1086, 1158, 1208,
 1220, 1223. **3** : 1734, 1738. **8** : 3807.
11 : 5122.
 CLUNET (É.) **6** : 2833, 2858. **7** : 3247.
 CLYNES **2** : 356 *a*.
 CLYNES (J. R.) **11** : 5183.
 COAN (PH.) **13** : 6002.
 COATES (J. G.) **6** : 2754.
 COBBETT (P.) **2** : 944. **7** : 3315.
 COCKS **7** : 3181.
 COCKSHUTT **3** : 1336.
 COHALAN (D. F.) **3** : 1704.
 COHN (G.) **2** : 906. **3** : 1302. **10** : 4631.
 COLBY (E.) **3** : 1734. **6** : 3036. **8** : 3958.
 COLBY (F. M.) **2** : 1059, 1060.
 COLEGROVE (K.) **3** : 1771.
 COLETTE (Jean) **8** : 3666.
 CONDLIFFE (J. B.) **4** : 2168.
 CONNALLY **8** : 3987. **11** : 4854, 4855,
 4863, 4864.
 CONSTANTINOFF (J.) **5** : 2506.
 CONTZESCO **10** : 4513.
 CONWELL-EVANS (T. P.) **6** : 2946.
 COOK (J.) **3** : 1329.
 COOKE (W. H.) **8** : 3897.
 COOLIDGE **2** : 1073, 1074, 1189. **3** : 1696,
 1732, 1740. **5** : 2561, 2593.
 COOPER (R. M.) **11** : 5124.
 COPELAND (R. S.) **4** : 1881, 1886. **6** :
 2934. **8** : 3915, 3929.
 CORBETT (P. E.) **5** : 2547. **8** : 3933.
 CORRADO (U.) **9** : 4244.
 CORWIN (E. S.) **2** : 151.
 CORY (H. M.) **9** : 4325.
 COSENTINI (F.) **2** : 97. **12** : 5617.
 COSTIGAN **9** : 4354. **11** : 4865.
 COT (P.) **6** : 3098. **9** : 4059.
 COUDENHOVEN-KALERGI (R. N.) **11** :
 5142.
 COUDERT (F. R.) **4** : 2130. **6** : 3131. **8** :
 3556. **9** : 4353. **10** : 4790.
 COUGHLIN **11** : 5143.
 COUGHLIN (C. E.) **13** : 6007.
 COULON (L.) **2** : 639.
 COURTIN (R.) **2** : 928.
 COVA (N. de la) **3** : 1398.
 COYAJEE (J. C.) **11** : 5056.

- CRABITÉS (P.) **7** : 3388, 3399.
 CRANBORNE **12** : 5231, 5234.
 CRAWFORD (W. H.) **3** : 1708.
 CRECRAFT (E. W.) **12** : 5618.
 CROCKER (C.) **2** : 1108.
 CROFT (H.) **6** : 2735.
 CROOKSHANK **6** : 2735.
 CROSBY (O. T.) **2** : 4. **4** : 1854. **8** : 3809.
 9 : 4418.
 CROSS **12** : 5700.
 CROSS (S. T.) **10** : 4426, 4444.
 CROWDY (R.) **6** : 2956.
 CRUCHAGA (M.) **2** : 951.
 CRUDU (V.) **10** : 4734.
 CRUSEN (G.) **4** : 1974. **8** : 3767. **12** :
 5467.
 CRUSTIANSKY (L.) **4** : 1978.
 CSIKY (J.) **11** : 4918. **12** : 5356.
 CUMMINGS (H.) **11** : 5127.
 CURTIS (W. J.) **2** : 787.
 CUSHENDUN **4** : 1889. **5** : 2296, 2429.
 CYBICHOWSKI (Z.) **4** : 2112.
- D.** (D. E.) **3** : 1308.
 D. (E. D.) **3** : 1533.
 DÄNIKER (A.) **3** : 1519.
 DAHL (F.) **8** : 3590.
 DAHLSTRÖM (J. I.) **12** : 5674.
 DALIÉTOS (A.) **2** : 688.
 DALTON (H.) **3** : 1435. **4** : 2169. **6** : 2722,
 2724-2726, 2730, 2731, 2738 *bis*, 2739.
 7 : 3183, 3184, 3193. **8** : 3579, 3580.
 DANDURAND (R.) **4** : 1880. **6** : 2703.
 DANGERFIELD (R. J.) **7** : 3482.
 DARBY (W. E.) **2** : I (note).
 DARRAS (A.) **6** : 2846, 2932, 3001.
 DASCOVICI (N.) **10** : 4734.
 DAUVERGNE (C.) **2** : 446.
 DAVIES (A.) **11** : 5144.
 DAVIES (D.) **7** : 3470.
 DAVIES (Lord) **10** : 4430. **11** : 4876. **12** :
 5229.
 DAVIES (Rhys) **9** : 4030.
 DAVIES (W. W.) **5** : 2550.
 DAVIS **11** : 4863, 4865.
 DAVIS (J.) **2** : 1178.
 DAVIS (J. W.) **2** : 788, 1109. **5** : 2279.
 7 : 3389. **8** : 3717, 3718, 3719, 3941.
 9 : 4354.
 DAVIS (K. W.) **11** : 5198.
 DAVISON (W.) **6** : 2727.
 DAVY (G.) **2** : 984.
 DAWSON (W. H.) **6** : 3017. **9** : 4184.
 DAY (E. C.) **4** : 2113.
 DAY (G. M.) **4** : 1885.
 DEÁK (F.) **4** : 1920, 2234. **5** : 2341. **7** :
 3435.
 DEAN (V. M.) **6** : 2920. **7** : 3149.
 DÉCENCIÈRE-FERRANDIÈRE (A.) **6** :
 2992. **10** : 4701.
- DEHOUSSE (F.) **12** : 5408. **13** : 5915.
 DELAHAYE (D.) **2** : 540.
 DELANO (F. A.) **5** : 2525.
 DELHORBE (F.) **2** : 167.
 DEMBINSKI **2** : 389.
 DEMERS **3** : 1336.
 DEMEUR (P.) **8** : 3682.
 DEMEY (J.) **5** : 2381.
 DEMIASHKEVICH (M.) **11** : 5113.
 DENCKER (K.) **10** : 4468.
 DENEEN (Ch. S.) **6** : 2921. **7** : 3390.
 DENNIS (W. C.) **9** : 4355.
 DEREVITZKY (P.) **9** : 4122.
 DERYNG (A.) **7** : 3254.
 DESCAMPS (E. E. F.) **4** : 1865, 2246.
 5 : 2545. **6** : 3008. **8** : 3858.
 DESRIOUX (J.) **13** : 5824.
 DETH (A. van) **4** : 1967.
 DEVAUX (J.) **11** : 5084.
 DEVEDJI (A. E.) **6** : 2850.
 DEVOGEL (L.) **8** : 3614. **9** : 4045. **10** :
 4729.
 DE VOGUË **2** : 533.
 DEWEY (J.) **4** : 2179.
 DIAMANDESCO (J.) **12** : 5637.
 DICKERSON (O. N.) **5** : 2562.
 DICKINSON (E. D.) **2** : 1090. **3** : 1534.
 8 : 3556.
 DICKINSON (W.) **8** : 3903.
 DIENA (G.) **2** : 168, 169, 985. **4** : 2246.
 7 : 3436. **10** : 4735. **12** : 5380.
 DILL **2** : 319. **6** : 3077. **7** : 3480, 3503.
 8 : 3763.
 DILL (C. C.) **8** : 3930, 3976. **9** : 4369.
 DJOUROVITCH (D.) **4** : 2166.
 DJUVARA (M.) **2** : 1043.
 DOBIE (A. M.) **8** : 3556.
 DOHERTY (C. J.) **2** : 256. **3** : 1334-1338.
 DOLESCHALL (A.) **10** : 4817.
 DONAHEY (V.) **11** : 5145.
 DONATI (D.) **8** : 3610.
 DONKER CURTIUS (F.) **11** : 5094.
 DONNEDIEU DE VABRES (H.) **2** : 1282.
 3 : 1828. **4** : 1988, 1989, 2227, 2246.
 DONNELL (F. C.) **7** : 3391. **11** : 5125.
 DOR (L.) **4** : 1990.
 DOTREMONT (S.) **6** : 2999.
 DOUGLAS (J. J.) **2** : 309.
 DOUMA (J.) **5** : 2271-2276. **6** : 2667-2668.
 7 : 3137-3138. **8** : 3542-3543. **9** : 4008-
 4009. **10** : 4422-4423. **11** : 4839-4840.
 12 : 5203-5204. **13** : 5733-5734.
 DOVE **7** : 3392.
 DRAEGER **8** : 3677.
 DRECHSEL (M.) **3** : 1616.
 DRESSELHUYS (H. C.) **2** : 100.
 DREYFUS **8** : 3634. **10** : 4504.
 DREZGA (T.) **7** : 3380.
 DRIELSMAN (A. J. HANKES) **12** : 5296.
 DROST (H.) **12** : 5368.

- DRUCKER (G.) **10** : 4695.
 DRUMMOND (E.) **6** : 2956, 3066. **7** : 3416, 3423. **9** : 4267. **10** : 4722.
 DUCHOSAL (E.) **8** : 3840. **9** : 4268.
 DUCMANS (K.) **8** : 3847.
 DUFF-COOPER (A.) **2** : 623.
 DUFFUS (R. L.) **5** : 2581-2583, 2611.
 DUGDALE (E.) **4** : 2235.
 DUGGANN (E.) **2** : 875.
 DUGUIT (L.) **4** : 2246.
 DULLES (J. F.) **2** : 847.
 DUMAS (J.) **5** : 2314. **6** : 2922. **10** : 4748. **12** : 5713.
 DUMBAULD (E.) **8** : 3592.
 DUNAN (M.) **8** : 3720.
 DUPONT (E.) **8** : 3870.
 DU PREZ (W. A.) **2** : 638.
 DUPUIS (Ch.) **4** : 1914, 2236. **6** : 3000. **7** : 3261.
 DUPUY (W. A.) **3** : 1450.
 DUSEK (C.) **2** : 406.
 DUWEL (C. L. TORLEY) **11** : 4897.
 DYER (C. H. A.) **2** : 1236.

E. **5** : 2380.
 EAGLETON (C.) **4** : 2140. **6** : 3038. **9** : 4331.
 EBERING (E.) **9** : 4410.
 EBERS (J.) **9** : 4410.
 ECKHARDT (P.) **2** : 927.
 ECKHARDT-KUTTIG **7** : 3431.
 EDDY (C. B.) **9** : 4143.
 EDDY (G. S.) **3** : 1680.
 EDEN (R. A.) **2** : 622. **6** : 2723, 2738 *bis*. 2739. **9** : 4029, 4031. **12** : 5232, 5236, 5498, 5499.
 EDGE **2** : 1214.
 EDMUNDS (S. E.) **2** : 952. **9** : 4303.
 EDORNEVAL **2** : 357.
 ÉFRÉMOFF (J.) **8** : 3995. **9** : 4304. **11** : 5099.
 EGAWA (H.) **12** : 5714.
 EGBERT (L.) **2** : 1088.
 EHRLICH (L.) **4** : 2123. **6** : 2826, 2826 *bis*, 2856.
 EISEMAN (R. C.) **13** : 6008.
 EKSTRAND **12** : 5293, 5294.
 ELBE (J. von) **6** : 2842.
 ELES (G. T.) **11** : 5067.
 ELIOT (Ch. W.) **2** : 32.
 ELLINGWOOD (A. R.) **2** : 448.
 ELLIOTT (Ch. B.) **2** : 1166.
 EMBDEN (van) **2** : 381. **9** : 4071.
 EMMRICH (K. G.) **3** : 1511.
 ENCKELL **2** : 542, 544.
 ENDO (G.) **4** : 2114.
 ENEMY (Brooks) **11** : 5118.
 ENGEL **10** : 4540, 4541.
 ENGEL (S.) **12** : 5357. **13** : 5836.
 ENGELSDOERFER (A.) **11** : 5043. **12** : 5409.
 ENGLIS (K.) **12** : 5417.
 ENRIQUES (G.) **8** : 3604. **9** : 4045.
 EÖTTEVÉNYI (O.) **11** : 4993.
 EPPSTEIN (J.) **6** : 2956. **12** : 5619.
 EPPSTEIN (L.) **2** : 667, 673, 817.
 ERCIC (M.) **8** : 3687.
 ERDSTEIN (D.) **9** : 4396.
 ERICH (E. R.) **2** : 334, 548, 549, 656, 919, 1011. **3** : 1697. **4** : 1914. **5** : 2444. **6** : 2794, 2795. **8** : 3619. **12** : 5253.
 ERLER (G. H. J.) **7** : 3533.
 ERRERA (P.) **2** : 675.
 ERZBERGER (M.) **2** : 60.
 ESAT (Mahmut) : voir MAHMUT ESAT.
 ESCH (J. J.) **7** : 3504.
 ESSEN (J. J. F. van) **4** : 1921.
 ESTOUP (M.) **12** : 5384.
 ETHEM Bey **10** : 4581, 4736.
 EUSCHEN (K.) **11** : 5194.
 EUSTATHIADÈS (C.) **13** : 6024.
 EYMA (Jean) **5** : 2278.
 EYQUEM (D.) **2** : 170.
 EYSINGA (W. J. M. van) **3** : 1596. **6** : 2680. **7** : 3236. **9** : 4090. **10** : 4504. **11** : 4941. **12** : 5254. **13** : 5763, 5859, 5983.

F. (P. M.) **4** : 1899.
 FABIAN COMMITTEE **2** : 43, 44, 65.
 FABRE-LUCE (A.) **2** : 1012.
 FACHIRI (A. P.) **2** : 772. **3** : 1472. **4** : 1979, 2141. **6** : 2839. **7** : 3297, 3303, 3484. **9** : 4016, 4124, 4150, 4233. **10** : 4507, 4633. **11** : 4947. **13** : 5741, 5862.
 FAIRMAN (Ch.) **11** : 4962.
 FAISNE (R.) **2** : 1016.
 FALIKMANN (B.) **8** : 3882.
 FALUHELYI (F.) **10** : 4776, 4777. **12** : 5638.
 FANSHAWE (M.) **2** : 907. **3** : 1502. **6** : 2908, 2947, 2956. **11** : 5044.
 FARAG (W. M.) **3** : 1503.
 FARAGGI (M.) **12** : 5661.
 FARBMAN (M.) **4** : 2184. **5** : 2551. **6** : 3022.
 FASSBENDER (K.) **10** : 4751.
 FAUCHILLE (P.) **2** : 962.
 FAUNCE (W. H. P.) **2** : 1239.
 FEDOZZI (P.) **4** : 2246. **6** : 3134. **8** : 3859. **10** : 4460, 4752.
 FEHLINGER (H.) **2** : 932, 933.
 FEIG (J.) **7** : 3431. **9** : 4203.
 FEINBERG (N.) **7** : 3255, 3255 *bis*. **8** : 3605. **9** : 4046, 4397. **13** : 6030.
 FELLER (A. H.) **7** : 3308. **8** : 3593. **11** : 5337.
 FENWICK (Ch. G.) **2** : 23, 171, 945, 978, 1111. **11** : 5085. **12** : 5538, 5616. **13** : 5987.
 FERNALD **2** : 320, 327, 329.
 FERNANDES (R.) **3** : 1813, 1814.
 FERRARIS (M.) **12** : 5586.
 FERRERO (M.) **9** : 4164.

- FERRIS **2**: 320.
 FESS (S. D.) **2**: 1167. **4**: 1883.
 FETTAH (Suleiman Bey) **2**: 626.
 FIELD (N. H.) **4**: 2157.
 FIELDING (W. S.) **2**: 256. **3**: 1334.
 FIENNES (C.) **2**: 908, 909, 1271.
 FINCH (G. A.) **2**: 1112, 1168. **12**: 5369.
 FINKELSTEIN (M.) **9**: 4151.
 FINLAY (R. B.) **4**: 1946. **6**: 2778, 2782, 2822, 2823, 2825, 2826, 2826 *bis*. **7**: 3245.
 FINNEY **2**: 356 *a*.
 FISCHER (J.) **7**: 3350. **9**: 4125, 4204.
 FISH **2**: 295, 298, 301.
 FISHER (H. A. L.) **2**: 356 *b*, 1058. **3**: 1684. **9**: 4415.
 FISHER (I.) **2**: 1048. **3**: 1728.
 FITZGERALD (D.) **3**: 1366.
 FLACK (H. E.) **2**: 106.
 FLEINER (F.) **3**: 1640.
 FLEISCHMANN (M.) **2**: 954. **6**: 2976. **13**: 6029.
 FLEMING (D. F.) **6**: 3078. **8**: 3977.
 FLETCHER **4**: 1883. **8**: 3979. **11**: 4856. **12**: 5233.
 FLEURY (L.) **9**: 4406.
 FLINT (H. J.) **2**: 1240.
 FLORESCO (J. T.) **5**: 2391.
 FLOWERS (M.) **3**: 1554.
 FOA (E.) **6**: 3115.
 FOCKEMA ANDRÆ (J. P.) **11**: 4907.
 FODOR (A.) **4**: 2079. **10**: 4709.
 FOIGNET (R.) **2**: 940, 963. **5**: 2507. **8**: 3870.
 FONTEIN **4**: 2102.
 FONTENAY (Vte de) **10**: 4778.
 FORSTER (H. W.) **3**: 1328.
 FORTUIN (H.) **2**: 654. **12**: 5645.
 FOSDICK **12**: 5700.
 FOSDICK (H. E.) **2**: 1047.
 FOSDICK (R. B.) **3**: 1774. **8**: 3904.
 FOSTER (G.) **4**: 1880. **6**: 2703.
 FOX (A. J.) **5**: 2563.
 FRANCE (J. I.) **9**: 4356.
 FRANÇOIS (J. P. A.) **7**: 3443. **11**: 4886.
 FRANCOZ (P.) **9**: 4165. **11**: 4980, 5019, 5020. **12**: 5435.
 FRANCQUEVILLE (B. de) **4**: 1964. **8**: 3791.
 FRANGULIS (A.-F.) **8**: 3811. **10**: 4778. **12**: 5639.
 FRANK (H.) **11**: 5053.
 FRANKFURTER (F.) **2**: 660. **13**: 5770.
 FRASER (P.) **6**: 2754.
 FRASHERI **12**: 5486-5489.
 FRAZIER **2**: 321, 327.
 FREI (P. H.) **5**: 2342.
 FREYTAGH LORINGHOVEN (A. von) **3**: 1599, 1835, 1836. **4**: 2054. **11**: 5070. **12**: 5658. **13**: 5813.
 FRICKE-LEMOINE (E.) **13**: 5940.
 FRIED (A. H.) **2**: 1 (note).
 FRIEDE (M.) **11**: 5024.
 FRIEDE (W.) **8**: 3594. **11**: 4950. **12**: 5620. **13**: 5911.
 FRIEDMANN (W.) **12**: 5722.
 FRIERSON (W.) **2**: 1113.
 FRIERSON (W. L.) **9**: 4345.
 FROMAGEOT (H.) **10**: 4504.
 FRUCHTMAN (J.) **8**: 3905.
 FRUIN (Th. A.) **12**: 5300 *a*.
 FRY (C. B.) **2**: 887.
 FUCHS (W.) **4**: 2019.
 FÜLSTER (H.) **4**: 2142.
 FUGLSANG (W.) **10**: 4634.
 FUNK (Ch. E.) **13**: 6002.
 FURUGAKI (T.) **2**: 888.
 FUSCO (G. S.) **13**: 5969.
 GADSKESSEN **2**: 261 *a*.
 GAINER (J. H.) **2**: 1241.
 GAJZAGO (L.) **12**: 5380.
 GAL (L.) **10**: 4618, 4619.
 GALLI (P.) **11**: 5095.
 « GALLUS » **6**: 3009. **7**: 3460, 3463. **8**: 3895.
 GANNETT (L. S.) **2**: 1199.
 GARDNER (J. C.) **9**: 4251. **12**: 5621.
 GARFIELD (J. B.) **9**: 4372.
 GARFIELD (W.) **2**: 1000.
 GARLAND **6**: 2705.
 GARNER (J. W.) **2**: 818, 953, 1019. **3**: 1775. **4**: 2207. **5**: 2286. **6**: 2798. **8**: 3620, 3812, 3861. **10**: 4635. **12**: 5539. **13**: 5804.
 GARNETT (J. C. Maxwell) **9**: 4288.
 GARNETT (M.) **7**: 3427.
 GARNIER (P.) **4**: 1965.
 GARNIER-COIGNET (J.) **7**: 3455.
 GAROFALO (M. R.) **3**: 1829.
 GARVIN (J. L.) **2**: 70.
 GASCON Y MARIN (J.) **9**: 4061.
 GATHORNE-HARDY (G. M.) **11**: 5119.
 GAUDARD **2**: 396, 397.
 GAVRILOVIČ (S.) **9**: 4278.
 GAYDA (V.) **8**: 3722.
 GEARY **6**: 2705.
 GEDYE (G. E. R.) **8**: 3723.
 GEIB **7**: 3431.
 GEISMAR (R.) **8**: 3697.
 GEISSLER (R.) **9**: 4127.
 GEMMA (S.) **2**: 941. **4**: 2246.
 GENET (R.) **6**: 2860. **7**: 3465. **9**: 4062. **10**: 4482, 4549. **11**: 4994. **12**: 5381, 5398. **13**: 5818, 5865, 5949-5952, 5984.
 GENEVOIS (Un) **6**: 2879.
 GÉNY (F.) **12**: 5374. **13**: 5842, 5845, 5846, 5848, 5849.
 GBÖCZE (B.) **8**: 3606, 3724. **9**: 4047. **10**: 4550, 4551, 4572, 4589, 4592, 4593, 4765.
 GEORGE (W. H.) **4**: 2200.

- GÉRARD **10** : 4542, 4543.
 GERBER (H.) **8** : 3669.
 GEROULD (J. T.) **3** : 1776. **5** : 2613.
 GIANNI (G.) **7** : 3444.
 GIANNINI (A.) **3** : 1633.
 GIBBERD (K.) **10** : 4721.
 GIBLIN (J. V.) **3** : 1504. **4** : 2196.
 GIDEL (G.) **2** : 727. **3** : 1476, 1477, 1478.
5 : 2504. **7** : 3269. **8** : 3683. **12** : 5255, 5430.
 GIESE (F.) **5** : 2484, 2524. **6** : 2997. **7** : 3205. **8** : 3597. **9** : 4064, 4136. **13** : 6029.
 GIHL (T.) **8** : 3862.
 GILLET **2** : 328. **4** : 1886, 1887, 1888.
5 : 2583, 2584, 2599. **6** : 2926, 3082, 3084. **7** : 3487, 3488.
 GIRAUD (E.) **6** : 3001.
 GJELSVIK (N.) **12** : 5445.
 GLASGOW (G.) **5** : 2373, 2392. **6** : 3042. **9** : 4186.
 GLASS **4** : 1886.
 GLASSER **2** : 539, 540.
 GLEISPACH (W.) **10** : 4818. **12** : 5468. **13** : 5901.
 GLOSE (F.) **5** : 2372.
 GODART (J.) **9** : 4411.
 GODDARD (A. C.) **7** : 3505.
 GODYEVATZ (A.) **10** : 4552, 4553. **12** : 5351, 5410-5412, 5431, 5605, 5646.
 GOETZ (J. H.) **5** : 2495.
 GOMPERS (S.) **2** : 1114.
 GONSIOROWSKI (M.) **3** : 1603. **10** : 4774.
 GOOCH (G. P.) **5** : 2510. **10** : 4796.
 GORE **11** : 4851, 4856, 4858, 4866.
 GORGÉ (C.) **3** : 1652.
 GORRESTO (V.) **10** : 4729.
 GOSNELL (C. B.) **5** : 2446.
 GOSSWEILER (Ch. H.) **2** : 975.
 GOTHEIN **3** : 1575.
 GOTTSCHALK (E.) **3** : 1837.
 GOUET (Y.) **8** : 3871.
 GOULÉ (P.) **2** : 775. **6** : 2846, 3001. **11** : 5081. **13** : 5967.
 GOVARE (J. P.) **5** : 2315.
 GRAEFF (De) **11** : 4886. **12** : 5293, 5294.
 GRAHAM (G.) **6** : 2902.
 GRAHAM (G. P.) **6** : 2704.
 GRALINSKI (Z.) **2** : 987.
 GRAM (G.) **2** : 56.
 GRAMAIN (P.) **10** : 4829.
 GRAMSCH (W.) **10** : 4452.
 GRANDI (D.) **9** : 4287.
 GRANFELT (H.) **12** : 5565.
 GRAPIN (P.) **11** : 4919.
 GRÁTZ (G.) **4** : 2115.
 GRAY (J. H.) **6** : 3013.
 GREEN (A.) **3** : 1310.
 GREEN (R. D.) **4** : 2066.
 GREEN (W.) **3** : 1571.
 GREENE (R. D.) **5** : 2565. **9** : 4252.
 GREGORY (Ch. N.) **2** : 642.
 GREISER **12** : 5498, 5499.
 GRETSCHAMINOV (Georg von) **12** : 5349.
 GREY (F. T.) **7** : 3315.
 GREY OF FALLODON **6** : 2956.
 GRIFFITHS (A. E.) **4** : 2189.
 GRIGAUT (M.) **4** : 2103.
 GRIMANELLI (G.) **13** : 5942.
 GRIMM **12** : 5469.
 GROB (F.) **9** : 4293.
 GROOM (L. E.) **2** : 231. **3** : 1327.
 GROSS (L.) **9** : 4187.
 GROUPE (M. de la) **3** : 1473. **5** : 2404. **6** : 2880.
 GRUNEWALD (E.) **3** : 1661.
 GÜRKE (N.) **11** : 5096. **12** : 5640.
 GUERREAU (M.) **2** : 929.
 GUERRERO (J. G.) **8** : 3814. **10** : 4504, 4778. **13** : 5815, 5820.
 GUERRIERO (L.) **6** : 2945.
 GUGGENHEIM (P.) **2** : 665, 690, 700, 709. **7** : 713, 721, 736. **3** : 1483, 1484. **7** : 3248. **9** : 4041, 4279. **10** : 4554. **12** : 5256, 5257.
 GULICK (S. L.) **8** : 3942. **10** : 4791.
 GUP (S. M.) **2** : 1242.
 GUTHRIE (H.) **6** : 2705. **7** : 3506.
 GUTHRIE (W. D.) **3** : 1582. **5** : 2305.
 GUTIERREZ-PONCE (I.) **8** : 3883.
 GUYNAT (André-Marie) **7** : 3249.
 H. (L.) **4** : 1993.
 HAASE (B.) **2** : 580.
 HABICHT (M.) **8** : 3876. **11** : 4924-4925, 4928.
 HACHENBURG (M.) **8** : 3725. **9** : 4189.
 HADLEY (H. S.) **2** : 848.
 HAEMMERLE (J.) **12** : 5413.
 HÄRLE (E.) **7** : 3257. **8** : 3607. **9** : 4048. **10** : 4469, 4478. **11** : 4963. **12** : 5370, 5414. **13** : 5867.
 HAGERUP (F.) **9** : 4305.
 HAILSHAM **6** : 2741.
 HAJN (A.) **10** : 4822.
 HAJNAL (H.) **5** : 2393. **6** : 2843. **10** : 4592.
 HALDANE **4** : 2217. **5** : 2296.
 HALE **11** : 4848.
 HALE (W. B.) **8** : 3556.
 HALL (A. B.) **5** : 2410.
 HALL (W. E.) **2** : 946.
 HALLIER (J.) **9** : 4190. **10** : 4620.
 HALPHON (R. S.) **3** : 1576.
 HAMACHER (P.) **6** : 2853.
 HAMBRO (C. J.) **12** : 5667.
 HAMBRO (E.) **13** : 5916.
 HAMBURGER (R. C. S.) **2** : 655.
 HAMILTON **6** : 2726. **7** : 3183.
 HAMMARSKJÖLD (Å.) **2** : 138, 139, 439, 635, 896. **3** : 1394, 1567, 1845. **4** : 1904, 1912, 1913, 1914, 2046, 2047.

- 2048, 2067. **5** : 2287. **6** : 2821, 2837, 2982, 2982 *bis*. **7** : 3400. **8** : 3634, 3667, 3790. **9** : 4257-4259. **10** : 4555, 4556. **11** : 4886, 4899, 4905, 4916, 4929, 5045. **12** : 5246, 5247, 5258, 5295, 5350, 5358, 5365, 5380, 5535, 5540, 5541, 5604. **13** : 5806, 5808, 5809, 5811, 5851, 5864.
- HAMMARSKJÖLD (Hj. L.) **11** : 4891, 4892.
- HAMMERICH (K. F.) **9** : 4326.
- HAMMERLE (H.) **11** : 4964.
- HAMMOND (J. H.) **2** : 172.
- HANCOCK (W. K.) **13** : 6022.
- HANNON **9** : 4029.
- HANSSON (M.) **10** : 4682.
- HARD (W.) **2** : 1115, 1243, 1254. **3** : 1541.
- HARDER (H. A.) **5** : 2406, 2585. **6** : 3079.
- HARDER (Hans) **7** : 3151.
- HARDING (W. G.) **2** : 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1105, 1138, 1139, 1140, 1149, 1152, 1158, 1189. **3** : 1705, 1715, 1732, 1740.
- HARLEY (J. E.) **2** : 876. **3** : 1520, 1627. **7** : 3471. **11** : 5117.
- HARMS (B.) **5** : 2529, 2661.
- HARRELD **2** : 324.
- HARRIMAN (E. A.) **2** : 1081, 1169. **3** : 1535, 1778.
- HARRIS (H. W.) **2** : 643, 910. **5** : 2288, 2458. **6** : 2949.
- HARRIS (J.) **2** : 328, 356 *a*.
- HARRISON **2** : 325.
- HART (H. L.) **10** : 4784.
- HARTLEY (H. L.) **5** : 2566.
- HARVEY (J. L.) **4** : 2130.
- HASPER (R.) **2** : 773.
- HASSELBLATT (W.) **11** : 5012.
- HASTINGS **11** : 4866.
- HATCH **11** : 4863.
- HATSCHEK (J.) **2** : 942, 967. **3** : 1628, 1629. **7** : 3437.
- HATVANY (A.) **2** : 980, 1080.
- HAYDAY **10** : 4540-4543.
- HEALY (Th. H.) **13** : 6011.
- HEBERT **10** : 4813.
- HECKER (G.) **8** : 3686.
- HEDDAYA (MOHAMED ABD EL SALAM) **11** : 4930.
- HEDGES (R. Y.) **11** : 5114.
- HEFLIN **2** : 323, 324, 328.
- HEGEL **3** : 1643.
- HEGLER (A.) **8** : 3669.
- HEILBORN (P.) **4** : 2116.
- HEIM (R.) **12** : 5436.
- HELD (H. J.) **4** : 1939, 2068, 2167. **5** : 2661.
- HELLARD (M.) **9** : 4191.
- HELLBERG **3** : 1372.
- HELLMAN (F. S.) **8** : 3527-3528. **9** : 4007. **10** : 4419. **11** : 4836. **12** : 5200. **13** : 5730.
- HEMMER GUDME (P. de) **8** : 3906.
- HENDERSON (A.) **6** : 2723, 2727, 2729, 2732-2734, 2736, 2737, 2738 *bis*, 2903, 2956. **7** : 3181, 3182, 3185-3191, 3306-3307, 3372-3373. **8** : 3587, 3907. **11** : 5183.
- HENKEL (H.) **12** : 5469 *a*.
- HENKIN (A.) **12** : 5675.
- HENNESSY (J.) **8** : 3815.
- HENRY (Noël) **4** : 1991.
- HENSE (A.) **8** : 3608.
- HEPBURN (W.) **7** : 3523.
- HERBATSCHKE (H.) **13** : 5943.
- HERBERT (S.) **9** : 4295.
- HERBST **12** : 5293.
- HERGEL (H.) **7** : 3401.
- HERMANN-OTAVSKÝ (K.) **11** : 4941. **13** : 5771.
- HERRE (P.) **2** : 1037.
- HERSHEY (A. E.) **2** : 865.
- HERSHEY (A. S.) **4** : 1857, 2124. **5** : 2526.
- HERTZOG (J. B. M.) **6** : 2691.
- HERVEY (J. G.) **8** : 3943.
- HESSE (F.) **3** : 1460, 1461.
- HESSLÉN (G.) **12** : 5566.
- HETTE (J. Gr. P.) **11** : 5090.
- HEYDTE (F. A. von der) **10** : 4470.
- HEYKING (A. de) **3** : 1847. **4** : 2256.
- HEYL (F. W.) **6** : 2881.
- HEYMANN (H.) **4** : 1909.
- HEYNE (F.) **12** : 5724.
- HIGGINS (A. P.) **2** : 946. **4** : 2246. **5** : 2496. **6** : 3118.
- HIITONEN (E.) **5** : 2492.
- HILL (D. H.) **3** : 1779.
- HILL (D. J.) **2** : 173, 272, 1046, 1171, 1172, 1244, 1245. **3** : 1505, 1583.
- HILL (J. Ph.) **3** : 1351.
- HILL (M. J.) **6** : 2808.
- HILL (N. L.) **6** : 3119. **8** : 3588, 3621, 3863. **10** : 4453. **11** : 4909, 5015.
- HINCKLEY (F. E.) **3** : 1387.
- HINDMARSCH (A. E.) **10** : 4785.
- HIRSCH (K.) **9** : 4063.
- HIS (E.) **4** : 2237, 2246.
- HITCHCOCK (G. M.) **2** : 73. **3** : 1555.
- HJELLE (L.) **10** : 4636.
- HOBSON (J. A.) **2** : 1001.
- HOBZA (A.) **4** : 1914. **8** : 3552.
- HODGES (Ch.) **3** : 1667. **5** : 2320. **8** : 3898.
- HOEK (K. van) **11** : 4901.
- HOFFER (H. P.) **7** : 3335.
- HOFFMANN (C. E.) **11** : 4875.
- HOFFMANN (K.) **3** : 1468.
- HOFFMANN (P.) **8** : 3726.
- HOFMANN (D. J.) **12** : 5359.
- HOLD-FERNECK (A.) **8** : 3872.
- HOLDSWORTH (W.) **12** : 5722.
- HOLLAND (H. E.) **6** : 2754.
- HOLLAND (Th. E.) **10** : 4753.
- HOLLIS (W.) **11** : 4965.

- HOLM (S.) **12**: 5567.
 HOLMBÄCK (A.) **6**: 2882, 2883.
 HOLSTEIN **2**: 260, 261.
 HOLT (H.) **11**: 5148. **12**: 5700.
 HOLZAMANN (H.) **8**: 3688.
 HONINCTHUN (T. M. A. d'—) **12**: 5535.
 HOOPER (Ch. A.) **7**: 3321.
 HOOPER (F. H.) **11**: 5046.
 HOOVER (H.) **2**: 1116, 1149, 1152, 1158.
5: 2614. **6**: 3040, 3065, 3074, 3080,
 3094. **7**: 3512. **8**: 3921, 3937.
 HOPKINSON (A.) **4**: 2237.
 HORA (V.) **10**: 4454.
 HORAK (A.) **10**: 4569.
 HÖRTER (R.) **9**: 4128.
 HORVATH (J.) **4**: 2080.
 HOSTIE (J.) **5**: 2527. **9**: 4306. **10**: 4557,
 4558. **12**: 5622. **13**: 5868.
 HOTTELIER (A.) **13**: 5917.
 HOUDEK (F.) **10**: 4570.
 HOUGHTON (N. D.) **13**: 6012.
 HOUSE **2**: 73. **4**: 1860. **5**: 2279, 2280.
 HOUSE (E. M.) **2**: 1158. **6**: 3020.
 HOUSTON (H. S.) **2**: 419.
 HOWALD (O.) **12**: 5484.
 HOWALDT (H.) **3**: 1442.
 HOWARD (E.) **2**: 844.
 HOWARD-BURY **7**: 3187.
 HOWARD-ELLIS (C.) **5**: 2477.
 HOWLAND (Ch. P.) **5**: 2586. **6**: 3016.
9: 4333-4334.
 HÖIJER (O.) **2**: 920, 988. **4**: 2143. **6**:
 2869, 2993. **7**: 3261.
 HOYLE (J. M.) **7**: 3507.
 HSIA (CH'Ï-FENG) **10**: 4711.
 HSIA (Chu) **9**: 4270.
 HSIANG (L. R.) **12**: 5688.
 HSIAO (CHIN-FANG) **9**: 4038-4039.
 HU (YU-CHIH) **10**: 4677.
 HUANG (TING-YOUNG) **13**: 5970.
 HUBER (M.) **2**: 849, 850, 851. **3**: 1654.
4: 1897, 1914, 2071, 2125. **6**: 2822,
 2826 *bis*, 2983. **8**: 3634. **10**: 4441. **11**:
 4893-4894, 4898-4900, 4916. **12**: 5259,
 5350, 5380.
 HUBERT (L. L.) **4**: 1992. **6**: 2870.
 HUDSON (M. O.) **2**: 636, 660, 661, 676,
 679, 686, 687, 694, 695, 698, 704,
 711, 712, 714, 731, 732-734, 740, 789,
 790, 826-828, 911, 1079, 1085, 1091-
 1093, 1117-1123, 1143, 1163, 1174-
 1176, 1200-1203, 1220, 1223, 1246,
 1247, 1291. **3**: 1474, 1480, 1536, 1780,
 1781. **4**: 2026, 2027, 2049, 2144, 2178.
5: 2394, 2407-2409, 2459, 2488, 2587.
6: 2799, 2884-2886, 2924, 2972. **7**:
 3152, 3153, 3230-3234, 3250, 3258,
 3309-3311, 3393, 3402, 3435. **8**: 3556,
 3595, 3694, 3727, 3728, 3792, 3793,
 3816, 3817, 3831, 3832, 3864, 3908,
 3931. **9**: 4017, 4210, 4253, 4260, 4261,
 4346, 4357-4360, 4398. **10**: 4439, 4455,
 4559, 4607, 4637, 4678, 4702, 4761,
 4796, 4805, 4806. **11**: 4943, 4966-4967,
 5041, 5046-5048, 5086, 5102, 5126,
 5127, 5149-5152, 5174. **12**: 5213, 5326-
 5328, 5371, 5535, 5538, 5539, 5542,
 5543, 5663, 5684. **13**: 5804-5810,
 5812, 5821, 5864, 5869, 5968.
 HUGHES (C. E.) **2**: 844, 1052, 1105,
 1124-1126, 1143, 1149, 1152, 1158. **3**:
 1521, 1522, 1556, 1716, 1729, 1739, 1782.
4: 2130, 2197. **5**: 2303-2311, 2588,
 2589, 2615. **6**: 2772, 2774, 2779, 2785,
 2925-2927, 3043. **7**: 3251, 3403. **8**: 3596.
 HUGHES (W. M.) **3**: 1328.
 HUGUENIN (H.) **9**: 4166.
 HULL (W. E.) **3**: 1349.
 HULL (W. I.) **2**: 57, 1177. **3**: 1730. **4**:
 1850, 1853.
 HURST (C. J. B.) **2**: 73, 898. **4**: 1860.
5: 2279. **6**: 2778, 2837, 2908, 2956.
8: 3634, 3667, 3818. **9**: 4090. **10**: 4439,
 4504, 4793. **11**: 4886. **12**: 5293, 5294,
 5300 *a*, 5303. **13**: 5815, 5859, 5860.
 HUTCHESON (A. E.) **11**: 5049.
 HUTCHINSON (R.) **2**: 622.
 HYDE (Ch. Ch.) **2**: 936. **5**: 2308. **6**: 2779,
 2800. **10**: 4625, 4638, 4639. **12**: 5460.
 HYDE (H. E.) **7**: 3472.
 I. (V. R.) **11**: 4920.
 ICHIMATA (M.) **10**: 4766.
 IHLEN **10**: 4635, 4651.
 IMBERG (K. E.) **4**: 2069. **8**: 3833. **12**:
 5544. **13**: 5870.
 IMPERIALI **2**: 526, 527, 530, 531. **12**: 5586.
 IMPEY (L.) **4**: 2020.
 INNES (K. E.) **6**: 2907. **9**: 4316.
 « INNOXIUS » **6**: 3044.
 IRFAN Bey **10**: 4582.
 IRK (A.) **4**: 2088, 2117, 2126. **10**: 4737
 IRVINGTON (N. J.) **9**: 4382.
 IRWIN (W. H.) **3**: 1710.
 ISHII (K.) **12**: 5668.
 ITO (N.) **8**: 3998.
 IWATA (K.) **2**: 791.
 IZDEBSKI (Z.) **13**: 5837.
 IZUMI (T.) **4**: 2081, 2118. **12**: 5606.
 JACOB-LODER (J. M. 's-) **12**: 5300 *a*.
 JACOBS (S.) **2**: 256. **3**: 1334, 1336.
 JACKSON (J.) **9**: 4283. **10**: 4724. **11**:
 5061.
 JACKSON (S.) **10**: 4754.
 JACOBY (SIDNEY B.) **12**: 5352, 5363.
 JACQUES-LOURBET **9**: 4327.
 JACK (E.) **6**: 2669. **9**: 4280. **12**: 5260.
 JAGOW (K.) **2**: 1037.
 JAHRREISZ (H.) **8**: 3697.

- JAKABFFY (I.) **12** : 5438.
 JAMES (E. L.) **8** : 3934.
 JANASZ (G. de) **10** : 4426, 4444. **11** : 5050.
 JANULAITIS (A.) **7** : 3445.
 JÁRMAI (G.) **10** : 4594.
 JAŠČENKA (A.) **7** : 3445.
 JASPAR **2** : 241, 246.
 JASPAR (E. J. E. M. H.) **13** : 5840.
 JEANNERET (J. S.) **12** : 5662.
 JELF (E. A.) **2** : 1006.
 JELLINEK (G.) **2** : 1036.
 JEN (CH.) **12** : 5647.
 JENKINS (E. A.) **11** : 5183.
 JENKINS (Th.) **8** : 3983.
 JENKS (E.) **8** : 3591.
 JENKS (W.), **13** : 5871.
 JESSUP (Ph. C.) **3** : 1783. **4** : 2208. **5** : 2432, 2567, 2616. **6** : 2681, 2773, 3045-3047, 3081. **7** : 3508, 3509. **8** : 3729, 3935, 3944, 3945, 3958, 3984. **9** : 4262, 4369. **11** : 5153. **12** : 5424, 5689.
 JÈZE (G.) **3** : 1404. **4** : 2246. **7** : 3333.
 JOACHIM (V.) **6** : 2839 *bis*.
 JOEKES (A. M.) **2** : 385, 629.
 JOERNS (G.) **2** : 1249.
 JOHNSEN (J. E.) **2** : 769. **3** : 1506.
 JOHNSON **2** : 323, 327. **8** : 3981. **11** : 4850, 4853, 4854, 4860, 4861, 4864, 4865, 4866.
 JOHNSON (A.) **10** : 4702. **12** : 5673.
 JOHNSON (C. O.) **12** : 5706.
 JOHNSON (H.) **2** : 1127. **9** : 4349, 4351.
 JOHNSON (H. W.) **7** : 3489. **8** : 3936, 3946.
 JOHNSON (L. J.) **8** : 3829.
 JOHNSON (T.) **3** : 1366.
 JOHNSON (W. F.) **2** : 1128.
 JOHNSTON (W. H.) **9** : 4292.
 JOKL (M.) **12** : 5415. **13** : 5903.
 JONES **8** : 3718.
 JONES (F. L.) **2** : 1204.
 JONES (R.) **4** : 2092.
 JONES (R. L.) **10** : 4797.
 JONG VAN BEEK EN DONK (B. de) **2** : 428. **4** : 2289. **6** : 2871, 3135.
 JORDAN (C.) **6** : 2781, 3134.
 JORSTAD (J.) **8** : 3909. **12** : 5470, 5545-5547. **13** : 5944.
 JOUHAUX **10** : 4542, 4543.
 JOUVENEL (H. de) **3** : 1537. **6** : 3135. **8** : 3573.
 JOUVET (R.) **11** : 5021.
 JOVANOVIC (J.) **8** : 3674.
 JOXE (L.) **7** : 3336, 3404. **8** : 3730, 3770. **9** : 4192.
 JUDET (E.) **8** : 3698.
 JULLIOT DE LA MORANDIÈRE (Léon) **3** : 1415.
 JUNCKERSTORFF (K.) **6** : 2847. **7** : 3534.
 KAASIK (N.) **9** : 4126.
 KAESTNER (P. J.) **2** : 663.
 KAHN (H.) **3** : 1587.
 KAIN (R. S.) **13** : 6002.
 KAISER **6** : 2705.
 KALBERLAH **10** : 4471.
 KALIJARVI (Th.) **2** : 657.
 KALLAB (J.) **3** : 1830. **10** : 4738.
 KAMIKAWA (H.) **13** : 5831.
 KANE (A. E.) **12** : 5360.
 KARNEBEEK (H. A. van) **2** : 113, 381, 385, 387. **12** : 5297.
 KASAMA (A.) **5** : 2395.
 KASTL (L.) **7** : 3531.
 KATZ (E.) **2** : 99.
 KAUFFMANN (S.) **9** : 4064.
 KAUFMANN **2** : 566, 567.
 KAUFMANN (E.) **2** : 666. **4** : 2238. **9** : 4328. **13** : 5843.
 KAUFMANN (P.) **3** : 1674.
 KAVOLIS (M.) **9** : 4238.
 KEAN **9** : 4385.
 KEEN (F. N.) **2** : 793, 820, 889, 996, **8** : 3910. **11** : 5058.
 KEETON (G. W.) **5** : 2401.
 KEITH (A. B.) **2** : 718. **5** : 2511. **6** : 3121. **9** : 4394. **11** : 5184. **12** : 5710.
 KELCHNER (W. H.) **8** : 3841.
 KELLER (von) **10** : 4521, 4522.
 KELLOGG (F. B.) **2** : 844, 1228, 1258. **3** : 1737. **5** : 2568, 2590, 2612, 2635, 2637, 2638, 2642. **6** : 3082. **7** : 3259, 3405. **8** : 3609, 3613, 3634, 3922. **9** : 4090. **11** : 4901. **12** : 5310, 5314-5321, 5324-5325, 5559. **13** : 5790, 5791-5793.
 KELLOR (F.) **2** : 980, 1078, 1080.
 KELLY (M. C.) **2** : 1205.
 KELSEN (H.) **9** : 4307. **10** : 4477, 4703.
 KEMIL Bey : voir CEMIL Bey.
 KEMPF (J.) **3** : 1655.
 KEN (T. R.) **12** : 5690.
 KENWORTHY (J. M.) **2** : 623. **6** : 2738 *bis*.
 KERSHAW (R. N.) **5** : 2488.
 KERTÉSZ (I.) **10** : 4446, 4696.
 KESJAKOV (B.) **4** : 2170.
 KESSIAKOFF (V.) **7** : 3466.
 KEYES (F. P.) **5** : 2618.
 KIBUCHI (I.) **2** : 1129.
 KIDD (G.) **11** : 5059. **12** : 5577.
 KIERSKI (K.) **9** : 4399.
 KIKUCHI (Y.) **4** : 2190.
 KING **2** : 277, 279, 280, 283, 325. **4** : 1883. **9** : 4386. **11** : 4855, 4863.
 KING (M.) **3** : 1334. **5** : 2293.
 KING (W. L. MACKENZIE) **6** : 2701, 2702, 2705-2707.
 KING-HALL (St.) **9** : 4283. **10** : 4724. **11** : 5061. **12** : 5679.
 KINGSBURY (H. T.) **8** : 3944.
 KIPPES (J.) **6** : 2836.
 KIRCHHOFF (H.) **8** : 3911.

- KIRK (W. W. van) **6** : 3018.
 KIRKPATRICK (H. P.) **12** : 5578.
 KISCH (I.) **13** : 6027.
 KITCHELT (F. L.) **8** : 3948.
 KLEIN (P.) **2** : 669. **8** : 3686.
 KLEINTJES (Ph.) **12** : 5623. **13** : 5835, 5971.
 KLEYNTJES (J.) **7** : 3415.
 KLINGHARDT (K.) **3** : 1462, 1463.
 KLÜPFEL (J.) **7** : 3337.
 KLUIC (S.) **8** : 3673.
 KLUYVER (C. A.) **2** : 174, 870. **3** : 1784.
5 : 2333. **9** : 4361. **10** : 4807. **12** : 5595.
 KNIGHT **6** : 2738 *bis*.
 KNOLL (G.) **8** : 3546.
 KNORR (W.) **2** : 852.
 KNOX (P. C.) **2** : 5.
 KNUBBEN (R.) **5** : 2405.
 KOEHLER (L. von) **8** : 3669.
 KOHDE (O. H.) **3** : 1406.
 KOHLRAUSCH (E.) **13** : 5982.
 KOHN (F. G.) **3** : 1588.
 KOMARNICKI **13** : 5829-5830.
 KONSUL **2** : 710.
 KONYA (E.) **11** : 5087.
 KOPELMANAS (L.) **12** : 5372. **13** : 5904, 5905, 5972.
 KOROWICZ (M. S.) **9** : 4049, 4159. **12** : 5476.
 KOSTERS (J.) **6** : 2801. **10** : 4464. **12** : 5298, 5299, 5300 *a*.
 KOUDELKA (J.) **10** : 4772.
 KRAGH **2** : 261 *a*.
 KRAUS (H.) **2** : 669. **3** : 1785, 1844. **5** : 2331. **6** : 3131. **8** : 3686, 3901. **10** : 4469.
 KRĚMAR (J.) **4** : 1968.
 KRIEG (F.) **4** : 2016. **6** : 2844, 2845.
 KRIGE (C. J.) **6** : 2691.
 KROELL (J.) **9** : 4050. **10** : 4456.
 KUČERA (B.) **7** : 3381, 3535. **9** : 4018-4019, 4298-4299, 4330, 4337. **10** : 4425. **11** : 4968, 5103, 5128. **12** : 5416, 5417, 5573, 5669. **13** : 5771, 5941.
 KÜNTZEL (W.) **12** : 5373.
 KUHN (A. K.) **4** : 2015. **6** : 2873. **7** : 3316. **9** : 4160, 4167, 4400. **10** : 4584.
 KULSKI (L.) **4** : 2152.
 KUNCKEL (E. E.) **9** : 4410.
 KUNSTENAAR (J.) **9** : 4281.
 KUNZ (J. L.) **3** : 1422, 1479. **4** : 2239. **6** : 2975. **7** : 3357. **8** : 3732, 3733.
 KURZ (N.) **9** : 4294.
 KUTTIG (E.) **2** : 927. **7** : 3431.

 L. (R.) **11** : 5013. **12** : 5472.
 LABARTHE (J.) **9** : 4290.
 LACOUR-GAYET (J.) **4** : 2158.
 LADAS (S. P.) **8** : 3676.
 LA FOLLETTE **2** : 325. **11** : 4870.
 LA FONTAINE (H.) **2** : 20, 48, III, 112, 241, 246. **4** : 2246. **6** : 5292.
 LAGEMANS (E. G.) **2** : 221.
 LAIDONER **2** : 605, 606.
 LAKATOS (J.) **11** : 4879.
 LAKE **9** : 4383.
 LAMB (B. P.) **7** : 3490.
 LAMBEL (R.) **9** : 4175.
 LAMBERT (E.) **3** : 1604, 1620.
 LAMEIRE (J.) **7** : 3338.
 LAMINGTON **2** : 622.
 LAMMASCH (H.) **2** : 56, 63.
 LAMY (P.) **3** : 1815.
 LANDON (F.) **13** : 6013.
 LANGDON (W. R.) **12** : 5668.
 LANGE (Chr. L.) **2** : I (n.), 10, 34. **4** : 2159. **12** : 5261.
 LANGER (W. L.) **9** : 4006.
 LANGERMAN (F. E.) **9** : 4415.
 LANSCHOT (van) **9** : 4071.
 LANUX (P. de) **11** : 5155.
 LAPE (E. E.) **2** : 1049. **3** : 1786. **4** : 2199. **6** : 3049. **8** : 3912.
 LAPIE (P. O.) **12** : 5716.
 LAPOINTE (E.) **5** : 2295. **6** : 2705, 2706.
 LA PRADELLE (A. de Geouffre de) **2** : 175, 176, 644, 794. **3** : 1625, 1632, 1642. **4** : 1860, 1900, 1912, 1915, 1950, 1994, 1995, 2162, 2237. **5** : 2375, 2447, 2591. **6** : 2684, 2686, 2687, 2782, 2804, 2831, 2846, 2862, 2932, 2984, 3001, 3057. **7** : 3262, 3292, 3294, 3438, 3453. **8** : 3618, 3637, 3642, 3651, 3755, 3827, 3895, 3995. **9** : 4043, 4091, 4092, 4302. **10** : 4465, 4510, 4557, 4563, 4769. **11** : 4923, 4948, 4992, 5002, 5016, 5107, 5187-5190. **12** : 5247, 5248, 5408, 5425, 5435, 5437, 5630, 5712, 5715, 5717. **13** : 5761, 5765, 5864, 5868, 5888, 5915, 5956.
 LAPRADELLE (Paul de) **5** : 2497.
 LARNAUDE (F.) **2** : 871. **3** : 1577. **4** : 1860.
 LA ROCHEBROCHARD (G. de) **10** : 4595.
 LASALA LIANAS (M. de) **2** : 829.
 LAS CASES (De) **2** : 345, 346.
 LASKI (H. J.) **2** : 1040. **5** : 2491. **10** : 4779.
 LATANÉ (J. H.) **8** : 3544. **11** : 5129.
 LA TERZA (P.) **3** : 1633.
 LATEY (W.) **2** : 177, 178, 645, 795.
 LATHAM (J. G.) **5** : 2291.
 LATHAM (R. T. E.) **13** : 6022.
 LAUR (E.) **12** : 5484.
 LAUTERPACHT (H.) **3** : 1636. **6** : 2837, 3002, 3122. **7** : 3154, 3260. **8** : 3667, 3884. **9** : 4123. **10** : 4559 *a*, 4755. **11** : 4969, 5003. **12** : 5405, 5406, 5455, 5626.
 LAUZANNE (S.) **2** : 890. **7** : 3456.
 LAVAL **12** : 5711.
 LAVÍN (P. F.) **10** : 4440.
 LAWRENCE (T. J.) **2** : 947. **3** : 1692.

- LAYTON (W.) **9** : 4416.
 LEARNED (H. B.) **5** : 2591. **6** : 3032.
 LEBLANC (J.) **4** : 2107.
 LECHARTIER (G.) **2** : 1251, 1252.
 LEDERMANN (W.) **11** : 4910.
 LEEMANS (V.) **8** : 3735.
 LE FUR (L.) **3** : 1415, 1464. **4** : 1874.
 1914, 2028, 2127, 2240, 2246. **5** : 2375,
6 : 3003. **7** : 3446. **8** : 3699, 3819. **9** :
 4289, 4314. **10** : 4464, 4764. **11** : 5062,
 5090, 5186. **12** : 5374. **13** : 5844, 5872,
 5973.
 LEGGETT **10** : 4542, 4543.
 LEHMAN (I.) **8** : 3556.
 LEISEN (H. van) **12** : 5574.
 LEISEWITZ (G.) **10** : 4621.
 LEMANSKY (J.) **8** : 3820. **10** : 4823.
 LEMIEUX (R.) **2** : 256. **3** : 1334, 1336.
 LEMON (M.) **8** : 3556.
 LÉMONON (E.) **2** : 796.
 LENARD (A.) **4** : 2246.
 LENROOT **2** : 278, 311, 313, 314, 323,
 324, 325, 1214. **4** : 2130.
 LEROY (M.) **8** : 3855.
 LESCA (Ch.) **12** : 5574.
 LESSING (H. W.) **8** : 3668.
 LEVERMORE (Ch. H.) **2** : 877, 878, 891,
 899, 1178.
 LEVINSON (S. O.) **2** : 1253. **6** : 3052, 3053.
11 : 5156.
 LÉVIS-MIREPOIX (E. de) **10** : 4576.
 LEVITT (A.) **5** : 2653.
 LEVY (E.) **5** : 2448.
 LEVY (R.) **10** : 4656. **12** : 5461, 5473.
 LÉVY-ULLMANN (H.) **11** : 4983.
 LEWENHAUPT (S.) **8** : 3554, 3599.
 LEWINSKY (H.) **4** : 1974.
 LEWIS (D. J.) **4** : 1882. **10** : 4792, 4809.
11 : 4846, 4855, 4864, 4866.
 LEYRAT (P. de) **6** : 2984.
 LHOMME (J.) **8** : 3736.
 L'HUILLIER (J.) **11** : 4982, 5022.
 LI (Tzu SHAU) **9** : 4040.
 LIAS (A. G.) **6** : 2929.
 LIBBY (F. J.) **2** : 1206. **3** : 1678, 1740.
4 : 2180. **7** : 3510. **8** : 3914. **11** : 5157.
 LIEN (A. J.) **3** : 1787.
 LIENAU (R.) **9** : 4060.
 LIEPMANN (M.) **2** : 1288.
 LIMBURG (J.) **4** : 1891, 2237, 2246. **5** :
 2338. **10** : 4770. **12** : 5214, 5262, 5659
 LIN (HSI-CHIEN) **9** : 4240.
 LINDHAGEN (C.) **13** : 5988.
 LINDLEY (M. F.) **2** : 964.
 LINDSAY (R.) **2** : 626.
 LINDSEY (E. S.) **8** : 3794.
 LING (H. N.) **12** : 5548.
 LINGEMANN (H.) **9** : 4234.
 LINTHICUM (J. Ch.) **9** : 4362-4363.
 LIPPMANN (W.) **2** : 1254. **11** : 5158-5159.
 LISSITZYN (O. J.) **13** : 5974.
 LISZT (F. von) **2** : 954. **6** : 2976.
 LITVINOFF **12** : 5498, 5499. **13** : 5829,
 5830.
 LIU (S. H.) **12** : 5691.
 LLOYD GEORGE (D.) **6** : 2738 *bis*.
 LOCKER-LAMPSON (G.) **3** : 1363, 1435.
4 : 1889. **6** : 2728, 2732, 2733, 2737,
 2738 *bis*.
 LODER (B. C. J.) **2** : 53, 55, 180, 181,
 182, 183, 184, 425, 426, 427, 830,
 831, 995, 996. **4** : 1946, 2076. **5** : 2316,
 2320 *a*. **6** : 2780, 2826, 2985, 3123, 3131.
7 : 3236. **8** : 3834. **10** : 4704, 4809 *a*.
11 : 4897. **12** : 5292, 5295-5302.
 LODGE (H. C.) **2** : 271, 273, 281, 1084,
 1105, 1178, 1180, 1181. **3** : 1709.
 LÖFGREN (E.) **3** : 1677.
 LÖKEN (H.) **2** : 45.
 LÆNING (O.) **2** : 705, 706. **3** : 1457.
 LÆWENFELD (E.) **2** : 853, 921. **3** : 1542.
 LOGAN **11** : 4855, 4857, 4861, 4865, 4866.
 LOHMAN (DE SAVORNIN) **9** : 4071.
 LOISEAU (Ch.) **9** : 4168, 4169.
 LONERGAN (A.) **11** : 4859.
 LONG **11** : 4853, 4854, 4855, 4865, 4866.
 LORCH (F. B.) **10** : 4775.
 LORENZ (H.) **6** : 2930. **13** : 5859.
 LOTHIAN (Marquess of) **11** : 4877.
 LOTSCHERT (H.) **7** : 3430.
 LOUCHEUR **2** : 73.
 LOUDON **2** : 546, 547, 548, 549.
 LOUTER (J. de) **3** : 1836. **8** : 3738.
 LOWELL (A. L.) **2** : 1085. **3** : 1692. **4** :
 1855.
 LUBOMIRSKI (S.) **5** : 2399. **3** : 3550. **9** :
 4146.
 LUGARD **6** : 2956.
 LUNDSTEDT (A. V.) **2** : 1051.
 LUNDSTEDT (A. W.) **4** : 2104.
 LUNDSTEDT (V.) **13** : 5975.
 LUNG (C. Y.) **12** : 5692.
 LUNT (A. E.) **3** : 1681.
 LUSENA (A.) **9** : 4145.
 LYNCH (F.) **2** : 1085.
 LYON-CAEN (Ch.) **2** : 108. **4** : 2246.
 LYRA (H.) **6** : 2994.
 LYSÉN (A.) **3** : 1605. **5** : 2545 *a*. **6** : 2666,
 3023. **8** : 3835. **11** : 4932.
 M. (J. B.) **10** : 4560.
 M. (J. E. G. de) **2** : 1274.
 MA (CHIH-CHEN) **9** : 4239. **12** : 5648.
 MAASS (W.) **7** : 3320.
 MACARTNEY (C. A.) **4** : 2186.
 MACCOBY (S.) **4** : 2164.
 MACDONALD (J. G.) **2** : 1182, 1256. **3** :
 1788. **5** : 2569.
 MACDONALD (J. R.) **2** : 623. **5** : 2648.
6 : 2728, 2735, 2738 *bis*. **7** : 3180.

- MACDONALD (R.) **2** : 1255. **4** : 1889.
 MACDONOGH (G.) **7** : 3483.
 MACELROY (R.) **3** : 1684, 1789.
 MACFADDEN (L. T.) **6** : 2933.
 MACFARLAND (H. B. F.) **2** : 30.
 MACGILLIGAN (P.) **6** : 2749.
 MACGREGOR **2** : 296, 297, 300.
 MACGUIRE (O. R.) **3** : 1682.
 MACKELLAR **2** : 327.
 MACKENZIE (D. D.) **2** : 256. **3** : 1336, 1337.
 MACKENZIE (N.) **10** : 4683.
 MACKINLEY **2** : 323. **3** : 1346.
 MACLEAN **2** : 1214.
 MACMULLEN (L. W.) **7** : 3467.
 MACMURRAY (O. K.) **8** : 3556. **11** : 4967.
 MACNAIR (A. D.) **3** : 1403, 1631. **5** : 2498. **6** : 2837. **11** : 4974.
 MACNAIR (H. F.) **2** : 1131. **8** : 3667, 3900.
 MACNARY **8** : 3946.
 MACNEILL **2** : 534.
 MACPHAIL (A. C.) **6** : 2702.
 MADARIAGA (S. de) **5** : 2549. **12** : 5486-5493, 5498-5499, 5594.
 MAGALHAES (B. de) **4** : 2246.
 MAGNUS (J.) **6** : 2930.
 MAGRUDER (F. A.) **11** : 5115.
 MAGYARY (G. von) **2** : 854, 879. **3** : 1513. **4** : 2077, 2241. **7** : 3261, 3262. **10** : 4684, 4685, 4714, 4833.
 MAHAIM (E.) **2** : 631. **12** : 5329, 5456, 5604, 5622.
 MAHMUT ESAT **7** : 3442.
 MAIM (N.) **8** : 3856.
 MAITER (D.) **7** : 3298.
 MAKOWSKI (J.) **4** : 2119, 2160, 2161. **8** : 3885. **9** : 4051, 4129, 4300, 4412.
 MAKOS (T. J.) **7** : 3435.
 MALAUZAT (A.) **2** : 33.
 MALCOLM (Neil L.) **2** : 1022. **8** : 3918.
 MALEZIEUX DU HAMEL (A. de) **9** : 4284.
 MALKIN (W.) **13** : 5829-5830.
 MALLO (J.) **8** : 3996.
 MANDELSLOH (ASCHE von) **10** : 4443.
 MANDELSTAM (A. N.) **2** : 1298. **4** : 2089. **5** : 2375. **7** : 3536. **11** : 5110, 5111.
 MANDER **6** : 2722, 2731, 2736. **7** : 3180-3182, 3184-3186, 3188-3190. **8** : 3579, 3580, 3581. **9** : 4031. **12** : 5231, 5234.
 MANDERE (H. Ch. G. J. van der) **2** : 100, 646, 658, 678, 763, 797. **7** : 3418. **12** : 5583.
 MANN (E. A.) **5** : 2292.
 MANNING (C. A. W.) **7** : 3437. **9** : 4152, 4392.
 MANOLACHE (C.) **11** : 5087.
 MANTÉCON (J. M.) **7** : 3457.
 MANTON (M. T.) **2** : 1183.
 MANTOUX (P.) **2** : 900. **11** : 5114.
 MARBURG (E.) **3** : 1471. **4** : 2128, 2242.

- MARBURG (Th.) **2** : 39, 106. **3** : 1790. **8** : 3544.
 MARCANTONATO (L. G.) **13** : 5888.
 MARCHANT **6** : 2756.
 MARÈS (A.) **2** : 979.
 MARIOTTE (P.) **2** : 922. **4** : 2209. **7** : 3492.
 MARKOVITCH (L. J.) **9** : 4052.
 MARKS VON WÜRTEMBERG (E.) **3** : 1558. **12** : 5607, 5642.
 MARKUS **2** : 616.
 MARQUIS (H.) **3** : 1620.
 MARTENS (G. F. de) **2** : 8, 16, 218, 435. **4** : 1916. **6** : 2788.
 MARTIN (C. E.) **11** : 5130.
 MARTIN (Ch. E.) **4** : 2070, 2200. **8** : 3978.
 MARTIN (F.) **10** : 4798.
 MARTIN (G. C.) **6** : 2931.
 MARTIN (P. E.) **12** : 5485.
 MARTIN (W.) **6** : 2961. **7** : 3339. **10** : 4608.
 MARTINEZ FRAGA (P.) **5** : 2317.
 MAS (F.) **5** : 2383.
 MASON (J. B.) **9** : 4158.
 MASSART (E.) **6** : 2951. **7** : 3351. **8** : 3695.
 MASSIGLI **9** : 4117, 4118. **11** : 4887-4888. **12** : 5498, 5499.
 MATHEWS (J. M.) **5** : 2592.
 MATHEWS (R. E.) **8** : 3739.
 MATSCHKE (H.) **13** : 5873.
 MATSUBARA (K.) **3** : 1816. **4** : 2120.
 MATSUSHITA (M.) **6** : 2952.
 MAURER **8** : 3656, 3657.
 MAURRAS (Ch.) **4** : 2000.
 MAVAUT **10** : 4542, 4543.
 MAZURIER **2** : 538, 539, 540.
 MEAD (E. D.) **3** : 1791. **7** : 3493.
 MÉGEVAND (G.) **12** : 5480. **13** : 5917.
 MEIER-BENNECKENSTEIN (P.) **11** : 5079.
 MEIEROVICS **2** : 548, 549.
 MEITANI (G.) **9** : 4301. **13** : 5841.
 MEITANI (R.) **13** : 5841.
 MELLO-FRANCO **2** : 554, 555, 566, 567, 574-577.
 MENDELS **9** : 4071.
 MENDELSSOHN-BARTHOLDY (A.) **6** : 2874.
 MENEMENLIZADE ETM **12** : 5608.
 MENGELE (F.) **4** : 2094. **10** : 4715.
 MENTHON (P. de) **3** : 1664.
 MERCIER (A.) **6** : 3131.
 MERIGGI (L.) **6** : 2802. **11** : 4921.
 MERMILLOD **9** : 4164.
 MERTENS **10** : 4540-4543.
 MERVE (N. J. van der) **6** : 2691.
 MESBAH ZADEH (M.) **12** : 5596.
 METCALF (J. H.) **2** : 315, 316. **6** : 3084.
 METHNER **13** : 5906.
 METZNER (H.) **13** : 5897.
 MEULEMANS (J.) **8** : 3650.
 MEULEN (J. ter) **2** : 1 (note). **5** : 2271, 2274, 2277 (note). **6** : 2666. **12** : 5263.
 MEURS (H. J. van) **6** : 2953.

- MEURS (J. H. van) **6** : 2953.
 MEUVRET (J.) **12** : 5439.
 MEYER (C. L. W.) **3** : 1665. **7** : 3494. **8** : 3635. **9** : 4263. **11** : 4961.
 MICHELIS **10** : 4549, 4541.
 MICHENER (E.) **6** : 2703.
 MIDDLETON (Earl of) **7** : 3195.
 MIKOFF **9** : 4117, 4118.
 MIKUSZEWSKI (W.) **12** : 5361.
 MILENKOVITCH (V. M.) **3** : 1675.
 MILHOLLAND (V.) **3** : 1742, 1792.
 MILITCH (M.) **5** : 2487. **6** : 2954.
 MILLER **2** : 73.
 MILLER (D. H.) **2** : 1020, 1132. **3** : 1793. **4** : 1860. **5** : 2279.
 MILLER (R. W.) **10** : 4697.
 MILLIOT (L.) **7** : 3319.
 MILLIS **2** : 1214.
 MILLS (O. L.) **2** : 1133, 1143, 1185.
 « MINIMUS » **8** : 3740.
 MIRAL (D.) **6** : 2976.
 MIRKINE-GUETZÉVITCH (B.) **8** : 3741. **10** : 4622. **11** : 4983.
 MIRKOVITCH (L.) **4** : 1972.
 MIROLUB **5** : 2399.
 MITCHELL-THOMPSON (W.) **6** : 2725, 2732.
 MOCH (M.) **9** : 4411.
 MÖLLER (A.) **2** : 955. **8** : 3865, 3866. **10** : 4756. **11** : 5097.
 MOELWYN-HUGHES (R.) **3** : 1635.
 MOHARRAM (M.) **5** : 2433.
 MOLARES (J. QUERO) **10** : 4735.
 MOLENGRAAFF (W. L. P. A.) **2** : 798.
 MOLONY (W. O'SULLIVAN) **11** : 5191.
 MOLOFF **7** : 3304, 3305.
 MOLTESEN **2** : 260-262.
 MOLTKE **2** : 262, 263.
 MONTMORENCY (J. E. G. de) **4** : 2246.
 MOON (P. T.) **3** : 1402, 1451, 1794.
 MOORE **2** : 294, 314.
 MOORE (J. B.) **2** : 799, 800, 801, 834, 948, 1152. **3** : 1387, 1524. **4** : 1901, 1946. **5** : 2298-2303, 2443, 2445. **6** : 2823, 2826, 3106. **8** : 3800. **13** : 5976.
 MOORE (R. W.) **3** : 1354.
 MORAWSKI **2** : 576, 577.
 MORELLET (J.) **2** : 140, 1134. **3** : 1481, 1482. **6** : 2932.
 MORELLI (G.) **8** : 3610.
 MORENO (E. G.) **7** : 3419.
 MOREUX (R.) **4** : 2001.
 MOREY (W. C.) **2** : 1046.
 MORGAN (C. C.) **3** : 1593.
 MORGAN (L. P.) **12** : 5693.
 MORGAN (R.) **8** : 3821.
 MORGENTHAU (H.) **5** : 2460.
 MORI (T.) **2** : 1002.
 MORIN-PONS (F.) **8** : 3703.
 MORINAUD **2** : 537, 537 a.
 MORISHIMA (M.) **4** : 2191.
 MORLEY (F.) **7** : 3340. **9** : 4285.
 MORPHY **3** : 1336.
 MORRISON (C. C.) **4** : 2179. **5** : 2570.
 MORROW (I. F. D.) **13** : 5874.
 MORTON (Ch.) **4** : 1922.
 MOSER (Ernø) **2** : 361.
 MOSES **2** : 272, 275, 321, 322, 325-329, 1214, 1232. **10** : 4800.
 MOSKOV (A.) **13** : 6028.
 MOSTON (G. E.) **6** : 3085.
 MOTTA **2** : 396-399.
 MOTZA (J.) **11** : 5057.
 MOULLINS (C.) **3** : 1656.
 MOUTET (M.) **3** : 1607.
 MOWAT (R. B.) **9** : 4332.
 MOWER (E. C.) **8** : 3899.
 MOWINCKEL (J. L.) **10** : 4641.
 MÜLLER (A.) **5** : 2479.
 MÜLLER (K. E.) **3** : 1458.
 MÜLLER (P.) **8** : 3837.
 MÜNCH (F.) **8** : 3867.
 MUIR (R.) **4** : 2184.
 MULDER (A.) **2** : 989. **3** : 1630.
 MULDER (A. C. J.) **10** : 4830.
 MULLER (H. M.) **8** : 3795.
 MULLETT (A. J.) **3** : 1331.
 MUNCH (P.) **2** : 260, 261, 262, 901. **7** : 3412. **12** : 5292. **13** : 5778-5781.
 MUNIR BEY **2** : 594, 595. **12** : 5330.
 MURRAY (G.) **2** : 889, 1276. **5** : 2546, 2648. **6** : 2956. **11** : 5072.
 MURRAY (J. E.) **11** : 4869.
 MURRAY (C. de B.) **11** : 5104.
 MUSSO (G. D.) **11** : 5105.
 MUÛLS (F.) **3** : 1408. **7** : 3461. **12** : 5456.
 MYERS (D. P.) **8** : 3877, 3913. **12** : 5584.
 MYERS (W. S.) **3** : 1743. **7** : 3420.
 NAGAOKA (H.) **12** : 5310-5312. **13** : 5860, 5864.
 NAGEL (Ch.) **2** : 778.
 NAGY (I.) **10** : 4739.
 NAMITKIEWICZ (J.) **2** : 735.
 NANSEN (F.) **7** : 3413.
 NASH (Ph. C.) **6** : 3085.
 NASMYTH (G. W.) **2** : 35, 36.
 NATANSON (W.) **13** : 6014.
 NATHAN (M.) **2** : 956.
 NATHAN (R.) **8** : 3742.
 NEARING (Scott) **3** : 1568.
 NEGULESCO (D.) **2** : 1043. **3** : 1475. **5** : 2447, 2619. **6** : 2804, 2826, 2826 bis. **7** : 3263. **8** : 3634, 3822. **9** : 4401. **10** : 4504, 4778. **13** : 5838, 5839, 5860.
 NEGULESCO (P.) **13** : 5977.
 NELLEN (E.) **5** : 2533.
 NEWFANG (O.) **2** : 1050.
 NEWTON **4** : 1889.
 NIBOYET (J.-P.) **5** : 2390. **6** : 2781, 2846, 2861, 2932, 3001, 3133. **11** : 5192.

- NICHOLSON **3** : 1336. **9** : 4407.
 NICOLESCO (M.) **6** : 2960.
 NIELSEN (F. K.) **8** : 3878.
 NIEMEYER (H. G.) **8** : 3597.
 NIEMEYER (Th.) **2** : 79. **3** : 1597. **4** : 2246.
 NIKEIUS (J. I. D.) **12** : 5674.
 NIKITOVITCH (T. M.) **4** : 1970.
 NIPPOLD (O.) **4** : 1856, 1857. **10** : 4464.
 NISOT (J.) **4** : 2105.
 NITOBÉ (I.) **2** : 872.
 NOGUEIRA (J.) **4** : 1868, 1869.
 NOLDE (B.) **6** : 3134. **8** : 3743, 3744.
 NORMAN **10** : 4540, 4541.
 NORRIS **4** : 1886. **11** : 4853, 4863, 4864, 4866, 4873.
 NOVACOVITCH (M.) **8** : 3634, 3672, 3684, 3689. **12** : 5452.
 NOVKOVIĆ (B.) **8** : 3589, 3886. **12** : 5215, 5625, 5675.
 NURI (Bülent) **10** : 4427.
 NUSSBAUM (A.) **10** : 4585.
 NYE (G. P.) **2** : 293, 326. **6** : 2913, 2937. **9** : 4356, 4387.
 NYHOLM (D. G.) **2** : 64, 901. **4** : 1946. **6** : 2826, 2826 bis. **9** : 3590, 3634.
 NYITRAY (A.) **4** : 2257.
 « **O** » **6** : 2938. **10** : 4561, 4562. **11** : 4841. **12** : 5462.
 OCHOTA (J.) **9** : 4196.
 O'CONNELL (T. J.) **6** : 2749.
 OCTAVIO (R.) **6** : 2967.
 ODA (Y.) **2** : 802, 821. **4** : 2050, 2056. **6** : 2823. **7** : 4306. **13** : 5735, 5832, 5875, 6032.
 OEHLER (H.) **9** : 4170.
 OERI (A.) **6** : 2961.
 OERSTED **10** : 4540, 4541.
 OGDON (M.) **13** : 5852.
 OHLANDER (L. W.) **4** : 2210.
 OHSAWA (A.) **7** : 3317, 3318. **13** : 5989.
 OHYAMA (U.) **6** : 3054.
 O'KELLY (S. T.) **6** : 2749.
 OLECHOWSKI (G.) **4** : 2051.
 OLIVÁN (J. LÓPEZ) **10** : 4525. **13** : 5965.
 OLIVART (R. DE DALMAN Y —) **4** : 2129.
 OLIVER (C. R.) **8** : 3971.
 OLIVI (A.) **10** : 4740.
 OLIVI (L.) **10** : 4740.
 O'MAHONEY **11** : 4860.
 ONCKEN (O.) **12** : 5353.
 O'NEILL (James M.) **8** : 3800.
 OPPENHEIM (L.) **2** : 934. **3** : 1631. **4** : 1858. **5** : 2498. **12** : 5626.
 ORTEGA-NUNEZ **2** : 616.
 ORUÉ Y ARREGUI (J. R. de) **2** : 913, 938 a. **3** : 1606, 1637. **8** : 3857. **10** : 4762.
 O'RYAN (J. F.) **8** : 3958. **11** : 4857, 5161.
 OSUSKY (S.) **3** : 1795, 1796.
 OSVALD (G.) **12** : 5725.
 OTAVSKÝ : voir HERMANN-OTAVSKÝ.
 OTTLIK (G.) **4** : 2091. **5** : 2473. **6** : 2943. **7** : 3411. **8** : 3844. **13** : 5954.
 OUDINOT (M.) **4** : 2258.
 OVERMAN **2** : 318, 319, 326.
 « **PACIFICUS** » **2** : 880.
 PAGE (K.) **2** : 1047, 1087. **3** : 1680.
 PAGE (W. H.) **12** : 5699.
 PAINE (P. M.) **6** : 3087.
 PALENCIA **10** : 4540, 4541.
 PALLIERI (G. B.) **5** : 2335. **6** : 2998. **8** : 3601.
 PALLIS (A.) **9** : 4144.
 PALMER (G. E. H.) **11** : 5184.
 PAN (Y. K.) **12** : 5694.
 PANNUZIO (S.) **2** : 873.
 PARK (M. W.) **3** : 1560.
 PARKER (E. B.) **2** : 1187.
 PARMOOR **2** : 570, 571, 574, 575, 622. **3** : 1364. **4** : 1889. **5** : 2296, 2648. **6** : 2741, 2742. **7** : 3195.
 PASCHING (W.) **12** : 5375.
 PASQUAZI (I.) **12** : 5627.
 PAUL-BONCOUR (J.) **8** : 3824.
 PEASLEE (A. J.) **3** : 1514. **8** : 3825.
 PELLA (V. V.) **2** : 1285, 1286, 1287. **3** : 1831. **5** : 2654-2656. **8** : 3996.
 PELTZER **2** : 241, 246.
 PENFIELD (W. S.) **4** : 2201.
 PENG (S.) **12** : 5606.
 PEPPER (G. W.) **2** : 274, 284, 306, 313, 322, 325, 329, 832, 1105, 1137, 1143, 1214. **3** : 1525. **6** : 2933, 3056, 3088. **7** : 3495.
 PERASSI (T.) **2** : 1259. **3** : 1618. **5** : 2493. **8** : 3611. **13** : 5730.
 PERCY (E.) **4** : 1860. **5** : 2279. **11** : 5119.
 PEREZ-GUERRERO (M.) **12** : 5597.
 PERGIER (Ch.) **4** : 2181.
 PÉRIGORD (P.) **3** : 1617.
 PERKINS (D.) **6** : 3019.
 PERRY **6** : 2738 bis.
 PERRY Jr. (J. de Wolf) **2** : 1260.
 PEŠKA (Z.) **10** : 4457.
 PESSÔA (E.) **2** : 423, 424, 855. **3** : 1843. **6** : 2823. **8** : 3634.
 PETERS (H.) **13** : 5982.
 PETERSEN (N.) **3** : 1657.
 PETROFF (Th.) **12** : 5726.
 PEURSEM (J. H. van) **7** : 3421, 3428.
 PHELAN (E. J.) **9** : 4393. **11** : 5152.
 PHELPS (E. M.) **2** : 835.
 PHILIPSE (A. H.) **5** : 2434, 2480. **6** : 2771. **9** : 4171, 4317. **10** : 4799.
 PHILLIMORE **2** : 73. **4** : 1860.
 PHILLIMORE (Cap.) **2** : 562, 563, 564, 565.
 PHILLIMORE (Lord) **2** : 185. **4** : 1889, 2220. **5** : 2296.
 PHILLIMORE (R.) **2** : 803, 1280.

- PHILLIMORE (W. G. F.) **2**: 125, 126.
 PIC (P.) **3**: 1614. **4**: 2246.
 PICARD (M.) **2**: 648. **4**: 2243, 2246.
 PICOT (A.) **12**: 5480. **13**: 5917.
 PICTET (P.) **7**: 3341. **8**: 3701. **9**: 4172.
10: 4611. **13**: 5980.
 PIGGOTT (F.) **4**: 2221.
 PILLET (A.) **6**: 2781, 3003, 3133.
 PILOTTI **3**: 1690.
 PINEGGER (P.) **11**: 5023.
 PINHEIRO (N.) **2**: 833.
 PINKHAM (H. W.) **3**: 1817.
 PINON (R.) **8**: 3745.
 PIQUENARD **10**: 4540, 4541.
 PITTMANN **11**: 4864.
 PITTMAN (KEY) **8**: 3983, 3984. **10**: 4811.
 PLÀ (José) **3**: 1598.
 PLATTEN **2**: 396, 397.
 PLESCH (A.) **12**: 5427.
 PLESSNER (W.) **10**: 4428.
 POHL (H.) **2**: 938. **7**: 3531. **10**: 4820.
 POINCARÉ (R.) **2**: 537 a.
 POITOU-DUPLESSY **2**: 537 a.
 POLÁK (M.) **7**: 3352.
 POLGÁR (I.) **4**: 2052. **6**: 2803. **10**: 4458,
 4686, 4705. **11**: 5007, 5009, 5051, 5196.
12: 5249.
 POLITIS (N.) **2**: 770, 867, 1013. **3**: 1404,
 1561, 1638, 1639, 1832. **4**: 1911, 1912,
 1914, 1915, 1950, 2162, 2244, 2246.
5: 2499, 2503, 2534, 2535, 2591. **6**:
 2674, 2675, 2684, 2686, 2687, 2782,
 2831, 2984, 3026, 3027, 3057. **7**: 3262,
 3292, 3294, 3304, 3305. **8**: 3796, 3797,
 3826. **9**: 4117, 4118. **12**: 5264, 5350,
 5609. **13**: 5845.
 POLLAK (W.) **3**: 1385.
 POLLOCK (E.) **2**: 186.
 POLLOCK (F.) **2**: 101, 874, 881. **3**: 1562.
 POLNOR (O.) **4**: 2082.
 PONSONBY **2**: 356 a. **4**: 1889. **6**: 2732.
 POPE **11**: 4855, 4866.
 POPOVIČ (D.) **12**: 5568, 5649.
 POPOVICI (J. J.) **10**: 4734.
 POPOVITCH (G.) **5**: 2449. **7**: 3409, 3429.
 PORTAIL (R.) **5**: 2382, 2383.
 POSADA (A.) **2**: 914.
 POSEGA (K.) **7**: 3271.
 POTTER (P. B.) **2**: 1032. **4**: 2171, 2172.
8: 3817. **11**: 5063, 5116.
 Poullet (P.) **10**: 4778. **12**: 5380.
 POWER **3**: 1336. **6**: 2729.
 POWNALL **2**: 356 a.
 PRAAG (L. G. van) **3**: 1666.
 PRATT (H. M.) **11**: 5097.
 PREUSS (L.) **8**: 3622.
 PRICE (B.) **5**: 2580. **8**: 3950.
 PRICE (C.) **3**: 1799. **9**: 4252, 4366.
 PRICE (H.) **2**: 357.
 PROCOPÉ (E.) **2**: 334, 550, 551.
 PRUDHOMME (André) **4**: 2231, 2246.
6: 2857, 2858.
 PRZIĆ (I. A.) **8**: 3685, 3690. **10**: 4824,
12: 5216, 5338, 5364, 5422, 5432,
 5433-5434, 5437, 5440, 5447, 5450,
 5453, 5610, 5628.
 PUCCIO (G.) **5**: 2624.
 PUECH (J. L.) **12**: 5650.
 PUENTE (J. I.) **4**: 2145.
 PUGH (R. C.) **8**: 3746.
 QUABBE (G.) **5**: 2462.
 QUERO I MOLARES (J.) **12**: 5549.
 QUIDDE (L.) **3**: 1818. **12**: 5265.
 QUIGLEY (H. S.) **3**: 1676.
 QUIÑONES DE LEÓN **2**: 582, 583, 584,
 585, 586, 587, 592, 593, 597, 598, 601,
 602.
 RAAFAT (W.) **7**: 3473.
 RAALTE (E. van) **2**: 1211. **3**: 1487.
4: 2078. **6**: 2683, 2776, 2805. **7**: 3239,
 3240. **8**: 3747, 3748, 3836. **9**: 4255.
 RABEL **6**: 2826 bis. **10**: 4472. **12**: 5300,
 5587.
 RABOURS (de) **2**: 396, 397.
 RADA (E.) **3**: 1440.
 RADLER **12**: 5463.
 RADOŔKOVITCH (M. M.) **6**: 2962.
 RADOVANOVITCH (V. M.) **9**: 4139.
 RADULESCO (P.) **2**: 973.
 RÆSTAD (A.) **4**: 2162. **6**: 2684, 2751,
 3057. **9**: 4054, 4211. **10**: 4473, 4474,
 4643. **11**: 4927. **12**: 5378.
 RALLI (G.) **10**: 4459.
 RALSTON (J. H.) **2**: 804. **3**: 1395, 1619,
 1620, 1658. **5**: 2527 a. **8**: 3879. **13**:
 5822.
 RAMSTRÖM (E.) **13**: 5962.
 RANJITSINHJI **2**: 887.
 RANKIN (E. R.) **5**: 2435.
 RAPPARD (W. E.) **2**: 1035, 1044. **5**: 2488
6: 3020. **8**: 3848.
 RASMUSSEN (G.) **3**: 1686.
 RASMUSSEN (H.) **2**: 262.
 RASMUSSEN (L.) **2**: 260.
 RAUBAL (S.) **4**: 1969.
 RAUCHHAUPT (F. W. von) **13**: 5978.
 RAULIN (G. de) **5**: 2384.
 RAUSCHNING **10**: 4520, 4521.
 RAVARD (R.) **5**: 2396.
 RAY (J.) **6**: 2963. **8**: 3849. **9**: 4174.
10: 4725, 4832. **11**: 4970, 5163. **12**:
 5475, 5588.
 RAY (M.) **2**: 730.
 RAYNALDY **2**: 537 a.
 READ (E. F.) **2**: 776, 957. **4**: 2131. **12**:
 5611.
 READ (H. E.) **2**: 856.
 REBBE (W.) **9**: 4136.

- REDLICH (J.) **13** : 5768-5770.
 REDLICH (M. D.) **4** : 2147. **5** : 2500.
 REDSLOB (R.) **2** : 649. **3** : 1412. **4** : 2095, 2246. **10** : 4644, 4645, 4757. **13** : 5980.
 REED **2** : 292, 319, 323-329. **3** : 1350, 1755. **4** : 1883, 1886. **8** : 3980, 3990.
 REED (J. A.) **3** : 1345. **6** : 2934, 2935.
 REEVES (J. S.) **2** : 844.
 REID (H. D.) **9** : 4309.
 REID (J. D.) **3** : 1338.
 REIFF (H.) **3** : 1683.
 REINER (J.) **2** : 1294.
 REINHARDT (W.) **2** : 1142.
 REISLER (S.) **6** : 2806.
 REISS (J.) **12** : 5428.
 RELIQUET (J.) **8** : 3997.
 REMER **6** : 2734.
 RÉMOND (P.) **3** : 1607.
 RENAULT (M.) **7** : 3468.
 RESIT Bey (A.) **10** : 4741, 4742.
 REUTERSKJÖLD (C. A. de) **3** : 1372. **5** : 2337, 2501. **6** : 2835. **12** : 5266, 5612.
 REVEL (G.) **8** : 3612. **10** : 4564.
 REY (F.) **4** : 1923. **5** : 2343. **12** : 5380.
 REYNALD **2** : 347.
 REYNIER (Col. de) **7** : 3304, 3305.
 REYNOLDS **11** : 4860, 4863, 4867, 5168.
 RHOADS (G. E.) Jr. **12** : 5599.
 RHODE (H.) **7** : 3431.
 RICE Jr. (W. G.) **2** : 836.
 RICHARDS (H. E.) **2** : 443.
 RICHES (C. A.) **10** : 4577.
 RIEDINGER **3** : 1668.
 RILEY (F. K.) **8** : 3800.
 RIPERT (G.) **4** : 2247. **5** : 2385. **10** : 4475.
 RIPS (S. J.) **4** : 2071.
 RITCHIE (H.) **8** : 3900.
 RITZMANN (F.) **3** : 1615.
 RIVERA (P.) **3** : 1622.
 RIVERO GARCIA (Carlos) **3** : 1608.
 ROBB (J. D.) **2** : 773.
 ROBERTS (O. J.) **6** : 3040.
 ROBINSON (H. M.) **3** : 1617.
 ROBINSON (J.) **9** : 4055. **10** : 4623. **13** : 5907.
 ROBINSON (J. T.) **2** : 308, 319, 325, 327, 328. **3** : 1353. **4** : 1882, 1888, 2192. **8** : 3962. **9** : 4368. **11** : 4844, 4849, 4851, 4853, 4854-4856, 4860, 4861, 4863, 4864-4866, 5164.
 ROBINSON (N. T. N.) **11** : 5165.
 ROBINZONAS (J.) : voir ROBINSON (J.).
 ROCHAT **12** : 5479.
 ROCHEBROCHARD (G. de La) : voir LA ROCHEBROCHARD (G. de).
 ROCHER (M. L.) **10** : 4779.
 ROCHOLL (E.) **2** : 671.
 RODD (R.) **6** : 2739. **7** : 3193.
 RODDES (J.) **6** : 2848.
 RODEN (A. A.) **8** : 3613.
 RODHE (A. E.) **12** : 5550.
 RODRIGUEZ Y VON SOBOTKER (H.) **3** : 1470. **6** : 2838. **7** : 3140.
 RÖMER'S (M.) **12** : 5441. **13** : 5894.
 RÖPKE (W.) **12** : 5267.
 ROGER (N.) **9** : 4175.
 ROGERS (J. G.) **8** : 3952. **12** : 5551.
 ROGERS (L.) **2** : 1263. **8** : 3749. **11** : 5166.
 ROGERS (W.) **11** : 4858.
 ROHAN (Karl Anton Prinz von —) **8** : 3750.
 ROLIN (A.) **4** : 2246.
 ROLIN (H. A.) **4** : 2163. **5** : 2541. **6** : 2796. **7** : 3451. **11** : 5339. **13** : 6028.
 ROLIN-JAEQUEMYS (E.) **9** : 4090. **10** : 4504. **11** : 4941. **12** : 5292. **13** : 5764-5767, 5780, 5781, 5800-5803.
 ROLLAND (H.) **7** : 3458. **9** : 4329.
 ROMANO (S.) **10** : 4752.
 ROMMKE (P.) **9** : 4153.
 ROOSEVELT (F. D.) **11** : 4845, 5160. **12** : 5696. **13** : 6009.
 ROOSEVELT (Mrs.) **11** : 5168.
 ROOT (E.) **2** : 118, 120, 189, 190, 191, 822, 969, 1038, 1105, 1149, 1152, 1158. **3** : 1314, 1354, 1526, 1543, 1563. **4** : 2065, 2202. **5** : 2279, 2611, 2615, 2616, 2627-2635, 2646. **6** : 3038, 3041, 3045, 3047, 3056, 3061, 3066, 3067, 3069, 3095. **7** : 3514. **8** : 3557, 3921, 3954. **9** : 4365. **10** : 4793.
 ROSENBERG (J. N.) **2** : 1212, 1213, 1264. **3** : 1745.
 ROSENRETER **6** : 2863.
 ROSTWOROWSKI **6** : 2824, 2825, 3134. **9** : 4090. **10** : 4504. **13** : 5823, 5860.
 ROTH (A.) **12** : 5718.
 ROTH (Heinz) **7** : 3531.
 ROTHHOLZ (W.) **13** : 5876, 5877.
 ROUCEK (J. S.) **6** : 2786.
 ROUGIER (A.) **2** : 192, 193.
 ROUSCHDY BEY **2** : 607, 608, 626.
 ROUSSEAU (Ch.) **3** : 1609. **5** : 2481. **7** : 3264. **8** : 3874. **12** : 5457, 5660.
 ROUX (J. A.) **4** : 2225.
 ROWAN-ROBINSON (H.) **12** : 5600.
 ROWELL **3** : 1336.
 ROWELL (C. H.) **3** : 1544.
 ROWELL (N. W.) **2** : 194, 256. **10** : 4698.
 ROXBURGH (R. F.) **2** : 934.
 ROYEN (J. H. van) **5** : 2322.
 ROYEN (R. D. van) **11** : 5071.
 ROZEMOND (S.) **7** : 3422.
 RUDINSKY (J.) **9** : 4413.
 RUEGGER (P.) **2** : 805, 806. **5** : 2290, 2514.
 RÜHLAND (C.) **2** : 703. **3** : 1597. **9** : 4286. **11** : 4941. **13** : 5859.
 RÜHLMAN (P.) **6** : 2847.
 RUFFIN (H.) **2** : 807.
 RUIZ MORENO (I.) **11** : 5089.

- RUKSER (U.) **2** : 581.
 RUNCIMAN (W.) **2** : 622. **6** : 2738 *bis*.
 RUNDSTEIN (S.) **6** : 3132. **10** : 4460. **11** : 5106.
 RUSHDI Bey : voir ROUSCHDY Bey.
 RUSSELL **6** : 2742. **11** : 4851, 4854, 4855, 4863, 4865, 4866, 4867.
 RUSSELL (F. M.) **12** : 5671.
 RÜSTÜ ARAS **12** : 5486, 5487, 5498, 5499.
 RUTENBERG (G.) **9** : 4197. **11** : 4976.
 RUTGERS (V. H.) **12** : 5268.
 RUYSSSEN (Th.) **2** : 1265.
 RUZÉ (R.) **2** : 650. **4** : 2002.
 RYNNE (M.) **6** : 3127.
- SA (MENG-WU)** **9** : 4271.
 SABA (J. S.) **8** : 3671.
 SABANIN (A.) **4** : 2003.
 SACHET **2** : 329.
 SAGONE (G.) **5** : 2658.
 SAINT-BRICE **2** : 716.
 SAINT-HUGON (P. de) **2** : 990.
 SAINT-SEINE (A. de) **7** : 3452.
 SAITO (T.) **13** : 5833.
 SAKAMOTO (M.) **3** : 1401.
 SALABAN (K.) **3** : 1666.
 SALANDER (G. A.) **8** : 3751.
 SALANDRA (A.) **2** : 542, 543, 544, 545. **4** : 2246. **6** : 2784. **12** : 5586.
 SALDAÑA (O.) **2** : 1281. **3** : 1833, 1834. **4** : 2246. **8** : 3996.
 SALIS (L. R. von) **6** : 2867.
 SALISBURY **5** : 2296. **6** : 2740, 2741, 2742. **7** : 3195.
 SALMONSEN **3** : 1686.
 SALVIOLI (G.) **2** : 737, 837, 838. **4** : 1963, 2004, 2246. **5** : 2336, 2436. **8** : 3614. **10** : 4464. **11** : 5075.
 SANDIFORD (R.) **2** : 868. **4** : 2005, 2017.
 SANGER (S.) **2** : 210.
 SANSARICQ (A. C.) **2** : 357.
 SARTORIUS (C.) **2** : 938. **8** : 3669.
 SASTRY (K. R. R.) **12** : 5589.
 SATOW (E.) **8** : 3900.
 SAVAGE (M. J.) **6** : 2754.
 SAVEEDRA LAMAS (C.) **5** : 2528.
 SAWADA (KEN) **2** : 893. **4** : 2083, 2084, 2173.
 SCAVENIUS (H.) **2** : 260, 261, 261 *a*, 264.
 SCELLE (G.) **2** : 102, 195. **6** : 2955, 2965. **8** : 3919. **9** : 4310. **10** : 4624, 4726. **11** : 5076. **12** : 5269. **13** : 5846.
 SCERNI (M.) **9** : 4056.
 SCHAEFFER (C.) **4** : 2148. **5** : 2509.
 SCHÄTZEL (W.) **5** : 2339, 2529.
 SCHALL **10** : 4808. **11** : 4854, 4866.
 SCHANZER (C.) **2** : 915. **9** : 4318.
 SCHELLBERG (W.) **7** : 3430.
 SCHELTEMA (E.) **9** : 4212.
- SCHENK Graf VON STAUFFENBERG (B.) : voir STAUFFENBERG (B. Schenk Graf von —).
 SCHIFFER **2** : 839. **3** : 1527, 1584.
 SCHINDLER (D.) **3** : 1409, 1640. **6** : 3004. **9** : 4137. **10** : 4775.
 SCHLEUTER (W.) **3** : 1840.
 SCHLOCHAUER (H. J.) **10** : 4476.
 SCHMID **2** : 396, 397.
 SCHMID (J. J. von) **3** : 1443.
 SCHMID (K.) **6** : 2969. **8** : 3669.
 SCHMIDT (A.) **9** : 4138.
 SCHMIDT (Fr.) **7** : 3272.
 SCHMIDT (Fr. A.) **9** : 4319.
 SCHMIDT (R.) **8** : 3697.
 SCHMIDT (W.) **5** : 2403.
 SCHMITZ (E.) **7** : 3308. **11** : 4960, 5053.
 SCHNABEL (F. G.) **8** : 3915.
 SCHNEIDER (Chr.) **3** : 1578.
 SCHOENBORN (W.) **13** : 5859.
 SCHÖPFER **2** : 398, 399.
 SCHOETENSACK (A.) **8** : 3669.
 SCHOOMAKER (N. M.) **3** : 1733.
 SCHOTTHÖFER **6** : 2936.
 SCHOU (P.) **3** : 1579, 1600. **11** : 5064.
 SCHREIBER (O.) **6** : 2855.
 SCHRIEKE (B. J. O.) **11** : 5197.
 SCHROEDER (K. L.) **4** : 1975.
 SCHÜCKING (W.) **2** : 62, 902, 974, 1014. **4** : 2246, 2248. **6** : 2821, 2822, 2826 *bis*, 2855. **7** : 3241. **8** : 3616, 3634, 3850. **9** : 4090, 4286. **10** : 4469, 4504. **11** : 4900, 4928, 4941. **12** : 5250-5294, 5318-5321, 5545, 5558. **13** : 5761-5763, 5790-5793, 5859.
 SCHÜRCH **10** : 4542, 4543.
 SCHULÉ (D.) **11** : 5193.
 SCHUMACHER **6** : 2694.
 SCHUMAN (F. L.) **10** : 4780. **13** : 5997.
 SCHUURMAN (W. H. A. Elink) **2** : 1293. **3** : 1846. **10** : 4834.
 SCHUYLER **9** : 4384.
 SCHWARZ (W.) **9** : 4280.
 SCHWARZENBERGER (G.) **11** : 5052.
 SCHWEINITZ (H. U. von) **9** : 4402.
 SCIALOJA (V.) **3** : 1438, 1439. **4** : 1919. **9** : 4287. **12** : 5586.
 SCOTT (J. B.) **2** : 2, 3, 11, 12, 13, 15, 21, 31, 40, 47, 50, 61, 104, 108, 119, 127, 196-200, 414, 808, 844, 935, 1003, 1004, 1038, 1144. **3** : 1315, 1569, 1685, 1756. **4** : 1862, 1863, 2132, 2133, 2149. **5** : 2530. **9** : 4309. **10** : 4771. **11** : 4943. **12** : 5270. **13** : 5763.
 SCROGGS (W. O.) **12** : 5698.
 SEARS (L. M.) **4** : 2203. **12** : 5697, 5707.
 SEASONGOOD (M.) **8** : 3556.
 SEAVEY (W. A.) **8** : 3556. **13** : 5968.
 SEBILLEAU (P.) **13** : 6031.
 SECRETAN (J.) **5** : 2344. **12** : 5382.

- SÉFÉRIADÈS (S.) **6** : 2851, 3131. **12** : 5376, 5719. **13** : 5859.
 SEGAL (S.) **9** : 4408.
 SEIPEL (I.) **6** : 2956.
 SELDEN (Ch. A.) **3** : 1528, 1529.
 SELIGMAN (E. R. A.) **10** : 4702.
 SERBESCO (S.) **4** : 2018. **5** : 2396 a.
 SERENI (A. P.) **10** : 4573.
 SEVENSMA (T. P.) **8** : 3539.
 SEYMOUR (Charles) **5** : 2280.
 SFORZA (C.) **10** : 4459.
 SHAFROTH (J. F.) **4** : 1854.
 SHAW (A.) **12** : 5699.
 SHEPARDSON (W. H.) **12** : 5698.
 SHEPPARD (M.) **2** : 1146.
 SHERMAN (A.) **11** : 5171.
 SHERMAN (S. S.) **4** : 2092.
 SHIBUSAWA (S.) **13** : 5990.
 SHIELDS (J. K.) **2** : 1147.
 SHIMAMOTO (H.) **4** : 2057, 2058.
 SHIPSTEAD **2** : 290, 327, 329, 1214. **4** : 1883. **6** : 2937.
 SHORT (D.) **11** : 4874.
 SHORTRIDGE **4** : 1885, 1887. **7** : 3506.
 SHOTWELL (J. T.) **2** : 1208. **5** : 2546. **7** : 3497. **11** : 5073, 5152, 5172. **12** : 5680. **13** : 5998, 5999.
 SHUSTER (G. N.) **12** : 5397.
 SIBERT (M.) **2** : 923, 991, 1028. **4** : 2246. 2249.
 SIEBENEICHEN (A.) **2** : 707.
 SIESSE (G.) **4** : 2006.
 SIEVEKING (A.) **5** : 2320 a.
 SIEVEKING (L. M.) **13** : 5874.
 SILVA (PEREIRA DA) **8** : 3551. **12** : 5592.
 SIMON (J.) **5** : 2515. **9** : 4030. **10** : 4520. 4521. **11** : 4887-4888.
 SIMONDS (F. H.) **2** : 1266. **8** : 3581. **11** : 5118. **12** : 5699.
 SIMONS (W.) **2** : 809, 857. **6** : 3005. **7** : 3448. **8** : 3616. **12** : 5350.
 SIMS **12** : 5700.
 SINCLAIR **3** : 1336.
 SINNER (P.) **5** : 2516.
 SITZLER (F.) **7** : 3431.
 SIVORI (J. B.) **6** : 2941.
 SKASHEIM (A.) **10** : 4646.
 SKEI (J.) **10** : 4647.
 SKIBOWSKI (F.) **5** : 2376.
 SKRZYNSKI (A.) **2** : 574, 575, 590.
 SLADE (W. A.) **5** : 2264, 2264 a. **6** : 2662.
 SLAYDEN (J. L.) **2** : 58.
 SLOOTEN AZN. (G. van) **6** : 2688.
 SLOSSON (P. W.) **12** : 5680.
 SMEDAL (G.) **11** : 4995-4996. **12** : 5448. **13** : 5896.
 SMITH **2** : 327. **6** : 2947.
 SMITH (H. A.) **2** : 105, 201.
 SMITH (L. W.) **9** : 4366.
 SMITH (N. Ch.) **9** : 4288.
 SMITH (O. M.) **11** : 4997.
 SMITH (R.) **3** : 1363. **5** : 1889.
 SMOOT **2** : 325.
 SMUTS (J. C.) **2** : 73. **4** : 1860. **5** : 2279.
 SNOW (F.) **11** : 5174.
 SNOWDEN (Ph.) **5** : 2648. **7** : 3181.
 SOBOLEWSKI (T.) **4** : 1976. **8** : 4003.
 SOCKMAN (R. W.) **12** : 5672.
 SÖDERBLOM (S.) **10** : 4525. **12** : 5569, 5651.
 SOFRONIE (G.) **8** : 3999.
 SOKAL **8** : 3656, 3657.
 SOLMS-BRAUNFELS (F. Prinz zu) **11** : 4973.
 SOMERVILLE (D. G.) **2** : 356 a. **8** : 3578.
 SOTTILE (A.) **2** : 1015. **3** : 1426, 1429, 1697, 1772. **4** : 1952, 2246, 2250. **5** : 2443, 2445, 2452, 2455. **6** : 2914, 2918, 2923. **7** : 3253, 3384-3386, 3529. **8** : 3641, 3652, 3810. **9** : 4247-4249. **10** : 4511, 4693, 4694. **11** : 4914, 4956. **12** : 5554, 5556, 5559, 5560. **13** : 5948.
 SOUBBOTITCH (J. V.) **3** : 1545.
 SOULE (C. C.) **5** : 2502.
 SOUZA DANTAS **2** : 556-563, 568-573
 SPENDER (H. F.) **4** : 2184.
 SPERL (H.) **9** : 4154.
 SPIEGEL (L.) **2** : 681, 682.
 SPIETHOFF (A.) **13** : 5982.
 SPIROPULOS (J.) **2** : 738. **3** : 1411, 1597. **4** : 1910. **6** : 2988. **9** : 4315. **12** : 5271.
 SPOHN (K.) **11** : 4985.
 SPÜHLER (E.) **12** : 5272.
 SQUIRES (E. E.) **7** : 3407.
 STACKELBERG (J. von) **6** : 2942.
 STAËL VON HOLSTEIN (L.) **2** : 202. **9** : 4199. **12** : 5449.
 STAUFFENBERG (B. Schenk Graf von —) **7** : 3308. **9** : 4264. **10** : 4426, 4444. **11** : 4917, 4949, 4954, 4960, 5053, 5100, 5175. **12** : 5217, 5218, 5477. **13** : 5814.
 STAUNTING (Th.) **7** : 3413.
 STEBBINS (L. A.) **10** : 4793.
 STEEGMAN (J.) **4** : 2087.
 STEELE (Th. M.) **2** : 1215, 1216.
 STEELE (W. S.) **11** : 5131.
 STEFFENS (H. von) **9** : 4176.
 STEICHELE (A.) **5** : 2463.
 STEIDL **12** : 5464.
 STEIN (O.) **2** : 930.
 STEINBACH (P. A.) **8** : 4000.
 STEINER (H. A.) **13** : 5878.
 STEINITZ (H.) **11** : 4906.
 STEIWER **11** : 4853, 4864, 4866.
 STELLINGA (J. R.) **7** : 3440.
 STENUIT (R.) **8** : 4002.
 STEPHENS **2** : 329.
 STEPHENS (H. D.) **3** : 1347.
 STERNBERGER-MILLER (E.) **13** : 6000.
 STERNDAL (W. P.) **3** : 1515.

- STICKNEY (E. P.) **8** : 3897.
 STIEGER **6** : 2807, 3006.
 STIER-SOMLO (F.) **6** : 2975, 3129.
 STIMSON (H.) **6** : 3039, 3065, 3094. **7** :
 3500, 3512. **12** : 5329, 5700.
 STINSON (J. W.) **2** : 840, 970, 1217, 1218.
 STOCKTON (R.) **9** : 4338.
 STOIJANOV (I.) **4** : 2085.
 STONE (J.) **9** : 4403. **10** : 4578.
 STONE (W. T.) **7** : 3516. **8** : 3989.
 STOWELL (E. C.) **7** : 3449.
 STOYANOVSKI (J.) **5** : 2371.
 STOYKOVITCH (S.) **4** : 1971. **8** : 3798.
 STRASBURGER (H.) **13** : 5908.
 STRAUB (P.) **12** : 5383.
 STREIT (C. K.) **6** : 3066. **13** : 5810.
 STREIT (G.) **5** : 2402.
 STRENG (von) **2** : 396, 397.
 STRISOWER (L.) **6** : 3134.
 STRONG (Ch. H.) **8** : 3556.
 STRUB (W.) **3** : 1610.
 STRUPP (K.) **2** : 217, 653, 672, 771, 937,
 939, 959, 960, 965, 967, 1029, 1036,
 1041. **3** : 1530, 1633, 1641. **4** : 1973,
 2150, 2151, 2246. **5** : 2332, 2484, 2524.
6 : 2997. **7** : 3265, 3441, 3442. **8** : 3553,
 3597, 3615, 3616. **9** : 4064, 4136, 4311.
10 : 4469, 4649, 4650. **11** : 4922. **12** :
 5350, 5380.
 STRUYCKEN (A. A. H.) **2** : 203, 924.
 STUDIOUSUS (Sv.) **8** : 3675.
 STURZO (L.) **5** : 2510.
 STURMAN (P. H.) **3** : 1564, 1841.
 SUAREZ (J. L.) **6** : 2941.
 SUBOTIC (I. V.) **8** : 3547.
 SUGIMURA (Y.) **6** : 2995.
 SUKIENNICKI (W.) **3** : 1642. **6** : 2977
 SUMMER (Lord) **2** : 146.
 SUN (Ch.) **12** : 5575.
 SURET (L.) **2** : 44.
 SUTTNER (BERTHA von) **12** : 5279.
 SWANSON **2** : 276, 282, 285-287, 307,
 308, 310, 326, 327, 1230. **3** : 1347.
4 : 1883. **5** : 2437. **6** : 3067, 3068.
 SWANWICK (H. M.) **2** : 715, 858.
 SWEETSER (A.) **3** : 1573, 1585, 1590.
6 : 2964.
 SZCZEBINSKA (M.) **11** : 5055.
 SZENT-ISTVANY (B. de) **7** : 3266. **10** :
 4445, 4688, 4794.
 TACHI (S.) **4** : 2059. **11** : 4895.
 TAFT (W. H.) **2** : 27, 37, 106. **3** : 1751.
4 : 1855.
 TAHSIN (H.) **13** : 5981.
 TAI (P. L.) **12** : 5701.
 TAKETOMI **11** : 4886.
 TAN (Y. S.) **12** : 5609.
 TAOKA (R.) **13** : 5847.
 TAPPEN (O.) **12** : 5652.
 TARACOUZIO (T. A.) **11** : 5199.
 TA-T'UNG **9** : 4347.
 TAUBE (M. de) **4** : 2246.
 TAUBER (L.) **4** : 2072.
 TAVERNE (B. M.) **13** : 5909.
 TCHÉOU-WEI (S.) **2** : 59.
 TEGHZE (G.) **10** : 4743.
 TELDERS (B. M.) **3** : 1643. **11** : 5010.
 TEMPERLEY (H. W. V.) **2** : 882, 1056.
 TÉNÉKIDÈS (C. G.) **2** : 699. **3** : 1399.
6 : 2787, 2864. **8** : 3692, 3887, 4004.
10 : 4461, 4831. **11** : 5017.
 TENG (K. S.) **12** : 5611.
 TENG (Y. S.) **12** : 5666.
 TEODOROFF (T. P.) **13** : 5892.
 TEYSSAIRE (J.) **4** : 2202.
 THAYER (E. P.) **8** : 3557.
 THIEME (H. W.) **3** : 1659.
 THILLY (E.) **6** : 2846.
 THOMAS **11** : 4853, 4860, 4863, 4866.
 THOMAS (A.) **2** : 632, 633. **3** : 1616. **6** :
 2956, 2965. **7** : 3306, 3307, 3431-3433.
 THOMAS (C. R.) **5** : 2572.
 THOMAS (D. Y.) **4** : 1888. **8** : 3916.
 THOMAS (H. C.) **2** : 917. **4** : 2097.
 THOMAS (N.) **11** : 5182. **12** : 5700.
 THOMSON (Ch. J.) **3** : 1352.
 THURTLÉ **6** : 2733.
 TIBAL (A.) **8** : 3741.
 TIBBAUT **2** : 240, 245.
 TICHAUER (Th.) **2** : 925.
 TIETZ (W.) **3** : 1660.
 TINKHAM (G. H.) **4** : 1884. **9** : 4372
 TITÉANO (E.) **2** : 918.
 TITTONI (T.) **12** : 5586.
 TITULESCO (N.) **10** : 4778.
 TOBIN (H. J.) **10** : 4758.
 TOMCSÁNYI (De) **13** : 5864.
 TOMSA (B.) **7** : 3330.
 TOMŠIČ (I.) **8** : 3868.
 TORLEY DUWEL (C. L.) : voir DUWEL
 (C. L. TORLEY).
 TORRES (A.) **8** : 3917.
 TORRIENTE Y PERAZA (C. de la) **2** : 421,
 422, 883, 892. **3** : 1591.
 TOSCANO (M.) **8** : 4001.
 TOURGOUD Bey (Demir) **9** : 4133.
 TOWNER (H. M.) **2** : 1150.
 TOWNSEND **10** : 4816. **11** : 4872.
 TOYNBEE (A. J.) **2** : 1057, 1058. **4** : 2185.
5 : 2554. **6** : 3021. **7** : 3476. **9** : 4431.
10 : 4788. **11** : 5120.
 TRABUE (C. C.) **9** : 4373.
 TRAMMELL **3** : 1353. **11** : 4868.
 TRAVERS (M.) **2** : 691, 859, 860, 1281.
5 : 2386.
 TRÉKA (V.) **3** : 1570. **4** : 2007. **10** : 4574.
 TRELLES (C. B.) **8** : 3960.
 TRÉMAUD (H.) **7** : 3342, 3343. **9** : 4177.
 TRENHOLME (L. J.) **3** : 1546.

- TREVELYAN **4** : 1889.
 TRIAS DE BES (J. M.) **3** : 1637. **6** : 3134.
10 : 4735.
 TRIEPEL (H.) **2** : 218, 435. **4** : 1916. **6** : 2788.
 TROMP (P.) **11** : 5197.
 TROTABAS (L.) **4** : 2013, 2233, 2246.
 TRYGGER **3** : 1372.
 TRYON (J. L.) **2** : 14, 29.
 TSENG (Y. H.) **12** : 5613.
 TSIANG (C. H.) **12** : 5702.
 TSURUMI (Y.) **8** : 3933.
 TUCKEY (E. N.) **6** : 3091.
 TUMEDEI (C.) **2** : 651.
 TUSKA (B.) **2** : 692. **3** : 1400.
 TUTTLE (F. G.) **7** : 3474.
 TYSON **2** : 326.
- UDINA (M.) **5** : 2482.
 UECKER (E.) **8** : 3691.
 ULLEIN (A.) **10** : 4744.
 ULLMANN (F.) **10** : 4462.
 ULRICKSEN (H. F.) **2** : 262.
 UNDÉN (Ö.) **2** : 603, 604, 607, 608, 609, 610, 617, 841. **4** : 2251. **6** : 3134. **10** : 4525. **12** : 5354, 5570, 5642. **13** : 5829, 5830.
 UNDERWOOD **2** : 329.
 UNRUH (F. O. von) **3** : 1611.
 URRUTIA (F. J.) **4** : 2134. **5** : 2503. **7** : 3414. **8** : 3845. **10** : 4504, 4679.
 USTERI **2** : 398, 399.
- V. (V.) **4** : 2060.
 VABRE (A.) **2** : 931.
 VACCARI (P.) **6** : 2944.
 VADASZ (E.) **4** : 2230.
 VADASZ (I.) **10** : 4819.
 VALAYER (P.) **6** : 2876, 2877. **8** : 3703, 3704. **10** : 4616.
 VÁLI (F. A.) **8** : 3754. **9** : 4155. **10** : 4658, 4660, 4759. **11** : 5004, 5004 a. **12** : 5451. **13** : 5912, 5913.
 VALLINDAS (P.) **9** : 4409.
 VALLOTTON (J.) **4** : 2252. **5** : 2397. **11** : 4972.
 VANCE (W. R.) **2** : 38, 51. **6** : 2972.
 VANDENBERG **6** : 3083. **11** : 4849, 4853, 4854, 4855, 4864. **13** : 6004.
 VAN DE WATER (F. F.) **3** : 1529.
 VAN KIRK (W. W.) **11** : 5132.
 VANSELOW (E.) **8** : 3869.
 VASCONCELLOS (de) **12** : 5498, 5499.
 VAYO (Alvarez del) **13** : 5829, 5830.
 VELÁZQUEZ (G.) **4** : 2255.
 VELHAGEN (A.) **9** : 4156.
 VELSEN (von) **4** : 2008. **5** : 2854.
 VERA (J. L. de) **2** : 109.
- VERDROSS (A. von) **2** : 943. **3** : 1643 a. **4** : 2135, 2253. **10** : 4464, 4465, 4477. **11** : 4923, 4928. **12** : 5274, 5377, 5458. **13** : 5848, 5982.
 VERGARA DONOSO (G.) **5** : 2640. **6** : 3037.
 VEROSTA (S. E.) **8** : 3755.
 VERYKIOS (P. A.) **11** : 5090.
 VERZIJL (J. H. W.) **2** : 209, 215, 216, 722, 739. **3** : 1452, 1488. **4** : 2009, 2010, 2011. **6** : 2989. **7** : 3267, 3344, 3346, 3353-3355. **8** : 3756, 3757, 3758, 3764, 3765, 3768, 3769, 3771, 3851. **9** : 4057, 4200, 4201, 4205, 4213, 4214, 4215. **10** : 4478, 4586, 4651, 4655, 4661, 4662. **11** : 4908, 5011, 5014, 5065. **12** : 5219, 5228, 5301, 5478, 5552, 5630. **13** : 5914.
 VIDAL Y SAURA (G.) **2** : 961.
 VILLEGAS **4** : 1961, 1962.
 VINACKE (H. M.) **10** : 4781.
 VINEUIL (P. de) **2** : 652, 674, 683, 684, 693, 1021. **7** : 3312, 3313.
 VINK (J. C. H. H. de) **13** : 5964.
 VISSCHER (Ch. de) **2** : 1039. **3** : 1634. **4** : 2165, 2246. **5** : 2465, 2531. **6** : 2843, 2978. **10** : 4479, 4699. **12** : 5275, 5350, 5631. **13** : 5766, 5849, 5945, 5946.
 VISSCHER (F. de) **2** : 1030. **4** : 2136. **6** : 3134.
 VIZETELLY (F. H.) **12** : 5681. **13** : 6002.
 VLADAR (E.) **10** : 4716.
 VLUGT (W. van der) **2** : 659.
 VOGT **11** : 4941.
 VOLCKMANN (E.) **2** : 69.
 VOLLENHOVEN (C. van) **2** : 24, 420, 870, 1042, 1292. **8** : 3875. **11** : 5091. **13** : 5983.
 VOSS (F.) **9** : 4178.
 VREELAND Jr. (H.) **10** : 4814.
 VULCAN (C.) **8** : 3888.
- W. (J. H.) **3** : 1317.
 W. (M. S.) **5** : 2610.
 WADE (H. T.) **2** : 1060, 1061. **3** : 1687. **4** : 2188. **5** : 2552. **7** : 3477.
 WAGNER **8** : 3956, 3973, 3974, 3986, 3988.
 WAGNER (R.) **4** : 1974.
 WAHL (A.) **4** : 2246.
 WAINHOUSE (D. W.) **11** : 5129.
 WAISZ **2** : 235.
 WALCOTT **8** : 3941.
 WALDECKER (L.) **8** : 3852.
 WALDKIRCH (E. von) **2** : 966, 1045. **6** : 2878.
 WALDRON (R. T.) **11** : 4862.
 WALDSTEIN (Ch.) **4** : 1859.
 WALKER (Th. A.) **10** : 4753.
 WALKER (W. L.) **10** : 4753.
 WALLENGREN (S.) **12** : 5656.
 WALLER (B. C.) **2** : 1053.

- WALP (P. K.) **8** : 3853.
 WALSH (Th. J.) **2** : 312, 313, 314, 317, 319, 322, 325, 327, 329, 1214. **4** : 2204. **5** : 2641. **6** : 3052, 3090. **9** : 4374. **10** : 4815.
 WALTER (H.) **13** : 5890.
 WALTHER (H.) **5** : 2387.
 WAMBAUGH (S.) **3** : 1449.
 WANG (C. D.) **12** : 5220.
 WANG (C. T.) **12** : 5355.
 WANG (TSUNG-TAN) **9** : 4023.
 WANG CHUNG-HUI **2** : 992. **3** : 1388. **9** : 4040, 4090. **10** : 4689. **11** : 4941. **12** : 5331-5332. **13** : 5772-5775, 5790, 5791, 5794, 5795.
 WARD (J.) **6** : 2754.
 « WARGANEUS » **10** : 4483, 4484.
 WARREN (Ch.) **9** : 4375.
 WARSCHAUER (E.) **9** : 4142.
 WATRIN (G.) **6** : 2865. **8** : 3827. **9** : 4289. **11** : 5107.
 WATSON **2** : 327. **3** : 1353. **4** : 1883.
 WEBER (P.) **9** : 4179, 4216.
 WEBER (H. von) **10** : 4820.
 WEBSTER (C. K.) **3** : 1613. **9** : 4295.
 WECK (N. de) **10** : 4601.
 WECKS (H.) **8** : 3706.
 WEGNER (A.) **2** : 1288. **12** : 5641.
 WEHBERG (H.) **2** : 22, 23, 25, 46, 77, 103, 110, 431, 670, 861, 902, 926, 1005, 1017, 1041, 1155, 1277. **3** : 1407, 1445, 1486, 1516, 1601, 1672, 1673. **4** : 1898, 1914, 2024, 2222. **5** : 2318, 2319, 2489, 2643. **6** : 2849, 3014. **7** : 3241, 3356. **8** : 3759, 3850. **10** : 4469, 4656. **11** : 4896, 4900. **12** : 5276-5278, 5302, 5350, 5632. **13** : 5767, 5811, 5812, 5891.
 WEHRER (A.) **9** : 4414.
 WEHSER (R.) **9** : 4180.
 WEIDENMANN (A.) **8** : 3678.
 WEISS (A.) **2** : 920. **3** : 1572. **4** : 1946. **5** : 2312-2318. **6** : 2781, 2849. **8** : 3591.
 WEISZ (U.) **10** : 4771.
 WELLIVER (J. C.) **2** : 862.
 WELLS (J. H.) **2** : 696.
 WENINGER (L. V.) **3** : 1644. **10** : 4565, 4690, 4691, 4745.
 WENZEL (M.) **7** : 3531. **10** : 4820.
 WERNER (A. R.) **13** : 5880.
 WERTHEIMER (L.) **3** : 1318.
 WERTHEIMER (M. S.) **9** : 4202.
 WESELOWSKI (C.) **12** : 5720.
 WEST (R. L.) **4** : 2172.
 WESTARP (K. Fr. V. von) **9** : 4296.
 WESTSTRATE (C.) **8** : 4005.
 WEYR (F.) **12** : 5417.
 WHEATON (H.) **5** : 2511.
 WHEELER **6** : 3076. **8** : 3972. **11** : 4851, 4861, 4866, 4869.
 WHEELER (E. P.) **2** : 41.
 WHEELER-BENNETT Jr. (J. W.) **2** : 779, 780, 1022. **3** : 1502. **6** : 2908. **7** : 3483, 3517. **8** : 3918, 3991. **9** : 4415, 4416.
 WHELEN (F. L.) **11** : 5072.
 WHITAKER (J. L.) **3** : 1548.
 WHITE **10** : 4803. **11** : 4855, 4864.
 WHITE (T. R.) **2** : 42, 844. **8** : 3944.
 WHITNEY (E. L.) **4** : 1852.
 WHITTON (J. B.) **2** : 728. **4** : 2205. **8** : 3889. **11** : 5092.
 WHITTUCK (E. A.) **2** : 205.
 WIART (C. de) **4** : 2225.
 WICKERSHAM (G. W.) **2** : 972, 1193, 1220, 1223. **3** : 1571, 1692, 1734. **4** : 2062, 2177, 2234. **7** : 3394. **9** : 4376.
 WICKERSHAM (W.) **2** : 971.
 WICKSELL (A.) **12** : 5571, 5572.
 WIGMORE (J. H.) **2** : 1290. **3** : 1807, 1808. **4** : 2211. **7** : 3235, 3242. **8** : 3992.
 WILCOX (F. O.) **12** : 5221, 5633.
 WILDE (C. de) **12** : 5721.
 WILDE (J. C. de) **10** : 4617.
 WILFLEY (L. R.) **3** : 1809.
 WILHELM (K.) **10** : 4587.
 WILLIAMS **2** : 317, 319, 326, 327, 329.
 WILLIAMS (B.) **4** : 2098.
 WILLIAMS (B. H.) **13** : 6020.
 WILLIAMS (J. F.) **4** : 2090. **5** : 2388-2389, 2512, 2538, 2539. **6** : 2837, 3071. **7** : 3252, 3268, 3500, 3525. **8** : 3667, 3760, 3890. **9** : 4123. **11** : 5005, 5066, 5112. **12** : 5350, 5405.
 WILLIAMS (R.) **2** : 894.
 WILLIS **2** : 289, 314. **5** : 2562.
 WILLISTON (S.) **12** : 5371.
 WILLOUGHBY (W. B.) **4** : 1880.
 WILSON (A.) **9** : 4390. **10** : 4802.
 WILSON (C.) **6** : 2738 bis.
 WILSON (F.) **4** : 1861.
 WILSON (F. G.) **11** : 5074.
 WILSON (G. G.) **4** : 2137. **12** : 5634.
 WILSON (H. H.) **9** : 4377-4378.
 WILSON (R. R.) **5** : 2532. **7** : 3435. **8** : 3891.
 WILSON (W.) **2** : 73. **4** : 1855, 1860. **5** : 2279.
 WINFIELD (P. H.) **2** : 947.
 WINIARSKI (B.) **5** : 2518. **13** : 5837.
 WINKLER (P.) **4** : 1966.
 WINTER (A. A.) **3** : 1719.
 WINTGENS (H.) **6** : 3129.
 WITENBERG (J. C.) **4** : 2259. **13** : 5824, 5825.
 WLIASSICS (J.) **2** : 668, 685, 1299. **10** : 4773, 4786, 4821, 4825.
 WOESTE **2** : 239, 244.
 WOLF (D. E.) **7** : 3518.
 WOLF (F. C. de) **10** : 4463.
 WOLFF (K.) **8** : 3617.

- WOLGAST (E.) **2** : 669. **3** : 1446. **6** : 2883.
9 : 4217. **10** : 4652, 4653. **11** : 4998.
12 : 5420.
 WOLTER (W.) **13** : 5910.
 WOOD (Bryce) **7** : 3519.
 WOOD (Kingsley) **6** : 2737.
 WOODBURY (G.) **2** : 1143, 1157.
 WOODSWORTH **4** : 1879. **5** : 2293, 2294.
6 : 2701, 2702, 2705.
 WOOLF (L. S.) **2** : 43, 44.
 WOOLF (S. J.) **5** : 2311.
 WOOLSEY (L. H.) **3** : 1485, 1669.
 WRIGHT (C. M.) **3** : 1721.
 WRIGHT (H.) **11** : 4861.
 WRIGHT (H. F.) **2** : 812.
 WRIGHT (Q.) **3** : 1465, 1820. **4** : 2206.
7 : 3532. **8** : 3933.
 WRZOS (C.) **11** : 5055.
 WU (CHAO-HUANG) **9** : 4335.
 WU (PIN-CHIN) **9** : 4272.
 WUNDRAM (H. G.) **9** : 4058.
 WYKMAN (P.) **12** : 5643.
- YAMADA (S.) **2** : 432. **12** : 5312. **13** : 5887,
 5947.
 YAMANA (M.) **4** : 2121.
 YANG (T. S.) **12** : 5418.
 YANGUAS (J. de) **4** : 2246.
 YATE (Ch.) **3** : 1466.
 YEH (C. F.) **12** : 5666.
 YEPES (J. M.) **12** : 5592.
 YOKOTA (K.) **2** : 1160. **5** : 2367, 2369.
6 : 2840. **7** : 3322, 3324-3327, 3329,
 3331, 3332, 3345. **8** : 3670. **9** : 4130-
 4132, 4134-4135, 4140-4141. **10** : 4583,
 4588, 4590, 4591, 4597, 4599, 4600,
 4602. **11** : 4977, 4984, 4986, 4987, 4989,
 4990, 4999, 5000, 5006, 5007. **12** : 5459,
 5465. **13** : 5834, 5850, 5879, 5882,
 5884, 5885, 6021.
 YOKOYAMA (M.) **11** : 4887-4888.
 YOSHIZAWA **8** : 3656, 3657.
 YOTIS (Ch.) **3** : 1448.
 YOUNG (E. H.) **2** : 623.
 YOUNG (G.) **8** : 3933.
 YOUNG (R.) **4** : 1889.
 YOYANOVITCH **8** : 3634.
- ZAJACZKOWSKI (J. C.) **11** : 4931.
 ZALESKI **5** : 2363, 2364. **8** : 3660, 3661.
9 : 4404.
 ZALESKI (W. J.) **10** : 4826.
 ZANTEN (H. van) **4** : 2108. **6** : 2990. **11** :
 5098.
 ZASZTOWT-SUKIENNICKA (H.) **6** : 2966.
 ZAUNIUS **8** : 3660, 3661.
 ZAYAS Y ALFONSO (A.) **6** : 2708.
 ZELLE (A.) **8** : 3896.
 ZEYDEL (E. H.) **2** : 1099.
 ZIEHM **8** : 3662, 3663.
 ZIMMERMANN (M. A.) **2** : 946 a. **10** :
 4717, 4746. Voir aussi CIMMERMANN.
 ZIMMERN (A.) **12** : 5593.
 ZORN (Ph.) **2** : 869, 1023. **3** : 1670,
 1842.
 ZUKERMAN (W.) **2** : 1297.
 ZULUETA **8** : 3660, 3661.
 ZUNDELEWICZ (I.) **12** : 5419.

INDEX ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES
DE LA LISTE BIBLIOGRAPHIQUE ¹

(Les numéros indiqués sont ceux qui précèdent les titres
des publications et non ceux des pages.)

ABRÉVIATIONS :

Av.-proj. Avant-projet.
Doc. Documents.
Législ. Législatif(s).
Offic. Officiel(s).
O. I. T. Organisation internationale
du Travail.
Ordonn. Ordonnances.
Parlem. Parlementaire(s).
Publ. Publications.
S. d. N. Société des Nations.

Accès aux écoles minoritaires allemandes en Haute-Silésie. (Avis n° 19.) Actes et Doc. **8** : 3623. Texte **7** : 3290. **8** : 3638. **9** : 4090. Suites **8** : 3656-3657. Études sur l'Avis **7** : 3355-3356. **8** : 3705-3707. **9** : 4124, 4147. **10** : 4591.
Accès et stationnement des navires de guerre polonais dans le port de Dantzig. (Avis du 11 déc. 1931.) Actes et Doc. **8** : 3626. Texte **8** : 3630, 3648-3649, 3652. **9** : 4090. **12** : 5391. Suites **8** : 3662-3663. **9** : 4112-4114. **10** : 4518-4523. Études sur l'Avis **8** : 3765. **9** : 4124. **10** : 4600-4601.
Accord gréco-turc du 1er déc. 1926, voir Interprétation de l'—.
Accords de La Haye et de Paris **7** : 3253. **10** : 4450.

Accords de Locarno **2** : 1024-1030. **3** : 1674-1676. **4** : 2167. **5** : 2533. **7** : 3458. **9** : 4329. **12** : 5657-5660. **13** : 5991-5995.
Acquisition de la nationalité polonaise (Avis n° 7.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 457, 480-484, 490. **6** : 2822. Suites **2** : 566-579. Études sur l'Avis **2** : 695 et suiv., 739.
Acte général d'arbitrage adopté par la IX^{me} Assemblée de la S. d. N. **5** : 2534-2543. **6** : 3008-3009. **7** : 3459-3462. **8** : 3892-3895. **9** : 4330. **10** : 4774-4775. **12** : 5661-5662.
Actes et Doc. relatifs aux Arrêts et aux Avis **2** : 451-455. **3** : 1413-1415. **4** : 1924-1929. **5** : 2346-2349. **6** : 2809-2817. **7** : 3279-3286. **8** : 3623-3627. **9** : 4072-4077. **10** : 4486-4497. **11** : 4933-4938. **12** : 5385-5387. **13** : 5853-5855.
Actes législatifs des divers pays **2** : 231-406. **3** : 1326-1383. **4** : 1876-1896. **5** : 2291-2297. **6** : 2691-2766. **7** : 3160-3216. **8** : 3555-3583. **9** : 4024-4032. **10** : 4429-4434. **11** : 4842-4881. **12** : 5229-5241. **13** : 5742-5756.
Activité judiciaire et consultative de la Cour **2** : 451-740. **3** : 1413-1488. **4** : 1924-2028. **5** : 2346-2410. **6** : 2809-2886. **7** : 3279-3357. **8** : 3623-3771. **9** : 4071-4218. **10** : 4486-4662. **11** : 4933-5025. **12** : 5385-5501. **13** : 5853-5920.

¹ Le présent Index, de même que l'Index des noms d'auteurs et des noms cités qui figure à la page 224, est cumulatif, en ce sens qu'il se rapporte aux bibliographies des Second, Troisième, Quatrième, Cinquième, Sixième, Septième, Huitième, Neuvième, Dixième, Onzième et Douzième Rapports annuels (Série E, nos 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12), aussi bien qu'à celle du présent volume (pages 184-223).

Les chiffres **gras** qui précèdent les numéros des titres renvoient au volume correspondant de la Série E (**2** : Série E, n° 2 ; **3** : Série E, n° 3 ; **4** : Série E, n° 4 ; **5** : Série E, n° 5 ; **6** : Série E, n° 6 ; **7** : Série E, n° 7 ; **8** : Série E, n° 8 ; **9** : Série E, n° 9 ; **10** : Série E, n° 10 ; **11** : Série E, n° 11 ; **12** : Série E, n° 12 ; **13** : Série E, n° 13 (c'est-à-dire le présent volume). Aucun renvoi n'a été fait à la Bibliographie du Premier Rapport annuel, étant donné qu'elle a été incorporée dans celle du Second Rapport.

- Adatci, Décès de M. M.* — **11**: 4886-4896. **12**: 5246-5249.
- Administration du prince von Pless, voir Pless.*
- Afrique du Sud, Actes légis., Débats parlem.* **6**: 2691.
- Agriculture, voir Compétence de l'O. I. T.*
- Albanie, voir Écoles minoritaires en Albanie.*
- Allemagne (L'—) et la Cour* **3**: 1839-1842. **4**: 2254. **5**: 2660-2661. **11**: 5194.
- Allemagne, Av.-proj. allemand de Cour* **2**: 75, 76, 78, 111-112. **6**: 2669. **8**: 3545-3546. Actes légis. **3**: 1326. **4**: 1876-1877. **7**: 3160-3163.
- Amendements au Statut de la Cour, voir Statut (Revision du—).*
- Anatolie (Côtes d'—), voir Délimitation.*
- Angleterre, voir Grande-Bretagne.*
- Annuaire* **2**: 1055-1063. **3**: 1686-1687. **4**: 2184-2188. **5**: 2551-2554. **6**: 3021-3025. **7**: 3475-3477. **8**: 3919-3921. **9**: 4339, 4341. **10**: 4787-4788. **11**: 5120. **12**: 5678, 5681. **13**: 6001-6002.
- Appel contre une sentence du T. A. M. hungaro-tchécoslovaque, voir Université Peter Pázmány.*
- Appels contre certains jugements du T. A. M. hungaro-tchécoslovaque, Actes et Doc.* **10**: 4493. (Ordonn. du 12 mai 1933.) Texte **9**: 4087. **11**: 4941.
- Apponyi et la Cour* **10**: 4833.
- Arbitrage, Traités d'—* **2**: 9, 10, 11, 34, 993-994. Voir aussi *Acte général d'arbitrage.*
- Arbitrage et justice, Ouvrages où il est question de la Cour* **2**: 995-1006. **3**: 1661-1670. **4**: 2154-2165. **5**: 2519-2532. **6**: 2996-3006. **7**: 3453-3457. **8**: 3880-3891. **9**: 4320-4328. **10**: 4767-4771. **11**: 5101-5108. **12**: 5647-5652. **13**: 5984-5990.
- Argentine (L'—) et la Cour* **12**: 5728. Actes légis. **13**: 5742.
- Arrêts, Actes et Doc. relatifs aux* — **2**: 451-455. **3**: 1413-1415. **4**: 1924-1929. **5**: 2346-2349. **6**: 2809-2817. **7**: 3279-3286. **8**: 3623-3627. **9**: 4072-4077. **10**: 4486-4497. **11**: 4933-4938. **12**: 5385-5387. **13**: 5853-5855.
- Arrêts, Textes* **2**: 456-525. **3**: 1416-1433. **4**: 1930-1960. **5**: 2350-2362. **6**: 2818-2834. **7**: 3287-3303. **8**: 3628-3655. **9**: 4078-4104. **10**: 4498-4511. **11**: 4939-4959. **12**: 5388-5404. **13**: 5856-5866.
- Arrêts, Suites* **10**: 4515-4517, 4524-4537, 4544-4547. **11**: 5015-5025. **12**: 5479-5501. **13**: 5916-5920.
- Arrêts, Études sur les* — **2**: 627, 740. **3**: 1441-1488. **4**: 1963-2028. **5**: 2367-2410. **6**: 2835-2886. **7**: 3308-3357. **8**: 3666-3771. **9**: 4121-4218. **10**: 4548-4662. **11**: 4960-5014. **12**: 5405-5478. **13**: 5867-5915.
- Articles de revues sur la Cour en général* **2**: 142-210, 781-869. **3**: 1300-1318, 1507-1571. **4**: 2054-2078. **5**: 2437-2465. **6**: 2910-2939. **7**: 3382-3408. **8**: 3796-3836. **9**: 4236-4204. **10**: 4680-4705. **11**: 5042-5055. **12**: 5536-5562. **13**: 5942-5952.
- Australie, Actes légis., Doc. et Débats parlem.* **2**: 231. **3**: 1327-1331. **5**: 2291-2292. **8**: 3892.
- Autriche, Actes légis.* **2**: 232-237. **4**: 1878. **6**: 2692-2694. **13**: 5743. Av.-proj. autrichien de Cour **2**: 80, 111-112.
- Avant-projets de Cour (offic. et privés)* **2**: 1-127. **4**: 1848-1866. **5**: 2277-2280. **6**: 2669-2671. **7**: 3139. **8**: 3544-3546. **11**: 4841.
- Avis consultatifs, Actes et Doc.* **2**: 451-455. **3**: 1413-1415. **4**: 1924-1929. **5**: 2346-2349. **6**: 2809-2817. **7**: 3279-3286. **8**: 3626-3627. **9**: 4072-4077. **10**: 4486-4497. **11**: 4933-4938. **12**: 5385-5387.
- Avis consultatifs, Textes* **2**: 456-525. **3**: 1416-1433. **4**: 1930-1960. **5**: 2350-2362. **6**: 2818-2834. **7**: 3287-3303. **8**: 3628-3655. **9**: 4078-4104. **10**: 4498-4511. **11**: 4939-4959. **12**: 5388-5404. **13**: 5856-5866.
- Avis consultatifs, Suites* **2**: 526-626. **3**: 1434-1440. **4**: 1961-1962. **5**: 2363-2366. **7**: 3304-3307. **8**: 3655 a-3665. **9**: 4105-4120. **10**: 4512-4547. **11**: 5015-5025. **12**: 5479-5501.
- Avis consultatifs, Études sur les* — **2**: 627-740. **3**: 1441-1488. **4**: 1963-2028. **5**: 2367-2410. **6**: 2835-2886. **7**: 3308-3357. **8**: 3666-3771. **9**: 4121-4218. **10**: 4548-4662. **11**: 4916, 4967-5014. **12**: 5405-5478. **13**: 5867-5915.
- Avis consultatifs (Conditions de vote des demandes d'—), voir Compétence de la Cour.*
- Belgique, Actes légis.* **2**: 238-253. **3**: 1332-1333. **6**: 2695.
- Belgique, voir Traité sino-belge.*
- Bibliographies relatives à la Cour* **5**: 2260-2276. **6**: 2662-2668. **7**: 3136-3138. **8**: 3537-3543. **9**: 4006-4009. **10**: 4419-4423. **11**: 4836-4840. **12**: 5200-5204. **13**: 5730-5734.
- Biographies des Juges* **2**: 407-424. **3**: 1384-1388. **4**: 1897-1901. **5**: 2298-

2321. **6** : 2778-2782. **7** : 3221-3245. **8** : 3590-3591. **9** : 4038-4040. **10** : 4439-4440. **11** : 4886-4901. **12** : 5246-5303. **13** : 5761-5771, 5802-5815.
- Boycottage* **9** : 4417.
- « *Boz-Kourt* », voir « *Lotus* ».
- Brésil*, Actes légis. **2** : 254. **6** : 2696-2699. **13** : 5744. Voir aussi **10** : 4515. Le — et la Cour **3** : 1843.
- Brochures sur la Cour en général* **2** : 763-780. **3** : 1502-1506. **4** : 2045-2053. **5** : 2432-2436. **6** : 2907-2909. **7** : 3377-3381. **8** : 3796-3836. **9** : 4233-4235. **10** : 4675-4679. **12** : 5533-5534. **13** : 5939-5941.
- Bryan*, Traités — **2** : 10, 11.
- Bulgarie*, Actes légis. **2** : 255. Voir aussi « *Communautés* ».
- Canada*, Actes légis., Doc. et Débats parlem. **2** : 256-257. **3** : 1334-1339. **4** : 1879-1880. **5** : 2293-2295. **6** : 2700-2707. **7** : 3462. **8** : 3893.
- Canada* (Le) et la Cour **13** : 6031.
- Canal de Kiel*, voir « *Wimbledon* » (Affaire du vapeur —)
- Candidats* (Listes des —) **7** : 3221-3224. **13** : 5800-5803.
- Caphandaris-Molloff* (Accord —), voir *Interprétation de l'Accord gréco-bulgare*.
- Carélie orientale*, voir *Statut de la —*.
- Castellorizo (Ile de —)*, voir *Délimitation*.
- Chemin de fer*, voir *Trafic ferroviaire*.
- Chili*, Actes légis. **7** : 3164. **11** : 4842.
- Chine*, « *Hague Court for China* » **2** : 1295. Publ. offic. **3** : 1340. **9** : 4024.
- Chine*, voir *Traité sino-belge*.
- Chinn*, Affaire Oscar —. Accord entre la Belgique et la Grande-Bretagne **11** : 4912. Arrêt du 12 déc. 1934. Actes et Doc. **11** : 4938. Texte **11** : 4939, 4952-4956. **12** : 5393, 5394. Études sur l'Arrêt **11** : 5009-5011. **12** : 5455-5459.
- Chorzów*, *Affaires relatives à l'usine de —*. Actes et Doc. **4** : 1924, 1929. **5** : 2349. **6** : 2810. Textes **3** : 1417. **4** : 1932-1933, 1948-1956. **5** : 2351, 2356, 2359, 2360. **6** : 2826, 2826 bis, 2827. Ordonn. **5** : 2352. **6** : 2826. **8** : 3634. Études sur les Arrêts **3** : 1479. **4** : 1963-1964, 2026. **6** : 2840. **7** : 3326.
- Chorzów*, *Affaires relatives à l'usine de —*, voir aussi *Intérêts allemands en Haute-Silésie*.
- Clause facultative*, La — et la Grande-Bretagne **2** : 356 a-b, 1271-1278. **3** : 1821-1822. **4** : 2213-2222. **5** : 2647-2648. **6** : 3098-3124. **7** : 3180-3182. 3186, 3191, 3194, 3195, 3521-3525. **8** : 3994-3994 a. **9** : 4392-4394. **11** : 5183-5184. **12** : 5710. **13** : 6022-6023.
- Clause facultative*, voir aussi *Actes légis., Compétence de la Cour, Doc. et Débats parlem., Lois et Décrets d'approbation et de publication*.
- Codification du Droit des gens* **2** : 934-972 a. **3** : 1618-1645. **4** : 2109-2151. **5** : 2493-2512. **6** : 2967-2990. **7** : 3434-3449. **8** : 3858-3875. **9** : 4298-4315. **10** : 4731-4764. **11** : 5075-5098. **12** : 5605-5641. **13** : 5965-5983.
- Colombie*, Actes légis. **7** : 3165.
- Colons d'origine allemande* (Certaines questions touchant les —) dans les territoires cédés par l'Allemagne à la Pologne. (Avis n° 6.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 457, 477-491. **6** : 2822. Suites **2** : 554-565. Études sur l'Avis **2** : 662 et suiv., 739. **10** : 4568-4569.
- Comité consultatif de juristes pour l'institution de la Cour* (La Haye, 1920) **2** : 72-127. **4** : 1862-1865.
- Comité de juristes chargé de l'étude du Statut* (Genève, 1929) **5** : 2281-2289. **6** : 2672-2688.
- Commission européenne du Danube*, voir *Compétence de la —*.
- Commission internationale de l'Oder*, voir *Juridiction territoriale de la —*.
- « *Communautés* » gréco-bulgares (Question des —). (Avis n° 17.) Actes et Doc. **7** : 3279. Texte **7** : 3287, 3293, 3303. **8** : 3634. Suites **7** : 3304-3305. **8** : 3655 a. Études sur l'Avis **7** : 3309, 3310, 3312, 3313, 3346. **8** : 3676, 3692, 3694. **10** : 4588. **12** : 5422, 5429.
- Compatibilité de certains décrets-lois dantzi-kois avec la Constitution de la Ville libre*. (Avis du 4 déc. 1935.) Actes et Doc. **12** : 5386. Texte **12** : 5388, 5400-5404. **13** : 5862. Suites **12** : 5498-5501. Études sur l'Avis **12** : 5467-5478. **13** : 5901-5910.
- Compétence de l'O. I. T. pour la réglementation internationale des conditions du travail des personnes employées dans l'agriculture*. (Avis n° 2.) Actes et Doc. **2** : 451, 453. Texte **2** : 457-468, 498. **6** : 2822. Suites **2** : 530-533. Études sur l'Avis **2** : 627 et suiv., 739. **4** : 1965. **6** : 2835. **9** : 4123. **13** : 5871.
- Compétence de l'O. I. T. pour l'examen de propositions tendant à organiser et à développer les moyens de production agricole, et l'examen de toutes autres questions de même nature*. (Avis n° 3.)

- Actes et Doc. **2** : 451, 454-455. Texte **2** : 457-468, 498. **6** : 2822. Suites **2** : 530-533. Études sur l'Avis **2** : 627 et suiv., 739. **4** : 1965. **9** : 4123. **13** : 5871.
- Compétence de l'O. I. T. pour régler accessoirement le travail personnel du patron.* (Avis n° 13.) Actes et Doc. **3** : 1413-1415. Texte **2** : 457. **3** : 1418, 1424, 1425. **6** : 2825. Suites **3** : 1481-1484. **4** : 1965, 1979. **6** : 2835. Études sur l'Avis **9** : 4135. **13** : 5871.
- Compétence de la Commission européenne du Danube.* (Avis n° 14.) Actes et Doc. **4** : 1927-1928. Texte **3** : 1429, 1433. **4** : 1936, 1949, 1952, 1957. **5** : 2356. **6** : 2826. Suites **5** : 2363-2364. **9** : 4105-4111. **10** : 4512, 4513. Études sur l'Avis **4** : 2016-2019. **5** : 2391-2398. **6** : 2843-2846. **9** : 4139-4140. **11** : 4973. **13** : 5888.
- Compétence des tribunaux de Dantzig (réclamations pécuniaires des fonctionnaires ferroviaires dantzihois).* (Avis n° 15.) Actes et Doc. **5** : 2346. Texte **4** : 1937, 1953. **5** : 2361. **6** : 2826 bis. Suites **4** : 1961-1962. Études sur l'Avis **4** : 2028. **5** : 2403. **9** : 4141.
- Compétence et extension de la compétence de la Cour* **2** : 440-450. **3** : 1396-1412. **4** : 1906-1917. **5** : 2326-2339. **6** : 2789-2807. **7** : 3253-3268. **8** : 3600-3620. **9** : 4042-4060. **10** : 4447-4479. **11** : 4911-4928. **12** : 5340-5379. **13** : 5826-5850.
- Concessions Mavrommatis, voir Mavrommatis.*
- Conférence de la Paix de La Haye* (1907) **2** : 1-34. **4** : 1848-1852. **8** : 3544.
- Conférence de la Paix (de Versailles)* **2** : 72-127. **4** : 1860-1866. **5** : 2279-2280. **6** : 2670-2671. **8** : 3545-3546.
- Conférence internationale du Travail, voir Désignation du délégué néerlandais.*
- Congo belge, voir Chinn (Affaire Oscar —).*
- Constitution de la Cour* **2** : 128-450. **3** : 1300-1412. **4** : 1867-1923. **5** : 2281-2345. **6** : 2672-2808. **7** : 3140-3278. **8** : 3547-3622. **9** : 4010-4071. **10** : 4424-4485. **11** : 4842-4932. **12** : 5205-5384. **13** : 5735-5852.
- Cour centrale de droit international privé, voir Tribunal de droit international privé.*
- Cour de Justice arbitrale* **2** : 1, 2, 5, 13, 33, 42. **5** : 2277.
- Cour de Justice centro-américaine* **2** : 16, 17, 111-112. **5** : 2278.
- Cour internationale des Prises* **2** : 1, 5, 6, 7, 8.
- Cour permanente de Justice criminelle internationale* **2** : 1279-1289. **3** : 1823-1838. **4** : 2223-2230. **5** : 2649-2658. **6** : 3125. **8** : 3995-3997. **10** : 4817-4820. **11** : 5185-5186. **12** : 5711-5713. **13** : 6024-6026.
- Cour permanente de Justice internationale.* Sa constitution, son organisation, sa procédure, sa compétence **2** : 128-450. **3** : 1300-1412. **4** : 1867-1923. **5** : 2281-2345. **6** : 2672-2808. **7** : 3140-3278. **8** : 3547-3622. **9** : 4010-4071. **10** : 4424-4485. **11** : 4841-4932. **12** : 5205-5384. **13** : 5735-5852. Son activité judiciaire et consultative (actes et doc., etc.) **2** : 451-740. **3** : 1413-1488. **4** : 1924-2028. **5** : 2346-2410. **6** : 2809-2886. **7** : 3279-3357. **8** : 3623-3771. **9** : 4072-4218. **10** : 4486-4662. **11** : 4933-5025. **12** : 5385-5501. **13** : 5853-5920. Généralités sur la — **2** : 741-869. **3** : 1489-1571. **4** : 2029-2078. **5** : 2411-2465. **6** : 2887-2939. **7** : 3358-3408. **8** : 3772-3836. **9** : 4219-4264. **10** : 4663-4705. **11** : 5026-5055. **12** : 5502-5562. **13** : 5921-5952. Ouvrages contenant des chapitres sur la — **2** : 870-1063. **3** : 1572-1687. **4** : 2079-2188. **5** : 2466-2554. **6** : 2940-3025. **7** : 3409-3477. **8** : 3837-3921. **9** : 4265-4341. **10** : 4706-4788. **11** : 5056-5120. **12** : 5563-5681. **13** : 5953-6002. Questions spéciales relatives à la — **2** : 1064-1299. **3** : 1688-1847. **4** : 2189-2259. **5** : 2555-2661. **6** : 3026-3135. **7** : 3478-3526. **8** : 3922-4005. **9** : 4342-4418. **10** : 4789-4835. **11** : 5121-5199. **12** : 5682-5729. **13** : 6003-6032. Bibliographies **5** : 2260-2276. **6** : 2662-2668. **7** : 3136-3138. **8** : 3537-3543. **9** : 4006-4009. **10** : 4419-4423. **11** : 4836-4840. **12** : 5200-5204. **13** : 5730-5734.
- Cour suprême des États-Unis d'Amérique* **2** : 37, 38, 68, 69, 141.
- Csáky, voir Pajzs, Csáky, Esterházy (Affaire —).*
- Cuba, Actes législatifs.* **6** : 2708.
- Cuba et la Cour* **7** : 3526-3529. **8** : 3550. **9** : 4017.
- Danemark, Actes législatifs.* **2** : 258-264. **3** : 1341-1343. **8** : 3555.
- Danemark, Av.-proj. danois* **2** : 81, 84, 88, 91, 111-112. S. d. N. (Publ. offic. danoises) **7** : 3374-3375.
- Dantzig (Ville libre de —) et O. I. T.* (Avis n° 18.) Actes et Doc. **7** : 3280. **8** : 3627. Texte **7** : 3288, 3290 bis, 3293-3296, 3303. **8** : 3634. Suites **7** : 3306-3307. Études sur l'Avis

- 7**: 3309, 3310, 3312, 3313, 3347-3354.
8: 3693-3695. **10**: 4589, 4590.
- Dantzig*, Droit de la Ville libre d'esther devant la Cour **9**: 4412.
- Dantzig*, voir *Service postal polonais à —*; *Compétence des tribunaux de —*; *Accès et stationnement des navires de guerre polonais*; *Traitement des nationaux polonais*; *Compatibilité de certains décrets-lois dantziens avec la Constitution de la Ville libre.*
- Danube*, voir *Compétence de la Commission européenne du —.*
- Débats parlem. des divers pays* **2**: 231-406. **3**: 1326-1383. **4**: 1876-1896. **5**: 2291-2297. **6**: 2691-2766. **7**: 3160-3216, 3462. **8**: 3555-3583. **9**: 4029-4031. **10**: 4429-4430. **11**: 4843-4879. **12**: 5229-5241.
- Décrets d'approbation et de publication des divers pays* **2**: 231-406. **3**: 1326-1383. **4**: 1876-1896. **5**: 2291-2297. **6**: 2691-2766. **7**: 3160-3216. **8**: 3555-3583. **9**: 4024-4032. **10**: 4431-4434. **11**: 4842, 4878-4881. **12**: 5237-5241. **13**: 5742-5756.
- Décrets de nationalité promulgués en Tunisie et au Maroc* (zone française). (Avis n° 4.) Actes et Doc. **2**: 451. Texte **2**: 457, 469-474, 491, 498. **6**: 2822. Suites **2**: 534-541. Études sur l'Avis **2**: 639 et suiv., 739. **4**: 1963-1964, 1966, 1967. **5**: 2368. **7**: 3319. **8**: 3671. **13**: 5880.
- Délimitation des eaux territoriales entre l'île de Castellorizo et les côtes d'Anatolie.* (Affaire retirée, ultérieurement.) (Ordonn. du 26 janv. 1933.) Actes et Doc. **9**: 4077. Texte **9**: 4082, 4104. **11**: 4941. **12**: 5392.
- Désarmement* **8**: 3902-3918.
- Désignation du délégué ouvrier néerlandais à la 3^{me} Session de la Conférence internationale du Travail.* (Avis n° 1.) Actes et Doc. **2**: 451-452. Texte **2**: 457-468, 498. **6**: 2822. Suites **2**: 526-529. Études sur l'Avis **2**: 629 et suiv., 739. **9**: 4123. **13**: 5871.
- Différend youmano-hongrois* **4**: 2231-2253. **5**: 2659.
- Différends internationaux (en général)*, Ouvrages sur la solution des — **2**: 973-994. **3**: 1646-1660. **4**: 2152-3153. **5**: 2513-2518. **6**: 2991-2995. **7**: 3450-3452. **8**: 3870-3879. **9**: 4316-4319. **10**: 4765-4766. **11**: 5099-5100. **12**: 5642-5643.
- Différends internationaux de caractère politique* **11**: 4917, 5106-5107. **12**: 5353.
- Diplomatie*, Ouvrages sur la —, où il est question de la Cour **2**: 1036-1046. **4**: 2168-2173. **7**: 3464-3468. **8**: 3896-3901. **9**: 4331-4335. **10**: 4778-4781. **11**: 5113-5117. **12**: 5665-5671.
- Divers* **2**: 1290-1299. **3**: 1839-1847. **4**: 2254-2259. **5**: 2660-2661. **6**: 3126-3135. **7**: 3526-3536. **8**: 3998-4005. **9**: 4395-4418. **10**: 4821-4835. **11**: 5187-5199. **12**: 5714-5729. **13**: 6027-6032.
- Documents parlementaires des divers pays* **2**: 231-406. **3**: 1326-1383. **4**: 1876-1896. **5**: 2291-2297. **6**: 2691-2766. **7**: 3160-3216, 3462. **8**: 3555-3583. **9**: 4024-4032. **10**: 4429-4430. **11**: 4843-4881. **12**: 5229-5241.
- Documents relatifs aux Arrêts et aux Avis* **2**: 451-455. **3**: 1413-1415. **4**: 1924-1929. **5**: 2346-2349. **6**: 2809-2817. **7**: 3279-3286. **8**: 3623-3627. **9**: 4072-4077. **10**: 4486-4497. **11**: 4933-4938. **12**: 5385-5387. **13**: 5853-5855.
- Domages de guerre suisses, Affaire des — devant le Conseil de la S. d. N.* **11**: 5187-5188. Voir aussi les procès-verbaux du Conseil (**11**: 5030-5031).
- Douanes*, voir *Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche.*
- Droit applicable par la Cour*, voir *Compétence de la Cour.*
- Droit des gens*, Manuels du —, où il est question de la Cour **2**: 934-972. **3**: 1618-1645. **4**: 2109-2151. **5**: 2493-2512. **6**: 2967-2990. **7**: 3380, 3434-3449. **8**: 3858-3875. **9**: 4298-4315. **10**: 4731-4764. **11**: 5075-5098. **12**: 5605-5641. **13**: 5965-5983.
- Droit des gens, Sources du —*, voir *Compétence de la Cour.*
- Droit international privé* **6**: 3130-3134. **8**: 4003-4004. **9**: 4495-4499. **10**: 4555, 4828-4831. **11**: 5191-5193. **12**: 5714-5721. **13**: 6027. Voir aussi *Tribunal international de droit privé.*
- Droit pénal international* **2**: 1279-1289. **3**: 1823-1838. **4**: 2223-2230. **5**: 2649-2658. **6**: 3125. **8**: 3995-3997. **10**: 4817-4820. **11**: 5185-5186. **12**: 5711-5713. **13**: 6024-6026.
- Échange des populations grecques et turques* (Convention VI de Lausanne). (Avis n° 10.) Actes et Doc. **2**: 451. Texte **2**: 457, 510, 512, 513, 514. **6**: 2824. Suites **2**: 594-596. Études sur l'Avis **2**: 698 et suiv., 739. **4**: 1963-1964, 1973. **5**: 2402. **6**: 2850-2851. **8**: 3676, 3686. **9**: 4131, 4143-4144.

- 10** : 4574. Voir aussi *Interprétation de l'Accord gréco-turc du 1er déc. 1926.*
- Écoles minoritaires en Albanie.* (Avis du 6 avril 1935.) Actes et Doc. **12** : 5385. Texte **11** : 4940, 4956-4959. **12** : 5395-5399. **13** : 5860, 5862. Suites **12** : 5486-5497. Études sur l'Avis **11** : 5012-5014. **12** : 5429, 5460-5466. **13** : 5897-5900.
- Écoles minoritaires, voir Minorités (Droits de —) en Haute-Silésie.*
- Élection des Juges* **2** : 407-424. **3** : 1384-1388. **5** : 2298-2321. **6** : 2767-2777. **7** : 3221-3244. **9** : 4038-4040. **11** : 4902-4904. **12** : 5304-5313, 5318-5332. **13** : 5772-5815.
- Emprunts fédéraux brésiliens émis en France.* (Arrêt n° 15.) Actes et Doc. **6** : 2812. Texte **6** : 2818, 2827, 2832, 2833. **7** : 3297. **8** : 3634. **10** : 4506. Suites **10** : 4515-4517. Études sur l'Arrêt **6** : 2857-2865. **7** : 3332-3333. **8** : 3694. **9** : 4145. **10** : 4584-4587. **11** : 4974. **12** : 5427, 5428. **13** : 5889.
- Emprunts serbes émis en France.* (Arrêt n° 14.) Actes et Doc. **6** : 2811. Texte **6** : 2818, 2827, 2829, 2832-2833. **7** : 3292, 3297. **8** : 3634. **10** : 4505. Suites **10** : 4514. Études sur l'Arrêt **6** : 2857-2865. **7** : 3332-3333. **8** : 3687-3690, 3694. **9** : 4145. **10** : 4584-4587. **11** : 4974. **12** : 5427, 5428.
- Encyclopédies* **2** : 1062. **3** : 1686. **6** : 3023. **9** : 4340.
- Équité (Idée d'un tribunal international d'—)* **12** : 5722. **13** : 5986.
- Espagne, Actes législatifs* **3** : 1344. **7** : 3166.
- Esterházy, voir Pajzs, Csáky, Esterházy (Affaire —).*
- Estonie, Actes législatifs* **2** : 265-269. **7** : 3167-3179.
- États-Unis d'Amérique, Les — et la Cour* **2** : 1064-1270. **3** : 1365, 1688-1820. **4** : 2189-2212. **5** : 2555-2646. **6** : 2672-2673, 3026-3097. **7** : 3478-3520. **8** : 3556-3557, 3922-3993. **9** : 4342-4391. **10** : 4789-4816. **11** : 5121-5182. **12** : 5682-5709. **13** : 6003-6021. Actes législatifs. **2** : 270-329. **3** : 1345-1354. **4** : 1881-1888. **7** : 3478. **8** : 3556-3557. **9** : 4025-4027. **10** : 4429. **11** : 4843-4875. Cour suprême des — **2** : 37, 38, 68, 69, 141. Traités d'arbitrage (de 1911) **2** : 9. Traités Bryan **2** : 10, 11. Voir aussi *Pacte Kellogg.*
- États-Unis d'Amérique, Les — et la Cour, voir aussi Actes législatifs des divers pays, Documents et Débats parlementaires, Lois et Décrets d'approbation et de publication.*
- Exposés oraux, voir Actes et Documents relatifs aux Arrêts et aux Avis.*
- Expulsion du Patriarche œcuménique.* (Requête retirée ultérieurement.) Actes et Doc. **2** : 451.
- Extension de la compétence, voir Compétence.*
- Exterritorialité* **2** : 1292. **3** : 1847. **4** : 1918-1923. **5** : 2340-2345. **6** : 2808. **7** : 3269-3272. **8** : 3621-3622. **9** : 4061-4064. **10** : 4480-4484. **11** : 4929-4931. **12** : 5380-5383. **13** : 5851-5852.
- Fabian, Comité —* **2** : 43, 44, 65.
- Finlande, Actes législatifs* **2** : 330-342. **3** : 1355-1362. **6** : 2709-2720. Proposition finlandaise (Instance de recours) **6** : 2791-2792, 2794-2795. **8** : 3618-3620.
- Fonctionnaires du Greffe, voir Greffe de la Cour.*
- France, Actes législatifs* **2** : 343-354. **6** : 2721. **8** : 3558-3577. **9** : 4028. **13** : 5745. Voir aussi **10** : 4524-4533. Représentation du Gouv^t français devant la Cour **9** : 4028. Jurisprudence française et la Cour **11** : 5195.
- Frontière albanaise, voir Saint-Naoum.*
- Frontière entre la Turquie et l'Irak. Art. 3, par. 2, du Traité de Lausanne.* (Avis n° 12.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 457, 518-523. **3** : 1420. **6** : 2824. Suites **2** : 603-626. **3** : 1435-1437. Études sur l'Avis **2** : 714 et suiv., 739. **3** : 1459-1469, 1472. **4** : 1963-1964, 1977-1978. **5** : 2374-2375. **6** : 2842. **7** : 3321. **9** : 4133, 4134. **10** : 4575-4578.
- Généralités* **2** : 741-869. **3** : 1489-1571. **4** : 2029-2078. **5** : 2411-2465. **6** : 2887-2939. **7** : 3358-3408. **8** : 3772-3836. **9** : 4219-4264. **10** : 4663-4705. **11** : 5026-5055. **12** : 5502-5562. **13** : 5921-5952.
- Genève et La Haye* **3** : 1845. **6** : 3135.
- Genève, voir Protocole de —.*
- Gex (Pays de —), voir Zones franches.*
- Grande-Bretagne, La — et la Clause facultative* **2** : 356 a-b, 1271-1278. **3** : 1821-1822. **4** : 2213-2222. **5** : 2647-2648. **6** : 3098-3124. **7** : 3180-3195, 3521-3525. **8** : 3995-3997. **9** : 4392-4394. **11** : 5183-5184. **12** : 5710. **13** : 6022-6023. Conseil privé (Comité judiciaire du —) comparé à la Cour **10** : 4832. Doc. et Débats parlem. **2** : 355-356 b. **3** : 1363-1365. **4** : 1889. **5** : 2296, 2423-2429. **6** : 2722-2748. **7** : 3180-3195. **8** : 3578-3581. **9** : 4029-4031. **10** : 4430. **11** : 4876-4877. **12** :

- 5229-5236. S. d. N. (Publ. offic. britanniques) **4**: 2040. **5**: 2423-2429. **6**: 2899-2903. **7**: 3370-3373.
- Grèce*, voir « Communautés », et *Échange. Greffe de la Cour* (Organisation du —) **7**: 3273-3278. **12**: 5384. Privilèges et immunités diplomatiques des fonctionnaires du — **2**: 1292. **3**: 1847. **4**: 1918-1923. **5**: 2340-2345. **6**: 2808. **7**: 3269-3272. **8**: 3621-3622. **9**: 4061-4064. **10**: 4480-4484. **11**: 4929-4931. **12**: 5380-5383. **13**: 5851-5852.
- Groënland* (Statut juridique du Groënland oriental). (Arrêt du 5 avril 1933.) Actes et Doc. **10**: 4486-4492, 4495-4497. Texte **9**: 4084, 4104. **10**: 4507, 4509, 4510. **11**: 4941. **12**: 5392. **13**: 5861. Suites **10**: 4544-4547. Études sur l'Arrêt **9**: 4206-4213, 4215-4216, 4218. **10**: 4626-4653. **11**: 4991-5000. **12**: 5442-5449. **13**: 5895-5896.
- Groënland* (Statut juridique du territoire du sud-est du —). (Ordonn. des 2 et 3 août 1932.) Actes et Doc. **10**: 4494. Texte **9**: 4079. **10**: 4504, 4507. **12**: 5392. Études sur les Ordonnances **9**: 4214, 4217. **11**: 4999. (Ordonn. du 11 mai 1933.) Texte **9**: 4086. **11**: 4941. Études sur l'Ordonn. **11**: 4999.
- Grotius et la Cour* **2**: 1294.
- Guerre mondiale*, Av.-proj. parus pendant la — **2**: 35-71. **4**: 1853-1859. **6**: 2669.
- Haïti*, Actes légis. **2**: 357-358. **7**: 3196-3198.
- Haute-Savoie*, voir *Zones franches de la —*.
- Haute-Silésie*, voir *Intérêts allemands en —*.
- Haye* (La —) **3**: 1846. **10**: 4834.
- Haye* (La —) et *Genève* **3**: 1845. **6**: 3135. Voir aussi *Accords de La Haye*, et *Conférence de la Paix*.
- Histoire*, Manuels d'— contenant des chapitres relatifs à la Cour **2**: 1055-1063. **3**: 1687. **4**: 2184-2188. **5**: 2551-2554. **6**: 3021-3025. **7**: 3475-3477. **11**: 5119-5120. **12**: 5677-5680.
- Hongrie*, Actes légis. **2**: 359-362. **11**: 4878-4880. **13**: 5746. La Hongrie et la Cour **11**: 5196. Voir aussi *Différend roumano-hongrois*.
- Immunités diplomatiques* **2**: 1292. **3**: 1847. **4**: 1918-1923. **5**: 2340-2345. **6**: 2808. **7**: 3269-3272. **8**: 3621-3622. **9**: 4061-4064. **10**: 4480-4484. **11**: 4929-4931. **12**: 5380-5383. **13**: 5851-5852.
- Inauguration de la Cour* **2**: 425-432. **3**: 1389-1391.
- Indes néerlandaises*, Actes légis. **13**: 5750. Doc. offic. **6**: 2905. Voir aussi **11**: 5197.
- Intérêts allemands en Haute-Silésie*, Affaire relative à certains —. (Arrêt n° 6.) Actes et Doc. **2**: 451. Texte **2**: 456, 515, 516, 518, 523, 525. **6**: 2824. Études sur l'Arrêt **2**: 713 et suiv., 739. **3**: 1472. **5**: 2373. **13**: 5884.
- Intérêts allemands en Haute-Silésie*, Affaire relative à certains —. (Fond.) (Arrêt n° 7.) Actes et Doc. **3**: 1413. Texte **2**: 456. **3**: 1421, 1423. **6**: 2825. Études sur l'Arrêt **2**: 735 et suiv. **3**: 1476-1478. **4**: 1976, 1979. **5**: 2373. **13**: 5884. Voir aussi *Chorzów*.
- Internationalisme* **2**: 1047-1054. **3**: 1678-1685. **4**: 2174-2183. **5**: 2548-2550. **6**: 3017-3020. **7**: 3469-3474. **8**: 3902-3918. **9**: 4336-4338. **10**: 4782-4786.
- Interprétation de l'Accord gréco-bulgare du 9 déc. 1927 (Accord Caphandarismolloff)*. (Avis du 8 mars 1932.) Actes et Doc. **9**: 4073. Texte **8**: 3632, 3653. **10**: 4504. **12**: 5391. Suites **9**: 4117-4118. Études sur l'Avis **8**: 3769. **9**: 4124, 4160. **11**: 4977. **12**: 5434. **13**: 5892.
- Interprétation de l'Accord gréco-turc du 1er déc. 1926 (Protocole final, art. IV)*. (Avis n° 16.) Actes et Doc. **5**: 2348. Texte **5**: 2353, 2359. **6**: 2826 bis. Suites **5**: 2365-2366. Études sur l'Avis **10**: 4583.
- Interprétation de la Convention de 1919 concernant le travail de nuit des femmes*. (Avis du 15 nov. 1932.) Actes et Doc. **9**: 4076. Texte **9**: 4081, 4088-4089, 4102-4103. **10**: 4504, 4507. **12**: 5391. Suites **9**: 4119-4120. **10**: 4538-4543. Études sur l'Avis **9**: 4203-4205. **10**: 4625. **11**: 4988-4989. **13**: 5871.
- Interprétation du Statut du Territoire de Memel*. (Arrêts des 24 juin et 11 août 1932.) Actes et Doc. **9**: 4075. **12**: 5387. Texte **9**: 4078, 4080, 4094-4101. **10**: 4504, 4507. **12**: 5387, 5391, 5392. Études sur les Arrêts **9**: 4181-4202. **10**: 4619-4624. **11**: 4985-4987. **12**: 5438-5441. **13**: 5893-5894. Voir aussi **9**: 4029-4030.
- Irak*, voir *Frontière entre la Turquie et l'—*.
- Irlande*, Actes légis., Doc. et Débats parlem. **3**: 1366. **6**: 2749. **7**: 3199-3201. Voir aussi **6**: 3127. **8**: 3894.
- Italie*, Actes légis. **7**: 3202. **8**: 3582.

- Japon*, Actes légis. **4** : 1890. *Le Japon et la Cour* **12** : 5729. **13** : 6032.
- Jaworzina (Javorina) (Affaire de —)*. (Avis n° 8.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 457, 492-498. **3** : 1419. **6** : 2822. Suites **2** : 582-591. Études sur l'Avis **2** : 681 et suiv., 739. **4** : 1963-1964, 1968-1969. **5** : 2375. **6** : 2839 bis. **8** : 3673. **10** : 4570-4571.
- Journaux* **2** : 1063. **6** : 3024.
- Juges*, Biographies des — **2** : 407-424. **3** : 1384-1388. **4** : 1897-1901. **5** : 2298-2321. **6** : 2778-2782. **7** : 3221-3245. **8** : 3590-3591. **9** : 4038-4040. **10** : 4439-4442. **11** : 4886-4901. **12** : 5246-5303. **13** : 5761-5771, 5802-5812, 5815.
- Election des — **2** : 407-424. **3** : 1384-1388. **5** : 2298-2321. **6** : 2767-2777. **7** : 3221-3244. **8** : 3590-3591. **9** : 4038-4040. **11** : 4902-4904. **12** : 5304-5313, 5318-5332. **13** : 5772-5815. Privilèges et immunités diplomatiques des — **2** : 1292. **3** : 1847. **4** : 1918-1923. **5** : 2340-2345. **6** : 2808. **7** : 3269-3272. **8** : 3621-3622. **9** : 4061-4064. **10** : 4480-4484. **11** : 4929-4931. **12** : 5380-5383. **13** : 5851-5852.
- Juges ad hoc* **8** : 3588-3589. **10** : 4443. **13** : 5771.
- Juridiction territoriale de la Commission internationale de l'Oder*. (Arrêt n° 16.) Doc. **6** : 2817. Texte **6** : 2820, 2832, 2834. **7** : 3291, 3297. **8** : 3634, 3636. Études sur l'Arrêt **7** : 3345. **8** : 3691, 3694. **9** : 4146.
- Juristes*, voir *Comité[s] de —*.
- Justice*, voir *Arbitrage et —*.
- Kellogg*, voir *Pacte Kellogg*.
- Landwarów-Kaisiadorys*, voir *Trafic ferroviaire*, etc.
- Législation*, voir *Actes législatifs*.
- Lettonie*, Actes légis. **2** : 363-364. **7** : 3203-3205.
- Lithuanie*, Actes légis. **10** : 4431-4432.
- Litispendance, Exception de —* **6** : 2787.
- Locarno*, voir *Accords de —*.
- Locaux de la Cour dans le Palais de la Paix* **9** : 4065-4071. **10** : 4485. **11** : 4932.
- Loder, Décès de M. B. C. J. —* **12** : 5295-5302.
- Lois d'approbation et de publication des divers pays* **2** : 231-406. **3** : 1326-1383. **4** : 1876-1896. **5** : 2291-2297. **6** : 2691-2766. **7** : 3160-3216. **8** : 3555-3583. **9** : 4024-4032. **10** : 4431-4434. **11** : 4842, 4878-4881. **12** : 5237-5241. **13** : 5742-5756.
- Losinger & Cie, S. A., Affaire —*. (*Exception préliminaire*.) (Ordonnances des 27 juin et 14 déc. 1936.) Actes et Doc. **13** : 5853. Textes **12** : 5390. **13** : 5857, 5866.
- « *Lotus* », *Affaire du —*. (Arrêt n° 9.) Actes et Doc. **4** : 1925. **7** : 3286. Texte **4** : 1930, 1940-1952. **5** : 2356. **6** : 2826. **7** : 3286. Études sur l'Arrêt **3** : 1488. **4** : 1981-2014. **5** : 2377-2390. **6** : 2852-2854. **7** : 3323-3324. **8** : 3679-3685. **9** : 4136-4138. **10** : 4557, 4579-4582. **12** : 5423-5426. **13** : 5886-5887.
- Luxembourg*, Actes légis. **2** : 365. **6** : 2750. **7** : 3206. Voir aussi **9** : 4414.
- Mandats (Les — et la Cour)* **7** : 3255 bis, 3530-3532. **9** : 4411. **12** : 5727. **13** : 6029-6030.
- Maroc*, voir *Décrets de nationalité*.
- Mavrommatis, Affaire des Concessions — en Palestine*. (Arrêt n° 2.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 456, 499-507, 513. **6** : 2823. Études sur l'Arrêt **2** : 689 et suiv., 739. **5** : 2369. **10** : 4557, 4573. **13** : 5882.
- Mavrommatis, Affaire des Concessions —*. (Arrêt n° 5.) Actes et Doc. **2** : 451. Texte **2** : 456, 499-507, 511, 513. **6** : 2824. Études sur l'Arrêt **2** : 689 et suiv. **10** : 4557, 4573. **13** : 5882.
- Mavrommatis, Affaire des Concessions — (réadaptation). (Compétence)*. (Arrêt n° 10.) Actes et Doc. **4** : 1926. Texte **4** : 1931. **5** : 2356. **6** : 2826. Études sur l'Arrêt **4** : 2013, 2015. **5** : 2370, 2371. **10** : 4557, 4572, 4573. **13** : 5882.
- Memel*, voir *Interprétation du Statut du Territoire de —*.
- Mesures conservatoires* **7** : 3248. **8** : 3592, 3597. **9** : 4041. **11** : 4905-4906. Voir aussi les ordonnances dans la collection des Arrêts et Avis de la Cour.
- Meuse (Affaire des prises d'eau à la —)*. (Arrêt du 28 juin 1937.) Texte **13** : 5858.
- Minorité allemande*, voir *Réforme agraire polonaise*.
- Minorités* **2** : 1297-1299. **3** : 1844. **4** : 2256-2257. **6** : 2786, 3128-3129. **7** : 3255, 3533-3536. **8** : 3605, 3998-4001. **9** : 4395-4404. **10** : 4821-4826. **12** : 5379, 5723-5726. **13** : 6028.
- Minorités en Albanie*, voir *Écoles minoritaires en Albanie*.
- Minorités (Droits de —) en Haute-Silésie*. (Arrêt n° 12.) Actes et Doc. **5** : 2347. Texte **4** : 1935, 1960. **5** : 2357, 2358, 2362. **6** : 2826 bis. Études sur l'Arrêt **4** : 2022-2025. **5** : 2399,

2400. **6** : 2847-2849. **7** : 3329, 3330. **9** : 4142.
- Minorités en Haute-Silésie*, voir aussi *Accès aux écoles minoritaires allemandes en Haute-Silésie*.
- Monastère de Saint-Naoum*, voir *Saint-Naoum*.
- Monographies sur la Cour en général* **2** : 763-869. **3** : 1502-1571. **4** : 2045-2078. **5** : 2432-2465. **6** : 2907-2939. **7** : 3377-3408. **8** : 3790-3836. **9** : 4233-4264. **10** : 4675-4705. **11** : 5041-5055. **12** : 5533-5562. **13** : 5939-5952.
- Mossoul*, voir *Frontière entre la Turquie et l'Irak*.
- Nationalité*, voir *Décrets de —*.
- Nationalité polonaise*, voir *Acquisition de la —*.
- Nationaux polonais*, voir *Traitement des —*.
- Nécrologie*, voir *Biographies des Juges*.
- Neutres*, Av.-proj. des Puissances — **2** : 72-127. **4** : 1860-1866.
- Norvège*, Actes législat. **2** : 366-375. **6** : 2751-2753. **13** : 5747. Voir aussi **10** : 4544. Av.-proj. norvégien **2** : 83, 84, 88, 91, 111-112. S. d. N., Publ. offic. norvégiennes **2** : 754-758. **10** : 4674. **13** : 5934.
- Nouvelle-Zélande*, Actes législat. **2** : 376-6 : 2754.
- Oder*, voir *Juridiction territoriale de la Commission internationale de l'—*.
- Optants hongrois*, voir *Différend roumano-hongrois*.
- Ordonnances*, voir *Arrêts*, et aussi sous les affaires mêmes.
- Ordonnances* (Nature juridique des —) **13** : 5876-5877.
- Organisation centrale pour une paix durable* **2** : 49, 55, 65, 66.
- Organisation de la Cour* **2** : 128-450. **3** : 1300-1412. **4** : 1867-1923. **5** : 2281-2345. **6** : 2672-2808. **7** : 3140-3278. **8** : 3547-3622. **9** : 4010-4071. **10** : 4424-4485. **11** : 4841-4932. **12** : 5205-5384. **13** : 5735-5852.
- Organisation du Greffe de la Cour* **7** : 3273-3278. **12** : 5384.
- Organisation internationale du Travail*, Ouvrages sur l'—, où il est question de la Cour **2** : 927-933. **3** : 1614-1617. **4** : 2107-2108. **5** : 2490-2492. **6** : 2965, 2966. **7** : 3431-3433. **9** : 4297. **10** : 4729. **11** : 5073-5074, 5120, 5152. **12** : 5603-5604. Voir aussi *Compétence de l'—*.
- Oscar Chinn*, *Affaire —*, voir *Chinn* (*Affaire Oscar —*).
- Ouvrages contenant des chapitres relatifs à la Cour* **2** : 870-1063. **3** : 1572-1687. **4** : 2079-2188. **5** : 2466-2554. **6** : 2940-3025. **7** : 3409-3477. **8** : 3837, 3921. **9** : 4265-4341. **10** : 4706-4788. **11** : 5056-5120. **12** : 5563-5681. **13** : 5953-6002.
- Ouvrages de fond sur la Cour en général* **2** : 763-780. **3** : 1502-1506. **4** : 2045-2078. **5** : 2432-2436. **6** : 2907-2909. **7** : 3377-3381. **8** : 3790-3795. **9** : 4233-4235. **10** : 4675-4679. **11** : 5041. **12** : 5533-5535. **13** : 5939-5941.
- Pacifisme* **2** : 1047-1054. **3** : 1678-1685. **4** : 2174-2183. **5** : 2548-2550. **6** : 3017-3020. **7** : 3469-3474. **8** : 3902-3918. **9** : 4336-4338. **10** : 4778-4781. **11** : 5118. **12** : 5672-5676. **13** : 5998-6000.
- Pacte Kellogg* **5** : 2544-2546. **6** : 3010-3014. **7** : 3463. **10** : 4776-4777. **11** : 5109-5112, 5189. **12** : 5663-5664.
- Paiement de divers emprunts serbes émis en France*, voir *Emprunts*.
- Paiement, en or, des emprunts fédéraux brésiliens émis en France*, voir *Emprunts*.
- Pajzs, Csáky, Esterházy, Affaire —*. (Ordonnance du 23 mai 1936 et Arrêt du 16 déc. 1936.) Actes et Doc. **13** : 5854-5855. Textes **12** : 5389. **13** : 5856, 5863-5866. Études sur l'Arrêt **13** : 5911-5914.
- Palais de la Paix*, voir *Locaux de la Cour dans le —*.
- Panama*, Loi d'approbation et de publication **5** : 2297.
- Pape (Le —) et la Société des Nations* **6** : 3126.
- Paraguay*, Actes législat. **11** : 4881.
- Paris*, voir *Accords de La Haye et de Paris*.
- Particuliers (Accès des —) à des juridictions internationales* **6** : 3130-3132. **9** : 4405-4409. **10** : 4827-4831. **11** : 5193. **12** : 5714-5721. **13** : 6027.
- Pays de Gex*, voir *Zones franches*.
- Pays-Bas*, Actes législat. **2** : 377-387. **3** : 1367. **4** : 1891. **6** : 2755-2758. **7** : 3207-3208. **9** : 4067-4071. **13** : 5748-5749. Av.-proj. néerlandais de Cour **2** : 91, 111-112. S. d. N., Publ. offic. néerlandaises **2** : 750-753. **3** : 1497. **4** : 2037-2039. **5** : 2430-2431. **6** : 2904. **7** : 3376. **8** : 3789. **9** : 4231. **10** : 4673. **11** : 5040. **12** : 5514. **13** : 5935. Voir aussi *Indes néerlandaises*.

- Pázmány (Université Peter —), voir Université.*
- Pérou, Actes législatifs.* **8** : 3583. **13** : 5751.
- Phares (Affaire franco-hellénique des —). (Arrêt du 17 mars 1934.) Actes et Doc.* **11** : 4937. Texte **10** : 4503, 4511. **11** : 4946, 4950-4951. **12** : 5393. **13** : 5859. Études sur l'Arrêt **10** : 4662. **11** : 5007-5008. **12** : 5452-5453.
- Plaidoiries, voir Actes et Documents relatifs aux Arrêts et aux Avis.*
- Pless (Affaire relative à l'administration du prince von —). Actes et Doc.* **11** : 4933. (*Exception préliminaire.*) (Ordonn. du 4 févr. 1933.) Texte **9** : 4083. **10** : 4507. **11** : 4941. **12** : 5392. (*Mesures conservatoires.*) (Ordonn. du 11 mai 1933.) Texte **9** : 4085, 4104. **11** : 4941, 4945. (*Prorogation.*) (Ordonn. du 4 juillet 1933.) Texte **10** : 4498. **11** : 4941, 4945. (*Rayée du rôle de la Cour.*) (Ordonn. du 2 déc. 1933.) Texte **10** : 4500. **11** : 4941, 4945. Études sur les Ordonn. **10** : 4654, 4655. **11** : 4990.
- Politique, Ouvrages sur la —, où il est question de la Cour* **2** : 1036-1046. **3** : 1677. **4** : 2168-2173. **5** : 2547. **6** : 3015-3016. **7** : 3464-3468. **8** : 3896-3901. **9** : 4331-4335. **10** : 4778-4781. **11** : 5113-5117. **12** : 5665-5671. **13** : 5996-5997.
- Politique, Différends de caractère —, voir Différends.*
- Pologne, Actes législatifs.* **2** : 388-392. **13** : 5752. Minorités **12** : 5723.
- Populations grecques et turques, voir Échange des —.*
- Portugal, Actes législatifs.* **7** : 3209-3211.
- Poste polonaise à Dantzig, voir Service postal —.*
- Préparation du Règlement, voir Règlement.*
- Préparation du Statut, voir Statut.*
- Président de la Cour, Élection du —* **10** : 4439, 4441-4442. **13** : 5815. Pouvoirs du — **9** : 4059-4060.
- Principes généraux du droit, voir Compétence de la Cour.*
- Privilèges et immunités diplomatiques* **2** : 1292. **3** : 1847. **4** : 1918-1923. **5** : 2340-2345. **6** : 2808. **7** : 3269-3272. **8** : 3621-3622. **9** : 4061-4064. **10** : 4480-4484. **11** : 4929-4931. **12** : 5380-5383. **13** : 5851-5852.
- Procédure* **2** : 433-439. **3** : 1392-1395. **4** : 1902-1905. **5** : 2322-2325. **6** : 2783-2788. **7** : 3246-3252, 3454, 3455. **8** : 3592-3599. **9** : 4041. **10** : 4444-4446. **11** : 4905-4910. **12** : 5333-5339. **13** : 5816-5825.
- Projets, voir Avant-projets.*
- Protocole de Genève* **2** : 1007-1023. **3** : 1671-1673. **4** : 2166. **6** : 3007. **10** : 4772-4773. **12** : 5653-5656.
- Protocole de Vienne, voir Privilèges et immunités diplomatiques.*
- Protocoles de signature, Textes des —* **2** : 211-230. **3** : 1319-1325. **4** : 1872-1875. **6** : 2689. **7** : 3156-3159. **8** : 3552-3554. **12** : 5222-5228. **13** : 5737-5741.
- Questions spéciales relatives à la Cour* **2** : 1064-1209. **3** : 1688-1847. **4** : 2189-2259. **5** : 2555-2661. **6** : 3026-3135. **7** : 3478-3536. **8** : 3922-4005. **9** : 4342-4418. **10** : 4789-4833. **11** : 5121-5199. **12** : 5682-5729. **13** : 6003-6032.
- Radiophonie* **8** : 4002.
- Rapports annuels de la Cour* **2** : 759-762. **3** : 1498-1501. **4** : 2041-2044. **5** : 2419-2422. **6** : 2895-2898. **7** : 3366-3369. **8** : 3781-3784. **9** : 4227-4230. **10** : 4671-4672. **11** : 5034-5035. **12** : 5510-5511. **13** : 5930-5931.
- Rapports entre les États* **2** : 1031-1035. **3** : 1677. **4** : 2168-2173. **5** : 2547. **6** : 3015-3016. **7** : 3464-3468. **8** : 3896-3901. **9** : 4131-4135. **10** : 4778-4781. **11** : 5113-5117. **12** : 5665-5671. **13** : 5996-5997.
- Ratification des divers pays* **7** : 3217-3220. **8** : 3584-3587. **9** : 4033-4037. **10** : 4435-4438. **11** : 4882-4885. **12** : 5242-5245. **13** : 5757-5760.
- Reconvention* **6** : 2783-2784. **7** : 3247.
- Recours, Instance de —* **6** : 2791-2792, 2794-2795. **8** : 3618-3620. **9** : 4042, 4043, 4054. **10** : 4458, 4460, 4461. **12** : 5362-5364.
- Redlich, Décès de M. Joseph —* **13** : 5768-5770.
- Réforme agraire en Roumanie, voir Différend roumano-hongrois.*
- Réforme (La —) agraire polonaise et la minorité allemande. Actes et Doc.* **11** : 4934. (*Mesures conservatoires.*) (Ordonn. du 29 juill. 1933.) Texte **10** : 4499. **11** : 4941, 4944. Études sur l'Ordonn. **10** : 4656. (*Rayée du rôle de la Cour.*) (Ordonn. du 2 déc. 1933.) Texte **10** : 4501. **11** : 4941.
- Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche. (Avis du 5 sept. 1931.) Actes et Doc.* **8** : 3624. Texte **8** : 3628, 3639-3647. **9** : 4090. Suites **8** : 3658-3659. Études sur l'Avis **8** : 3708-3763. **9** : 4124, 4148-4156. **10** : 4592-4597. **11** : 4975. **12** : 5429-5432. **13** : 5890-5891.

- Règlement et Règlement révisé* (Textes et Commentaires) **2**: 433-439. **3**: 1392-1395. **4**: 1902-1905. **6**: 2788. **7**: 3240-3252. **8**: 3592-3599. **10**: 4444-4446. **12**: 5333-5334. **13**: 5816-5825.
- Réparations, Questions des* — **9**: 4410, 4416.
- Révision du Règlement, voir Règlement. Révision du Statut, voir Statut.*
- Rolin-Jaquemyns, Décès de M. E.* — **13**: 5764-5767.
- Roumanie, Actes légis.* **3**: 1368. **7**: 3212. Voir aussi *Différend roumano-hongrois*.
- Russie soviétique (La —) et la Cour* **11**: 5198-5199.
- Saint-Naoum, Affaire du Monastère de —.* (Frontière albanaise.) (Avis n° 9.) Actes et Doc. **2**: 451. Texte **2**: 457, 503, 513. **6**: 2823. Suites **2**: 592-593. **3**: 1434. Études sur l'Avis **2**: 695 et suiv., 739. **4**: 1970-1972. **8**: 3674-3675. **9**: 4130.
- Saint-Siège, voir Pape (Le —) et la Société des Nations.*
- Salvador, Actes légis.* **7**: 3213-3214. *Sanctions* **9**: 4418.
- Savoie (Haute- —), voir Zones franches.*
- Schüchling, Décès de M. W.* — **12**: 5250-5294. **13**: 5761-5763.
- Service postal polonais à Dantzig.* (Avis n° 11.) Actes et Doc. **2**: 451. Texte **2**: 457, 509-514, 516. **6**: 2824. Suites **2**: 597-602. Études sur l'Avis **2**: 705 et suiv., 739. **3**: 1452-1458, 1472. **4**: 1963-1964, 1974-1975. **5**: 2376. **7**: 3320. **8**: 3677-3678. **9**: 4132.
- Société des Nations, Élaboration du Statut de la Cour par le Conseil et par la 1ère Assemblée* **2**: 128-210. **3**: 1300-1318. **4**: 1867-1871. **7**: 3140. Révision du Statut de la Cour à la suite d'une décision de la 9^{me} Assemblée **5**: 2281-2290. **6**: 2672-2688, 2690, 2695, 2704, 2706, 2709-2721, 2748, 2750-2763. **7**: 3141-3155, 3160-3216. **8**: 3547-3551. **9**: 4010-4023. **10**: 4424-4425, 4431, 4433. **12**: 5205-5228. **13**: 5735-5756. Ouvrages sur la —, où il est question de la Cour **2**: 870-926. **3**: 1572-1613. **4**: 2079-2106. (Voir aussi **4**: 2258.) **5**: 2466-2489. **6**: 2940-2964. **7**: 3409-3430. **8**: 3837-3857. **9**: 4265-4296. **10**: 4706-4728. **11**: 5050-5072. **12**: 5503-5002. **13**: 5953-5964. Texte du Pacte de la — **2**: 92, 93, 94. **4**: 1860-1861. Projets de Pacte **2**: 72-127. **4**: 1860-1861. **5**: 2279-2280. **6**: 2669-2671. **7**: 3139. **8**: 3544. Publ. offic. de la — **2**: 741-748. **3**: 1489-1496. **4**: 2029-2036. **5**: 2411-2418. **6**: 2887-2894. **7**: 3358-3365. **8**: 3772-3779. **9**: 4219-4230. **10**: 4663-4670. **11**: 5026-5033, 5036-5039. **12**: 5502-5509, 5512, 5513. **13**: 5921-5928, 5932, 5933. Recours ouverts aux particuliers contre la — **4**: 2258.
- Solution pacifique des différends internationaux.* Ouvrages sur la —, où il est question de la Cour **2**: 973-1030. **3**: 1646-1676. **4**: 2152-2188. **5**: 2513-2546. **6**: 2991-3014. **7**: 3450-3463. **8**: 3876-3895. **9**: 4316-4330. **10**: 4765-4777. **11**: 5099-5112. **12**: 5642-5664. **13**: 5984-5995.
- Sources officielles* **2**: 741-762. **3**: 1489-1501. **4**: 2029-2044. **5**: 2411-2431. **6**: 2887-2906. **7**: 3358-3376. **8**: 3772-3789. **9**: 4219-4232 a. **10**: 4663-4674. **11**: 5026-5040. **12**: 5502-5502. **13**: 5921-5938.
- Stationnement des navires de guerre polonais, voir Accès des —.*
- Statut de la Cour, Commentaires du —* **10**: 4426, 4428. Élaboration du — par le Conseil et par la 1ère Assemblée de la S. d. N. **2**: 128-210. **3**: 1300-1318. **4**: 1867, 1871. **7**: 3140. **8**: 3547. Interprétation **10**: 4426. Révision du — (décision de la 9^{me} Assemblée) **5**: 2281-2290. **6**: 2672-2688, 2690-2695, 2704, 2706, 2709-2721, 2748, 2750-2763. **7**: 3141-3155, 3160-3216. **8**: 3548-3551. **9**: 4010-4024, 4031. **10**: 4424-4425, 4431, 4433. **12**: 5205-5228. **13**: 5735-5736. Texte du — **2**: 211-230. **3**: 1319-1325. **4**: 1872-1875. **6**: 2689. **7**: 3156-3159. **8**: 3552-3554. **10**: 4427. **12**: 5222-5228. **13**: 5737-5741.
- Statut, voir aussi Actes législatifs des divers pays; Documents et Débats parlementaires; Lois et décrets d'approbation et de publication.*
- Statut de la Carélie orientale.* (Avis n° 5.) Actes et Doc. **2**: 451. Texte **2**: 457, 475-491. **6**: 2822. Suites **2**: 542-553. Études sur l'Avis **2**: 653 et suiv., 739. **11**: 4971.
- Statut du Territoire de Memel, voir Interprétation du —.*
- Statut juridique du Groënland oriental, voir Groënland.*
- Statut juridique du territoire du sud-est du Groënland, voir Groënland.*
- Suède, Av.-proj. suédois de Cour* **2**: 84, 85, 86, 87, 88, 91, 111-112. Actes légis. **2**: 393. **3**: 1369-1382. **6**: 2750-

2760. **12**: 5237-5241. S. d. N., Publ. off. suédoises **12**: 5517-5532. **13**: 5936.
- Suisse*, Actes légis. **2**: 394-404. **6**: 2761-2766; **13**: 5754-5755; voir aussi **10**: 4535-4536. Av.-proj. suisse de Cour **2**: 89, 90, 91, 111-112. S. d. N., Doc. offic. suisses **6**: 2906. **8**: 3785-3788. **9**: 4232-4232 a. **12**: 5515-5516. **13**: 5937-5938. Voir aussi *Dommages de guerre suisses*.
- Suites des Arrêts et des Avis* **2**: 526-626. **3**: 1434-1440. **4**: 1961-1962. **5**: 2363-2366. **7**: 3304-3307. **8**: 3655 a-3665. **9**: 4105-4120. **10**: 4512-4547. **11**: 5015-5025. **12**: 5479-5501. **13**: 5916-5920.
- Tchécoslovaquie*, Actes légis. **2**: 405-406. **13**: 5756.
- Timbres de la Cour* **10**: 4835.
- Trafic ferroviaire entre la Lithuanie et la Pologne (section de ligne Landwardów-Kaisiadorys)*. (Avis du 15 oct. 1931.) Actes et Doc. **8**: 3625. Texte **8**: 3629, 3648-3651. **9**: 4090. **12**: 5391. Suites **8**: 3660-3661. Études sur l'Avis **8**: 3764. **9**: 4124. **10**: 4598-4599. **11**: 4976.
- Traité de Lausanne*, voir *Frontière entre la Turquie et l'Irak*.
- Traité de Neuilly*, art. 179, annexe, par. 4 (interprétation). (Arrêt n° 3.) Actes et Doc. **2**: 451. Texte **2**: 456, 503-506, 513. **6**: 2823. Études sur l'Arrêt **2**: 694 et suiv., 739. **5**: 2372. **13**: 5883. (Arrêt n° 4, Interprétation de l'Arrêt n° 3.) Actes et Doc. **2**: 451. Texte **2**: 456, 503-506, 511, 513. **6**: 2824. Études sur l'Arrêt **2**: 694 et suiv., 739. **13**: 5883.
- Traité de Trianon*, Revision du — **9**: 4413.
- Traité sino-belge, Dénonciation du —*. Ordonnances **3**: 1416, 1429-1431, 1433. **4**: 1934. **5**: 2350, 2352. **6**: 2826, 2826 bis. **8**: 3634. Actes et Doc. **6**: 2809. Articles de revues **3**: 1485-1487. **4**: 2020-2021. **5**: 2401. **6**: 2855.
- Traitements des nationaux polonais et des autres personnes d'origine ou de langue polonaise dans le territoire de Dantzig*. (Avis du 4 févr. 1932.) Actes et Doc. **9**: 4072. Texte **8**: 3631, 3653, 3654, 3655. **9**: 4091. **10**: 4504. **12**: 5391. Suites **8**: 3664-3665. **9**: 4115-4116. **10**: 4518-4523. Études sur l'Avis **8**: 3766-3768. **9**: 4124, 4157-4159. **10**: 4602. **12**: 5433.
- Traité Bryan* **2**: 10, 11.
- Travail, Organisation internationale du —*, voir *Compétence de l'—*.
- Travail de nuit des femmes*, voir *Interprétation de la Convention de 1919 concernant le —*.
- Travaux préparatoires* **7**: 3252.
- Tribunal arbitral mixte hungaro-tchécoslovaque (Appels contre certains jugements du —)*, voir *Appels*, et aussi *Université Peter Pázmány*.
- Tribunal international de droit privé* **11**: 5189-5190. **12**: 5714-5721. **13**: 6027.
- Tunisie*, voir *Décrets de nationalité en —*.
- Union douanière austro-allemande*, voir *Régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche*.
- Union interparlementaire* **2**: 18, 19, 20, 26, 34.
- Université Peter Pázmány c/ État tchécoslovaque. Appel contre une sentence du T. A. M. hungaro-tchécoslovaque*. (Arrêt du 15 déc. 1933.) Actes et Doc. **11**: 4935-4936. Texte **10**: 4502. **11**: 4941, 4946-4949. Études sur l'Arrêt **10**: 4657-4661. **11**: 5001-5006. **12**: 5450-5451.
- Uruguay*, Actes légis. **4**: 1892-1896. **7**: 3215-3216. **10**: 4433-4434.
- Venezuela*, Actes légis. **3**: 1383. **9**: 4032.
- Wilson*, Projets du président — **2**: 73. **4**: 1860-1861. **5**: 2279-2280.
- « Wimbledon », *Affaire du vapeur —*. (Arrêt n° 1.) Actes et Doc. **2**: 451. Texte **2**: 456, 458, 486-491, 497, 498. **6**: 2822. Études sur l'Arrêt **2**: 661 et suiv., 739. **3**: 1441-1446. **5**: 2367. **8**: 3672. **9**: 4127-4129. **10**: 4557, 4567. **12**: 5420-5421. **13**: 5881.
- Zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex*. (Ordonn. du 19 août 1929.) Actes et Doc. **6**: 2813-2816. Texte **6**: 2819, 2827, 2830-2832. **8**: 3634. Études sur l'affaire **6**: 2866-2879. **7**: 3297. *Deuxième phase* (Ordonn. du 6 déc. 1930.) Actes et Doc. **7**: 3281-3285. Texte **7**: 3289, 3297, 3299-3303. **8**: 3634, 3637. Études **7**: 3309-3310, 3312, 3313, 3334-3344. **8**: 3696-3704. *Troisième phase* (Arrêt du 7 juin 1932.) Actes et Doc. **9**: 4074. Texte **8**: 3633. **9**: 4092-4094. **10**: 4504, 4507, 4508. Suites **10**: 4524-4537. **11**: 5018-5025. **12**: 5481-5485. **13**: 5917-5920. Études sur l'Arrêt **8**: 3770-3771. **9**: 4161-4180. **10**: 4603-4617. **11**: 4978-4984. **12**: 5434-5437.

CHAPITRE X

SIXIÈME ADDENDUM
A LA QUATRIÈME ÉDITION
DE LA COLLECTION DES TEXTES
RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR ¹

La quatrième édition de la *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour*, datée du 31 janvier 1932, cite tous les actes internationaux entrés en vigueur ou simplement signés qui confèrent, à un titre quelconque, une compétence à la Cour ou à son Président, et qui étaient parvenus à la connaissance du Greffe avant cette date. La *Collection* reproduit intégralement les actes qui ont pour objet le règlement pacifique des différends ; pour les autres, elle en donne les extraits pertinents.

Les premier, second, troisième, quatrième et cinquième addenda à cette édition, qui ont paru dans le Huitième Rapport annuel (pp. 427-478), dans le Neuvième Rapport annuel (pp. 277-365), dans le Dixième Rapport annuel (pp. 253-354), dans le Onzième Rapport annuel (pp. 247-342) et dans le Douzième Rapport annuel (pp. 331-422), contiennent tous les renseignements en la matière parvenus au Greffe jusqu'au 15 juin 1936.

Ci-après sont données, à titre de « sixième addendum », les informations additionnelles obtenues du 15 juin 1936 au 15 juin 1937.

Le présent chapitre a donc pour but de mettre à jour la quatrième édition de la *Collection* complétée par les chapitres X des Huitième, Neuvième, Dixième, Onzième et Douzième Rapports annuels. Comme ceux-ci, il est divisé en deux sections : la première contient les modifications et additions qu'il y a lieu d'apporter aux textes cités dans ladite édition et ses addenda, du fait, entre autres, de nouvelles signatures, de ratifications, etc. ; les numéros d'ordre se réfèrent soit à la *Collection*, soit aux addenda. La seconde section contient les nouveaux actes internationaux parvenus à la connaissance du Greffe depuis qu'a

¹ Publications de la Cour, Série D, n° 6.

paru le Douzième Rapport annuel. Ils sont répartis selon le système suivi pour la *Collection*. Pour la langue dans laquelle les actes sont reproduits, il a paru préférable de suivre le système appliqué dans la quatrième édition de la *Collection* (cf. préface de cette publication, p. 10).

La *Collection*, avec ses addenda, ne saurait prétendre à être absolument complète et exacte ; toutefois, elle se fonde exclusivement sur des données officielles, tant en ce qui concerne l'existence même des clauses touchant l'activité de la Cour que pour ce qui est du texte de ces clauses et de l'état des signatures et ratifications y afférentes. Ces données sont de deux espèces différentes : publications officielles soit de la Société des Nations et des organes de celle-ci, soit des divers gouvernements ; communications directes émanant de ces mêmes sources¹.

De même que les années précédentes, il a été procédé à un tirage à part du présent chapitre, afin que l'addendum puisse facilement être ajouté à la Collection. Ce tirage peut être mis à la disposition des personnes qui sont en possession de la quatrième édition de la Collection.

¹ Voir, pp. 48-49 du présent Rapport, le récit des démarches faites par le Greffier de la Cour auprès des gouvernements des États admis à ester en justice devant la Cour pour les amener à communiquer au Greffe les textes des nouveaux accords conclus par eux et contenant des dispositions relatives à la juridiction de la Cour.

SECTION I

*MODIFICATIONS ET ADDITIONS AUX TEXTES CITÉS
DANS LA QUATRIÈME ÉDITION DE LA COLLECTION DES
TEXTES ET DANS LES PREMIER, SECOND, TROISIÈME,
QUATRIÈME ET CINQUIÈME ADDENDA A CETTE ÉDITION*¹

5. — RÉSOLUTION, EN DATE DU 17 MAI 1922, PAR LAQUELLE LE CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS, LORS DE SA DIX-HUITIÈME SESSION, A RÉGLÉ, EN EXÉCUTION DE L'ALINÉA 2 DE L'ARTICLE 35 DU STATUT, LES CONDITIONS AUXQUELLES LA COUR EST OUVERTE AUX ÉTATS AUTRES QUE LES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS OU CEUX MENTIONNÉS A L'ANNEXE AU PACTE².

Monaco³.

La Déclaration ci-après, faite au nom de la Principauté de Monaco, datée du 22 avril 1937 et ratifiée par S. A. S. le prince souverain de Monaco à la même date, a été déposée au Greffe de la Cour où elle a été enregistrée le 26 avril 1937.

La Principauté de Monaco, représentée par son ministre d'État, directeur des Relations extérieures, déclare accepter la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale, conformément au Pacte de la Société des Nations et aux termes du Statut et du Règlement de la Cour, pour tous différends nés ou à naître. La Principauté de Monaco s'engage à exécuter de bonne foi les sentences rendues, et à ne pas recourir à la guerre contre tout État qui s'y conformera.

En même temps, la Principauté de Monaco déclare accepter comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, la juridiction de la Cour, conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour et au chiffre 2, alinéa 4, de la résolution du Conseil du 17 mai 1922 pour une durée de cinq années sur tous les différends qui s'élèveraient après la présente Déclaration au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette Déclaration, sauf les cas où les Parties

¹ Voir E 8, pp. 429-449; E 9, pp. 279-301; E 10, pp. 255-322; E 11, pp. 249-274; E 12, pp. 331-368.

² Voir, dans le présent Rapport, les pages 51-54, ainsi que les pages 56 et 63-64.

³ Conformément aux prescriptions du chiffre 3 de la résolution précitée, le texte original de la Déclaration de la Principauté de Monaco est conservé au Greffe de la Cour, et des exemplaires certifiés conformes en ont été transmis par les soins du Greffe à tous les Membres de la Société des Nations ou États mentionnés dans l'annexe au Pacte, aux autres États auxquels la Cour est ouverte, ainsi qu'au Secrétaire général de la Société des Nations.

auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.

Monaco, le 22 avril 1937.

(L. S.)

Le Ministre d'État,
Directeur des Relations extérieures,
(Signé) M. BOUILLOUX-LAFONT.

Voulant agréer, confirmer et ratifier dans toutes ses clauses la Déclaration ci-dessus, Nous disons par les Présentes, agréer, confirmer et ratifier de la manière la plus formelle la susdite Déclaration, pour Nous et Nos Successeurs, engageant Notre Parole de Prince et promettant pour Nous et pour Eux de remplir, d'observer et d'exécuter fidèlement et loyalement la présente Déclaration.

EN FOI DE QUOI, Nous avons signé cette Ratification de Notre propre main et y avons fait apposer Notre Sceau.

Donné en Notre Palais à Monaco, le vingt-deux avril mil neuf cent trente-sept et de Notre Règne, le quinzième.

(L. S.)

(Signé) LOUIS.

**6. — PROTOCOLE RELATIF
A LA REVISION DU STATUT DE LA COUR.**

Genève, 14 septembre 1929.

Ratif. (suite) : Brésil

26 janvier 1937

**9. — DISPOSITION FACULTATIVE
RELATIVE A L'ACCEPTATION COMME OBLIGATOIRE
DE LA JURIDICTION DE LA COUR.**

La liste ci-après donne pour chaque État signataire de la Disposition facultative la référence au volume des Publications de la Cour où se trouve reproduite sa ou ses déclarations d'acceptation et de renouvellement. (D 6 signifie : *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour*, 4^{me} éd., 1932 ; E 8, E 9, E 10, E 11, E 12, E 13, signifient : *Huitième, Neuvième, Dixième, Onzième, Douzième et Treizième Rapports annuels*) :

	Volume.	Pages.		Volume.	Pages.
Union sud-afri- caine	D 6	46	Hongrie ¹	E 10	255
Albanie	»	52	Inde	D 6	48
» ¹	E 12	333	Iran	»	53
Allemagne	D 6	42	É. libre	»	44
» ¹	E 9	280	d'Irlande	»	43
Argentine	E 12	333	Italie	»	43
Australie	D 6	49	Lettonie	»	43
Autriche	»	38	» ¹	E 11	250
» ¹	»	41	Libéria	D 6	36
» ¹	E 13	268	Lithuanie	D 6	37
Belgique	D 6	39	» ¹	»	51
Bolivie	E 13	266	» ¹	E 11	251
Brésil	D 6	37	Luxembourg	D 6	52
» ¹	E 13	267	Monaco	E 13	263
Bulgarie	D 6	36	Nicaragua	D 6	51
Canada	»	50	Norvège	»	36
Chine	»	38	» ¹	»	41
Colombie	»	54	» ¹	E 12	335
» ²	E 13	266	Nouvelle- Zélande	D 6	47
Costa-Rica	D 6	35	Panama	»	37
Danemark	»	34	Paraguay	E 9	280
» ¹	»	39	Paraguay	D 6	35
» ¹	E 12	335	» ¹	»	40
Rép. domini- caine	D 6	38	» ¹	E 13	266
Espagne	»	43	Pérou	D 6	49
Estonie	»	38	Pologne	»	54
» ¹	»	42	Portugal	»	33
Éthiopie	»	40	Roumanie	»	53
» ¹	E 8	430	» ¹	E 12	335
» ¹	E 11	250	» ²	E 13	267
Finlande	D 6	35	Salvador	D 6	34
» ¹	»	41	» ¹	»	51
» ¹	E 13	268	Siam	»	49
France	D 6	45	Suède	»	36
» ¹	E 12	334	» ¹	»	40
Grande- Bretagne	D 6	45	» ¹	E 12	334
Grèce	»	44	Suisse	D 6	34
» ¹	E 11	249	» ¹	»	39
Guatemala	D 6	41	» ¹	E 13	267
Haiti	»	37	Tchécoslovaquie	D 6	47
Hongrie	»	42	Turquie	E 12	334
			Uruguay	D 6	35
			Yougoslavie	»	51

¹ Renouvellement.

² Rectification.

Textes des déclarations apposées à la Disposition facultative depuis le 15 juin 1936 :

Bolivie.

(Dépôt de l'instrument de ratification : 7 juillet 1936.)

Au nom de la République de Bolivie, et dûment autorisé, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou État acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale purement et simplement, pour une durée de dix années.

Genève, le 7 juillet 1936.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué permanent de Bolivie auprès
de la Société des Nations :
(Signé) A. COSTA DU RELS.

Pays-Bas (renouvellement).

Au nom du Gouvernement néerlandais, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou État acceptant la même obligation, c'est-à-dire à condition de réciprocité, la juridiction de la Cour conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour, pour la durée de dix années à partir du 6 août 1936, sur tous les différends futurs à l'exception de ceux à propos desquels les Parties seraient convenues, après l'entrée en vigueur du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.

Genève, le 5 août 1936.

Le Chargé d'affaires *a. i.* :
(Signé) O. REUHLIN.

Colombie.

Par lettre en date du 27 août 1936, le Secrétaire général de la Société des Nations a fait connaître aux Membres de la Société, à la demande du Gouvernement de la Colombie, qu'il s'était glissé une erreur dans la rédaction même de la déclaration par laquelle ce Gouvernement a accepté la disposition facultative du Statut de la Cour¹.

Aux termes de la communication du Secrétaire général :

« La volonté du Gouvernement colombien était que les différends antérieurs à ladite déclaration fussent exceptés de l'engagement qu'il souscrivait.

Cette volonté est attestée par l'instrument de ratification précité. A la fin de cet instrument est inséré le texte de la déclaration relative à l'article 36

¹ Le texte de cette déclaration est reproduit à la page 54 de la quatrième édition de la *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour* (Série D, n° 6).

du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. Le paragraphe qui précède le texte même de la déclaration se réfère expressément à la loi colombienne n° 38 de 1930. Or, l'article 2 de cette loi dit :

« La ratification des conventions ci-dessus mentionnées par la Colombie est faite avec la réserve que les obligations contractées par la République de Colombie par le moyen de ces conventions ne concernent que les différends nés de faits postérieurs à la ratification. »

Le Secrétaire général, en transmettant ces données au Gouvernement de ..., a l'honneur de l'informer que le Gouvernement colombien estime que la déclaration du 6 janvier 1932 doit être considérée comme ayant été effectuée avec la réserve mentionnée ci-dessus.

En conséquence, le Gouvernement colombien se propose d'ajouter, pour éviter tout malentendu, à sa déclaration du 6 janvier 1932 un additif ainsi conçu :

« Conformément à l'article 2 de la loi n° 38 de 1930, autorisant le président de la République à accepter la juridiction obligatoire de la Cour telle qu'elle est prévue à l'article 36 de son Statut, ladite déclaration est faite sous réserve des différends antérieurs au 6 janvier 1932, jour où elle a été souscrite. » »

Suisse (renouvellement).

(Dépôt de l'instrument de ratification : 17 avril 1937.)

Au nom du Gouvernement de la Confédération suisse et sous réserve de ratification, le soussigné déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale vis-à-vis de tout autre Membre de la Société des Nations ou État acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, purement et simplement, pour une nouvelle période de dix années, à dater du dépôt de l'instrument de ratification.

Genève, le 23 septembre 1936.

(Signé) MOTTA.

Roumanie.

Par lettre en date du 22 octobre 1936, le Secrétaire général de la Société des Nations a fait savoir au Greffier de la Cour qu'aux termes d'une communication du chargé d'affaires de la légation de Roumanie près la Société des Nations, la date de la déclaration primitive mentionnée dans la déclaration de renouvellement du 4 juin 1936 était le 8 octobre 1930, au lieu du 4 octobre 1930¹.

Brésil (renouvellement).

(Dépôt de l'instrument de ratification : 26 janvier 1937.)

Au nom du Gouvernement de la République des États-Unis du Brésil, je déclare renouveler, d'accord avec l'autorisation du Pouvoir

¹ Le texte de la déclaration de renouvellement du Gouvernement roumain se trouve à la page 335 du Douzième Rapport annuel.

législatif, l'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour permanente de Justice internationale, pour un délai de dix années, sous condition de réciprocité, exception faite des questions qui, d'après le droit international, sont de la compétence exclusive de la juridiction du Brésil, ou qui dépendent du régime constitutionnel de chaque État.

Genève, le 26 janvier 1937.

Le Chargé d'affaires des États-Unis
du Brésil à Berne :

(Signé) A. DOS GUIMARAES BASTOS.

Autriche (renouvellement).

(Dépôt de l'instrument de ratification : 30 juin 1937.)

Au nom de l'Autriche et sous réserve de ratification, le soussigné déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale vis-à-vis de tout autre Membre de la Société des Nations ou État acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, purement et simplement, pour une nouvelle période de cinq années, à dater du 13 mars 1937.

Genève, le 22 mars 1937.

(Signé) E. PFLÜGL.

Finlande (renouvellement).

Au nom du Gouvernement de la République de Finlande et sans réserve de ratification, je déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou État acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour purement et simplement, pour une durée de dix années, à partir du 6 avril 1937.

Genève, le 9 avril 1937.

(Signé) P. HJELT,
Délégué permanent *a. i.* de Finlande
près la Société des Nations.

Tableau des États ayant souscrit à la Disposition facultative¹.

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle ² .
Union sud-africaine	19 IX 29	<p>Ratification. Réciprocité. 10 ans, et par la suite jusqu'à notification de l'abrogation.</p> <p>Pour tous différends qui s'élèveraient après la ratification au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification, sauf les différends — au sujet desquels les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique ;</p> <p>— entre Membres de la Société des Nations qui sont également membres du Commonwealth britannique ;</p> <p>— relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction de l'Union sud-africaine.</p> <p>Faculté, pour les différends examinés par le Conseil, de suspendre sous certaines conditions la procédure judiciaire.</p>	7 IV 30
Albanie	17 IX 30	<p>Ratification. Réciprocité. 5 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification).</p> <p>Pour tous différends qui s'élèveraient après la ratification au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification.</p> <p>A l'exception des différends</p> <p>a) qui ont trait au statut territorial de l'Albanie ;</p> <p>b) qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction de l'Albanie ;</p> <p>c) qui, directement ou indirectement, concernent l'application de traités prévoyant un autre mode de règlement pacifique</p>	17 IX 30

¹ Parfois la date de la signature de la Disposition facultative n'a pas été inscrite dans la déclaration. Dans ces cas, le tableau donne entre parenthèses une indication approximative fondée sur la date à laquelle la déclaration a été publiée pour la première fois dans un document officiel de la Société des Nations ; ce document est alors mentionné en note.

² La ratification n'est en effet pas exigée par le texte de la Disposition facultative.

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Albanie (suite)	<i>Renouvelé</i> le 7 XI 35	Pour 5 ans (à dater du 17 septembre 1935).	
Allemagne	23 IX 27	Ratification. Réciprocité. 5 ans. Pour tout différend qui s'élèverait après la ratification au sujet de situations ou faits postérieurs à ladite ratification. Sous réserve des cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	29 II 28
	<i>Renouvelé</i> le 9 II 33	Ratification. Prorogation pour 5 ans à partir du 1 ^{er} mars 1933.	5 VII 33
Argentine	28 XII 35	Ratification. Réciprocité. 10 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification). Pour tout différend qui s'élèverait après la ratification au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification. Sauf les cas où les parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique. La déclaration ne s'appliquant pas aux questions déjà réglées et à celles qui, d'après le droit international, ressortissent à la juridiction locale ou au régime constitutionnel de chaque État.	
Australie	20 IX 29	(<i>Voir, mutatis mutandis, les conditions stipulées par l'Union sud-africaine.</i>)	18 VIII 30
Autriche	14 III 22	Réciprocité. 5 ans.	
	<i>Renouvelé</i> le 12 I 27	Ratification. Réciprocité. 10 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification).	13 III 27
	<i>Renouvelé</i> le 22 III 37	Ratification. Réciprocité. 5 ans (à dater du 13 mars 1937).	30 VI 37
Belgique	25 IX 25	Ratification. Réciprocité.	10 III 26

DISPOSITION FACULTATIVE

271

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Belgique (<i>suite</i>)		15 ans. Pour tout différend qui s'élèverait après la ratification au sujet de situations ou faits postérieurs à ladite ratification. Sous réserve des cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	
Bolivie	7 VII 36	Réciprocité. 10 ans.	7 VII 36
Brésil	1 XI 21 ¹	Réciprocité. 5 ans. Sous réserve de l'acceptation de la juridiction obligatoire par deux au moins des Puissances représentées d'une façon permanente au Conseil de la Société des Nations ² .	
	<i>Renouvelé</i> le 26 I 37	Réciprocité. 10 ans. Exception faite des questions qui, d'après le droit international, sont de la compétence exclusive de la juridiction du Brésil ou qui dépendent du régime constitutionnel de chaque État.	26 I 37
Bulgarie	(1921) ³	Réciprocité.	12 VIII 21
Canada	20 IX 29	(<i>Voir, mutatis mutandis, les conditions stipulées par l'Union sud-africaine.</i>)	28 VII 30
Chine	13 V 22	Réciprocité. 5 ans.	
Colombie ⁴	6 I 32	Réciprocité.	
Costa-Rica	(Avant le 28 I 21) ⁵	Réciprocité.	

¹ La déclaration du Brésil est contenue dans l'instrument de ratification du Protocole de signature du Statut (déposé le 1^{er} novembre 1921).

² L'Allemagne et la Grande-Bretagne — Puissances représentées d'une façon permanente au Conseil de la Société des Nations — sont liées, la première depuis le 29 février 1928, et la seconde depuis le 5 février 1930.

³ Déclaration reproduite dans le *Recueil des Traités* de la Société des Nations, vol. VI (1921), n° 170.

⁴ Voir pp. 266-267.

⁵ Déclaration reproduite dans le document de la Société des Nations n° 21/31/6, A, daté du 28 janvier 1921.

Le Costa-Rica a notifié, le 24 décembre 1924, au Secrétaire général sa décision de se retirer de la Société des Nations, cette décision devant porter effet à partir du 1^{er} janvier 1927. Avant cette date, le Costa-Rica n'avait

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Danemark	(Avant le 28 I 21) ¹	Ratification. Réciprocité. 5 ans.	13 VI 21
	<i>Renouvelé</i> le 11 XII 25	Ratification. Réciprocité. 10 ans (à dater du 13 juin 1926).	28 III 26
	<i>Renouvelé</i> le 4 VI 36	Ratification. Réciprocité. 10 ans (à dater du 13 juin 1936).	24 V 37
République dominicaine	30 IX 24	Ratification. Réciprocité.	4 II 33
Espagne	21 IX 28	Réciprocité. 10 ans. Pour tout différend qui s'élèverait après la signature au sujet de situations ou faits postérieurs à ladite signature. Sous réserve des cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	
Estonie	2 V 23 ²	Réciprocité. 5 ans. Pour tout différend futur à propos duquel les Parties ne sont pas convenues d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	
	<i>Renouvelé</i> le 25 VI 28 ³	Pour une période de 10 ans à partir du 2 mai 1928.	
Éthiopie	12 VII 26	Réciprocité. 5 ans. Les différends futurs à propos desquels les Parties auraient convenu d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique sont exceptés.	16 VII 26

pas ratifié le Protocole de signature du Statut; d'autre part, le Costa-Rica n'est pas mentionné à l'annexe au Pacte de la Société des Nations. Ceci porterait à conclure que l'engagement résultant, pour le Costa-Rica, de sa signature du Protocole du 16 décembre 1920 et de sa signature de la Disposition facultative est devenu caduc.

¹ Déclaration reproduite dans le document de la Société des Nations n° 21/31/6, A, daté du 28 janvier 1921.

² La déclaration de l'Estonie est contenue dans l'instrument de ratification du Protocole de signature du Statut (déposé le 2 mai 1923).

³ Date de la lettre par laquelle le ministre des Affaires étrangères du Gouvernement d'Estonie a fait connaître au Secrétaire général de la Société des Nations la prorogation de la période pour laquelle ledit Gouvernement est lié.

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Éthiopie (suite) :	<i>Renouvelé</i> le 15 IV 32	Prorogation pour une durée de deux années à partir du 16 juillet 1931.	
	<i>Renouvelé</i> le 18 IX 34	Prorogation pour une durée de deux années à dater du 18 septembre 1934, avec effet rétroactif pour couvrir la période comprise entre le 16 juillet 1933 et le 18 septembre 1934.	
Finlande	(1921) ¹	Ratification. Réciprocité. 5 ans.	6 IV 22
	<i>Renouvelé</i> le 3 III 27	Réciprocité. 10 ans (à dater du 6 avril 1927).	
	<i>Renouvelé</i> le 9 IV 37	Réciprocité. 10 ans (à dater du 6 avril 1937).	
France	19 IX 29 ²	Ratification. Réciprocité. 5 ans. Pour tous différends qui s'élèveraient après la ratification au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette ratification ; Et qui n'auraient pu être réglés par une procédure de conciliation ou par le Conseil aux termes de l'article 15, alinéa 6, du Pacte. Sous réserve des cas où les Parties seraient convenues ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement arbitral.	25 IV 31
	<i>Renouvelé</i> le 11 III 36 ³	Pour 5 ans à dater du 25 avril 1936.	
Grande-Bretagne	19 IX 29	(Voir, mutatis mutandis, les conditions stipulées par l'Union sud-africaine.)	5 II 30
Grèce	12 IX 29	Réciprocité. 5 ans.	
		Pour toutes les catégories de différends énumérées à l'article 36 du Statut, à l'exception	

¹ Déclaration reproduite dans le *Recueil des Traités* de la Société des Nations, vol. VI (1921), n° 170.

² Cette déclaration remplace celle qui avait été faite au nom du Gouvernement français le 2 octobre 1924, et qui, sujette à ratification, n'avait pas été ratifiée.

³ Cette date est celle à laquelle a été reçue à Genève une note, en date du 10 avril, de la délégation française à la Société des Nations, transmettant la déclaration de renouvellement de la France, qui est datée de Paris, le 7 avril 1936.

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Grèce (suite) :		a) des différends ayant trait au statut territorial de la Grèce, y compris ceux relatifs à ses droits de souveraineté sur ses ports et ses voies de communication ; b) des différends ayant directement ou indirectement trait à l'application des traités ou conventions acceptés par la Grèce et prévoyant une autre procédure.	
	<i>Renouvelé</i> le 12 IX 34	Ratification. Réciprocité. 5 ans (à compter du 12 septembre 1934). Pour les catégories de différends visées à l'alinéa 2 de l'article 36 du Statut, avec les mêmes exceptions que précédemment.	19 VII 35
Guatemala	17 XII 26	Ratification. Réciprocité.	
Haïti	7 IX 21	(Sans conditions.)	
Hongrie	14 IX 28	Ratification. Réciprocité. 5 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification).	13 VIII 29
	<i>Renouvelé</i> le 30 V 34	Ratification. Réciprocité. 5 ans (à dater du 13 août 1934).	9 VIII 34
Inde	19 IX 29	(Voir, mutatis mutandis, les conditions stipulées par l'Union sud-africaine.)	5 II 30
Iran	2 X 30	Ratification. Réciprocité. 6 ans (et à l'expiration de ce délai, jusqu'à notification d'abrogation). Pour tous différends qui s'élèveraient après la ratification au sujet de situations ou de faits ayant directement ou indirectement trait à l'application de traités acceptés par l'Iran et postérieurs à la ratification. Sauf les différends a) ayant trait au statut territorial de l'Iran, y compris ceux relatifs à ses droits de souveraineté sur ses îles et ports ; b) au sujet desquels les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique ;	19 IX 32

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Iran (<i>suite</i>) :		c) relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèveraient exclusivement de la juridiction de l'Iran. Sous réserve pour l'Iran du droit de demander la suspension de la procédure devant la Cour pour tout différend soumis au Conseil de la Société des Nations.	
État libre d'Irlande ¹	14 IX 29	Ratification. Réciprocité. 20 ans.	II VII 30
Italie	9 IX 29	Ratification. Réciprocité. 5 ans. Sous réserve de tout moyen de solution prévu par une convention spéciale. Dans les cas où une solution par la voie diplomatique ou par l'action du Conseil de la Société des Nations n'interviendrait pas.	7 IX 31
Lettonie	10 IX 29 ²	Ratification. Réciprocité. 5 ans. Pour tous les différends qui s'élèveraient après la ratification de la présente déclaration au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette ratification. Sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	26 II 30
	<i>Renouvelé</i> le 31 I 35	Ratification. Réciprocité. 5 ans ; à l'expiration de ce délai, la déclaration continuera à	26 II 35

¹ Par sa lettre circulaire n° 105, le Secrétaire général de la Société des Nations a porté à la connaissance des gouvernements des Membres de la Société que le ministre des Affaires étrangères de l'État libre d'Irlande lui avait fait savoir, par lettre du 21 août 1926, que l'État libre d'Irlande devait être compris parmi les Membres de la Société ayant ratifié le Protocole de signature.

A la date du 12 octobre 1926, le Secrétaire général a fait connaître au Greffier de la Cour que la lettre du 21 août, visée plus haut, lui avait été remise le 26 du même mois par le représentant de l'État libre d'Irlande auprès de la Société des Nations et que, depuis cette date, l'État libre d'Irlande figurait dans la liste du Secrétariat comme étant lié par le Protocole de la Cour.

² Cette déclaration a remplacé celle qui avait été faite au nom du Gouvernement de Lettonie le 11 septembre 1923, et qui, sujette à ratification, n'avait pas été ratifiée.

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Lettonie (suite) :		avoir ses pleins effets jusqu'à ce que notification soit donnée de son abrogation. Pour tous différends qui se seraient élevés après le 26 février 1930, date du dépôt de la ratification de la déclaration faite à Genève le 10 septembre 1929, ou qui s'élèveraient à l'avenir, au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite date. Sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	
Libéria	(1921) ¹	Ratification. Réciprocité.	
Lithuanie	5 x 21 Renouvelé le 14 I 30 Renouvelé le 12 III 35 ²	5 ans. 5 ans (à partir du 14 janvier 1930). Réciprocité. 5 ans (avec effet à partir du 14 janvier 1935).	16 V 22
Luxembourg	15 IX 30 ³	Réciprocité. 5 ans (renouvelable par tacite reconduction). Pour tous différends qui s'élèveraient après la signature au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite signature. Sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à une autre procédure ou à un autre mode de règlement pacifique.	
Monaco ⁴	22 IV 37	5 ans. Pour tous les différends qui s'élèveraient après la déclaration au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette déclaration. Sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir	22 IV 37

¹ Déclaration reproduite dans le *Recueil des Traités* de la Société des Nations, vol. VI (1921), n° 170.

² Cette date est celle à laquelle a été reçue à Genève une lettre, en date du 8 mars 1935, contenant la déclaration de la Lithuanie.

³ En 1921, le Gouvernement luxembourgeois avait déjà, sous réserve de ratification, souscrit à la Disposition facultative. Toutefois, la ratification n'était pas intervenue.

⁴ L'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour par la Principauté de Monaco est faite conformément au chiffre 2, alinéa 4, de la résolution du Conseil du 17 mai 1922. Voir à ce sujet pp. 56 et 263-264.

DISPOSITION FACULTATIVE

277

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Monaco (<i>suite</i>) :		recours à une autre procédure ou à un autre mode de règlement pacifique.	
Nicaragua	24 IX 29	(Sans conditions.)	
Norvège	6 IX 21	Ratification. Réciprocité. 5 ans.	3 X 21
	<i>Renouvelé</i> le 22 IX 26	Réciprocité. 10 ans (à dater du 3 octobre 1926).	
	<i>Renouvelé</i> le 29 V 36 ¹	Réciprocité. 10 ans (à compter du 3 octobre 1936).	
Nouvelle-Zélande	19 IX 29	(<i>Voir, mutatis mutandis, les conditions stipulées par l'Union sud-africaine.</i>)	29 III 30
Panama	25 X 21	Réciprocité.	14 VI 29
Paraguay	11 V 33 ²	(Sans conditions.)	
Pays-Bas	6 VIII 21	Réciprocité. 5 ans. Pour tout différend futur à propos duquel les Parties ne sont pas convenues d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	
	<i>Renouvelé</i> le 2 IX 26	Réciprocité. 10 ans (à dater du 6 août 1926). Pour tous différends futurs à l'exception de ceux à propos desquels les Parties seraient convenues, après l'entrée en vigueur du Statut de la Cour, d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	
	<i>Renouvelé</i> le 5 VIII 36	Réciprocité 10 ans (à partir du 6 août 1936). Pour tous différends futurs à l'exception de ceux à propos desquels les Parties seraient convenues, après l'entrée en vigueur du Statut de la Cour, d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	
Pérou	19 IX 29	Ratification. Réciprocité. 10 ans (à dater de la ratification).	29 III 32

¹ Cette date est celle du dépôt de la déclaration au Secrétariat de la Société des Nations ; la déclaration est datée d'Oslo, le 19 mai 1936.

² La déclaration du Paraguay a été faite lors du dépôt de l'instrument de ratification du Protocole de signature du Statut.

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Pérou (suite) :		<p>· Pour tous les différends qui s'élèveraient au sujet de situations et faits postérieurs à la ratification.</p> <p>Sauf le cas où les Parties auraient convenu soit d'avoir recours à un autre mode de règlement arbitral, soit de soumettre préalablement le différend au Conseil de la Société des Nations.</p>	
Pologne	24 I 3I	<p>Ratification. Réciprocité. 5 ans.</p> <p>Pour tous différends qui s'élèveraient après la ratification au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification.</p> <p>Sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.</p> <p>A l'exception des différends :</p> <p>1° qui concerneraient les questions que le droit international laisse à la compétence exclusive des États ;</p> <p>2° qui s'élèveraient avec des États refusant d'établir ou de maintenir des relations diplomatiques normales avec la Pologne ;</p> <p>3° qui se trouveraient directement ou indirectement en rapport avec la guerre mondiale ou la guerre polono-soviétique ;</p> <p>4° qui résulteraient directement ou indirectement de stipulations du Traité signé à Riga le 18 mars 1921 ;</p> <p>5° qui auraient trait aux dispositions de droit interne en rapport avec les points 3 et 4.</p>	
Portugal	(Avant le 28 I 2I) ¹	Réciprocité.	8 X 2I
Roumanie	8 X 30	<p>Ratification.</p> <p>A l'égard des gouvernements reconnus par la Roumanie et sous réciprocité.</p> <p>5 ans.</p> <p>Pour les différends juridiques dérivant de situations ou faits postérieurs à la ratification.</p> <p>Sous réserve des matières soumises à une procédure spéciale établie ou à convenir.</p>	9 VI 3I

¹ Déclaration reproduite dans le document de la Société des Nations n° 21/31/6, A, daté du 28 janvier 1921.

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Roumanie (suite) :		Sous réserve de la faculté pour la Roumanie de soumettre le différend, préalablement à tout recours à la Cour, au Conseil de la Société des Nations. A l'exception : a) des questions de fond ou de procédure pouvant amener directement ou indirectement la discussion de l'intégrité territoriale actuelle et des droits souverains de la Roumanie, y compris ceux sur ses ports et sur ses voies de communication ; b) les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent de la juridiction intérieure de la Roumanie.	
Salvador	<i>Renouvelé</i> le 4 VI 36 29 VIII 30 ¹	Pour 5 ans (à partir du 9 juin 1936). Sauf pour les questions qui ne sauraient être soumises à l'arbitrage conformément à la constitution politique du Salvador. Sauf les différends surgis avant la signature et les réclamations d'ordre pécuniaire formées contre la nation. Réciprocité seulement à l'égard des États qui acceptent l'arbitrage dans cette forme.	29 VIII 30
Siam	20 IX 29	Ratification. Réciprocité. 10 ans. Pour tous différends au sujet desquels les Parties ne seraient pas convenues d'un autre mode de règlement pacifique.	7 V 30
Suède	16 VIII 21 <i>Renouvelé</i> le 18 III 26 <i>Renouvelé</i> le 18 IV 36	Réciprocité. 5 ans. Réciprocité. 10 ans (à dater du 16 août 1926). Réciprocité. 10 ans (à compter du 16 août 1936).	
Suisse	(Avant le 28 I 21) ² <i>Renouvelé</i> le 1 III 26	Ratification. Réciprocité. 5 ans. Ratification. Réciprocité. 10 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification).	25 VII 21 24 VII 26

¹ La déclaration du Salvador est contenue dans l'instrument de ratification du Protocole de signature du Statut (déposé le 29 août 1930).

² Déclaration reproduite dans le document de la Société des Nations n° 21/31/6, A, daté du 28 janvier 1921.

États.	Date de la signature.	Conditions.	Date de la ratification éventuelle.
Suisse (<i>suite</i>) :	<i>Renouvelé</i> le 23 IX 36	Ratification. Réciprocité. 10 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification).	17 IV 37
Tchécoslo- vaquie	19 IX 29	Ratification. Réciprocité. 10 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification). Pour tous différends qui s'élèveraient après la ratification au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification. Sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique. Sous réserve de la faculté, pour l'une ou l'autre des Parties en litige, de soumettre le différend, préalablement à tout recours à la Cour, au Conseil de la Société des Nations.	
Turquie	12 III 36	Réciprocité. 5 ans. Pour tout différend qui s'élèverait postérieurement à la signature de la déclaration. A l'exception des différends se rapportant soit directement soit indirectement à l'application des traités ou conventions conclus par la Turquie et prévoyant un autre mode de règlement pacifique.	
Uruguay	(Avant le 28 I 21) ¹	Réciprocité.	27 IX 21
Yougo- slavie	16 V 30	Ratification. A l'égard de tout gouvernement reconnu par le Royaume de Yougoslavie et sous condition de réciprocité. 5 ans (à dater du dépôt de l'instrument de ratification). Pour tous différends qui s'élèveraient après la ratification. Sauf les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction du Royaume de Yougoslavie. Sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.	24 XI 30

¹ Déclaration reproduite dans le document de la Société des Nations n° 21/31/6, A, daté du 28 janvier 1921.

18. — PROTOCOLE PROROGÉANT LE TRAITÉ DE CONCILIATION
ET DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE CONCLU LE 20 SEPTEMBRE 1924
ENTRE L'ITALIE ET LA SUISSE.

Rome, 20 septembre 1934¹.

(Ratifications échangées à Rome le 28 janvier 1935.)

Article premier. — La validité du Traité de conciliation et de règlement judiciaire, du 20 septembre 1924, est prorogée pour une seconde période de dix ans à compter de l'expiration de la première période de dix ans prévue à l'article 21 dudit traité.

Rien n'est changé à l'égard des prorogations ultérieures telles qu'elles sont prévues dans le même article.

56. — RENOUELEMENT DE LA CONVENTION D'ARBITRAGE
DU 25 OCTOBRE 1905² ENTRE, D'UNE PART, LE ROYAUME-UNI,
LE CANADA, L'AustralIE ET LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET,
D'AUTRE PART, L'ISLANDE.

Londres, le 22 mars 1937³.

EXCHANGE OF NOTES.

I.—*Mr. Eden to Count Ahlefeldt Laurvig.*

Foreign Office, London.

March 22, 1937.

Sir,

I have the honour to inform you that His Majesty's Governments in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Canada, the Commonwealth of Australia and New Zealand, desire that the Anglo-Danish Arbitration Convention signed in London on the 25th October, 1905, and last renewed on the 10th October, 1935, with effect from the 4th May, 1931, should be regarded as having been renewed for a further period of five years from the 4th May, 1936, in respect of Great Britain and Northern Ireland and all parts of the British Empire which are not separate members of the League of Nations, Canada, the Commonwealth of Australia and New Zealand, respectively, on the one hand, and Iceland on the other.

¹ *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CLVIII, p. 17.

² Voir D 6, n° 56, p. 193. Le 4 juin 1926 avait été signée à Londres, entre le Royaume-Uni et l'Islande, une convention renouvelant, en ce qui concerne l'Islande, la Convention d'arbitrage entre le Royaume-Uni et le Danemark, en date du 25 octobre 1905. (Pour le texte de cette convention, voir le volume *Traités généraux d'arbitrage communiqués au Bureau international de la Cour d'Arbitrage*, 1^{ère} série, p. 201. La Haye, van Langenhuisen frères, 1911.)

³ H.M. Stationery Office, Treaty Series, No. 21 (1937), Cmd. 5448.

I have the honour further to propose that, unless notice to terminate the Convention has been given one year before the expiry of the said period of five years, it shall continue to be in force without limit of time until one year from the date on which such notice is given. His Majesty's Governments above mentioned may respectively terminate the Convention separately in respect of Great Britain and Northern Ireland and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations, Canada, Australia or New Zealand, as the case may be.

It will be understood that in place of reference to the Permanent Court of Arbitration as provided for in Articles 1 and 2 of the aforesaid Convention of the 25th October, 1905, the reference shall, in any case arising, be made to the Permanent Court of International Justice in accordance with the procedure laid down in the Statute of that Court and in the Rules of Court adopted thereunder.

If the above proposals are accepted, I have the honour to suggest that the present note and your reply thereto in similar terms shall be regarded as constituting a formal agreement between His Majesty's Governments aforesaid on the one hand, and the Government of Iceland on the other.

I have, etc.

(Signed) ANTHONY EDEN.

II.—*Count Ahlefeldt Laurvig to Mr. Eden.*

Danish Legation, London,
March 22, 1937.

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your note of to-day's date and to inform you that the Government of Iceland are willing that the Anglo-Danish Arbitration Convention signed in London on the 25th October, 1905, and last renewed on the 10th October, 1935, with effect from the 4th May, 1931, should be regarded as having been renewed for a further period of five years from the 4th May, 1936, in respect of Iceland on the one hand, and Great Britain and Northern Ireland and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations, Canada, the Commonwealth of Australia and New Zealand on the other.

I have the honour further to inform you that the Government of Iceland are willing that unless notice to terminate the Convention has been given one year before the expiry of the said period of five years, it shall continue to be in force without limit of time until one year from the date on which such notice is given. His Majesty's Governments above mentioned may respectively terminate the Convention separately in respect of Great Britain and Northern Ireland and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations, Canada, the Commonwealth of Australia or New Zealand, as the case may be.

It will be understood that in place of reference to the Permanent Court of Arbitration, as provided for in Articles 1 and 2 of the

aforesaid Convention of the 25th October, 1905, the reference shall, in any case arising, be made to the Permanent Court of International Justice in accordance with the procedure laid down in the Statute of that Court and in the Rules of Court adopted thereunder.

The present note and your note under reply shall be regarded as constituting a formal agreement between the Government of Iceland on the one hand, and His Majesty's Governments aforesaid on the other.

I have, etc.

(for Iceland :)

(Signed) P. F. AHLEFELDT LAURVIG.

104. — PROTOCOLE PORTANT MODIFICATION DU TRAITÉ DE CONCILIATION, DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ET D'ARBITRAGE CONCLU LE 9 DÉCEMBRE 1928 ENTRE LA SUISSE ET LA TURQUIE.

Ankara, 1^{er} juin 1933¹.

(Ratifications échangées à Berne le 7 mai 1935.)

Article unique. — Les alinéas 1 et 2 de l'article premier du Traité du 9 décembre 1928 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les Parties contractantes s'engagent à soumettre, à la demande de l'une d'entre elles, à une procédure de conciliation et, le cas échéant, à une procédure de règlement judiciaire ou arbitral, les différends qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique dans un délai raisonnable et au sujet desquels les Parties se contesteraient réciproquement un droit, notamment les différends ayant pour objet :

- 1° l'interprétation d'un traité ;
- 2° tout point de droit international ;
- 3° la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la rupture d'une obligation internationale ;
- 4° l'étendue ou la nature de la réparation due pour une telle rupture.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux différends qui, de l'avis de l'une des Parties, relèveraient, d'après les principes du droit international, exclusivement de sa souveraineté ou rentreraient, d'après les traités en vigueur entre elles, dans sa compétence exclusive. Toutefois, l'autre Partie pourra, si elle est d'un avis opposé, faire décider préalablement par la Cour permanente de Justice internationale si le différend est de la compétence de celle-ci, telle qu'elle résulte du présent traité. »

¹ *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CLIX, p. 229.

168. — CONVENTION CONCERNANT LE TRAVAIL DE NUIT DES FEMMES
votee par la Conférence du Travail.
 Washington, 28 novembre 1919.

<i>Dénonciations</i> ¹ :	Brésil	12 mai 1937
	Grande-Bretagne et Irlande du Nord	25 janvier 1937
	Grèce	30 juin 1936
	Hongrie	18 décembre 1936
	État libre d'Irlande	15 mars 1937
	Suisse	4 juin 1936

172. — CONVENTION FIXANT L'AGE MINIMUM D'ADMISSION
 DES ENFANTS AU TRAVAIL MARITIME
votee par la Conférence du Travail.
 Gênes, 9 juillet 1920.

<i>Ratif.</i> (suite) :	Brésil	8 juin 1936
	Chine	2 décembre 1936

173. — CONVENTION CONCERNANT L'INDEMNITÉ DE CHÔMAGE
 EN CAS DE PERTE PAR NAUFRAGE
votee par la Conférence du Travail.
 Gênes, 9 juillet 1920.

<i>Ratif.</i> (suite) :	Norvège	21 juillet 1936
-------------------------	---------	-----------------

177. — CONVENTION CONCERNANT L'EXAMEN MÉDICAL
 OBLIGATOIRE DES ENFANTS ET DES JEUNES GENS EMPLOYÉS A BORD
 DES BATEAUX
votee par la Conférence du Travail.
 Genève, 11 novembre 1921.

<i>Ratif.</i> (suite) :	Brésil	8 juin 1936
	Chine	2 décembre 1936

¹ Le 19 juin 1934, la Conférence du Travail a voté une *convention (révisée) concernant le travail de nuit des femmes* (voir p. 291). La dénonciation de la Convention de 1919 par les États mentionnés dans la présente liste est la suite de la ratification, par ces mêmes États, de la convention révisée.

**178. — CONVENTION FIXANT L'AGE MINIMUM D'ADMISSION
DES JEUNES GENS AU TRAVAIL
EN QUALITÉ DE SOUTIERS OU CHAUFFEURS**

votee par la Conférence du Travail.

Genève, 11 novembre 1921.

Ratif. (suite) : Chine 2 décembre 1936

**184. — CONVENTION POUR LA RÉPRESSION DE LA CIRCULATION
ET DU TRAFIC DES PUBLICATIONS OBSCÈNES.**

Genève, 12 septembre 1923.

Adh. (suite) : Afghanistan 10 mai 1937
Argentine 3 octobre 1936

**186. — CONVENTION ET STATUT SUR LE RÉGIME INTERNATIONAL
DES VOIES FERRÉES.**

Genève, 9 décembre 1923.

Ratif. (suite) : Finlande 11 février 1937

190. — CONVENTION RELATIVE A L'OPIUM.

Genève, 19 février 1925.

Application au : Liechtenstein ¹

¹ Le Département politique fédéral suisse, par une lettre en date du 15 juillet 1936, a fait savoir ce qui suit au Secrétaire général de la Société des Nations :

« Aux termes des arrangements intervenus en 1929 et 1935 entre le Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein et le Gouvernement suisse en application du Traité d'union douanière conclu le 29 mars 1923 entre ces deux pays, la législation suisse sur les stupéfiants, y compris l'ensemble des mesures prises par les autorités fédérales en exécution des différentes conventions internationales relatives aux drogues nuisibles, est applicable, pendant la durée du traité d'union douanière, au territoire de la Principauté de la même façon qu'au territoire de la Confédération. La Principauté de Liechtenstein participe, en conséquence, pendant la durée dudit traité, aux conventions internationales conclues ou à conclure en matière de stupéfiants sans qu'il soit nécessaire ni opportun qu'elle y adhère séparément. »

191. — CONVENTION CONCERNANT L'ÉGALITÉ DE TRAITEMENT
DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS ET NATIONAUX
EN MATIÈRE DE RÉPARATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

volée par la Conférence du Travail.

Genève, 5 juin 1925.

Ratif. (suite) : Grèce _____ 30 mai 1936

192. — CONVENTION CONCERNANT LE TRAVAIL DE NUIT
DANS LES BOULANGERIES

volée par la Conférence du Travail.

Genève, 8 juin 1925.

Ratif. (suite) : État libre d'Irlande _____ 15 mars 1937

193. — CONVENTION CONCERNANT LA RÉPARATION
DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

volée par la Conférence du Travail.

Genève, 10 juin 1925.

Ratif. (suite) : Autriche _____ 21 août 1936

194. — CONVENTION CONCERNANT LA RÉPARATION
DES MALADIES PROFESSIONNELLES

volée par la Conférence du Travail.

Genève, 10 juin 1925.

Dénonciations : Grande-Bretagne et Irlande _____
du Nord 29 avril 1936
État libre d'Irlande 15 mars 1937
Suède 24 février 1937

195. — CONVENTION CONCERNANT LE CONTRÔLE DU COMMERCE
INTERNATIONAL DES ARMES ET MUNITIONS
ET DES MATÉRIELS DE GUERRE.

Genève, 17 juin 1925.

Ratif. (suite) : Luxembourg _____ 1^{er} septembre 1936

197. — CONVENTION CONCERNANT LE RAPATRIEMENT
DES MARINS

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 23 juin 1926.

Ratif. (suite) : Chine _____ 2 décembre 1936

198. — CONVENTION CONCERNANT LE CONTRAT D'ENGAGEMENT
DES MARINS

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 24 juin 1926.

Ratif. (suite) : Chine _____ 2 décembre 1936

199. — CONVENTION RELATIVE A L'ESCLAVAGE.

Genève, 25 septembre 1926.

Ratif. (suite) : Chine _____ 22 avril 1937

204. — CONVENTION CONCERNANT L'INSTITUTION DE MÉTHODES
DE FIXATION DES SALAIRES MINIMA

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 16 juin 1928.

Ratif. (suite) : Pays-Bas _____ 10 novembre 1936

207. — CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION
DU FAUX-MONNAYAGE.

Genève, 20 avril 1929.

Adh. (suite) : Finlande _____ 25 septembre 1936
Turquie _____ 21 janvier 1937

208. — CONVENTION CONCERNANT L'INDICATION DU POIDS
SUR LES GROS COLIS TRANSPORTÉS PAR BATEAU

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 21 juin 1929.

Ratif. (suite) : Grèce _____ 30 mai 1936

**210. — CONVENTION CONCERNANT CERTAINES QUESTIONS
RELATIVES AUX CONFLITS DE LOIS SUR LA NATIONALITÉ.**

La Haye, 12 avril 1930.

Entrée en vigueur : 1^{er} juillet 1937¹.

**211. — PROTOCOLE RELATIF AUX OBLIGATIONS MILITAIRES
DANS CERTAINS CAS DE DOUBLE NATIONALITÉ.**

La Haye, 12 avril 1930.

<i>Ratif.</i> (suite) : Colombie	24 février 1937 ²
Cuba ³	22 octobre 1936
Pays-Bas	2 avril 1937

212. — PROTOCOLE RELATIF A UN CAS D'APATRIDIE.

La Haye, 12 avril 1930.

Entrée en vigueur : 1^{er} juillet 1937⁴.

**216. — PROTOCOLE POUR RECONNAÎTRE A LA COUR PERMANENTE
DE JUSTICE INTERNATIONALE LA COMPÉTENCE D'INTERPRÉTER LES
CONVENTIONS DE LA HAYE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ.**

La Haye, 27 mars 1931.

<i>Ratif.</i> (suite) : Hongrie	6 juillet 1937
Norvège	3 avril 1937
Portugal	30 novembre 1936

¹ Soit, aux termes de l'article 26 de la convention, quatre-vingt-dix jours après le dépôt de la dixième ratification ou adhésion, dépôt survenu le 2 avril 1937 (Pays-Bas).

² Cette ratification étant la dixième ratification ou adhésion du protocole, celui-ci est entré en vigueur, en vertu de son article 12, quatre-vingt-dix jours après le 24 février 1937, soit le 25 mai 1937.

³ Cette ratification est donnée sous la réserve suivante :

« [*Traduction.*] Le Gouvernement de Cuba déclare ne pas assumer l'obligation imposée par l'article 2 du protocole lorsque le mineur visé par ledit article — bien qu'il ait le droit, au moment où il atteindra sa majorité, de répudier ou de refuser la nationalité cubaine — réside habituellement sur le territoire de l'État, étant donné qu'il est uni, de fait, à ce dernier par un lien plus étroit qu'avec tout autre État dont il posséderait également la nationalité. »

⁴ Soit, aux termes de l'article 10 du protocole, quatre-vingt-dix jours après le dépôt de la dixième ratification ou adhésion, dépôt survenu le 2 avril 1937 (Pays-Bas).

**219. — CONVENTION POUR LIMITER LA FABRICATION
ET RÉGLEMENTER LA DISTRIBUTION DES STUPÉFIANTS.**

Genève, 13 juillet 1931.

<i>Ratij.</i> (suite) :	Arabie saoudienne	15 août 1936
	Danemark	5 juin 1936
	Liechtenstein ¹	
	Luxembourg	30 mai 1936
<i>Adh.</i> (suite) :	Finlande	25 septembre 1936

**451. — CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION
DE LA TRAITE DES FEMMES MAJEURES.**

Genève, 11 octobre 1933.

<i>Ratij.</i> (suite) :	Australie ¹	2 septembre 1936
	Autriche	7 août 1936
	Belgique	11 juin 1936
	Portugal	7 janvier 1937
<i>Adh.</i> (suite) :	Cuba	25 juin 1936
	Finlande	21 décembre 1936

**452. — CONVENTION POUR FACILITER LA CIRCULATION
INTERNATIONALE DES FILMS AYANT UN CARACTÈRE ÉDUCATIF.**

Genève, 11 octobre 1933.

<i>Ratij.</i> (suite) :	Belgique	8 juin 1936
	Grèce	27 janvier 1937
	Suède	17 décembre 1936
<i>Adh.</i> (suite) :	Australie ²	23 décembre 1936
	Cuba	25 juin 1936
	Terre-Neuve	29 juin 1936

¹ Le Département politique fédéral suisse, par une lettre en date du 15 juillet 1936, a fait savoir ce qui suit au Secrétaire général de la Société des Nations :

« Aux termes des arrangements intervenus en 1929 et 1935 entre le Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein et le Gouvernement suisse en application du Traité d'union conclu le 29 mars 1923 entre ces deux pays, la législation suisse sur les stupéfiants, y compris l'ensemble des mesures prises par les autorités fédérales en exécution des différentes conventions internationales relatives aux drogues nuisibles, est applicable, pendant la durée du traité d'union douanière, au territoire de la Principauté de la même façon qu'au territoire de la Confédération. La Principauté de Liechtenstein participe, en conséquence, pendant la durée dudit traité, aux conventions internationales conclues ou à conclure en matière de stupéfiants sans qu'il soit nécessaire ni opportun qu'elle y adhère séparément. »

² Y compris les territoires de Papoua et de l'île de Norfolk et les territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée et de Nauru.

454. — CONVENTION CONCERNANT L'ASSURANCE-VIEILLESSE
OBLIGATOIRE DES SALARIÉS DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES
ET COMMERCIALES, DES PROFESSIONS LIBÉRALES, AINSI QUE
DES TRAVAILLEURS A DOMICILE ET DES GENS DE MAISON

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 29 juin 1933.

Ratif. (suite) : Grande-Bretagne et Irlande
du Nord 18 juillet 1936

455. — CONVENTION CONCERNANT
L'ASSURANCE-VIEILLESSE OBLIGATOIRE DES SALARIÉS
DES ENTREPRISES AGRICOLES

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 29 juin 1933.

Ratif. (suite) : Grande-Bretagne et Irlande
du Nord 18 juillet 1936

456. — CONVENTION CONCERNANT
L'ASSURANCE-INVALIDITÉ OBLIGATOIRE DES SALARIÉS
DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES,
DES PROFESSIONS LIBÉRALES, AINSI QUE DES TRAVAILLEURS
A DOMICILE ET DES GENS DE MAISON

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 29 juin 1933.

Ratif. (suite) : Grande-Bretagne et Irlande
du Nord 18 juillet 1936

457. — CONVENTION CONCERNANT L'ASSURANCE-INVALIDITÉ
OBLIGATOIRE DES SALARIÉS DES ENTREPRISES AGRICOLES

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 29 juin 1933.

Ratif. (suite) : Grande-Bretagne et Irlande
du Nord 18 juillet 1936

458. — CONVENTION CONCERNANT L'ASSURANCE-DÉCÈS OBLIGATOIRE
DES SALARIÉS DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES,
DES PROFESSIONS LIBÉRALES, AINSI QUE DES TRAVAILLEURS A DOMICILE
ET DES GENS DE MAISON

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 29 juin 1933.

Ratif. (suite) : Grande-Bretagne et Irlande
du Nord 18 juillet 1936

459. — CONVENTION CONCERNANT L'ASSURANCE-DÉCÈS OBLIGATOIRE
DES SALARIÉS DES ENTREPRISES AGRICOLES

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 29 juin 1933.

Ratif. (suite) : Grande-Bretagne et Irlande
du Nord 18 juillet 1936

480. — CONVENTION (REVISÉE) CONCERNANT LE TRAVAIL DE NUIT
DES FEMMES (1934)

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 19 juin 1934.

Ratif. (suite) : Brésil 8 juin 1936
Grande-Bretagne et Irlande
du Nord 25 janvier 1937
Grèce 30 mai 1936
Hongrie 18 décembre 1936
État libre d'Irlande 15 mars 1937
Suisse 4 juin 1936

481. — CONVENTION CONCERNANT LA DURÉE DU TRAVAIL
DANS LES VERRERIES A VITRES AUTOMATIQUES

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 21 juin 1934.

Ratif. (suite) : Grande-Bretagne et Irlande
du Nord 13 janvier 1937

482. — CONVENTION (REVISÉE) CONCERNANT LA RÉPARATION
DES MALADIES PROFESSIONNELLES (1934)

votee par la Conférence du Travail.

Genève, 21 juin 1934.

<i>Ratif.</i> (suite) :	Brésil	8 juin 1936
	Cuba	22 octobre 1936
	État libre d'Irlande	15 mars 1937
	Japon	6 juin 1936
	Suède	24 février 1937

484. — CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA LUTTE
CONTRE LES MALADIES CONTAGIEUSES DES ANIMAUX.

Genève, 20 février 1935.

<i>Ratif.</i> (suite) :	Bulgarie	28 août 1936
	Lettonie	4 mai 1937
<i>Adh.</i> (suite) :	Chili	10 octobre 1936
<i>Signat.</i> (suite) :	Espagne	
	Grèce	
	Turquie	

485. — CONVENTION INTERNATIONALE CONCERNANT LE TRANSIT
DES ANIMAUX, DES VIANDES ET DES AUTRES PRODUITS
D'ORIGINE ANIMALE.

Genève, 20 février 1935.

<i>Ratif.</i> (suite) :	Lettonie	4 mai 1937
<i>Adh.</i> (suite) :	Chili	10 octobre 1936
<i>Signat.</i> (suite) :	Espagne	
	Grèce	
	Turquie	

486. — CONVENTION INTERNATIONALE CONCERNANT L'EXPORTATION
ET L'IMPORTATION DE PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE (AUTRES QUE
LES VIANDES, LES PRÉPARATIONS DE VIANDE, LES PRODUITS ANIMAUX
FRAIS, LE LAIT ET LES DÉRIVÉS DU LAIT).

Genève, 20 février 1935.

<i>Ratif.</i> (suite) :	Lettonie	4 mai 1937
<i>Adh.</i> (suite) :	Chili	10 octobre 1936
<i>Signat.</i> (suite) :	Espagne	
	Grèce	
	Turquie	

498. — CONVENTION CONCERNANT L'EMPLOI DES FEMMES AUX TRAVAUX SOUTERRAINS DANS LES MINES DE TOUTES CATÉGORIES

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 21 juin 1935.

<i>Ratifié.</i> (suite) :	Afghanistan	14 mai 1937
	Union sud-africaine	25 juin 1936
	Chine	2 décembre 1936
	Grande-Bretagne et Irlande	
	du Nord	18 juillet 1936
	Grèce	30 mai 1936
	État libre d'Irlande	20 août 1936
	Pays-Bas	20 février 1937
	Suède	11 juillet 1936

502. — CONVENTION CONCERNANT LA RÉDUCTION DE LA DURÉE DU TRAVAIL DANS LES VERRERIES A BOUTEILLES

votée par la Conférence du Travail.

Genève, 25 juin 1935.

<i>Ratifié. :</i>	Norvège	21 juillet 1936
-------------------	---------	-----------------

SECTION II

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR
PARVENUS A LA CONNAISSANCE DU GREFFE DEPUIS
LE 15 JUIN 1936

PREMIÈRE PARTIE

TEXTES CONSTITUTIONNELS
FIXANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

(Pas d'actes nouveaux.)

DEUXIÈME PARTIE

ACTES AYANT POUR OBJET LE RÈGLEMENT
PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS
ET VISANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

SOMMAIRE

SECTION A : ACTES COLLECTIFS.

(Pas d'actes nouveaux.)

SECTION B : AUTRES ACTES.

	Page
508 à 511	296

508. — TRAITÉ DE CONCILIATION, DE RÈGLEMENT
JUDICIAIRE ET D'ARBITRAGE ENTRE LA BULGARIE
ET L'ESPAGNE

SOFIA, 26 JUIN 1931¹.

(Ratifications échangées à Sofia le 21 juin 1935.)

Article premier. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à régler, par voie pacifique et d'après les méthodes prévues par le présent Traité, tous les litiges ou conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre l'Espagne et la Bulgarie et qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires.

PARTIE I.

Article 2. — Tous les litiges entre les Hautes Parties contractantes, de quelque nature qu'ils soient, au sujet desquels les Parties se contesteraient réciproquement un droit et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires seront soumis pour jugement soit à la Cour permanente de Justice internationale, soit à un tribunal arbitral.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3. — Avant d'être soumis à la procédure devant la Cour permanente de Justice internationale ou devant le tribunal arbitral, le différend pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumis à fin de conciliation à une commission internationale permanente dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent Traité.

Article 4. — S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux, cette Partie pourra s'opposer à ce qu'elle soit soumise à la procédure prévue par le présent Traité avant qu'un jugement définitif ait été rendu, dans un délai raisonnable, par l'autorité judiciaire compétente.

Article 5. — La commission permanente de conciliation sera composée de trois membres. Les Parties contractantes nommeront chacune un commissaire à leur gré et désigneront, d'un commun accord, le troisième qui sera le président de la commission. Celui-ci ne devra être ressortissant d'une des Parties contractantes, ni avoir son domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service.

Les commissaires seront nommés pour trois ans. Si, à l'expiration du mandat d'un membre de la commission, il n'est pas pourvu

¹ *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CLXVI (1936), p. 341.

à son remplacement, son mandat est censé renouvelé pour une période de trois ans.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à ce que la procédure soit terminée, nonobstant le fait que son remplaçant aurait été désigné.

En cas de décès ou de retraite de l'un des membres de la commission de conciliation, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat, si possible dans les trois mois qui suivront et, en tout cas, aussitôt qu'un différend aura été soumis à la commission.

Article 6. — La commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront la demande adressée à cet effet par l'une des Parties contractantes à l'autre Partie.

Si la nomination du président en commun n'intervenait pas dans ledit délai, ou en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, elle sera confiée au Président en exercice de la Cour permanente de Justice internationale. Dans le cas où celui-ci serait de la nationalité de l'une des Parties contractantes, la mission de nommer le président de la commission de conciliation sera conférée au Vice-Président d'abord, puis successivement au membre le plus âgé de la Cour, n'appartenant pas à la nationalité des Parties contractantes.

Article 7. — La commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties agissant d'un commun accord.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Article 8. — Dans le délai de quinze jours à partir de la date où la commission aura été saisie du différend, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer le membre permanent désigné par elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière. La Partie qui voudrait user de ce droit en avisera immédiatement l'autre Partie ; celle-ci aura la faculté d'user du même droit dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'avis lui sera parvenu.

Chaque Partie se réserve de nommer immédiatement un suppléant pour remplacer temporairement le membre permanent désigné par elle qui, par suite de maladie ou de toute autre circonstance, se trouverait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission.

Au cas où le président de la commission de conciliation désigné en commun par les Parties contractantes serait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission par suite de maladie ou de toute autre circonstance, les Parties s'entendront pour désigner un suppléant qui siègera temporairement à sa place. Si la désignation de ce suppléant n'intervient pas dans un délai d'un mois à compter de la vacance temporaire du siège, il sera procédé conformément à l'article 6 du présent Traité.

Article 9. — La commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Si les Parties n'ont pu être conciliées, la commission pourra, avec l'assentiment des Parties, ordonner la publication immédiate d'un rapport où sera consigné l'avis de chacun des membres de la commission.

Article 10. — A moins de stipulation spéciale contraire, la commission de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire.

En matière d'enquête, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commissions internationales d'enquête) de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 11. — La commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 12. — Les travaux de la commission de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 13. — Les Parties seront représentées auprès de la commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leurs gouvernements.

Article 14. — Sauf disposition contraire du présent Traité, les décisions de la commission de conciliation seront prises à la majorité des voix.

Article 15. — Les Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 16. — Pendant la durée des travaux de la commission de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Parties contractantes.

Chaque Gouvernement supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la commission, les indemnités prévues à l'alinéa premier étant comprises parmi ces frais communs.

Article 17. — A défaut d'un arrangement portant le litige devant la commission permanente de conciliation et, dans le cas d'un semblable arrangement, à défaut de conciliation devant la commission permanente de conciliation, la contestation sera soumise, par voie de compromis, soit à la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévues par son Statut, soit à un tribunal arbitral dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Si le compromis n'est pas arrêté dans les trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura été saisie de la demande de règlement judiciaire, chaque Partie pourra, après préavis d'un mois, porter directement par voie de requête la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

PARTIE II.

Article 18. — Toutes questions sur lesquelles les Gouvernements des deux Hautes Parties contractantes seraient divisés sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires et dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement, ainsi qu'il est prévu par l'article 2 du présent Traité, et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité ou convention en vigueur entre les Parties, seront soumises à la commission permanente de conciliation.

La procédure prévue par les articles 7 à 16 du présent Traité sera applicable.

A défaut d'accord entre les Parties sur la requête à présenter à la commission, l'une ou l'autre d'entre elles aura toutefois la faculté de soumettre directement, après préavis d'un mois, la question à ladite commission.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci, sans délai, à la Partie adverse.

Article 19. — Si les Parties n'ont pu être conciliées, le conflit sera à la requête de l'une ou l'autre des Parties soumis pour décision à un tribunal arbitral ayant le pouvoir de statuer *ex æquo et bono*.

Ce tribunal sera, s'il n'en est convenu autrement, composé de trois membres désignés suivant la méthode prévue aux articles 5 et 6 du présent Traité pour la constitution de la commission de conciliation. Le tribunal devra être constitué dans les six mois qui suivront la demande d'arbitrage.

La décision du Tribunal arbitral sera obligatoire pour les Parties.

Article 20. — Lorsqu'il y aura lieu à l'arbitrage entre elles, les Parties contractantes s'engagent à conclure, dans les six mois qui

suivront la demande d'arbitrage, un compromis spécial concernant l'objet du conflit, ainsi que les modalités de la procédure.

Si ce compromis ne peut être conclu dans le délai prévu, l'une ou l'autre des Parties aura le droit de saisir le tribunal par voie de simple requête. Dans ce cas, le tribunal arbitral réglera lui-même la procédure.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 21. — Durant la procédure de conciliation, la procédure judiciaire ou la procédure arbitrale, les Parties contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable à l'acceptation des propositions de la commission de conciliation ou à l'exécution de l'arrêt de la Cour permanente de Justice internationale ou de la sentence du tribunal arbitral. A cet effet, la commission de conciliation, la Cour de Justice et le tribunal arbitral ordonneront, le cas échéant, quelles mesures provisoires doivent être prises.

Article 22. — Si la Cour permanente de Justice internationale ou le tribunal arbitral établissait qu'une décision d'une autorité judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties contractantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens, et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permettrait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, la sentence judiciaire ou arbitrale déterminerait la nature et l'étendue de la réparation à accorder à la Partie lésée.

Article 23. — Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou l'exécution du présent Traité seront, sauf accord contraire, soumises directement à la Cour permanente de Justice internationale par voie de simple requête.

Article 24. — Le présent Traité sera ratifié par le président du Gouvernement provisoire de la République espagnole et par Sa Majesté le roi des Bulgares.

Les instruments de ratification en seront échangés à Sofia dans le plus bref délai possible.

Article 25. — Le présent Traité entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications et aura une durée de cinq ans. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de cinq années, et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent Traité, une procédure de conciliation, de règlement judiciaire ou d'arbitrage se trouve pendante, elle suivra son cours jusqu'à son achèvement.

509. — TRAITÉ D'AMITIÉ, DE NON-AGRESSION,
D'ARBITRAGE ET DE CONCILIATION ENTRE LA ROUMANIE
ET LA TURQUIE

ANKARA, 17 OCTOBRE 1933 ¹.

(Ratifications échangées à Bucarest le 11 mai 1934.)

Article premier. — Il y a et il y aura paix inviolable et amitié sincère et perpétuelle entre le Royaume de Roumanie et la République turque et leurs peuples.

Article 2. — Fidèles à leurs engagements déjà pris, à ne pas recourir l'une vis-à-vis de l'autre à la guerre comme moyen de leur politique nationale, ni à l'agression telle qu'elle a été définie par les Conventions du 3 et 4 juillet 1933, et partant, de ne pas participer à un acte d'agression commis par un tiers, les deux Hautes Parties contractantes assument en outre l'engagement de condamner toute agression ou toute participation à une agression quelconque tentée par des tiers ainsi que toute entente agressive contre l'un ou l'autre des deux pays.

Article 3. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à résoudre par voie de conciliation ou de règlement judiciaire ou arbitral de la manière prévue ci-après, tout différend, né de situations ou faits postérieurs à l'entrée en vigueur du présent Traité, au sujet duquel les Parties se contesteraient réciproquement un droit et qui n'aurait pu dans un délai raisonnable être résolu par les procédés diplomatiques ordinaires.

Les deux Hautes Parties contractantes maintiennent en ce qui concerne l'application du présent accord les réserves qu'elles ont faites lors de leur adhésion à la clause facultative de l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, étant d'autre part entendu que l'engagement ci-haut mentionné ne s'applique pas :

- 1) aux différends relatifs à des prétentions que des particuliers auraient contre l'une des Hautes Parties contractantes et qui seront définitivement tranchés par les juridictions nationales compétentes de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes ;
- 2) aux différends portant sur des questions que le droit international laisse à la compétence exclusive des États, tel que le droit interne ou qui relève de sa souveraineté ;
- 3) aux différends ayant trait au statut territorial des Parties.

Article 4. — Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

¹ *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CLXV (1936), p. 273.

Article 5. — Si les Parties sont d'accord pour soumettre le différend à un tribunal arbitral, elles rédigeront un compromis.

Au cas où elles ne seraient pas d'accord de se référer purement et simplement à la Convention de La Haye, du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux, elles détermineraient, dans ce compromis, outre le choix des arbitres et l'objet du litige, les modalités de la procédure et les règles de fond à appliquer par les arbitres.

Article 6. — Si les Parties sont d'accord pour soumettre le différend à un tribunal arbitral, et à défaut d'accord entre les Parties sur le compromis visé à l'article précédent, ou à défaut de désignation d'arbitres, et après un préavis de trois mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le différend devant la Cour permanente de Justice internationale.

Article 7. — L'arrêt de la Cour permanente de Justice internationale ou la sentence du tribunal arbitral sera exécuté de bonne foi par les Parties.

Les difficultés auxquelles l'interprétation ou l'exécution des arrêts de la Cour permanente de Justice internationale ou des sentences arbitrales rendues dans les conditions ci-dessus prévues, pourraient donner lieu, seront tranchées par la Cour permanente de Justice internationale, saisie à la requête de l'une ou de l'autre des Parties.

Article 8. — Avant toute procédure arbitrale ou avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions ci-dessus prévues, le différend pourra être d'un commun accord entre les Parties soumis à la procédure de conciliation prévue par le présent pacte.

En cas d'échec de la tentative de conciliation et après l'expiration du délai prévu à l'article 21, la Cour permanente de Justice internationale, ou le tribunal arbitral, selon le cas, pourront être saisis du différend dans les conditions prévues dans les articles précédents.

Article 9. — Sur la demande adressée à cet effet par une des Parties contractantes à l'autre, il devra être constitué dans les trois mois une commission permanente de conciliation.

Article 10. — La commission permanente de conciliation sera composée de trois membres. Les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs.

Elles désigneront d'un commun accord le président qui ne devra ni être ressortissant des Hautes Parties contractantes, ni avoir sa résidence habituelle sur leurs territoires, ni se trouver à leur service. Si la nomination du président n'intervient pas dans le délai prévu à l'article précédent ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à partir de la vacance du siège, il sera désigné, à défaut d'entente entre les Parties, et à la requête de l'une d'entre elles, par un chef d'État d'une Puissance à désigner d'un commun accord, s'il y consent.

Les commissaires sont nommés pour trois ans. Ils seront rééligibles. Ils resteront en fonction jusqu'à leur remplacement, et en tous les cas, jusqu'à l'expiration de leur mandat.

Tant que la procédure n'est pas ouverte, chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de révoquer le commissaire nommé par elle et de désigner un successeur. Elle aura aussi le droit de retirer son consentement à la nomination du président.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite d'expiration de mandat, de révocation, de décès, de démission ou de quelque autre empêchement en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 11. — La commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties, agissant d'un commun accord, ou à défaut, par l'une ou l'autre des Parties. La requête, après avoir exposé l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toute mesure propre à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée en même temps par celle-ci à l'autre Partie.

Article 12. — Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des Parties aura porté un différend devant la commission de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 13. — La commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire des Parties, au lieu désigné par son président.

Article 14. — La commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles et de s'efforcer de concilier les Parties.

Après examen de l'affaire, elle formulera, dans un rapport, des propositions en vue du règlement du différend.

Article 15. — La procédure devant la commission de conciliation sera contradictoire.

La commission réglera elle-même la procédure en tenant compte, sauf décisions contrares prises à l'unanimité, des dispositions contenues au titre III de la Convention de La Haye, du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 16. — Les délibérations de la commission de conciliation auront lieu à huis clos, à moins que la commission, d'accord avec les Parties, n'en décide autrement.

Article 17. — Les Parties auront le droit de nommer auprès de la commission des agents, conseils et experts, qui serviront en même temps d'intermédiaires entre elles et la commission, ainsi que de demander l'audition de toute personne dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toute personne qu'elle jugerait utile de faire comparaître, avec l'assentiment de leurs gouvernements.

Article 18. — Les Parties s'engagent à faciliter les travaux de la commission de conciliation et en particulier à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user de tous les moyens dont elles disposent d'après leur législation pour lui permettre de procéder à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts.

Article 19. — La commission de conciliation présentera son rapport dans les quatre mois à compter du jour où elle a été saisie du différend, à moins que les Parties ne conviennent de prolonger ce délai.

Un exemplaire du rapport sera remis à chacune des Parties. Le rapport n'aura, ni quant à l'exposé des faits, ni quant aux considérants juridiques, le caractère d'une sentence arbitrale.

Article 20. — La commission de conciliation fixera le délai dans lequel les Parties auront à se prononcer au sujet des propositions de règlement contenues dans son rapport. Ce délai ne dépassera pas trois mois.

Article 21. — Pendant la durée de leurs travaux, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté de commun accord des Parties, qui en supporteront chacune une partie égale.

Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la commission seront répartis de la même façon.

Article 22. — Le présent pacte sera ratifié et les instruments de ratification en seront échangés dans le plus bref délai.

Le pacte entrera en vigueur dès l'échange des ratifications.

Il est conclu pour la durée de dix ans, à compter de son entrée en vigueur.

S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce terme, il sera censé être renouvelé pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

Si une procédure de conciliation ou une procédure arbitrale ou judiciaire est pendante lors de l'expiration du présent pacte, elle suivra son cours conformément aux dispositions du présent pacte, à moins que les Parties n'en conviennent autrement.

**510. — TRAITÉ D'AMITIÉ, DE NON-AGRESSION,
DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE, D'ARBITRAGE ET DE
CONCILIATION ENTRE LA TURQUIE ET LA YOUGOSLAVIE
BELGRADE, 27 NOVEMBRE 1933¹.**

(Ratifications échangées à Ankara le 7 juin 1935.)

Article premier. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à ne rechercher, dans aucun cas, autrement que par

¹ *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CLXI (1935-1936), p. 229.

voie pacifique et d'après les méthodes prévues par le présent Traité, le règlement des litiges ou conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre le Royaume de Yougoslavie et la République turque, et qui n'auraient pu être résolus, dans un délai raisonnable, par les procédés diplomatiques ordinaires.

Les Hautes Parties contractantes assument l'engagement de ne pas recourir à la guerre comme moyen de leur politique nationale l'une vis-à-vis de l'autre et celui de condamner toute agression et toute participation à une agression quelconque tentée par des tiers ou toute entente agressive dirigée contre l'un ou l'autre des deux pays.

CHAPITRE PREMIER.

Article 2. — Le Gouvernement yougoslave et le Gouvernement turc conviennent, qu'à défaut de règlement amiable par les procédés diplomatiques ordinaires ou à défaut d'autre entente, seront soumis pour jugement soit à la Cour permanente de Justice internationale soit à un tribunal arbitral, ainsi qu'il est prévu ci-après, les litiges au sujet desquels les Parties se contesteraient réciproquement un droit, notamment les litiges ayant pour objet :

- 1) l'interprétation d'un traité ;
- 2) tout point de droit international ;
- 3) réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la rupture d'un engagement international ;
- 4) l'étendue ou la nature de la réparation due pour une telle rupture.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3. — Cet engagement ne s'applique pas :

- 1) aux différends nés des faits qui sont antérieurs au présent Traité ;
- 2) aux différends portant sur des questions qui, de l'avis de l'une des Parties, relèveraient, d'après les principes du droit international, exclusivement de sa souveraineté ou rentreraient, d'après les traités en vigueur entre elles, dans sa compétence exclusive. Toutefois, l'autre Partie pourra, si elle est d'un avis opposé, faire décider préalablement par la Cour permanente de Justice internationale si le différend est de la compétence de l'une des Parties ;
- 3) aux différends ayant trait au statut territorial des Parties.

Article 4. — S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux de celle-ci, le différend ne pourra être soumis à la procédure prévue par le présent Traité qu'après un jugement passé en force de chose jugée et rendu dans des délais raisonnables par l'autorité judiciaire nationale compétente.

De même, s'il s'agit d'un différend qui relève de la compétence des autorités administratives, ce différend ne pourra être soumis aux diverses procédures prévues par le présent Traité avant qu'une décision définitive ait été rendue dans les délais raisonnables par l'autorité compétente.

La Partie qui, dans ce cas, voudra recourir aux procédures prévues par le présent Traité, devra notifier à l'autre Partie son intention dans un délai d'un an, à partir de la décision susvisée.

Article 5. — *a)* Le tribunal arbitral mentionné à l'article 2 comprendra cinq membres. Les Parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi les nationaux respectifs. Les deux autres arbitres et le surarbitre seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalité différente, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des Parties, ni se trouver à leur service.

b) 1. Si la nomination des membres du tribunal arbitral n'intervient pas dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des Parties à l'autre de constituer un tribunal arbitral, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les Parties.

2. Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désignera une Puissance différente et les nominations nécessaires seront faites par le Président de la Cour permanente de Justice internationale. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, les nominations seront faites par le Vice-Président. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, les nominations seront faites par le membre le plus âgé de la Cour qui n'est ressortissant d'aucune des Parties.

c) Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission, ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

d) Dans le cas où les deux Hautes Parties contractantes conviendraient de porter le litige devant un tribunal arbitral, elles rédigeront en même temps un compromis qui devra déterminer l'objet du litige et la procédure à suivre.

À défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis, relativement aux points indiqués dans le paragraphe précédent, il sera fait application, dans la mesure nécessaire, des dispositions de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Dans le silence du compromis, le tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 6. — Avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale et avant toute procédure arbitrale, le litige pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumis à fin de conciliation à la commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent Traité.

Article 7. — Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des Parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de ladite Partie ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Parties conviennent qu'il devra être accordé par la sen-

tence judiciaire ou arbitrale, à la Partie lésée, une satisfaction équitable.

CHAPITRE II.

Article 8. — Toutes questions sur lesquelles les Hautes Parties contractantes seraient divisées sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, questions dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement ainsi qu'il est prévu par l'article 2 du présent Traité et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité ou une convention en vigueur entre les Parties, seront soumises à la commission permanente de conciliation qui sera chargée de proposer aux Parties une solution acceptable et dans tous les cas de leur présenter un rapport.

A défaut d'accord entre les Parties sur la requête à présenter à la commission, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de soumettre directement, après un préavis d'un mois adressé à l'autre Partie, la question à ladite commission.

Article 9. — La commission permanente de conciliation prévue par le présent Traité sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, à savoir : les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront d'un commun accord les trois autres commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances ; ces trois commissaires devront être de nationalité différente et, parmi eux, les Hautes Parties contractantes désigneront le président de la commission.

Les commissaires seront nommés pour trois ans. Ils seront rééligibles. Les commissaires nommés en commun pourront être remplacés au cours de leur mandat, de l'accord des Parties. Chaque Partie pourra toujours, d'autre part, procéder au remplacement du commissaire nommé par elle. Nonobstant leur remplacement, les commissaires resteront en fonction pour l'achèvement de leurs travaux en cours.

Il sera pourvu aussi rapidement que possible et dans un délai qui ne devra pas excéder trois mois, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès, de démission, de remplacement ou de quelque empêchement temporaire, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 10. — La commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent Traité.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le président de la Confédération helvétique serait, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 11. — La commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président dans les conditions prévues, selon les cas, par les articles 6 et 8.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 12. — Dans un délai de quinze jours à compter de la date où l'une des Hautes Parties contractantes aurait porté une contestation devant la commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en ferait immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 13. — La commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cet effet toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et, s'il y a lieu, leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un rapport qui en constatera le résultat et dont un exemplaire sera remis à chacune des Parties.

Les Parties ne seront jamais liées par des considérations de fait, de droit ou autres auxquelles la commission se sera arrêtée.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent différemment, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 14. — A moins de stipulations spéciales contraires, la commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commissions internationales d'enquête) de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 15. — La commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président. Si, au cours de la procédure, la nature de l'affaire rend nécessaire le changement du siège ainsi choisi, la commission en décidera.

Article 16. — Les travaux de la commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas publier le résultat des travaux de la commission sans s'être préalablement consultées.

Article 17. — Les Parties seront représentées auprès de la commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront,

en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtra utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 18. — Sauf dispositions contraires du présent Traité, les décisions de la commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

La commission ne pourra prendre de décision portant sur le fond d'un différend que si tous les membres ont dûment été convoqués et si au moins tous les membres choisis en commun sont présents.

Article 19. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la commission permanente de conciliation et, en particulier, à assurer à celle-ci l'assistance de leurs autorités compétentes, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles et à prendre les mesures nécessaires pour permettre à la commission de procéder sur leur territoire à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 20. — Pendant la durée des travaux de la commission permanente de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Hautes Parties contractantes qui en supporteront chacune une part égale.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 21. — Dans tous les cas où le différend fait l'objet d'une procédure arbitrale ou judiciaire, notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son Statut ou, selon le cas, le tribunal arbitral, indiqueront dans le plus bref délai possible quelles mesures provisoires doivent être prises; la commission permanente de conciliation pourra, s'il y a lieu, agir de même après entente entre les Parties.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements qui seraient proposés par la commission permanente de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 22. — Le présent Traité reste applicable entre les Hautes Parties contractantes encore que d'autres Puissances aient également un intérêt dans le différend.

Article 23. — Si quelque contestation venait à surgir entre les Hautes Parties contractantes relativement à l'interprétation du présent Traité, cette contestation serait portée devant la Cour permanente de Justice internationale, suivant la procédure prévue dans l'article 2 du présent Traité.

Article 24. — Le présent Traité sera ratifié. Les ratifications en seront échangées à Ankara, aussitôt que faire se pourra.

Article 25. — Le présent Traité entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de cinq ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de cette période, il sera considéré comme renouvelé tacitement pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent Traité, une procédure quelconque en vertu de ce traité se trouvait pendante devant la commission permanente de conciliation, devant la Cour permanente de Justice internationale ou devant le tribunal arbitral, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

511. — TRAITÉ D'ARBITRAGE, DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE
ET DE CONCILIATION ENTRE LE DANEMARK
ET LE VENEZUELA

LA HAYE, 19 DÉCEMBRE 1933 ¹.

(Ratifications échangées à La Haye le 17 décembre 1934.)

Article premier. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à résoudre d'une manière amicale les conflits et divergences qui viendraient à s'élever entre le Danemark et les États-Unis du Venezuela, et qui n'auraient pu être résolus, dans un délai raisonnable, par les procédés diplomatiques ordinaires.

Article 2. — Tous les litiges de nature juridique qui n'auraient pu être réglés à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, y compris ceux relatifs à l'interprétation du présent Traité, seront soumis soit à un tribunal arbitral, soit à la Cour permanente de Justice internationale, conformément aux dispositions suivantes.

La disposition du paragraphe précédent ne s'appliquera pas aux controverses nées de faits qui sont antérieurs au présent Traité et qui appartiennent au passé, ainsi qu'aux controverses portant sur des questions que le droit international laisse à la compétence exclusive des États.

Les controverses pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres traités en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglées conformément aux dispositions desdits traités.

Article 3. — Avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale ou devant le tribunal arbitral, le litige pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumis à fin de conciliation à une commission internationale permanente, dite

¹ *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CLVIII, p. 249.

commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent Traité.

Article 4. — Si, dans le cas d'un des litiges visés à l'article 2, les deux Parties n'ont pas eu recours à la commission permanente de conciliation ou si celle-ci n'a pas réussi à concilier les Parties, le litige sera soumis d'un commun accord par voie de compromis soit à un tribunal arbitral qui statuera dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, soit à la Cour permanente de Justice internationale qui statuera dans les conditions et suivant la procédure prévues par son Statut.

A défaut d'accord entre les Parties sur le choix de la juridiction, sur les termes du compromis ou, dans le cas où elles ont choisi l'arbitrage, sur le choix des arbitres, le litige sera porté devant la Cour permanente de Justice internationale, laquelle jugera sur la base des prétentions qui lui auront été soumises.

Article 5. — S'il s'agit d'une contestation ayant son origine dans une réclamation d'un ressortissant de l'un des deux États contre l'autre État, dont l'objet d'après la législation intérieure de cette dernière Partie relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, les procédures du présent Traité ne sont applicables que dans le cas : a) de déni de justice y compris retard abusif de la part des tribunaux ; b) d'une décision judiciaire qui n'est pas susceptible de recours et qui est incompatible avec les obligations découlant d'un traité ou avec les autres obligations internationales de l'État, ou qui est manifestement injuste.

La détermination, si l'un des cas visés ci-dessus se présente, pourra être recherchée par l'arbitrage ou par la juridiction, selon les dispositions de l'article 4.

Le différend ne sera soumis à la procédure prévue par le présent Traité qu'après épuisement des recours ordinaires légaux qu'offre aux étrangers la législation de l'État contre lequel on réclame.

Article 6. — Si le tribunal arbitral ou la Cour permanente de Justice internationale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des Parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de ladite Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou mesure, les Hautes Parties contractantes conviennent qu'il devra être accordé par la sentence arbitrale ou judiciaire, à la Partie lésée, une compensation équitable.

Article 7. — Toutes questions sur lesquelles les Hautes Parties contractantes seraient divisées sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, questions dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement ainsi qu'il est prévu par l'article 2 du présent Traité et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité ou une convention en vigueur entre les Parties, seront soumises à la commission permanente de conciliation qui sera chargée de proposer

aux Parties une solution acceptable et dans tous les cas de leur présenter un rapport. Cette disposition ne s'applique pas aux controverses nées de faits qui sont antérieurs au présent Traité et qui appartiennent au passé.

À défaut d'accord entre les Parties sur la requête à présenter à la commission, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de soumettre directement, après un préavis d'un mois à l'autre Partie, la question à ladite commission.

S'il y a contestation entre les Parties sur la question de savoir si le différend a ou non la nature d'un litige visé dans l'article 2 et susceptible de ce chef d'être résolu par un jugement, cette contestation sera, préalablement à toute procédure devant la Commission permanente de conciliation, soumise à la décision de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 8. — La commission permanente de conciliation prévue par le présent Traité sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir: les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront d'un commun accord les trois autres commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances; ces trois commissaires devront être de nationalités différentes et, parmi eux, les Hautes Parties contractantes désigneront le président de la commission.

Les commissaires seront nommés pour trois ans. Si le mandat d'un membre, désigné d'un commun accord, expire sans qu'aucune des Parties s'oppose à son renouvellement, le mandat est censé renouvelé pour une nouvelle période de trois ans. De même si, à l'expiration du mandat d'un membre désigné par l'une des Parties, cette Partie n'a pas pourvu à son remplacement, son mandat sera censé renouvelé pour trois ans.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours, continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à ce que la procédure soit terminée, nonobstant le fait que son remplaçant aurait été désigné.

En cas de décès ou de retraite de l'un des membres de la commission de conciliation, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat, si possible dans les trois mois qui suivront et, en tous cas, aussitôt qu'un différend aura été soumis à la commission.

Article 9. — La commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent Traité.

Si la nomination des membres à désigner en commun accord n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement des membres, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, à défaut d'autre entente, le Président de la Cour permanente de Justice internationale sera prié par les Hautes Parties contractantes de procéder aux nominations requises. Si le Président est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, le Vice-Président sera prié de procéder à ces nominations. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, le premier des autres juges selon l'ordre du tableau de la Cour qui n'est ressortissant d'aucune des Parties sera prié de procéder à ces nominations.

Article 10. — La commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président dans les conditions prévues, selon les cas, par les articles 3 et 7.

La requête, après avoir exposé l'objet du litige, contiendra l'invitation à ladite commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 11. — Dans un délai de quinze jours à compter de la date où l'une des Hautes Parties contractantes aurait porté une contestation devant la commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en ferait immédiatement la notification à l'autre Partie; celle-ci aura dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 12. — La commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cet effet toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable, et, s'il y a lieu, leur impartir un délai pour se prononcer.

À la fin de ses travaux, la commission dressera un rapport qui en constatera le résultat et dont un exemplaire sera remis à chacune des Parties.

Les Parties ne seront jamais liées par les considérations de fait, de droit ou autres auxquelles la commission se sera arrêtée.

Sous réserve de la disposition de l'article 7, alinéa 3, les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 13. — À moins de stipulations spéciales contraires, la commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commission internationale d'enquête) de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 14. — La commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 15. — Les travaux de la commission permanente de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas publier le résultat des travaux de la commission sans s'être préalablement consultées.

Article 16. — Les Parties seront représentées auprès de la commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 17. — Sauf dispositions contraires du présent Traité, les décisions de la commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

La commission ne pourra prendre de décision portant sur le fond du différend que si tous les membres ont été dûment convoqués et si au moins tous les membres choisis en commun sont présents.

Article 18. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la commission permanente de conciliation et, en particulier, à assurer à celle-ci l'assistance de leurs autorités compétentes, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles et à prendre les mesures nécessaires pour permettre à la commission de procéder sur leur territoire à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 19. — Pendant la durée des travaux de la commission permanente de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Hautes Parties contractantes qui en supporteront chacune une part égale.

Article 20. — Dans tous les cas et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la commission permanente de conciliation, après entente entre les Parties, ou la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son Statut ou le tribunal arbitral, selon le cas, pourront indiquer dans le plus bref délai possible les mesures provisoires qui doivent être prises.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision, ou aux arrangements qui seraient proposés par la commission permanente de conciliation, et, en général, à ne procéder à aucun acte de quelque nature qu'il soit susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 21. — Les dispositions du présent Traité ne s'appliqueront pas aux différends qui affectent l'intérêt ou se rapportent à l'action d'un État tiers.

Article 22. — Le présent Traité sera ratifié. Les ratifications en seront échangées à La Haye aussitôt que faire se pourra.

Article 23. — Le présent Traité entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur. Il sera communiqué pour enregistrement à la

Société des Nations conformément à l'article 18 du Pacte. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de cette période, il sera considéré comme renouvelé tacitement pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent Traité, une procédure quelconque en vertu de ce traité se trouvait pendante devant la commission permanente de conciliation, devant la Cour permanente de Justice internationale ou devant le tribunal d'arbitrage, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

TROISIÈME PARTIE
ACTES DIVERS
PRÉVOYANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

SOMMAIRE

SECTION A : ACTES COLLECTIFS.	Page
512 à 522	318
SECTION B : AUTRES ACTES.	
523 à 527	323

SECTION A

512. — CONVENTION INTERNATIONALE POUR
L'UNIFICATION DES MÉTHODES DE PRÉLÈVEMENT
DES ÉCHANTILLONS ET D'ANALYSE DES FROMAGES

ROME, 26 AVRIL 1934¹.

Ratifications déposées à Rome :

Italie	21 février 1935
France	27 février 1935
Suisse	12 avril 1935
Belgique	31 mai 1935
Norvège	26 septembre 1935
Finlande	14 novembre 1935
Pays-Bas	31 janvier 1936

Article 4. — En cas de contestation sur l'interprétation des clauses de la présente Convention ou de difficultés d'ordre pratique pour son application, l'une des Parties intéressées pourra, d'accord avec l'autre Partie, demander à l'Institut international d'Agriculture de procéder à un essai de conciliation et recourir en dernière instance à la Cour permanente de Justice internationale, après avoir épuisé tous les moyens d'entente.

A l'effet de l'essai de conciliation, un comité dans lequel les États intéressés et l'Institut international d'Agriculture désigneront chacun un expert, examinera le différend, en tenant compte de tous documents et éléments probatoires utiles. Ce comité déposera son rapport, que l'Institut international d'Agriculture notifiera à chacun des pays intéressés, toute liberté d'action ultérieure des gouvernements étant réservée.

Les Gouvernements intéressés s'engagent à supporter en commun les frais de la mission confiée aux experts.

¹ *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CLXIV (1935-1936), p. 63.

**513. — CONVENTION CONCERNANT LA RÉGLEMENTATION
DE CERTAINS SYSTÈMES PARTICULIERS DE RECRUTEMENT
DES TRAVAILLEURS**

VOTÉE PAR LA CONFÉRENCE DU TRAVAIL ¹.

GENÈVE, 20 JUIN 1936.

Entrée en vigueur : La convention entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Secrétaire général.

**514. — CONVENTION CONCERNANT LA RÉDUCTION DE LA
DURÉE DU TRAVAIL DANS LES TRAVAUX PUBLICS**

VOTÉE PAR LA CONFÉRENCE DU TRAVAIL ².

GENÈVE, 23 JUIN 1936.

Entrée en vigueur : La convention entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Secrétaire général.

**515. — CONVENTION CONCERNANT LES CONGÉS ANNUELS
PAYÉS**

VOTÉE PAR LA CONFÉRENCE DU TRAVAIL ³.

GENÈVE, 24 JUIN 1936.

Entrée en vigueur : La convention entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Secrétaire général.

**516. — CONVENTION POUR LA RÉPRESSION
DU TRAFIC ILLICITE DES DROGUES NUISIBLES**

GENÈVE, 26 JUIN 1936 ⁴.

<i>Signat.</i> :	Autriche	Cuba
	Belgique	Danemark
	Bésil	Égypte
	Bulgarie	Équateur
	Chine	Espagne
	Colombie	Estonie

¹ *Conférence internationale du Travail*, « Projets de convention et recommandations adoptés par la Conférence à sa vingtième Session, 4-24 juin 1936 », Genève, p. 5.

² *Op. cit.*, p. 19.

³ *Op. cit.*, p. 25.

⁴ *Société des Nations*, doc. C. 286 (1 : a, b). M. 174 (1 : a, b). 1936. XI.

France	Panama
Grande-Bretagne et Irlande du Nord	Pays-Bas
Canada	Pologne
Inde	Portugal
Grèce	Roumanie
Honduras	Suisse
Hongrie	Tchécoslovaquie
Japon	Union des Républiques soviétiques socialistes
Mexique	Uruguay
Monaco	Venezuela

Entrée en vigueur : La convention entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après que le Secrétaire général de la Société des Nations aura reçu les ratifications ou adhésions de dix Membres de la Société des Nations ou États non Membres.

Article 17. — S'il s'élève entre les Hautes Parties contractantes un différend quelconque relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention, et si ce différend n'a pu être résolu de façon satisfaisante par voie diplomatique, il sera réglé conformément aux dispositions en vigueur entre les Parties concernant le règlement des différends internationaux.

Au cas où de telles dispositions n'existeraient pas entre les Parties au différend, elles le soumettront à une procédure arbitrale ou judiciaire. A défaut d'un accord sur le choix d'un autre tribunal, elles soumettront le différend, à la requête de l'une d'elles, à la Cour permanente de Justice internationale, si elles sont toutes Parties au Protocole du 16 décembre 1920, relatif au Statut de ladite Cour, et, si elles n'y sont pas toutes Parties, à un tribunal d'arbitrage, constitué conformément à la Convention de La Haye du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

517. — CONVENTION CONCERNANT LE MINIMUM DE CAPACITÉ PROFESSIONNELLE DES CAPITAINES ET OFFICIERS DE LA MARINE MARCHANDE

VOTÉE PAR LA CONFÉRENCE DU TRAVAIL ¹.

GENÈVE, 24 OCTOBRE 1936.

Entrée en vigueur : La convention entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Secrétaire général.

¹ *Conférence internationale du Travail*, « Projets de convention et recommandations adoptés par la Conférence à sa vingt-et-unième Session, 6-24 octobre 1936 », Genève, p. 11.

**518. — CONVENTION CONCERNANT
LES CONGÉS ANNUELS PAYÉS DES MARINS**
VOTÉE PAR LA CONFÉRENCE DU TRAVAIL ¹.
GENÈVE, 24 OCTOBRE 1936.

Entrée en vigueur : La convention entrera en vigueur six mois après que le Secrétaire général de la Société des Nations aura enregistré la ratification de cinq des Membres de l'Organisation possédant chacun une marine marchande d'une jauge brute supérieure à un million de tonneaux.

**519. — CONVENTION CONCERNANT LES OBLIGATIONS
DE L'ARMATEUR EN CAS DE MALADIE, D'ACCIDENT
OU DE DÉCÈS DES GENS DE MER**
VOTÉE PAR LA CONFÉRENCE DU TRAVAIL ².
GENÈVE, 24 OCTOBRE 1936.

Entrée en vigueur : La convention entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Secrétaire général.

**520. — CONVENTION CONCERNANT L'ASSURANCE-MALADIE
DES GENS DE MER**
VOTÉE PAR LA CONFÉRENCE DU TRAVAIL ³.
GENÈVE, 24 OCTOBRE 1936.

Entrée en vigueur : La convention entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Secrétaire général.

**521. — CONVENTION CONCERNANT LA DURÉE
DU TRAVAIL A BORD DES NAVIRES ET LES EFFECTIFS**
VOTÉE PAR LA CONFÉRENCE DU TRAVAIL ⁴.
GENÈVE, 24 OCTOBRE 1936.

Entrée en vigueur : La convention entrera en vigueur six mois après qu'auront été enregistrées par le Secrétaire général de la Société des Nations les ratifications de cinq Membres possédant chacun une marine marchande dont la jauge brute dépasse un million de tonneaux.

¹ *Conférence internationale du Travail*, « Projets de convention et recommandations adoptés par la Conférence à sa vingt-et-unième Session, 6-24 octobre 1936 », Genève, p. 17.

² *Op. cit.*, p. 23.

³ *Op. cit.*, p. 31.

⁴ *Op. cit.*, p. 38.

**522. — CONVENTION FIXANT L'AGE MINIMUM
D'ADMISSION DES ENFANTS AU TRAVAIL MARITIME
(REVISÉE EN 1936)**

VOTÉE PAR LA CONFÉRENCE DU TRAVAIL ¹.

GENÈVE, 24 OCTOBRE 1936.

Entrée en vigueur : La convention n'entrera en vigueur qu'après l'adoption, par la Conférence internationale du Travail, d'un projet de convention portant revision de la convention fixant l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels (1919) et d'un projet de convention portant revision de la convention concernant l'âge d'admission des enfants aux travaux non industriels (1932). — Sous réserve de ces dispositions, la convention entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Secrétaire général.

¹ *Conférence internationale du Travail*, « Projet de convention adopté par la Conférence à sa vingt-deuxième Session, 22-24 octobre 1936 », Genève, p. 5.

SECTION B

523. — CONVENTION D'ÉTABLISSEMENT
ENTRE LA FRANCE ET LA ROUMANIEPARIS, 27 AOÛT 1930¹.*(Ratifications échangées à Paris le 13 mars 1935.)*

Article 9. — Les différends qui viendraient à s'élever entre les Hautes Parties contractantes sur l'interprétation ou l'application de la présente Convention et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront réglés conformément à la procédure instituée par la Convention de conciliation et d'arbitrage, conclue à Paris, le 10 juin 1926.

524. — CONVENTION D'ÉTABLISSEMENT ET DE TRAVAIL
ENTRE LA BELGIQUE ET LES PAYS-BASGENÈVE, 20 FÉVRIER 1933².*(Ratifications échangées à Bruxelles le 7 janvier 1936.)*

Article 24. — Tout différend sur l'interprétation, l'application ou l'exécution de la présente Convention qui n'aura pu être résolu entre les Hautes Parties contractantes par la voie diplomatique sera soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

525. — TRAITÉ D'AMITIÉ, D'ÉTABLISSEMENT
ET DE COMMERCE ENTRE LE DANEMARK ET L'IRANTÉHÉRAN, 20 FÉVRIER 1934³.*(Ratifications échangées à Téhéran le 6 mars 1935.)*

Article XVI. — Les États contractants conviennent de soumettre à l'arbitrage tous les différends qui surgiraient entre eux à propos

¹ *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CLVIII, p. 379.² *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CLXV (1936), p. 383.³ *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CLVIII, p. 299.

de l'application ou de l'interprétation des prescriptions de tous traités et conventions conclus ou à conclure, y compris le présent Traité, et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable dans un délai raisonnable par les procédés diplomatiques ordinaires.

Cette disposition s'appliquera également en cas de besoin à la question préalable de savoir si le différend se rapporte à l'interprétation ou à l'application desdits traités et conventions.

La décision du tribunal arbitral obligera les Parties. Pour chaque litige le tribunal arbitral sera formé sur la demande d'un des États contractants et de la façon suivante :

Dans le délai de trois mois à dater du dépôt de la demande, chaque État désignera son arbitre qui pourra également être choisi parmi les ressortissants d'un État tiers. Si les deux États ne s'entendent pas, dans les trois mois à dater du dépôt de la demande, sur le délai dans lequel les deux arbitres devront avoir rendu leur décision, ou si les deux arbitres ne parviennent pas à régler le litige dans le délai à eux imparti, les deux États choisiront pour tiers arbitre un ressortissant d'un État tiers. Si les États ne tombent pas d'accord sur le choix du tiers arbitre dans le délai de deux mois à dater du jour où aura été formulée la demande de la nomination d'un tiers arbitre, ils prieront en commun ou, faute d'avoir introduit cette requête commune dans un nouveau délai de deux mois, le plus diligent d'entre eux priera le Président de la Cour permanente de Justice internationale de La Haye, de nommer ce tiers arbitre parmi les ressortissants des États tiers. Du commun accord des Parties il pourra lui être remis une liste des États tiers auxquels son choix devra se restreindre. Elles se réservent de s'entendre à l'avance pour une période déterminée sur la personne du tiers arbitre.

La procédure que les deux arbitres auront à observer, si elle n'a pas été réglée dans un compromis spécial entre les deux États et conclu au plus tard lors de la désignation des arbitres, sera, sauf dispositions contraires des deux Gouvernements, réglée conformément à l'article 57 et aux articles 59 à 85 de la Convention de La Haye, du 18 octobre 1907, pour le règlement des conflits internationaux.

Au cas où il aurait fallu procéder à la désignation d'un tiers arbitre et à défaut d'un compromis entre les deux États contractants ayant déterminé la procédure à suivre à partir de cette désignation, le tiers arbitre se joindra aux deux premiers arbitres, et le tribunal arbitral, ainsi formé, déterminera sa procédure et réglera le différend. Toutes les décisions du tribunal arbitral seront rendues à la majorité.

Pour tout différend autre que ceux de l'espèce à laquelle s'appliquent les prescriptions ci-dessus prévues et qui n'aurait pu être réglé d'une façon satisfaisante par la voie diplomatique, les Hautes Parties contractantes, respectueuses de leurs obligations en tant que Membres de la Société des Nations, conviennent en tout cas de ne recourir qu'à des procédures de règlement pacifique. Elles se réservent de déterminer, dans chaque cas par un compromis spécial, la procédure qui leur paraîtra la mieux appropriée.

Elles conviennent d'ailleurs que puisque les Hautes Parties contractantes ont adhéré à la clause facultative du Statut de la Cour permanente de Justice internationale à La Haye, elles l'appliqueront

au règlement de tous les différends auxquels elle s'adapte, nonobstant, s'il y a lieu, les dispositions qui précèdent.

526. — TRAITÉ D'AMITIÉ ENTRE L'IRAN ET LA SUISSE

BERNE, 25 AVRIL 1934¹.

(Ratifications échangées à Berne le 1^{er} juin 1935.)

Article 4. — Les Hautes Parties contractantes conviennent de soumettre à l'arbitrage tous les différends qui surgiraient entre elles à propos de l'application ou de l'interprétation des stipulations de tous les traités et conventions conclus ou à conclure, y compris le présent Traité, et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable dans un délai raisonnable par les procédés diplomatiques ordinaires.

Cette disposition s'appliquera également, le cas échéant, à la question préalable de savoir si le différend se rapporte à l'interprétation ou à l'application desdits traités et conventions.

La décision du tribunal arbitral obligera les Parties.

Pour chaque litige, le tribunal arbitral sera formé sur la demande d'une des Parties contractantes et de la façon suivante : dans le délai de trois mois, à dater du dépôt de la demande, chacune des deux Hautes Parties contractantes désignera un arbitre, qui pourra être choisi parmi ses ressortissants ou parmi les ressortissants d'un État tiers.

Si, à l'expiration du susdit délai de trois mois, l'État défendeur n'a pas désigné d'arbitre, le choix en sera fait, à la demande de l'État demandeur, par le Président de la Cour permanente de Justice internationale parmi les ressortissants de l'État défendeur.

Dans un nouveau délai de deux mois, les Parties se mettront d'accord sur les termes du compromis saisissant le tribunal arbitral du différend, déterminant sa compétence, énonçant les points en litige et fixant la procédure à suivre pour leur donner une solution. Au cas où, le délai de deux mois écoulé, les deux Parties ne se seraient pas entendues sur le compromis, le soin de l'établir serait confié au tribunal arbitral saisi par l'État demandeur.

Si les deux arbitres ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'établissement d'un compromis dans le délai de deux mois à partir du moment où ce soin aurait été confié au tribunal arbitral ou si les deux arbitres ne parviennent pas à régler le différend dans un délai raisonnable, qui devra, d'ailleurs, être fixé dans le règlement de procédure, les deux Hautes Parties contractantes choisiront pour tiers arbitre un ressortissant d'un État tiers. Si les deux Parties ne tombent pas d'accord sur le choix du tiers arbitre dans le délai de deux mois à dater du moment où aura été formulée la demande de la nomination d'un tiers arbitre, elles prieront en commun ou,

¹ *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CLIX, p. 235.

faute d'avoir introduit cette requête commune dans un nouveau délai de deux mois, la plus diligente d'entre elles priera le Président de la Cour permanente de Justice internationale de nommer ce tiers arbitre parmi les ressortissants des États tiers. Du commun accord des Parties, il pourra lui être remis une liste des États tiers auxquels son choix devra se restreindre. Elles se réservent de s'entendre à l'avance pour une période déterminée sur la désignation du tiers arbitre.

Au cas où il aurait fallu procéder à la désignation d'un tiers arbitre et à défaut d'un compromis entre les deux Parties contractantes ayant déterminé la procédure à suivre à partir de cette désignation, le tiers arbitre se joindra aux deux premiers arbitres, et le tribunal, ainsi formé, déterminera sa procédure et réglera le différend.

Toutes les décisions du tribunal arbitral seront rendues à la majorité.

Pour tout différend autre que ceux relatifs à l'application ou à l'interprétation de traités ou conventions et qui n'auraient pu être réglés, de façon satisfaisante, par les procédés diplomatiques ordinaires, les Hautes Parties contractantes, respectueuses de leurs obligations en tant que Membres de la Société des Nations, conviennent de ne recourir qu'à des procédures de règlement pacifique. Elles détermineront, dans chaque cas, par compromis spécial, la procédure qui leur paraîtra la mieux appropriée.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissant, au surplus, que les dispositions du présent article ne s'opposent en rien à l'application des stipulations du Protocole signé par elles, relatif à la compétence obligatoire de la Cour permanente de Justice internationale du 16 décembre 1920.

527. — CONVENTION CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE ENTRE L'ESTONIE ET LA SUÈDE

TALLINN, 20 MAI 1935 ¹.

(Ratifications échangées à Stockholm le 10 octobre 1935.)

Article 20. — Les détails d'application de la présente Convention seront réglés, toutes les fois que ce sera possible, par entente directe entre les diverses administrations compétentes des deux Parties contractantes (notamment pour les formalités douanières).

Les aéronefs de chacune des Parties contractantes seront soumis au régime des sanctions en vigueur au pays où ils se trouveront.

Toute contestation au sujet de l'application de la présente Convention, qui n'aurait pu être résolue amiablement par la voie diplomatique ordinaire, sera d'abord soumise à l'examen d'une commission

¹ *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CLXII, p. 371.

de conciliation constituée par un membre du côté de la Suède, un autre membre du côté de l'Estonie et un président nommé de commun accord. Les membres, ainsi que le président, seront nommés chaque fois qu'un nouveau cas le rendra nécessaire. Si les Parties contractantes ne se mettaient pas d'accord au sujet de la nomination du président ou de la sentence prononcée par la commission dont il s'agit, le litige serait soumis à la Cour permanente de Justice internationale de La Haye.

QUATRIÈME PARTIE

ACTES CONFÉRANT A LA COUR OU A SON PRÉSIDENT UNE FONCTION EXTRAJUDICIAIRE

(NOMINATION DE TIERS ARBITRES, DE PRÉSIDENTS DE COMMISSIONS
DE CONCILIATION, ETC.).

SOMMAIRE

SECTION A : NOMINATION PAR LA COUR.

(Pas d'actes nouveaux.)

SECTION B : NOMINATION PAR LE PRÉSIDENT (LE VICE-PRÉSIDENT OU LE JUGE LE PLUS AGÉ) ¹.

	Page
528 et 529	330

¹ Voir également dans le présent volume le Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage entre la Bulgarie et l'Espagne, p. 206 ; le Traité d'amitié, de non-agression, de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation entre la Turquie et la Yougoslavie, p. 304 ; le Traité d'arbitrage, de règlement judiciaire et de conciliation entre le Danemark et le Venezuela, p. 310 ; le Traité d'amitié, d'établissement et de commerce entre le Danemark et l'Iran, p. 323 ; le Traité d'amitié entre l'Iran et la Suisse, p. 325.

**528. — CONVENTION CONCERNANT LE RÈGLEMENT
DES QUESTIONS DÉCOULANT DE LA DÉLIMITATION
DE LA FRONTIÈRE ENTRE LA ROUMANIE
ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE (STATUT DE FRONTIÈRE)**

PRAHA, 15 JUILLET 1930¹.

(Ratifications échangées à Bucarest le 20 décembre 1935.)

Article 30. — 1. Au cas où les autorités administratives compétentes de première instance des deux États ne pourront réaliser un accord dans une affaire traitée dans le titre III, l'affaire sera portée dans chaque État devant l'échelon hiérarchique supérieur compétent. Au cas où les autorités compétentes en dernière instance ne pourraient se mettre d'accord, c'est la procédure arbitrale auprès du tribunal d'arbitrage qui, le cas échéant, aura lieu. Pour chaque litige particulier ce tribunal d'arbitrage sera constitué comme suit : chacun des États désigne un de ses ressortissants comme arbitre et les deux arbitres éliront un ressortissant d'un État tiers comme président. Si les arbitres n'arrivent pas à s'entendre sur l'élection du président dans le délai de trois mois après la présentation de la demande réclamant une sentence arbitrale, dans ce cas les Parties contractantes demanderont en commun au Président de la Cour permanente de Justice internationale de La Haye de nommer ce président.

2. Il doit être évité dans la mesure du possible de faire appel au tribunal d'arbitrage dans les cas où les frais de la procédure arbitrale seraient par trop supérieurs à la valeur de l'objet en litige.

3. Chaque État supportera les frais de l'arbitre désigné par lui ; les frais résultant de la collaboration du président seront supportés par les deux États à parties égales. Les deux États se réservent de réclamer à la personne éventuellement intéressée le remboursement des frais occasionnés par la procédure arbitrale.

4. S'il s'agit des installations hydrauliques en projet ou toutes autres entreprises connexes devant entraîner un changement dans la position de la frontière de l'État, les autorités mentionnées à l'alinéa 1 ou le tribunal d'arbitrage ne pourront décider qu'après que les deux États auront approuvé par voie constitutionnelle cette modification de la frontière.

¹ *Société des Nations, Recueil des Traités*, vol. CLXIV (1935-1936), p. 157.

529. — CONVENTION PROVISOIRE RÉGLANT LA
CIRCULATION AÉRIENNE ENTRE LA HONGRIE ET LA SUISSE

BERNE, LE 18 JUIN 1935¹.

(Ratifications échangées à Berne le 9 novembre 1936; la convention est entrée en vigueur le 9 décembre 1936.)

Article 23. — Toute contestation relative à l'interprétation et à l'application de la présente Convention qui ne pourra être réglée à l'amiable par la voie diplomatique sera soumise, sur demande d'une des Parties contractantes, à un tribunal arbitral. La décision de ce tribunal sera obligatoire pour les deux Parties.

Le tribunal arbitral se composera de trois membres. Dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la demande, chaque Partie contractante nommera librement son arbitre.

Le président du tribunal arbitral sera nommé le mois suivant d'entente entre les États contractants. Il devra être un expert en matière de navigation aérienne et être ressortissant d'un État tiers; il ne devra pas avoir son domicile dans l'un des États contractants ni être au service de l'un d'eux.

Si l'un des États contractants n'a pas désigné son arbitre dans le délai d'un mois ou si, au cours du mois suivant, l'entente ne peut se faire sur le choix du président, le Président de la Cour permanente de Justice internationale sera prié de procéder aux nominations nécessaires.

Le siège du tribunal arbitral sera fixé par le président.

Les décisions du tribunal arbitral seront prises à la majorité des voix. La procédure sera indiquée par le tribunal lui-même; si aucune des deux Parties contractantes ne fait d'objections, elle pourra être écrite.

Chaque État contractant indemniserà son arbitre et prendra à sa charge la moitié de l'indemnité due au président. Chacun d'eux supportera la moitié des frais de la procédure.

¹ *Recueil officiel des Lois et Ordonnances de la Confédération suisse. Nouvelle Série, t. 52 (année 1936), p. 1045.*

LISTE ¹ PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE DES ACTES
(DÉJÀ ENTRÉS EN VIGUEUR OU SIMPLEMENT SIGNÉS)
RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR ²

1919.	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	N ^{os} .	Pages.
28 juin	Versailles	Pacte de la S. d. N.	(Membres de la S. d. N.)	1	16
28 juin	Versailles	Traité de paix	Puiss. alliées et associées et Allemagne	220	533
28 juin	Versailles	Traité (dit des Minorités)	Princ. Puiss. alliées et associées et Pologne	221	538
10 sept.	Saint-Germain-en-Laye	Traité de paix	Puiss. alliées et associées et Autriche	222	539
10 sept.	Saint-Germain-en-Laye	Traité (dit des Minorités)	Princ. Puiss. alliées et associées et Yougoslavie	223	542
10 sept.	Saint-Germain-en-Laye	Traité (dit des Minorités)	Princ. Puiss. alliées et associées et Tchécoslovaquie	224	543
10 sept.	Saint-Germain-en-Laye	Conv. relative au contrôle du commerce des armes et des munitions	(Traité collectif)	162	484
10 sept.	Saint-Germain-en-Laye	Conv. concernant le régime des spiritueux en Afrique	É.-U. d'Amérique, Belgique, Empire britannique, France, Italie, Japon, Portugal	163	485

¹ Cette liste mentionne les actes parvenus à la connaissance du Greffe à la date du 15 juin 1937. Y sont également mentionnés les actes conférant à la Cour ou à son Président une fonction extrajudiciaire (nomination de tiers arbitres, de présidents de commissions de conciliation, etc.).

² Le texte intégral des actes ayant pour objet le règlement pacifique des différends ainsi que les dispositions pertinentes des autres actes visant la compétence de la Cour et qui sont parvenus à la connaissance du Greffe avant le 15 juin 1937 sont reproduits soit dans la *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour*, quatrième édition, soit dans les Huitième, Neuvième, Dixième, Onzième et Douzième Rapports annuels (pp. 451-475, 303-335, 277-322, 276-308, 370-387), soit dans le chapitre X du présent volume (sixième addendum à la quatrième édition de la *Collection*). Les deux dernières colonnes de la présente liste indiquent le numéro d'ordre de chaque acte, ainsi que la page du volume dans lequel il est cité.

Sauf indication contraire, les numéros et pages sont ceux du volume Série D, n^o 6: *Collection des Textes régissant la compétence de la Cour* (quatrième édition).

E 8: *Huitième Rapport annuel*; E 9: *Neuvième Rapport annuel*; E 10: *Dixième Rapport annuel*; E 11: *Onzième Rapport annuel*; E 12: *Douzième Rapport annuel*; E 13: *Troisième Rapport annuel* (15 juin 1936 — 15 juin 1937), c'est-à-dire le présent volume.

1919 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
10 sept.	Saint-Germain-en-Laye	Conv. portant revision de l'Acte général de Berlin du 26 févr. 1885 et de l'Acte général et de la Déclaration de Bruxelles du 2 juillet 1890	É. U. d'Amérique, Belgique, Empire britannique, France, Italie, Japon, Portugal	164 485
13 oct.	Paris	Conv. portant réglementation de la navigation aérienne	(Traité collectif)	165 486
27 nov.	Neuilly-sur-Seine	Traité de paix	Puiss. alliées et associées et Bulgarie	225 543
28 nov.	Washington	Conv. tendant à limiter à 8 heures par jour et à 48 heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels	(Traité collectif)	166 487
28 nov.	Washington	Conv. concernant le chômage	(Traité collectif)	167 487
28 nov.	Washington	Conv. concernant le travail de nuit des femmes	(Traité collectif)	168 488
28 nov.	Washington	Conv. fixant l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels	(Traité collectif)	169 488
28 nov.	Washington	Conv. concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie	(Traité collectif)	170 489
29 nov.	Washington	Conv. concernant l'emploi des femmes avant et après l'accouchement	(Traité collectif)	171 489
9 déc.	Paris	Traité (dit des Minorités)	Princ. Puiss. alliées et associées et Roumanie	226 545
1920.				
26 mars	Stockholm	Conv. relative à l'institution d'une commission permanente d'enquête et de conciliation	Chili et Suède	359 634
4 juin	Trianon	Traité de paix	Puiss. alliées et associées et Hongrie	227 545
9 juill.	Gênes	Conv. fixant l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime	(Traité collectif)	172 490

1920 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
9 juill.	Gênes	Conv. concernant l'indemnité de chômage en cas de perte par naufrage	(Traité collectif)	173 490
10 juill.	Gênes	Conv. concernant le placement des marins	(Traité collectif)	174 491
10 août	Sèvres	Traité (dit des Minorités)	Princ. Puiss. alliées et associées et Grèce	228 549
10 août	Sèvres	Traité (dit des Minorités)	Princ. Puiss. alliées et Arménie	229 549
9 nov.	Paris	Convention	Pologne et Dantzig	230 550
13 déc.	Genève	Résolution de l'Assemblée de la S. d. N. approuvant le Statut de la C. P. J. I.	—	2 18
16 déc.	Genève	Protocole de signature du Statut de la C. P. J. I.	(Traité collectif)	3 18
16 déc.	Genève	Statut de la C. P. J. I.	—	4 20
17 déc.	Genève	Mandat pour le Sud-Ouest-africain allemand	Conféré à S. M. britannique pour être exercé en son nom par le Gouv. de l'Union sud-africaine	231 550
17 déc.	Genève	Mandat pour le Samoa allemand	Conféré à S. M. britannique pour être exercé en son nom par le Gouv. du Dominion de la Nouvelle-Zélande	232 551
17 déc.	Genève	Mandat pour Nauru	Conféré à S. M. britannique	233 551
17 déc.	Genève	Mandat pour les anciennes possessions allemandes de l'Océan Pacifique situées au sud de l'équateur, autres que le Samoa allemand et Nauru	Conféré à S. M. britannique pour être exercé en son nom par le Gouv. du Commonwealth d'Australie	234 551
17 déc.	Genève	Mandat pour les anciennes possessions allemandes situées au nord de l'équateur, dans l'Océan Pacifique	Conféré à S. M. l'empereur du Japon	235 552
1921.				
20 avril	Barcelone	Conv. et Statut sur la liberté du transit	(Traité collectif)	175 491
20 avril	Barcelone	Conv. et Statut sur le régime des voies navigables d'intérêt international	(Traité collectif)	176 493

1921 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
17 mai	Genève	Résolution du Conseil de la S. d. N. (conditions auxquelles la Cour est ouverte aux États autres que les Membres de la S. d. N.)	—	5 22
24 juin	Genève	Accord relatif aux îles d'Aland	Finlande et Suède	236 552
23 juill.	Paris	Conv. relative au Statut du Danube	Alllemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Italie, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie	237 553
27 juill.	Copenhague	Conv. relative à la navigation aérienne	Danemark et Norvège	238 553
2 oct.	Genève	Déclaration au Conseil de la S. d. N. concernant la protection des minorités en Albanie	Albanie	239 554
29 oct.	Helsingfors	Traité de commerce et de navigation	Estonie et Finlande	240 555
11 nov.	Genève	Conv. concernant l'examen médical obligatoire des enfants et des jeunes gens employés à bord des bateaux	(Traité collectif)	177 494
11 nov.	Genève	Conv. fixant l'âge minimum d'admission des jeunes gens au travail en qualité de soutiers ou chauffeurs	(Traité collectif)	178 495
12 nov.	Genève	Conv. concernant la réparation des accidents du travail dans l'agriculture	(Traité collectif)	179 496
12 nov.	Genève	Conv. concernant les droits d'association et de coalition des travailleurs agricoles	(Traité collectif)	180 496
16 nov.	Genève	Conv. concernant l'âge d'admission des enfants au travail dans l'agriculture	(Traité collectif)	181 497
17 nov.	Genève	Conv. concernant l'application du repos hebdomadaire dans les établissements industriels	(Traité collectif)	182 497

1921 (suite).	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>Nos. Pages.</i>
19 nov.	Genève	Conv. concernant l'emploi de la céruse dans la peinture	(Traité collectif)	183 498
23 nov.	Portorose	Accord sur la réglementation du trafic ferroviaire international	Autriche, Hongrie, Italie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie	241 555
16 déc.	Prague	Accord politique	Autriche et Tchécoslovaquie	242 556
1922.				
22 févr.	Dresde	Acte de navigation de l'Elbe	Allemagne, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Tchécoslovaquie	243 556
17 mars	Varsovie	Accord politique	Estonie, Finlande, Lettonie, Pologne	244 557
12 mai	Genève	Déclaration au Conseil de la S. d. N. concernant la protection des minorités en Lithuanie	Lithuanie	245 558
15 mai	Genève	Conv. relative à la Haute-Silésie	Allemagne et Pologne	246 559
26 juin	Varsovie	Conv. commerciale	Pologne et Suisse	247 561
20 juill.	Londres	Mandat sur l'Est-africain	Conféré à S. M. le roi des Belges	248 562
20 juill.	Londres	Mandat sur l'Est-africain	Conféré à S. M. britannique	249 562
20 juill.	Londres	Mandat sur le Cameroun	Conféré à S. M. britannique	250 563
20 juill.	Londres	Mandat sur le Cameroun	Conféré à la République française	251 563
20 juill.	Londres	Mandat sur le Togo	Conféré à S. M. britannique	252 563
20 juill.	Londres	Mandat sur le Togo	Conféré à la République française	253 563
24 juill.	Londres	Mandat pour la Palestine	Conféré à S. M. britannique	254 564
24 juill.	Londres	Mandat pour la Syrie et le Liban	Conféré à la République française	255 564
4 oct.	Genève	Protocole n° II relatif à la reconstruction de l'Autriche	Autriche, Empire britannique, France, Italie, Tchécoslovaquie	256 564
4 oct.	Genève	Protocole n° III (Déclaration) relatif à la reconstruction de l'Autriche	Autriche	257 565

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

337

1922 (<i>suite</i>).	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>N^{os}. Pages.</i>
7 oct.	Prague	Traité de commerce	Lettonie et Tchécoslovaquie	363 637
10 oct.	Bagdad	Traité d'alliance	Grande-Bretagne et Irak	258 565
19 oct.	Tallinn	Traité de commerce	Estonie et Hongrie	364 637
7 nov.	Stockholm	Conv. relative à la navigation aérienne	Danemark et Suède	259 566
1923.				
20 janv.	La Haye	Conv. de commerce	Pays-Bas et Tchécoslovaquie	260 566
28 févr.	Montevideo	Traité d'arbitrage général obligatoire	Uruguay et Venezuela	12 82
10 avril	Budapest	Accord relatif à l'arbitrage	Autriche et Hongrie	13 83
26 mai	Stockholm	Conv. relative à la navigation aérienne	Norvège et Suède	261 567
23 juin	Washington	Accord pour le renouvellement de la Conv. d'arbitrage	É.-U. d'Amérique et Empire britannique	14 84
7 juill.	Genève	Déclaration au Conseil de la S. d. N. sur les minorités	Lettonie	262 567
24 juill.	Lausanne	Traité de paix	Empire britannique, France, Grèce, Italie, Japon, Roumanie, Turquie	263 569
24 juill.	Lausanne	Déclaration sur l'administration judiciaire	Turquie	360 635
24 juill.	Lausanne	Conv. relative à la compensation à payer par la Grèce aux ressortissants alliés	Empire britannique, France, Grèce, Italie	365 638
23 août	Washington	Accord pour le renouvellement de la Conv. d'arbitrage	É.-U. d'Amérique et Japon	15 86
12 sept.	Genève	Conv. pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes	(Traité collectif)	184 498
17 sept.	Genève	Résolution du Conseil de la S. d. N. relative à la protection des minorités en Estonie	—	264 571

1923 (<i>suite</i>).	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>Nos. Pages.</i>
1 ^{er} nov.	Tallinn	Traité d'alliance défensive	Estonie et Lettonie	265 571
1 ^{er} nov.	Tallinn	Traité préliminaire de l'Union économique et douanière	Estonie et Lettonie	366 639
3 nov.	Genève	Conv. internationale pour la simplification des formalités douanières	(Traité collectif)	185 500
19 nov.	Riga	Traité de commerce et de navigation	Hongrie et Lettonie	367 640
9 déc.	Genève	Conv. et Statut sur le régime international des voies ferrées	(Traité collectif)	186 502
9 déc.	Genève	Conv. et Statut sur le régime international des ports maritimes	(Traité collectif)	187 504
9 déc.	Genève	Conv. relative au transport en transit de l'énergie électrique	(Traité collectif)	188 507
9 déc.	Genève	Conv. relative à l'aménagement des forces hydrauliques	(Traité collectif)	189 508
18 déc.	Paris	Conv. relative à l'organisation du statut de la zone de Tanger	Empire britannique, Espagne, France	266 571
1924.				
25 janv.	Paris	Traité d'alliance et d'amitié	France et Tchécoslovaquie	267 572
14 mars	Genève	Protocole n° II relatif à la reconstruction financière de la Hongrie	Hongrie	268 572
14 avril	Bucarest	Conv. concernant le régime des eaux des territoires limitrophes et la liquidation des syndicats de défense contre les inondations, coupés par la frontière	Hongrie et Roumanie	269 573
28 avril	Oslo	Conv. concernant la frontière entre Finmark et Petsamo	Finlande et Norvège	270 573
8 mai	Paris	Conv. relative au Territoire de Memel	Empire britannique, France, Italie, Japon, Lithuanie	271 574

1924 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
30 mai	Varsovie	Traité de commerce et de navigation	Pays-Bas et Pologne	272 575
2 juin	Stockholm	Traité de conciliation	Suède et Suisse	368 640
6 juin	Copenhague	<i>Idem</i>	Danemark et Suisse	369 641
10 juin	Kovno	Échange de notes comportant un arrangement provisoire relatif au commerce et à la navigation	Lithuanie et Pays-Bas	273 576
18 juin	Budapest	Traité de conciliation et d'arbitrage	Hongrie et Suisse	16 86
23 juin	Rio-de-Janeiro	Traité relatif au règlement judiciaire des différends	Brésil et Suisse	17 90
27 juin	Stockholm	Conv. relative à l'institution d'une commission de conciliation	Finlande et Suède	370 642
27 juin	Stockholm	<i>Idem</i>	Danemark et Suède	371 642
27 juin	Stockholm	<i>Idem</i>	Danemark et Norvège	372 643
27 juin	Stockholm	<i>Idem</i>	Danemark et Finlande	373 643
27 juin	Stockholm	<i>Idem</i>	Finlande et Norvège	374 643
27 juin	Stockholm	<i>Idem</i>	Norvège et Suède	375 644
2 juill.	Riga	Traité de commerce	Lettonie et Pays-Bas	274 576
9 juill.	Copenhague	Conv. relative au Groënland oriental	Danemark et Norvège	275 577
22 juill.	Tallinn	Traité de commerce provisoire	Estonie et Pays-Bas	276 577
9 août	Riga	Traité de commerce et de navigation	Autriche et Lettonie	376 644
14 août	Oslo	<i>Idem</i>	Lettonie et Norvège	377 644
21 août	Washington	Conv. concernant la réglementation du trafic des boissons alcooliques	É.-U. d'Amérique et Pays-Bas	277 578
30 août	Londres	Accord concernant l'Arrangement du 9 août 1924 entre le Gouv. allemand et la Commission des Réparations	Gouv. alliés et Gouv. allemand	378 645

1924 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
30 août	Londres	Arrangement pour l'exécution du Plan des experts du 9 avril 1924	Gouv. alliés et Gouv. allemand	278 579
30 août	Londres	<i>Idem</i>	Gouv. alliés	279 580
20 sept.	Rome	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Italie et Suisse	18 91
27 sept.	Genève	Décision du Conseil de la S. d. N., relative à l'application à l'Irak des principes de l'art. 22 du Pacte (Mandat britannique sur l'Irak)	Empire britannique	280 582
2 oct.	Genève	Résolutions relatives au règlement pacifique des différends internatio- naux adoptées par la 5 ^{me} Assemblée de la S. d. N.	—	10 62
11 oct.	Vienne	Traité de conciliation	Autriche et Suisse	19 95
3 nov.	Riga	Traité de commerce et de navigation	Danemark et Lettonie	281 582
9 nov.	Londres	Échange de notes pour le renouvellement de la Conv. d'arbitrage	Grande-Bretagne et Suède	20 97
2 déc.	Londres	Traité de commerce et de navigation	Allemagne et Grande- Bretagne	282 583
4 déc.	Berlin	Conv. commerciale	Lettonie et Suisse	379 648
9 déc.	La Haye	Conv. de commerce	Hongrie et Pays-Bas	283 583
26 déc.	Tokio	Traité de règlement judiciaire	Japon et Suisse	21 99
1925.				
17 janv.	Helsingfors	Conv. de conciliation et d'arbitrage	Estonie, Finlande, Let- tonie, Pologne	22 100
14 févr.	Oslo	Conv. concernant le régime juridique inter- national des eaux du Pasvik (Patsjoki) et du Jakobselv (Vuorema- joki)	Finlande et Norvège	284 584
14 févr.	Oslo	Conv. concernant le flottage du bois sur le Pasvik (Patsjoki)	Finlande et Norvège	285 584

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

341

1925 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
14 févr.	Paris	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	France et Siam	286 585
19 févr.	Genève	Conv. relative à l'opium	(Traité collectif)	190 509
7 mars	Berne	Traité de conciliation et d'arbitrage	Pologne et Suisse	23 106
28 mars	Riga	Conv. de conciliation	Lettonie et Suède	380 648
6 avril	Paris	Traité de conciliation et d'arbitrage obligatoire	France et Suisse	24 110
17 avril	Varsovie	Échange de notes comportant une conv. commerciale provisoire	Grèce et Pologne	287 586
23 avril	Varsovie	Traité de conciliation et d'arbitrage	Pologne et Tchécoslovaquie	25 114
13 mai	Londres	Échange de notes pour le renouvellement de la Conv. d'arbitrage	Grande-Bretagne et Norvège	26 119
29 mai	Tallinn	Conv. de conciliation	Estonie et Suède	381 649
5 juin	Genève	Conv. concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail	(Traité collectif)	191 511
8 juin	Genève	Conv. concernant le travail de nuit dans les boulangeries	(Traité collectif)	192 512
8 juin	La Haye	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	Pays-Bas et Siam	288 587
10 juin	Genève	Conv. concernant la réparation des accidents du travail	(Traité collectif)	193 512
10 juin	Genève	Conv. concernant la réparation des maladies professionnelles	(Traité collectif)	194 513
11 juin	Kovno	Conv. relative à l'institution d'une commission de conciliation	Lithuanie et Suède	382 649
17 juin	Genève	Conv. concernant le contrôle du commerce international des armes et munitions et des matériels de guerre	(Traité collectif)	95 513

1925 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	N ^{os} .	Pages.
7 juill.	Bruxelles	Traité de commerce et de navigation	Union économique belgo-luxembourgeoise et Lettonie	383	649
12 juill.	Londres	Échange de notes pour le renouvellement de la Conv. d'arbitrage	Grande-Bretagne et Pays- Bas	27	120
14 juill.	Londres	Traité de commerce et de navigation	Grande-Bretagne et Siam	289	587
15 juill.	Paris	Traité de règlement judiciaire	Brésil et Libéria	28	120
3 août	Madrid	Traité d'amitié, de com- merce et de navigation	Espagne et Siam	290	588
14 août	Paris	Traité portant délimi- tation de frontière	Allemagne et France	291	588
14 août	Lisbonne	Traité d'amitié, de commerce et de navi- gation	Portugal et Siam	292	589
21 août	Oslo	Traité de conciliation	Norvège et Suisse	29	121
1 ^{er} sept.	Copenhague	Traité d'amitié, de commerce et de naviga- tion	Danemark et Siam	293	589
21 sept.	Genève	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Grèce et Suisse	30	125
14 oct.	Berne	Conv. commerciale	Estonie et Suisse	384	650
16 oct.	Locarno	Conv. d'arbitrage	Allemagne et Belgique	31	129
16 oct.	Locarno	Conv. d'arbitrage	Allemagne et France	32	133
16 oct.	Locarno	Traite d'arbitrage	Allemagne et Pologne	33	134
16 oct.	Locarno	Traité d'arbitrage	Allemagne et Tchécoslova- quie	34	134
3 nov.	Stockholm	Traité de conciliation et d'arbitrage	Pologne et Suède	35	135
25 nov.	Oslo	Conv. pour le règlement pacifique des différends	Norvège et Suède	36	140
25 nov.	Londres	Conv. d'arbitrage	Grande-Bretagne et Siam	37	143
26 nov.	Berlin	Protocole annexé au Traité de douane et de crédit	Allemagne et Pays-Bas	385	651

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR 343

1925 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	N ^{os} . Pages.
7 déc.	Prague	Accord concernant l'application des art. 266 (dernier al.) et 273 du Traité de Saint-Germain	Autriche et Tchécoslovaquie	361 635
12 déc.	La Haye	Traité de conciliation	Pays-Bas et Suisse	38 143
19 déc.	Stockholm	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	Siam et Suède	294 590
1926.				
2 janv.	Prague	Traité de conciliation et d'arbitrage	Suède et Tchécoslovaquie	39 147
14 janv.	Stockholm	Conv. pour le règlement pacifique des différends	Danemark et Suède	40 149
15 janv.	Copenhague	<i>Idem</i>	Danemark et Norvège	41 152
29 janv.	Helsingfors	<i>Idem</i>	Finlande et Suède	42 153
30 janv.	Helsingfors	<i>Idem</i>	Danemark et Finlande	43 154
2 févr.	Jérusalem	Conv. de bon voisinage	Palestine ; Syrie et Grand-Liban	295 591
3 févr.	Berne	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage obligatoires	Roumanie et Suisse	44 155
3 févr.	Helsingfors	Conv. pour le règlement pacifique des différends	Finlande et Norvège	45 159
10 févr.	Monrovia	Échange de notes concernant la Conv. d'arbitrage	É.-U. d'Amérique et Libéria	46 161
4 mars	La Havane	Conv. pour prévenir la contrebande des boissons alcooliques	É.-U. d'Amérique et Cuba	296 592
5 mars	Vienne	Traité de conciliation et d'arbitrage	Autriche et Tchécoslovaquie	47 162
16 avril	Vienne	<i>Idem</i>	Autriche et Pologne	48 165
20 avril	Madrid	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Espagne et Suisse	49 170
23 avril	Copenhague	Traité de conciliation et d'arbitrage	Danemark et Pologne	50 173
30 avril	Bruxelles	<i>Idem</i>	Belgique et Suède	51 178

1926 (suite)	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	N ^{os} . Pages.
4 mai	Prague	Conv. concernant l'exécution des contrats d'assurance sur la vie et de rentes viagères	Italie et Tchécoslovaquie	386 652
9 mai	Rome	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	Italie et Siam	297 593
12 mai	Athènes	Conv. commerciale	Grèce et Pays-Bas	298 593
20 mai	La Haye	Traité d'arbitrage et de conciliation	Allemagne et Pays-Bas	52 181
28 mai	Stockholm	Traité de conciliation et d'arbitrage	Autriche et Suède	53 186
29 mai	Paris	Convention relative à la navigation aérienne	Allemagne et Belgique	E 9 436 329
30 mai	Ankara	Conv. d'amitié et de bon voisinage	France et Turquie	299 594
2 juin	Berlin	Traité d'arbitrage et de conciliation	Allemagne et Danemark	54 187
4 juin	Londres	Conv. pour le renouvellement de la Conv. d'arbitrage du 25 oct. 1905	Danemark et Grande-Bretagne	55 193
4 juin	Londres	Conv. pour le renouvellement, en ce qui concerne l'Islande, de la Conv. d'arbitrage anglo-danoise du 25 oct. 1905	Grande-Bretagne et Islande	56 193
5 juin	Genève	Conv. concernant la simplification de l'inspection des émigrants à bord des navires	(Traité collectif)	196 514
10 juin	Paris	Conv. pour le règlement pacifique des différends	France et Roumanie	57 194
19 juin	Paris	Accord concernant le contrôle sanitaire à l'île de Kamaran des pèlerins se rendant à La Mecque	Grande-Bretagne et Pays-Bas	387 653
23 juin	Genève	Conv. concernant le rapatriement des marins	(Traité collectif)	197 515
24 juin	Genève	Conv. concernant le contrat d'engagement des marins	(Traité collectif)	198 515

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR 345

1926 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
28 juin	Riga	Traité concernant le règlement des relations économiques	Allemagne et Lettonie	388 654
5 juill.	Paris	Traité d'arbitrage	Danemark et France	58 195
16 juill.	Londres	Traité de commerce et de navigation	Grande-Bretagne et Grèce	300 594
16 juill.	Oslo	Traité d'amitié, de commerce et de navigation	Norvège et Siam	301 595
23 juill.	Londres	Traité de commerce et de navigation	Grande-Bretagne et Hongrie	302 595
24 juill.	Belgrade	Traité de commerce	Hongrie et Yougoslavie	389 654
7 août	Madrid	Traité d'amitié, de conciliation et de règlement judiciaire	Espagne et Italie	59 198
27 août	Berne	Conv. pour le règlement des rapports au sujet de certaines clauses du régime juridique de la future dérivation de Kembs	France et Suisse	303 596
7 sept.	Port-au-Prince	Conv. commerciale	Haïti et Pays-Bas	304 596
10 sept.	Athènes	Conv. de commerce	Grèce et Suède	305 597
18 sept.	Genève	Traité de conciliation et d'arbitrage	Pologne et Yougoslavie	60 198
25 sept.	Genève	Conv. relative à l'esclavage	(Traité collectif)	199 516
28 sept.	Bruxelles	Traité de commerce et de navigation	Union économique belgo-luxembourgeoise et Estons	390 655
13 oct.	Athènes	<i>Idem</i>	Albanie et Grèce	391 655
29 nov.	Athènes	Conv. provisoire de commerce	Grèce et Suisse	392 656
30 nov.	Prague	Traité d'arbitrage	Danemark et Tchécoslovaquie	61 200
11 déc.	Kaunas	Traité de conciliation et d'arbitrage	Danemark et Lituanie	62 205
18 déc.	Tallinn	Traité de conciliation	Danemark et Estonie	393 657
29 déc.	Rome	Traité de conciliation et d'arbitrage	Allemagne et Italie	63 206

1926 (suite).	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>Nos. Pages.</i>
29 déc.	Lisbonne	Échange de notes concernant l'abrogation de la Conv. d'arbitrage du 15 nov. 1913	Portugal et Suède	64 210
1927.				
4 janv.	Londres	Échange de notes pour le renouvellement de la Conv. d'arbitrage	Grande-Bretagne et Portugal	65 212
5 févr.	Bruxelles	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Belgique et Suisse	66 213
5 févr.	Riga	Traité d'exécution de l'Union douanière	Estonie et Lettonie	394 657
9 févr.	Oslo	Conv. de commerce et de navigation	Chili et Norvège	306 597
15 févr.	Vienne	Traité concernant la navigation aérienne	Autriche et Tchécoslovaquie	307 598
24 févr.	Rome	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Chili et Italie	67 218
25 févr.	Riga	Conv. de commerce et de navigation	Grèce et Lettonie	395 658
3 mars	Bruxelles	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Belgique et Danemark	68 219
4 mars	Stockholm	Traité de conciliation et d'arbitrage	Belgique et Finlande	69 221
24 mars	Bruxelles	Conv. relative à l'application des mesures de police sanitaire maritime	Belgique et Pays-Bas	308 598
5 avril	Rome	Traité d'amitié, de conciliation et d'arbitrage	Hongrie et Italie	70 221
12 mai	Guatemala	Traité de commerce	Guatemala et Pays-Bas	309 599
12 mai	Londres	Traité de commerce et de navigation	Grande-Bretagne et Yougoslavie	310 599
20 mai	Berlin	Conv. concernant la navigation aérienne	Allemagne et Italie	311 600
21 mai	La Haye	Traité de conciliation	Pays-Bas et Suède	71 225
16 juin	Genève	Conv. concernant l'assurance-maladie des travailleurs de l'industrie et du commerce et des gens de maison	(Traité collectif)	200 517

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

347

1927 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
16 juin	Genève	Conv. concernant l'assurance-maladie des travailleurs agricoles	(Traité collectif)	201 518
20 juin	Tallinn	Traité de commerce	Estonie et Tchécoslovaquie	396 658
29 juin	Berlin	Conv. relative à la navigation aérienne	Allemagne et Grande-Bretagne	312 600
29 juin	Athènes	Conv. de commerce et de navigation	Grèce et Norvège	313 601
9 juill.	Bruxelles	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Belgique et Portugal	72 226
12 juill.	Genève	Conv. internationale pour la création d'une Union internationale de secours	(Traité collectif)	202 518
19 juill.	Bruxelles	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Belgique et Espagne	73 232
11 août	Lisbonne	Conv. pour régler l'aménagement hydro-électrique de la section internationale du Douro	Espagne et Portugal	314 601
15 août	Santander	Conv. générale concernant la navigation aérienne	Espagne et Italie	315 602
17 août	Paris	Accord commercial	Allemagne et France	316 603
20 août	Berne	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Colombie et Suisse	74 238
13 sept.	Londres	Traité de conciliation	Colombie et Suède	75 242
17 sept.	Rome	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Italie et Lituanie	76 245
17 oct.	Bruxelles	Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Belgique et Luxembourg	77 249
20 oct.	Paris	Traité de conciliation et d'arbitrage	France et Luxembourg	78 252
2 nov.	Athènes	Traité de commerce et de navigation	Grèce et Yougoslavie	397 659

1927 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
8 nov.	Genève	Conv. pour l'abolition des prohibitions et res- trictions à l'importation et à l'exportation	(Traité collectif)	203 519
				E 8
11 nov.	Paris	Conv. d'arbitrage	France et Yougoslavie	421 452
16 nov.	Berne	Traité de conciliation et de règlement judi- ciaire	Finlande et Suisse	79 254
22 déc.	Rome	Accord relatif à l'exécu- tion des art. 266 (dernier al.) et 273 du Traité de Saint-Germain	Autriche et Italie	362 636
1928.				
2 janv.	Madrid	Conv. de commerce et de navigation	Danemark et Espagne	317 603
18 janv.	Lisbonne	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Portugal	80 259
29 janv.	Berlin	Traité d'arbitrage et de conciliation	Allemagne et Lithuanie	81 263
3 mars	Paris	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	France et Suède	82 265
10 mars	Genève	Traité d'arbitrage et de conciliation	France et Pays-Bas	83 268
14 mars	Copenhague	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Danemark et Espagne	84 273
21 mars	Genève	Pacte de non-agression et d'arbitrage	Grèce et Roumanie	85 275
22 mars	Madrid	Conv. générale de navi- gation aérienne	Espagne et France	318 604
5 avril	Washington	Traité d'arbitrage et de conciliation	Danemark et Haïti	86 280
6 avril	Vienne	Traité de commerce	Autriche et Danemark	319 604
7 avril	Bangkok	Traité d'amitié, de com- merce et de navigation	Allemagne et Siam	320 605
26 avril	Madrid	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Suède	87 282
11 mai	Rome	Traité relatif à la navi- gation aérienne	Autriche et Italie	321 605

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

349

1928 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
16 mai	Paris	Accord commercial	Autriche et France	322 606
30 mai	Rome	Traité de neutralité, de conciliation et de règlement judiciaire	Italie et Turquie	88 286
31 mai	Helsinki	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Finlande	89 290
9 juin	Genève	Traité de conciliation	Finlande et Pays-Bas	90 292
11 juin	Vienne	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Autriche et Espagne	91 292
16 juin	Genève	Conv. concernant l'institution de méthodes de fixation des salaires minima	(Traité collectif)	204 521
21 juin	Luxembourg	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Luxembourg	92 293
2 juill.	Paris	Conv. commerciale	France et Tchécoslovaquie	323 607
6 juill.	Paris	Traité de conciliation et d'arbitrage	France et Portugal	E 9 429 304
11 juill.	Genève	Arrangement international relatif à l'exportation des peaux	(Traité collectif)	205 521
11 juill.	Genève	Arrangement international relatif à l'exportation des os	(Traité collectif)	206 522
21 août	Helsinki	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Finlande et Italie	93 295
22 août	Berlin	Conv. de commerce et de navigation	Danemark et Grèce	324 607
29 août	Berne	Protocole portant modification du Traité d'arbitrage et de conciliation du 3 déc. 1921	Allemagne et Suisse	94 296
1 ^{er} sept.	Prétoria	Traité de commerce et de navigation	Union sud-africaine et Allemagne	398 659
11 sept.	Prétoria	Conv. réglant l'introduction de travailleurs indigènes du Mozambique dans la province du Transvaal, etc.	Union sud-africaine et Portugal	399 660

1928 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
23 sept.	Rome	Traité d'amitié, de conciliation et de règlement judiciaire	Grèce et Italie	95 302
26 sept.	Genève	Acte général de conciliation, de règlement judiciaire et de règlement arbitral	(Traité collectif)	11 70
17 oct.	Berne	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Portugal et Suisse	96 306
25 oct.	Bruxelles	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Belgique et Pologne	97 308
27 oct.	La Haye	Traité de règlement judiciaire et de conciliation	Pays-Bas et Siam	98 313
29 oct.	Luxembourg	Traité de conciliation et d'arbitrage	Luxembourg et Pologne	99 314
30 oct.	Berlin	Traité de commerce et de navigation	Allemagne et Lithuanie	400 661
7 nov.	Prague	Conv. concernant le règlement des créances et dettes mutuelles, nées avant le 26 févr. 1919, en anciennes couronnes austro-hongroises, entre les créanciers ou les débiteurs serbes, croates et slovènes et tchécoslovaques	Tchécoslovaquie et Yougoslavie	325 609
8 nov.	Budapest	Conv. de commerce et de navigation	Hongrie et Suède	326 609
10 nov.	Berlin	Conv. destinée à mettre fin aux différends financiers existant entre l'Allemagne et la Roumanie	Allemagne et Roumanie	401 662
14 nov.	Prague	Conv. concernant le règlement des questions découlant de la délimitation de la frontière	Hongrie et Tchécoslovaquie	402 662
16 nov.	Prague	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Tchécoslovaquie	100 319
30 nov.	Varsovie	Traité de conciliation et d'arbitrage	Hongrie et Pologne	101 320

1928 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
3 déc.	Helsinki	Protocole portant modification à la Conv. d'arbitrage et de conciliation conclue le 14 mars 1925	Allemagne et Finlande	102 323
3 déc.	Madrid	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Pologne	103 326
7 déc.	Tallinn	Traité de commerce et de navigation	Allemagne et Estonie	403 663
9 déc.	Ankara	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Suisse et Turquie	104 330
11 déc.	Varsovie	Traité de commerce	Autriche et Estonie	404 664
12 déc.	Prague	Traité concernant la réglementation des questions juridiques relatives à la frontière décrite par l'art. 27, al. 6, du Traité de Saint-Germain	Autriche et Tchécoslovaquie	405 665
12 déc.	Budapest	Traité de conciliation et d'arbitrage	Irlande et Hongrie	105 334
27 déc.	Madrid	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Norvège	106 335
1929.				
5 janv.	Budapest	Traité de neutralité, de conciliation et d'arbitrage	Hongrie et Turquie	107 339
17 févr.	Téhéran	Traité d'amitié	Allemagne et Iran ¹	406 666
6 mars	Ankara	Traité de neutralité, de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Bulgarie et Turquie	108 341
11 mars	Athènes	Conv. de commerce, de navigation et d'établissement	France et Grèce	327 610
15 mars	Paris	Conv. de commerce	Estonie et France	328 610
27 mars	Belgrade	Pacte d'amitié, de conciliation et de règlement judiciaire	Grèce et Yougoslavie	109 346
28 mars	La Haye	Traité de commerce et de navigation	Autriche et Pays-Bas	329 611

¹ Par décision du Gouvernement de Téhéran, et à dater du 21 mars 1935, les dénominations de « Perse » et de « persan » sont abolies et remplacées par « Iran » et « iranien ». Le changement de dénomination a été porté à la connaissance du Greffe par une communication du Secrétaire général de la Société des Nations en date du 20 mars 1935.

1929 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	N ^{os} . Pages.
20 avril	Genève	Conv. internationale pour la répression du faux-monnayage	(Traité collectif)	207 523
23 avril	Prague	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Belgique et Tchécoslovaquie	110 354
25 avril	Berlin	Protocole modifiant la Conv. d'arbitrage du 29 août 1924	Allemagne et Suède	111 362
29 avril	Tallinn	Conv. de commerce et de navigation	Estonie et Hongrie	407 567
10 mai	Téhéran	Traité d'amitié	France et Iran	E 12 507 386
16 mai	Ankara	Traité d'arbitrage et de conciliation	Allemagne et Turquie	112 365
16 mai	Budapest	Conv. de commerce et de navigation	Hongrie et Lithuanie	408 667
21 mai	Belgrade	Acte général de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Roumanie, Tchécoslovaquie et Yougoslavie	113 369
23 mai	Téhéran	Traité d'amitié	Belgique et Iran	409 668
27 mai	Téhéran	Traité d'amitié	Iran et Suède	410 670
30 mai	La Paz	Traité de commerce	Bolivie et Pays-Bas	330 611
8 juin	Prague	Pacte d'amitié, de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Grèce et Tchécoslovaquie	114 373
10 juin	Madrid	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Hongrie	115 375
10 juin	Rome	Conv. d'établissement et de commerce	Albanie et Suisse	331 612
15 juin	Paris	Protocole relatif à des amendements aux art. 3, 5, 7, 15, 34, 37, 41, 42, et aux clauses finales de la Conv. sur la navigation aérienne du 13 oct. 1919	(Traité collectif)	E 10 450 306
17 juin	Oslo	Conv. de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Italie et Norvège	116 378
21 juin	Genève	Conv. concernant l'indication du poids sur les gros colis transportés par bateau	(Traité collectif)	208 524

1929 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
21 juin	Genève	Conv. concernant la protection des travailleurs occupés au chargement ou au déchargement des bateaux contre les accidents	(Traité collectif)	209 524
25 juin	Athènes	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Belgique et Grèce	117 383
8 juill.	Berne	Conv. de commerce	France et Suisse	411 671
9 juill.	Tallinn	Conv. de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Estonie et Tchécoslovaquie	118 385
10 juill.	Paris	Traité d'arbitrage	Espagne et France	E 11 476 276
22 juill.	Budapest	Traité de conciliation et d'arbitrage	Bulgarie et Hongrie	119 387
15 août	Luxembourg	Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Luxembourg et Portugal	120 389
26 août	Copenhague	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Islande	121 389
26 août	Berne	Traité de commerce	Union économique belgo-luxembourgeoise et Suisse	412 672
9 sept.	Genève	Conv. de règlement pacifique de tous les différends internationaux	Norvège et Tchécoslovaquie	122 392
11 sept.	Genève	Traité d'arbitrage et de conciliation	Allemagne et Luxembourg	123 393
14 sept.	Genève	Protocole relatif à la revision du Statut de la Cour	(Traité collectif)	6 24
14 sept.	Genève	Amendements au Statut de la Cour	—	7 26
14 sept.	Genève	Protocole relatif à l'adhésion des É.-U. d'Amérique au Protocole de signature du Statut de la Cour	(Traité collectif)	8 27
14 sept.	Genève	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Pays-Bas et Tchécoslovaquie	124 398

1929 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	N ^{os} . Pages.
16 sept.	Genève	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Luxembourg et Suisse	125 399
17 sept.	Genève	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Luxembourg et Pays-Bas	126 403
18 sept.	Genève	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règle- ment judiciaire	Luxembourg et Tchéco- slovaquie	127 403
20 sept.	Genève	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Suisse et Tchécoslovaquie	128 404
2 oct.	Prague	Conv. de règlement ju- diciaire, d'arbitrage et de conciliation	Finlande et Tchécoslova- quie	129 408
16 oct.	Rome	Traité de commerce et de navigation	Italie et Panama	E 10 473 320
2 nov.	Hambourg	Décision relative à l'exé- cution des art. 363-364 du Traité de Versailles, et annexes	Allemagne et Tchécoslo- vaquie	332 612
6 nov.	Paris	Conv. commerciale	Cuba et France	E 8 424 470
27 nov.	Tallinn	Traité de conciliation et d'arbitrage	Estonie et Hongrie	130 409
9 déc.	Oslo	Traité de conciliation, d'arbitrage et de règle- ment judiciaire	Norvège et Pologne	131 410
18 déc.	Genève	Protocole des négo- ciations (régularisation du Rhin entre Stras- bourg/Kehl et Istein)	Allemagne, France et Suisse	333 613
27 déc.	Vienne	Accord concernant le paiement des réclama- tions des ressortissants hellènes relatives aux dommages subis pen- dant la période de neu- tralité de la Grèce	Autriche et Grèce	334 614
31 déc.	Varsovie	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Bulgarie et Pologne	132 414
1930.				E 9
13 janv.	Moscou	Traité d'amitié	Iran et Lithuanie	442 334

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

355

1930 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
14 janv.	La Haye	Accord relatif à la libération des biens, droits et intérêts des ressortissants allemands grevés du privilège établi en vertu du Traité de Versailles	Allemagne et Canada	413 673
18 janv.	La Haye	Conv. pour le règlement définitif des questions résultant des Sections III et IV de la Partie X du Traité de Saint-Germain	Autriche et Belgique	414 674
20 janv.	La Haye	Accord relatif au règlement complet et définitif du problème des réparations	Union sud-africaine, Allemagne, Australie, Belgique, Canada, France, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Pologne, Portugal, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie	335 614
20 janv.	La Haye	Déclaration (annexe 1 à l'Accord du 20 janv. 1930)	Allemagne	336 617
20 janv.	La Haye	Accord relatif à l'acquittement définitif des obligations financières de l'Autriche	Union sud-africaine, Australie, Autriche, Belgique, Canada, France, Grande-Bretagne, Grèce, Inde, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Pologne, Portugal, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie	337 617
20 janv.	La Haye	Accord concernant le règlement des réparations bulgares	Union sud-africaine, Australie, Belgique, Bulgarie, Canada, France, Grande-Bretagne, Grèce, Inde, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Pologne, Portugal, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie	338 618
20 janv.	La Haye	Conv. concernant la Banque des Règlements internationaux	Allemagne, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Suisse	339 619
22 janv.	Luxembourg	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Luxembourg et Roumanie	133 417
22 janv.	La Haye	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Pays-Bas et Roumanie	134 419

1930 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
23 janv.	Athènes	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Grèce	135 420
3 févr.	Paris	Traité d'amitié, de conciliation et d'arbi- trage	France et Turquie	136 421
6 févr.	Rome	Traité d'amitié, de conciliation et de règle- ment judiciaire	Autriche et Italie	137 424
13 févr. 18 févr.	Le Cap Lourenço- Marques	Accord commercial entre le Haut-Commis- saire pour l'Afrique du Sud et le gouverneur général de Mozambique régulant les relations commerciales entre Swaziland, etc., et Mozambique	Grande-Bretagne et Por- tugal	415 674
14 févr.	Madrid	Conv. relative à la navi- gation aérienne	Espagne et Pays-Bas	E 10 460 311
28 févr.	Riga	Traité d'arbitrage	Danemark et Lettonie	138 428
8 mars	Prague	Conv. de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Lithuanie et Tchecoslova- quie	139 430
12 mars	Téhéran	Traité d'amitié	Iran et Pays-Bas	416 675
25 mars	Belgrade	Conv. de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Belgique et Yougoslavie	140 430
10 avril	Varsovie	Conv. de commerce et de navigation	Grèce et Pologne	340 619
12 avril	La Haye	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Pays-Bas et Pologne	141 432
12 avril	La Haye	Conv. concernant cer- taines questions rela- tives aux conflits de loi sur la nationalité	(Traité collectif)	210 525
12 avril	La Haye	Protocole relatif aux obligations militaires dans certains cas de double nationalité	(Traité collectif)	211 526
12 avril	La Haye	Protocole relatif à un cas d'apatridie	(Traité collectif)	212 527

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

357

1930 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
12 avril	La Haye	Protocole spécial relatif à l'apatridie	(Traité collectif)	213 527
28 avril	Paris	Accord (n° I)	Union sud-africaine, Australie, Belgique, Canada, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Inde, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Pologne, Portugal, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie	417 677
28 avril	Paris	Accord (n° II)	<i>Idem</i>	341 620
28 avril	Paris	Accord (n° III)	<i>Idem</i>	342 621
28 avril	Paris	Accord (n° IV)	France, Grande-Bretagne, Italie, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie	418 678
28 avril	Paris	Accord relatif à la Fondation Gojdu	Hongrie et Roumanie	343 622
28 avril	Ankara	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Turquie	142 435
28 avril	Paris	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Flandre et France	143 437
5 mai	Athènes	Traité de conciliation et d'arbitrage	Grèce et Hongrie	144 442
			E 9	
12 mai	Dublin	Traité de commerce et de navigation	Allemagne et État libre d'Irlande	443 335
			E 9	
23 mai	Bruxelles	Conv. pour l'établissement et l'exploitation d'une ligne aérienne Belgique-France-Congo	Belgique et France	437 329
26 mai	La Haye	Traité de commerce	Pays-Bas et Suisse	344 622
28 mai	Belgrade	Traité de commerce et de navigation	Pays-Bas et Yougoslavie	345 623
3 juin	Athènes	Conv. de commerce	Grèce et Hongrie	346 623
			E 12	
20 juin	Bucarest	Conv. relative à l'établissement et à l'exploitation des lignes régulières de transport aérien	Roumanie et Tchécoslovaquie	503 378
			E 9	
21 juin	Kaunas	Traité de commerce et de navigation	Danemark et Lithuanie	347 623
			E 10	
23 juin	Varsovie	Conv. de commerce et de navigation	Pologne et Roumanie	461 311

1930 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
23 juin	Varsovie	Conv. vétérinaire an- nexée à la Conv. de commerce et de navi- gation	Pologne et Roumanie	E 10 462 312
26 juin	Vienne	Traité d'amitié, de con- ciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Autriche et Grèce	145 442
27 juin	Tingvellir	Conv. concernant la procédure pour le règle- ment des différends	Danemark et Islande	146 444
27 juin	Tingvellir	Conv. concernant le règlement pacifique des différends	Finlande et Islande	147 446
27 juin	Tingvellir	<i>Idem</i>	Islande et Norvège	148 447
27 juin	Tingvellir	<i>Idem</i>	Islande et Suède	149 449
27 juin	Štrbské Pleso	Traité de commerce et de navigation	Roumanie et Tchécoslo- vaquie	348 624
28 juin	Genève	Conv. concernant la réglementation de la durée du travail dans le commerce et dans les bureaux	(Traité collectif)	214 528
28 juin	Genève	Conv. concernant le travail forcé ou obli- gatoire	(Traité collectif)	215 528
8 juill.	Bucarest	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Belgique et Roumanie	E 9 430 308
15 juill.	Prague	Conv. concernant le règlement des ques- tions découlant de la délimitation de la fron- tière entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie	Roumanie et Tchécoslova- quie	E 13 528 330
26 juill.	Lisbonne	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Norvège et Portugal	150 450
2 août	Varsovie	Conv. relative à l'exploit- ation des lignes aérien- nes commerciales	France et Pologne	E 8 425 470
6 août	Londres	Traité de commerce et de navigation	Grande-Bretagne et Roumanie	349 625
13 août	Riga	Traité de conciliation et d'arbitrage	Hongrie et Lettonie	151 455
27 août	Paris	Conv. d'établissement	France et Roumanie	E 13 523 323

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

359

1930 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
24 sept.	Genève	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Belgique et Lithuanie	152 455
1 ^{er} oct.	Oslo	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Autriche et Norvège	153 456
30 oct.	Ankara	Traité d'amitié, de neutralité, de conciliation et d'arbitrage	Grèce et Turquie	154 457
24 nov.	Kaunas	Traité de conciliation et d'arbitrage	Lettonie et Lithuanie	155 462
8 déc.	Belgrade	Conv. concernant l'application et l'exécution de quelques dispositions de l'Accord général de La Haye entre l'Autriche et les États créanciers conclu le 20 janv. 1930	Autriche et Yougoslavie	419 678
1931.				
26 janv.	Vienne	Traité de conciliation et d'arbitrage	Autriche et Hongrie	156 464
11 mars	La Haye	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Pays-Bas et Yougoslavie	157 466
17 mars	Ankara	Conv. de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Tchécoslovaquie et Turquie	158 467
27 mars	La Haye	Protocole pour reconnaître à la Cour la compétence d'interpréter les conventions de La Haye de droit international privé	Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Pays-Bas, Yougoslavie	216 529
30 mars	La Haye	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Espagne et Pays-Bas	159 471
11 avril	Tallinn	Conv. de commerce et de navigation	Estonie et Finlande	420 679
17 avril	Athènes	Conv. concernant les services de transport aérien	Grande-Bretagne et Grèce	350 625
18 avril	Ankara	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Belgique et Turquie	160 475

1931 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
28 avril	Riga	Traité de conciliation et de règlement judiciaire	Italie et Lettonie	161 478
21 mai	Genève	Conv. portant création d'une Société internationale de crédit hypothécaire agricole	(Traité collectif)	217 530
28 mai	Tokio	Traité d'amitié et de commerce	Siam et Suisse	351 626
5 juin	Athènes	Conv. pour l'établissement de lignes de navigation aérienne	France et Grèce	E 9 438 330
18 juin	Genève	Conv. limitant la durée du travail dans les mines de charbon	(Traité collectif)	218 531
23 juin	Sofia	Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire	Belgique et Bulgarie	E 10 444 278
26 juin	Sofia	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Bulgarie et Espagne	E 13 508 296
13 juill.	Genève	Conv. pour limiter la fabrication et régler la distribution des stupéfiants	(Traité collectif)	219 532
31 juill.	Tirana	Traité de commerce et de navigation	Albanie et Grande-Bretagne	352 626
11 août	Londres	Protocole concernant l'Allemagne relatif à la suspension de certaines dettes intergouvernementales	Union sud-africaine, Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Grande-Bretagne, Grèce, Inde, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Pologne, Portugal, Roumanie, Tchécoslovaquie	353 627
11 août	Bucarest	Conv. de commerce et de navigation	Grèce et Roumanie	E 8 426 471
11 août	Bucarest	Conv. d'établissement	Grèce et Roumanie	E 8 427 471
21 août	Berne	Conv. relative à l'établissement en Suisse du fonds agraire	France, Grande-Bretagne, Hongrie, Italie, Suisse	354 627
21 août	Berne	Conv. relative à l'établissement en Suisse du fonds spécial	France, Grande-Bretagne, Italie, Roumanie, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie	355 628
22 août	Vienne	Conv. d'établissement, de commerce et de navigation	Autriche et Roumanie	356 628

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

361

1931 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
				E 8
3 oct.	Moscou	Traité d'amitié	Estonie et Iran	428 474
				E 9
7 oct.	Bucarest	Conv. d'établissement, de commerce et de navigation	Roumanie et Suède	439 330
				E 8
31 oct.	Copenhague	Traité de commerce et de navigation	Danemark et Pays-Bas	357 629
				E 8
9 nov.	La Paz	Traité de commerce	Bohème et Danemark	358 629
				E 8
26 nov.	Sofia	Traité de conciliation, d'arbitrage et de règle- ment judiciaire	Bulgarie et Norvège	422 456
				E 10
12 déc.	Moscou	Traité d'amitié	Finlande et Iran	474 320
				E 9
4 janv.	Varsovie	Traité d'amitié, de conciliation et d'arbi- trage	Grèce et Pologne	431 312
				E 8
12 févr.	Genève	Traité de conciliation, d'arbitrage et de règle- ment judiciaire	Luxembourg et Norvège	423 463
				E 10
27 févr.	Madrid	Conv. générale de na- vigation aérienne	Belgique et Espagne	463 312
				E 10
27 févr.	Madrid	Arrangement concer- nant la création et l'ex- ploitation de lignes aériennes passant au- dessus de leurs terri- toires respectifs	Belgique et Espagne	464 313
				E 10
8 mars	Genève	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Danemark et Turquie	445 284
				E 10
8 avril	Madrid	Conv. relative à la navigation aérienne	Espagne et Suède	465 313
				E 11
15 avril	Luxembourg	Traité de conciliation et de règlement judi- ciaire	Italie et Luxembourg	477 281
				E 10
16 avril	Genève	Traité de règlement ju- diciaire, d'arbitrage et de conciliation	Pays-Bas et Turquie	446 288

1932 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
27 avril	Genève	Conv. concernant la protection des travailleurs occupés au chargement et au déchargement des bateaux contre les accidents (révisée en 1932)	(Traité collectif)	E 9 434 328
30 avril	Genève	Conv. concernant l'âge d'admission des enfants aux travaux non industriels	(Traité collectif)	E 9 435 328
30 mai	Bagdad	Déclaration faite par l'Irak à l'occasion de l'extinction du régime mandataire	Irak	E 9 440 331
28 juin	Semmering	Accord relatif à la constitution des services spéciaux aux Portes-de-Fer	Commission int. du Danube, Roumanie, Yougoslavie	E 11 487 299
2 juill.	Washington	Traité de commerce et de navigation	Panama et Pays-Bas	E 9 441 331
5 juill.	Rome	Conv. concernant la navigation aérienne	Hongrie et Italie	E 11 488 299
16 juill.	Vienne	Conv. relative à la navigation aérienne	Autriche et Grande-Bretagne	E 10 466 314
6 déc.	Lisbonne	Conv. de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Portugal et Suède	E 10 447 293
1933.				E 11
3 janv.	Rome	Conv. sur la reconnaissance et l'exécution de décisions judiciaires	Italie et Suisse	489 300
16 janv.	Ankara	Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Norvège et Turquie	E 9 432 318
20 févr.	Genève	Conv. d'établissement et de travail	Belgique et Pays-Bas	E 13 524 323
23 mars	La Haye	Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation	Norvège et Pays-Bas	E 9 433 323
5 avril	La Haye	Traité d'arbitrage, de règlement judiciaire et de conciliation	Pays-Bas et Venezuela	E 10 448 296

1933 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
13 avril	Athènes	Conv. de conciliation, d'arbitrage et de règle- ment judiciaire	Danemark et Grèce	E 11 478 284
19 avril	La Haye	Traité de règlement ju- diciaire, d'arbitrage et de conciliation	Japon et Pays-Bas	E 10 449 300
24 avril	Londres	Accord commercial	Danemark et Grande- Bretagne	E 10 467 315
27 avril	Berlin	Traité modifiant le Traité de douane et de crédit conclu le 26 nov. 1925	Allemagne et Pays-Bas	E 11 496 308
1 ^{er} mai	Londres	Conv. commerciale	Argentine et Grande- Bretagne	E 10 468 315
15 mai	Londres	Accord commercial	Grande-Bretagne et Norvège	E 10 469 316
15 mai	Londres	Accord commercial	Grande-Bretagne et Suède	E 10 470 316
19 mai	Londres	Accord commercial	Grande-Bretagne et Islande	E 10 471 317
29 juin	Genève	Conv. concernant les bureaux de placement payants	(Traité collectif)	E 10 453 308
29 juin	Genève	Conv. concernant l'as- surance-vieillesse obli- gatoire des salariés des entreprises industrielles et commerciales, des professions libérales, ainsi que des travail- leurs à domicile et des gens de maison	(Traité collectif)	E 10 454 309
29 juin	Genève	Conv. concernant l'as- surance-vieillesse obli- gatoire des salariés des entreprises agricoles	(Traité collectif)	E 10 455 309
29 juin	Genève	Conv. concernant l'as- surance-invalidité obli- gatoire des salariés des entreprises industrielles et commerciales, des professions libérales, ainsi que des travail- leurs à domicile et des gens de maison	(Traité collectif)	E 10 456 309

364 ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

1933 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	N ^{os} . Pages.
				E 10
29 juin	Genève	Conv. concernant l'assurance-invalidité obligatoire des salariés des entreprises agricoles	(Traité collectif)	457 310
				E 10
29 juin	Genève	Conv. concernant l'assurance-décès obligatoire des salariés des entreprises industrielles et commerciales, des professions libérales, ainsi que des travailleurs à domicile et des gens de maison	(Traité collectif)	458 310
				E 10
29 juin	Genève	Conv. concernant l'assurance-décès obligatoire des salariés des entreprises agricoles	(Traité collectif)	459 310
				E 12
19 juill.	Bucarest	Conv. d'établissement	Roumanie et Suisse	504 378
				E 10
29 sept.	Helsingfors	Accord commercial	Finlande et Grande-Bretagne	472 317
				E 10
5-11 oct.	Genève	Conv. pour faciliter la circulation internationale des films ayant un caractère éducatif	(Traité collectif)	452 308
				E 10
11 oct.	Genève	Conv. internationale pour la répression de la traite des femmes majeures	(Traité collectif)	451 307
				E 11
11 oct.	Genève	Conv. de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage	Lettonie et Tchécoslovaquie	479 290
				E 10
13 oct.	Londres	Conv. concernant la suppression de l'importation illicite des boissons alcooliques en Finlande	Finlande et Grande-Bretagne	475 322
				E 13
17 oct.	Ankara	Traité d'amitié, de non-agression, d'arbitrage et de conciliation	Roumanie et Turquie	509 301
				E 13
27 nov.	Belgrade	Traité d'amitié et de non-agression, de règlement judiciaire d'arbitrage et de conciliation	Turquie et Yougoslavie	510 304
				E 13
19 déc.	La Haye	Traité d'arbitrage, de règlement judiciaire et de conciliation	Danemark et Venezuela	511 310

1934.	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
20 févr.	Téhéran	Traité d'amitié, d'établissement et de commerce	Danemark et Iran	E 13 525 323
25 avril	Berne	Traité d'amitié	Iran et Suisse	E 13 526 325
26 avril	Rome	Conv. internationale pour l'unification des méthodes de prélèvement des échantillons et d'analyse des fromages	(Traité collectif)	E 13 512 318
24 mai	Rio-de-Janeiro	Protocole de paix, d'amitié et de coopération	Colombie et Pérou	E 11 490 300
19 juin	Genève	Conv. (révisée) concernant le travail de nuit des femmes (1934)	(Traité collectif)	E 11 480 296
21 juin	Genève	Conv. concernant la durée du travail dans les verreries à vitres automatiques	(Traité collectif)	E 11 481 296
21 juin	Genève	Conv. (révisée) concernant la réparation des maladies professionnelles (1934)	(Traité collectif)	E 11 482 296
23 juin	Genève	Conv. assurant aux chômeurs involontaires des indemnités ou des allocations	(Traité collectif)	E 11 483 296
6 juill.	Londres	Accord commercial	Grande-Bretagne et Lituanie	E 11 491 302
11 juill.	Londres	Accord complémentaire au Traité de commerce et de navigation du 18 janv. 1926	Estonie et Grande-Bretagne	E 11 492 302
17 juill.	Londres	Accord commercial	Grande-Bretagne et Lettonie	E 11 493 303
24 nov.	Genève	(Résolution de l'Assemblée de la S. d. N. : affaire du Chaco)		E 11 494 303
1935.				E 11
20 févr.	Genève	Conv. internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux	(Traité collectif)	E 11 484 297

1935 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
20 févr.	Genève	Conv. internationale concernant le transit des animaux, des viandes et des autres produits d'origine animale	(Traité collectif)	E 11 485 297
20 févr.	Genève	Conv. internationale concernant l'exportation et l'importation de produits d'origine animale (autres que les viandes, les préparations de viande, les produits animaux frais, le lait et les dérivés du lait)	(Traité collectif)	E 11 486 298
27 févr.	Londres	Accord commercial	Royaume-Uni et Pologne	E 12 505 378
13 mai	La Haye	Traité d'arbitrage, de règlement judiciaire et de conciliation	Norvège et Venezuela	E 12 497 370
20 mai	Tallinn	Conv. concernant la navigation aérienne	Estonie et Suède	E 13 527 326
12 juin	Buenos-Ayres	Protocole	Bolivie et Paraguay	E 11 495 305
18 juin	Berne	Conv. provisoire réglant la circulation aérienne	Hongrie et Suisse	E 13 529 331
21 juin	Genève	Conv. concernant l'emploi des femmes aux travaux souterrains dans les mines de toutes catégories	(Traité collectif)	E 12 498 376
21 juin	Genève	Conv. (révisée) limitant la durée du travail dans les mines de charbon	(Traité collectif)	E 12 499 376
22 juin	Genève	Conv. concernant la réduction de la durée du travail à quarante heures par semaine	(Traité collectif)	E 12 500 376
22 juin	Genève	Conv. concernant l'établissement d'un régime international de conservation des droits dans l'assurance invalidité- vieillesse-décès	(Traité collectif)	E 12 501 377

ACTES RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR 367

1935 (suite).	Lieu de signature.	Intitulé de l'acte.	Parties contractantes.	Nos. Pages.
25 juin	Genève	Conv. concernant la réduction de la durée du travail dans les verreries à bouteilles	(Traité collectif)	E 12 502 377
2 oct.	Buenos-Ayres	Résolution concernant les responsabilités découlant de la guerre du Chaco	Bolivie et Paraguay	E 12 506 379
10 oct.	Londres	Renouvellement de la Conv. d'arbitrage du 25 oct. 1905	Royaume-Uni, Australie, Carada et Nouvelle-Zélande, et Islande	E 12 56 349
1936.				E 13
20 juin	Genève	Conv. concernant la réglementation de certains systèmes particuliers de recrutement des travailleurs	(Traité collectif)	513 319
23 juin	Genève	Conv. concernant la réduction de la durée du travail dans les travaux publics	(Traité collectif)	E 13 514 319
24 juin	Genève	Conv. concernant les congés annuels payés	(Traité collectif)	E 13 515 319
26 juin	Genève	Conv. pour la répression du trafic illicite des drogues nuisibles	(Traité collectif)	E 13 516 319
24 oct.	Genève	Conv. concernant le minimum de capacité professionnelle des capitaines et officiers de la marine marchande	(Traité collectif)	E 13 517 320
24 oct.	Genève	Conv. concernant les congés annuels payés des marins	(Traité collectif)	E 13 518 321
24 oct.	Genève	Conv. concernant les obligations de l'armateur en cas de maladie, d'accident ou de décès des gens de mer	(Traité collectif)	E 13 519 321
24 oct.	Genève	Conv. concernant l'assurance-maladie des gens de mer	(Traité collectif)	E 13 520 321

1936 <i>(suite)</i> .	<i>Lieu de signature.</i>	<i>Intitulé de l'acte.</i>	<i>Parties contractantes.</i>	<i>N^{os}. Pages.</i>
24 oct.	Genève	Conv. concernant la durée du travail à bord des navires et les effectifs	(Traité collectif)	E 13 521 321
24 oct.	Genève	Conv. fixant l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime (révisée en 1936)	(Traité collectif)	E 13 522 322

TABLE DES MATIÈRES

<i>Introduction</i>	Pages 7
-------------------------------	------------

CHAPITRE PREMIER

DE LA COUR ET DU GREFFE

I. — DE LA COUR.

1. — Composition de la Cour	9
2. — Préséance, Présidence et Vice-Présidence	16
Liste des Juges	16
3. — Biographie des membres de la Cour	16
4. — Des Juges « ad hoc »	20
Liste des candidats juges	21
Juges <i>ad hoc</i> dans les affaires traitées	25
5. — Chambres spéciales (Chambre pour les litiges de travail, Chambre pour les litiges de communications et de transit, Chambre de procédure sommaire)	27
6. — Assesseurs	28
A. — Liste des assesseurs pour litiges de travail	29
B. — » » » » » transit et de communications	33
Liste générale des assesseurs	35
7. — Experts	39

II. — DU GREFFIER.

Titulaire du poste (M. Julio López Oliván)	39
Greffier-adjoint (M. L. J. H. Jorstad)	39

III. — DU GREFFE.

Liste des fonctionnaires	40
Le Tribunal administratif de la S. d. N.	41

IV. — PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DIPLOMATIQUES DES JUGES ET DES FONCTIONNAIRES DU GREFFE	42
--	----

V. — LOCAUX ET BIBLIOTHÈQUE.

	Pages
Bibliothèque	42
VI. — COMMUNICATIONS POSTALES, ETC.	42

CHAPITRE II

DU STATUT ET DU RÈGLEMENT

I. — Le Statut :

Signatures et ratifications du Protocole de signature de 1920	43
Protocole de revision de 1929, et entrée en vigueur du Statut révisé.	44

II. — Le Règlement	44
------------------------------	----

CHAPITRE III

DE LA COMPÉTENCE DE LA COUR

I. — COMPÉTENCE EN MATIÈRE CONTENTIEUSE.

1. — Compétence *ratione materiæ* :

En vertu d'un compromis	47
Liste des affaires introduites par compromis	47
En vertu d'un traité ou d'une convention	48
En vertu de la Disposition facultative	51
Texte de la Disposition	52
Liste (avec tableau) des États signataires, des États liés, etc.	53
En vertu de la résolution du Conseil de la S. d. N. du 17 mai 1922	56
L'Acte général de 1928	56
Affaires soumises par requête unilatérale	57
Liste des affaires soumises par requête unilatérale	57
Compétence comme instance de recours	59
Mesures conservatoires	59
Compétence en matière de compétence	59
Interprétation d'un arrêt	60

2. — Compétence *ratione personæ* 61

A. — Membres de la S. d. N. 61

B. — États mentionnés à l'annexe au Pacte 62

Les États-Unis d'Amérique 62

Signatures et ratifications du Protocole du 14 septembre 1929 relatif à l'adhésion des États-Unis	62
---	----

C. — Autres États auxquels la Cour est ouverte 63

Déclaration de la Principauté de Monaco (22 avril 1937)	63
---	----

TABLE DES MATIÈRES

371

Pages

3. — Des voies de communication avec les gouvernements . . . 65

II. — COMPÉTENCE EN MATIÈRE CONSULTATIVE.

Requêtes du Conseil *proprio motu* 69
 Autres requêtes 69
 Procédure pour le vote des demandes d'avis 71
 Résolution de l'Assemblée (10 oct. 1936) 72
 Circulaire du Secrétaire général aux Membres de la S. d. N.
 (8 avril 1936) 73
 Discussion au Conseil de la S. d. N. (22-26 janv. 1937) . . . 73

III. — AUTRES ACTIVITÉS.

Tâches spéciales confiées à la Cour ou à son Président . . . 74
 a) Nominations d'arbitres ou d'experts, etc., par la Cour . . . 75
 b) » » » » » le Président . . . 75
 Requêtes de personnes privées contre un gouvernement . . . 76

CHAPITRE IV

SESSIONS ET DÉCISIONS DE LA COUR ;
 RÔLE GÉNÉRAL

Introduction 81
 Dates des sessions tenues par la Cour 83
 Liste des arrêts, ordonnances et avis (avec sommaire) . . . 84
 Ordonnances de la Cour (18 juin 1936 — 1^{er} juillet 1937) :
 I. — Index chronologique 99
 II. — » analytique 101
 Rôle général de la Cour (nouvelles inscriptions) III

CHAPITRE V

ARRÊTS, ORDONNANCES ET AVIS CONSULTATIFS

A/B 69. Affaire Losinger & Cie, S. A. (lésistement) (*Ordon-*
nance du 14 déc. 1936) II9
 A/B 68. Affaire Pajzs, Csáky, Esterházy (*Arrêt du 16 déc.*
1936) 121
 A/B 70. Affaire des prises d'eau à la Meuse (*Arrêt du 28 juin*
1937) 127

CHAPITRE VI

DÉCISIONS DE LA COUR

PORTANT APPLICATION DU STATUT ET DU RÈGLEMENT.

DIXIÈME ADDENDUM, ET INDEX

	Pages
Introduction	133
<i>Première Partie :</i>	
SECTION I. Statut : Procédure contentieuse	135
» II. » : Procédure consultative	145
» III. Autres activités	145
<i>Deuxième Partie :</i>	
SECTION A. Index analytique du chapitre VI	146
SECTION B. Index des décisions de la Cour (pour chaque article du <i>Statut</i>)	155
SECTION C. Index des décisions de la Cour (pour chaque article du <i>Règlement</i>)	158

CHAPITRE VII

PUBLICATIONS DE LA COUR

Séries des publications et catalogues	159
Nouvelles publications parues	159
Édition allemande	160
Tableau des publications (par années et par séries).	161

CHAPITRE VIII

FINANCES DE LA COUR

I. — RÈGLES POUR LA GESTION DES FINANCES

A. — Bases et historique	163
B. — Le Règlement financier	163
1) « Crédits supplémentaires »	163
2) Fonds de garantie	164
3) Fonds de réserve	165
C. — Autres règles :	
1) Fonds de pensions des membres de la Cour	165
2) Greffier de la Cour :	
Pension du Greffier	166
Traitement du Greffier	168

D. — Mesures spéciales :	Pages
1) Budget de 1936	169
2) » » 1937	170
3) Prévisions budgétaires pour 1938	174

2. — COMPTABILITÉ ANNUELLE

Exercice 1936. — 1. Prévisions budgétaires	175
2. Comptes	175
3. Résumé de l'actif et du passif au 31 décembre 1936	177
Exercice 1937. — 1. Prévisions budgétaires	178
» 1938. — 1. » »	179

CHAPITRE IX

LISTE BIBLIOGRAPHIQUE DES PUBLICATIONS
RELATIVES A LA COUR

(La table des matières du chapitre IX figure aux pages 182-183.)

Index des noms d'auteurs et des noms cités de la Liste . . .	224
» » matières de la Liste	249

CHAPITRE X

SIXIÈME ADDENDUM A LA QUATRIÈME ÉDITION
DE LA COLLECTION DES TEXTES
RÉGISSANT LA COMPÉTENCE DE LA COUR

Introduction	261
------------------------	-----

Section I.

<i>Modifications et additions aux textes cités dans la quatrième édition de la Collection et dans les premier, deuxième, troisième, quatrième et cinquième addenda</i>	263
Tableau des États ayant souscrit à la Disposition facultative	269

Section II.

<i>Actes régissant la compétence de la Cour parvenus à la connaissance du Greffe depuis le 15 juin 1936</i>	295
PREMIÈRE PARTIE. — Textes constitutionnels fixant la compétence de la Cour. (<i>Pas d'actes nouveaux.</i>)	

	Pages
DEUXIÈME PARTIE. — Actes ayant pour objet le règlement pacifique des différends et visant la compétence de la Cour :	
<i>Section A</i> : Actes collectifs. (<i>Pas d'actes nouveaux.</i>)	
<i>Section B</i> : Autres actes	296
TROISIÈME PARTIE. — Actes divers prévoyant la compétence de la Cour :	
<i>Section A</i> : Actes collectifs	318
<i>Section B</i> : Autres actes	323
QUATRIÈME PARTIE. — Actes conférant à la Cour ou à son Président une fonction extrajudiciaire :	
<i>Section A</i> : Nomination par la Cour. (<i>Pas d'actes nouveaux.</i>)	
<i>Section B</i> : Nomination par le Président (le Vice-Président ou le juge le plus âgé)	330
Liste par ordre chronologique des actes (déjà entrés en vigueur ou simplement signés) régissant la compétence de la Cour . .	332

SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS A. W. SIJTHOFF, LEYDE (Hollande)

Dépositaires généraux des publications de la Cour permanente de Justice internationale :

- ALLEMAGNE, AUTRICHE, ÉTATS DES BALKANS. K. F. Köhlers Antiquarium, Täubchenweg 21, LEIPZIG.
- ARGENTINE. Libreria « El Ateneo », Calle Florida 371, BUENOS-AIRES.
- BELGIQUE. Agence Dechenne, Messageries de la Presse. S. A., 20, rue du Persil, BRUXELLES.
- BOLIVIE. Flores, San Román y Cia., Libreria « Renacimiento », LA PAZ.
- BRÉSIL. Livraria F. Briguiet & Cia., 23, Rua Sachet, RIO DE JANEIRO.
- CHILI. Alexander R. Walker, Ahumada 357, SANTIAGO-DE-CHILI.
- COSTA-RICA. Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- CUBA. Rambla Bouza y Cia., LA HAVANE.
- DANEMARK. G. E. C. Gad's Boghandel, Vimmelskaflet 32, COPENHAGUE.
- ÉQUATEUR. Victor Janer, GUAYAQUIL.
- ESPAGNE. Ruiz Hermanos, Plaza de Santa Ana 13, MADRID (12).
- ÉTATS-UNIS. Columbia University Press, NEW-YORK.
- FINLANDE. Akademiska Bokhandeln, 7, Alexandersgatan, HELSINGFORS.
- FRANCE. Imprimerie et Librairie Berger-Levrault, 5, rue Auguste-Comte, PARIS (VI^e).
- GRANDE-BRETAGNE. George Allen & Unwin Ltd., 40, Museumstreet, LONDRES W. C. 1.
- GUATEMALA. J. Humberto Ayestas, Libreria Cervantès, 10^a, Calle Oriente n^o 5, GUATEMALA.
- HAWAÏ. Pan-Pacific Union, HONOLULU.
- HONDURAS. Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- HONGRIE. Librairie Grill, Dorottya utca 2, BUDAPEST (V).
- ITALIE. Libreria Fratelli Bocca, Via Marco Minghetti 26-29, ROME.
- JAPON. Maruzen Co., Ltd. (Maruzen-Kabushiki-Kaisha), 11-16, Nihonbashi Tori-Sanchome, TOKIO.
- LETONIE. Latwijas Telegrata Agentura, Kr. Barona Iela 4, RIGA.
- MEXIQUE. Pedro Robredo, Avenidas de Argentina y Guatemala, MEXICO.
- NICARAGUA. Libreria Viuda de Lines, SAN JOSÉ DE COSTA-RICA.
- NORVÈGE. Olaf Norli, Universitetsgaten 24, OSLO.
- PÉROU. Alberto Ulloa, Apartado de Correo 128, LIMA.
- POLOGNE. Gebethner & Wolff, ulica Sienkiewicza 9 (Zgoda 12), VARSOVIE.
- ROUMANIE. K. F. Köhlers Antiquarium, Täubchenweg 21, LEIPZIG.
- SUÈDE. C. E. Fritze, Hofbokhandel, Fredsgatan 2, STOCKHOLM.
- SUISSE. Librairie Payot & Cie, GENÈVE, LAUSANNE, VEVEY, MONTREUX, NEUCHÂTEL, BERNE.
- TCHÉCOSLOVAQUIE. Librairie F. Topič, 11, Narodni, PRAGUE.
- URUGUAY. Libreria Maximino Garcia, Calle Sarandi 461, MONTEVIDEO.